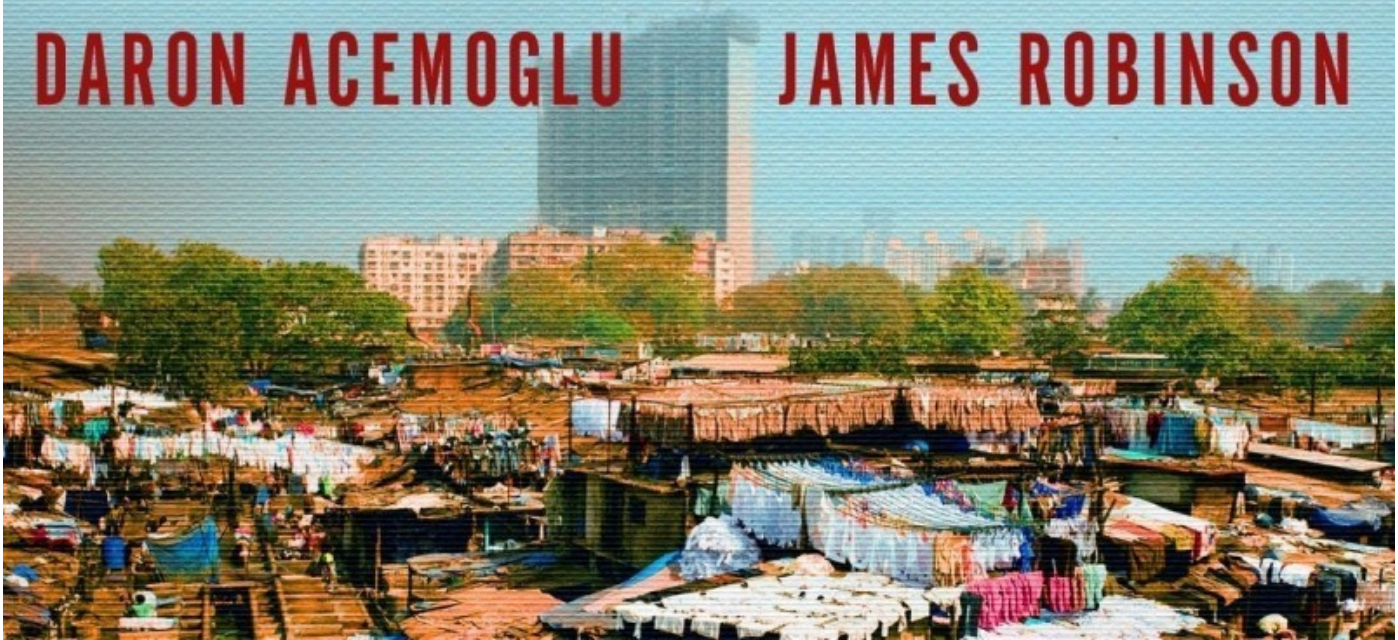
THE ORIGINS OF
POWER, PROSPERITY, AND POVERTY

WHY NATIONS FAIL

DARON ACEMOGLU JAMES ROBINSON



ÉLOGES POUR « *Why Nations Fail* »

« Acemoglu et Robinson ont apporté une contribution importante au débat sur les raisons pour lesquelles des nations d'apparence similaire présentent des différences si marquées en matière de développement économique et politique. À travers une multitude d'exemples historiques, ils montrent comment les évolutions institutionnelles, parfois fondées sur des circonstances tout à fait fortuites, ont eu des conséquences considérables. L'ouverture d'une société, sa volonté de permettre la destruction créatrice et l'État de droit semblent être des facteurs décisifs pour le développement économique. »

—Kenneth J. Arrow, lauréat du prix Nobel d'économie, 1972

« Les auteurs démontrent de manière convaincante que les pays ne sortent de la pauvreté que lorsqu'ils disposent d'institutions économiques appropriées, en particulier la propriété privée et la concurrence. De manière plus originale, ils affirment que les pays sont plus susceptibles de développer les institutions adéquates lorsqu'ils disposent d'un système politique pluraliste ouvert, avec une concurrence pour les fonctions politiques, un électorat large et une ouverture à de nouveaux dirigeants politiques. Ce lien étroit entre les institutions politiques et économiques est au cœur de leur contribution majeure et a donné lieu à une étude très vivante sur l'une des questions cruciales de l'économie et de l'économie politique. »

—Gary S. Becker, lauréat du prix Nobel d'économie, 1992

« Cet ouvrage important et perspicace, riche en exemples historiques, démontre que des institutions politiques inclusives soutenant des institutions économiques inclusives sont essentielles à une prospérité durable. Il examine comment certains bons régimes ont vu le jour et ont ensuite connu une spirale vertueuse, tandis que les mauvais régimes sont restés dans une spirale vicieuse. Il s'agit d'une analyse importante à ne pas manquer. »

—Peter Diamond, lauréat du prix Nobel d'économie, 2010

« Pour ceux qui pensent que le destin économique d'une nation est déterminé par la géographie ou la culture, Daron Acemoglu et Jim Robinson ont une mauvaise nouvelle. Ce sont les institutions créées par l'homme, et non la configuration du territoire ou la foi de nos ancêtres, qui déterminent si un pays est riche ou pauvre. Synthétisant brillamment les travaux de théoriciens tels qu'Adam Smith ou Douglass North avec des recherches empiriques plus récentes menées par des historiens de l'économie, Acemoglu et Robinson ont produit un ouvrage convaincant et très accessible. »

—Niall Ferguson, auteur de *The Ascent of Money*

« Acemoglu et Robinson, deux des plus grands experts mondiaux en matière de développement, révèlent pourquoi ce ne sont pas la géographie, les maladies ou la culture qui expliquent pourquoi certaines nations sont riches et d'autres pauvres, mais plutôt les institutions et la politique. Cet ouvrage très accessible offre des informations précieuses tant aux spécialistes qu'au grand public. »

—Francis Fukuyama, auteur de *The End of History and the Last L'homme* et *les origines de l'ordre politique*

« Un livre brillant et inspirant, mais aussi un signal d'alarme profondément inquiétant. Acemoglu et Robinson exposent une théorie convaincante sur presque tout ce qui touche au développement économique. Les pays prospèrent lorsqu'ils mettent en place les institutions politiques propices à la croissance et échouent, souvent de manière spectaculaire, lorsque ces institutions se sclérosent ou ne parviennent pas à s'adapter. Les personnes puissantes cherchent toujours et partout à prendre le contrôle total du gouvernement, sapant ainsi le progrès social au profit de leur propre cupidité. Contrôlez ces personnes grâce à une démocratie efficace ou assistez à l'échec de votre nation. »

—Simon Johnson, coauteur de *13 Bankers* et professeur à MIT Sloan

« Deux des économistes les plus brillants et les plus érudits au monde s'attaquent à la question la plus difficile qui soit : pourquoi certaines nations sont-elles pauvres et d'autres riches ? Écrit avec une connaissance approfondie de l'économie et de l'histoire politique, cet ouvrage est peut-être l'argument le plus convaincant jamais avancé à ce jour pour démontrer que

« l'importance des institutions ». Un livre provocateur, instructif et passionnant. »

—Joel Mokyr, professeur Robert H. Strotz d'arts et sciences et professeur d'économie et d'histoire, Northwestern University

« Dans cette incursion passionnante à travers quatre cents ans d'histoire, deux des géants des sciences sociales contemporaines nous livrent un message inspirant et important : c'est la liberté qui rend le monde riche. Que les tyrans du monde entier tremblent ! »

—Ian Morris, Université de Stanford, auteur de *Why the West Rules—for Now*

« Imaginez-vous assis autour d'une table, écoutant Jared Diamond, Joseph Schumpeter et James Madison réfléchir à plus de deux mille ans d'histoire politique et économique. Imaginez qu'ils tissent leurs idées dans un cadre théorique cohérent basé sur la limitation de l'extraction, la promotion de la destruction créatrice et la création d'institutions politiques fortes qui partagent le pouvoir, et vous commencez à voir la contribution de ce livre brillant et captivant. »

—Scott E. Page, Université du Michigan et Institut Santa Fe

« Dans cet ouvrage d'une étonnante ampleur, Acemoglu et Robinson posent une question simple mais essentielle : pourquoi certaines nations s'enrichissent-elles tandis que d'autres restent pauvres ? Leur réponse est tout aussi simple : parce que certaines politiques développent des institutions politiques plus inclusives. Ce qui est remarquable dans cet ouvrage, c'est la concision et la clarté de l'écriture, l'élégance de l'argumentation et la richesse remarquable des détails historiques. Ce livre est à lire absolument à un moment où les gouvernements du monde occidental doivent trouver la volonté politique nécessaire pour faire face à une crise de la dette d'une ampleur inhabituelle. »

—Steven Pincus, professeur d'histoire et d'études internationales et régionales à l'université Yale

« C'est la politique, idiot ! C'est l'explication simple mais convaincante qu'Acemoglu et Robinson donnent pour expliquer pourquoi tant de pays ne parviennent pas à se développer. De l'absolutisme des Stuart au Sud d'avant la guerre civile, de la Sierra Leone à la Colombie, cet ouvrage magistral montre comment les élites au pouvoir manipulent les règles à leur avantage, au détriment du plus grand nombre. Tracant une voie prudente entre pessimisme et optimisme, les auteurs démontrent que l'histoire et la géographie ne sont pas une fatalité. Mais ils montrent également que les idées et les politiques économiques sensées ont souvent peu d'effet en l'absence de changements politiques fondamentaux. »

—Dani Rodrik, Kennedy School of Government, Harvard University

« Ce livre n'est pas seulement fascinant et intéressant : il est vraiment important. Les recherches très originales menées par les professeurs Acemoglu et Robinson, qui se poursuivent encore aujourd'hui, sur la manière dont les forces économiques, la politique et les choix politiques évoluent ensemble et s'influencent mutuellement, et sur la manière dont les institutions affectent cette évolution, sont essentielles pour comprendre les succès et les échecs des sociétés et des nations. Et ici, dans ce livre, ces idées sont présentées sous une forme très accessible, voire captivante. Ceux qui prendront ce livre et commenceront à le lire auront du mal à le reposer. »

—Michael Spence, lauréat du prix Nobel d'économie, 2001

« Cet ouvrage fascinant et accessible traite de l'évolution complexe des institutions politiques et économiques, dans le bon comme dans le mauvais sens. Il établit un équilibre délicat entre la logique du comportement politique et économique et les changements de direction créés par des événements historiques contingents, petits et grands, à des « moments critiques ». Acemoglu et Robinson fournissent une vaste gamme d'exemples historiques pour montrer comment ces changements peuvent pencher vers des institutions favorables, des innovations progressistes et la réussite économique, ou vers des institutions répressives et, à terme, le déclin ou la stagnation. D'une manière ou d'une autre, ils parviennent à susciter à la fois l'enthousiasme et la réflexion. »

—Robert Solow, lauréat du prix Nobel d'économie, 1987

Pourquoi les nations échouent

LES ORIGINES DE L' , DE LA PUISSANCE, DE LA PROSPÉRITÉ ET DE LA PAUVRETÉ

Daron Acemoglu æ Jarnc

A. Robinson

Crown Publishers • New York

Copyright © 2012 par Daron Acemoglu et James A. Robinson Tous

droits réservés.

Publié aux États-Unis par Crown Publishers, une marque de Crown Publishing Group, une division de Random House, Inc., New York.

www.crownpublishing.com

CROWN et le colophon CROWN sont des marques déposées de Random House, Inc.

Données de catalogage de la Bibliothèque du Congrès Acemoglu,

Daron.

Pourquoi les nations échouent : les origines du pouvoir, de la prospérité et de la pauvreté / Daron Acemoglu, James

A. Robinson.—1re éd.

p. cm.

Comprend des références bibliographiques.

1. Économie — Aspects politiques. 2. Histoire économique — Aspects politiques. 3. Pauvreté — Pays en développement. 4. Développement économique — Pays en développement.

5. Révolutions — Aspects économiques. 6. Pays en développement — Politique économique.

7. Pays en développement — Politique sociale. I. Robinson, James A., 1960–. II. Titre.

HB74.P65A28 2012

330—dc23

2011023538

eISBN : 978-0-307-71923-2

Cartes par Melissa Dell

Conception de la jaquette par

David Tran

Photographie de la couverture par Kirk Mastin/Getty

Images v3.1

Pour Arda et Asu — DA

Pour María Angélica, ma vie et mon âme — JR

SOMMAIRE

Couverture

Page de

titre

Copyright

Dédicace

PRÉFACE

Pourquoi les Égyptiens ont envahi la place Tahrir pour renverser Hosni Moubarak et ce que cela signifie pour notre compréhension des causes de la prospérité et de la pauvreté

1.

SI PROCHES ET POURTANT SI DIFFÉRENTS

Nogales, en Arizona, et Nogales, dans l'État de Sonora, ont la même population, la même culture et la même géographie. Pourquoi l'une est-elle riche et l'autre pauvre ?

2.

DES THÉORIES QUI NE FONCTIONNENT PAS

Les pays pauvres ne le sont pas à cause de leur géographie ou de leur culture, ni parce que leurs dirigeants ne savent pas quelles politiques enrichiront leurs citoyens.

3.

LES FACTEURS DE PROSPÉRITÉ ET DE PAUVRETÉ

Comment la prospérité et la pauvreté sont déterminées par les incitations créées par les institutions, et comment la politique détermine les institutions d'une nation.

4.

PETITES DIFFÉRENCES ET MOMENTS CRITIQUES : LE POIDS DE L'HISTOIRE

Comment les institutions évoluent à travers les conflits politiques et comment le passé façonne le présent

5.

« J'AI VU L'AVENIR, ET IL FONCTIONNE » : LA CROISSANCE SOUS DES INSTITUTIONS EXTRACTIVES

Ce que Staline, le roi Shyaam, la révolution néolithique et les cités-États mayas avaient en commun et comment cela explique pourquoi la croissance économique actuelle de la Chine ne peut durer

6.

DÉRIVE

Comment les institutions évoluent au fil du temps, s'éloignant souvent lentement les unes des autres

7.

LE TOURNANT

Comment une révolution politique en 1688 a changé les institutions en Angleterre et conduit à la révolution industrielle

8.

PAS SUR NOTRE TERRITOIRE : LES OBSTACLES AU DÉVELOPPEMENT

Pourquoi les puissances politiques de nombreux pays se sont opposées à la révolution industrielle

Inserts photo

9.

INVERSER LE DÉVELOPPEMENT

Comment le colonialisme européen a appauvri une grande partie du monde

10.

LA DIFFUSION DE LA PROSPÉRITÉ

Comment certaines régions du monde ont emprunté des voies différentes de celle de la Grande-Bretagne pour atteindre la prospérité

11.
LE CERCLE VERTUEUX
Comment les institutions qui encouragent la prospérité créent des boucles de rétroaction positives qui empêchent les élites de les saper

12.
LE CERCLE VICIEUX
Comment les institutions qui créent la pauvreté génèrent des boucles de rétroaction négatives et perdurent

13.
POURQUOI LES NATIONS ÉCHOUENT AUJOURD'HUI
Institutions, institutions, institutions

14.
BRISER LE MOULE
Comment quelques pays ont changé leur trajectoire économique en modifiant leurs institutions

15.
COMPRENDRE LA PROSPÉRITÉ ET LA PAUVRETÉ
Comment le monde aurait pu être différent et comment cette compréhension peut expliquer pourquoi la plupart des tentatives de lutte contre la pauvreté ont échoué

REMERCIEMENTS ESSAI

BIBLIOGRAPHIQUE ET SOURCES

RÉFÉRENCES

PRÉFACE

CE LIVRE traite des énormes différences de revenus et de niveaux de vie qui séparent les pays riches du monde, tels que les États-Unis, la Grande-Bretagne et l'Allemagne, des pays pauvres, tels que ceux d'Afrique subsaharienne, d'Amérique centrale et d'Asie du Sud.

Au moment où nous rédigeons cette préface, l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient sont secoués par le « printemps arabe », déclenché par la « révolution de jasmin », elle-même provoquée par l'indignation publique suscitée par l'immolation par le feu d'un vendeur ambulant, Mohamed Bouazizi, le 17 décembre 2010. Le 14 janvier 2011, le président Zine El Abidine Ben Ali, qui dirigeait la Tunisie depuis 1987, a démissionné, mais loin de s'apaiser, la ferveur révolutionnaire contre le pouvoir des élites privilégiées en Tunisie s'est intensifiée et s'est déjà propagée au reste du Moyen-Orient. Hosni Moubarak, qui dirigeait l'Égypte d'une main de fer depuis près de trente ans, a été renversé le 11 février 2011. Au moment où nous terminons cette préface, le sort des régimes de Bahreïn, de Libye, de Syrie et du Yémen reste incertain.

Les racines du mécontentement dans ces pays résident dans leur pauvreté. Le revenu moyen d'un Égyptien représente environ 12 % de celui d'un citoyen américain moyen et son espérance de vie est inférieure de dix ans ; 20 % de la population vit dans une pauvreté extrême. Bien que ces différences soient importantes, elles sont en réalité assez faibles par rapport à celles qui existent entre les États-Unis et les pays les plus pauvres du monde, tels que la Corée du Nord, la Sierra Leone et le Zimbabwe, où plus de la moitié de la population vit dans la pauvreté.

Pourquoi l'Égypte est-elle tellement plus pauvre que les États-Unis ? Quels sont les obstacles qui empêchent les Égyptiens de devenir plus prospères ? La pauvreté en Égypte est-elle immuable ou peut-elle être éradiquée ? Une façon naturelle d'aborder cette question consiste à examiner ce que les Égyptiens eux-mêmes disent des problèmes auxquels ils sont confrontés.

visage et pourquoi ils se sont soulevés contre le régime de Moubarak. Noha Hamed, vingt-quatre ans, employée dans une agence de publicité au Caire, a clairement exprimé son point de vue lors d'une manifestation sur la place Tahrir : « Nous souffrons de la corruption, de l'oppression et d'un mauvais système éducatif. Nous vivons dans un système corrompu qui doit changer. » Mosaab El Shami, 20 ans, étudiant en pharmacie, présent sur la place, partageait cet avis : « J'espère que d'ici la fin de l'année, nous aurons un gouvernement élu, que les libertés universelles seront appliquées et que nous mettrons fin à la corruption qui a envahi ce pays. » Les manifestants de la place Tahrir ont dénoncé d'une seule voix la corruption du gouvernement, son incapacité à fournir des services publics et le manque d'égalité des chances dans leur pays. Ils se sont particulièrement plaints de la répression et de l'absence de droits politiques. Comme l'a écrit Mohamed ElBaradei, ancien directeur de l'Agence internationale de l'énergie atomique, sur Twitter le 13 janvier 2011 : « Tunisie : répression + absence de justice sociale + refus des voies de changement pacifique = une bombe à retardement. » Les Égyptiens et les Tunisiens considéraient tous deux que leurs problèmes économiques étaient fondamentalement dus à leur absence de droits politiques. Lorsque les manifestants ont commencé à formuler leurs revendications de manière plus systématique, les douze premières revendications immédiates publiées par Wael Khalil, ingénieur en informatique et blogueur devenu l'un des leaders du mouvement de protestation égyptien, étaient toutes axées sur le changement politique. Des questions telles que l'augmentation du salaire minimum n'apparaissaient que parmi les revendications transitoires qui devaient être mises en œuvre ultérieurement.

Pour les Égyptiens, les facteurs qui les ont freinés comprennent un État inefficace et corrompu et une société où ils ne peuvent pas mettre à profit leur talent, leur ambition, leur ingéniosité et l'éducation qu'ils ont pu acquérir. Mais ils reconnaissent également que ces problèmes ont des racines politiques. Tous les obstacles économiques auxquels ils sont confrontés découlent de la manière dont le pouvoir politique en Égypte est exercé et monopolisé par une élite restreinte. Ils comprennent que c'est la première chose qui doit changer.

Pourtant, en croyant cela, les manifestants de la place Tahrir se sont fortement écartés de l'opinion courante sur ce sujet. Lorsqu'ils réfléchissent aux raisons pour lesquelles un pays comme l'Égypte est pauvre, la plupart des universitaires

et les commentateurs mettent l'accent sur des facteurs complètement différents. Certains soulignent que la pauvreté de l'Égypte est principalement due à sa géographie, au fait que le pays est en grande partie désertique et manque de précipitations suffisantes, et que ses sols et son climat ne permettent pas une agriculture productive. D'autres soulignent plutôt les caractéristiques culturelles des Égyptiens qui seraient préjudiciables au développement économique et à la prospérité. Selon eux, les Égyptiens n'ont pas la même éthique de travail et les mêmes traits culturels qui ont permis à d'autres de prospérer, et ont au contraire adopté des croyances islamiques incompatibles avec la réussite économique. Une troisième approche, dominante parmi les économistes et les experts politiques, repose sur l'idée que les dirigeants égyptiens ne savent tout simplement pas ce qu'il faut faire pour que leur pays prospère et ont suivi des politiques et des stratégies erronées dans le passé. Si ces dirigeants pouvaient seulement obtenir les bons conseils des bons conseillers, pensent-ils, la prospérité suivrait. Pour ces universitaires et experts, le fait que l'Égypte ait été dirigée par des élites étroites qui se sont enrichies aux dépens de la société semble sans importance pour comprendre les problèmes économiques du pays.

Dans cet ouvrage, nous soutiendrons que ce sont les Égyptiens de la place Tahrir, et non la plupart des universitaires et des commentateurs, qui ont raison. En réalité, l'Égypte est pauvre précisément parce qu'elle a été gouvernée par une élite restreinte qui a organisé la société à son propre profit, au détriment de la grande majorité de la population. Le pouvoir politique a été concentré entre les mains d'une poignée de personnes et utilisé pour créer une grande richesse pour ceux qui le détiennent, comme la fortune de 70 milliards de dollars apparemment accumulée par l'ancien président Moubarak. Les perdants ont été le peuple égyptien, comme il le comprend trop bien.

Nous montrerons que cette interprétation de la pauvreté égyptienne, celle du peuple, fournit en fait une explication générale à la pauvreté des pays pauvres. Qu'il s'agisse de la Corée du Nord, de la Sierra Leone ou du Zimbabwe, nous montrerons que les pays pauvres sont pauvres pour la même raison que l'Égypte. Des pays comme la Grande-Bretagne et les États-Unis sont devenus riches parce que leurs citoyens ont renversé les élites qui contrôlaient le pouvoir et ont créé une société où les droits politiques étaient beaucoup plus largement répartis, où le gouvernement était responsable et réactif envers les citoyens, et où la grande

masse de la population pouvait profiter des opportunités économiques. Nous montrerons que pour comprendre pourquoi il existe une telle inégalité dans le monde aujourd'hui, nous devons nous plonger dans le passé et étudier la dynamique historique des sociétés. Nous verrons que si la Grande-Bretagne est plus riche que l'Égypte, c'est parce qu'en 1688, la Grande-Bretagne (ou l'Angleterre, pour être exact) a connu une révolution qui a transformé la politique et donc l'économie du pays. Le peuple s'est battu pour obtenir davantage de droits politiques, qu'il a utilisés pour élargir ses opportunités économiques. Il en a résulté une trajectoire politique et économique fondamentalement différente, qui a abouti à la révolution industrielle.

La révolution industrielle et les technologies qu'elle a engendrées ne se sont pas propagées en Égypte, car ce pays était sous le contrôle de l'Empire ottoman, qui traitait l'Égypte à peu près de la même manière que la famille Moubarak l'a fait plus tard. La domination ottomane en Égypte a été renversée par Napoléon Bonaparte en 1798, mais le pays est ensuite tombé sous le contrôle du colonialisme britannique, qui n'avait pas plus d'intérêt que les Ottomans à promouvoir la prospérité de l'Égypte. Bien que les Égyptiens se soient débarrassés des empires ottoman et britannique et aient renversé leur monarchie en 1952, ces événements n'ont pas été des révolutions comme celle de 1688 en Angleterre. Plutôt que de transformer fondamentalement la politique en Égypte, ils ont porté au pouvoir une autre élite aussi peu intéressée par la prospérité des Égyptiens ordinaires que l'avaient été les Ottomans et les Britanniques. En conséquence, la structure fondamentale de la société n'a pas changé et l'Égypte est restée pauvre.

Dans cet ouvrage, nous étudierons comment ces schémas se reproduisent au fil du temps et pourquoi ils sont parfois modifiés, comme ce fut le cas en Angleterre en 1688 et en France avec la révolution de 1789. Cela nous aidera à comprendre si la situation en Égypte a changé aujourd'hui et si la révolution qui a renversé Moubarak conduira à la mise en place de nouvelles institutions capables d'apporter la prospérité aux Égyptiens ordinaires. L'Égypte a connu par le passé des révolutions qui n'ont rien changé, car ceux qui les ont menées ont simplement pris la relève de ceux qu'ils avaient destitués et recréé un système similaire. Il est en effet difficile pour les citoyens ordinaires d'acquérir un réel pouvoir politique et de changer le fonctionnement de leur société. Mais c'est possible, et nous verrons comment cela s'est produit en Angleterre, en France et

aux États-Unis, mais aussi au Japon, au Botswana et au Brésil. Fondamentalement, c'est une transformation politique de ce type qui est nécessaire pour qu'une société pauvre devienne riche. Certains signes indiquent que cela pourrait être en train de se produire en Égypte. Reda Metwaly, un autre manifestant de la place Tahrir, a déclaré : « Aujourd'hui, vous voyez des musulmans et des chrétiens ensemble, vous voyez des jeunes et des vieux ensemble, tous désireux de la même chose. » Nous verrons qu'un mouvement aussi large au sein de la société a joué un rôle clé dans les autres transformations politiques. Si nous comprenons quand et pourquoi de telles transitions se produisent, nous serons mieux à même d'évaluer quand ces mouvements risquent d'échouer, comme cela a souvent été le cas par le passé, et quand nous pouvons espérer qu'ils réussiront et amélioreront la vie de millions de personnes.

1.

SI PROCHES ET POURTANT SI DIFFÉRENTS

L'ÉCONOMIE DU RIO GRANDE

LA VILLE DE NOGALES est coupée en deux par une clôture. Si vous vous tenez à côté et regardez vers le nord, vous verrez Nogales, en Arizona, située dans le comté de Santa Cruz. Le revenu moyen des ménages y est d'environ 30 000 dollars par an. La plupart des adolescents sont scolarisés et la majorité des adultes sont diplômés du secondaire. Malgré toutes les critiques formulées à l'encontre du système de santé américain, la population est relativement en bonne santé et bénéficie d'une espérance de vie élevée par rapport aux normes mondiales. De nombreux habitants ont plus de 65 ans et ont accès à Medicare. Ce n'est là qu'un des nombreux services fournis par le gouvernement que la plupart des gens considèrent comme acquis, tels que l'électricité, le téléphone, le réseau d'égouts, la santé publique, le réseau routier qui les relie aux autres villes de la région et au reste des États-Unis, et, enfin et surtout, l'ordre public. Les habitants de Nogales, en Arizona, peuvent vaquer à leurs occupations quotidiennes sans craindre pour leur vie ou leur sécurité et sans avoir constamment peur du vol, de l'expropriation ou d'autres choses qui pourraient compromettre leurs investissements dans leurs entreprises et leurs maisons. Tout aussi important, les habitants de Nogales, en Arizona, considèrent comme acquis que, malgré son inefficacité et sa corruption occasionnelle, le gouvernement est leur représentant. Ils peuvent voter pour remplacer leur maire, leurs députés et leurs sénateurs ; ils votent aux élections présidentielles qui déterminent qui dirigera leur pays. La démocratie est une seconde nature pour eux.

La vie au sud de la barrière, à quelques mètres seulement, est très différente. Si les habitants de Nogales, dans l'État de Sonora, vivent dans une région relativement prospère du Mexique, le revenu moyen des ménages y est environ trois fois moins élevé qu'à Nogales, en Arizona. La plupart des adultes à

Nogales, dans l'État de Sonora, n'ont pas de diplôme d'études secondaires et de nombreux adolescents ne sont pas scolarisés. Les mères doivent s'inquiéter des taux élevés de mortalité infantile. Compte tenu des mauvaises conditions sanitaires, il n'est pas surprenant que les habitants de Nogales, dans l'État de Sonora, aient une espérance de vie inférieure à celle de leurs voisins du nord. Ils n'ont pas non plus accès à de nombreux équipements publics. Les routes sont en mauvais état au sud de la barrière. L'ordre public est encore pire. Le taux de criminalité est élevé et créer une entreprise est une activité risquée. Non seulement vous risquez d'être victime d'un vol, mais obtenir toutes les autorisations et verser tous les pots-de-vin nécessaires pour ouvrir votre entreprise n'est pas une mince affaire. Les habitants de Nogales, dans l'État de Sonora, vivent chaque jour avec la corruption et l'incompétence des politiciens.

Contrairement à leurs voisins du nord, la démocratie est une expérience très récente pour eux. Jusqu'aux réformes politiques de 2000, Nogales, dans l'État de Sonora, tout comme le reste du Mexique, était sous le contrôle corrompu du Parti révolutionnaire institutionnel (PRI).

Comment les deux moitiés de ce qui est essentiellement la même ville peuvent-elles être si différentes ? Il n'y a aucune différence en termes de géographie, de climat ou de types de maladies prévalentes dans la région, car les germes ne rencontrent aucune restriction pour passer d'un côté à l'autre entre les États-Unis et le Mexique. Bien sûr, les conditions sanitaires sont très différentes, mais cela n'a rien à voir avec l'environnement sanitaire ; c'est parce que les habitants du sud de la frontière vivent dans des conditions sanitaires inférieures et ne bénéficient pas de soins de santé décents.

Mais peut-être que les habitants sont très différents. Se pourrait-il que les habitants de Nogales, en Arizona, soient les petits-enfants de migrants venus d'Europe, tandis que ceux du sud soient les descendants des Aztèques ? Ce n'est pas le cas. Les origines des habitants des deux côtés de la frontière sont assez similaires. Après l'indépendance du Mexique vis-à-vis de l'Espagne en 1821, la région autour de « Los dos Nogales » faisait partie de l'État mexicain de Vieja California et le resta même après la guerre américano-mexicaine de 1846-1848. En effet, ce n'est qu'après l'achat de Gadsden en 1853 que la frontière américaine a été étendue à cette région. C'est le lieutenant N. Michler qui, lors d'un relevé topographique de la frontière, a remarqué la présence de la « jolie petite vallée de Los Nogales ». C'est ici, de part et d'autre de la frontière , les deux villes se sont développées . Les habitants de

Nogales, en Arizona, et Nogales, dans l'État de Sonora, partagent les mêmes ancêtres, apprécient la même cuisine et la même musique, et, oserions-nous dire, ont la même « culture ».

Bien sûr, il existe une explication très simple et évidente aux différences entre les deux moitiés de Nogales, que vous avez probablement devinée depuis longtemps : la frontière même qui définit les deux moitiés. Nogales, en Arizona, se trouve aux États-Unis. Ses habitants ont accès aux institutions économiques américaines, ce qui leur permet de choisir librement leur profession, d'acquérir une formation et des compétences, et d'encourager leurs employeurs à investir dans les meilleures technologies, ce qui leur permet d'obtenir des salaires plus élevés. Ils ont également accès à des institutions politiques qui leur permettent de participer au processus démocratique, d'élire leurs représentants et de les remplacer s'ils se comportent mal. En conséquence, les politiciens fournissent les services de base (allant de la santé publique aux routes en passant par l'ordre public) que les citoyens exigent. Ceux de Nogales, dans l'État de Sonora, n'ont pas cette chance. Ils vivent dans un monde différent, façonné par des institutions différentes. Ces institutions différentes créent des incitations très disparates pour les habitants des deux Nogales et pour les entrepreneurs et les entreprises désireux d'y investir. Ces incitations créées par les différentes institutions des Nogales et des pays dans lesquels elles sont situées sont la principale raison des différences de prospérité économique entre les deux côtés de la frontière.

Pourquoi les institutions des États-Unis sont-elles tellement plus propices à la réussite économique que celles du Mexique ou, d'ailleurs, du reste de l'Amérique latine ? La réponse à cette question réside dans la manière dont les différentes sociétés se sont formées au début de la période coloniale. Une divergence institutionnelle s'est alors produite, dont les implications perdurent encore aujourd'hui. Pour comprendre cette divergence, nous devons remonter aux fondements mêmes des colonies en Amérique du Nord et en Amérique latine.

LA FONDATION DE BUENOS AIRES

Au début de l'année 1516, le navigateur espagnol Juan Díaz de Solís pénétra dans un large estuaire situé sur la côte est de l'Amérique du Sud. En débarquant, de Solís revendiqua cette terre au nom de l'Espagne et baptisa le fleuve Río de la Plata, « fleuve d'argent », car les populations locales possédaient de l'argent. Les peuples indigènes des deux côtés de l'estuaire, les Charrúas dans l'actuel Uruguay et les Querandí dans les plaines qui allaient devenir la Pampa dans l'Argentine moderne, considéraient les nouveaux arrivants avec hostilité. Ces populations locales étaient des chasseurs-cueilleurs qui vivaient en petits groupes sans autorité politique centralisée forte. C'est d'ailleurs une bande de Charrúas qui a battu à mort de Solís alors qu'il explorait les nouveaux territoires qu'il tentait d'occuper pour le compte de l'Espagne.

En 1534, les Espagnols, toujours optimistes, envoyèrent une première mission de colons depuis l'Espagne sous la direction de Pedro de Mendoza. Ils fondèrent une ville sur le site de Buenos Aires la même année. Cela aurait dû être un endroit idéal pour les Européens. Buenos Aires, qui signifie littéralement « bons airs », bénéficiait d'un climat tempéré et hospitalier. Pourtant, le premier séjour des Espagnols y fut de courte durée. Ils n'étaient pas à la recherche d'un bon air, mais de ressources à extraire et de main-d'œuvre à exploiter. Les Charrúas et les Querandí ne se montrèrent toutefois pas coopératifs. Ils refusèrent de fournir de la nourriture aux Espagnols et refusèrent de travailler lorsqu'ils étaient capturés. Ils attaquèrent la nouvelle colonie avec leurs arcs et leurs flèches. Les Espagnols commencèrent à souffrir de la faim, car ils n'avaient pas prévu de devoir subvenir eux-mêmes à leurs besoins alimentaires. Buenos Aires n'était pas ce dont ils avaient rêvé. La population locale ne pouvait être contrainte à fournir de la main-d'œuvre. La région ne recelait ni argent ni or à exploiter, et l'argent trouvé par de Solís provenait en réalité de l'empire inca dans les Andes, loin à l'ouest.

Les Espagnols, tout en essayant de survivre, ont commencé à envoyer des expéditions à la recherche d'un nouvel endroit qui offrirait de plus grandes richesses et des populations plus faciles à contraindre. En 1537, l'une de ces expéditions, sous la direction de Juan de Ayolas, remonta le fleuve Paraná à la recherche d'une route vers les Incas. En chemin, elle entra en contact avec les Guaranis, un peuple sédentaire dont l'économie agricole était basée sur le maïs et le manioc. De Ayolas comprit immédiatement que l' Guaraní était une proposition complètement différente de celle des

Charrúas et les Querandí. Après un bref conflit, les Espagnols ont vaincu la résistance guaraní et fondé une ville, Nuestra Señora de Santa María de la Asunción, qui reste aujourd'hui la capitale du Paraguay. Les conquistadors épousèrent les princesses guaraníes et s'imposèrent rapidement comme une nouvelle aristocratie. Ils adaptèrent les systèmes existants de travail forcé et de tribut des Guaraníes, en se plaçant eux-mêmes à leur tête. C'était le type de colonie qu'ils voulaient établir, et en l'espace de quatre ans, Buenos Aires fut abandonnée, tous les Espagnols qui s'y étaient installés ayant déménagé dans la nouvelle ville.

Buenos Aires, le « Paris de l'Amérique du Sud », une ville aux larges boulevards de style européen fondée sur la grande richesse agricole de la Pampa, n'a été repeuplée qu'en 1580. L'abandon de Buenos Aires et la conquête des Guaranis révèlent la logique de la colonisation européenne des Amériques. Les premiers colons espagnols et, comme nous le verrons, anglais n'étaient pas intéressés par le travail de la terre eux-mêmes ; ils voulaient que d'autres le fassent à leur place, et ils voulaient des richesses, de l'or et de l'argent, à piller.

DE CAJAMARCA...

Les expéditions de Solís, Mendoza et Ayolas ont suivi celles, plus célèbres, qui ont suivi la découverte par Christophe Colomb d'une des îles des Bahamas le 12 octobre 1492. L'expansion et la colonisation espagnoles des Amériques ont véritablement commencé avec l'invasion du Mexique par Hernán Cortés en 1519, l'expédition de Francisco Pizarro au Pérou une quinzaine d'années plus tard, et l'expédition de Pedro de Mendoza au Río de la Plata deux ans après. Au cours du siècle suivant, l'Espagne a conquis et colonisé la majeure partie du centre, de l'ouest et du sud de l'Amérique du Sud, tandis que le Portugal s'emparait du Brésil à l'est.

La stratégie coloniale espagnole s'est avérée très efficace. Perfectionnée pour la première fois par Cortés au Mexique, elle reposait sur le constat que le meilleur moyen pour les Espagnols de mater toute opposition était de capturer le chef indigène. Cette stratégie leur permettait de s'approprier les richesses accumulées par ce dernier et de contraindre les populations indigènes

peuples indigènes à leur verser des tributs et à leur fournir de la nourriture. L'étape suivante consistait à s'imposer comme la nouvelle élite de la société indigène et à prendre le contrôle des méthodes existantes d'imposition, de tribut et, en particulier, de travail forcé.

Lorsque Cortés et ses hommes arrivèrent dans la grande capitale aztèque de Tenochtitlan le 8 novembre 1519, ils furent accueillis par Moctezuma, l'empereur aztèque, qui avait décidé, malgré les nombreux conseils de ses conseillers, d'accueillir pacifiquement les Espagnols. Ce qui s'est passé ensuite est bien décrit dans le récit compilé après 1545 par le prêtre franciscain Bernardino de Sahagún dans ses célèbres Codices florentins.

> [Aussitôt], ils [les Espagnols] s'emparèrent fermement de Moctezuma... puis chacun des canons tira... La peur régnait. C'était comme si tout le monde avait avalé son cœur. Avant même que la nuit ne tombe, il y avait de la terreur, de la stupéfaction, de l'appréhension, un état de choc parmi la population.
>
> Et quand le jour se leva, toutes les choses que [les Espagnols] exigeaient furent proclamées : tortillas blanches, dindes rôties, œufs, eau fraîche, bois, bois de chauffage, charbon de bois... Moctezuma avait en effet donné cet ordre.
>
> Et lorsque les Espagnols furent bien installés, ils interrogèrent Moctezuma sur tous les trésors de la ville... avec beaucoup d'ardeur, ils cherchèrent de l'or. Moctezuma se mit alors en tête des Espagnols. Ils l'entouraient... chacun le tenant, chacun l'agrippant.
>
> Et lorsqu'ils arrivèrent à l'entrepôt, un endroit appelé Teocalco, ils en sortirent tous les objets brillants : les éventails en plumes de quetzal, les appareils, les boucliers, les disques d'or... les croissants d'or pour le nez, les bracelets d'or pour les jambes, les bracelets d'or pour les bras, les bandeaux d'or pour le front.

> Ils détachèrent alors l'or... et immédiatement, ils mirent le feu à... tous les objets précieux. Ils brûlèrent tous. Et les Espagnols transformèrent l'or en lingots séparés... Et les Espagnols marchèrent partout... Ils prirent tout, tout ce qu'ils voyaient et qu'ils jugeaient bon.
>
> Ils se rendirent alors dans l'entrepôt de Moctezuma.
>
> … à l'endroit appelé Totocalco … ils apportèrent les biens personnels [de Moctezuma] … tous des objets précieux : les colliers avec pendentifs, les bracelets avec touffes de plumes de quetzal, les bracelets en or, les bracelets avec coquillages … et le diadème en turquoise, attribut du souverain. Ils emportèrent tout.

La conquête militaire des Aztèques fut achevée en 1521. Cortés, en tant que gouverneur de la province de la Nouvelle-Espagne, commença alors à répartir la ressource la plus précieuse, la population indigène, par le biais de l'institution de *l'encomienda*. *L'encomienda* était apparue pour la première fois en Espagne au XVe siècle dans le cadre de la reconquête du sud du pays sur les Maures, des Arabes qui s'étaient installés au cours et après le VIIIe siècle. Dans le Nouveau Monde, elle prit une forme beaucoup plus pernicieuse : il s'agissait d'une concession des peuples indigènes à un Espagnol, appelé *encomendero*. Les peuples indigènes devaient fournir à *l'encomendero* un tribut et des services de main-d'œuvre, en échange de quoi *l'encomendero* était chargé de les convertir au christianisme.

Bartolomé de las Casas, prêtre dominicain qui a formulé la première et l'une des critiques les plus virulentes du système colonial espagnol, nous a laissé un témoignage saisissant sur le fonctionnement de *l'encomienda*. De las Casas est arrivé sur l'île espagnole d'Hispaniola en 1502 avec une flotte de navires dirigée par le nouveau gouverneur, Nicolás de Ovando. Il est devenu de plus en plus désabusé et troublé par le traitement cruel et abusif des peuples indigènes dont il était témoin chaque jour. En 1513, il a participé en tant qu'aumônier à la conquête espagnole de Cuba, se voyant même accorder une *encomienda* pour ses services. Cependant, il a renoncé à cette concession et a entamé une longue campagne pour réformer les institutions coloniales espagnoles. Son

Ses efforts ont abouti à la publication de son ouvrage *intitulé « Brève histoire de la destruction des Indes* », écrit en 1542, une attaque cinglante contre la barbarie du régime espagnol. Concernant *l'encomienda,* voici ce qu'il dit à propos du Nicaragua :

> Chacun des colons s'installait dans la ville qui lui était attribuée (ou « confiée », selon la formulation juridique), mettait les habitants à son service, leur volait leurs maigres réserves alimentaires et s'emparait des terres appartenant aux autochtones, sur lesquelles ceux-ci cultivaient traditionnellement leurs propres produits. Le colon traitait l'ensemble de la population indigène – dignitaires, vieillards, femmes et enfants – comme des membres de sa maisonnée et, à ce titre, les faisait travailler jour et nuit dans son propre intérêt, sans aucun repos.

Pour la conquête de la Nouvelle-Grenade, l'actuelle Colombie, de las Casas rapporte toute la stratégie espagnole en action :

> Pour réaliser leur objectif à long terme, qui consistait à s'emparer de tout l'or disponible, les Espagnols ont employé leur stratégie habituelle consistant à se répartir entre eux (ou à « recommander », comme ils le disent) les villes et leurs habitants... puis, comme toujours, à les traiter comme de simples esclaves. L'homme qui commandait l'expédition s'empara du roi de tout le territoire et le garda prisonnier pendant six ou sept mois, lui demandant de manière tout à fait illicite de plus en plus d'or et d'émeraudes. Ce roi, un certain Bogotá, était tellement terrifié que, dans son désir de se libérer de l'emprise de ses bourreaux, il accepta de remplir une maison entière d'or et de la leur remettre ; à cette fin, il envoya son peuple à la recherche d'or, et petit à petit, ils en rapportèrent, ainsi que de nombreuses pierres précieuses. Mais la maison n'était toujours pas remplie et les Espagnols

> ont finalement déclaré qu'ils le mettraient à mort pour avoir rompu sa promesse. Le commandant suggéra qu'ils lui soumettent l'affaire, en tant que représentant de la loi, et lorsqu'ils le firent, en déposant des accusations officielles contre le roi, il le condamna à la torture s'il persistait à ne pas honorer son engagement. Ils le torturèrent avec le strappado, lui versèrent du suif brûlant sur le ventre, lui clouèrent les jambes à des poteaux avec des cercles de fer et son cou avec un autre, puis, deux hommes lui tenant les mains, ils lui brûlèrent la plante des pieds. De temps en temps, le commandant venait voir et répétait qu'ils le tortureraient lentement à mort s'il ne produisait pas plus d'or, et c'est ce qu'ils firent, le roi finissant par succomber aux tourments qu'ils lui infligeaient.

La stratégie et les institutions de conquête perfectionnées au Mexique ont été adoptées avec enthousiasme ailleurs dans l'Empire espagnol. Nulle part cela n'a été fait plus efficacement que dans la conquête du Pérou par Pizarro. Comme le raconte de las Casas dans son récit :

> En 1531, un autre grand méchant partit avec un certain nombre d'hommes pour le royaume du Pérou. Il partit avec la ferme intention d'imiter la stratégie et les tactiques de ses compagnons d'aventure dans d'autres parties du Nouveau Monde.

Pizarro partit de la côte, près de la ville péruvienne de Tumbes, et marcha vers le sud. Le 15 novembre 1532, il atteignit la ville montagneuse de Cajamarca, où l'empereur inca Atahualpa avait établi son campement avec son armée. Le lendemain, Atahualpa, qui venait de vaincre son frère Huáscar dans une lutte pour succéder à leur père défunt, Huayna Capac, se rendit avec sa suite au campement des Espagnols. Atahualpa était irrité car il avait eu vent des atrocités que les Espagnols avaient déjà commises, comme la profanation d'un temple dédié au dieu Soleil Inti. La suite est bien connue. Les Espagnols tendirent un piège et le déclenchèrent.

Ils tuèrent les gardes et les serviteurs d'Atahualpa, peut-être jusqu'à deux mille personnes, et capturèrent le roi. Pour retrouver sa liberté, Atahualpa dut promettre de remplir une pièce d'or et deux autres de même taille d'argent. Il s'exécuta, mais les Espagnols, reniant leurs promesses, l'étranglèrent en juillet 1533. En novembre de la même année, les Espagnols s'emparèrent de Cusco, la capitale inca, où l'aristocratie inca subit le même sort qu' t Atahualpa, emprisonnée jusqu'à ce qu'elle fournisse de l'or et de l'argent. Ne pouvant satisfaire les exigences des Espagnols, elle fut brûlée vive. Les grands trésors artistiques de Cusco, tels que le Temple du Soleil, furent dépouillés de leur or et fondus en lingots.

À ce stade, les Espagnols se concentrèrent sur le peuple de l'Empire inca. Comme au Mexique, les citoyens furent répartis en *encomiendas*, chacune étant attribuée à l'un des conquistadors qui avaient accompagné Pizarro. *L'encomienda* était la principale institution utilisée pour le contrôle et l'organisation du travail au début de la période coloniale, mais elle fut rapidement confrontée à un concurrent de taille. En 1545, un habitant du nom de Diego Gualpa était à la recherche d'un sanctuaire indigène dans les hauteurs des Andes, dans l'actuelle Bolivie. Il fut projeté au sol par une soudaine rafale de vent et découvrit devant lui un gisement de minerai d'argent. Celui-ci faisait partie d'une immense montagne d'argent, que les Espagnols baptisèrent El Cerro Rico, « la colline riche ». Autour d'elle s'est développée la ville de Potosí, qui, à son apogée en 1650, comptait 160 000 habitants, soit plus que Lisbonne ou Venise à cette époque.

Pour exploiter l'argent, les Espagnols avaient besoin de mineurs, beaucoup de mineurs. Ils envoyèrent un nouveau vice-roi, le chef colonial espagnol Francisco de Toledo, dont la mission principale était de résoudre le problème de la main-d'œuvre. Arrivé au Pérou en 1569, De Toledo passa d'abord cinq ans à voyager et à étudier sa nouvelle charge. Il commanda également un recensement massif de l'ensemble de la population adulte. Pour trouver la main-d'œuvre dont il avait besoin, de Toledo a d'abord déplacé la quasi-totalité de la population indigène, la concentrant dans de nouvelles villes appelées *reducciones*, littéralement « réductions », qui facilitaient l'exploitation de la main-d'œuvre par la couronne espagnole. Il a ensuite rétabli et adapté une institution inca connue sous le nom de *mita*, qui signifie « tour » en quechua, la langue des Incas. Dans le cadre du système *mita*,

Les Incas avaient recours au travail forcé pour exploiter des plantations destinées à nourrir les temples, l'aristocratie et l'armée. En échange, l'élite inca assurait la sécurité et venait en aide en cas de famine. Sous la direction de De Toledo, la *mita*, en particulier *celle de* Potosí, allait devenir le système d'exploitation de la main-d'œuvre le plus important et le plus pénible de la période coloniale espagnole. De Toledo a défini une immense zone de recrutement, s'étendant du centre de l'actuel Pérou et englobant la majeure partie de la Bolivie moderne. Elle couvrait environ deux cent mille miles carrés. Dans cette zone, un septième des habitants masculins, nouvellement arrivés dans leurs *reducciones*, étaient tenus de travailler dans les mines de Potosí. La *mita* de Potosí a perduré pendant toute la période coloniale et n'a été abolie qu'en 1825. La carte 1 montre la zone de recrutement de la *mita* superposée à l'étendue de l'empire inca au moment de la conquête espagnole. Elle illustre à quel point la *mita* chevauchait le cœur de l'empire, englobant la capitale Cusco.

Map 1: The Inca Empire, the Inca road network, and the mining *mita* catchment area

Il est remarquable de constater que l'héritage de la *mita* est encore visible aujourd'hui au Pérou . Prenons l'exemple des différences entre les provinces de Calca et d'Acomayo, situées à proximité. Il semble que il y ait peu de différences entre ces deux provinces.

provinces. Toutes deux sont situées en haute montagne et chacune est habitée par les descendants des Incas, qui parlent le quechua. Pourtant, Acomayo est beaucoup plus pauvre, ses habitants consommant environ un tiers de moins que ceux de Calca. Les gens le savent. À Acomayo, ils demandent aux étrangers intrépides : « Ne savez-vous pas que les gens d'ici sont plus pauvres que ceux de Calca ? Pourquoi voulez-vous venir ici ? » Intrépides, car il est beaucoup plus difficile de se rendre à Acomayo depuis la capitale régionale de Cusco, ancien centre de l'empire inca, que de se rendre à Calca. La route menant à Calca est goudronnée, celle menant à Acomayo est en très mauvais état. Pour aller au-delà d'Acomayo, il faut un cheval ou une mule. À Calca et à Acomayo, les gens cultivent les mêmes produits, mais à Calca, ils les vendent au marché pour gagner de l'argent. À Acomayo, ils cultivent pour leur propre subsistance. Ces inégalités, visibles à l'œil nu et pour les personnes qui y vivent, s'expliquent par les différences institutionnelles entre ces départements, différences qui trouvent leurs racines historiques dans le plan de Toledo visant à exploiter efficacement la main-d'œuvre indigène. La principale différence historique entre Acomayo et Calca est qu'Acomayo se trouvait dans la zone de captation de la *mita* de Potosí, contrairement à Calca.

En plus de la concentration de la main-d'œuvre et de *la mita*, de Toledo a consolidé *l'encomienda* en un impôt par tête, une somme fixe payable chaque année en argent par chaque homme adulte. Il s'agissait là d'un autre stratagème visant à forcer les gens à entrer sur le marché du travail et à réduire les salaires des propriétaires terriens espagnols. Une autre institution, le *repartimiento de mercancias*, s'est également répandue pendant le mandat de de Toledo. Dérivé du verbe espagnol *repartir*, distribuer, ce *repartimiento*, littéralement « la distribution des biens », impliquait la vente forcée de marchandises aux habitants locaux à des prix fixés par les Espagnols. Enfin, de Toledo a introduit le *trajin*, qui signifie littéralement « le fardeau », qui consistait à utiliser les indigènes pour transporter de lourdes charges de marchandises, telles que du vin, des feuilles de coca ou des textiles, en remplacement des animaux de bât, pour les entreprises commerciales de l'élite espagnole.

Dans tout le monde colonial espagnol des Amériques, des institutions et des structures sociales similaires ont vu le jour. Après une phase initiale de pillage et de convoitise pour l'or et l'argent, les Espagnols ont créé un réseau de

institutions conçues pour exploiter les peuples autochtones. L'ensemble des systèmes *d'encomienda*, *de mita*, de *repartimiento* et *de trajin* visait à réduire le niveau de vie des populations autochtones à un niveau de subsistance et à extraire ainsi tous les revenus excédentaires au profit des Espagnols. Pour ce faire, on expropriait leurs terres, on les forçait à travailler, on leur offrait de faibles salaires pour leurs services, on leur imposait des taxes élevées et on leur vendait à des prix exorbitants des marchandises qu'ils n'avaient même pas achetées de leur plein gré. Si ces institutions ont généré beaucoup de richesses pour la couronne espagnole et ont rendu les conquistadors et leurs descendants très riches, elles ont également fait de l'Amérique latine le continent le plus inégalitaire au monde et ont sapé une grande partie de son potentiel économique.

... À JAMESTOWN

Lorsque les Espagnols ont commencé leur conquête des Amériques dans les années 1490, l'Angleterre était une puissance européenne mineure qui se remettait des effets dévastateurs d'une guerre civile, la guerre des Deux-Roses. Elle n'était pas en mesure de profiter de la ruée vers le butin et l'or, ni de l'opportunité d'exploiter les peuples indigènes des Amériques. Près d'un siècle plus tard, en 1588, la déroute providentielle de l'Armada espagnole, tentative d'invasion de l'Angleterre par le roi Philippe II d'Espagne, provoqua une onde de choc politique dans toute l'Europe. Si la victoire de l'Angleterre fut heureuse, elle fut également le signe d'une affirmation croissante de la puissance anglaise sur les mers, qui allait lui permettre de prendre enfin part à la course à l'empire colonial.

Ce n'est donc pas un hasard si les Anglais ont commencé leur colonisation de l'Amérique du Nord exactement au même moment. Mais ils étaient déjà en retard. Ils ont choisi l'Amérique du Nord non pas parce qu'elle était attrayante, mais parce que c'était la seule option disponible. Les régions « désirables » des Amériques, où la population indigène à exploiter était abondante et où se trouvaient les mines d'or et d'argent, étaient déjà occupées. Les Anglais ont récupéré les restes. Lorsque l'écrivain et agronome anglais du XVIIIe siècle Arthur Young a discuté de la production des « produits de base » rentables, c'est-à-dire des produits agricoles exportables, il a noté :

> Il semble dans l'ensemble que la valeur des produits de base de nos colonies diminue proportionnellement à leur éloignement du soleil. Dans les Antilles, qui sont les plus chaudes de toutes, ils rapportent 8 l. 12 s. 1 d. par tête. Dans les colonies continentales du sud, elles s'élèvent à 5 livres, 10 shillings. Dans celles du centre, elles s'élèvent à 9 shillings et 6 pence et demi. Dans les colonies du nord, elles s'élèvent à 2 shillings et 6 pence. Cette échelle suggère sans aucun doute une leçon très importante : éviter de coloniser les latitudes nordiques.

La première tentative anglaise de fondation d'une colonie, à Roanoke, en Caroline du Nord, entre 1585 et 1587, fut un échec total. En 1607, ils tentèrent à nouveau leur chance. Peu avant la fin de l'année 1606, trois navires, *le Susan Constant*, *le Godspeed* et *le Discovery*, sous le commandement du capitaine Christopher Newport, partirent pour la Virginie. Les colons, sous les auspices de la Virginia Company, naviguèrent dans la baie de Chesapeake et remontèrent un fleuve qu'ils baptisèrent James, en l'honneur du monarque anglais régnant, Jacques Ier. Le 14 mai 1607, ils fondèrent la colonie de Jamestown.

Bien que les colons à bord des navires appartenant à la Virginia Company fussent anglais, leur modèle de colonisation était fortement influencé par celui mis en place par Cortés, Pizarro et de Toledo. Leur premier plan consistait à capturer le chef local et à l'utiliser comme moyen d'obtenir des provisions et de contraindre la population à produire de la nourriture et des richesses pour eux.

Lorsqu'ils débarquèrent pour la première fois à Jamestown, les colons anglais ne savaient pas qu'ils se trouvaient sur le territoire revendiqué par la Confédération Powhatan, une coalition d'une trentaine de communautés politiques fidèles à un roi appelé Wahunsunacock. La capitale de Wahunsunacock était située dans la ville de Werowocomoco, à seulement une trentaine de kilomètres de Jamestown. Le plan des colons était d'en apprendre davantage sur la configuration du territoire. Si les habitants ne pouvaient être amenés à fournir de la nourriture et de la main-d'œuvre, les colons pourraient au moins faire du commerce avec eux. L'idée que les colons puissent eux-mêmes travailler et cultiver leur propre nourriture ne semblait pas leur avoir traversé l'esprit. Ce n'était pas ainsi que procédaient les conquérants du Nouveau Monde.

Wahunsunacock prit rapidement conscience de la présence des colons et considéra leurs intentions avec beaucoup de méfiance. Il était à la tête d'un empire assez vaste pour l'Amérique du Nord. Mais il avait de nombreux ennemis et ne disposait pas du contrôle politique centralisé écrasant des Incas. Wahunsunacock décida de sonder les intentions des Anglais, envoyant dans un premier temps des messagers pour leur faire part de son désir d'établir des relations amicales avec eux.

À l'approche de l'hiver 1607, les colons de Jamestown commencèrent à manquer de nourriture, et le chef désigné du conseil dirigeant de la colonie, Edward Marie Wingfield, tergiversait sans prendre de décision. C'est le capitaine John Smith qui vint à la rescousse. Smith, dont les écrits constituent l'une de nos principales sources d'information sur les débuts de la colonie, était un personnage hors du commun. Né en Angleterre, dans la campagne du Lincolnshire, il ignora les souhaits de son père qui voulait le voir se lancer dans les affaires et devint soldat de fortune. Il combattit d'abord avec les armées anglaises aux Pays-Bas, puis rejoignit les forces autrichiennes servant en Hongrie pour lutter contre les armées de l'Empire ottoman. Capturé en Roumanie, il fut vendu comme esclave et mis au travail dans les champs. Un jour, il réussit à maîtriser son maître et, après lui avoir volé ses vêtements et son cheval, s'enfuit vers le territoire autrichien. Smith s'était attiré des ennuis pendant le voyage vers la Virginie et fut emprisonné sur le *Susan Constant* pour mutinerie après avoir défié les ordres de Wingfield. Lorsque les navires atteignirent le Nouveau Monde, il était prévu de le traduire en justice. À la grande horreur de Wingfield, Newport et d'autres colons de l'élite, cependant, lorsqu'ils ouvrirent leurs ordres scellés, ils découvrirent que la Virginia Company avait nommé Smith membre du conseil dirigeant qui devait gouverner Jamestown.

Alors que Newport rentrait en Angleterre pour s'approvisionner et ramener de nouveaux colons, et que Wingfield ne savait pas quoi faire, c'est Smith qui sauva la colonie. Il lança une série de missions commerciales qui permirent d'assurer l'approvisionnement en denrées alimentaires essentielles. Au cours de l'une d'elles, il fut capturé par Opechancanough, l'un des jeunes frères de Wahunsunacock, et conduit devant le roi à Werowocomoco. Il fut le premier Anglais à rencontrer Wahunsunacock, et c'est lors de cette première rencontre que, selon certains récits, la vie de Smith ne fut sauvée que

grâce à l'intervention de la jeune fille de Wahunsunacock, Pocahontas. Libéré le 2 janvier 1608, Smith retourna à Jamestown, qui était toujours en situation critique en raison du manque de nourriture, jusqu'au retour opportun de Newport d'Angleterre plus tard dans la journée.

Les colons de Jamestown n'ont guère tiré les leçons de cette première expérience. Au cours de l'année 1608, ils ont poursuivi leur quête d'or et de métaux précieux. Ils ne semblaient toujours pas comprendre que pour survivre, ils ne pouvaient pas compter sur les populations locales pour les nourrir, que ce soit par la coercition ou par le commerce. C'est Smith qui a été le premier à réaliser que le modèle de colonisation qui avait si bien fonctionné pour Cortés et Pizarro ne pouvait tout simplement pas fonctionner en Amérique du Nord. Les circonstances sous-jacentes étaient tout simplement trop différentes. Smith remarqua que, contrairement aux Aztèques et aux Incas, les peuples de Virginie ne possédaient pas d'or. En effet, il nota dans son journal : « Vous devez savoir que leur seule richesse réside dans les vivres. » Anas Todkill, l'un des premiers colons à avoir laissé un journal détaillé, exprima bien la frustration de Smith et des quelques autres qui avaient pris conscience de cette réalité :

> « Il n'y avait ni discussion, ni espoir, ni travail, sauf creuser de l'or, raffiner de l'or, charger de l'or. »

Lorsque Newport partit pour l'Angleterre en avril 1608, il emporta une cargaison de pyrite, l'or des fous. Il revint à la fin du mois de septembre avec pour mission, de la part de la Virginia Company, de renforcer son contrôle sur les populations locales. Leur plan était de couronner Wahunsunacock, dans l'espoir que cela le rendrait soumis au roi anglais Jacques Ier. Ils l'invitèrent à Jamestown, mais Wahunsunacock, toujours profondément méfiant à l'égard des colons, n'avait aucune intention de risquer d'être capturé. John Smith rapporta la réponse de Wahunsunacock : « Si votre roi m'a envoyé des cadeaux, je suis moi aussi un roi, et ceci est ma terre... C'est votre père qui doit venir à moi, et non moi à lui, ni à votre fort, et je ne mordrai pas à un tel appât. »

Si Wahunsunacock ne « mordait pas à l'hameçon », Newport et Smith devraient se rendre à Werowocomoco pour procéder au couronnement. L'événement semble avoir été un fiasco complet, dont la seule conséquence fut la décision de Wahunsunacock de se débarrasser de la colonie. Il

imposa un embargo commercial. Jamestown ne pouvait plus faire de commerce pour s'approvisionner. Wahunsunacock allait les affamer.

Newport reprit la mer pour l'Angleterre en décembre 1608. Il emporta avec lui une lettre écrite par Smith suppliant les dirigeants de la Virginia Company de changer leur façon de voir la colonie. Il n'y avait aucune possibilité d'exploiter rapidement la Virginie pour s'enrichir rapidement, comme cela avait été le cas au Mexique et au Pérou. Il n'y avait ni or ni métaux précieux, et les populations indigènes ne pouvaient être contraintes à travailler ou à fournir de la nourriture. Smith comprit que pour que la colonie soit viable, c'étaient les colons qui devaient travailler. Il supplia donc les directeurs d'envoyer les bonnes personnes : « Lorsque vous enverrez de nouveaux colons, je vous prie de préférer envoyer une trentaine de charpentiers, d'agriculteurs, de jardiniers, de pêcheurs, de forgerons, de maçons et de bûcherons, bien équipés, plutôt qu'un millier de personnes comme celles que nous avons déjà. »

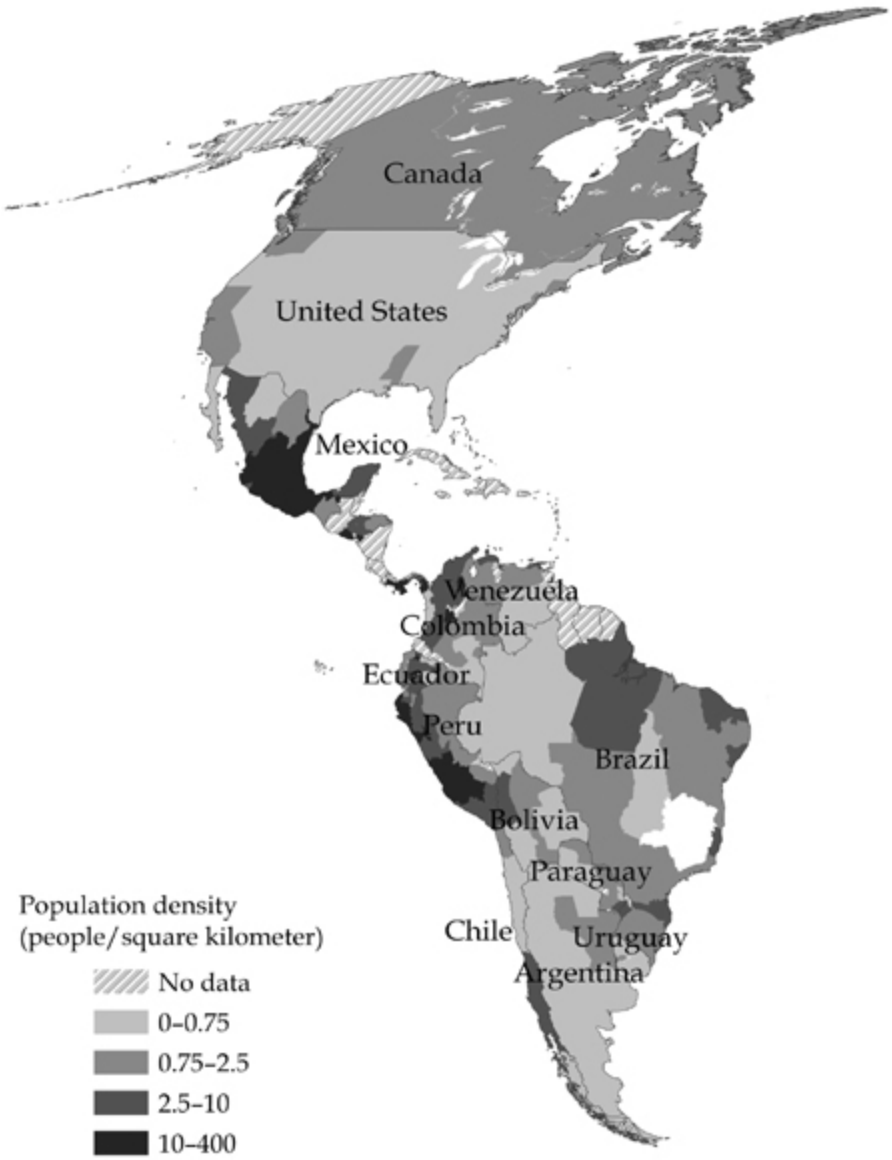
Smith ne voulait plus d'orfèvres inutiles. Une fois de plus, Jamestown ne survécut que grâce à son ingéniosité. Il réussit à persuader et à intimider les groupes indigènes locaux pour qu'ils commercent avec lui, et lorsqu'ils refusaient, il prenait ce qu'il pouvait. De retour à la colonie, Smith prit entièrement les commandes et imposa la règle suivante : « celui qui ne travaille pas ne mangera pas ». Jamestown survécut à un deuxième hiver.

La Virginia Company était censée être une entreprise lucrative, mais après deux années désastreuses, elle n'avait toujours pas réalisé le moindre profit. Les dirigeants de la compagnie décidèrent qu'ils avaient besoin d'un nouveau modèle de gouvernance, remplaçant le conseil dirigeant par un seul gouverneur. Le premier homme nommé à ce poste fut Sir Thomas Gates. Tenant compte de certains aspects de l'avertissement de Smith, la compagnie comprit qu'elle devait essayer quelque chose de nouveau. Cette prise de conscience fut renforcée par les événements de l'hiver 1609/1610, appelé « période de famine ». Le nouveau mode de gouvernance ne laissait aucune place à Smith qui, mécontent, retourna en Angleterre à l'automne 1609. Sans son ingéniosité et avec Wahunsunacock qui étranglait l'approvisionnement alimentaire, les colons de Jamestown périrent. Sur les cinq cents qui entrèrent dans l'hiver, seuls soixante étaient encore en vie à la fin de l'hiver.

Mars. La situation était si désespérée qu'ils en vinrent au cannibalisme.

La « nouveauté » imposée à la colonie par Gates et son adjoint, Sir Thomas Dale, était un régime de travail d'une sévérité draconienne pour les colons anglais, mais pas, bien sûr, pour l'élite qui dirigeait la colonie. C'est Dale qui a propagé les « Lois divines, morales et martiales ». Celles-ci comprenaient les clauses suivantes

> Aucun homme ni aucune femme ne doit s'enfuir de la colonie pour rejoindre les Indiens, sous peine de mort.
>
> Quiconque vole un jardin, public ou privé, ou un vignoble, ou qui vole des épis de maïs sera puni de mort.
>
> Aucun membre de la colonie ne vendra ou ne donnera de marchandises de ce pays à un capitaine, marin, maître ou matelot pour les transporter hors de la colonie, pour son usage privé, sous peine de mort.



Map 2: Population density in 1500 in the Americas

Si les peuples autochtones ne pouvaient être exploités, raisonna la Virginia Company, peut-être que les colons le pourraient. Le nouveau modèle de développement colonial impliquait que la Virginia Company soit propriétaire de toutes les terres. Les hommes étaient logés dans des casernes et recevaient des rations déterminées par la compagnie. Des équipes de travail étaient sélectionnées, chacune supervisée par un agent de la compagnie. Le régime était proche de la loi martiale, la peine capitale étant la sanction de premier recours. Dans le cadre des nouvelles institutions de la colonie, l' première clause juste donné est significatif. La compagnie

menaçait de mort ceux qui s'enfuyaient. Compte tenu du nouveau régime de travail, s'enfuir pour vivre avec les autochtones devenait une option de plus en plus attrayante pour les colons qui devaient effectuer ces tâches. Étant donné la faible densité de la population, même autochtone, en Virginie à cette époque, il était également possible de partir seul à la conquête de nouvelles terres, hors du contrôle de la Compagnie de Virginie. Le pouvoir de la compagnie face à ces options était limité. Elle ne pouvait pas contraindre les colons anglais à travailler dur pour des rations de subsistance.

La carte 2 montre une estimation de la densité de population des différentes régions des Amériques à l'époque de la conquête espagnole. La densité de population des États-Unis, à l'exception de quelques poches, était au maximum de trois quarts de personne par mile carré. Dans le centre du Mexique ou dans les Andes péruviennes, la densité de population atteignait quatre cents personnes par mile carré, soit plus de cinq cents fois plus. Ce qui était possible au Mexique ou au Pérou ne l'était pas en Virginie.

Il fallut un certain temps à la Virginia Company pour reconnaître que son modèle initial de colonisation ne fonctionnait pas en Virginie, et il fallut également un certain temps pour que l'échec des « lois divines, morales et martiales » soit accepté. À partir de 1618, une stratégie radicalement nouvelle fut adoptée. Comme il était impossible de contraindre les autochtones ou les colons, la seule alternative était d'offrir des incitations aux colons. En 1618, la compagnie a mis en place le « système des droits de tête », qui accordait à chaque colon de sexe masculin cinquante acres de terre et cinquante acres supplémentaires pour chaque membre de sa famille et pour tous les serviteurs que la famille pouvait amener en Virginie. Les colons reçurent leurs maisons et furent libérés de leurs contrats. En 1619, une Assemblée générale fut mise en place, donnant à tous les hommes adultes un droit de regard sur les lois et les institutions régissant la colonie. Ce fut le début de la démocratie aux États-Unis.

Il a fallu douze ans à la Virginia Company pour apprendre sa première leçon : ce qui avait fonctionné pour les Espagnols au Mexique et en Amérique centrale et du Sud ne fonctionnerait pas dans le nord. Le reste du XVIIe siècle a été marqué par une longue série de luttes autour de la deuxième leçon : la seule option pour une colonie économiquement viable était de

créer des institutions qui incitaient les colons à investir et à travailler dur.

Au fur et à mesure du développement de l'Amérique du Nord, les élites anglaises ont tenté à maintes reprises de mettre en place des institutions qui restreindraient fortement les droits économiques et politiques de tous les habitants de la colonie, à l'exception d'une poignée de privilégiés, comme l'avaient fait les Espagnols. Mais à chaque fois, ce modèle s'est effondré, comme cela avait été le cas en Virginie.

L'une des tentatives les plus ambitieuses a débuté peu après le changement de stratégie de la Virginia Company. En 1632, dix millions d'acres de terres dans la partie supérieure de la baie de Chesapeake ont été accordées par le roi anglais Charles Ier à Cecilius Calvert, Lord Baltimore. La charte du Maryland accordait à Lord Baltimore une liberté totale pour créer un gouvernement selon ses propres principes, la clause VII stipulant que Baltimore disposait « pour le bon et heureux gouvernement de ladite province, d'un pouvoir libre, plein et absolu, en vertu des présentes, d'ordonner, de faire et de promulguer des lois, de quelque nature que ce soit ».

Baltimore élabora un plan détaillé pour créer une société seigneuriale, une variante nord-américaine d'une version idéalisée de l'Angleterre rurale du XVIIe siècle. Ce plan prévoyait de diviser les terres en parcelles de plusieurs milliers d'hectares, qui seraient gérées par des seigneurs. Ces derniers recruteraient des métayers, qui travailleraient les terres et paieraient un loyer à l'élite privilégiée qui contrôlait les terres. Une autre tentative similaire fut faite plus tard en 1663, avec la fondation de la Caroline par huit propriétaires, dont Sir Anthony Ashley-Cooper. Ashley-Cooper, avec son secrétaire, le grand philosophe anglais John Locke, rédigea les Constitutions fondamentales de la Caroline. Ce document, comme la Charte du Maryland avant lui, fournissait un plan pour une société élitiste et hiérarchisée basée sur le contrôle d'une élite foncière. Le préambule stipulait que « le gouvernement de cette province peut être rendu plus conforme à la monarchie sous laquelle nous vivons et dont cette province fait partie ; et que nous pouvons éviter d'ériger une démocratie nombreuse ».

Les clauses des Constitutions fondamentales établissaient une structure sociale rigide. Au bas de l'échelle se trouvaient les « leet-men », la clause 23 stipulant que « tous les enfants des leet-men seront des leet-men, et ainsi de suite pour toutes les générations ». Au-dessus des leet-men, qui n'avaient aucun pouvoir politique, se trouvaient

les landgraves et les caziques, qui formaient l'aristocratie. Les landgraves se voyaient attribuer quarante-huit mille acres de terre chacun, et les caziques vingt-quatre mille acres. Il devait y avoir un parlement, dans lequel les landgraves et les caziques étaient représentés, mais celui-ci n'était autorisé à débattre que des mesures qui avaient été préalablement approuvées par les huit propriétaires.

Tout comme la tentative d'imposer un régime draconien en Virginie a échoué, les projets visant à créer des institutions similaires dans le Maryland et en Caroline ont également échoué. Les raisons étaient similaires. Dans tous les cas, il s'est avéré impossible de contraindre les colons à s'intégrer dans une société hiérarchique rigide, car le Nouveau Monde leur offrait tout simplement trop de possibilités. Il a fallu leur offrir des incitations pour les motiver à travailler. Et très vite, ils ont exigé davantage de liberté économique et de droits politiques. Dans le Maryland également, les colons ont insisté pour obtenir leurs propres terres et ont contraint Lord Baltimore à créer une assemblée. En 1691, l'assemblée a incité le roi à déclarer le Maryland colonie de la Couronne, supprimant ainsi les privilèges politiques de Baltimore et de ses grands seigneurs. Une lutte similaire et prolongée a eu lieu en Caroline, où les propriétaires ont à nouveau perdu. La Caroline du Sud est devenue une colonie royale en 1729.

Dans les années 1720, les treize colonies qui allaient devenir les États-Unis avaient toutes des structures gouvernementales similaires. Dans tous les cas, il y avait un gouverneur et une assemblée basée sur le droit de vote des hommes propriétaires fonciers. Ce n'étaient pas des démocraties : les femmes, les esclaves et les personnes sans propriété ne pouvaient pas voter. Mais les droits politiques étaient très étendus par rapport aux sociétés contemporaines ailleurs dans le monde. Ce sont ces assemblées et leurs dirigeants qui se sont regroupés pour former le premier Congrès continental en 1774, prélude à l'indépendance des États-Unis. Les assemblées estimaient avoir le droit de déterminer à la fois leur propre composition et le droit d'imposition. Comme nous le savons, cela a posé des problèmes au gouvernement colonial anglais.

Il devrait désormais être évident que ce n'est pas une coïncidence si ce sont les États-Unis, et non le Mexique, qui ont adopté et appliqué une constitution prônant les principes démocratiques, limitant l'usage du pouvoir politique et répartissant largement ce pouvoir au sein de la société. Le document que les délégués se sont attelés à rédiger à Philadelphie en mai 1787 était l'aboutissement d'un long processus initié par la formation de l'Assemblée générale à Jamestown en 1619.

Le contraste entre le processus constitutionnel qui s'est déroulé au moment de l'indépendance des États-Unis et celui qui s'est déroulé peu après au Mexique est frappant. En février 1808, les armées françaises de Napoléon Bonaparte envahissent l'Espagne. En mai, elles s'emparent de Madrid, la capitale espagnole. En septembre, le roi Ferdinand d'Espagne est capturé et abdique. Une junte nationale, la Junta Central, prit sa place et reprit le flambeau dans la lutte contre les Français. La Junta se réunit d'abord à Aranjuez, mais battit en retraite vers le sud face aux armées françaises. Elle finit par atteindre le port de Cadix qui, bien que assiégé par les forces napoléoniennes, résista. C'est là que la Junta forma un parlement, appelé les Cortes. En 1812, les Cortes ont produit ce qui est devenu la Constitution de Cadix, qui appelait à l'introduction d'une monarchie constitutionnelle fondée sur les notions de souveraineté populaire. Elle appelait également à la fin des privilèges spéciaux et à l'introduction de l'égalité devant la loi. Ces revendications étaient toutes un anathème pour les élites d'Amérique du Sud, qui régnaient encore sur un environnement institutionnel façonné par *l'encomienda*, le travail forcé et le pouvoir absolu qui leur était conféré ainsi qu'à l'État colonial.

L'effondrement de l'État espagnol suite à l'invasion napoléonienne a provoqué une crise constitutionnelle dans toute l'Amérique latine coloniale. La question de la reconnaissance de l'autorité de la Junta Central a fait l'objet de nombreuses controverses et, en réponse, de nombreux Latino-Américains ont commencé à former leurs propres juntas. Ce n'était qu'une question de temps avant qu'ils ne commencent à entrevoir la possibilité de devenir véritablement indépendants de l'Espagne. La première déclaration d'indépendance eut lieu à La Paz, en Bolivie, en 1809, mais elle fut rapidement réprimée par les troupes espagnoles envoyées du Pérou. Au Mexique, les attitudes politiques de l'élite avaient été façonnées par la révolte d'Hidalgo de 1810, menée par un prêtre, le père

Miguel Hidalgo. Lorsque l'armée d'Hidalgo a pillé Guanajuato le 23 septembre, elle a tué l'intendant, le plus haut fonctionnaire colonial, puis a commencé à tuer sans discernement les Blancs. Il s'agissait davantage d'une guerre de classe, voire d'une guerre ethnique, que d'un mouvement d'indépendance, et cela a uni toutes les élites dans l'opposition. Si l'indépendance permettait la participation populaire à la politique, les élites locales, et pas seulement les Espagnols, s'y opposaient. Par conséquent, les élites mexicaines considéraient la Constitution de Cadix, qui ouvrait la voie à la participation populaire, avec un scepticisme extrême ; elles n'en reconnaîtraient jamais la légitimité.

En 1815, alors que l'empire européen de Napoléon s'effondrait, le roi Ferdinand VII reprit le pouvoir et la Constitution de Cadix fut abrogée. Lorsque la couronne espagnole tenta de reconquérir ses colonies américaines, elle ne rencontra aucun problème avec le Mexique loyaliste. Cependant, en 1820, une armée espagnole qui s'était rassemblée à Cadix pour se rendre en Amérique afin d'aider à rétablir l'autorité espagnole se mutina contre Ferdinand VII. Elle fut rapidement rejointe par des unités de l'armée à travers tout le pays, et Ferdinand fut contraint de rétablir la Constitution de Cadix et de rappeler les Cortes. Ces Cortes étaient encore plus radicales que celles qui avaient rédigé la Constitution de Cadix, et elles proposèrent d'abolir toutes les formes de coercition au travail. Elle s'attaqua également aux privilèges spéciaux, par exemple le droit des militaires d'être jugés pour leurs crimes par leurs propres tribunaux. Confrontées finalement à l'imposition de ce document au Mexique, les élites de ce pays décidèrent qu'il valait mieux faire cavalier seul et déclarer l'indépendance.

Ce mouvement indépendantiste était dirigé par Augustín de Iturbide, ancien officier de l'armée espagnole. Le 24 février 1821, il publia le Plan de Iguala, son projet pour un Mexique indépendant. Ce plan prévoyait une monarchie constitutionnelle avec un empereur mexicain et supprimait les dispositions de la Constitution de Cadix que les élites mexicaines jugeaient si menaçantes pour leur statut et leurs privilèges. Il reçut un soutien immédiat, et l'Espagne comprit rapidement qu'elle ne pouvait empêcher l'inévitable. Mais Iturbide ne se contenta pas d'organiser la sécession mexicaine. Conscient du vide du pouvoir, il profita rapidement de son soutien militaire pour se faire proclamer empereur, une position que le grand leader de l'indépendance sud-américaine Simón Bolivar décrivit comme « par la grâce de

Dieu et des baïonnettes ». Iturbide n'était pas soumis aux mêmes contraintes politiques que les présidents des États-Unis ; il s'autoproclama rapidement dictateur et, en octobre 1822, il dissolut le congrès constitutionnel et le remplaça par une junte de son choix. Bien qu'Iturbide n'ait pas duré longtemps, ce schéma se répéta à maintes reprises au XIXe siècle au Mexique.

La Constitution des États-Unis n'a pas créé une démocratie au sens moderne du terme. Le droit de vote était laissé à la discrétion de chaque État. Alors que les États du nord ont rapidement accordé le droit de vote à tous les hommes blancs, quels que soient leurs revenus ou leurs biens, les États du sud ne l'ont fait que progressivement. Aucun État n'a accordé le droit de vote aux femmes ou aux esclaves, et lorsque les restrictions liées à la propriété et à la richesse ont été levées pour les hommes blancs, des restrictions raciales privant explicitement les hommes noirs du droit de vote ont été introduites. L'esclavage était bien sûr considéré comme constitutionnel lorsque la Constitution des États-Unis a été rédigée à Philadelphie, et les négociations les plus sordides ont porté sur la répartition des sièges à la Chambre des représentants entre les États. Ceux-ci devaient être attribués en fonction de la population de chaque État, mais les représentants des États du Sud ont alors exigé que les esclaves soient pris en compte dans le calcul. Les Nordistes s'y sont opposés. Le compromis a été que, dans la répartition des sièges à la Chambre des représentants, un esclave compterait pour les trois cinquièmes d'une personne libre. Les conflits entre le Nord et le Sud des États-Unis ont été réprimés pendant le processus constitutionnel, alors que la règle des trois cinquièmes et d'autres compromis ont été élaborés. De nouvelles solutions ont été ajoutées au fil du temps, par exemple le compromis du Missouri, un accord selon lequel un État esclavagiste et un État antiesclavagiste étaient toujours ajoutés ensemble à l'Union, afin de maintenir l'équilibre au Sénat entre les partisans et les opposants à l'esclavage. Ces arrangements ont permis aux institutions politiques des États-Unis de fonctionner pacifiquement jusqu'à ce que la guerre civile résolve finalement les conflits en faveur du Nord.

La guerre civile fut sanglante et destructrice. Mais avant et après celle-ci, il y eut de nombreuses opportunités économiques pour une grande partie de la population, en particulier dans le nord et l'ouest des États-Unis

. La situation au Mexique était très différente. Si les États-Unis ont connu cinq années d'instabilité politique entre 1860 et 1865, le Mexique a connu une instabilité quasi permanente pendant les cinquante premières années de son indépendance. La carrière d'Antonio López de Santa Ana en est la meilleure illustration.

Santa Ana, fils d'un fonctionnaire colonial à Veracruz, s'est illustré comme soldat combattant pour les Espagnols pendant les guerres d'indépendance. En 1821, il a changé de camp pour rejoindre Iturbide et n'est jamais revenu en arrière. Il est devenu président du Mexique pour la première fois en mai 1833, mais n'a exercé le pouvoir que pendant moins d'un mois, préférant laisser Valentín Gómez Farías agir en tant que président. La présidence de Gómez Farías dura quinze jours, après quoi Santa Ana reprit le pouvoir. Ce fut toutefois aussi bref que son premier mandat, et il fut à nouveau remplacé par Gómez Farías au début du mois de juillet. Santa Ana et Gómez Farías continuèrent ainsi jusqu'au milieu de l'année 1835, date à laquelle Santa Ana fut remplacé par Miguel Barragán. Mais Santa Ana n'était pas du genre à abandonner. Il redevint président en 1839, 1841, 1844, 1847 et enfin entre 1853 et 1855. Au total, il fut président à onze reprises, période durant laquelle il présida à la perte de l'Alamo et du Texas, ainsi qu'à la désastreuse guerre américano-mexicaine, qui conduisit à la perte de ce qui devint le Nouveau-Mexique et l'Arizona. Entre 1824 et 1867, le Mexique connut cinquante-deux présidents, dont peu accédèrent au pouvoir selon une procédure constitutionnellement sanctionnée.

Les conséquences de cette instabilité politique sans précédent pour les institutions économiques et les incitations devraient être évidentes. Une telle instabilité a conduit à une grande insécurité des droits de propriété. Elle a également entraîné un affaiblissement considérable de l'État mexicain, qui n'avait désormais plus guère d'autorité ni de capacité à lever des impôts ou à fournir des services publics. En effet, même si Santa Ana était président du Mexique, une grande partie du pays échappait à son contrôle, ce qui a permis l'annexion du Texas par les États-Unis. De plus, comme nous venons de le voir, la motivation derrière la déclaration d'indépendance du Mexique était de protéger l'ensemble des institutions économiques développées pendant la période coloniale, qui avaient fait du Mexique, selon les termes du grand explorateur et géographe allemand de l'Amérique latine

, « le pays de l'inégalité ». Ces institutions, en fondant la société sur l'exploitation des populations indigènes et la création de monopoles, bloquaient les incitations économiques et les initiatives de la grande masse de la population. Alors que les États-Unis commençaient à connaître la révolution industrielle dans la première moitié du XIXe siècle, le Mexique s'appauvrissait.

AVOIR UNE IDÉE, CRÉER UNE ENTREPRISE ET OBTENIR UN PRÊT

La révolution industrielle a commencé en Angleterre. Son premier succès a été de révolutionner la production de tissus en coton à l'aide de nouvelles machines actionnées par des roues hydrauliques, puis par des machines à vapeur. La mécanisation de la production de coton a considérablement augmenté la productivité des travailleurs, d'abord dans le secteur textile, puis dans d'autres industries. Le moteur des percées technologiques dans l'ensemble de l'économie était l'innovation, menée par de nouveaux entrepreneurs et hommes d'affaires désireux de mettre en œuvre leurs nouvelles idées. Cet essor initial s'est rapidement propagé à travers l'Atlantique Nord jusqu'aux États-Unis. Les gens ont vu les grandes opportunités économiques offertes par l'adoption des nouvelles technologies développées en Angleterre. Ils ont également été inspirés pour développer leurs propres inventions.

Nous pouvons essayer de comprendre la nature de ces inventions en examinant qui a obtenu des brevets. Le système des brevets, qui protège les droits de propriété sur les idées, a été systématisé dans le Statut des monopoles adopté par le Parlement anglais en 1623, en partie pour empêcher le roi d'accorder arbitrairement des « lettres patentes » à qui bon lui semblait, lui accordant ainsi des droits exclusifs pour entreprendre certaines activités ou affaires. Ce qui frappe dans les données relatives aux brevets aux États-Unis, c'est que les personnes qui ont obtenu des brevets provenaient de tous horizons et de toutes les couches de la société, et pas seulement des riches et de l'élite. Beaucoup ont fait fortune grâce à leurs brevets. Prenons l'exemple de Thomas Edison, inventeur du phonogramme et de l'ampoule électrique et fondateur de General Electric, qui reste l'une des plus grandes entreprises mondiales. Edison était le dernier d'une fratrie de sept enfants. Son père, Samuel Edison, suivait

de nombreux métiers, allant de la fabrication de bardeaux pour les toits à la couture, en passant par la tenue d'une taverne. Thomas n'avait reçu que peu d'éducation formelle, mais avait été scolarisé à domicile par sa mère.

Entre 1820 et 1845, seuls 19 % des titulaires de brevets aux États-Unis avaient des parents qui étaient des professionnels ou issus de grandes familles de propriétaires terriens reconnues. Au cours de la même période, 40 % des personnes qui ont déposé des brevets n'avaient suivi que l'enseignement primaire ou moins, tout comme Edison. De plus, ils ont souvent exploité leur brevet en créant une entreprise, là encore comme Edison. Tout comme les États-Unis du XIXe siècle étaient plus démocratiques sur le plan politique que presque tous les autres pays du monde à l'époque, ils étaient également plus démocratiques que les autres en matière d'innovation. Cela a joué un rôle essentiel dans leur ascension au rang de nation la plus innovante au monde sur le plan économique.

Si vous étiez pauvre mais aviez une bonne idée, vous pouviez déposer un brevet, ce qui n'était finalement pas si coûteux. Mais utiliser ce brevet pour gagner de l'argent était une tout autre affaire. Une solution consistait bien sûr à vendre le brevet à quelqu'un d'autre. C'est ce qu'Edison a fait au début pour lever des fonds, lorsqu'il a vendu son télégraphe Quadruplex à Western Union pour 10 000 dollars. Mais vendre des brevets n'était une bonne idée que pour quelqu'un comme Edison, qui avait plus d'idées qu'il ne pouvait en mettre en pratique. (Il détient le record mondial avec 1 093 brevets déposés aux États-Unis et 1 500 dans le monde entier.) La véritable façon de gagner de l'argent grâce à un brevet était de créer sa propre entreprise. Mais pour créer une entreprise, il faut du capital, et il faut que les banques vous prêtent ce capital.

Les inventeurs américains ont une fois de plus eu de la chance. Au cours du XIXe siècle, l'intermédiation financière et le secteur bancaire ont connu une expansion rapide, ce qui a largement contribué à la croissance rapide et à l'industrialisation de l'économie. Alors qu'en 1818, on comptait 338 banques en activité aux États-Unis, avec un actif total de 160 millions de dollars, en 1914, il y en avait 27 864, avec un actif total de 27,3 milliards de dollars. Les inventeurs potentiels aux États-Unis avaient facilement accès au capital nécessaire pour créer leur entreprise. De plus, la concurrence intense entre les banques et les institutions financières aux États-Unis signifiait que ce capital était disponible à des taux d'intérêt assez bas.

Il n'en allait pas de même au Mexique. En effet, en 1910, année où débuta la révolution mexicaine, le pays ne comptait que quarante-deux banques, dont deux contrôlaient 60 % du total des actifs bancaires. Contrairement aux États-Unis, où la concurrence était féroce, il n'y avait pratiquement aucune concurrence entre les banques mexicaines. Cette absence de concurrence signifiait que les banques pouvaient imposer des taux d'intérêt très élevés à leurs clients et limitaient généralement leurs prêts aux privilégiés et aux personnes déjà riches, qui utilisaient ensuite leur accès au crédit pour renforcer leur emprise sur les différents secteurs de l'économie.

La forme que prit le secteur bancaire mexicain aux XIXe et XXe siècles fut le résultat direct des institutions politiques mises en place dans le pays après l'indépendance. Le chaos de l'ère Santa Ana fut suivi d'une tentative avortée du gouvernement français de l'empereur Napoléon II de créer un régime colonial au Mexique sous l'empereur Maximilien entre 1864 et 1867. Les Français furent expulsés et une nouvelle constitution fut rédigée. Mais le gouvernement formé d'abord par Benito Juárez, puis, après sa mort, par Sebastián Lerdo de Tejada, fut rapidement contesté par un jeune militaire nommé Porfirio Díaz. Díaz avait été un général victorieux dans la guerre contre les Français et avait développé des aspirations au pouvoir. Il forma une armée rebelle et, en novembre 1876, il vainquit l'armée du gouvernement lors de la bataille de Tecoac. En mai de l'année suivante, il se fit élire président. Il continua à diriger le Mexique de manière plus ou moins ininterrompue et de plus en plus autoritaire jusqu'à son renversement lors du déclenchement de la révolution, trente-quatre ans plus tard.

Comme Iturbide et Santa Ana avant lui, Díaz a commencé sa carrière comme commandant militaire. Ce type de parcours vers la politique était bien connu aux États-Unis. Le premier président des États-Unis, George Washington, était également un général victorieux de la guerre d'indépendance. Ulysses S. Grant, l'un des généraux victorieux de l'Union pendant la guerre civile, est devenu président en 1869, et Dwight D. Eisenhower, commandant suprême des forces alliées en Europe pendant la Seconde Guerre mondiale, a été président des États-Unis entre 1953 et 1961. Contrairement à Iturbide, Santa Ana et Díaz,

cependant, aucun de ces militaires n'a utilisé la force pour accéder au pouvoir. Ils n'ont pas non plus utilisé la force pour éviter d'avoir à renoncer au pouvoir. Ils ont respecté la Constitution. Bien que le Mexique ait eu des constitutions au XIXe siècle, celles-ci n'imposaient que peu de contraintes à Iturbide, Santa Ana et Díaz. Ces hommes ne pouvaient être destitués que de la même manière qu'ils avaient accédé au pouvoir : par la force.

Díaz a violé les droits de propriété des citoyens, facilitant l'expropriation de vastes étendues de terres, et il a accordé des monopoles et des faveurs à ses partisans dans tous les secteurs d'activité, y compris le secteur bancaire. Ce comportement n'avait rien de nouveau. C'est exactement ce qu'avaient fait les conquistadors espagnols, et ce que Santa Ana a fait à leur suite.

La raison pour laquelle les États-Unis disposaient d'un secteur bancaire nettement plus favorable à la prospérité économique du pays n'avait rien à voir avec les différences de motivation des propriétaires des banques. En effet, la recherche du profit, qui sous-tendait la nature monopolistique du secteur bancaire au Mexique, était également présente aux États-Unis. Mais cette recherche du profit était canalisée différemment en raison des institutions radicalement différentes des États-Unis. Les banquiers étaient confrontés à des institutions économiques différentes, des institutions qui les soumettaient à une concurrence beaucoup plus forte. Et cela s'expliquait en grande partie par le fait que les politiciens qui rédigeaient les règles applicables aux banquiers étaient eux-mêmes soumis à des incitations très différentes, forgées par des institutions politiques différentes. En effet, à la fin du XVIIIe siècle, peu après l'entrée en vigueur de la Constitution des États-Unis, un système bancaire similaire à celui qui a ensuite dominé le Mexique a commencé à émerger. Les politiciens ont tenté de mettre en place des monopoles bancaires d'État, qu'ils pouvaient attribuer à leurs amis et partenaires en échange d'une partie des profits monopolistiques. Les banques se sont également rapidement lancées dans l'activité de prêt d'argent aux politiciens qui les réglementaient, tout comme au Mexique. Mais cette situation n'était pas viable aux États-Unis, car les politiciens qui tentaient de créer ces monopoles bancaires, contrairement à leurs homologues mexicains, étaient soumis à des élections et à des réélections. Créer des monopoles bancaires et accorder des prêts aux politiciens est une bonne affaire pour ces derniers, s'ils peuvent s'en tirer à bon compte. Ce n'est pas particulièrement

bon pour les citoyens, cependant. Contrairement au Mexique, aux États-Unis, les citoyens pouvaient contrôler les politiciens et se débarrasser de ceux qui utilisaient leur fonction pour s'enrichir ou créer des monopoles pour leurs acolytes. En conséquence, les monopoles bancaires se sont effondrés. La large distribution des droits politiques aux États-Unis, en particulier par rapport au Mexique, garantissait un accès égal au financement et aux prêts. Cela permettait à ceux qui avaient des idées et des inventions d'en tirer profit.

CHANGEMENT DÉPENDANT DU PARCOURS

Le monde était en pleine mutation dans les années 1870 et 1880. L'Amérique latine ne faisait pas exception. Les institutions mises en place par Porfirio Díaz n'étaient pas identiques à celles de Santa Ana ou de l'État colonial espagnol. L'économie mondiale a connu un essor fulgurant dans la seconde moitié du XIXe siècle, et les innovations dans le domaine des transports, telles que les bateaux à vapeur et les chemins de fer, ont entraîné une expansion considérable du commerce international. Cette vague de mondialisation a permis aux pays riches en ressources naturelles, comme le Mexique, ou plus précisément aux élites de ces pays, de s'enrichir en exportant des matières premières et des ressources naturelles vers l'Amérique du Nord et l'Europe occidentale en pleine industrialisation. Díaz et ses acolytes se sont ainsi retrouvés dans un monde différent et en rapide évolution. Ils ont compris que le Mexique devait lui aussi changer. Mais cela ne signifiait pas pour autant qu'il fallait déraciner les institutions coloniales et les remplacer par des institutions similaires à celles des États-Unis. Il s'agissait plutôt d'un changement « dépendant du chemin emprunté », qui ne menait qu'à la prochaine étape des institutions qui avaient déjà rendu une grande partie de l'Amérique latine pauvre et inégale.

La mondialisation a rendu précieux les grands espaces ouverts des Amériques, ses « frontières ouvertes ». Souvent, ces frontières n'étaient ouvertes que de manière mythique, car elles étaient habitées par des peuples autochtones qui ont été brutalement dépossédés. Quoi qu'il en soit, la ruée vers cette nouvelle ressource précieuse a été l'un des processus déterminants des Amériques dans la seconde moitié du XIXe siècle. L'ouverture soudaine de cette précieuse frontière n'a pas entraîné de processus parallèles dans les

États-Unis et Amérique latine, mais aussi à une divergence plus profonde, façonnée par les différences institutionnelles existantes, notamment celles concernant l'accès à la terre. Aux États-Unis, une longue série de textes législatifs, allant de la Land Ordinance de 1785 au Homestead Act de 1862, a largement ouvert l'accès aux terres frontalières. Bien que les peuples autochtones aient été mis à l'écart, cela a créé une frontière égalitaire et économiquement dynamique. Dans la plupart des pays d'Amérique latine, cependant, les institutions politiques ont abouti à un résultat très différent. Les terres frontalières ont été attribuées aux personnes politiquement puissantes et à celles qui disposaient de richesses et de relations, ce qui a renforcé encore davantage leur pouvoir.

Díaz a également commencé à démanteler bon nombre des vestiges institutionnels coloniaux spécifiques qui entravaient le commerce international, dont il prévoyait qu'ils pourraient considérablement l'enrichir, lui et ses partisans. Son modèle, cependant, continuait à ne pas être le type de développement économique qu'il observait au nord du Rio Grande, mais celui de Cortés, Pizarro et de Toledo, où l'élite amassait d'énormes fortunes tandis que le reste de la population était exclu. Lorsque l'élite investissait, l'économie connaissait une légère croissance, mais celle-ci était toujours décevante. Elle se faisait également au détriment de ceux qui étaient privés de droits dans ce nouvel ordre, comme le peuple Yaqui de Sonora, dans l'arrière-pays de Nogales. Entre 1900 et 1910, environ trente mille Yaquis ont été déportés, réduits à l'esclavage et envoyés travailler dans les plantations de henequen du Yucatán. (Les fibres du henequen étaient une exportation précieuse, car elles pouvaient être utilisées pour fabriquer des cordes et des ficelles.)

La persistance au XXe siècle d'un modèle institutionnel spécifique hostile à la croissance au Mexique et en Amérique latine est bien illustrée par le fait que, tout comme au XIXe siècle, ce modèle a engendré une stagnation économique et une instabilité politique, des guerres civiles et des coups d'État, alors que différents groupes se disputaient les avantages du pouvoir. Díaz a finalement perdu le pouvoir au profit des forces révolutionnaires en 1910. La révolution mexicaine a été suivie par d'autres en Bolivie en 1952, à Cuba en 1959 et au Nicaragua en 1979. Pendant ce temps, des guerres civiles soutenues faisaient rage en Colombie, au Salvador, au Guatemala et au Pérou. L'expropriation ou la menace d'expropriation d' d'actifs se poursuivait à un rythme soutenu, avec des réformes agraires massives

réformes agraires (ou tentatives de réformes) en Bolivie, au Brésil, au Chili, en Colombie, au Guatemala, au Pérou et au Venezuela. Les révolutions, les expropriations et l'instabilité politique ont été accompagnées de gouvernements militaires et de divers types de dictatures. Bien qu'il y ait eu une évolution progressive vers des droits politiques plus importants, ce n'est que dans les années 1990 que la plupart des pays d'Amérique latine sont devenus des démocraties, et même alors, ils restent enlisés dans l'instabilité.

Cette instabilité s'est accompagnée d'une répression massive et de meurtres. Le rapport de 1991 de la Commission nationale pour la vérité et la réconciliation au Chili a déterminé que 2 279 personnes ont été tuées pour des raisons politiques pendant la dictature de Pinochet entre 1973 et 1990. Environ 50 000 personnes ont été emprisonnées et torturées, et des centaines de milliers d'autres ont été licenciées. Le rapport de la Commission guatémaltèque pour la clarification historique de 1999 a identifié un total de 42 275 victimes nommées, bien que d'autres aient affirmé que jusqu'à 200 000 personnes ont été assassinées au Guatemala entre 1962 et 1996, dont 70 000 sous le régime du général Efrain Ríos Montt, qui a pu commettre ces crimes en toute impunité, au point de se présenter à l'élection présidentielle de 2003 ; heureusement, il n'a pas été élu. La Commission nationale sur la disparition des personnes en Argentine a estimé à 9 000 le nombre de personnes assassinées par les militaires entre 1976 et 1983, tout en précisant que le nombre réel pourrait être plus élevé. (Les estimations des organisations de défense des droits de l'homme le situent généralement à 30 000.)

GAGNER UN MILLIARD OU DEUX

Les implications durables de l'organisation de la société coloniale et l'héritage institutionnel de ces sociétés façonnent les différences modernes entre les États-Unis et le Mexique, et donc entre les deux parties de Nogales. Le contraste entre la manière dont Bill Gates et Carlos Slim sont devenus les deux hommes les plus riches du monde (Warren Buffett est également un concurrent) illustre les forces à l'œuvre. L'ascension de Gates et de Microsoft est bien connue, mais le statut de Gates en tant que personne la plus riche du monde et le fondateur d' de l'un de le plus technologiquement

Les entreprises innovantes n'ont pas empêché le ministère américain de la Justice d'intenter une action civile contre Microsoft Corporation le 8 mai 1998, affirmant que Microsoft avait abusé de son pouvoir monopolistique. Le litige portait en particulier sur la manière dont Microsoft avait lié son navigateur Web, Internet Explorer, à son système d'exploitation Windows. Le gouvernement surveillait Gates depuis un certain temps déjà et, dès 1991, la Commission fédérale du commerce avait ouvert une enquête pour déterminer si Microsoft abusait de son monopole sur les systèmes d'exploitation pour PC. En novembre 2001, Microsoft a conclu un accord avec le ministère de la Justice. Ses ailes ont été rognées, même si les sanctions ont été moins sévères que ce que beaucoup réclamaient.

Au Mexique, Carlos Slim n'a pas fait fortune grâce à l'innovation. Au départ, il excellait dans les transactions boursières et dans l'achat et la restructuration d'entreprises non rentables. Son coup de maître a été l'acquisition de Telmex, le monopole mexicain des télécommunications privatisé par le président Carlos Salinas en 1990. Le gouvernement a annoncé son intention de vendre 51 % des actions avec droit de vote (20,4 % du total des actions) de la société en septembre 1989 et a reçu des offres en novembre 1990. Même si Slim n'a pas fait l'offre la plus élevée, un consortium dirigé par son Grupo Corso a remporté l'enchère. Au lieu de payer les actions immédiatement, Slim a réussi à retarder le paiement, en utilisant les dividendes de Telmex lui-même pour payer les actions. Ce qui était autrefois un monopole public est devenu le monopole de Slim, et s'est avéré extrêmement rentable.

Les institutions économiques qui ont fait de Carlos Slim ce qu'il est aujourd'hui sont très différentes de celles des États-Unis. Si vous êtes un entrepreneur mexicain, les barrières à l'entrée joueront un rôle crucial à chaque étape de votre carrière. Ces barrières comprennent les licences coûteuses que vous devez obtenir, les formalités administratives que vous devez accomplir, les politiciens et les titulaires qui vous barreront la route, et la difficulté d'obtenir des financements auprès d'un secteur financier souvent de mèche avec les titulaires contre lesquels vous essayez de rivaliser. Ces barrières peuvent être soit insurmontables, vous empêchant d'accéder à des domaines lucratifs, soit votre meilleur allié, vous permettant de tenir vos concurrents à distance. La différence entre ces deux scénarios réside bien sûr dans les personnes que vous connaissez et celles sur lesquelles vous pouvez exercer une influence — et, bien sûr, celles que vous pouvez corrompre. Carlos Slim, un homme talentueux et

ambitieux issu d'un milieu relativement modeste d'immigrants libanais, est passé maître dans l'art d'obtenir des contrats exclusifs ; il a réussi à monopoliser le marché lucratif des télécommunications au Mexique, puis à étendre son influence au reste de l'Amérique latine.

Le monopole de Telmex, propriété de Slim, a été contesté à plusieurs reprises. Mais ces contestations n'ont pas abouti. En 1996, Avantel, un opérateur de téléphonie longue distance, a demandé à la Commission mexicaine de la concurrence de vérifier si Telmex occupait une position dominante sur le marché des télécommunications. En 1997, la commission a déclaré que Telmex détenait un pouvoir monopolistique important dans les domaines de la téléphonie locale, des appels longue distance nationaux et des appels longue distance internationaux, entre autres. Mais les tentatives des autorités réglementaires mexicaines pour limiter ces monopoles n'ont abouti à rien. L'une des raisons est que Slim et Telmex peuvent recourir à ce qu'on appelle un *recurso de amparo*, littéralement un « recours en protection ». Un *amparo* est en fait une requête visant à faire valoir qu'une loi particulière ne s'applique pas à vous. L'idée de *l'amparo* remonte à la constitution mexicaine de 1857 et était à l'origine destinée à protéger les droits et libertés individuels. Cependant, entre les mains de Telmex et d'autres monopoles mexicains, elle est devenue un outil redoutable pour consolider le pouvoir monopolistique. Plutôt que de protéger les droits des citoyens, *l'amparo* offre une faille dans l'égalité devant la loi.

Slim a fait fortune dans l'économie mexicaine en grande partie grâce à ses relations politiques. Lorsqu'il s'est aventuré aux États-Unis, il n'a pas connu le succès. En 1999, son groupe Grupo Curso a racheté le détaillant informatique CompUSA. À l'époque, CompUSA avait accordé une franchise à une société appelée COC Services pour vendre ses produits au Mexique. Slim a immédiatement violé ce contrat dans l'intention de créer sa propre chaîne de magasins, sans aucune concurrence de la part de COC. Mais COC a poursuivi CompUSA devant un tribunal de Dallas. Il n'y a pas *d'amparo* à Dallas, Slim a donc perdu et a été condamné à une amende de 454 millions de dollars. L'avocat de COC, Mark Werner, a déclaré après coup que « le message de ce verdict est que dans cette économie mondialisée, les entreprises doivent respecter les règles des États-Unis si elles veulent s'implanter ici ». Lorsque Slim a été soumis aux institutions américaines, ses tactiques habituelles pour gagner de l'argent n'ont pas fonctionné.

Nous vivons dans un monde inégalitaire. Les différences entre les nations sont similaires à celles qui existent entre les deux parties de Nogales, mais à plus grande échelle. Dans les pays riches, les individus sont en meilleure santé, vivent plus longtemps et sont beaucoup mieux éduqués. Ils ont également accès à toute une gamme de commodités et d'options dans la vie, des vacances aux parcours professionnels, dont les habitants des pays pauvres ne peuvent que rêver. Les habitants des pays riches circulent également sur des routes sans nids-de-poule et bénéficient de toilettes, d'électricité et d'eau courante dans leurs maisons. Ils ont généralement des gouvernements qui ne les arrêtent pas ou ne les harcèlent pas arbitrairement ; au contraire, les gouvernements fournissent des services, notamment en matière d'éducation, de soins de santé, de routes et d'ordre public. Il convient également de noter que les citoyens votent lors des élections et ont leur mot à dire dans l'orientation politique de leur pays.

Les grandes différences en matière d'inégalités dans le monde sont évidentes pour tout le monde, même pour les habitants des pays pauvres, bien que beaucoup n'aient pas accès à la télévision ou à Internet. C'est la perception et la réalité de ces différences qui poussent les gens à traverser illégalement le Rio Grande ou la mer Méditerranée pour avoir la chance de connaître le niveau de vie et les opportunités des pays riches. Ces inégalités n'ont pas seulement des conséquences sur la vie des individus dans les pays pauvres ; elles sont également source de griefs et de ressentiment, avec des répercussions politiques considérables aux États-Unis et ailleurs. Comprendre pourquoi ces différences existent et quelles en sont les causes est l'objectif principal de cet ouvrage. Acquérir cette compréhension n'est pas seulement une fin en soi, mais aussi un premier pas vers la recherche de meilleures solutions pour améliorer la vie des milliards de personnes qui vivent encore dans la pauvreté.

Les disparités entre les deux côtés de la frontière à Nogales ne sont que la partie émergée de l'iceberg. Comme dans le reste du nord du Mexique, qui bénéficie du commerce avec les États-Unis, même si celui-ci n'est pas toujours légal, les habitants de Nogales sont plus prospères que les autres Mexicains, dont le revenu moyen annuel par ménage est d'environ
5 000 dollars. Cette prospérité relative de Nogales, dans l'État de Sonora, provient des usines de fabrication maquiladoras situées dans des parcs industriels, dont la première a été créée par Richard Campbell, Jr., un Californien.

fabricant de paniers. Le premier locataire fut Coin-Art, une entreprise d'instruments de musique appartenant à Richard Bosse, propriétaire de la société Artley, fabricant de flûtes et de saxophones à Nogales, en Arizona. Coin-Art fut suivi par Memorex (câblage informatique), Avent (vêtements hospitaliers), Grant (lunettes de soleil), Chamberlain (fabricant d'ouvre-portes de garage pour Sears) et Samsonite (valises). Il est important de noter que toutes ces entreprises et tous ces hommes d'affaires sont basés aux États-Unis et utilisent des capitaux et un savoir-faire américains. La plus grande prospérité de Nogales, dans l'État de Sonora, par rapport au reste du Mexique, vient donc de l'extérieur.

Les différences entre les États-Unis et le Mexique sont à leur tour faibles par rapport à celles qui existent à l'échelle mondiale. Le citoyen américain moyen est sept fois plus prospère que le Mexicain moyen et plus de dix fois plus que les habitants du Pérou ou d'Amérique centrale. Il est environ vingt fois plus prospère que l'habitant moyen de l'Afrique subsaharienne et près de quarante fois plus que ceux qui vivent dans les pays africains les plus pauvres tels que le Mali, l'Éthiopie et la Sierra Leone. Et cela ne concerne pas uniquement les États-Unis. Il existe un groupe restreint mais croissant de pays riches, principalement en Europe et en Amérique du Nord, auxquels s'ajoutent l'Australie, le Japon, la Nouvelle-Zélande, Singapour, la Corée du Sud et Taïwan, dont les citoyens mènent une vie très différente de celle des habitants du reste du globe.

La raison pour laquelle Nogales, en Arizona, est beaucoup plus riche que Nogales, dans l'État de Sonora, est simple : cela tient aux institutions très différentes qui existent de part et d'autre de la frontière, qui créent des incitations très différentes pour les habitants de Nogales, en Arizona, par rapport à ceux de Nogales, dans l'État de Sonora. Les États-Unis sont également beaucoup plus riches aujourd'hui que le Mexique ou le Pérou en raison de la manière dont leurs institutions, tant économiques que politiques, façonnent les incitations des entreprises, des particuliers et des politiciens. Chaque société fonctionne selon un ensemble de règles économiques et politiques créées et appliquées collectivement par l'État et les citoyens. Les institutions économiques façonnent les incitations économiques : les incitations à s'instruire, à épargner et à investir, à innover et à adopter de nouvelles technologies, etc. C'est le processus politique qui détermine les institutions économiques sous lesquelles vivent les gens, et ce sont les institutions politiques qui déterminent le fonctionnement de ce processus. Par exemple, ce sont les institutions politiques d'une nation qui déterminent la capacité de

les citoyens contrôlent les politiciens et influencent leur comportement. Cela détermine à son tour si les politiciens sont les agents des citoyens, bien qu'imparfaits, ou s'ils sont capables d'abuser du pouvoir qui leur est confié, ou qu'ils ont usurpé, pour amasser leur propre fortune et poursuivre leurs propres objectifs, préjudiciables à ceux des citoyens. Les institutions politiques comprennent, sans s'y limiter, les constitutions écrites et le caractère démocratique ou non de la société. Elles comprennent également le pouvoir et la capacité de l'État à réglementer et à gouverner la société. Il est également nécessaire d'examiner de manière plus générale les facteurs qui déterminent la répartition du pouvoir politique dans la société, en particulier la capacité des différents groupes à agir collectivement pour poursuivre leurs objectifs ou empêcher d'autres personnes de poursuivre les leurs.

Les institutions influençant les comportements et les incitations dans la vie réelle, elles déterminent le succès ou l'échec des nations. Le talent individuel est important à tous les niveaux de la société, mais même celui-ci a besoin d'un cadre institutionnel pour se transformer en une force positive. Bill Gates, comme d'autres figures légendaires de l'industrie des technologies de l'information (telles que Paul Allen, Steve Ballmer, Steve Jobs, Larry Page, Sergey Brin et Jeff Bezos), avait un talent et une ambition immenses. Mais il a finalement répondu aux incitations. Le système scolaire américain a permis à Gates et à d'autres comme lui d'acquérir un ensemble unique de compétences pour compléter leurs talents. Les institutions économiques américaines ont permis à ces hommes de créer facilement des entreprises, sans se heurter à des obstacles insurmontables. Ces institutions ont également rendu possible le financement de leurs projets. Le marché du travail américain leur a permis d'embaucher du personnel qualifié, et l'environnement de marché relativement concurrentiel leur a permis de développer leurs entreprises et de commercialiser leurs produits. Ces entrepreneurs étaient convaincus dès le départ que leurs projets de rêve pouvaient être réalisés : ils faisaient confiance aux institutions et à l'État de droit qu'elles généraient et ne s'inquiétaient pas de la sécurité de leurs droits de propriété. Enfin, les institutions politiques ont assuré la stabilité et la continuité. D'une part, elles ont veillé à ce qu'il n'y ait aucun risque qu'un dictateur prenne le pouvoir et change les règles du jeu, exproprie leurs richesses, les emprisonne ou menace leur vie et leurs moyens de subsistance. They also made sure that no particular interest in

La société pouvait influencer le gouvernement dans une direction désastreuse sur le plan économique, car le pouvoir politique était à la fois limité et réparti de manière suffisamment large pour qu'un ensemble d'institutions économiques créant des incitations à la prospérité puisse voir le jour.

Cet ouvrage montrera que si les institutions économiques sont essentielles pour déterminer si un pays est pauvre ou prospère, ce sont la politique et les institutions politiques qui déterminent les institutions économiques d'un pays. En fin de compte, les bonnes institutions économiques des États-Unis sont le résultat des institutions politiques qui ont progressivement émergé après 1619. Notre théorie sur les inégalités mondiales montre comment les institutions politiques et économiques interagissent pour causer la pauvreté ou la prospérité, et comment différentes parties du monde se sont retrouvées avec des ensembles d'institutions si différents. Notre bref aperçu de l'histoire des Amériques commence à donner une idée des forces qui façonnent les institutions politiques et économiques. Les différents modèles institutionnels actuels sont profondément enracinés dans le passé, car une fois qu'une société s'est organisée d'une certaine manière, celle-ci a tendance à perdurer. Nous montrerons que ce fait découle de la manière dont les institutions politiques et économiques interagissent.

Cette persistance et les forces qui la créent expliquent également pourquoi il est si difficile d'éliminer les inégalités mondiales et de rendre les pays pauvres prospères. Bien que les institutions soient la clé des différences entre les deux Nogales et entre le Mexique et les États-Unis, cela ne signifie pas pour autant qu'il y aura un consensus au Mexique pour changer les institutions. Il n'est pas nécessaire qu'une société développe ou adopte les institutions les plus propices à la croissance économique ou au bien-être de ses citoyens, car d'autres institutions peuvent être encore plus avantageuses pour ceux qui contrôlent la politique et les institutions politiques. Les puissants et le reste de la société seront souvent en désaccord sur les institutions qui doivent être maintenues et celles qui doivent être modifiées. Carlos Slim n'aurait pas été heureux de voir ses relations politiques disparaître et les barrières à l'entrée protégeant ses entreprises s'effondrer, même si l'arrivée de nouvelles entreprises enrichirait des millions de Mexicains. En l'absence d'un tel consensus, ce sont les politiques qui déterminent les règles qui régissent la société : qui détient le pouvoir et comment ce pouvoir peut être exercé. Carlos Slim a le

le pouvoir d'obtenir ce qu'il veut. Le pouvoir de Bill Gates est beaucoup plus limité. C'est pourquoi notre théorie ne concerne pas seulement l'économie, mais aussi la politique. Elle traite des effets des institutions sur le succès et l'échec des nations, d'où l'économie de la pauvreté et de la prospérité ; elle traite également de la manière dont les institutions sont déterminées et évoluent au fil du temps, et de la manière dont elles ne parviennent pas à changer même lorsqu'elles sont à l'origine de la pauvreté et de la misère de millions de personnes, d'où la politique de la pauvreté et de la prospérité.

2.

LES THÉORIES QUI NE FONCTIONNENT PAS

LA SITUATION ACTUELLE

Notre ouvrage vise principalement à expliquer les inégalités mondiales ainsi que certaines tendances générales facilement observables qui s'y inscrivent. Le premier pays à connaître une croissance économique soutenue fut l'Angleterre, ou la Grande-Bretagne, généralement appelée simplement « la Grande-Bretagne », nom donné à l'union de l'Angleterre, du Pays de Galles et de l'Écosse après 1707. La croissance s'est lentement manifestée dans la seconde moitié du XVIIIe siècle, à mesure que la révolution industrielle, fondée sur des avancées technologiques majeures et leur application dans l'industrie, prenait racine. L'industrialisation de l'Angleterre a rapidement été suivie par celle de la plupart des pays d'Europe occidentale et des États-Unis. La prospérité anglaise s'est également rapidement étendue aux « colonies de peuplement » britanniques du Canada, de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande. La liste des trente pays les plus riches aujourd'hui comprendrait ces derniers, ainsi que le Japon, Singapour et la Corée du Sud. La prospérité de ces trois derniers pays s'inscrit dans une tendance plus large qui a vu de nombreux pays d'Asie de l'Est, dont Taïwan et, par la suite, la Chine, connaître une croissance rapide ces dernières années.

Le bas du classement mondial en matière de répartition des revenus présente une image aussi nette et distinctive que le haut. Si vous dressez plutôt la liste des trente pays les plus pauvres du monde aujourd'hui, vous constaterez que presque tous se trouvent en Afrique subsaharienne. Ils sont rejoints par des pays tels que l'Afghanistan, Haïti et le Népal qui, bien que n'étant pas africains, partagent tous un point commun essentiel avec les nations africaines, comme nous allons l'expliquer. Si vous remontiez cinquante ans en arrière, les pays figurant dans les trente premiers et les trente derniers ne seraient pas très différents. Singapour et la Corée du Sud ne figureraient pas parmi les pays les plus riches, et plusieurs pays différents

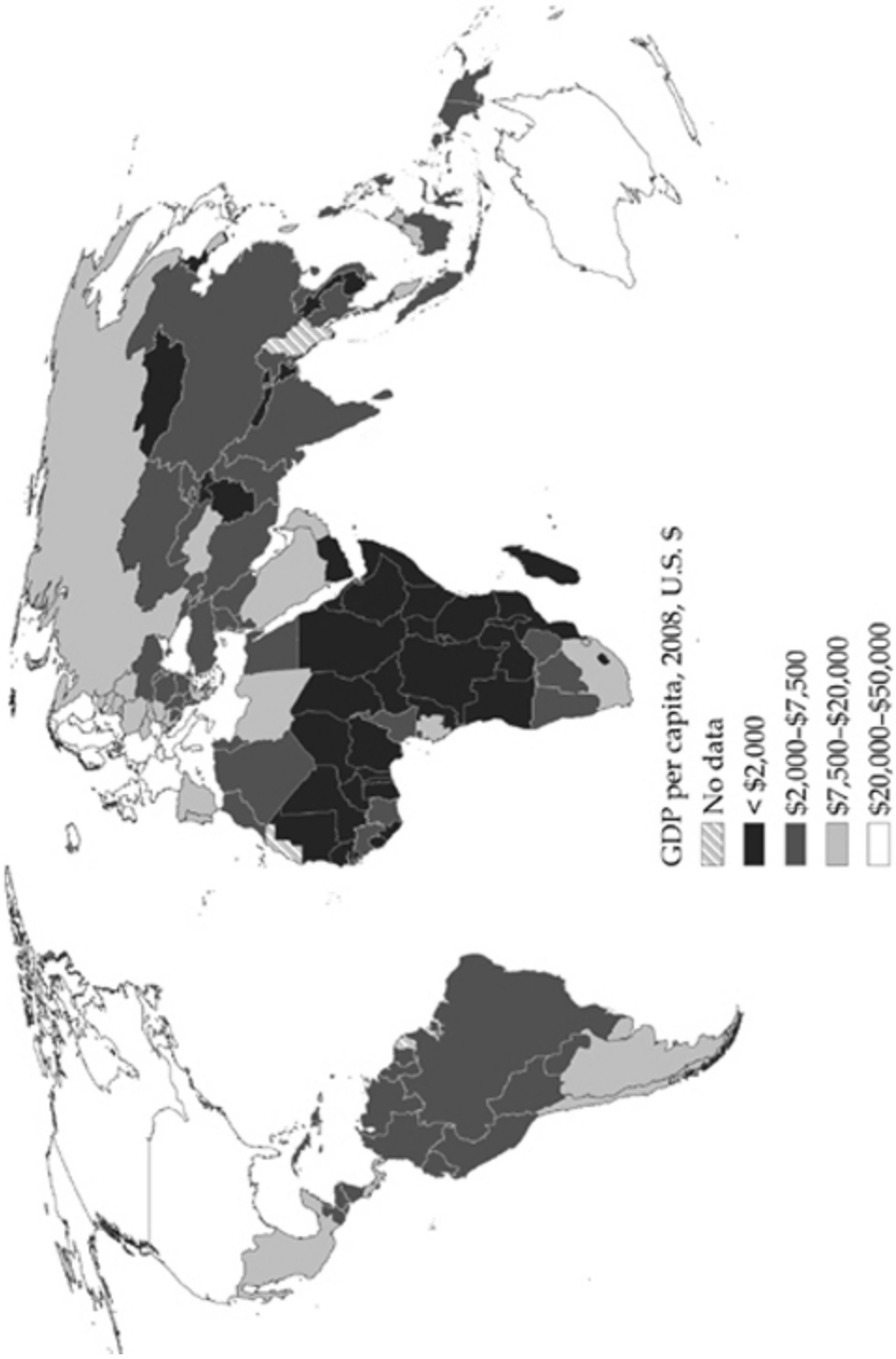
pays parmi les trente derniers, mais le tableau d'ensemble qui se dégageait était remarquablement similaire à celui que nous observons aujourd'hui. Si l'on remonte cent ou cent cinquante ans en arrière, on retrouve presque les mêmes pays dans les mêmes groupes.

La carte 3 montre la situation en 2008. Les pays colorés en noir sont les plus pauvres du monde, ceux où le revenu moyen par habitant (appelé PIB, produit intérieur brut, par les économistes) est inférieur à 2 000 dollars par an. La plupart des pays d'Afrique sont de cette couleur, tout comme l'Afghanistan, Haïti et certaines régions d'Asie du Sud-Est (par exemple, le Cambodge et le Laos). La Corée du Nord fait également partie de ce groupe de pays. Les pays en blanc sont les plus riches, ceux dont le revenu annuel par habitant est supérieur ou égal à 20 000 dollars. On y retrouve les habituels suspects : l'Amérique du Nord, l'Europe occidentale, l'Australasie et le Japon.

Une autre tendance intéressante peut être observée dans les Amériques. Dressez la liste des pays des Amériques, du plus riche au plus pauvre. Vous constaterez que les États-Unis et le Canada occupent les premières places, suivis du Chili, de l'Argentine, du Brésil, du Mexique et de l'Uruguay, et peut-être aussi du Venezuela, selon le prix du pétrole. Viennent ensuite la Colombie, la République dominicaine, l'Équateur et le Pérou. En bas du classement, on trouve un autre groupe distinct, beaucoup plus pauvre, comprenant la Bolivie, le Guatemala et le Paraguay. Si l'on remonte cinquante ans en arrière, on constate que le classement est identique. Cent ans : même chose. Cent cinquante ans : encore une fois, identique. Il ne s'agit donc pas seulement du fait que les États-Unis et le Canada sont plus riches que l'Amérique latine ; il existe également un fossé net et persistant entre les pays riches et les pays pauvres au sein même de l'Amérique latine.

Une dernière tendance intéressante s'observe au Moyen-Orient. On y trouve des pays riches en pétrole, comme l'Arabie saoudite et le Koweït, dont les niveaux de revenu sont proches de ceux des trente premiers pays du classement. Cependant, si le prix du pétrole venait à baisser, ils reculeraient rapidement dans le classement. Les pays du Moyen-Orient qui ont peu ou pas de pétrole, comme l'Égypte, la Jordanie et la Syrie, se situent tous à un niveau de revenu similaire à celui du Guatemala ou du Pérou. Sans pétrole, les pays du Moyen-Orient sont également tous pauvres, mais, comme ceux d'Amérique centrale et des Andes, ils ne sont pas aussi pauvres que ceux d'Afrique subsaharienne.

Si les modèles de prospérité que nous observons aujourd'hui autour de nous sont très persistants, ils ne sont toutefois pas immuables. Tout d'abord, comme nous l'avons déjà souligné, la plupart des inégalités mondiales actuelles sont apparues à la fin du XVIIIe siècle, dans le sillage de la révolution industrielle. Non seulement les écarts de prospérité étaient beaucoup moins importants jusqu'au milieu du XVIIIe siècle, mais les classements qui sont restés si stables depuis lors ne sont pas les mêmes lorsque l'on remonte plus loin dans l'histoire. Dans les Amériques, par exemple, le classement que nous observons depuis cent cinquante ans était complètement différent il y a cinq cents ans. Deuxièmement, de nombreux pays ont connu plusieurs décennies de croissance rapide, comme la plupart des pays d'Asie de l'Est depuis la Seconde Guerre mondiale et, plus récemment, la Chine. Beaucoup d'entre elles ont ensuite vu cette croissance s'inverser. L'Argentine, par exemple, a connu une croissance rapide pendant cinq décennies jusqu'en 1920, devenant l'un des pays les plus riches du monde, mais a ensuite entamé un long déclin. L'Union soviétique est un exemple encore plus remarquable, avec une croissance rapide entre 1930 et 1970, suivie d'un effondrement tout aussi rapide.



Map 3: Prosperity around the world in 2008

Qu'est-ce qui explique ces différences majeures en matière de pauvreté et de prospérité, ainsi que les modèles de croissance ? Pourquoi les pays d'Europe occidentale et leurs colonies peuplées de colons européens ont-ils commencé à se développer au XIXe siècle, sans presque jamais regarder en arrière ? Qu'est-ce qui explique le

classement persistant des inégalités dans les Amériques ? Pourquoi les pays d'Afrique subsaharienne et du Moyen-Orient n'ont-ils pas réussi à atteindre le type de croissance économique observé en Europe occidentale, alors qu'une grande partie de l'Asie de l'Est a connu des taux de croissance économique vertigineux ?

On pourrait penser que le fait que les inégalités mondiales soient si importantes et si lourdes de conséquences, et qu'elles présentent des schémas aussi marqués, signifierait qu'il existe une explication largement acceptée. Ce n'est pas le cas. La plupart des hypothèses proposées par les spécialistes en sciences sociales pour expliquer les origines de la pauvreté et de la prospérité ne fonctionnent tout simplement pas et ne parviennent pas à expliquer de manière convaincante la situation actuelle.

L'HYPOTHÈSE GÉOGRAPHIQUE

Une théorie largement acceptée sur les causes des inégalités mondiales est l'hypothèse géographique, qui affirme que le grand fossé entre les pays riches et les pays pauvres est créé par des différences géographiques. De nombreux pays pauvres, tels que ceux d'Afrique, d'Amérique centrale et d'Asie du Sud, se trouvent entre les tropiques du Cancer et du Capricorne. Les nations riches, en revanche, ont tendance à se situer dans les latitudes tempérées. Cette concentration géographique de la pauvreté et de la prospérité donne un attrait superficiel à l'hypothèse géographique, qui est le point de départ des théories et des opinions de nombreux sociologues et experts. Mais cela ne la rend pas moins erronée.

Dès la fin du XVIIIe siècle, le grand philosophe politique français Montesquieu avait remarqué la concentration géographique de la prospérité et de la pauvreté, et proposé une explication à ce phénomène. Il affirmait que les populations vivant sous les climats tropicaux avaient tendance à être paresseuses et peu curieuses. En conséquence, ils ne travaillaient pas dur et n'étaient pas innovants, ce qui expliquait leur pauvreté. Montesquieu a également émis l'hypothèse que les personnes paresseuses avaient tendance à être gouvernées par des despotes, suggérant qu'un emplacement tropical pouvait expliquer non seulement la pauvreté, mais aussi certains phénomènes politiques associés à l'échec économique, tels que la dictature.

La théorie selon laquelle les pays chauds sont intrinsèquement pauvres, bien que contredite par la récente progression économique rapide de certains pays

comme Singapour, la Malaisie et le Botswana, est toujours défendue avec force par certains, comme l'économiste Jeffrey Sachs. La version moderne de ce point de vue ne met pas l'accent sur les effets directs du climat sur l'effort de travail ou les processus de réflexion, mais sur deux arguments supplémentaires : premièrement, les maladies tropicales, en particulier le paludisme, ont des conséquences très néfastes sur la santé et donc sur la productivité du travail ; deuxièmement, les sols tropicaux ne permettent pas une agriculture productive. La conclusion reste toutefois la même : les climats tempérés présentent un avantage relatif par rapport aux zones tropicales et semi-tropicales.

Les inégalités mondiales ne peuvent toutefois s'expliquer par le climat, les maladies ou toute autre version de l'hypothèse géographique. Il suffit de penser à Nogales. Ce qui sépare les deux parties n'est pas le climat, la géographie ou l'environnement sanitaire, mais la frontière entre les États-Unis et le Mexique.

Si l'hypothèse géographique ne peut expliquer les différences entre le nord et le sud de Nogales, entre la Corée du Nord et la Corée du Sud, ou entre l'Allemagne de l'Est et l'Allemagne de l'Ouest avant la chute du mur de Berlin, peut-elle encore être une théorie utile pour expliquer les différences entre l'Amérique du Nord et l'Amérique du Sud ? Entre l'Europe et l'Afrique ? Tout simplement non.

L'histoire montre qu'il n'existe pas de lien simple ou durable entre le climat ou la géographie et la réussite économique. Par exemple, il n'est pas vrai que les régions tropicales aient toujours été plus pauvres que les latitudes tempérées. Comme nous l'avons vu dans le chapitre précédent, à l'époque de la conquête des Amériques par Christophe Colomb, les régions situées au sud du tropique du Cancer et au nord du tropique du Capricorne, qui comprennent aujourd'hui le Mexique, l'Amérique centrale, le Pérou et la Bolivie, abritaient les grandes civilisations aztèque et inca. Ces empires étaient politiquement centralisés et complexes, construisaient des routes et fournissaient des secours en cas de famine. Les Aztèques avaient à la fois de l'argent et l'écriture, et les Incas, même s'ils ne disposaient pas de ces deux technologies clés, enregistraient de grandes quantités d'informations sur des cordes nouées appelées quipus. À l'époque des Aztèques et des Incas, le nord et le sud de la région qu'ils occupaient, qui comprend aujourd'hui les États-Unis, le Canada, l'Argentine et le Chili, étaient principalement habités par des civilisations de l'âge de pierre qui ne disposaient pas de ces technologies. Les régions tropicales des Amériques étaient donc beaucoup plus riches que les zones tempérées .

suggérant que le « fait évident » de la pauvreté tropicale n'est ni évident ni un fait. Au contraire, la plus grande richesse des États-Unis et du Canada représente un renversement de situation radical par rapport à ce qui existait à l'arrivée des Européens.

Ce renversement n'avait clairement rien à voir avec la géographie et, comme nous l'avons déjà vu, était lié à la manière dont ces régions avaient été colonisées. Ce renversement ne se limitait pas aux Amériques. Les populations d'Asie du Sud, en particulier du sous-continent indien, et de Chine étaient plus prospères que celles de nombreuses autres régions d'Asie et certainement plus que les peuples habitant l'Australie et la Nouvelle-Zélande. Cette situation s'est également inversée, la Corée du Sud, Singapour et le Japon devenant les nations les plus riches d'Asie, tandis que l'Australie et la Nouvelle-Zélande surpassaient presque toute l'Asie en termes de prospérité. Même en Afrique subsaharienne, on a assisté à un renversement similaire. Plus récemment, avant le début des contacts intenses entre l'Europe et l'Afrique, la région de l'Afrique australe était la moins peuplée et la plus éloignée de tout développement étatique permettant d'exercer un contrôle sur ses territoires. Pourtant, l'Afrique du Sud est aujourd'hui l'une des nations les plus prospères d'Afrique subsaharienne. Plus loin dans l'histoire, nous constatons à nouveau une grande prospérité dans les régions tropicales ; certaines des grandes civilisations prémodernes, telles qu'Angkor dans l'actuel Cambodge, Vijayanagara dans le sud de l'Inde et Aksoum en Éthiopie, ont prospéré dans les régions tropicales, tout comme les grandes civilisations de la vallée de l'Indus, Mohenjo Daro et Harappa, dans l'actuel Pakistan. L'histoire ne laisse donc guère de doute sur le fait qu'il n'existe pas de lien simple entre une situation tropicale et la réussite économique.

Les maladies tropicales causent évidemment beaucoup de souffrances et des taux élevés de mortalité infantile en Afrique, mais elles ne sont pas la raison pour laquelle l'Afrique est pauvre. Les maladies sont en grande partie une conséquence de la pauvreté et de l'incapacité ou du refus des gouvernements de prendre les mesures de santé publique nécessaires pour les éradiquer. L'Angleterre du XIXe siècle était également un endroit très insalubre, mais le gouvernement a progressivement investi dans l'eau potable, dans le traitement adéquat des eaux usées et des déchets, et, finalement, dans un service de santé efficace. L'amélioration de la santé et de l'espérance de vie n'a pas été la cause du succès économique de l'Angleterre, mais

l'un des fruits de ses précédents changements politiques et économiques. Il en va de même pour Nogales, en Arizona.

L'autre volet de l'hypothèse géographique est que les régions tropicales sont pauvres parce que l'agriculture tropicale est intrinsèquement improductive. Les sols tropicaux sont pauvres et incapables de conserver les nutriments, selon cet argument, qui souligne la rapidité avec laquelle ces sols sont érodés par les pluies torrentielles. Cet argument a certainement du mérite, mais comme nous le montrerons, la principale raison pour laquelle la productivité agricole (la production agricole par acre) est si faible dans de nombreux pays pauvres, en particulier en Afrique subsaharienne, n'a pas grand-chose à voir avec la qualité des sols. Elle est plutôt le résultat de la structure de propriété des terres et des incitations créées pour les agriculteurs par les gouvernements et les institutions sous lesquels ils vivent. Nous montrerons également que les inégalités mondiales ne peuvent s'expliquer par les différences de productivité agricole. Les grandes inégalités du monde moderne qui ont émergé au XIXe siècle ont été causées par la diffusion inégale des technologies industrielles et de la production manufacturière. Elles n'ont pas été causées par des divergences dans les performances agricoles.

Une autre version influente de l'hypothèse géographique est avancée par l'écologiste et biologiste évolutionniste Jared Diamond. Il soutient que les origines des inégalités intercontinentales au début de l'ère moderne, il y a cinq cents ans, reposaient sur les différentes dotations historiques en espèces végétales et animales, qui ont ensuite influencé la productivité agricole. Dans certaines régions, comme le Croissant fertile dans le Moyen-Orient moderne, il existait un grand nombre d'espèces pouvant être domestiquées par les humains. Ailleurs, comme en Amérique, ce n'était pas le cas. La présence de nombreuses espèces pouvant être domestiquées a rendu très attrayante pour les sociétés la transition d'un mode de vie de chasseurs-cueilleurs à un mode de vie agricole. En conséquence, l'agriculture s'est développée plus tôt dans le Croissant fertile qu'en Amérique. La densité de population a augmenté, permettant la spécialisation du travail, le commerce, l'urbanisation et le développement politique. Il est important de noter que dans les régions où l'agriculture était dominante, les innovations technologiques se sont produites beaucoup plus rapidement que dans d'autres parties du monde Ainsi, selon Diamond, la

disponibilité différentielle des espèces animales et végétales a créé des intensités différentielles d'agriculture, ce qui a conduit à des voies différentes de changement technologique et de prospérité à travers les différents continents.

Bien que la thèse de Diamond soit une approche puissante du casse-tête sur lequel il se concentre, elle ne peut être étendue pour expliquer les inégalités du monde moderne. Par exemple, Diamond soutient que les Espagnols ont pu dominer les civilisations des Amériques grâce à leur longue histoire agricole et à la technologie supérieure qui en a découlé. Mais nous devons maintenant expliquer pourquoi les Mexicains et les Péruviens qui habitent les anciennes terres des Aztèques et des Incas sont pauvres. Si l'accès au blé, à l'orge et aux chevaux a peut-être rendu les Espagnols plus riches que les Incas, l'écart de revenus entre les deux n'était pas très important. Le revenu moyen d'un Espagnol était probablement inférieur au double de celui d'un citoyen de l'empire inca. La thèse de Diamond implique qu'une fois que les Incas ont été exposés à toutes les espèces et aux technologies qui en ont résulté, qu'ils n'avaient pas pu développer eux-mêmes, ils auraient dû rapidement atteindre le niveau de vie des Espagnols. Or, rien de tel ne s'est produit. Au contraire, au XIXe et au XXe siècle, un écart de revenus beaucoup plus important est apparu entre l'Espagne et le Pérou. Aujourd'hui, l'Espagnol moyen est plus de six fois plus riche que le Péruvien moyen. Cet écart de revenus est étroitement lié à la diffusion inégale des technologies industrielles modernes, mais il n'a pas grand-chose à voir avec le potentiel de domestication des animaux et des plantes ni avec les différences intrinsèques de productivité agricole entre l'Espagne et le Pérou.

Alors que l'Espagne, bien qu'avec un certain retard, a adopté les technologies de la vapeur, des chemins de fer, de l'électricité, de la mécanisation et de la production industrielle, le Pérou ne l'a pas fait, ou du moins l'a fait très lentement et de manière imparfaite. Ce fossé technologique persiste aujourd'hui et se reproduit à plus grande échelle, car les nouvelles technologies, en particulier celles liées aux technologies de l'information, alimentent la croissance dans de nombreux pays développés et dans certains pays en développement rapide. La thèse de Diamond ne nous dit pas pourquoi ces technologies cruciales ne se diffusent pas et n'égalisent pas les revenus à travers le monde, et n'explique pas pourquoi la moitié nord de Nogales est tellement plus riche que sa jumelle juste au sud de la barrière,

alors que les deux faisaient partie de la même civilisation il y a cinq cents ans.

L'histoire de Nogales met en évidence un autre problème majeur dans l'adaptation de la thèse de Diamond : comme nous l'avons déjà vu, quels que fussent les inconvénients des empires inca et aztèque en 1532, le Pérou et le Mexique étaient sans aucun doute plus prospères que les régions des Amériques qui allaient devenir les États-Unis et le Canada. L'Amérique du Nord est devenue plus prospère précisément parce qu'elle a adopté avec enthousiasme les technologies et les progrès de la révolution industrielle. La population s'est instruite et les chemins de fer se sont répandus dans les Grandes Plaines, ce qui contraste fortement avec ce qui s'est passé en Amérique du Sud. Cela ne s'explique pas par les différences géographiques entre l'Amérique du Nord et l'Amérique du Sud, qui, si tant est qu'il y en ait, favorisaient plutôt l'Amérique du Sud.

Les inégalités dans le monde moderne résultent en grande partie de la diffusion et de l'adoption inégales des technologies, et la thèse de Diamond comprend des arguments importants à ce sujet. Par exemple, il soutient, à la suite de l'historien William McNeill, que l'orientation est-ouest de l'Eurasie a permis aux cultures, aux animaux et aux innovations de se répandre du Croissant fertile vers l'Europe occidentale, tandis que l'orientation nord-sud des Amériques explique pourquoi les systèmes d'écriture, créés au Mexique, ne se sont pas répandus dans les Andes ou en Amérique du Nord. Cependant, l'orientation des continents ne peut expliquer les inégalités mondiales actuelles. Prenons l'exemple de l'Afrique. Si le désert du Sahara a effectivement constitué un obstacle important au mouvement des biens et des idées du nord vers l'Afrique subsaharienne, cet obstacle n'était pas insurmontable. Les Portugais, puis d'autres Européens, ont navigué le long des côtes et éliminé les différences de connaissances à une époque où les écarts de revenus étaient très faibles par rapport à ce qu'ils sont aujourd'hui. Depuis lors, l'Afrique n'a pas rattrapé son retard sur l'Europe ; au contraire, l'écart de revenus entre la plupart des pays africains et européens est aujourd'hui beaucoup plus important.

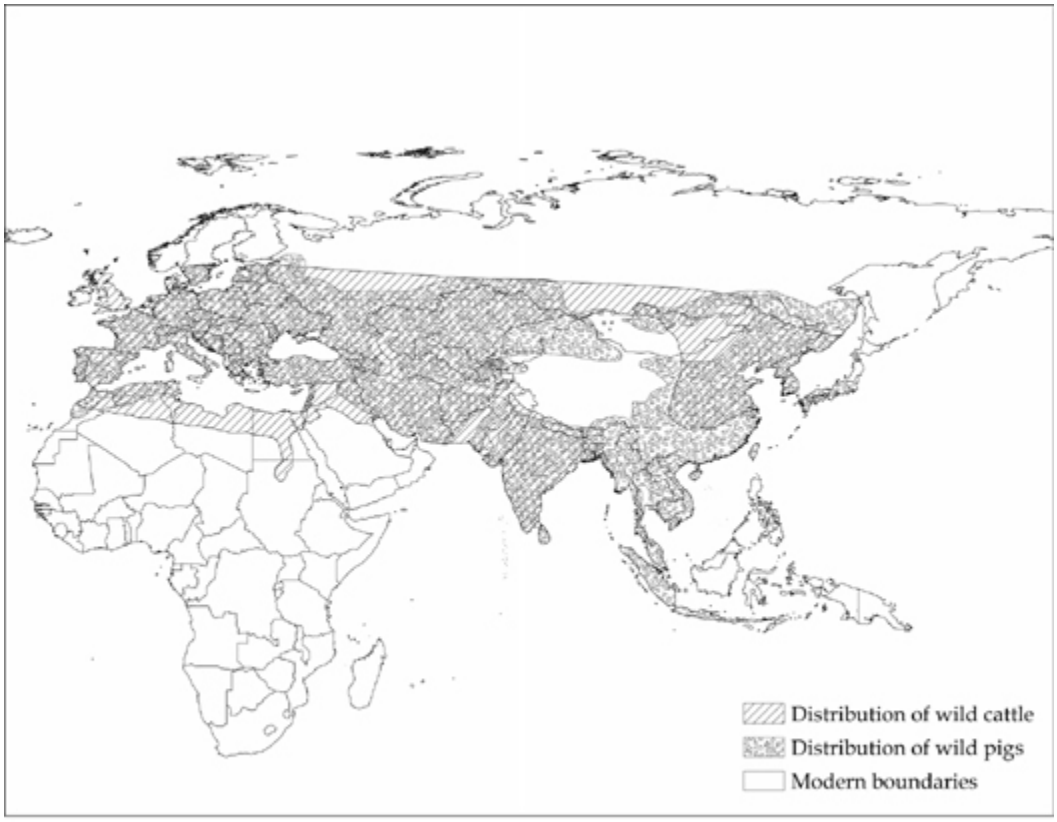
Il faut également préciser que l'argument de Diamond, qui porte sur les inégalités entre les continents, ne permet pas d'expliquer les variations au sein des continents, qui constituent un élément essentiel des inégalités dans le monde moderne. Par exemple, si l'orientation du continent eurasien peut

expliquer comment l'Angleterre a réussi à tirer profit des innovations du Moyen-Orient sans avoir à les réinventer, elle n'explique pas pourquoi la révolution industrielle s'est produite en Angleterre plutôt qu'en Moldavie, par exemple. De plus, comme Diamond le souligne lui-même, la Chine et l'Inde ont grandement bénéficié d'une faune et d'une flore très riches, ainsi que de l'orientation de l'Eurasie. Mais la plupart des populations pauvres du monde actuel se trouvent dans ces deux pays.

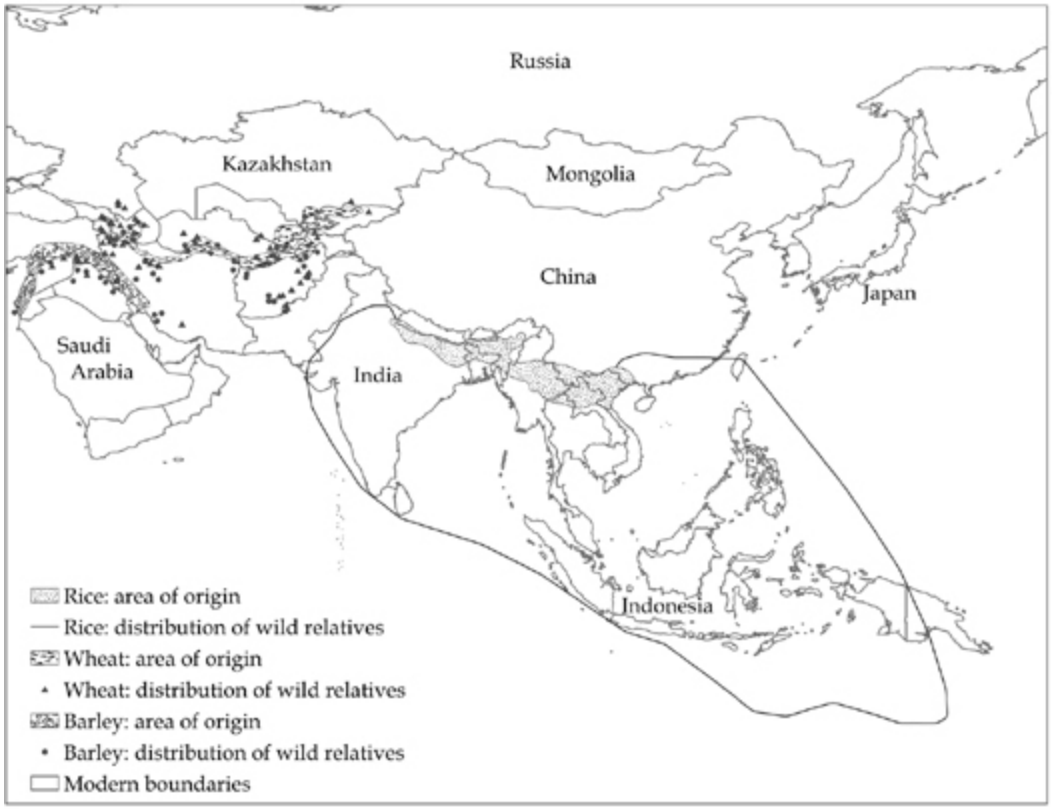
En fait, la meilleure façon d'appréhender la portée de la thèse de Diamond est d'examiner ses propres variables explicatives. La carte 4 présente des données sur la répartition du *Sus scrofa*, l'ancêtre du porc moderne, et de l'aurochs, l'ancêtre de la vache moderne. Ces deux espèces étaient largement répandues en Eurasie et même en Afrique du Nord. La carte 5 (cette page) montre la répartition de certains des ancêtres sauvages des cultures domestiques modernes, tels que *l'Oryza sativa*, l'ancêtre du riz cultivé en Asie, et les ancêtres du blé et de l'orge modernes. Elle montre que l'ancêtre sauvage du riz était largement répandu en Asie du Sud et du Sud-Est, tandis que les ancêtres de l'orge et du blé étaient répartis le long d'un long arc allant du Levant à l'Iran, en passant par l'Afghanistan et le groupe des « stan » (Turkménistan, Tadjikistan et Kirghizistan). Ces espèces ancestrales sont présentes dans une grande partie de l'Eurasie. Mais leur large répartition suggère que les inégalités au sein de l'Eurasie ne peuvent s'expliquer par une théorie fondée sur l'incidence des espèces.

L'hypothèse géographique n'est pas seulement inutile pour expliquer les origines de la prospérité à travers l'histoire, et largement erronée dans son approche, mais elle est également incapable d'expliquer la situation géographique avec laquelle nous avons commencé ce chapitre. On pourrait soutenir que tout modèle persistant, tel que la hiérarchie des revenus en Amérique ou les différences marquées et durables entre l'Europe et le Moyen-Orient, peut s'expliquer par une géographie immuable. Mais ce n'est pas le cas. Nous avons déjà vu qu'il est très improbable que les modèles observés dans les Amériques aient été déterminés par des facteurs géographiques. Avant 1492, ce sont les civilisations de la vallée centrale du Mexique, de l'Amérique centrale et des Andes qui disposaient d'une technologie et d'un niveau de vie supérieurs à ceux de l'Amérique du Nord ou de pays comme l'Argentine et le Chili. Alors que la géographie restait la même, les institutions imposées par

Les colons européens ont provoqué un « renversement de fortune ». La géographie ne peut pas non plus expliquer la pauvreté du Moyen-Orient pour des raisons similaires. Après tout, le Moyen-Orient a été à la pointe de la révolution néolithique, et les premières villes se sont développées dans l'Irak moderne. Le fer a été fondu pour la première fois en Turquie, et jusqu'au Moyen Âge, le Moyen-Orient était dynamique sur le plan technologique. Ce n'est pas la géographie du Moyen-Orient qui a permis à la révolution néolithique de s'épanouir dans cette partie du monde, comme nous le verrons au chapitre 5, et ce n'est pas non plus la géographie qui a appauvri le Moyen-Orient. Ce sont plutôt l'expansion et la consolidation de l'Empire ottoman, ainsi que l'héritage institutionnel de cet empire, qui maintiennent aujourd'hui le Moyen-Orient dans la pauvreté.



Map 4: The historical distribution of wild cattle and pigs



Map 5: The historical distribution of wild rice, wheat, and barley

Enfin, les facteurs géographiques ne permettent pas d'expliquer non seulement les différences que nous observons aujourd'hui entre les différentes régions du monde, mais aussi pourquoi de nombreux pays, comme le Japon ou la Chine, connaissent une longue période de stagnation avant d'entamer un processus de croissance rapide. Nous avons besoin d'une autre théorie, plus pertinente.

L'HYPOTHÈSE CULTURELLE

La deuxième théorie largement acceptée, l'hypothèse culturelle, établit un lien entre la prospérité et la culture. Tout comme l'hypothèse géographique, l'hypothèse culturelle a une longue histoire, qui remonte au moins au grand sociologue allemand Max Weber, qui affirmait que la Réforme protestante et l'éthique protestante qu'elle a suscitée ont joué un rôle clé dans l'essor de la société industrielle moderne en Europe occidentale. L'hypothèse culturelle ne repose plus uniquement sur la

religion, mais met également l'accent sur d'autres types de croyances, de valeurs et d'éthique.

Bien qu'il ne soit pas politiquement correct de l'exprimer en public, beaucoup de gens continuent de penser que les Africains sont pauvres parce qu'ils n'ont pas une bonne éthique de travail, croient encore à la sorcellerie et à la magie, ou résistent aux nouvelles technologies occidentales. Beaucoup pensent également que l'Amérique latine ne sera jamais riche parce que ses habitants sont intrinsèquement dépensiers et sans le sou, et parce qu'ils souffrent d'une certaine culture « ibérique » ou *« mañana »*. Bien sûr, beaucoup pensaient autrefois que la culture chinoise et les valeurs confucéennes étaient hostiles à la croissance économique, alors qu'aujourd'hui, on vante l'importance de l'éthique de travail chinoise comme moteur de la croissance en Chine, à Hong Kong et à Singapour.

L'hypothèse culturelle est-elle utile pour comprendre les inégalités mondiales ? Oui et non. Oui, dans le sens où les normes sociales, qui sont liées à la culture, ont leur importance et peuvent être difficiles à changer, et où elles soutiennent parfois les différences institutionnelles, ce qui explique les inégalités mondiales selon cet ouvrage. Mais surtout non, car les aspects de la culture souvent mis en avant (religion, éthique nationale, valeurs africaines ou latines) ne sont tout simplement pas importants pour comprendre comment nous en sommes arrivés là et pourquoi les inégalités persistent dans le monde. D'autres aspects, tels que le degré de confiance mutuelle ou de coopération entre les individus, sont importants, mais ils sont principalement le résultat d'institutions et non une cause indépendante.

Revenons à Nogales. Comme nous l'avons déjà mentionné, de nombreux aspects culturels sont identiques au nord et au sud de la frontière. Néanmoins, il peut exister des différences marquées dans les pratiques, les normes et les valeurs, même si celles-ci ne sont pas des causes, mais plutôt les conséquences des voies de développement divergentes des deux pays. Par exemple, dans les sondages, les Mexicains déclarent généralement faire moins confiance aux autres que les citoyens américains. Mais il n'est pas surprenant que les Mexicains manquent de confiance lorsque leur gouvernement n'est pas en mesure d'éliminer les cartels de la drogue ou de mettre en place un système juridique impartial et efficace. Il en va de même pour la Corée du Nord et la Corée du Sud, comme nous le verrons dans le chapitre suivant. Le Sud est l'un des pays les plus riches du monde, tandis que le Nord est confronté à des famines périodiques et à une pauvreté extrême. Si la « culture » est aujourd'hui très différente entre le Sud et le Nord, elle

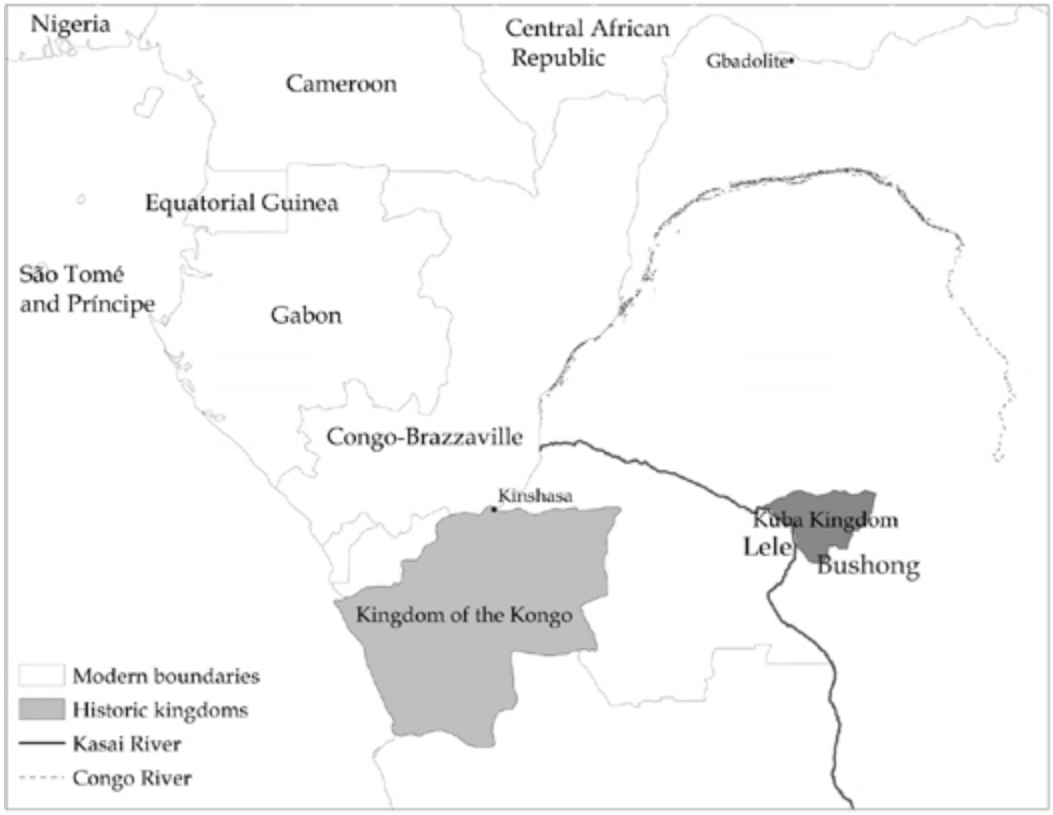
n'a joué aucun rôle dans les divergences économiques entre ces deux moitiés de nation. La péninsule coréenne a une longue histoire commune. Avant la guerre de Corée et la division au 38e parallèle, elle présentait une homogénéité sans précédent en termes de langue, d'ethnicité et de culture. Tout comme à Nogales, c'est la frontière qui importe. Au nord, il y a un régime différent, qui impose des institutions différentes et crée des incitations différentes. Toute différence culturelle entre le sud et le nord de la frontière qui sépare les deux parties de Nogales ou les deux parties de la Corée n'est donc pas une cause des différences de prospérité, mais plutôt une conséquence.

Qu'en est-il de l'Afrique et de la culture africaine ? Historiquement, l'Afrique subsaharienne était plus pauvre que la plupart des autres régions du monde, et ses civilisations anciennes n'ont pas développé la roue, l'écriture (à l'exception de l'Éthiopie et de la Somalie) ou la charrue. Bien que ces technologies n'aient été largement utilisées qu'à partir de la colonisation européenne officielle à la fin du XIXe et au début du XXe siècle, les sociétés africaines les connaissaient depuis bien plus longtemps. Les Européens ont commencé à naviguer le long de la côte ouest à la fin du XVe siècle, et les Asiatiques naviguaient continuellement vers l'Afrique de l'Est depuis bien plus longtemps.

L'histoire du royaume du Kongo, situé à l'embouchure du fleuve Congo, qui a donné son nom à l'actuelle République démocratique du Congo, nous permet de comprendre pourquoi ces technologies n'ont pas été adoptées. La carte 6 montre l'emplacement du Kongo ainsi que celui d'un autre État important d'Afrique centrale, le royaume du Kuba, dont nous parlerons plus loin dans cet ouvrage.

Le Congo entra en contact étroit avec les Portugais après avoir été découvert par le navigateur Diogo Cão en 1483. À l'époque, le Congo était un État très centralisé selon les normes africaines, dont la capitale, Mbanza, comptait 60 000 habitants, soit environ la même taille que la capitale portugaise Lisbonne et plus que Londres, qui comptait environ 50 000 habitants en 1500. Le roi du Kongo, Nzinga a Nkuwu, se convertit au catholicisme et changea son nom en João I. Plus tard, Mbanza fut rebaptisée São Salvador. Grâce aux Portugais, les Kongolais découvrirent la roue et la charrue, et les Portugais encouragèrent même

leur adoption dans le cadre de missions agricoles en 1491 et 1512. Mais toutes ces initiatives ont échoué. Pourtant, les Kongolais étaient loin d'être réfractaires aux technologies modernes en général. Ils ont très vite adopté une innovation occidentale vénérable : le fusil. Ils ont utilisé ce nouvel outil puissant pour répondre aux incitations du marché : capturer et exporter des esclaves. Rien n'indique ici que les valeurs ou la culture africaines aient empêché l'adoption de nouvelles technologies et pratiques. À mesure que leurs contacts avec les Européens s'intensifiaient, les Kongolais ont adopté d'autres pratiques occidentales : l'alphabétisation, les styles vestimentaires et la conception des maisons. Au XIXe siècle, de nombreuses sociétés africaines ont également profité des opportunités économiques croissantes créées par la révolution industrielle en modifiant leurs modes de production. En Afrique de l'Ouest, on a assisté à un développement économique rapide basé sur l'exportation d'huile de palme et d'arachides ; dans toute l'Afrique australe, les Africains ont développé des exportations vers les zones industrielles et minières en pleine expansion du Rand en Afrique du Sud. Pourtant, ces expériences économiques prometteuses ont été anéanties non pas par la culture africaine ou l'incapacité des Africains ordinaires à agir dans leur propre intérêt, mais d'abord par le colonialisme européen de l , puis par les gouvernements africains post-indépendance.



Map 6: Kingdom of the Kongo, Kuba Kingdom, the Bushong, and the Lele

La véritable raison pour laquelle les Kongolais n'ont pas adopté une technologie supérieure était qu'ils n'avaient aucune incitation à le faire. Ils couraient un risque élevé de voir toute leur production expropriée et taxée par le roi tout-puissant, qu'il se soit converti au catholicisme ou non. En fait, ce n'était pas seulement leur propriété qui était menacée. Leur survie même ne tenait qu'à un fil. Beaucoup d'entre eux étaient capturés et vendus comme esclaves, ce qui n'était guère propice à encourager les investissements visant à accroître la productivité à long terme. Le roi n'avait pas non plus d'intérêt à adopter la charrue à grande échelle ou à faire de l'augmentation de la productivité agricole sa priorité principale, l'exportation d'esclaves étant beaucoup plus rentable.

Il est peut-être vrai aujourd'hui que les Africains se font moins confiance que les habitants d'autres régions du monde. Mais cela résulte d'une longue histoire d'institutions qui ont sapé les droits humains et les droits de propriété en Afrique. Le risque d'être capturé et vendu comme esclave a sans

a sans doute influencé le degré de confiance des Africains envers les autres au cours de l'histoire.

Qu'en est-il de l'éthique protestante de Max Weber ? S'il est vrai que les pays à prédominance protestante, tels que les Pays-Bas et l'Angleterre, ont été les premiers à connaître le succès économique à l'ère moderne, il existe peu de liens entre religion et réussite économique. La France, pays à prédominance catholique, a rapidement imité les performances économiques des Pays-Bas et de l'Angleterre au XIXe siècle, et l'Italie est aujourd'hui aussi prospère que ces nations. Si l'on regarde plus à l'est, on constate qu'aucune des réussites économiques de l'Asie de l'Est n'a de rapport avec une quelconque forme de religion chrétienne, ce qui ne permet pas non plus d'étayer l'existence d'un lien particulier entre le protestantisme et la réussite économique dans cette région.

Passons maintenant à une région chère aux adeptes de l'hypothèse culturelle : le Moyen-Orient. Les pays du Moyen-Orient sont principalement islamiques, et ceux qui ne produisent pas de pétrole sont très pauvres, comme nous l'avons déjà souligné. Les pays producteurs de pétrole sont plus riches, mais cette manne financière n'a guère contribué à créer des économies modernes diversifiées en Arabie saoudite ou au Koweït. Ces faits ne démontrent-ils pas de manière convaincante l'importance de la religion ? Bien que plausible, cet argument n'est pas non plus correct. Oui, des pays comme la Syrie et l'Égypte sont pauvres, et leurs populations sont principalement musulmanes. Mais ces pays présentent également d'autres différences systémiques qui sont bien plus importantes pour la prospérité. D'une part, ils étaient tous des provinces de l'Empire ottoman, qui a fortement et négativement influencé leur développement. Après l'effondrement de la domination ottomane, le Moyen-Orient a été absorbé par les empires coloniaux anglais et français, ce qui a encore une fois freiné leurs possibilités. Après leur indépendance, ils ont suivi l'exemple d'une grande partie de l'ancien monde colonial en développant des régimes politiques hiérarchiques et autoritaires, dépourvus des institutions politiques et économiques qui, selon nous, sont essentielles à la réussite économique. Cette voie de développement a été largement forgée par l'histoire de la domination ottomane et européenne. Le lien entre la religion islamique et la pauvreté au Moyen-Orient est en grande partie fallacieux.

Le rôle de ces événements historiques, plutôt que des facteurs culturels, dans le façonnement de la trajectoire économique du Moyen-Orient est également visible dans le fait que

que les régions du Moyen-Orient qui se sont temporairement affranchies de l'emprise de l'Empire ottoman et des puissances européennes, comme l'Égypte entre 1805 et 1848 sous Muhammad Ali, ont pu s'engager dans une voie de changement économique rapide. Muhammad Ali a usurpé le pouvoir après le retrait des forces françaises qui occupaient l'Égypte sous Napoléon Bonaparte. Profitant de la faiblesse de l'emprise ottomane sur le territoire égyptien à l'époque, il a pu fonder sa propre dynastie, qui allait, sous une forme ou une autre, régner jusqu'à la révolution égyptienne sous Nasser en 1952. Les réformes de Muhammad Ali, bien que coercitives, ont permis à l'Égypte de connaître une croissance grâce à la modernisation de la bureaucratie étatique, de l'armée et du système fiscal, ainsi qu'à l'essor de l'agriculture et de l'industrie. Néanmoins, ce processus de modernisation et de croissance prit fin après la mort d'Ali, l'Égypte tombant sous l'influence européenne.

Mais peut-être est-ce une mauvaise façon d'envisager la culture. Peut-être que les facteurs culturels qui importent ne sont pas liés à la religion, mais plutôt à des « cultures nationales » particulières. Peut-être est-ce l'influence de la culture anglaise qui est importante et qui explique pourquoi des pays comme les États-Unis, le Canada et l'Australie sont si prospères ? Bien que cette idée semble séduisante à première vue, elle ne tient pas non plus la route. Oui, le Canada et les États-Unis étaient des colonies anglaises, mais la Sierra Leone et le Nigeria l'étaient aussi. Les écarts de prospérité entre les anciennes colonies anglaises sont aussi importants que ceux observés dans le reste du monde. L'héritage anglais n'est pas la raison du succès de l'Amérique du Nord.

Il existe encore une autre version de l'hypothèse culturelle : peut-être que ce n'est pas tant l'anglais contre le non-anglais qui importe, mais plutôt l'européen contre le non-européen. Se pourrait-il que les Européens soient supérieurs d'une certaine manière en raison de leur éthique de travail, de leur vision de la vie, de leurs valeurs judéo-chrétiennes ou de leur héritage romain ? Il est vrai que l'Europe occidentale et l'Amérique du Nord, principalement peuplées de personnes d'origine européenne, sont les régions les plus prospères du monde. C'est peut-être l'héritage culturel supérieur de l'Europe qui est à l'origine de cette prospérité, et le dernier refuge de l'hypothèse culturelle. Hélas, cette version de l'hypothèse culturelle a aussi peu de potentiel explicatif que les autres. Une plus grande proportion de la population de l'Argentine et de l'Uruguay, par rapport à celle du Canada et des États-Unis, est d'origine européenne

, mais les performances économiques de l'Argentine et de l'Uruguay laissent beaucoup à désirer. Le Japon et Singapour n'ont jamais compté plus qu'une poignée d'habitants d'origine européenne, mais ils sont aussi prospères que de nombreuses régions d'Europe occidentale.

Malgré les nombreuses imperfections de son système économique et politique, la Chine a été le pays qui a connu la croissance la plus rapide au cours des trois dernières décennies. Jusqu'à la mort de Mao Zedong, la pauvreté en Chine n'avait rien à voir avec la culture chinoise ; elle était due à la manière désastreuse dont Mao organisait l'économie et menait la politique. Dans les années 1950, il a promu le Grand Bond en avant, une politique d'industrialisation drastique qui a conduit à une famine massive. Dans les années 1960, il a propagé la Révolution culturelle, qui a conduit à la persécution massive des intellectuels et des personnes éduquées, c'est-à-dire de tous ceux dont la loyauté envers le parti pouvait être mise en doute. Cela a de nouveau conduit à la terreur et à un énorme gaspillage des talents et des ressources de la société. De la même manière, la croissance actuelle de la Chine n'a rien à voir avec les valeurs chinoises ou les changements dans la culture chinoise ; elle résulte d'un processus de transformation économique déclenché par les réformes mises en œuvre par Deng Xiaoping et ses alliés qui, après la mort de Mao Zedong, ont progressivement abandonné les politiques et les institutions économiques socialistes, d'abord dans l'agriculture, puis dans l'industrie.

Tout comme l'hypothèse géographique, l'hypothèse culturelle ne permet pas non plus d'expliquer d'autres aspects de la situation actuelle. Il existe bien sûr des différences de croyances, d'attitudes culturelles et de valeurs entre les États-Unis et l'Amérique latine, mais tout comme celles qui existent entre Nogales, en Arizona, et Nogales, dans l'État de Sonora, ou entre la Corée du Sud et la Corée du Nord, ces différences sont le résultat des institutions et de l'histoire institutionnelle différentes de ces deux régions. Les facteurs culturels qui soulignent la manière dont la culture « hispanique » ou « latine » a façonné l'Empire espagnol ne peuvent expliquer les différences au sein de l'Amérique latine, par exemple pourquoi l'Argentine et le Chili sont plus prospères que le Pérou et la Bolivie. D'autres types d'arguments culturels, par exemple ceux qui mettent l'accent sur la culture indigène contemporaine, sont tout aussi peu convaincants. L'Argentine et le Chili comptent peu d'autochtones par rapport au Pérou et à la Bolivie. Bien que cela soit vrai, la culture indigène ne peut expliquer

ne fonctionne pas non plus. La Colombie, l'Équateur et le Pérou ont des niveaux de revenus similaires, mais la Colombie compte aujourd'hui très peu d'autochtones, tandis que l'Équateur et le Pérou en comptent beaucoup. Enfin, les attitudes culturelles, qui évoluent généralement lentement, ne peuvent à elles seules expliquer les miracles de croissance en Asie de l'Est et en Chine. Bien que les institutions soient elles aussi persistantes, elles peuvent, dans certaines circonstances, évoluer rapidement, comme nous le verrons.

L'HYPOTHÈSE DE L'IGNORANCE

La dernière théorie populaire expliquant pourquoi certaines nations sont pauvres et d'autres riches est l'hypothèse de l'ignorance, qui affirme que les inégalités mondiales existent parce que nous, ou nos dirigeants, ne savons pas comment rendre les pays pauvres riches. Cette idée est celle défendue par la plupart des économistes, qui s'inspirent de la célèbre définition proposée par l'économiste anglais Lionel Robbins en 1935, selon laquelle « l'économie est une science qui étudie le comportement humain en tant que relation entre des fins et des moyens rares qui ont des utilisations alternatives ».»

Il n'y a alors qu'un pas à franchir pour conclure que la science économique devrait se concentrer sur la meilleure utilisation possible de moyens limités pour satisfaire des fins sociales. En effet, le résultat théorique le plus célèbre en économie, appelé « premier théorème du bien-être », identifie les circonstances dans lesquelles l'allocation des ressources dans une « économie de marché » est socialement souhaitable d'un point de vue économique. Une économie de marché est une abstraction qui vise à décrire une situation dans laquelle tous les individus et toutes les entreprises peuvent librement produire, acheter et vendre les produits ou services de leur choix. Lorsque ces conditions ne sont pas réunies, on parle de « défaillance du marché ». Ces défaillances constituent le fondement d'une théorie sur les inégalités mondiales, car plus les défaillances du marché restent sans réponse, plus un pays est susceptible d'être pauvre. L'hypothèse de l'ignorance soutient que les pays pauvres sont pauvres parce qu'ils connaissent de nombreuses défaillances du marché et parce que les économistes et les décideurs politiques ne savent pas comment y remédier et ont suivi de mauvais conseils dans le passé. Les pays riches sont riches parce qu'ils ont mis au point de meilleures politiques et ont réussi à éliminer ces défaillances.

L'hypothèse de l'ignorance pourrait-elle expliquer les inégalités mondiales ? Se pourrait-il que les pays africains soient plus pauvres que le reste du monde parce que leurs dirigeants ont tendance à partager les mêmes idées erronées sur la manière de diriger leur pays, ce qui conduit à la pauvreté, tandis que les dirigeants d'Europe occidentale sont mieux informés ou mieux conseillés, ce qui explique leur succès relatif ? Bien qu'il existe des exemples célèbres de dirigeants ayant adopté des politiques désastreuses parce qu'ils se sont trompés sur leurs conséquences, l'ignorance ne peut expliquer qu'une petite partie des inégalités mondiales.

À première vue, le déclin économique soutenu qui s'est rapidement installé au Ghana après son indépendance de la Grande-Bretagne a été causé par l'ignorance. L'économiste britannique Tony Killick, qui travaillait alors comme conseiller pour le gouvernement de Kwame Nkrumah, a consigné en détail bon nombre des problèmes rencontrés. Les politiques de Nkrumah étaient axées sur le développement de l'industrie publique, qui s'est avérée très inefficace. Killick se souvient :

> L'usine de chaussures... qui aurait relié l'usine de viande du nord au sud (sur une distance de plus de 800 km) pour le transport des peaux vers une tannerie (aujourd'hui abandonnée) ; le cuir devait être renvoyé vers l'usine de chaussures de Kumasi, située au centre du pays, à environ 320 km au nord de la tannerie. Comme le principal marché de la chaussure se trouve dans la région métropolitaine d'Accra, les chaussures auraient ensuite dû être transportées sur 320 kilomètres supplémentaires vers le sud.

Killick remarque avec une certaine sous-estimation qu'il s'agissait d'une entreprise « dont la viabilité était compromise par un mauvais emplacement ». L'usine de chaussures était l'un des nombreux projets de ce type, à l'instar de l'usine de conserves de mangues située dans une région du Ghana où l'on ne cultivait pas de mangues et dont la production devait dépasser la demande mondiale pour ce produit. Cette succession interminable de projets économiquement irrationnels n'était pas due au fait que Nkrumah ou ses conseillers étaient mal informés ou ignoraient les bonnes politiques économiques. Ils disposaient de personnes comme Killick et avaient même été conseillés par

Le lauréat du prix Nobel Sir Arthur Lewis, qui savait que ces politiques n'étaient pas bonnes. Ce qui a déterminé la forme prise par les politiques économiques, c'est le fait que Nkrumah avait besoin de les utiliser pour acheter un soutien politique et maintenir son régime non démocratique.

Ni les résultats décevants du Ghana après l'indépendance, ni les innombrables autres cas de mauvaise gestion économique manifeste ne peuvent être simplement attribués à l'ignorance. Après tout, si l'ignorance était le problème, les dirigeants bien intentionnés apprendraient rapidement quels types de politiques augmentaient les revenus et le bien-être de leurs citoyens, et s'orienteraient vers ces politiques.

Considérons les chemins divergents empruntés par les États-Unis et le Mexique. Attribuer cette disparité à l'ignorance des dirigeants des deux nations est, au mieux, hautement improbable. Ce ne sont pas les différences de connaissances ou d'intentions entre John Smith et Cortés qui ont semé les graines de la divergence pendant la période coloniale, et ce ne sont pas les différences de connaissances entre les présidents américains ultérieurs, tels que Teddy Roosevelt ou Woodrow Wilson, et Porfirio Díaz qui ont poussé le Mexique à choisir des institutions économiques qui ont enrichi les élites au détriment du reste de la société à la fin du XIXe et au début du XXe siècle, tandis que Roosevelt et Wilson ont fait le contraire. Ce sont plutôt les différences dans les contraintes institutionnelles auxquelles étaient confrontés les présidents et les élites de ces pays qui ont joué un rôle déterminant. De même, les dirigeants des nations africaines qui ont souffert au cours du dernier demi-siècle de l'insécurité des droits de propriété et des institutions économiques, appauvrissant une grande partie de leur population, n'ont pas laissé cette situation se produire parce qu'ils pensaient que c'était une bonne politique économique ; ils l'ont fait parce qu'ils pouvaient s'en tirer à bon compte et s'enrichir aux dépens des autres, ou parce qu'ils pensaient que c'était une bonne politique, un moyen de se maintenir au pouvoir en achetant le soutien de groupes ou d'élites cruciaux.

L'expérience du Premier ministre ghanéen de 1971, Kofi Busia, illustre à quel point l'hypothèse de l'ignorance peut être trompeuse. Busia a été confronté à une crise économique dangereuse. Après son arrivée au pouvoir en 1969, il a, comme Nkrumah avant lui, mené des politiques économiques expansionnistes non viables et maintenu divers contrôles des prix par le biais d'organismes de commercialisation et d'un taux de change surévalué. Bien que Busia

avait été un opposant à Nkrumah et dirigeait un gouvernement démocratique, il était confronté à bon nombre des mêmes contraintes politiques. Comme Nkrumah, ses politiques économiques n'ont pas été adoptées parce qu'il était « ignorant » et croyait que ces politiques étaient bonnes pour l'économie ou constituaient un moyen idéal de développer le pays. Ces politiques ont été choisies parce qu'elles étaient bonnes sur le plan politique, permettant à Busia de transférer des ressources à des groupes politiquement puissants, par exemple dans les zones urbaines, qu'il fallait satisfaire. Le contrôle des prix a mis l'agriculture à mal, fournissant des denrées alimentaires bon marché aux électeurs urbains et générant des revenus pour financer les dépenses publiques. Mais ces contrôles n'étaient pas viables. Le Ghana a rapidement été confronté à une série de crises de la balance des paiements et à des pénuries de devises étrangères. Face à ces dilemmes, le 27 décembre 1971, Busia a signé un accord avec le Fonds monétaire international qui prévoyait une dévaluation massive de la monnaie.

Le FMI, la Banque mondiale et l'ensemble de la communauté internationale ont fait pression sur Busia pour qu'il mette en œuvre les réformes prévues dans l'accord. Bien que les institutions internationales n'en aient pas conscience, Busia savait qu'il prenait un énorme risque politique. La dévaluation de la monnaie a immédiatement provoqué des émeutes et un mécontentement à Accra, la capitale du Ghana, qui ont pris des proportions incontrôlables jusqu'à ce que Busia soit renversé par l'armée, dirigée par le lieutenant-colonel Acheampong, qui a immédiatement annulé la dévaluation.

L'hypothèse de l'ignorance diffère des hypothèses géographiques et culturelles en ce qu'elle s'accompagne d'une suggestion sur la manière de « résoudre » le problème de la pauvreté : si l'ignorance nous a menés là où nous en sommes, des dirigeants et des décideurs éclairés et informés peuvent nous en sortir et nous devrions être en mesure de « concevoir » la prospérité dans le monde entier en fournissant les bons conseils et en convainquant les politiciens de ce qui est bon pour l'économie. Pourtant, l'expérience de Busia souligne le fait que le principal obstacle à l'adoption de politiques qui réduiraient les défaillances du marché et encourageraient la croissance économique n'est pas l'ignorance des politiciens, mais les incitations et les contraintes auxquelles ils sont confrontés de la part des institutions politiques et économiques de leurs sociétés.

Bien que l'hypothèse de l'ignorance règne encore en maître parmi la plupart des économistes et dans les cercles politiques occidentaux – qui se concentrent presque exclusivement sur la manière de créer la prospérité –, il ne s'agit là que d'une hypothèse parmi d'autres qui ne fonctionne pas. Elle n'explique ni les origines de la prospérité dans le monde, ni la situation géographique qui nous entoure. Par exemple, elle n'explique pas pourquoi certains pays, comme le Mexique et le Pérou, mais pas les États-Unis ou l'Angleterre, ont adopté des institutions et des politiques qui appauvrissent la majorité de leurs citoyens, ni pourquoi presque toute l'Afrique subsaharienne et la plupart des pays d'Amérique centrale sont tellement plus pauvres que l'Europe occidentale ou l'Asie orientale.

Lorsque des nations parviennent à sortir des schémas institutionnels qui les condamnent à la pauvreté et à s'engager sur la voie de la croissance économique, ce n'est pas parce que leurs dirigeants ignorants sont soudainement mieux informés ou moins égoïstes, ni parce qu'ils ont reçu les conseils d'économistes plus compétents. La Chine, par exemple, est l'un des pays qui est passé d'une politique économique causant la pauvreté et la famine de millions de personnes à une politique encourageant la croissance économique. Mais, comme nous le verrons plus en détail par la suite, cela ne s'est pas produit parce que le Parti communiste chinois a finalement compris que la propriété collective des terres agricoles et de l'industrie créait de terribles incitations économiques. Au contraire, Deng Xiaoping et ses alliés, qui n'étaient pas moins intéressés que leurs rivaux mais qui avaient des intérêts et des objectifs politiques différents, ont vaincu leurs puissants adversaires au sein du Parti communiste et ont orchestré une sorte de révolution politique, changeant radicalement la direction et l'orientation du parti. Leurs réformes économiques, qui ont créé des incitations commerciales dans l'agriculture puis dans l'industrie, ont découlé de cette révolution politique. C'est la politique qui a déterminé le passage du communisme aux incitations commerciales en Chine, et non de meilleurs conseils ou une meilleure compréhension du fonctionnement de l'économie.

NOUS AFFIRMERONS que pour comprendre les inégalités mondiales, nous devons comprendre pourquoi certaines sociétés sont organisées de manière très inefficace et socialement indésirable. Les nations parviennent parfois à adopter

des institutions efficaces et atteindre la prospérité, mais hélas, ce sont là des cas rares. La plupart des économistes et des décideurs politiques se sont concentrés sur la manière de « bien faire les choses », alors que ce qu'il faut vraiment, c'est expliquer pourquoi les pays pauvres « font mal les choses ». Faire mal les choses n'est généralement pas une question d'ignorance ou de culture. Comme nous le montrerons, les pays pauvres sont pauvres parce que ceux qui détiennent le pouvoir font des choix qui engendrent la pauvreté. Ils se trompent non pas par erreur ou par ignorance, mais délibérément. Pour comprendre cela, il faut aller au-delà de l'économie et des conseils d'experts sur la meilleure chose à faire et étudier plutôt comment les décisions sont réellement prises, qui les prend et pourquoi ces personnes décident de faire ce qu'elles font. C'est l'étude de la politique et des processus politiques. Traditionnellement, l'économie a ignoré la politique, mais la compréhension de la politique est essentielle pour expliquer les inégalités dans le monde. Comme l'a fait remarquer l'économiste Abba Lerner dans les années 1970, « l'économie a gagné le titre de reine des sciences sociales en choisissant comme domaine les problèmes politiques résolus ».

Nous soutiendrons que la prospérité dépend de la résolution de certains problèmes politiques fondamentaux. C'est précisément parce que l'économie a supposé que les problèmes politiques étaient résolus qu'elle n'a pas été en mesure de fournir une explication convaincante des inégalités mondiales. Pour expliquer les inégalités mondiales, l'économie doit encore comprendre comment différents types de politiques et d'arrangements sociaux influencent les incitations et les comportements économiques. Mais elle a également besoin de la politique.

3.

LA CRÉATION DE LA PROSPÉRITÉ ET DE LA PAUVRETÉ

L'ÉCONOMIE DU 38E PARALLÈLE

À L'ÉTÉ 1945, alors que la Seconde Guerre mondiale touchait à sa fin, la colonie japonaise en Corée commença à s'effondrer. Moins d'un mois après la capitulation sans condition du Japon, le 15 août, la Corée fut divisée au niveau du 38e parallèle en deux sphères d'influence. Le sud était administré par les États-Unis. Le nord, par la Russie. La paix fragile de la guerre froide fut brisée en juin 1950 lorsque l'armée nord-coréenne envahit le Sud. Bien qu'au départ, les Nord-Coréens aient fait d'importantes percées, s'emparant de la capitale, Séoul, à l'automne, ils battirent en retraite. C'est alors que Hwang Pyŏng-Wŏn et son frère furent séparés. Hwang Pyŏng-Wŏn réussit à se cacher et à éviter d'être enrôlé dans l'armée nord-coréenne. Il est resté dans le Sud et a travaillé comme pharmacien. Son frère, médecin à Séoul soignant les soldats blessés de l'armée sud-coréenne, a été emmené dans le Nord lors de la retraite de l'armée nord-coréenne. Séparés en 1950, ils se sont retrouvés en 2000 à Séoul pour la première fois depuis cinquante ans, après que les deux gouvernements aient finalement accepté de lancer un programme limité de réunification familiale.

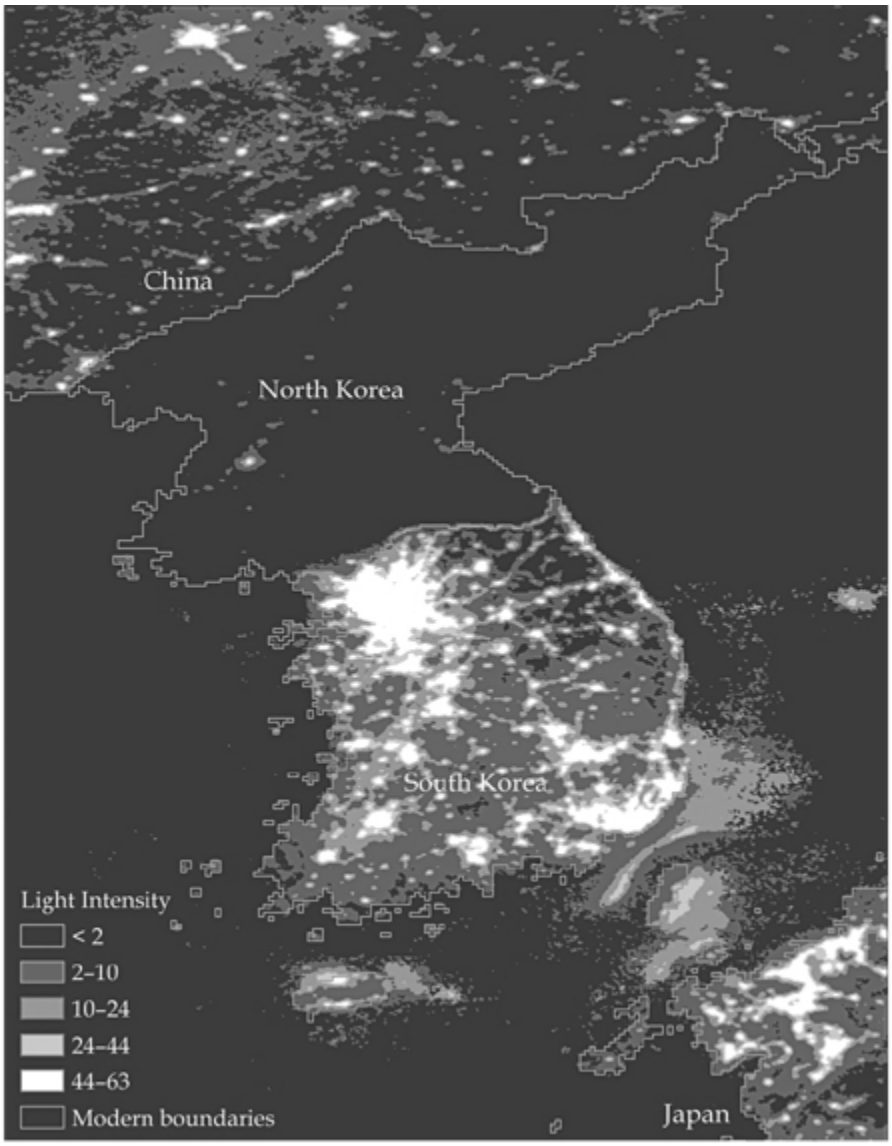
En tant que médecin, le frère de Hwang Pyŏng-Wŏn avait fini par travailler pour l'armée de l'air, un bon emploi dans une dictature militaire. Mais même ceux qui jouissent de privilèges en Corée du Nord ne s'en sortent pas très bien. Lorsque les deux frères se sont rencontrés, Hwang Pyŏng-Wŏn lui a demandé comment était la vie au nord du 38e parallèle. Il avait une voiture, mais pas son frère. « As-tu le téléphone ? » demanda-t-il à son frère. « Non », répondit celui-ci. « Ma fille, qui travaille au ministère des Affaires étrangères, a le téléphone, mais si tu ne connais pas le code tu ne peux pas appeler. » Hwang Pyŏng-Wŏn

Il se souvint que tous les Nord-Coréens présents à la réunion demandaient de l'argent, alors il en proposa à son frère. Mais celui-ci répondit : « Si je rentre avec de l'argent, le gouvernement me dira : "Donne-nous cet argent", alors garde-le. » Hwang Pyŏng-Wŏn remarqua que le manteau de son frère était usé : « Enlève ce manteau et laisse-le ici, et quand tu rentreras, porte celui-ci », lui suggéra-t-il. « Je ne peux pas faire ça », répondit son frère. « Je l'ai juste emprunté au gouvernement pour venir ici. » Hwang Pyŏng-Wŏn se souvient que lorsqu'ils se sont séparés, son frère était mal à l'aise et toujours nerveux, comme si quelqu'un écoutait. Il était plus pauvre que Hwang Pyŏng-Wŏn ne l'imaginait. Son frère disait qu'il vivait bien, mais Hwang Pyŏng-Wŏn trouvait qu'il avait mauvaise mine et qu'il était maigre comme un clou.

Les Sud-Coréens ont un niveau de vie similaire à celui des Portugais et des Espagnols. Au nord, dans la République populaire démocratique de Corée, ou Corée du Nord, le niveau de vie est comparable à celui d'un pays d'Afrique subsaharienne, soit environ un dixième du niveau de vie moyen en Corée du Sud. La santé des Nord-Coréens est encore plus précaire : leur espérance de vie moyenne est inférieure de dix ans à celle de leurs cousins du sud du 38e parallèle. La carte 7 illustre de manière frappante le fossé économique entre les deux Corées. Elle représente les données relatives à l'intensité lumineuse nocturne à partir d'images satellites. La Corée du Nord est presque entièrement plongée dans l'obscurité en raison du manque d'électricité, tandis que la Corée du Sud est baignée de lumière.

Ces différences frappantes ne sont pas anciennes. En fait, elles n'existaient pas avant la fin de la Seconde Guerre mondiale. Mais après 1945, les différents gouvernements du Nord et du Sud ont adopté des modes d'organisation économique très différents. La Corée du Sud était dirigée, et ses premières institutions économiques et politiques ont été façonnées, par Syngman Rhee, fervent anticommuniste formé à Harvard et Princeton, avec le soutien important des États-Unis. Rhee a été élu président en 1948. Forgée au milieu de la guerre de Corée et face à la menace de la propagation du communisme au sud du 38e parallèle, la Corée du Sud n'était pas une démocratie. Rhee et son successeur tout aussi célèbre, le général Park Chung-Hee, ont tous deux marqué l'histoire en tant que présidents autoritaires. Mais tous deux ont gouverné une économie de marché où la propriété privée était reconnue,

et après 1961, Park a effectivement mis tout le poids de l'État au service d'une croissance économique rapide, en accordant des crédits et des subventions aux entreprises prospères.



Map 7: Lights in South Korea and darkness in the North

La situation au nord du 38e parallèle était différente. Kim Il-Sung, chef des partisans communistes antijaponais pendant la Seconde Guerre mondiale, s'est imposé comme dictateur en 1947 et, avec l'aide de l'Union soviétique, a introduit une forme rigide d'économie planifiée centralisée dans le cadre du système dit « Juche ». La propriété privée

propriété privée a été interdite, tout comme les marchés. Les libertés ont été restreintes non seulement sur le marché, mais aussi dans tous les domaines de la vie des Nord-Coréens, à l'exception de ceux qui faisaient partie de la très petite élite dirigeante autour de Kim Il-Sung, puis de son fils et successeur Kim Jong-Il.

Il ne faut pas s'étonner que les fortunes économiques de la Corée du Sud et de la Corée du Nord aient pris des chemins radicalement différents. L'économie planifiée de Kim Il-Sung et le système Juche se sont rapidement révélés désastreux. Il n'existe pas de statistiques détaillées disponibles en provenance de la Corée du Nord, qui est pour le moins un État secret. Néanmoins, les données disponibles confirment ce que nous savons grâce aux famines trop fréquentes : non seulement la production industrielle n'a pas décollé, mais la Corée du Nord a en fait connu un effondrement de sa productivité agricole. L'absence de propriété privée signifiait que peu de gens étaient incités à investir ou à faire des efforts pour augmenter, voire maintenir, la productivité. Le régime étouffant et répressif était hostile à l'innovation et à l'adoption de nouvelles technologies. Mais Kim Il-Sung, Kim Jong-Il et leurs acolytes n'avaient aucune intention de réformer le système, d'introduire la propriété privée, les marchés, les contrats privés ou de changer les institutions économiques et politiques. La Corée du Nord continue de stagner sur le plan économique.

Pendant ce temps, dans le sud, les institutions économiques encourageaient l'investissement et le commerce. Les politiciens sud-coréens ont investi dans l'éducation, atteignant des taux élevés d'alphabétisation et de scolarisation. Les entreprises sud-coréennes ont rapidement tiré parti d'une population relativement instruite, des politiques encourageant l'investissement et l'industrialisation, les exportations et le transfert de technologie. La Corée du Sud est rapidement devenue l'une des « économies miracles » de l'Asie de l'Est, l'un des pays à la croissance la plus rapide au monde.

À la fin des années 1990, en à peine un demi-siècle, la croissance sud-coréenne et la stagnation nord-coréenne ont creusé un fossé dix fois plus grand entre les deux moitiés de ce pays autrefois uni. Imaginez la différence que pourraient faire deux siècles. Le désastre économique de la Corée du Nord, qui a conduit à la famine de millions de personnes, contraste de manière frappante avec le succès économique de la Corée du Sud : ni la culture, ni la géographie, ni l'ignorance ne peuvent expliquer ces chemins divergents.

de la Corée du Nord et de la Corée du Sud. Nous devons nous tourner vers les institutions pour trouver une réponse.

INSTITUTIONS ÉCONOMIQUES EXTRACTIVES ET INCLUSIVES

Les pays diffèrent dans leur réussite économique en raison de leurs institutions différentes, des règles qui influencent le fonctionnement de l'économie et des incitations qui motivent les gens. Imaginez des adolescents en Corée du Nord et en Corée du Sud et ce qu'ils attendent de la vie. Ceux du Nord grandissent dans la pauvreté, sans esprit d'entreprise, sans créativité et sans éducation adéquate pour les préparer à un travail qualifié. Une grande partie de l'éducation qu'ils reçoivent à l'école est de la pure propagande, destinée à renforcer la légitimité du régime ; il y a peu de livres, sans parler d'ordinateurs. Après avoir terminé leurs études, tous doivent s'engager dans l'armée pendant dix ans. Ces adolescents savent qu'ils ne pourront pas posséder de biens, créer une entreprise ou devenir plus prospères, même si beaucoup de gens se livrent illégalement à des activités économiques privées pour gagner leur vie. Ils savent également qu'ils n'auront pas accès légalement aux marchés où ils pourraient utiliser leurs compétences ou leurs revenus pour acheter les biens dont ils ont besoin et qu'ils désirent. Ils ne savent même pas de quels droits humains ils bénéficieront.

Les habitants du Sud bénéficient d'une bonne éducation et sont encouragés à faire des efforts et à exceller dans la profession qu'ils ont choisie. La Corée du Sud est une économie de marché fondée sur la propriété privée. Les adolescents sud-coréens savent que s'ils réussissent en tant qu'entrepreneurs ou travailleurs, ils pourront un jour profiter des fruits de leurs investissements et de leurs efforts ; ils pourront améliorer leur niveau de vie et acheter des voitures, des maisons et des soins de santé.

Dans le Sud, l'État soutient l'activité économique. Il est donc possible pour les entrepreneurs d'emprunter de l'argent auprès des banques et des marchés financiers, pour les entreprises étrangères de conclure des partenariats avec des entreprises sud-coréennes, pour les particuliers de contracter des prêts hypothécaires pour acheter des maisons. Dans le Sud, vous êtes généralement libre d'ouvrir l'entreprise de votre choix. Dans le Nord, ce n'est pas le cas. Dans le Sud, vous pouvez embaucher des travailleurs, vendre vos produits ou services et dépenser votre argent sur le marché

comme vous le souhaitez. Au Nord, il n'y a que des marchés noirs. Ces règles différentes constituent les institutions sous lesquelles vivent les Nord-Coréens et les Sud-Coréens.

Les institutions économiques inclusives, telles que celles de la Corée du Sud ou des États-Unis, sont celles qui permettent et encouragent la participation d'une grande partie de la population à des activités économiques qui exploitent au mieux leurs talents et leurs compétences et qui permettent aux individus de faire les choix qu'ils souhaitent. Pour être inclusives, les institutions économiques doivent garantir la sécurité de la propriété privée, un système juridique impartial et la fourniture de services publics qui offrent des conditions équitables permettant aux individus d'échanger et de conclure des contrats ; elles doivent également permettre l'entrée de nouvelles entreprises et permettre aux individus de choisir leur carrière.

Le contraste entre la Corée du Sud et la Corée du Nord, ainsi qu'entre les États-Unis et l'Amérique latine, illustre un principe général. Les institutions économiques inclusives favorisent l'activité économique, la croissance de la productivité et la prospérité économique. La sécurité des droits de propriété privée est essentielle, car seuls ceux qui jouissent de ces droits seront prêts à investir et à
augmenter la productivité. Un homme d'affaires qui s'attend à ce que sa production soit
volée, expropriée ou entièrement taxée aura peu d'incitations à travailler, et encore moins à investir et à innover. Mais ces droits doivent exister pour la majorité des membres de la société.

En 1680, le gouvernement anglais a procédé à un recensement de la population de sa colonie antillaise de la Barbade. Le recensement a révélé que sur une population totale d'environ 60 000 habitants, près de 39 000 étaient des esclaves africains appartenant au tiers restant de la population. En fait, ils appartenaient pour la plupart aux 175 plus grands planteurs de canne à sucre, qui possédaient également la plupart des terres. Ces grands planteurs jouissaient de droits de propriété sûrs et bien appliqués sur leurs terres et même sur leurs esclaves. Si un planteur voulait vendre des esclaves à un autre, il pouvait le faire et compter sur un tribunal pour faire respecter cette vente ou tout autre contrat qu'il avait rédigé. Pourquoi ? Sur les quarante juges et juges de paix de l'île, vingt-neuf d'entre eux étaient de grands planteurs. De plus, les huit plus hauts gradés

Les fonctionnaires étaient tous de grands planteurs. Malgré des droits de propriété et des contrats bien définis, sécurisés et appliqués pour l'élite de l'île, la Barbade ne disposait pas d'institutions économiques inclusives, puisque les deux tiers de la population étaient des esclaves sans accès à l'éducation ni à des opportunités économiques, et sans capacité ni incitation à utiliser leurs talents ou leurs compétences. Les institutions économiques inclusives nécessitent des droits de propriété sécurisés et des opportunités économiques non seulement pour l'élite, mais aussi pour un large éventail de la société.

La sécurité des droits de propriété, le droit, les services publics et la liberté de contracter et d'échanger reposent tous sur l'État, l'institution dotée de la capacité coercitive d'imposer l'ordre, de prévenir le vol et la fraude et de faire respecter les contrats entre parties privées. Pour bien fonctionner, la société a également besoin d'autres services publics : des routes et un réseau de transport pour acheminer les marchandises, des infrastructures publiques pour permettre l'essor de l'activité économique et une réglementation de base pour prévenir la fraude et les malversations. Bien que bon nombre de ces services publics puissent être fournis par les marchés et les citoyens privés, le degré de coordination nécessaire pour le faire à grande échelle échappe souvent à tous, sauf à une autorité centrale. L'État est donc inextricablement lié aux institutions économiques, en tant que garant de l'ordre public, de la propriété privée et des contrats, et souvent en tant que principal fournisseur de services publics. Les institutions économiques inclusives ont besoin de l'État et font appel à lui.

Les institutions économiques de la Corée du Nord ou de l'Amérique latine coloniale – la *mita*, *l'encomienda* ou *le repartimiento* décrits précédemment – ne possèdent pas ces caractéristiques. La propriété privée est inexistante en Corée du Nord. Dans l'Amérique latine coloniale, les Espagnols jouissaient de la propriété privée, mais celle des peuples indigènes était très précaire. Dans aucun de ces deux types de société, la grande masse de la population n'était en mesure de prendre les décisions économiques qu'elle souhaitait ; elle était soumise à une coercition massive. Dans aucun de ces deux types de société, le pouvoir de l'État n'était utilisé pour fournir des services publics essentiels favorisant la prospérité. En Corée du Nord, l'État a mis en place un système éducatif pour inculquer la propagande, mais n'a pas été en mesure d'empêcher la famine. Dans l'Amérique latine coloniale, l'État s'est concentré sur la coercition des peuples autochtones. Dans aucun de ces deux types de société, il n'existait de conditions équitables ou de système juridique impartial. En Corée du Nord, le système juridique est un bras armé du pouvoir en place.

Parti communiste, et en Amérique latine, il s'agissait d'un outil de discrimination à l'encontre de la population. Nous appelons ces institutions, qui ont des propriétés opposées à celles que nous qualifions d'inclusives, des institutions économiques extractives, car elles sont conçues pour extraire les revenus et la richesse d'un sous-ensemble de la société au profit d'un autre sous-ensemble.

MOTEURS DE LA PROSPÉRITÉ

Les institutions économiques inclusives créent des marchés inclusifs, qui non seulement donnent aux individus la liberté de poursuivre la carrière qui correspond le mieux à leurs talents, mais leur offrent également des conditions équitables leur permettant de le faire. Ceux qui ont de bonnes idées pourront créer leur entreprise, les travailleurs auront tendance à se tourner vers des activités où leur productivité est plus élevée, et les entreprises moins efficaces pourront être remplacées par d'autres plus efficaces. Comparez la manière dont les gens choisissent leur profession dans des marchés inclusifs à celle qui prévalait dans le Pérou et la Bolivie coloniaux, où, sous le régime de *la mita*, beaucoup étaient contraints de travailler dans les mines d'argent et de mercure, indépendamment de leurs compétences ou de leur volonté. Les marchés inclusifs ne sont pas seulement des marchés libres. La Barbade du XVIIe siècle avait également des marchés. Mais tout comme elle ne reconnaissait pas les droits de propriété à tous sauf à une élite restreinte de planteurs, ses marchés étaient loin d'être inclusifs ; les marchés d'esclaves faisaient en fait partie des institutions économiques qui contraignaient systématiquement la majorité de la population et la privaient de la possibilité de choisir sa profession et la manière d'utiliser ses talents.

Les institutions économiques inclusives ouvrent également la voie à deux autres moteurs de prospérité : la technologie et l'éducation. Une croissance économique soutenue s'accompagne presque toujours d'améliorations technologiques qui permettent aux personnes (main-d'œuvre), aux terres et au capital existant (bâtiments, machines existantes, etc.) de devenir plus productifs. Pensez à nos arrière-arrière-grands-parents, il y a un peu plus d'un siècle, qui n'avaient pas accès aux avions, aux automobiles ou à la plupart des médicaments et des soins de santé que nous considérons aujourd'hui comme acquis, sans parler de la plomberie intérieure, de la climatisation, des centres commerciaux, de la radio, etc.

ou les films ; sans parler des technologies de l'information, de la robotique ou des machines commandées par ordinateur. Et si l'on remonte encore quelques générations en arrière, le savoir-faire technologique et le niveau de vie étaient encore plus arriérés, à tel point qu'il nous serait difficile d'imaginer comment la plupart des gens luttaient pour survivre. Ces progrès sont le fruit de la science et d'entrepreneurs tels que Thomas Edison, qui ont appliqué la science pour créer des entreprises rentables. Ce processus d'innovation est rendu possible par des institutions économiques qui encouragent la propriété privée, respectent les contrats, créent des conditions équitables et encouragent et permettent l'entrée de nouvelles entreprises capables de donner vie à de nouvelles technologies. Il n'est donc pas surprenant que ce soit la société américaine, et non le Mexique ou le Pérou, qui ait produit Thomas Edison, et que ce soit la Corée du Sud, et non la Corée du Nord, qui produise aujourd'hui des entreprises technologiquement innovantes telles que Samsung et Hyundai.

L'éducation, les compétences, les aptitudes et le savoir-faire de la main-d'œuvre, acquis à l'école, à la maison et au travail, sont étroitement liés à la technologie. Nous sommes beaucoup plus productifs qu'il y a un siècle, non seulement grâce à l'amélioration des technologies intégrées dans les machines, mais aussi grâce au savoir-faire accru des travailleurs. Toutes les technologies du monde seraient peu utiles sans des travailleurs qui savent les utiliser. Mais les compétences et les aptitudes ne se limitent pas à la simple capacité d'utiliser des machines. C'est l'éducation et les compétences de la main-d'œuvre qui génèrent les connaissances scientifiques sur lesquelles repose notre progrès et qui permettent l'adaptation et l'adoption de ces technologies dans divers secteurs d'activité. Bien que nous ayons vu au chapitre 1 que bon nombre des innovateurs de la révolution industrielle et de l'époque qui a suivi, comme Thomas Edison, n'avaient pas fait d'études supérieures, ces innovations étaient beaucoup plus simples que la technologie moderne. Aujourd'hui, les changements technologiques exigent une formation tant pour les innovateurs que pour les travailleurs. C'est là que réside l'importance des institutions économiques qui créent des conditions équitables. Les États-Unis ont pu produire ou attirer de l'étranger des personnalités telles que Bill Gates, Steve Jobs, Sergey Brin, Larry Page et Jeff Bezos, ainsi que des centaines de scientifiques qui ont fait des découvertes fondamentales dans les domaines des technologies de l'information, de l'énergie nucléaire, des biotechnologies et

autres domaines dans lesquels ces entrepreneurs ont bâti leur entreprise. Le vivier de talents était là, prêt à être exploité, car la plupart des adolescents aux États-Unis ont accès à autant d'éducation qu'ils le souhaitent ou qu'ils sont capables d'acquérir. Imaginez maintenant une société différente, par exemple le Congo ou Haïti, où une grande partie de la population n'a pas les moyens d'aller à l'école, ou où, si elle parvient à le faire, la qualité de l'enseignement est déplorable, où les enseignants ne se présentent pas au travail et, même s'ils le font, il se peut qu'il n'y ait pas de livres.

Le faible niveau d'éducation des pays pauvres est dû à des institutions économiques qui ne parviennent pas à inciter les parents à éduquer leurs enfants et à des institutions politiques qui ne parviennent pas à inciter le gouvernement à construire, financer et soutenir les écoles et les souhaits des parents et des enfants. Le prix que ces nations paient pour le faible niveau d'éducation de leur population et l'absence de marchés inclusifs est élevé. Elles ne parviennent pas à mobiliser leurs talents naissants. Elles comptent de nombreux Bill Gates en puissance et peut-être un ou deux Albert Einstein qui travaillent aujourd'hui comme agriculteurs pauvres et sans instruction, contraints de faire ce qu'ils ne veulent pas faire ou enrôlés dans l'armée, parce qu'ils n'ont jamais eu l'occasion de réaliser leur vocation dans la vie.

La capacité des institutions économiques à exploiter le potentiel des marchés inclusifs, à encourager l'innovation technologique, à investir dans les ressources humaines et à mobiliser les talents et les compétences d'un grand nombre d'individus est essentielle à la croissance économique. Expliquer pourquoi tant d'institutions économiques ne parviennent pas à atteindre ces objectifs simples est le thème central de cet ouvrage.

INSTITUTIONS POLITIQUES EXTRACTIVES ET INCLUSIVES

Toutes les institutions économiques sont créées par la société. Celles de la Corée du Nord, par exemple, ont été imposées à ses citoyens par les communistes qui ont pris le pouvoir dans les années 1940, tandis que celles de l'Amérique latine coloniale ont été imposées par les conquistadors espagnols. La Corée du Sud s'est retrouvée avec des institutions économiques très différentes de celles du Nord, car ce sont des personnes différentes, avec des intérêts et des objectifs différents, qui ont pris

décisions sur la manière de structurer la société. En d'autres termes, la Corée du Sud avait une politique différente.

La politique est le processus par lequel une société choisit les règles qui la régiront. La politique entoure les institutions pour la simple raison que, si les institutions inclusives peuvent être bénéfiques pour la prospérité économique d'une nation, certaines personnes ou certains groupes, tels que l'élite du Parti communiste nord-coréen ou les planteurs de canne à sucre de la Barbade coloniale, auront tout intérêt à mettre en place des institutions extractives. En cas de conflit autour des institutions, l'issue dépendra des personnes ou des groupes qui l'emporteront dans le jeu politique, c'est-à-dire ceux qui obtiendront le plus de soutien, les ressources supplémentaires et formeront les alliances les plus efficaces. En bref, l'issue dépendra de la répartition du pouvoir politique dans la société.

Les institutions politiques d'une société sont un facteur déterminant dans l'issue de ce jeu. Elles constituent les règles qui régissent les incitations en politique. Elles déterminent comment le gouvernement est choisi et quelle partie du gouvernement a le droit de faire quoi. Les institutions politiques déterminent qui détient le pouvoir dans la société et à quelles fins ce pouvoir peut être utilisé. Si la répartition du pouvoir est restreinte et sans contrainte, les institutions politiques sont alors absolutistes, comme l'illustrent les monarchies absolutistes qui ont régné dans le monde pendant une grande partie de l'histoire. Dans le cadre d'institutions politiques absolutistes telles que celles de la Corée du Nord et de l'Amérique latine coloniale, ceux qui peuvent exercer ce pouvoir seront en mesure de mettre en place des institutions économiques pour s'enrichir et accroître leur pouvoir au détriment de la société. En revanche, les institutions politiques qui répartissent largement le pouvoir dans la société et le soumettent à des contraintes sont pluralistes. Au lieu d'être détenu par un seul individu ou un groupe restreint, le pouvoir politique appartient à une large coalition ou à une pluralité de groupes.

Il existe manifestement un lien étroit entre le pluralisme et les institutions économiques inclusives. Mais pour comprendre pourquoi la Corée du Sud et les États-Unis disposent d'institutions économiques inclusives, il ne faut pas seulement tenir compte de leurs institutions politiques pluralistes, mais aussi de leurs États suffisamment centralisés et puissants. Le contraste avec la Somalie, pays d'Afrique de l'Est, est révélateur. Comme nous le verrons plus loin dans cet ouvrage, le pouvoir politique en Somalie est depuis longtemps largement réparti...

presque pluraliste. En effet, il n'existe aucune autorité réelle capable de contrôler ou de sanctionner les actes de quiconque. La société est divisée en clans profondément antagonistes qui ne peuvent se dominer les uns les autres. Le pouvoir d'un clan n'est limité que par les armes d'un autre. Cette répartition du pouvoir ne conduit pas à des institutions inclusives, mais au chaos, dont la cause profonde est l'absence totale de centralisation politique ou étatique en Somalie, ainsi que l'incapacité de l'État à faire respecter le minimum de loi et d'ordre nécessaire pour soutenir l'activité économique, le commerce ou même la sécurité fondamentale de ses citoyens.

Max Weber, que nous avons rencontré dans le chapitre précédent, a donné la définition la plus célèbre et la plus largement acceptée de l'État, l'identifiant au « monopole de la violence légitime » dans la société. Sans ce monopole et le degré de centralisation qu'il implique, l'État ne peut pas jouer son rôle de garant de l'ordre public, et encore moins fournir des services publics et encourager et réglementer l'activité économique. Lorsque l'État ne parvient pas à atteindre une centralisation politique quasi totale, la société sombre tôt ou tard dans le chaos, comme ce fut le cas en Somalie.

Nous désignerons par « institutions politiques inclusives » les institutions politiques suffisamment centralisées et pluralistes. Lorsque l'une ou l'autre de ces conditions n'est pas remplie, nous désignerons ces institutions comme des « institutions politiques extractives ».

Il existe une forte synergie entre les institutions économiques et politiques. Les institutions politiques extractives concentrent le pouvoir entre les mains d'une élite restreinte et imposent peu de contraintes à l'exercice de ce pouvoir. Les institutions économiques sont alors souvent structurées par cette élite afin d'extraire les ressources du reste de la société. Les institutions économiques extractives accompagnent donc naturellement les institutions politiques extractives. En fait, elles dépendent intrinsèquement des institutions politiques extractives pour leur survie. Les institutions politiques inclusives, qui confèrent un pouvoir étendu, auraient tendance à déraciner les institutions économiques qui exproprient les ressources du plus grand nombre, érigent des barrières à l'entrée et suppriment le fonctionnement des marchés afin que seuls quelques-uns en bénéficient.

À la Barbade, par exemple, le système de plantation basé sur l'exploitation des esclaves n'aurait pas pu survivre sans le soutien politique

institutions qui ont réprimé et complètement exclu les esclaves du processus politique. Le système économique qui appauvrit des millions de personnes au profit d'une élite communiste restreinte en Corée du Nord serait également inconcevable sans la domination politique totale du Parti communiste.

Cette relation synergique entre les institutions économiques extractives et les institutions politiques introduit une forte boucle de rétroaction : les institutions politiques permettent aux élites qui contrôlent le pouvoir politique de choisir des institutions économiques avec peu de contraintes ou de forces opposées. Elles permettent également aux élites de structurer les institutions politiques futures et leur évolution. Les institutions économiques extractives, à leur tour, enrichissent ces mêmes élites, et leur richesse et leur pouvoir économiques contribuent à consolider leur domination politique. À la Barbade ou en Amérique latine, par exemple, les colons ont pu utiliser leur pouvoir politique pour imposer un ensemble d'institutions économiques qui leur ont permis d'amasser d'énormes fortunes au détriment du reste de la population. Les ressources générées par ces institutions économiques ont permis à ces élites de constituer des armées et des forces de sécurité pour défendre leur monopole absolutiste du pouvoir politique. Il en résulte bien sûr que les institutions politiques et économiques extractives se soutiennent mutuellement et ont tendance à perdurer.

En réalité, la synergie entre les institutions économiques et politiques extractives ne s'arrête pas là. Lorsque les élites en place sont remises en cause dans le cadre d'institutions politiques extractives et que de nouveaux venus parviennent à s'imposer, ces derniers ne sont eux aussi soumis qu'à quelques contraintes. Ils ont donc tout intérêt à maintenir ces institutions politiques et à créer un ensemble d'institutions économiques similaires, comme l'ont fait Porfirio Díaz et l'élite qui l'entourait à la fin du XIXe siècle au Mexique.

Les institutions économiques inclusives, quant à elles, sont forgées sur les fondements posés par des institutions politiques inclusives, qui répartissent largement le pouvoir dans la société et en limitent l'exercice arbitraire. Ces institutions politiques rendent également plus difficile pour d'autres de s'emparer du pouvoir et de saper les fondements des institutions inclusives. Ceux qui contrôlent le pouvoir politique ne peuvent pas facilement l'utiliser pour mettre en place des institutions économiques extractives à leur propre profit. Les institutions économiques inclusives, in turn, create a more equitable distribution of

ressources, facilitant la persistance d'institutions politiques inclusives.

Ce n'est pas un hasard si, lorsque, en 1618, la Virginia Company a donné des terres et libéré de leurs contrats draconiens les colons qu'elle avait auparavant tenté de contraindre, l'Assemblée générale a autorisé les colons à commencer à se gouverner eux-mêmes l'année suivante. Les colons, qui avaient été témoins des efforts persistants de la Virginia Company pour les contraindre, n'auraient pas fait confiance à des droits économiques sans droits politiques. Ces économies n'auraient pas non plus été stables et durables. En fait, les combinaisons d'institutions extractives et inclusives sont généralement instables. Les institutions économiques extractives sous des institutions politiques inclusives ont peu de chances de survivre longtemps, comme le suggère notre discussion sur la Barbade.

De même, les institutions économiques inclusives ne soutiendront pas les institutions politiques extractives et ne seront pas soutenues par celles-ci. Soit elles se transformeront en institutions économiques extractives au profit des intérêts étroits qui détiennent le pouvoir, soit le dynamisme économique qu'elles créent déstabilisera les institutions politiques extractives, ouvrant la voie à l'émergence d'institutions politiques inclusives. Les institutions économiques inclusives ont également tendance à réduire les avantages dont peuvent bénéficier les élites en régnant sur des institutions politiques extractives, car ces institutions sont confrontées à la concurrence sur le marché et sont limitées par les contrats et les droits de propriété du reste de la société.

POURQUOI NE PAS TOUJOURS CHOISIR LA PROSPÉRITÉ ?

Les institutions politiques et économiques, qui sont en fin de compte le choix de la société, peuvent être inclusives et encourager la croissance économique. Ou elles peuvent être extractives et devenir des obstacles à la croissance économique. Les nations échouent lorsqu'elles ont des institutions économiques extractives, soutenues par des institutions politiques extractives qui entravent, voire bloquent, la croissance économique. Mais cela signifie que le choix des institutions, c'est-à-dire la politique des institutions, est au cœur

dans notre quête pour comprendre les raisons du succès et de l'échec des nations. Nous devons comprendre pourquoi la politique de certaines sociétés conduit à des institutions inclusives qui favorisent la croissance économique, alors que la politique de la grande majorité des sociétés à travers l'histoire a conduit, et conduit encore aujourd'hui, à des institutions extractives qui entravent la croissance économique.

Il peut sembler évident que tout le monde devrait avoir intérêt à créer le type d'institutions économiques qui apporteront la prospérité. Chaque citoyen, chaque politicien, et même un dictateur prédateur, ne voudrait-il pas rendre son pays aussi riche que possible ?

Revenons au royaume du Kongo dont nous avons parlé précédemment. Bien que ce royaume se soit effondré au XVIIe siècle, il a donné son nom au pays moderne qui a obtenu son indépendance de la domination coloniale belge en 1960. En tant qu'État indépendant, le Congo a connu un déclin économique presque ininterrompu et une pauvreté croissante sous le régime de Joseph Mobutu entre 1965 et 1997. Ce déclin s'est poursuivi après le renversement de Mobutu par Laurent Kabila. Mobutu a créé un ensemble d'institutions économiques hautement extractives. Les citoyens étaient appauvris, mais Mobutu et l'élite qui l'entourait, connue sous le nom de « Les Grosses Légumes », sont devenus fabuleusement riches. Mobutu s'est construit un palais dans sa ville natale, Gbadolite, dans le nord du pays, avec un aéroport suffisamment grand pour accueillir un avion supersonique Concord, qu'il louait fréquemment à Air France pour se rendre en Europe. En Europe, il a acheté des châteaux et possédait de vastes terrains dans la capitale belge, Bruxelles.

N'aurait-il pas été préférable pour Mobutu de mettre en place des institutions économiques qui auraient accru la richesse des Congolais plutôt que d'aggraver leur pauvreté ? Si Mobutu avait réussi à accroître la prospérité de son pays, n'aurait-il pas pu s'approprier encore plus d'argent, acheter un Concorde au lieu d'en louer un, posséder davantage de châteaux et de manoirs, voire une armée plus importante et plus puissante ? Malheureusement pour les citoyens de nombreux pays dans le monde, la réponse est non. Les institutions économiques qui créent des incitations au progrès économique peuvent simultanément redistribuer les revenus et

le pouvoir de telle sorte qu'un dictateur prédateur et d'autres personnes détenant un pouvoir politique puissent se retrouver dans une situation moins favorable.

Le problème fondamental réside dans le fait qu'il y aura nécessairement des différends et des conflits au sujet des institutions économiques. Différentes institutions ont des conséquences différentes sur la prospérité d'une nation, la manière dont cette prospérité est répartie et l'identité de ceux qui détiennent le pouvoir. La croissance économique qui peut être induite par les institutions crée à la fois des gagnants et des perdants. Cela était évident lors de la révolution industrielle en Angleterre, qui a jeté les bases de la prospérité que nous observons aujourd'hui dans les pays riches du monde. Elle s'est articulée autour d'une série de changements technologiques révolutionnaires dans les domaines de la vapeur, des transports et de la production textile. Même si la mécanisation a entraîné une augmentation considérable des revenus totaux et est finalement devenue le fondement de la société industrielle moderne, elle a été vivement contestée par beaucoup. Non pas par ignorance ou par manque de vision, bien au contraire. Cette opposition à la croissance économique obéit plutôt à une logique qui lui est propre, malheureusement cohérente. La croissance économique et les changements technologiques s'accompagnent de ce que le grand économiste Joseph Schumpeter a appelé la destruction créatrice. Ils remplacent l'ancien par du nouveau. Les nouveaux secteurs attirent les ressources au détriment des anciens. Les nouvelles entreprises prennent des parts de marché aux entreprises établies. Les nouvelles technologies rendent obsolètes les compétences et les machines existantes. Le processus de croissance économique et les institutions inclusives sur lesquelles il repose créent des perdants comme des gagnants dans l'arène politique et sur le marché économique. La crainte de la destruction créatrice est souvent à l'origine de l'opposition à l' x des institutions économiques et politiques inclusives.

L'histoire européenne offre un exemple frappant des conséquences de la destruction créatrice. À la veille de la révolution industrielle au XVIIIe siècle, les gouvernements de la plupart des pays européens étaient contrôlés par les aristocraties et les élites traditionnelles, dont la principale source de revenus provenait de la propriété foncière ou des privilèges commerciaux dont elles jouissaient grâce aux monopoles accordés et aux barrières à l'entrée imposées par les monarques. Conformément à l'idée de destruction créatrice, l'expansion des industries, des usines et des villes a détourné les ressources de la terre, réduit les loyers fonciers et augmenté les salaires que les propriétaires fonciers devaient verser à leurs travailleurs. Ces élites ont également

ont vu l'émergence de nouveaux hommes d'affaires et marchands éroder leurs privilèges commerciaux. Dans l'ensemble, ils ont clairement été les perdants économiques de l'industrialisation. L'urbanisation et l'émergence d'une classe moyenne et ouvrière socialement consciente ont également remis en cause le monopole politique des aristocraties foncières. Ainsi, avec la propagation de la révolution industrielle, les aristocraties n'étaient pas seulement les perdants économiques ; elles risquaient également de devenir les perdants politiques, perdant leur emprise sur le pouvoir politique. Leur pouvoir économique et politique étant menacé, ces élites ont souvent formé une opposition redoutable à l'industrialisation.

L'aristocratie n'était pas la seule perdante de l'industrialisation. Les artisans, dont les compétences manuelles étaient remplacées par la mécanisation, s'opposaient également à l'expansion de l'industrie. Beaucoup se sont organisés contre elle, se révoltant et détruisant les machines qu'ils considéraient comme responsables du déclin de leur moyen de subsistance. Ils étaient les luddites, un mot qui est aujourd'hui devenu synonyme de résistance au changement technologique. John Kay, inventeur anglais de la « navette volante » en 1733, l'une des premières améliorations significatives dans la mécanisation du tissage, a vu sa maison incendiée par les luddites en 1753. James Hargreaves, inventeur de la « spinning jenny », une amélioration révolutionnaire complémentaire dans le domaine du filage, a subi le même sort.

En réalité, les artisans étaient beaucoup moins efficaces que les propriétaires terriens et les élites pour s'opposer à l'industrialisation. Les luddites ne disposaient pas du pouvoir politique – la capacité d'influencer les résultats politiques contre la volonté d'autres groupes – dont jouissait l'aristocratie terrienne. En Angleterre, l'industrialisation a progressé malgré l'opposition des luddites, car l'opposition aristocratique, bien que réelle, était modérée. Dans les empires austro-hongrois et russe, où les monarques absolutistes et les aristocrates avaient beaucoup plus à perdre, l'industrialisation a été bloquée. En conséquence, les économies de l'Autriche-Hongrie et de la Russie ont stagné. Elles ont pris du retard par rapport aux autres nations européennes, où la croissance économique a pris son essor au cours du XIXe siècle.

Indépendamment du succès ou de l'échec de groupes spécifiques, une leçon est claire : les groupes puissants s'opposent souvent au progrès économique et aux moteurs de la prospérité. La croissance économique est

Il ne s'agit pas seulement d'un processus visant à produire davantage de machines plus performantes et à former davantage de personnes mieux éduquées, mais aussi d'un processus transformateur et déstabilisateur associé à une destruction créatrice généralisée. La croissance ne peut donc progresser que si elle n'est pas bloquée par les perdants économiques qui anticipent la perte de leurs privilèges économiques et par les perdants politiques qui craignent de voir leur pouvoir politique s'éroder.

Les conflits autour des ressources rares, des revenus et du pouvoir se traduisent par des conflits autour des règles du jeu, des institutions économiques, qui détermineront les activités économiques et ceux qui en bénéficieront. En cas de conflit, les souhaits de toutes les parties ne peuvent être satisfaits simultanément. Certaines seront vaincues et frustrées, tandis que d'autres réussiront à obtenir les résultats qu'elles souhaitent. L'identité des vainqueurs de ce conflit a des implications fondamentales pour la trajectoire économique d'une nation. Si les groupes qui s'opposent à la croissance sont les vainqueurs, ils peuvent réussir à bloquer la croissance économique, et l'économie stagnera.

La logique selon laquelle les puissants ne souhaitent pas nécessairement mettre en place des institutions économiques favorisant la réussite économique s'étend facilement au choix des institutions politiques. Dans un régime absolutiste, certaines élites peuvent exercer leur pouvoir pour mettre en place les institutions économiques qu'elles préfèrent. Seraient-elles intéressées par une modification des institutions politiques afin de les rendre plus pluralistes ? En général, non, car cela ne ferait que diluer leur pouvoir politique, rendant plus difficile, voire impossible, la mise en place d'institutions économiques favorisant leurs propres intérêts. Là encore, nous voyons une source évidente de conflit. Les personnes qui souffrent des institutions économiques extractives ne peuvent espérer que les dirigeants absolutistes changent volontairement les institutions politiques et redistribuent le pouvoir dans la société. La seule façon de changer ces institutions politiques est de forcer l'élite à créer des institutions plus pluralistes.

De la même manière qu'il n'y a aucune raison pour que les institutions politiques deviennent automatiquement pluralistes, il n'y a aucune tendance naturelle à la centralisation politique. Il y aurait certainement des incitations à créer des institutions étatiques plus centralisées dans toute société, en particulier dans celles qui ne connaissent aucune centralisation de ce type. Par exemple, en Somalie, si un clan créait un

un État centralisé capable d'imposer l'ordre dans le pays, cela pourrait entraîner des avantages économiques et enrichir ce clan. Qu'est-ce qui empêche cela ? Le principal obstacle à la centralisation politique est là encore une forme de crainte du changement : tout clan, groupe ou homme politique qui tente de centraliser le pouvoir dans l'État centralisera également le pouvoir entre ses mains, ce qui risque de susciter la colère des autres clans, groupes et individus, qui seraient les perdants politiques de ce processus. L'absence de centralisation politique signifie non seulement l'absence de loi et d'ordre dans une grande partie du territoire, mais aussi la présence de nombreux acteurs disposant de pouvoirs suffisants pour bloquer ou perturber les choses, et la crainte de leur opposition et de leur réaction violente dissuadera souvent de nombreux centralisateurs potentiels. La centralisation politique n'est possible que lorsqu'un groupe de personnes est suffisamment plus puissant que les autres pour construire un État. En Somalie, le pouvoir est équilibré et aucun clan ne peut imposer sa volonté à un autre. Par conséquent, l'absence de centralisation politique persiste.

LA LONGUE AGONIE DU CONGO

Il existe peu d'exemples meilleurs, ou plus déprimants, que celui du Congo pour expliquer pourquoi la prospérité économique est si rare dans les institutions extractives, ou pour illustrer la synergie entre les institutions économiques et politiques extractives. Les visiteurs portugais et néerlandais qui se sont rendus au Kongo aux XVe et XVIe siècles ont remarqué la « misère » qui y régnait. La technologie était rudimentaire par rapport aux normes européennes, les Kongolais ne connaissant ni l'écriture, ni la roue, ni la charrue. La raison de cette pauvreté et de la réticence des agriculteurs kongolais à adopter de meilleures technologies lorsqu'ils en prenaient connaissance ressort clairement des récits historiques existants. Elle était due à la nature extractive des institutions économiques du pays.

Comme nous l'avons vu, le royaume du Kongo était gouverné par le roi à Mbanza, puis à São Salvador. Les régions éloignées de la capitale étaient dirigées par une élite qui jouait le rôle de gouverneurs dans différentes parties du royaume. La richesse de cette élite reposait sur les plantations esclavagistes

autour de São Salvador et de l'extraction d'impôts dans le reste du pays. L'esclavage était au cœur de l'économie, utilisé par l'élite pour approvisionner ses propres plantations et par les Européens sur la côte. Les impôts étaient arbitraires ; un impôt était même prélevé chaque fois que le béret du roi tombait. Pour devenir plus prospère, le peuple congolais aurait dû épargner et investir, par exemple en achetant des charrues. Mais cela n'aurait pas valu la peine, car toute production supplémentaire obtenue grâce à une meilleure technologie aurait été expropriée par le roi et son élite. Au lieu d'investir pour augmenter leur productivité et vendre leurs produits sur les marchés, les Kongolais ont éloigné leurs villages du marché ; ils essayaient de s'éloigner le plus possible des routes afin de réduire les pillages et d'échapper aux marchands d'esclaves.

La pauvreté du Kongo était donc le résultat d'institutions économiques extractives qui bloquaient tous les moteurs de la prospérité, voire les faisaient fonctionner à l'envers. Le gouvernement du Kongo fournissait très peu de services publics à ses citoyens, pas même les services de base, tels que la sécurité des droits de propriété ou l'ordre public. Au contraire, le gouvernement était lui-même la plus grande menace pour les droits de propriété et les droits humains de ses sujets. L'institution de l'esclavage signifiait que le marché le plus fondamental de tous, un marché du travail inclusif où les gens peuvent choisir leur profession ou leur emploi, ce qui est essentiel pour une économie prospère, n'existait pas. De plus, le commerce à longue distance et les activités mercantiles étaient contrôlés par le roi et n'étaient ouverts qu'à ceux qui lui étaient associés. Bien que l'élite ait rapidement appris à lire et à écrire après l'introduction de l'écriture par les Portugais, le roi n'a fait aucune tentative pour étendre l'alphabétisation à la grande masse de la population.

Néanmoins, même si la « misère noire » était généralisée, les institutions extractives congolaises avaient leur propre logique imparable : elles rendaient très riches quelques personnes, celles qui détenaient le pouvoir politique. Au XVIe siècle, le roi du Kongo et l'aristocratie pouvaient importer des produits de luxe européens et étaient entourés de serviteurs et d'esclaves.

Les racines des institutions économiques de la société congolaise découlaient de la répartition du pouvoir politique dans la société et donc de la

nature des institutions politiques. Rien n'empêchait le roi de s'emparer des biens ou des personnes, si ce n'est la menace d'une révolte. Bien que cette menace fût réelle, elle ne suffisait pas à garantir la sécurité des personnes et de leurs richesses. Les institutions politiques du Kongo étaient véritablement absolutistes, ne soumettant le roi et l'élite à pratiquement aucune contrainte et ne donnant aucun droit de regard aux citoyens sur l'organisation de leur société.

Bien sûr, il n'est pas difficile de voir que les institutions politiques du Kongo contrastent fortement avec les institutions politiques inclusives où le pouvoir est limité et largement réparti. Les institutions absolutistes du Kongo étaient maintenues en place par l'armée. Au milieu du XVIIe siècle, le roi disposait d'une armée permanente de cinq mille soldats, dont un noyau de cinq cents mousquetaires, une force redoutable pour l'époque. On comprend donc facilement pourquoi le roi et l'aristocratie ont adopté avec tant d'empressement les armes à feu européennes.

Il n'y avait aucune chance de croissance économique durable dans le cadre de ces institutions économiques, et même les incitations à générer une croissance temporaire étaient très limitées. La réforme des institutions économiques visant à améliorer les droits de propriété individuels aurait rendu la société congolaise dans son ensemble plus prospère. Mais il est peu probable que l'élite aurait bénéficié de cette prospérité accrue. Premièrement, de telles réformes auraient fait de l'élite des perdants économiques, en sapant la richesse que leur procuraient le commerce des esclaves et les plantations esclavagistes. Deuxièmement, de telles réformes n'auraient été possibles que si le pouvoir politique du roi et de l'élite avait été restreint. Par exemple, si le roi avait continué à commander ses cinq cents mousquetaires, qui aurait cru à l'annonce de l'abolition de l'esclavage ? Qu'est-ce qui aurait empêché le roi de changer d'avis par la suite ? La seule garantie réelle aurait été un changement des institutions politiques afin que les citoyens acquièrent un certain pouvoir politique compensatoire, leur donnant leur mot à dire sur la fiscalité ou sur les activités des mousquetaires. Mais dans ce cas, il est douteux que le maintien de la consommation et du mode de vie du roi et de l'élite aurait figuré en tête de leur liste de priorités. Dans ce scénario, changes that would have created better economic

Les institutions sociales auraient fait du roi et de l'aristocratie des perdants tant sur le plan politique qu'économique.

L'interaction entre les institutions économiques et politiques il y a cinq cents ans est toujours pertinente pour comprendre pourquoi l'État moderne du Congo est encore aujourd'hui misérablement pauvre. L'avènement de la domination européenne dans cette région, et plus profondément dans le bassin du fleuve Congo à l'époque de la « ruée vers l'Afrique » à la fin du XIXe siècle, a conduit à une insécurité des droits humains et des droits de propriété encore plus flagrante que celle qui caractérisait le Kongo précolonial. En outre, elle a reproduit le modèle des institutions extractives et de l'absolutisme politique qui ont donné du pouvoir et enrichi une minorité au détriment des masses, même si cette minorité était désormais constituée de colonialistes belges, notamment le roi Léopold II.

Lorsque le Congo a accédé à l'indépendance en 1960, le même schéma d'institutions économiques, d'incitations et de performances s'est reproduit. Ces institutions économiques extractives congolaises ont de nouveau été soutenues par des institutions politiques hautement extractives. La situation a été aggravée par le fait que le colonialisme européen a créé une entité politique, le Congo, composée de nombreux États et sociétés précoloniaux différents sur lesquels l'État national, dirigé depuis Kinshasa, n'avait que peu de contrôle. Le président Mobutu a utilisé l'État pour s'enrichir et enrichir ses acolytes, par exemple à travers le programme de zaïrisation de 1973, qui a entraîné l'expropriation massive des intérêts économiques étrangers.
—il présidait un État non centralisé qui n'avait que peu d'autorité sur une grande partie du pays et a dû faire appel à l'aide étrangère pour empêcher les provinces du Katanga et du Kasaï de faire sécession dans les années 1960. Ce manque de centralisation politique, qui a failli mener à l'effondrement total de l'État, est une caractéristique que le Congo partage avec une grande partie de l'Afrique subsaharienne.

La République démocratique du Congo moderne reste pauvre parce que ses citoyens ne disposent toujours pas des institutions économiques qui créent les incitations fondamentales nécessaires à la prospérité d'une société. Ce ne sont pas la géographie, la culture ou l'ignorance de ses citoyens ou de ses politiciens qui maintiennent le Congo dans la pauvreté, mais ses institutions économiques extractives. Celles-ci sont toujours en place après tous ces siècles parce que le pouvoir politique continue d'être concentré entre les mains d'une élite qui a peu

incitation à faire respecter les droits de propriété des citoyens, à fournir les services publics de base qui amélioreraient la qualité de vie ou à encourager le progrès économique. Leurs intérêts consistent plutôt à tirer des revenus et à maintenir leur pouvoir. Ils n'ont pas utilisé ce pouvoir pour construire un État centralisé, car cela créerait les mêmes problèmes d'opposition et de défis politiques que la promotion de la croissance économique. De plus, comme dans la plupart des autres pays d'Afrique subsaharienne, les luttes intestines déclenchées par des groupes rivaux tentant de prendre le contrôle des institutions extractives ont détruit toute tendance à la centralisation de l'État qui aurait pu exister.

L'histoire du royaume du Kongo et l'histoire plus récente du Congo illustrent de manière frappante comment les institutions politiques déterminent les institutions économiques et, à travers celles-ci, les incitations économiques et les perspectives de croissance économique. Elle illustre également la relation symbiotique entre l'absolutisme politique et les institutions économiques qui enrichissent et donnent du pouvoir à une minorité au détriment de la majorité.

LA CROISSANCE SOUS DES INSTITUTIONS POLITIQUES EXTRACTIVES

Le Congo est aujourd'hui un exemple extrême, avec une absence totale d'État de droit et des droits de propriété très précaires. Cependant, dans la plupart des cas, un tel extrémisme ne servirait pas les intérêts de l'élite, car il détruirait toutes les incitations économiques et ne générerait que peu de ressources à exploiter. La thèse centrale de cet ouvrage est que la croissance économique et la prospérité sont associées à des institutions économiques et politiques inclusives, tandis que les institutions extractives conduisent généralement à la stagnation et à la pauvreté. Mais cela ne signifie pas pour autant que les institutions extractives ne peuvent jamais générer de croissance, ni que toutes les institutions extractives sont créées égales.

Il existe deux façons distinctes mais complémentaires dont la croissance peut émerger dans le cadre d'institutions politiques extractives. Premièrement, même si les institutions économiques sont extractives, la croissance est possible lorsque les élites peuvent allouer directement des ressources à des activités à haute productivité qu'elles contrôlent elles-mêmes. Un exemple marquant de ce type d' de croissance dans le cadre d'institutions extractives était the Caribbean Islands

entre le XVIe et le XVIIIe siècle. La plupart des gens étaient des esclaves, travaillant dans des conditions épouvantables dans les plantations, vivant à peine au-dessus du seuil de subsistance. Beaucoup mouraient de malnutrition et d'épuisement. À la Barbade, à Cuba, en Haïti et en Jamaïque, aux XVIIe et XVIIIe siècles, une petite minorité, l'élite des planteurs, contrôlait tout le pouvoir politique et possédait tous les biens, y compris tous les esclaves. Alors que la majorité n'avait aucun droit, les biens et les actifs de l'élite des planteurs étaient bien protégés. Malgré les institutions économiques extractives qui exploitaient sauvagement la majorité de la population, ces îles figuraient parmi les plus riches du monde, car elles pouvaient produire du sucre et le vendre sur les marchés mondiaux. L'économie des îles n'a stagné que lorsqu'il a fallu se tourner vers de nouvelles activités économiques, qui menaçaient à la fois les revenus et le pouvoir politique de l'élite des planteurs.

Un autre exemple est celui de la croissance économique et de l'industrialisation de l'Union soviétique depuis le premier plan quinquennal de 1928 jusqu'aux années 1970. Les institutions politiques et économiques étaient très extractives et les marchés étaient fortement contraints. Néanmoins, l'Union soviétique a pu connaître une croissance économique rapide car elle pouvait utiliser le pouvoir de l'État pour transférer des ressources de l'agriculture, où elles étaient utilisées de manière très in tive, vers l'industrie.

Le deuxième type de croissance sous des institutions politiques extractives survient lorsque celles-ci permettent le développement d'institutions économiques quelque peu inclusives, même si ce n'est pas complètement. De nombreuses sociétés dotées d'institutions politiques extractives hésiteront à adopter des institutions économiques inclusives par crainte d'une destruction créatrice. Mais le degré de monopolisation du pouvoir par l'élite varie d'une société à l'autre. Dans certaines d'entre elles, la position de l'élite peut être suffisamment solide pour qu'elle autorise certaines avancées vers des institutions économiques inclusives lorsqu'elle est pratiquement certaine que cela ne menacera pas son pouvoir politique. À l'inverse, la situation historique peut être telle qu'un régime politique extractif se retrouve doté d'institutions économiques plutôt inclusives, qu'il décide de ne pas bloquer. C'est là le deuxième moyen par lequel la croissance peut avoir lieu dans le cadre d'institutions politiques extractives.

L'industrialisation rapide de la Corée du Sud sous le général Park en est un exemple. Park est arrivé au pouvoir à la suite d'un coup d'État militaire en 1961, mais il l'a fait dans une société fortement soutenue par les États-Unis et dans une économie où les institutions économiques étaient essentiellement inclusives. Bien que le régime de Park fût autoritaire, il se sentait suffisamment en sécurité pour promouvoir la croissance économique, et l'a d'ailleurs fait très activement, peut-être en partie parce que le régime n'était pas directement soutenu par des institutions économiques extractives. Contrairement à l'Union soviétique et à la plupart des autres cas de croissance sous des institutions extractives, la Corée du Sud est passée d'institutions politiques extractives à des institutions politiques inclusives dans les années 1980. Cette transition réussie est due à une convergence de facteurs.

Dans les années 1970, les institutions économiques sud-coréennes étaient devenues suffisamment inclusives pour réduire l'un des principaux arguments en faveur des institutions politiques extractives : l'élite économique n'avait guère à gagner de sa domination ou de celle de l'armée sur la politique. La relative égalité des revenus en Corée du Sud signifiait également que l'élite avait moins à craindre du pluralisme et de la démocratie. L'influence déterminante des États-Unis, en particulier compte tenu de la menace nord-coréenne, signifiait également que le puissant mouvement démocratique qui contestait la dictature militaire ne pouvait être réprimé longtemps. Bien que l'assassinat du général Park en 1979 ait été suivi d'un autre coup d'État militaire, mené par Chun Doo-hwan, le successeur choisi par Chun, Roh Tae-woo, a lancé un processus de réformes politiques qui a conduit à la consolidation d'une démocratie pluraliste après 1992. Bien sûr, aucune transition de ce type n'a eu lieu en Union soviétique. En conséquence, la croissance soviétique s'est essoufflée et l'économie a commencé à s'effondrer dans les années 1980, avant de s'effondrer totalement dans les années 1990.

La croissance économique chinoise actuelle présente également plusieurs points communs avec les expériences soviétique et sud-coréenne. Alors que les premières étapes de la croissance chinoise ont été menées par des réformes radicales du marché dans le secteur agricole, les réformes dans le secteur industriel ont été plus modérées. Même aujourd'hui, l'État et le Parti communiste jouent un rôle central dans le choix des secteurs et des entreprises qui recevront des capitaux supplémentaires et se développeront, dans le

ce faisant, faisant et défaisant des fortunes. Comme l'Union soviétique à son apogée, la Chine connaît une croissance rapide, mais il s'agit toujours d'une croissance sous le contrôle d'institutions extractives, sous le contrôle de l'État, avec peu de signes d'une transition vers des institutions politiques inclusives. Le fait que les institutions économiques chinoises soient encore loin d'être pleinement inclusives suggère également qu'une transition à la sud-coréenne est moins probable, même si elle n'est bien sûr pas impossible.

Il convient de noter que la centralisation politique est essentielle aux deux modes de croissance possibles dans le cadre d'institutions politiques extractives. Sans un certain degré de centralisation politique, l'élite des planteurs de la Barbade, de Cuba, d'Haïti et de la Jamaïque n'aurait pas été en mesure de maintenir l'ordre public et de défendre ses propres biens et propriétés. Sans une centralisation politique importante et une emprise ferme sur le pouvoir politique, ni les élites militaires sud-coréennes ni le Parti communiste chinois ne se seraient sentis suffisamment en sécurité pour mener à bien des réformes économiques importantes tout en conservant le pouvoir. Et sans une telle centralisation, l'État soviétique ou chinois n'aurait pas été en mesure de coordonner l'activité économique afin de canaliser les ressources vers les secteurs à forte productivité. Une ligne de démarcation majeure entre les institutions politiques extractives est donc leur degré de centralisation politique. Celles qui en sont dépourvues, comme beaucoup en Afrique subsaharienne, auront du mal à atteindre ne serait-ce qu'une croissance limitée.

Même si les institutions extractives peuvent générer une certaine croissance, elles ne génèrent généralement pas une croissance économique durable, et certainement pas le type de croissance qui s'accompagne d'une destruction créatrice. Lorsque les institutions politiques et économiques sont extractives, les incitations à la destruction créatrice et au changement technologique font défaut. Pendant un certain temps, l'État peut être en mesure de créer une croissance économique rapide en allouant des ressources et des personnes par décret, mais ce processus est intrinsèquement limité. Lorsque les limites sont atteintes, la croissance s'arrête, comme cela s'est produit en Union soviétique dans les années 1970. Même lorsque les Soviétiques ont connu une croissance économique rapide, il y a eu peu de changements technologiques dans la plupart des secteurs de l'économie, bien qu'en investissant massivement dans l'armée, ils aient pu développer des technologies militaires et même devancer les États-Unis dans la

course à l'espace et au nucléaire pendant une courte période. Mais cette croissance sans destruction créatrice et sans innovation technologique à grande échelle n'était pas durable et a pris fin brutalement.

De plus, les mécanismes qui soutiennent la croissance économique dans le cadre d'institutions politiques extractives sont, par nature, fragiles : ils peuvent s'effondrer ou être facilement détruits par les luttes intestines que ces institutions extractives génèrent elles-mêmes. En effet, les institutions politiques et économiques extractives créent une tendance générale aux luttes intestines, car elles conduisent à la concentration des richesses et du pouvoir entre les mains d'une élite restreinte. Si un autre groupe parvient à dominer et à déjouer cette élite et à prendre le contrôle de l'État, c'est lui qui profitera de cette richesse et de ce pouvoir. Par conséquent, comme l'illustre notre analyse de l'effondrement de l'Empire romain tardif et des cités mayas (cette page et cette page), la lutte pour le contrôle de l'État tout-puissant est toujours latente, et elle s'intensifie périodiquement, entraînant la chute de ces régimes, car elle se transforme en guerre civile et parfois en effondrement total de l'État. Cela implique notamment que même si une société soumise à des institutions extractives parvient initialement à un certain degré de centralisation étatique, celle-ci ne durera pas. En fait, les luttes intestines pour prendre le contrôle des institutions extractives conduisent souvent à des guerres civiles et à une anarchie généralisée, consacrant une absence persistante de centralisation étatique comme dans de nombreux pays d'Afrique subsaharienne et certains pays d'Amérique latine et d'Asie du Sud.

Enfin, lorsque la croissance s'accompagne d'institutions politiques extractives mais que les institutions économiques présentent des aspects inclusifs, comme ce fut le cas en Corée du Sud, il existe toujours un risque que les institutions économiques deviennent plus extractives et que la croissance s'arrête. Ceux qui contrôlent le pouvoir politique finiront par trouver plus avantageux d'utiliser leur pouvoir pour limiter la concurrence, augmenter leur part du gâteau, voire voler et piller les autres plutôt que de soutenir le progrès économique. La répartition et la capacité d'exercer le pouvoir finiront par saper les fondements mêmes de la prospérité économique, à moins que les institutions politiques ne passent d'un modèle extractif à un modèle inclusif.

4.

PETITES DIFFÉRENCES ET TOURNANTS CRITIQUES : LE POIDS DE L'HISTOIRE

LE MONDE CRÉÉ PAR LA PESTE

EN 1346, LA PESTE BUBONIQUE, surnommée la « mort noire », atteignit la ville portuaire de Tana, située à l'embouchure du fleuve Don, sur la mer Noire. Transmise par les puces vivant sur les rats, la peste fut importée de Chine par des marchands voyageant le long de la route de la soie, la grande artère commerciale transasiatique. Grâce aux marchands génois, les rats propagèrent rapidement les puces et la peste de Tana à toute la Méditerranée. Au début de l'année 1347, la peste avait atteint Constantinople. Au printemps 1348, elle se propageait en France et en Afrique du Nord, puis remontait le long de la botte italienne. La peste décima environ la moitié de la population de toutes les régions qu'elle touchait. Son arrivée dans la ville italienne de Florence fut observée de près par l'écrivain italien Giovanni Boccaccio. Il se souvint plus tard :

> Face à son avancée fulgurante, toute la sagesse et l'ingéniosité de l'homme étaient vaines... La peste commença, d'une manière terrifiante et extraordinaire, à révéler ses effets désastreux. Elle ne prit pas la forme qu'elle avait prise en Orient, où un saignement de nez était un signe évident de mort certaine. Au contraire, son premier symptôme était l'apparition de certaines enflures dans l'aine ou les aisselles, certaines en forme d'œuf, d'autres de la taille d'une pomme ordinaire... Plus tard, les symptômes de la maladie changèrent, et de nombreuses personnes commencèrent à voir apparaître des taches sombres et des ecchymoses

> sur leurs bras, leurs cuisses et d'autres parties de leur corps... Contre ces maladies... Tous les conseils des médecins et tout le pouvoir de la médecine étaient inutiles et sans effet... Et dans la plupart des cas, la mort survenait dans les trois jours suivant l'apparition des symptômes que nous avons décrits.

Les Anglais savaient que la peste allait les frapper et étaient bien conscients du désastre imminent. À la mi-août 1348, le roi Édouard III demanda à l'archevêque de Cantorbéry d'organiser des prières, et de nombreux évêques écrivirent des lettres que les prêtres devaient lire à l'église pour aider les gens à faire face à ce qui allait les frapper. Ralph de Shrewsbury, évêque de Bath, écrivit à ses prêtres :

> Dieu tout-puissant utilise le tonnerre, la foudre [*sic*] et d'autres coups qui proviennent de son trône pour châtier les fils qu'il souhaite racheter. En conséquence, puisqu'une peste catastrophique venue de l'Est a atteint un royaume voisin, il est à craindre que, si nous ne prions pas avec ferveur et sans relâche, une peste similaire étende ses branches empoisonnées dans ce royaume et frappe et consume ses habitants. C'est pourquoi nous devons tous nous présenter devant le Seigneur pour nous confesser et réciter des psaumes.

Cela n'a servi à rien. La peste a frappé et a rapidement décimé près de la moitié de la population anglaise. De telles catastrophes peuvent avoir un impact considérable sur les institutions sociales. Il est peut-être compréhensible que de nombreuses personnes soient devenues folles. Boccace a noté que « certains soutenaient que le moyen infaillible de conjurer ce mal effroyable était de boire beaucoup, de profiter pleinement de la vie, de chanter et de faire la fête, de satisfaire tous ses désirs dès que l'occasion se présentait et de prendre la chose à la légère, comme une énorme plaisanterie... ce qui explique pourquoi les femmes qui se sont rétablies étaient peut-être moins chastes dans la période qui a suivi ». Mais la peste a également eu un impact social, économique et politique transformateur sur les sociétés européennes médiévales.

Au tournant du XIVe siècle, l'Europe était régie par un ordre féodal, une organisation sociale apparue pour la première fois en Europe occidentale après l'effondrement de l'Empire romain. Elle reposait sur une relation hiérarchique entre le roi et les seigneurs qui lui étaient inférieurs, les paysans occupant le bas de l'échelle. Le roi était propriétaire des terres et les accordait aux seigneurs en échange de services militaires. Les seigneurs attribuaient ensuite les terres aux paysans, qui devaient en contrepartie effectuer de nombreux travaux non rémunérés et étaient soumis à de nombreuses amendes et taxes. Les paysans, qui en raison de leur statut « servile » étaient appelés serfs, étaient liés à la terre et ne pouvaient se déplacer ailleurs sans la permission de leur seigneur, qui était non seulement le propriétaire foncier, mais aussi le juge, le jury et la force de police. Il s'agissait d'un système très extractif, où la richesse passait des nombreux paysans aux quelques seigneurs.

La pénurie massive de main-d'œuvre causée par la peste a ébranlé les fondements de l'ordre féodal. Elle a encouragé les paysans à exiger des changements. À l'abbaye d'Eynsham, par exemple, les paysans ont exigé la réduction d'une grande partie des amendes et du travail non rémunéré. Ils ont obtenu ce qu'ils voulaient, et leur nouveau contrat commençait par l'affirmation suivante : « Au moment de la mortalité ou de la peste, qui a eu lieu en 1349, il ne restait pratiquement plus que deux locataires dans le manoir, et ils ont exprimé leur intention de partir à moins que frère Nicholas d'Upton, alors abbé et seigneur du manoir, ne conclue un nouvel accord avec eux. » Ce qu'il fit.

Ce qui s'est passé à Eynsham s'est produit partout. Les paysans ont commencé à se libérer des corvées obligatoires et de nombreuses obligations envers leurs seigneurs. Les salaires ont commencé à augmenter. Le gouvernement a tenté de mettre fin à cette situation et, en 1351, a adopté le Statut des ouvriers, qui commençait ainsi :

> Comme une grande partie de la population, et en particulier les ouvriers et les domestiques, a péri dans cette épidémie, certains, voyant la situation difficile des maîtres et la pénurie de domestiques, ne sont disposés à servir que s'ils reçoivent des salaires excessifs... Nous, considérant les graves inconvénients que pourraient venir de le manque

> en particulier des laboureurs et tels ouvriers agricoles, avons... jugé bon de décréter : que chaque homme et chaque femme de notre royaume d'Angleterre... sera tenu de servir celui qui a jugé bon de le rechercher ; et qu'il ne percevra que le salaire, la solde ou la rémunération qui, dans les lieux où il a cherché à servir, étaient habituellement versés au cours de la vingtième année de notre règne en Angleterre [le roi Édouard III est monté sur le trône le 25 janvier 1327, la référence ici concerne donc 1347] ou au cours des cinq ou six années ordinaires qui l'ont précédée.

La loi visait en fait à fixer les salaires aux niveaux payés avant la peste noire. Les élites anglaises étaient particulièrement préoccupées par le « débauchage », c'est-à-dire la tentative d'un seigneur d'attirer les rares paysans d'un autre. La solution consistait à punir de prison le fait de quitter son emploi sans l'autorisation de son employeur :

> Et si un moissonneur ou un faucheur, ou tout autre ouvrier ou serviteur, quelle que soit sa position ou sa condition, qui est retenu au service de quelqu'un, quitte ledit service avant la fin du terme convenu, sans permission ou cause raisonnable, il sera passible d'une peine d'emprisonnement, et personne ne devra [...] payer ou permettre que soit payé à quiconque un salaire, une livrée, une récompense ou une rémunération supérieurs à ceux qui étaient habituels, comme cela a été dit.

La tentative de l'État anglais d'empêcher les changements institutionnels et salariaux qui ont suivi la peste noire n'a pas fonctionné. En 1381, la révolte des paysans éclata et les rebelles, sous la direction de Wat Tyler, s'emparèrent même de la majeure partie de Londres. Bien qu'ils aient finalement été vaincus et que Tyler ait été exécuté, il n'y eut plus aucune tentative pour faire respecter le Statut des ouvriers. Le travail féodal disparut progressivement, un marché du travail inclusif commença à émerger en Angleterre et les salaires augmentèrent.

La peste semble avoir touché la majeure partie du monde, et partout, une proportion similaire de la population a péri. Ainsi, la démographie

L'impact en Europe de l'Est était le même qu'en Angleterre et en Europe occidentale. Les forces sociales et économiques en jeu étaient également les mêmes. La main-d'œuvre était rare et les gens réclamaient davantage de libertés. Mais à l'Est, une logique contradictoire plus puissante était à l'œuvre. Moins il y avait de gens, plus les salaires étaient élevés sur un marché du travail inclusif. Mais cela incitait davantage les seigneurs à maintenir un marché du travail exploiteur et les paysans dans un état de servilité. En Angleterre, cette motivation avait également joué un rôle, comme en témoigne le Statut des ouvriers. Mais les travailleurs avaient suffisamment de pouvoir pour obtenir gain de cause. Ce ne fut pas le cas en Europe de l'Est. Après la peste, les propriétaires terriens de l'Est ont commencé à s'emparer de vastes étendues de terres et à étendre leurs possessions, qui étaient déjà plus importantes que celles de l'Europe occidentale. Les villes étaient plus faibles et moins peuplées, et plutôt que de devenir plus libres, les travailleurs ont vu leurs libertés existantes empiétées.

Les effets sont devenus particulièrement évidents après 1500, lorsque l'Europe occidentale a commencé à demander les produits agricoles, tels que le blé, le seigle et le bétail, produits à l'Est. Quatre-vingt pour cent des importations de seigle à Amsterdam provenaient des vallées de l'Elbe, de la Vistule et de l'Oder. Bientôt, la moitié du commerce florissant des Pays-Bas se faisait avec l'Europe de l'Est. À mesure que la demande occidentale augmentait, les propriétaires terriens de l'Est renforçaient leur contrôle sur la main-d'œuvre afin d'accroître leur offre. Ce système fut appelé le « second servage », distinct et plus intense que sa forme originale du début du Moyen Âge. Les seigneurs augmentèrent les impôts qu'ils prélevaient sur les parcelles de leurs locataires et prenaient la moitié de la production brute. À Korczyn, en Pologne, tout le travail effectué pour le seigneur en 1533 était rémunéré. Mais en 1600, près de la moitié était constitué de travail forcé non rémunéré. En 1500, les travailleurs de Mecklembourg, dans l'est de l'Allemagne, ne devaient que quelques jours de travail non rémunéré par an. En 1550, ce n'était plus qu'un jour par semaine, et en 1600, trois jours par semaine. Les enfants des travailleurs devaient travailler gratuitement pour le seigneur pendant plusieurs années. En Hongrie, les propriétaires fonciers ont pris le contrôle total des terres en 1514, imposant par la loi un jour par semaine de travail non rémunéré pour chaque travailleur. En 1550, ce nombre a été porté à deux jours par semaine. À la fin du siècle, il était de trois jours. Les serfs soumis à ces règles représentaient alors 90 % de la population rurale.

Si, en 1346, il y avait peu de différences entre l'Europe occidentale et l'Europe orientale en termes d'institutions politiques et économiques, en 1600, elles étaient aux antipodes l'une de l'autre. En Occident, les travailleurs étaient libérés des redevances féodales, des amendes et des réglementations et devenaient un élément clé d'une économie de marché en plein essor. À l'Est, ils participaient également à cette économie, mais en tant que serfs contraints de cultiver les denrées alimentaires et les produits agricoles demandés à l'Ouest. Il s'agissait d'une économie de marché, mais pas d'une économie inclusive. Cette divergence institutionnelle était le résultat d'une situation où les différences entre ces régions semblaient initialement très faibles : à l'Est, les seigneurs étaient un peu mieux organisés, ils avaient légèrement plus de droits et des propriétés foncières plus consolidées. Les villes étaient plus faibles et plus petites, les paysans moins organisés. Dans le grand schéma de l'histoire, ces différences étaient minimes. Pourtant, ces petites différences entre l'Est et l'Ouest ont eu des conséquences importantes sur la vie de leurs populations et sur l'évolution future des institutions lorsque l'ordre féodal a été bouleversé par la peste noire.

La peste noire est un exemple frappant de moment critique, d'événement majeur ou de convergence de facteurs perturbant l'équilibre économique ou politique existant dans la société. Un tournant critique est une arme à double tranchant qui peut provoquer un changement radical dans la trajectoire d'une nation. D'une part, il peut ouvrir la voie à la rupture du cycle des institutions extractives et permettre l'émergence d'institutions plus inclusives, comme en Angleterre. D'autre part, il peut intensifier l'émergence d'institutions extractives, comme ce fut le cas avec le second servage en Europe de l'Est.

Comprendre comment l'histoire et les moments critiques façonnent le cheminement des institutions économiques et politiques nous permet d'avoir une théorie plus complète sur les origines des différences en matière de pauvreté et de prospérité. En outre, cela nous permet d'expliquer la situation actuelle et pourquoi certaines nations font la transition vers des institutions économiques et politiques inclusives tandis que d'autres ne le font pas.

LA CRÉATION D'INSTITUTIONS INCLUSIVES

L'Angleterre s'est distinguée des autres nations lorsqu'elle a réalisé une percée vers une croissance économique durable au XVIIe siècle. Les changements économiques majeurs ont été précédés par une révolution politique qui a donné naissance à un ensemble distinct d'institutions économiques et politiques, beaucoup plus inclusives que celles de toute société précédente. Ces institutions allaient avoir des implications profondes non seulement sur les incitations économiques et la prospérité, mais aussi sur ceux qui allaient récolter les fruits de cette prospérité. Elles ne reposaient pas sur un consensus, mais étaient plutôt le résultat d'un conflit intense entre différents groupes qui se disputaient le pouvoir, contestaient l'autorité des autres et tentaient de structurer les institutions à leur avantage. Les luttes institutionnelles des XVIe et XVIIe siècles ont abouti à deux événements marquants : la guerre civile anglaise entre 1642 et 1651, et surtout la Glorieuse Révolution de 1688.

La Glorieuse Révolution a limité le pouvoir du roi et de l'exécutif, et a transféré au Parlement le pouvoir de déterminer les institutions économiques. Dans le même temps, elle a ouvert le système politique à un large éventail de la société, qui a pu exercer une influence considérable sur le fonctionnement de l'État. La Glorieuse Révolution a jeté les bases d'une société pluraliste et a accéléré le processus de centralisation politique. Elle a créé le premier ensemble d'institutions politiques inclusives au monde.

En conséquence, les institutions économiques ont également commencé à devenir plus inclusives. Au début du XVIIe siècle, l'esclavage et les restrictions économiques sévères de la période féodale médiévale, telles que le servage, n'existaient plus en Angleterre. Néanmoins, les activités économiques auxquelles les gens pouvaient se livrer étaient soumises à de nombreuses restrictions. L'économie nationale et internationale était étouffée par les monopoles. L'État pratiquait une fiscalité arbitraire et manipulait le système juridique. La plupart des terres étaient soumises à des formes archaïques de droits de propriété qui rendaient leur vente impossible et les investissements risqués.

Cette situation a changé après la Glorieuse Révolution. Le gouvernement a adopté un ensemble d'institutions économiques qui encourageaient l'investissement, le commerce et l'innovation. Il a fermement appliqué les droits de propriété.

droits, y compris les brevets accordant des droits de propriété sur les idées, stimulant ainsi considérablement l'innovation. Elle protégeait l'ordre public. L'application de la loi anglaise à tous les citoyens était sans précédent dans l'histoire. Les impôts arbitraires ont cessé et les monopoles ont été presque entièrement abolis. L'État anglais encourageait activement les activités commerciales et s'efforçait de promouvoir l'industrie nationale, non seulement en supprimant les obstacles à l'expansion de l'activité industrielle, mais aussi en mettant toute la puissance de la marine anglaise au service de la défense des intérêts commerciaux. En rationalisant les droits de propriété, il facilita la construction d'infrastructures, en particulier de routes, de canaux et, plus tard, de chemins de fer, qui s'avérèrent cruciales pour la croissance industrielle.

Ces fondements ont radicalement modifié les motivations des individus et stimulé les moteurs de la prospérité, ouvrant la voie à la révolution industrielle. La révolution industrielle reposait avant tout sur des avancées technologiques majeures exploitant les connaissances accumulées en Europe au cours des siècles précédents. Elle constituait une rupture radicale avec le passé, rendue possible par la recherche scientifique et le talent d'un certain nombre d'individus exceptionnels. La pleine puissance de cette révolution est venue du marché, qui a créé des opportunités rentables pour le développement et l'application des technologies. C'est la nature inclusive des marchés qui a permis aux individus d'allouer leurs talents aux bons secteurs d'activité. Elle s'est également appuyée sur l'éducation et les compétences, car c'est le niveau d'éducation relativement élevé, du moins selon les normes de l'époque, qui a permis l'émergence d'entrepreneurs ayant la vision d'utiliser les nouvelles technologies pour leurs entreprises et de trouver des travailleurs ayant les compétences nécessaires pour les utiliser.

Ce n'est pas un hasard si la révolution industrielle a débuté en Angleterre quelques décennies après la Glorieuse Révolution. Les grands inventeurs tels que James Watt (perfectionneur de la machine à vapeur), Richard Trevithick (constructeur de la première locomotive à vapeur), Richard Arkwright (inventeur du métier à filer) et Isambard Kingdom Brunel (créateur de plusieurs bateaux à vapeur révolutionnaires) ont su saisir les opportunités économiques générées par leurs idées, étaient convaincus que leurs droits de propriété seraient respectés , et avaient accès aux marchés où leurs

innovations pouvaient être vendues et utilisées de manière rentable. En 1775, juste après avoir renouvelé le brevet de sa machine à vapeur, qu'il appelait son « moteur à feu », James Watt écrivit à son père :

> Cher père,
> Après une série d'oppositions diverses et violentes, j'ai enfin obtenu une loi du Parlement qui me confère, ainsi qu'à mes ayants droit, la propriété de mes nouvelles pompes à incendie dans toute la Grande-Bretagne et ses plantations pour les vingt-cinq prochaines années, ce qui, je l'espère, me sera très profitable, car la demande est déjà considérable.

Cette lettre révèle deux choses. Premièrement, Watt était motivé par les opportunités commerciales qu'il anticipait, par la « demande considérable » en Grande-Bretagne et dans ses plantations, les colonies anglaises d'outre-mer. Deuxièmement, elle montre comment il a pu influencer le Parlement pour obtenir ce qu'il voulait, car celui-ci était réceptif aux appels des particuliers et des innovateurs.

Les progrès technologiques, la volonté des entreprises de se développer et d'investir, ainsi que l'utilisation efficace des compétences et des talents ont tous été rendus possibles par les institutions économiques inclusives développées par l'Angleterre. Celles-ci reposaient à leur tour sur ses institutions politiques inclusives.

L'Angleterre a développé ces institutions politiques inclusives en raison de deux facteurs. Le premier était les institutions politiques, notamment un État centralisé, qui lui ont permis de franchir une nouvelle étape radicale, voire sans précédent, vers des institutions inclusives avec le début de la Glorieuse Révolution. Si ce facteur distinguait l'Angleterre d'une grande partie du monde, il ne la différenciait pas significativement des pays d'Europe occidentale tels que la France et l'Espagne. Le deuxième facteur était plus important. Les événements qui ont conduit à la Glorieuse Révolution ont forgé une coalition large et puissante, capable d'imposer des contraintes durables au pouvoir de la monarchie et de l'exécutif, qui ont été contraints de s'ouvrir aux demandes de cette coalition. Cette a jeté les bases de l' d'une pluraliste politique

institutions, qui ont ensuite permis le développement d'institutions économiques qui ont soutenu la première révolution industrielle.

DE PETITES DIFFÉRENCES QUI COMPTENT

Les inégalités mondiales se sont considérablement accrues avec la révolution industrielle britannique, car seules certaines régions du monde ont adopté les innovations et les nouvelles technologies mises au point par des hommes tels qu'Arkwright et Watt, et les nombreux autres qui leur ont succédé. La réponse des différents pays à cette vague technologique, qui a déterminé s'ils allaient croupir dans la pauvreté ou connaître une croissance économique durable, a été largement influencée par les différents parcours historiques de leurs institutions. Au milieu du XVIIIe siècle, il existait déjà des différences notables entre les institutions politiques et économiques à travers le monde. Mais d'où venaient ces différences ?

En 1688, les institutions politiques anglaises étaient en passe d'atteindre un pluralisme bien plus important que celles de la France et de l'Espagne, mais si l'on remonte cent ans en arrière, en 1588, les différences s'amenuisent jusqu'à devenir presque inexistantes. Les trois pays étaient gouvernés par des monarques relativement absolutistes : Élisabeth Ire en Angleterre, Philippe II en Espagne et Henri II en France. Tous étaient en conflit avec des assemblées de citoyens – telles que le Parlement en Angleterre, les Cortes en Espagne et les États généraux en France – qui réclamaient davantage de droits et de contrôle sur la monarchie. Ces assemblées avaient toutes des pouvoirs et des champs d'action quelque peu différents. Par exemple, le Parlement anglais et les Cortes espagnoles avaient un pouvoir en matière fiscale, contrairement aux États généraux. En Espagne, cela importait peu, car après 1492, la couronne espagnole possédait un vaste empire américain et tirait d'énormes profits de l'or et de l'argent qui s'y trouvaient. En Angleterre, la situation était différente. Élisabeth Ire était beaucoup moins indépendante financièrement, elle devait donc supplier le Parlement de lui accorder davantage d'impôts. En échange, le Parlement exigeait des concessions, en particulier des restrictions sur le droit d'Élisabeth à créer des monopoles. Ce fut un conflit que le Parlement remporta progressivement. En Espagne, les Cortes perdirent un conflit similaire.

conflit. Le commerce n'était pas seulement monopolisé, il était monopolisé par la monarchie espagnole.

Ces distinctions, qui semblaient initialement mineures, ont commencé à prendre une grande importance au XVIIe siècle. Bien que les Amériques aient été découvertes en 1492 et que Vasco de Gama ait atteint l'Inde en contournant le cap de Bonne-Espérance, à la pointe sud de l'Afrique, en 1498, ce n'est qu'après 1600 qu'une expansion considérable du commerce mondial, en particulier dans l'Atlantique, a commencé à se produire. En 1585, la première colonisation anglaise de l'Amérique du Nord commença à Roanoke, dans l'actuelle Caroline du Nord. En 1600, la Compagnie anglaise des Indes orientales fut créée. En 1602, elle fut suivie par son équivalent néerlandais. En 1607, la colonie de Jamestown fut fondée par la Compagnie de Virginie. Dans les années 1620, les Caraïbes furent colonisées, avec l'occupation de la Barbade en 1627. La France étendit également son influence dans l'Atlantique, fondant en 1608 la ville de Québec, capitale de la Nouvelle-France, dans l'actuel Canada. Les conséquences de cette expansion économique sur les institutions furent très différentes pour l'Angleterre, l'Espagne et la France en raison de légères différences initiales.

Élisabeth Ire et ses successeurs ne pouvaient pas monopoliser le commerce avec les Amériques. D'autres monarques européens le pouvaient. Ainsi, alors qu'en Angleterre, le commerce atlantique et la colonisation ont commencé à créer un groupe important de riches commerçants ayant peu de liens avec la Couronne, ce n'était pas le cas en Espagne ou en France. Les commerçants anglais, mécontents du contrôle royal, ont exigé des changements dans les institutions politiques et la restriction des prérogatives royales. Ils ont joué un rôle déterminant dans la guerre civile anglaise et la Glorieuse Révolution. Des conflits similaires ont eu lieu partout. Les rois français, par exemple, ont dû faire face à la Fronde entre 1648 et 1652. La différence était qu'en Angleterre, les opposants à l'absolutisme avaient beaucoup plus de chances de l'emporter, car ils étaient relativement riches et plus nombreux que leurs homologues espagnols et français.

Les chemins divergents empruntés par les sociétés anglaise, française et espagnole au XVIIe siècle illustrent l'importance de l'interaction entre les petites différences institutionnelles et les moments charnières. Lors d'un moment charnière, un événement majeur ou une convergence de facteurs vient perturber l'équilibre politique ou économique existant dans un pays. Ces

peuvent n'affecter qu'un seul pays, comme la mort du président Mao Zedong en 1976, qui n'a dans un premier temps créé un tournant critique que pour la Chine communiste. Cependant, les tournants critiques affectent souvent l'ensemble des sociétés, à l'instar de la colonisation puis de la décolonisation qui ont touché la plupart des pays du globe.

Ces moments critiques sont importants car ils constituent des obstacles redoutables à des améliorations progressives, résultant de la synergie entre des institutions politiques et économiques extractives et du soutien mutuel qu'elles s'apportent. La persistance de cette boucle de rétroaction crée un cercle vicieux. Ceux qui bénéficient du statu quo sont riches et bien organisés, et peuvent lutter efficacement contre les changements majeurs qui leur feraient perdre leurs privilèges économiques et leur pouvoir politique.

Une fois qu'un tournant critique survient, les petites différences qui comptent sont les différences institutionnelles initiales qui déclenchent des réactions très différentes. C'est la raison pour laquelle les différences institutionnelles relativement faibles entre l'Angleterre, la France et l'Espagne ont conduit à des voies de développement fondamentalement différentes. Ces voies ont résulté du tournant critique créé par les opportunités économiques offertes aux Européens par le commerce atlantique.

Même si les petites différences institutionnelles ont une grande importance lors des moments critiques, toutes les différences institutionnelles ne sont pas minimes, et naturellement, les différences institutionnelles plus importantes conduisent à des modèles encore plus divergents lors de ces moments critiques. Alors que les différences institutionnelles entre l'Angleterre et la France étaient minimes en 1588, celles entre l'Europe occidentale et l'Europe orientale étaient beaucoup plus importantes. À l'Ouest, les États fortement centralisés tels que l'Angleterre, la France et l'Espagne disposaient d'institutions constitutionnelles latentes (le Parlement, les États généraux et les Cortes). Il existait également des similitudes sous-jacentes dans les institutions économiques, telles que l'absence de servage.

L'Europe de l'Est était un cas à part. Le royaume de Pologne-Lituanie, par exemple, était gouverné par une classe élitiste appelée la Szlachta, qui était si puissante qu'elle avait même instauré des élections pour désigner les rois. Il ne s'agissait pas d'un régime absolu comme celui de Louis XIV, le Roi Soleil, en France, mais tout de même d'un absolutisme d'une élite, d'institutions politiques extractives. La Szlachta régnait sur une société essentiellement rurale dominée par des serfs, qui n'avaient aucune liberté de mouvement ni

opportunités économiques. Plus à l'est, l'empereur russe Pierre le Grand consolidait également un absolutisme bien plus intense et extractif que celui de Louis XIV. La carte 8 offre un moyen simple de visualiser l'ampleur de la divergence entre l'Europe occidentale et l'Europe orientale au début du XIXe siècle. Elle indique si un pays pratiquait encore le servage en 1800. Les pays en sombre l'ont fait, ceux en clair ne l'ont pas fait. L'Europe orientale est sombre, l'Europe occidentale est claire.

Pourtant, les institutions de l'Europe occidentale n'avaient pas toujours été si différentes de celles de l'Est. Comme nous l'avons vu précédemment, elles ont commencé à diverger au XIVe siècle, lorsque la peste noire a frappé en 1346. Il existait de légères différences entre les institutions politiques et économiques de l'Europe occidentale et orientale. L'Angleterre et la Hongrie étaient même gouvernées par des membres de la même famille, les Angevins. Les différences institutionnelles plus importantes qui sont apparues après la peste noire ont ensuite créé le contexte dans lequel la divergence plus significative entre l'Est et l'Ouest allait se manifester au cours des XVIIe, XVIIIe et XIXe siècles.

Mais d'où proviennent les petites différences institutionnelles qui sont à l'origine de ce processus de divergence ? Pourquoi l'Europe de l'Est avait-elle des institutions politiques et économiques différentes de celles de l'Occident au XIVe siècle ? Pourquoi l'équilibre des pouvoirs entre la Couronne et le Parlement était-il différent en Angleterre de celui qui prévalait en France et en Espagne ? Comme nous le verrons dans le chapitre suivant, même les sociétés beaucoup moins complexes que la nôtre créent des institutions politiques et économiques qui ont des effets puissants sur la vie de leurs membres. Cela vaut même pour les chasseurs-cueilleurs, comme nous le savons grâce à des sociétés qui ont survécu, telles que le peuple San du Botswana moderne, qui ne pratique pas l'agriculture et ne vit même pas dans des établissements permanents.

Il n'existe pas deux sociétés qui créent les mêmes institutions ; elles ont des coutumes distinctes, des systèmes de droits de propriété différents et des façons différentes de se partager un animal tué ou un butin volé à un autre groupe. Certaines reconnaissent l'autorité des anciens, d'autres non ; certaines parviennent très tôt à un certain degré de centralisation politique, d'autres non. Les sociétés sont constamment soumises à des pressions économiques et politiques

conflit que est résolu dansdifférentes façons car de différences historiques spécifiques, le rôle des individus ou simplement des facteurs aléatoires. Ces différences sont souvent minimes au départ, mais elles s'accumulent, créant un processus de dérive. Juste comme deux populations isolées d'organismes s'éloignent lentement l'une de l'autre dans un processus de dérive génétique, en raison de l'accumulation de mutations génétiques aléatoires, deux sociétés par ailleurs similaires s'éloigneront également lentement l'une de l'autre sur le plan institutionnel. Cependant, seulement comme la , la dérive institutionnelle n'a pas de trajectoire prédéterminée et n'a même pas besoin d'être cumulative ; au fil des siècles elle peut conduire à des différences perceptibles, différences parfois importantes . Les différences créées par la dérive institutionnelle deviennent particulièrement importantes, car elles influencent la manière dont la société réagit aux changements de la situation économique ou politique pendant les périodes critiques.
conjonctures.

Map 8: Serfdom in Europe in 1800

Les modèles de développement économique très divergents à travers le monde dépendent de l'interaction entre des moments critiques et des dérives institutionnelles. Les institutions politiques et économiques existantes, parfois façonnées par un long processus de dérive institutionnelle et parfois résultant de réponses divergentes à des moments critiques antérieurs, constituent l'enclume sur laquelle se forgeront les changements futurs. La peste noire et l'expansion du commerce mondial après 1600 ont toutes deux constitué des moments critiques majeurs pour les puissances européennes et ont interagi avec différentes institutions initiales pour créer une divergence importante. Comme en 1346, les paysans d'Europe occidentale avaient plus de pouvoir et d'autonomie que ceux d'Europe orientale, la peste noire a conduit à la dissolution du féodalisme à l'Ouest et au second servage à l'Est. Comme l'Europe orientale et occidentale avaient commencé à diverger au XIVe siècle, les nouvelles opportunités économiques des XVIIe, XVIIIe et XIXe siècles allaient également avoir des implications fondamentalement différentes pour ces différentes parties de l'Europe. Comme en 1600, l'emprise de la Couronne était plus faible en Angleterre qu'en France et en Espagne, le commerce atlantique a ouvert la voie à la création de nouvelles institutions plus pluralistes en Angleterre, tout en renforçant les monarques français et espagnols.

LE PARCOURS CONTINGENT DE L'HISTOIRE

Les résultats des événements qui se produisent à des moments critiques sont façonnés par le poids de l'histoire, car les institutions économiques et politiques existantes déterminent l'équilibre des pouvoirs et définissent ce qui est politiquement faisable. Cependant, le résultat n'est pas prédéterminé par l'histoire, mais contingent. Le cheminement exact du développement institutionnel pendant ces périodes dépend de la force opposée qui l'emportera, des groupes qui seront capables de former des coalitions efficaces et des dirigeants qui seront capables d'orienter les événements à leur avantage.

Le rôle de la contingence peut être illustré par les origines des institutions politiques inclusives en Angleterre. Non seulement rien n'était prédéterminé dans la victoire des groupes qui se disputaient la limitation

le pouvoir de la Couronne et pour des institutions plus pluralistes lors de la Glorieuse Révolution de 1688, mais tout le chemin qui a mené à cette révolution politique était à la merci d'événements contingents. La victoire des groupes gagnants était inextricablement liée à la conjoncture critique créée par l'essor du commerce atlantique, qui enrichit et enhardit les marchands opposés à la Couronne. Mais un siècle plus tôt, il était loin d'être évident que l'Angleterre aurait la capacité de dominer les mers, de coloniser de nombreuses régions des Caraïbes et de l'Amérique du Nord, ou de s'accaparer une si grande partie du commerce lucratif avec les Amériques et l'Orient. Ni Élisabeth Ire ni les autres monarques Tudor avant elle n'avaient construit une marine puissante et unifiée. La marine anglaise dépendait des corsaires et des navires marchands indépendants et était beaucoup moins puissante que la flotte espagnole. Les profits de l'Atlantique attiraient néanmoins ces corsaires, qui remettaient en cause le monopole espagnol sur l'océan. En 1588, les Espagnols décidèrent de mettre fin à ces remises en cause de leur monopole, ainsi qu'à l'ingérence anglaise dans les Pays-Bas espagnols, qui luttaient alors contre l'Espagne pour leur indépendance.

Le monarque espagnol Philippe II envoya une puissante flotte, l'Armada, commandée par le duc de Medina Sidonia. Pour beaucoup, il semblait évident que les Espagnols allaient vaincre définitivement les Anglais, consolider leur monopole sur l'Atlantique et probablement renverser Élisabeth Ire, pour finalement prendre le contrôle des îles britanniques. Mais il en fut tout autrement. Le mauvais temps et les erreurs stratégiques de Sidonia, qui avait été nommé à la dernière minute après la mort d'un commandant plus expérimenté, firent perdre son avantage à l'Armada espagnole. Contre toute attente, les Anglais détruisirent une grande partie de la flotte de leurs puissants adversaires. Les mers de l'Atlantique s'ouvraient désormais aux Anglais sur un pied d'égalité. Sans cette victoire improbable des Anglais, les événements qui allaient créer le tournant décisif et donner naissance aux institutions politiques pluralistes caractéristiques de l'Angleterre postérieure à 1688 n'auraient jamais vu le jour. La carte 9 montre la trace des naufrages espagnols alors que l'Armada était poursuivie tout autour des îles britanniques.

Bien sûr, personne en 1588 ne pouvait prévoir les conséquences de cette heureuse victoire anglaise. Peu de gens comprenaient probablement à l'époque que

Cela créerait un moment critique qui conduirait à une révolution politique majeure un siècle plus tard.

Il ne faut pas présumer qu'un tournant critique mènera nécessairement à une révolution politique réussie ou à un changement positif. L'histoire regorge d'exemples de révolutions et de mouvements radicaux qui ont remplacé une tyrannie par une autre, selon un schéma que le sociologue allemand Robert Michels a qualifié de « loi d'airain de l'oligarchie », une forme particulièrement pernicieuse de cercle vicieux. La fin du colonialisme dans les décennies qui ont suivi la Seconde Guerre mondiale a créé des tournants critiques pour de nombreuses anciennes colonies. Cependant, dans la plupart des cas en Afrique subsaharienne et dans de nombreux cas en Asie, les gouvernements post-indépendance ont simplement suivi l'exemple de Robert Michels et ont répété et intensifié les abus de leurs prédécesseurs, réduisant souvent considérablement la répartition du pouvoir politique, démantelant les contraintes et sapant les maigres incitations que les institutions économiques offraient à l'investissement et au progrès économique. Ce n'est que dans quelques cas, comme au Botswana (voir cette page), que ces moments critiques ont été mis à profit pour lancer un processus d' s changements politiques et économiques qui ont ouvert la voie à la croissance économique.

Map 9: The Spanish Armada, shipwrecks, and key places that made the Turning Point

Les moments critiques peuvent également entraîner des changements majeurs vers des institutions extractives plutôt que dans le sens inverse. Les institutions inclusives, même si elles ont leur propre boucle de rétroaction, le cercle vertueux, peuvent

également inverser la tendance et devenir progressivement plus extractives en raison des défis rencontrés lors de moments critiques — et là encore, cela reste aléatoire. Comme nous le verrons au chapitre 6, la République de Venise a fait des progrès considérables vers des institutions politiques et économiques inclusives au Moyen Âge. Mais alors que ces institutions se sont progressivement renforcées en Angleterre après la Glorieuse Révolution de 1688, à Venise, elles se sont finalement transformées en institutions extractives sous le contrôle d'une élite restreinte qui monopolisait à la fois les opportunités économiques et le pouvoir politique.

COMPRENDRE LA SITUATION

L'émergence d'une économie de marché fondée sur des institutions inclusives et une croissance économique soutenue dans l'Angleterre du XVIIIe siècle a eu des répercussions dans le monde entier, notamment parce qu'elle a permis à l'Angleterre de coloniser une grande partie de celui-ci. Mais si l'influence de la croissance économique anglaise s'est certainement répandue dans le monde entier, les institutions économiques et politiques qui l'ont créée ne l'ont pas fait automatiquement. La diffusion de la révolution industrielle a eu des effets différents sur le monde, tout comme la peste noire a eu des effets différents sur l'Europe occidentale et orientale, et tout comme l'expansion du commerce atlantique a eu des effets différents en Angleterre et en Espagne. Ce sont les institutions en place dans différentes parties du monde qui ont déterminé l'impact, et ces institutions étaient en effet différentes : de petites différences avaient été amplifiées au fil du temps par des moments critiques antérieurs. Ces différences institutionnelles et leurs implications ont eu tendance à persister jusqu'à aujourd'hui en raison de cercles vicieux et vertueux, bien qu'imparfaits, et sont la clé pour comprendre à la fois comment les inégalités mondiales sont apparues et la nature du terrain qui nous entoure.

Certaines régions du monde ont développé des institutions très proches de celles de l'Angleterre, mais en suivant un chemin très différent. Cela a été particulièrement vrai pour certaines « colonies de peuplement » européennes telles que l'Australie, le Canada et les États-Unis, même si leurs institutions étaient encore en cours de formation lorsque la révolution industrielle a commencé

. Comme nous l'avons vu au chapitre 1, le processus qui a débuté avec la fondation de la colonie de Jamestown en 1607 et qui a abouti à la guerre d'indépendance et à la promulgation de la Constitution américaine présente de nombreuses similitudes avec la longue lutte menée en Angleterre par le Parlement contre la monarchie, car il a également conduit à la création d'un État centralisé doté d'institutions politiques pluralistes. La révolution industrielle s'est ensuite rapidement étendue à ces pays.

L'Europe occidentale, qui a connu bon nombre des mêmes processus historiques, disposait d'institutions similaires à celles de l'Angleterre à l'époque de la révolution industrielle. Il existait des différences minimes mais importantes entre l'Angleterre et les autres pays, ce qui explique pourquoi la révolution industrielle a eu lieu en Angleterre et non en France. Cette révolution a ensuite créé une situation entièrement nouvelle et posé des défis très différents aux régimes européens, ce qui a donné lieu à une nouvelle série de conflits qui ont abouti à la Révolution française. La Révolution française a été un autre tournant décisif qui a conduit les institutions de l'Europe occidentale à converger vers celles de l'Angleterre, tandis que l'Europe orientale s'en éloignait davantage.

Le reste du monde a suivi des trajectoires institutionnelles différentes. La colonisation européenne a ouvert la voie à une divergence institutionnelle dans les Amériques, où, contrairement aux institutions inclusives développées aux États-Unis et au Canada, des institutions extractives ont vu le jour en Amérique latine, ce qui explique les schémas d'inégalité que nous observons dans les Amériques. Les institutions politiques et économiques extractives des conquistadors espagnols en Amérique latine ont perduré, condamnant une grande partie de la région à la pauvreté. L'Argentine et le Chili s'en sont toutefois mieux sortis que la plupart des autres pays de la région. Ils comptaient peu d'autochtones et de richesses minérales et ont été « négligés » tandis que les Espagnols se concentraient sur les terres occupées par les civilisations aztèque, maya et inca. Ce n'est pas un hasard si la partie la plus pauvre de l'Argentine est le nord-ouest, seule région du pays intégrée à l'économie coloniale espagnole. Sa pauvreté persistante, héritage des institutions extractives, est similaire à celle créée par la *mita* de Potosí en Bolivie et au Pérou (cette page – cette page).

L'Afrique était la partie du monde dont les institutions étaient les moins à même de tirer parti des opportunités offertes par l'industrialisation.

Révolution. Depuis au moins un millénaire, à l'exception de quelques rares exceptions et pendant des périodes limitées, l'Afrique est restée à la traîne par rapport au reste du monde en termes de technologie, de développement politique et de prospérité. C'est la partie du monde où les États centralisés se sont formés très tardivement et de manière très fragile. Lorsqu'ils se sont formés, ils étaient souvent aussi absolutistes que le Kongo et avaient généralement une durée de vie très courte, s'effondrant souvent. L'Afrique partage cette trajectoire de manque de centralisation étatique avec des pays tels que l'Afghanistan, Haïti et le Népal, qui n'ont pas non plus réussi à imposer l'ordre sur leurs territoires et à créer quoi que ce soit ressemblant à une stabilité permettant d'atteindre ne serait-ce qu'un minimum de progrès économique. Bien que situés dans des régions très différentes du monde, l'Afghanistan, Haïti et le Népal ont beaucoup en commun sur le plan institutionnel avec la plupart des pays d'Afrique subsaharienne, et font donc partie des pays les plus pauvres du monde aujourd'hui.

La manière dont les institutions africaines ont évolué vers leur forme extractive actuelle illustre une fois de plus le processus de dérive institutionnelle ponctué de tournants critiques, mais cette fois-ci avec des résultats souvent très pervers, en particulier pendant l'expansion de la traite négrière atlantique. L'arrivée des commerçants européens a ouvert de nouvelles perspectives économiques au royaume du Kongo. Le commerce à longue distance qui a transformé l'Europe a également transformé le royaume du Kongo, mais là encore, les différences institutionnelles initiales ont joué un rôle important. L'absolutisme congolais est passé d'une société totalement dominée, avec des institutions économiques extractives qui se contentaient de s'approprier toute la production agricole de ses citoyens, à l'esclavage de masse et à la vente des esclaves aux Portugais en échange d'armes à feu et de produits de luxe pour l'élite congolaise.

Les différences initiales entre l'Angleterre et le Kongo ont fait que, si les nouvelles opportunités commerciales à longue distance ont créé un tournant décisif vers des institutions politiques pluralistes dans le premier, elles ont également anéanti tout espoir de voir l'absolutisme vaincu au Kongo. Dans une grande partie de l'Afrique, les profits substantiels tirés de l'esclavage ont non seulement conduit à son intensification et à une insécurité encore plus grande des droits de propriété pour la population, mais aussi à des guerres intenses et à la destruction de nombreuses institutions existantes ; en l'espace de quelques siècles, tout processus de centralisation de l'État a été totalement inversé, et bon nombre des

États africains se sont largement effondrés. Bien que de nouveaux États, parfois puissants, se soient formés pour exploiter la traite des esclaves, ils étaient fondés sur la guerre et le pillage. Le tournant décisif que fut la découverte des Amériques a peut-être aidé l'Angleterre à développer des institutions inclusives, mais il a rendu les institutions africaines encore plus extractives.

Bien que la traite négrière ait pratiquement pris fin après 1807, le colonialisme européen qui a suivi a non seulement inversé la modernisation économique naissante dans certaines régions d'Afrique australe et occidentale, mais a également coupé toute possibilité de réforme institutionnelle indigène. Cela signifiait que même en dehors de régions telles que le Congo, Madagascar, la Namibie et la Tanzanie, où le pillage, les perturbations massives et même les meurtres à grande échelle étaient la règle, l'Afrique avait peu de chances de changer son parcours institutionnel.

Pire encore, les structures du régime colonial ont laissé à l'Afrique un héritage institutionnel plus complexe et plus pernicieux dans les années 1960 qu'au début de la période coloniale. Le développement des institutions politiques et économiques dans de nombreuses colonies africaines a fait que, plutôt que de créer un tournant décisif pour l'amélioration de leurs institutions, l'indépendance a ouvert la voie à des dirigeants sans scrupules qui ont pris le pouvoir et intensifié l'exploitation menée par les colonialistes européens. Les incitations politiques créées par ces structures ont conduit à un style de politique qui reproduisait les schémas historiques de droits de propriété précaires et inefficaces dans des États à forte tendance absolutiste, mais dépourvus de toute autorité centralisée sur leurs territoires.

La révolution industrielle ne s'est toujours pas étendue à l'Afrique, car ce continent a connu un long cercle vicieux de persistance et de recréation d'institutions politiques et économiques extractives. Le Botswana fait exception. Comme nous le verrons (cette page – cette page), au XIXe siècle, le roi Khama, grand-père du premier Premier ministre du Botswana à l'indépendance, Seretse Khama, a initié des changements institutionnels afin de moderniser les institutions politiques et économiques de sa tribu. Fait tout à fait unique, ces changements n'ont pas été détruits pendant la période coloniale, en partie grâce à la manière habile dont Khama et d'autres chefs ont contesté l'autorité coloniale.

Leur interaction avec le tournant décisif que fut l'indépendance vis-à-vis de la domination coloniale a jeté les bases du succès économique et politique du Botswana. Il s'agit là d'un autre exemple où de petites différences historiques ont eu une grande importance.

On a tendance à considérer les événements historiques comme les conséquences inévitables de forces profondément enracinées. Si nous accordons une grande importance à la manière dont l'histoire des institutions économiques et politiques crée des cercles vicieux et vertueux, le hasard, comme nous l'avons souligné dans le contexte du développement des institutions anglaises, peut toujours être un facteur déterminant. Seretse Khama, qui étudiait en Angleterre dans les années 1940, tomba amoureux de Ruth Williams, une femme blanche. En conséquence, le régime raciste de l'apartheid en Afrique du Sud a persuadé le gouvernement anglais de lui interdire l'accès au protectorat, alors appelé Bechuanaland (dont l'administration relevait du Haut-Commissaire d'Afrique du Sud), et il a renoncé à sa couronne. Lorsqu'il est revenu pour mener la lutte anticoloniale, il l'a fait avec l'intention non pas de consolider les institutions traditionnelles, mais de les adapter au monde moderne. Khama était un homme extraordinaire, peu intéressé par la richesse personnelle et dévoué à la construction de son pays. La plupart des autres pays africains n'ont pas eu cette chance. Deux éléments ont joué un rôle important : le développement historique des institutions au Botswana et les facteurs contingents qui ont conduit à leur construction plutôt qu'à leur renversement ou à leur déformation comme cela a été le cas ailleurs en Afrique.

AU XIXe SIÈCLE, un absolutisme similaire à celui qui prévalait en Afrique ou en Europe de l'Est bloquait le processus d'industrialisation dans une grande partie de l'Asie. En Chine, l'État était fortement absolutiste, et les villes indépendantes, les marchands et les industriels étaient soit inexistants, soit beaucoup plus faibles sur le plan politique. La Chine était une grande puissance navale
et fortement impliquée dans le commerce à longue distance plusieurs siècles avant
les Européens. Mais elle s'était détournée des océans au mauvais moment, lorsque les empereurs Ming avaient décidé, à la fin du XIVe et au début du XVe siècle, que l'augmentation du commerce à longue distance et la destruction créatrice qu'il pouvait entraîner risquaient de menacer leur pouvoir.

En Inde, la dérive institutionnelle a fonctionné différemment et a conduit au développement d'un système de castes héréditaire particulièrement rigide qui limitait le fonctionnement des marchés et la répartition de la main-d'œuvre entre les professions de manière beaucoup plus sévère que l'ordre féodal dans l'Europe médiévale. Il a également sous-tendu une autre forme forte d'absolutisme sous les souverains moghols. La plupart des pays européens avaient des systèmes similaires au Moyen Âge. Les noms de famille anglo-saxons modernes tels que Baker, Cooper et Smith sont les descendants directs de catégories professionnelles héréditaires. Les boulangers faisaient du pain, les tonneliers fabriquaient des tonneaux et les forgerons travaillaient le métal. Mais ces catégories n'ont jamais été aussi rigides que les distinctions de castes indiennes et ont progressivement perdu leur signification en tant qu'indicateurs de la profession d'une personne. Bien que les marchands indiens aient fait du commerce dans tout l'océan Indien et qu'une importante industrie textile se soit développée, le système de castes et l'absolutisme moghol ont constitué de sérieux obstacles au développement d'institutions économiques inclusives en Inde. Au XIXe siècle, la situation était encore moins propice à l'industrialisation, l'Inde étant devenue une colonie extractive des Anglais. La Chine n'a jamais été officiellement colonisée par une puissance européenne, mais après que les Anglais eurent vaincu les Chinois lors des guerres de l'opium entre 1839 et 1842, puis à nouveau entre 1856 et 1860, la Chine dut signer une série de traités humiliants et autoriser les exportations européennes à entrer sur son territoire. Comme la Chine, l'Inde et d'autres pays n'ont pas su tirer parti des opportunités commerciales et industrielles, l'Asie, à l'exception du Japon, a pris du retard alors que l'Europe occidentale allait de l'avant.

LE PARCOURS institutionnel suivi par le Japon au XIXe siècle illustre une nouvelle fois l'interaction entre les moments critiques et les petites différences créées par la dérive institutionnelle. Le Japon, tout comme la Chine, était soumis à un régime absolutiste. La famille Tokugawa a pris le pouvoir en 1600 et a instauré un système féodal qui interdisait également le commerce international. Le Japon a également été confronté à un tournant critique créé par l'intervention occidentale lorsque quatre navires de guerre américains, commandés par Matthew C. Perry, entrèrent dans la baie d'Edo en juillet 1853, exigeant des concessions commerciales similaires à celles obtenues par l'Angleterre auprès des Chinois lors des guerres de l'opium d' . Mais ce moment critique juncture joué joué très

différente au Japon. Malgré leur proximité et leurs interactions fréquentes, la Chine et le Japon s'étaient déjà éloignés l'un de l'autre sur le plan institutionnel au XIXe siècle.

Si le régime Tokugawa au Japon était absolutiste et extractif, il n'exerçait qu'une emprise fragile sur les dirigeants des autres grands domaines féodaux et était susceptible d'être contesté. Même s'il y avait des révoltes paysannes et des troubles civils, l'absolutisme en Chine était plus fort, et l'opposition moins organisée et autonome. Il n'existait en Chine aucun équivalent des dirigeants des autres domaines qui aurait pu contester le pouvoir absolu de l'empereur et tracer une voie institutionnelle alternative. Cette différence institutionnelle, à bien des égards mineure par rapport aux différences qui séparaient la Chine et le Japon de l'Europe occidentale, eut des conséquences décisives lors du tournant critique créé par l'arrivée musclée des Anglais et des Américains. La Chine a poursuivi sa voie absolutiste après les guerres de l'opium, tandis que la menace américaine a renforcé l'opposition au régime Tokugawa au Japon et conduit à une révolution politique, la restauration Meiji, comme nous le verrons au chapitre 10. Cette révolution politique japonaise a permis le développement d'institutions politiques et économiques beaucoup plus inclusives et a jeté les bases de la croissance rapide du Japon, tandis que la Chine languissait sous l'absolutisme.

La manière dont le Japon a réagi à la menace posée par les navires de guerre américains, en entamant un processus de transformation institutionnelle fondamentale, nous aide à comprendre un autre aspect de la situation qui nous entoure : les transitions entre stagnation et croissance rapide. La Corée du Sud, Taïwan et enfin la Chine ont connu des taux de croissance économique vertigineux depuis la Seconde Guerre mondiale en suivant une voie similaire à celle empruntée par le Japon. Dans chacun de ces cas, la croissance a été précédée par des changements historiques dans les institutions économiques des pays concernés, mais pas toujours dans leurs institutions politiques, comme le montre le cas de la Chine.

La logique qui explique comment les épisodes de croissance rapide prennent fin brutalement et s'inversent est également liée. De la même manière que des mesures décisives en faveur d'institutions économiques inclusives peuvent déclencher une croissance économique rapide, un revirement brutal par rapport à ces institutions inclusives peut conduire à une stagnation économique. Mais le plus souvent, l'effondrement d'une croissance rapide, comme en Argentine ou en Union soviétique, est la conséquence de

La croissance sous les institutions extractives touche à sa fin. Comme nous l'avons vu, cela peut se produire soit en raison de luttes intestines pour le partage du butin de l'extraction, conduisant à l'effondrement du régime, soit parce que le manque inhérent d'innovation et de destruction créatrice sous les institutions extractives limite la croissance durable. La manière dont les Soviétiques se sont heurtés à ces limites sera abordée plus en détail dans le chapitre suivant.

SI LES INSTITUTIONS POLITIQUES et économiques de l'Amérique latine au cours des cinq derniers siècles ont été façonnées par le colonialisme espagnol, celles du Moyen-Orient ont été façonnées par le colonialisme ottoman. En 1453, les Ottomans, sous le sultan Mehmet II, ont pris Constantinople, en faisant leur capitale. Au cours de l' , l' reste de l' siècle, les Ottomans
ont conquis une grande partie des Balkans et la majeure partie du reste de la Turquie.
Au cours de la première moitié du XVIe siècle, la domination ottomane s'étendit à tout le Moyen-Orient et à l'Afrique du Nord. En 1566, à la mort du sultan Soliman Ier, dit le Magnifique, leur empire s'étendait de la Tunisie à l'est, en passant par l'Égypte, jusqu'à La Mecque dans la péninsule arabique, et jusqu'à l'Irak actuel. L'État ottoman était absolutiste, le sultan n'ayant de comptes à rendre qu'à quelques personnes et ne partageant le pouvoir avec personne. Les institutions économiques imposées par les Ottomans étaient très extractives. Il n'y avait pas de propriété privée foncière, toutes les terres appartenant officiellement à l'État. Les impôts fonciers et agricoles, ainsi que le butin de guerre, constituaient la principale source de revenus du gouvernement. Cependant, l'État ottoman ne dominait pas le Moyen-Orient de la même manière qu'il pouvait dominer son cœur en Anatolie, ni même dans la mesure où l'État espagnol dominait la société latino-américaine. L'État ottoman était continuellement contesté par les Bédouins et d'autres puissances tribales de la péninsule arabique. Il n'avait pas seulement la capacité d'imposer un ordre stable dans une grande partie du Moyen-Orient, mais aussi la capacité administrative de percevoir des impôts. Il les a donc « confiés » à des particuliers, vendant à d'autres le droit de percevoir des impôts de toutes les manières possibles. Ces percepteurs d'impôts sont devenus autonomes et puissants. Les taux d'imposition dans les territoires du Moyen-Orient étaient très élevés, variant

entre la moitié et les deux tiers de ce que produisaient les agriculteurs. Une grande partie de ces revenus était conservée par les percepteurs d'impôts. L'État ottoman n'ayant pas réussi à établir un ordre stable dans ces régions, les droits de propriété étaient loin d'être garantis, et l'anarchie et le banditisme régnaient en maître, les groupes armés se disputant le contrôle local. En Palestine, par exemple, la situation était si désastreuse qu'à partir de la fin du XVIe siècle, les paysans ont quitté les terres les plus fertiles pour s'installer dans les zones montagneuses, qui leur offraient une meilleure protection contre le banditisme.

Les institutions économiques extractives dans les zones urbaines de l'Empire ottoman n'étaient pas moins étouffantes. Le commerce était sous le contrôle de l'État et les professions étaient strictement réglementées par des guildes et des monopoles. En conséquence, au moment de la révolution industrielle, les institutions économiques du Moyen-Orient étaient extractives. La région a connu une stagnation économique.

Dans les années 1840, les Ottomans tentèrent de réformer les institutions, par exemple en supprimant la ferme fiscale et en reprenant le contrôle des groupes autonomes locaux. Mais l'absolutisme a persisté jusqu'à la Première Guerre mondiale, et les efforts de réforme ont été contrecarrés par la crainte habituelle de la destruction créatrice et l'inquiétude des élites qui redoutaient de perdre leur pouvoir économique ou politique. Alors que les réformateurs ottomans parlaient d'introduire des droits de propriété privée sur la terre afin d'augmenter la productivité agricole, le statu quo a persisté en raison du désir de contrôle politique et de taxation. La colonisation ottomane a été suivie par la colonisation européenne après 1918. Lorsque le contrôle européen a pris fin, la même dynamique que celle observée en Afrique subsaharienne s'est installée, les institutions coloniales extractives étant reprises par des élites indépendantes. Dans certains cas, comme la monarchie jordanienne, ces élites étaient des créations directes des puissances coloniales, mais cela s'est également produit fréquemment en Afrique, comme nous le verrons. Les pays du Moyen-Orient qui ne possèdent pas de pétrole ont aujourd'hui des niveaux de revenus similaires à ceux des nations pauvres d'Amérique latine. Ils n'ont pas souffert de forces aussi appauvrissantes que la traite des esclaves et ont bénéficié plus longtemps des flux technologiques en provenance d'Europe. Au Moyen Âge, le Moyen-Orient lui-même était également une région relativement avancée sur le plan économique.

Aujourd'hui, ce pays n'est plus aussi pauvre que l'Afrique, mais la majorité de sa population vit toujours dans la pauvreté.

❖ ❖ ❖

NOUS AVONS CONSTATÉ que ni les théories géographiques, ni les théories culturelles, ni celles fondées sur l'ignorance ne permettent d'expliquer la situation qui nous entoure. Elles ne fournissent pas d'explication satisfaisante aux schémas marquants de l'inégalité mondiale : le fait que le processus de divergence économique ait commencé avec la révolution industrielle en Angleterre au cours des
les XVIIIe et XIXe siècles, puis s'est propagé à l'Europe occidentale
et aux colonies européennes ; la divergence persistante entre les différentes parties des Amériques ; la pauvreté de l'Afrique ou du Moyen-Orient ; la divergence entre l'Europe de l'Est et l'Europe de l'Ouest ; et les transitions de la stagnation à la croissance et la fin parfois abrupte des poussées de croissance. Notre théorie institutionnelle, elle, le fait.

Dans les chapitres suivants, nous examinerons plus en détail le fonctionnement de cette théorie institutionnelle et illustrerons le large éventail de phénomènes qu'elle permet d'expliquer. Ceux-ci vont des origines de la révolution néolithique à l'effondrement de plusieurs civilisations, soit en raison des limites intrinsèques de la croissance dans le cadre d'institutions extractives, soit en raison du renversement des mesures limitées prises en faveur de l'inclusion.

Nous verrons comment et pourquoi des mesures décisives en faveur d'institutions politiques inclusives ont été prises pendant la Glorieuse Révolution en Angleterre. Nous examinerons plus précisément les points suivants :

- Comment des institutions inclusives ont émergé de l'interaction entre le tournant critique créé par le commerce atlantique et la nature des institutions anglaises préexistantes.
- Comment ces institutions ont persisté et se sont renforcées pour jeter les bases de la révolution industrielle, en partie grâce au cercle vertueux et en partie grâce à des hasards heureux.
- Comment de nombreux régimes régnant sur des institutions absolutistes et extractives ont résisté avec détermination à l' propagation de nouvelles

technologies déclenchées par la révolution industrielle.

- Comment les Européens eux-mêmes ont étouffé toute possibilité de croissance économique dans de nombreuses régions du monde qu'ils ont conquises.
- Comment le cercle vicieux et la loi d'airain de l'oligarchie ont créé une forte tendance à la persistance des institutions extractives, et comment les terres où la révolution industrielle ne s'est pas propagée à l'origine restent relativement pauvres.
- Pourquoi la révolution industrielle et d'autres nouvelles technologies ne se sont pas répandues et ont peu de chances de se répandre aujourd'hui dans les régions du monde où un degré minimum de centralisation de l'État n'a pas été atteint.

Notre discussion montrera également que certaines régions qui ont réussi à transformer leurs institutions dans un sens plus inclusif, comme la France ou le Japon, ou qui ont empêché la mise en place d'institutions extractives, comme les États-Unis ou l'Australie, ont été plus réceptives à la propagation de la révolution industrielle et ont pris de l'avance sur les autres. Comme en Angleterre, ce processus ne s'est pas toujours déroulé sans heurts et, en cours de route, de nombreux défis ont dû être surmontés pour mettre en place des institutions inclusives, parfois grâce à la dynamique du cercle vertueux, parfois grâce au cours contingent de l'histoire.

Enfin, nous discuterons également de la manière dont l'échec des nations aujourd'hui est fortement influencé par leur histoire institutionnelle, dans quelle mesure les conseils politiques sont fondés sur des hypothèses erronées et peuvent être trompeurs, et comment les nations sont encore capables de saisir les moments critiques et de sortir des sentiers battus pour réformer leurs institutions et s'engager sur la voie d'une plus grande prospérité.

5.

« J'AI VU L'AVENIR, ET IL FONCTIONNE » : LA CROISSANCE SOUS DES INSTITUTIONS EXTRACTIVES

J'AI VU L'AVENIR

LES DIFFÉRENCES INSTITUTIONNELLES JOUENT un rôle essentiel dans l'explication de la croissance économique à travers les âges. Mais si la plupart des sociétés dans l'histoire sont fondées sur des institutions politiques et économiques extractives, cela signifie-t-il que la croissance n'a jamais lieu ? Évidemment non. Les institutions extractives, de par leur logique même, doivent créer de la richesse afin qu'elle puisse être extraite. Un dirigeant qui monopolise le pouvoir politique et contrôle un État centralisé peut instaurer un certain degré d'ordre public et un système de règles, et stimuler l'activité économique.

Mais la croissance sous des institutions extractives diffère par nature de la croissance générée par des institutions inclusives. Plus important encore, il ne s'agira pas d'une croissance durable nécessitant des changements technologiques, mais plutôt d'une croissance basée sur les technologies existantes. La trajectoire économique de l'Union soviétique illustre clairement comment l'autorité et les incitations fournies par l'État peuvent être le moteur d'une croissance économique rapide sous des institutions extractives, et comment ce type de croissance finit par prendre fin et s'effondrer.

LA PREMIÈRE GUERRE MONDIALE venait de prendre fin et les puissances victorieuses et vaincues se sont réunies dans le grand palais de Versailles, près de Paris, pour décider des paramètres de la paix. Parmi les participants figurait notamment Woodrow Wilson, président des États-Unis. L'absence de toute représentation russe était frappante. L'ancien régime tsariste
avait été renversé par les bolcheviks en octobre 1917. Une guerre civile

puis fit rage entre les Rouges (les bolcheviks) et les Blancs. Les Anglais, les Français et les Américains envoyèrent une force expéditionnaire pour combattre les bolcheviks. Une mission dirigée par un jeune diplomate, William Bullitt, et l'intellectuel et journaliste chevronné Lincoln Steffens fut envoyée à Moscou pour rencontrer Lénine afin d'essayer de comprendre les intentions des bolcheviks et de trouver un terrain d'entente avec eux. Steffens s'était fait connaître comme un iconoclaste, un journaliste à scandale qui dénonçait sans relâche les méfaits du capitalisme aux États-Unis. Il se trouvait en Russie au moment de la révolution. Sa présence visait à donner à la mission une apparence crédible et moins hostile. La mission revint avec les grandes lignes d'une offre de Lénine sur ce qu'il faudrait pour faire la paix avec la nouvelle Union soviétique. Steffens fut impressionné par ce qu'il considérait comme le grand potentiel du régime soviétique.

« La Russie soviétique », se souvient-il dans son autobiographie publiée en 1931, « était un gouvernement révolutionnaire avec un plan évolutif. Son projet n'était pas de mettre fin aux maux tels que la pauvreté et la richesse, la corruption, les privilèges, la tyrannie et la guerre par des actions directes, mais d'en rechercher et d'en éliminer les causes. Elle avait instauré une dictature, soutenue par une petite minorité formée, afin de mettre en place et de maintenir pendant quelques générations un réaménagement scientifique des forces économiques qui aboutirait d'abord à la démocratie économique, puis à la démocratie politique. »

À son retour de mission diplomatique, Steffens rendit visite à son vieil ami, le sculpteur Jo Davidson, et le trouva en train de réaliser un buste du riche financier Bernard Baruch. « Vous êtes donc allé en Russie », remarqua Baruch. Steffens répondit : « Je suis allé dans le futur, et ça marche. » Il perfectionna cette maxime pour en faire une phrase qui entra dans l'histoire : « J'ai vu le futur, et ça marche. »

Jusqu'au début des années 1980, de nombreux Occidentaux voyaient encore l'avenir dans l'Union soviétique et continuaient à croire que cela fonctionnait. Dans un certain sens, c'était le cas, ou du moins pendant un certain temps. Lénine était mort en 1924, et en 1927, Joseph Staline avait consolidé son emprise sur le pays. Il avait purgé ses opposants et lancé une campagne pour industrialiser rapidement le pays. Il y était parvenu en dynamisant le Comité d'État pour la planification, Gosplan, qui avait été fondé en

1921. Gosplan rédigea le premier plan quinquennal, qui fut mis en œuvre entre 1928 et 1933. La croissance économique à la manière de Staline était simple : développer l'industrie par des mesures gouvernementales et obtenir les ressources nécessaires à cet effet en imposant des taux d'imposition très élevés à l'agriculture. L'État communiste ne disposait pas d'un système fiscal efficace, alors Staline a « collectivisé » l'agriculture. Ce processus a entraîné l'abolition des droits de propriété privée sur la terre et le regroupement de toute la population rurale dans d'énormes fermes collectives gérées par le Parti communiste. Cela a permis à Staline de s'emparer plus facilement de la production agricole et de l'utiliser pour nourrir tous ceux qui construisaient et faisaient fonctionner les nouvelles usines. Les conséquences pour les populations rurales ont été désastreuses. Les fermes collectives n'offraient aucune incitation à travailler dur, ce qui entraîna une forte baisse de la production. Une grande partie de la production fut confisquée, au point qu'il n'y avait plus assez à manger. Les gens commencèrent à mourir de faim. Au final, environ six millions de personnes moururent de famine, tandis que des centaines de milliers d'autres furent assassinées ou exilées en Sibérie pendant la collectivisation forcée.

Ni l'industrie nouvellement créée ni les fermes collectivisées n'étaient économiquement é cientes dans le sens où elles exploitaient au mieux les ressources dont disposait l'Union soviétique. Cela ressemble à une recette pour un désastre économique et une stagnation, voire un effondrement pur et simple. Mais l'Union soviétique a connu une croissance rapide. La raison n'est pas difficile à comprendre. Permettre aux individus de prendre leurs propres décisions via les marchés est le meilleur moyen pour une société d'utiliser efficacement ses ressources. Lorsque l'État ou une élite restreinte contrôle toutes ces ressources, cela ne crée pas les incitations adéquates et ne permet pas une allocation efficace des compétences et des talents des individus. Mais dans certains cas, la productivité du travail et du capital peut être tellement plus élevée dans un secteur ou une activité, comme l'industrie lourde en Union soviétique, que même un processus descendant dans le cadre d'institutions extractives qui alloue des ressources à ce secteur peut générer de la croissance. Comme nous l'avons vu au chapitre 3, les institutions extractives des îles des Caraïbes telles que la Barbade, Cuba, Haïti et la Jamaïque ont pu générer des niveaux de revenus relativement élevés parce qu'elles ont alloué des ressources à l' production de sucre, une matière première convoitée dans le monde entier. The

La production de sucre basée sur l'esclavage n'était certainement pas « efficace », et il n'y avait ni changement technologique ni destruction créatrice dans ces sociétés, mais cela ne les a pas empêchées d'atteindre une certaine croissance sous des institutions extractives. La situation était similaire en Union soviétique, où l'industrie jouait le rôle du sucre dans les Caraïbes. La croissance industrielle en Union soviétique a été facilitée par le fait que sa technologie était très en retard par rapport à celle disponible en Europe et aux États-Unis, de sorte que des gains importants pouvaient être réalisés en réaffectant des ressources au secteur industriel, même si tout cela était fait de manière in ciente et par la force.

Avant 1928, la plupart des Russes vivaient à la campagne. Les technologies utilisées par les paysans étaient primitives et il y avait peu d'incitations à être productif. En effet, les derniers vestiges du féodalisme russe n'ont été éradiqués que peu avant la Première Guerre mondiale. Il existait donc un énorme potentiel économique inexploité lié à la réaffectation de cette main-d'œuvre de l'agriculture vers l'industrie. L'industrialisation stalinienne a été un moyen brutal de libérer ce potentiel. Par décret, Staline a transféré ces ressources très mal utilisées vers l'industrie, où elles pouvaient être employées de manière plus productive, même si l'industrie elle-même était organisée de manière très inefficace par rapport à ce qui aurait pu être réalisé. En fait, entre 1928 et 1960, le revenu national a augmenté de 6 % par an, ce qui représente probablement la croissance économique la plus rapide de l'histoire jusqu'à cette date. Cette croissance économique rapide n'a pas été créée par des changements technologiques, mais par la réaffectation de la main-d'œuvre et l'accumulation de capital grâce à la création de nouveaux outils et d'usines.

La croissance était si rapide qu'elle a séduit des générations d'Occidentaux, et pas seulement Lincoln Steffens. Elle a séduit la CIA (Agence centrale de renseignement) des États-Unis. Elle a même séduit les dirigeants de l'Union soviétique, tels que Nikita Khrouchtchev, qui s'est vanté dans un discours prononcé devant des diplomates occidentaux en 1956 en déclarant : « Nous vous enterrerons [l'Occident] ». En 1977 encore, un manuel universitaire de référence rédigé par un économiste anglais affirmait que les économies de type soviétique étaient supérieures aux économies capitalistes en termes de croissance économique, de plein emploi, de stabilité des prix et même de formation de personnes animées par des motivations altruistes. Le pauvre vieux capitalisme occidental ne faisait mieux que sur le plan politique.

liberté. En effet, le manuel universitaire d'économie le plus utilisé, rédigé par Paul Samuelson, lauréat du prix Nobel, prédisait à plusieurs reprises la domination économique future de l'Union soviétique. Dans l'édition de 1961, Samuelson prédisait que le revenu national soviétique dépasserait celui des États-Unis peut-être dès 1984, mais probablement d'ici 1997. Dans l'édition de 1980, l'analyse n'avait guère changé, même si les deux dates avaient été repoussées à 2002 et 2012.

Si les politiques de Staline et des dirigeants soviétiques qui lui ont succédé ont permis une croissance économique rapide, elles n'ont pas pu la maintenir sur le long terme. Dans les années 1970, la croissance économique s'était pratiquement arrêtée. La leçon la plus importante à retenir est que les institutions extractives ne peuvent pas générer de changement technologique durable pour deux raisons : l'absence d'incitations économiques et la résistance des élites. De plus, une fois que toutes les ressources utilisées de manière très inefficace avaient été réaffectées à l'industrie, il y avait peu de gains économiques à réaliser par décret. Le système soviétique s'est alors heurté à un obstacle, le manque d'innovation et la faiblesse des incitations économiques empêchant tout progrès supplémentaire. Le seul domaine dans lequel les Soviétiques ont réussi à maintenir une certaine innovation est celui de la technologie militaire et aérospatiale, grâce à des efforts considérables. Ils ont ainsi réussi à envoyer dans l'espace le premier chien, Laïka, et le premier homme, Youri Gagarine. Ils ont également laissé au monde l'AK-47 comme l'un de leurs héritages.

Le Gosplan était l'agence de planification supposée toute-puissante chargée de la planification centrale de l'économie soviétique. L'un des avantages de la série de plans quinquennaux rédigés et administrés par le Gosplan était censé être l'horizon à long terme nécessaire à des investissements et à des innovations rationnels. En réalité, ce qui a été mis en œuvre dans l'industrie soviétique n'avait pas grand-chose à voir avec les plans quinquennaux, qui étaient fréquemment révisés et réécrits, voire tout simplement ignorés. Le développement de l'industrie s'est fait sur la base des ordres de Staline et du Politburo, qui changeaient souvent d'avis et révisaient souvent complètement leurs décisions précédentes. Tous les plans étaient qualifiés de « projet » ou de « préliminaire ». Un seul exemplaire d'un plan qualifié de « définitif » - celui de l'industrie légère en 1939 - a jamais été rendu public. Staline lui-même a déclaré en 1937 que « seuls les bureaucrates peuvent penser

que le travail de planification s'achève avec la création du plan. La création du plan n'est qu'un début. La véritable orientation du plan ne se développe qu'après sa mise en place. Staline voulait maximiser son pouvoir discrétionnaire pour récompenser les personnes ou les groupes qui lui étaient politiquement fidèles et punir ceux qui ne l'étaient pas. Quant au Gosplan, son rôle principal était de fournir des informations à Staline afin qu'il puisse mieux surveiller ses amis et ses ennemis. En réalité, il essayait d'éviter de prendre des décisions. Si vous preniez une décision qui s'avérait mauvaise, vous risquiez d'être fusillé. Mieux valait éviter toute responsabilité.

Le recensement soviétique de 1937 illustre bien ce qui pouvait arriver si l'on prenait son travail trop au sérieux, plutôt que de deviner avec succès ce que voulait le Parti communiste. À mesure que les résultats arrivaient, il devenait évident qu'ils indiqueraient une population d'environ 162 millions d'habitants, bien inférieure aux 180 millions prévus par Staline et même inférieure au chiffre de 168 millions annoncé par Staline lui-même en 1934. Le recensement de 1937 était le premier effectué depuis 1926, et donc le premier après les famines et les purges massives du début des années 1930. Les chiffres exacts de la population reflétaient cette situation. Staline réagit en faisant arrêter et envoyer en Sibérie ou fusiller ceux qui avaient organisé le recensement. Il ordonna un autre recensement, qui eut lieu en 1939. Cette fois-ci, les organisateurs firent les choses correctement et constatèrent que la population s'élevait en réalité à 171 millions d'habitants.

Staline comprenait que dans l'économie soviétique, les gens avaient peu d'incitations à travailler dur. Une réponse naturelle aurait été d'introduire de telles incitations, et il l'a parfois fait, par exemple en acheminant des vivres vers les régions où la productivité avait baissé, afin de récompenser les améliorations. De plus, dès 1931, il abandonna l'idée de créer des « hommes et femmes socialistes » qui travailleraient sans incitations financières. Dans un discours célèbre, il critiqua le « mercantilisme de l'égalité » et, par la suite, non seulement les différents emplois furent rémunérés différemment, mais un système de primes fut également mis en place. Il est instructif de comprendre comment cela fonctionnait. En général, une entreprise soumise à la planification centrale devait atteindre un objectif de production fixé dans le cadre du plan, même si ces plans étaient souvent renégociés et modifiés. À partir des années 1930, les travailleurs recevaient des primes si les niveaux de production étaient atteints.

Ces primes pouvaient être très élevées, atteignant par exemple jusqu'à 37 % du salaire des cadres ou des ingénieurs seniors. Mais le versement de telles primes créait toutes sortes de freins au changement technologique. D'une part, l'innovation, qui mobilisait des ressources au détriment de la production actuelle, risquait de compromettre la réalisation des objectifs de production et le versement des primes. D'autre part, les objectifs de production étaient généralement basés sur les niveaux de production antérieurs. Cela incitait fortement à ne jamais augmenter la production, car cela signifiait simplement devoir produire davantage à l'avenir, les objectifs futurs étant « revus à la hausse ». Le sous-emploi était toujours le meilleur moyen d'atteindre les objectifs et d'obtenir la prime. Le fait que les primes étaient versées mensuellement incitait également tout le monde à se concentrer sur le présent, alors que l'innovation consiste à faire des sacrifices aujourd'hui pour en avoir plus demain.

Même lorsque les primes et les incitations ont permis de modifier les comportements, elles ont souvent créé d'autres problèmes. La planification centrale n'était tout simplement pas en mesure de remplacer ce que le grand économiste du XVIIIe siècle Adam Smith appelait la « main invisible » du marché. Lorsque le plan a été formulé en tonnes de tôle d'acier, la tôle était trop lourde. Lorsqu'il a été formulé en termes de superficie de tôle d'acier, la tôle était trop fine. Lorsque le plan pour les lustres a été établi en tonnes, ceux-ci étaient si lourds qu'ils pouvaient difficilement être suspendus au plafond.

Dans les années 1940, les dirigeants de l'Union soviétique, même s'ils n'étaient pas admirés en Occident, étaient bien conscients de ces incitations perverses. Les dirigeants soviétiques ont agi comme si elles étaient dues à des problèmes techniques, qui pouvaient être résolus. Par exemple, ils ont abandonné le versement de primes basées sur des objectifs de production pour permettre aux entreprises de mettre de côté une partie de leurs bénéfices afin de verser des primes. Mais la « recherche du profit » n'encourageait pas plus l'innovation que les objectifs de production. Le système de prix utilisé pour calculer les bénéfices était presque totalement déconnecté de la valeur des innovations ou des technologies nouvelles. Contrairement à ce qui se passe dans une économie de marché, les prix en Union soviétique étaient fixés par le gouvernement et n'avaient donc que peu de rapport avec la valeur. Afin de créer des incitations plus spécifiques à l'innovation, l'Union soviétique a introduit en 1946 des primes explicites à l'innovation. Dès 1918, le principe selon lequel un innovateur devait recevoir

des récompenses financières pour son innovation, mais celles-ci étaient modestes et sans rapport avec la valeur de la nouvelle technologie. Cela n'a changé qu'en 1956, lorsqu'il a été stipulé que la prime devait être proportionnelle à la productivité de l'innovation. Cependant, comme la productivité était calculée en termes d'avantages économiques mesurés à l'aide du système de prix existant, cela ne constituait pas non plus une incitation suffisante à innover. On pourrait remplir de nombreuses pages d'exemples illustrant les incitations perverses générées par ces systèmes. Par exemple, comme le montant du fonds de primes à l'innovation était limité par la masse salariale d'une entreprise, cela réduisait immédiatement l'incitation à produire ou à adopter toute innovation susceptible de permettre des économies de main-d'œuvre.

Se concentrer sur les différentes règles et les différents systèmes de primes tend à masquer les problèmes inhérents au système. Tant que l'autorité et le pouvoir politiques restaient entre les mains du Parti communiste, il était impossible de modifier fondamentalement les incitations de base auxquelles les gens étaient confrontés, avec ou sans primes. Depuis sa création, le Parti communiste avait utilisé non seulement la carotte, mais aussi le bâton, un gros bâton, pour arriver à ses fins. La productivité dans l'économie n'était pas différente. Toute une série de lois ont créé des infractions pénales pour les travailleurs considérés comme fainéants. En juin 1940, par exemple, une loi a fait de l'absentéisme, défini comme toute absence non autorisée de vingt minutes ou même le fait de ne pas travailler pendant son temps de travail, une infraction pénale pouvant être punie de six mois de travaux forcés et d'une réduction de salaire de 25 %. Toutes sortes de sanctions similaires ont été introduites et appliquées avec une fréquence étonnante. Entre 1940 et 1955, 36 millions de personnes, soit environ un tiers de la population adulte, ont été reconnues coupables de telles infractions. Parmi elles, 15 millions ont été envoyées en prison et 250 000 ont été fusillées. Chaque année, un million d'adultes étaient emprisonnés pour des infractions au droit du travail, sans compter les 2,5 millions de personnes que Staline a exilées dans les goulags de Sibérie. Mais cela n'a pas fonctionné. On peut certes envoyer quelqu'un travailler dans une usine, mais on ne peut pas forcer les gens à réfléchir et à avoir de bonnes idées en les menaçant de les fusiller. Une telle coercition a peut-être permis d'obtenir une production élevée de sucre à la Barbade ou en Jamaïque, mais elle n'a pas pu compenser le manque d'incitations dans une économie industrielle moderne.

Le fait que des incitations véritablement efficaces n'aient pas pu être mises en place dans l'économie planifiée de manière centralisée n'était pas dû à des erreurs techniques dans la conception des systèmes de primes. Cela était intrinsèque à toute la méthode par laquelle la croissance extractive avait été réalisée. Elle avait été mise en place par décision gouvernementale, ce qui avait permis de résoudre certains problèmes économiques fondamentaux. Mais pour stimuler une croissance économique durable, il fallait que les individus puissent utiliser leurs talents et leurs idées, ce qui était impossible dans un système économique de type soviétique. Les dirigeants de l'Union soviétique auraient dû abandonner les institutions économiques extractives, mais une telle mesure aurait compromis leur pouvoir politique. En effet, lorsque Mikhaïl Gorbatchev a commencé à s'éloigner des institutions économiques extractives après 1987, le pouvoir du Parti communiste s'est effondré, et avec lui, l'Union soviétique.

L'UNION SOVIÉTIQUE a pu générer une croissance rapide même dans le cadre d'institutions extractives, car les bolcheviks ont construit un État centralisé puissant et l'ont utilisé pour allouer des ressources à l'industrie. Mais comme dans tous les cas de croissance dans le cadre d'institutions extractives, cette expérience n'a pas pas comporté de changement technologique et n'a pas
soutenue. La croissance a d'abord ralenti, puis s'est complètement effondrée. Bien qu'éphémère, ce type de croissance illustre néanmoins comment les institutions extractives peuvent stimuler l'activité économique.

Tout au long de l'histoire, la plupart des sociétés ont été gouvernées par des institutions extractives, et celles qui ont réussi à imposer un certain ordre dans les pays ont pu générer une croissance limitée, même si aucune de ces sociétés extractives n'a réussi à atteindre une croissance durable. En fait, certains des tournants majeurs de l'histoire se caractérisent par des innovations institutionnelles qui ont consolidé les institutions extractives et renforcé l'autorité d'un groupe pour imposer la loi et l'ordre et tirer profit de l'extraction. Dans la suite de ce chapitre, nous aborderons tout d'abord la nature des innovations institutionnelles qui établissent un certain degré de centralisation de l'État et permettent la croissance dans le cadre d'institutions extractives. Nous montrerons ensuite comment ces idées nous aident à comprendre la révolution néolithique, cette transition capitale vers l'agriculture, qui sous-tend de nombreux aspects

de notre civilisation actuelle. Nous conclurons en illustrant, à l'aide de l'exemple des cités-États mayas, comment la croissance dans le cadre d'institutions extractives est limitée non seulement par l'absence de progrès technologiques, mais aussi parce qu'elle encourage les luttes intestines entre groupes rivaux désireux de prendre le contrôle de l'État et des ressources qu'il génère.

SUR LES RIVES DU KASAI

Le Kasaï est l'un des principaux affluents du fleuve Congo. Prenant sa source en Angola, il coule vers le nord et se jette dans le Congo au nord-est de Kinshasa, la capitale de l'actuelle République démocratique du Congo. Bien que la République démocratique du Congo soit pauvre par rapport au reste du monde, il y a toujours eu des différences significatives dans la prospérité des différents groupes au sein du Congo. Le Kasaï marque la frontière entre deux d'entre eux. Peu après avoir traversé le Congo par la rive ouest, vous trouverez le peuple Lele ; sur la rive est se trouvent les Bushong (carte 6, cette page). À première vue, il devrait y avoir peu de différences entre ces deux groupes en termes de prospérité. Ils ne sont séparés que par un fleuve, que chacun peut traverser en bateau. Les deux tribus ont une origine commune et des langues apparentées. De plus, beaucoup de choses qu'elles construisent sont de style similaire, notamment leurs maisons, leurs vêtements et leur artisanat.

Pourtant, lorsque l'anthropologue Mary Douglas et l'historien Jan Vansina ont étudié ces groupes dans les années 1950, ils ont découvert des différences surprenantes entre eux. Comme l'explique Douglas : « Les Lele sont pauvres, tandis que les Bushong sont riches... Tout ce que les Lele possèdent ou peuvent faire, les Bushong le possèdent davantage et le font mieux. » Il est facile de trouver des explications simples à cette inégalité. Une différence, qui rappelle celle entre les régions du Pérou soumises ou non à la *mita* de Potosí, est que les Lele produisaient pour leur subsistance tandis que les Bushong produisaient pour échanger sur le marché. Douglas et Vansina ont également noté que les Lele utilisaient une technologie inférieure. Par exemple, ils n'utilisaient pas de filets pour chasser, même si ceux-ci améliorent considérablement la productivité. Douglas a fait valoir que « l'absence de

filets correspond à la tendance générale des Lele à ne pas investir de temps et de travail dans des équipements à long terme. »

Il existait également des différences importantes dans les technologies et l'organisation agricoles. Les Bushong pratiquaient une forme sophistiquée d'agriculture mixte où cinq cultures étaient plantées successivement dans un système de rotation de deux ans. Ils cultivaient des ignames, des patates douces, du manioc (cassava) et des haricots, et récoltaient deux, voire trois fois par an du maïs. Les Lele n'avaient pas un tel système et ne parvenaient à récolter qu'une seule fois par an du maïs.

Il existait également des différences frappantes en matière d'ordre public. Les Lele étaient dispersés dans des villages fortifiés, qui étaient constamment en conflit. Quiconque voyageait entre deux villages ou s'aventurait dans la forêt pour chercher de la nourriture risquait d'être attaqué ou kidnappé. Dans le pays des Bushong, cela n'arrivait que rarement, voire jamais.

Qu'est-ce qui expliquait ces différences dans les modes de production, les techniques agricoles et la prévalence de l'ordre ? De toute évidence, ce n'était pas la géographie qui poussait les Lele à utiliser des techniques de chasse et d'agriculture moins performantes. Ce n'était certainement pas l'ignorance, car ils connaissaient l'existence les outils utilisés par Bushong Bushong. Une autre explication pourrait être la culture ; se pourrait-il que les Lele aient une culture qui ne les encourage pas à investir dans des filets de chasse et des maisons plus solides et mieux construites ? Mais cela ne semble pas être le cas non plus. Tout comme le peuple Kongo, les Lele étaient très intéressés par l'achat d'armes à feu, et Douglas a même remarqué que « leur empressement à acheter des armes à feu [...] montre que leur culture ne les limite pas à des techniques inférieures techniques lorsqu' ces ne nécessaires nécessitent collaboration à long terme et efforts. » Donc ni a aversion aversion à la technologie ni ignorance ni la géographie ne unexpliquer travail d'expliquer la plus grande prospérité des Bushong par rapport aux Lele. La raison des différences entre ces deux peuples réside dans les institutions politiques différentes qui ont émergé sur les terres des Bushong et des Lele. Nous avons noté précédemment que les Lele vivaient dans des villages fortifiés qui ne faisaient pas partie d'une structure politique unifiée. Il en allait autrement de l'autre côté du Kasaï. Vers 1620, une révolution politique a eu lieu sous la direction d'un homme appelé Shyaam, qui a fondé le royaume Kuba, que nous avons vu sur la carte 6, avec les Bushong à sa

cœur et avec lui-même comme roi. Avant cette période, il y avait probablement peu de différences entre les Bushong et les Lele ; les différences sont apparues à la suite de la manière dont Shyaam a réorganisé la société à l'est du fleuve. Il a construit un État et une pyramide d'institutions politiques. Celles-ci étaient non seulement beaucoup plus centralisées que ce qui existait auparavant, mais elles comportaient également des structures très élaborées. Shyaam et ses successeurs ont créé une bureaucratie pour percevoir les impôts, ainsi qu'un système juridique et une force de police pour faire respecter la loi. Les dirigeants étaient contrôlés par des conseils, qu'ils devaient consulter avant de prendre des décisions. Il existait même des procès devant jury, un événement apparemment unique en Afrique subsaharienne avant le colonialisme européen. Néanmoins, l'État centralisé que Shyaam a construit était un outil d'extraction et hautement absolutiste. Personne n'avait voté pour lui, et la politique de l'État était dictée par le sommet, et non par la participation populaire.

Cette révolution politique, qui a introduit la centralisation de l'État et l'ordre public dans le pays Kuba, a à son tour conduit à une révolution économique. L'agriculture a été réorganisée et de nouvelles technologies ont été adoptées pour augmenter la productivité. Les cultures qui étaient auparavant les principales ont été remplacées par de nouvelles cultures à plus haut rendement provenant des Amériques (en particulier le maïs, le manioc et les piments). Le cycle intensif d'agriculture mixte a été introduit à cette époque, et la quantité de nourriture produite par habitant a doublé. Pour adopter ces cultures et réorganiser le cycle agricole, il fallait davantage de main-d'œuvre dans les champs. L'âge du mariage a donc été abaissé à vingt ans, ce qui a permis aux hommes d'intégrer la main-d'œuvre agricole à un âge plus précoce. Le contraste avec les Lele est frappant. Leurs hommes avaient tendance à se marier à trente-cinq ans et ne travaillaient dans les champs qu'à partir de cet âge. Jusque-là, ils consacraient leur vie à la guerre et aux raids.

Le lien entre la révolution politique et économique était simple. Le roi Shyaam et ceux qui le soutenaient voulaient prélever des impôts et des richesses auprès des Kuba, qui devaient produire un excédent supérieur à leur propre consommation. Bien que Shyaam et ses hommes n'aient pas introduit d'institutions inclusives sur la rive orientale du Kasaï, une certaine prospérité économique est intrinsèque aux institutions extractives institutions qui parviennent à un certain degré d' état

centralisation et imposer la loi et l'ordre. Encourager l'activité économique était bien sûr dans l'intérêt de Shyaam et de ses hommes, car sinon, il n'y aurait rien eu à exploiter. Tout comme Staline, Shyaam créa par décret un ensemble d'institutions qui généreraient les richesses nécessaires pour soutenir ce système. Comparé à l'absence totale d'ordre public qui régnait sur l'autre rive du Kasaï, cela généra une prospérité économique significative, même si une grande partie de celle-ci fut probablement extraite par Shyaam et ses élites. Mais elle était nécessairement limitée. Tout comme en Union soviétique, il n'y a pas eu de destruction créatrice dans le royaume de Kuba, ni d'innovation technologique après ce changement initial. Cette situation était plus ou moins inchangée lorsque le royaume a été découvert par les colons belges à la fin du XIXe siècle.

LES RÉALISATIONS DU ROI SHYAAM illustrent comment un certain degré de réussite économique peut être atteint grâce à des institutions extractives. La création d'une telle croissance nécessite un État centralisé. Pour centraliser l'État, une révolution politique est souvent nécessaire. Une fois que Shyaam eut créé cet État, il put utiliser son pouvoir pour réorganiser l'économie et augmenter la productivité agricole, qu'il pouvait ensuite taxer.

Pourquoi les Bushong, et non les Lele, ont-ils connu une révolution politique ? Les Lele n'auraient-ils pas pu avoir leur propre roi Shyaam ? Ce que Shyaam a accompli était une innovation institutionnelle qui n'était liée d'aucune manière déterministe à la géographie, à la culture ou à l'ignorance. Les Lele auraient pu connaître une telle révolution et transformer leurs institutions de la même manière, mais ils ne l'ont pas fait. C'est peut-être pour des raisons que nous ne comprenons pas, en raison de notre connaissance limitée de leur société actuelle. C'est très probablement dû à la nature contingente de l'histoire. La même contingence était probablement à l'œuvre lorsque certaines sociétés du Moyen-Orient, il y a douze mille ans, se sont lancées dans une série d'innovations institutionnelles encore plus radicales qui ont conduit à la sédentarisation des sociétés, puis à la domestication des plantes et des animaux, comme nous le verrons ensuite.

LE LONG ÉTÉ

Vers 15 000 avant J.-C., l'ère glaciaire a pris fin avec le réchauffement climatique de la Terre. Les carottes de glace prélevées au Groenland indiquent que les températures moyennes ont augmenté de près de quinze degrés Celsius en très peu de temps. Ce réchauffement semble avoir coïncidé avec une augmentation rapide de la population humaine, le réchauffement climatique ayant entraîné
augmentation des populations animales et à une plus grande disponibilité de la faune sauvage.
les plantes et les aliments. Ce processus s'est rapidement inversé vers 14 000 avant J.-C., en raison d'une période de refroidissement connue sous le nom de Younger Dryas, mais après 9600 avant J.-C., les températures mondiales ont de nouveau augmenté, de sept degrés Celsius en moins d'une décennie, et sont restées élevées depuis lors. L'archéologue Brian Fagan appelle cela le « long été ». Le réchauffement climatique a constitué un tournant décisif qui a servi de toile de fond à la révolution néolithique, au cours de laquelle les sociétés humaines sont passées à la sédentarisation, à l'agriculture et à l'élevage. Cette période et le reste de l'histoire humaine qui a suivi se sont déroulés sous le signe de
ce long été.

Il existe une différence fondamentale entre l'agriculture et l'élevage d'une part, et la chasse et la cueillette d'autre part. La première repose sur la domestication d'espèces végétales et animales, avec une intervention active dans leur cycle de vie afin de modifier leur génétique et de les rendre plus utiles à l'homme. La domestication est un changement technologique qui permet aux humains de produire beaucoup plus de nourriture à partir des plantes et des animaux disponibles. La domestication du maïs, par exemple, a commencé lorsque les humains ont récolté le téosinte, la plante sauvage qui est l'ancêtre du maïs. Les épis de téosinte sont très petits, à peine quelques centimètres de long. Ils sont minuscules par rapport à un épi de maïs moderne. Cependant, en sélectionnant progressivement les plus gros épis de téosinte et les plantes dont les épis ne se cassaient pas mais restaient sur la tige pour être récoltés, les humains ont créé le maïs moderne, une plante qui fournit beaucoup plus de nourriture à partir d'une même parcelle de terre.

Les premières traces d'agriculture, d'élevage et de domestication des plantes et des animaux proviennent du Moyen-Orient, en particulier de la région connue sous le nom de « flancs vallonnés », qui s'étend du sud de l'Israël actuel jusqu'à la Palestine et la Cisjordanie.

du Jourdain, via la Syrie, jusqu'au sud-est de la Turquie, au nord de l'Irak et à l'ouest de l'Iran. Vers 9500 avant J.-C., les premières plantes domestiquées, l'amidonnier et l'orge à deux rangs, ont été découvertes à Jéricho, sur la rive ouest du Jourdain, en Palestine, ainsi que l'amidonnier, les pois et les lentilles à Tell Aswad, plus au nord, en Syrie. Ces deux sites faisaient partie de la
culture natoufienne et abritaient tous deux de grands villages ; le
village de Jéricho comptait peut-être cinq cents habitants à cette époque.

Pourquoi les premiers villages agricoles sont-ils apparus ici et pas ailleurs ? Pourquoi ce sont les Natoufiens, et pas d'autres peuples, qui ont domestiqué les pois et les lentilles ? Ont-ils eu de la chance et se trouvaient-ils simplement là où il y avait de nombreuses espèces susceptibles d'être domestiquées ? C'est vrai, mais beaucoup d'autres peuples vivaient parmi ces espèces sans pour autant les domestiquer. Comme nous l'avons vu au chapitre 2, dans les cartes 4 et 5, les recherches menées par des généticiens et des archéologues pour déterminer la répartition des ancêtres sauvages des animaux et des plantes domestiques modernes révèlent que bon nombre de ces ancêtres étaient répartis sur de très vastes zones, couvrant des millions de kilomètres carrés. Les ancêtres sauvages des espèces animales domestiques étaient répartis dans toute l'Eurasie. Même si les flancs vallonnés étaient particulièrement riches en espèces végétales sauvages, ils étaient loin d'être uniques. Ce n'est pas le fait que les Natoufiens vivaient dans une région particulièrement riche en espèces sauvages qui les rendait spéciaux. C'est plutôt le fait qu'ils étaient sédentaires avant de commencer à domestiquer les plantes ou les animaux. Une preuve en est fournie par les dents de gazelle, qui sont composées de cément, un tissu conjonctif osseux qui se développe en couches. Au printemps et en été, lorsque la croissance du cément est la plus rapide, les couches ont une couleur différente de celles qui se forment en hiver. En coupant une dent en tranches, on peut voir la couleur de la dernière couche formée avant la mort de la gazelle. Grâce à cette technique, on peut déterminer si la gazelle a été tuée en été ou en hiver. Sur les sites natoufiens, on trouve des gazelles tuées en toutes saisons, ce qui suggère une résidence permanente. Le village d'Abu Hureyra, sur l'Euphrate, est l'un des sites natoufiens les plus étudiés . For almost forty years

Les archéologues ont examiné les couches du village, qui constitue l'un des exemples les mieux documentés de la vie sédentaire avant et après la transition vers l'agriculture. La colonie a probablement vu le jour vers 9500 avant J.-C., et ses habitants ont continué à mener une vie de chasseurs-cueilleurs pendant encore cinq cents ans avant de se tourner vers l'agriculture agriculture. Les archéologues estiment que la population de le village avant l'agriculture était comprise entre cent et trois cents.

On peut imaginer toutes sortes de raisons pour lesquelles une société pourrait trouver avantageux de devenir sédentaire. Se déplacer coûte cher ; les enfants et les personnes âgées doivent être transportés, et il est impossible de stocker de la nourriture pour les périodes de disette lorsque l'on est en déplacement. De plus, des outils tels que les meules et les faucilles étaient utiles pour transformer les aliments sauvages, mais ils sont lourds à transporter. Il existe des preuves que même les chasseurs-cueilleurs nomades stockaient de la nourriture dans des endroits choisis, tels que des grottes. L'un des attraits du maïs est qu'il se conserve très bien, ce qui explique en grande partie pourquoi il a été cultivé de manière si intensive dans toutes les Amériques. La capacité à gérer plus efficacement le stockage et à accumuler des réserves alimentaires a certainement été un facteur déterminant dans l'adoption d'un mode de vie sédentaire.

Même si le passage à la sédentarité pouvait être souhaitable d'un point de vue collectif, cela ne signifie pas pour autant qu'il se soit nécessairement produit. Un groupe nomade de chasseurs-cueilleurs aurait dû accepter ce changement, ou quelqu'un aurait dû le leur imposer. Certains archéologues ont suggéré que l'augmentation de la densité démographique et la baisse du niveau de vie ont été des facteurs clés dans l'émergence de la sédentarité, forçant les populations nomades à rester en un seul endroit. Pourtant, la densité des sites natoufiens n'est pas supérieure à celle des groupes précédents, il ne semble donc pas y avoir de preuve d'une augmentation de la densité de population. Les preuves squelettiques et dentaires ne suggèrent pas non plus une détérioration de la santé. Par exemple, la pénurie alimentaire tend à créer des lignes fines dans l'émail des dents, une condition appelée hypoplasie. Ces lignes sont en fait moins fréquentes chez les Natoufiens que chez les agriculteurs ultérieurs.

Plus important encore, si la vie sédentaire présentait des avantages, elle avait aussi des inconvénients. Conflict resolution was probably much harder for

les groupes sédentaires, car les désaccords pouvaient être résolus moins facilement par le simple départ des personnes ou des groupes. Une fois que les gens avaient construit des bâtiments permanents et possédaient plus de biens qu'ils ne pouvaient en transporter, partir était une option beaucoup moins attrayante. Les villages avaient donc besoin de moyens plus efficaces pour résoudre les conflits et de notions plus élaborées de la propriété. Il fallait décider qui avait accès à quelle parcelle de terre près du village, qui pouvait cueillir les fruits de quels arbres et pêcher dans quelle partie du ruisseau. Il fallait élaborer des règles et mettre en place les institutions chargées de les établir et de les faire respecter.

Pour que la sédentarité puisse apparaître, il semble donc plausible que les chasseurs-cueilleurs aient été contraints de s'installer, ce qui aurait dû être précédé d'une innovation institutionnelle concentrant le pouvoir entre les mains d'un groupe qui allait devenir l'élite politique, faire respecter les droits de propriété, maintenir l'ordre et également tirer profit de son statut en exploitant les ressources du reste de la société. En fait, une révolution politique similaire à celle initiée par le roi Shyaam, même à plus petite échelle, a probablement été le déclencheur qui a conduit à la sédentarisation.

Les découvertes archéologiques suggèrent en effet que les Natoufiens ont développé une société complexe caractérisée par une hiérarchie, un ordre et des inégalités – les prémices de ce que nous reconnaîtrions aujourd'hui comme des institutions extractives – bien avant de devenir des agriculteurs. Les tombes natoufiennes fournissent une preuve convaincante de cette hiérarchie et de ces inégalités. Certaines personnes étaient enterrées avec de grandes quantités d'obsidienne et de coquillages dentalium, provenant de la côte méditerranéenne près du mont Carmel. D'autres types d'ornements comprenaient des colliers, des jarretières et des bracelets, fabriqués à partir de canines, de phalanges de cerfs et de coquillages. D'autres personnes étaient enterrées sans aucun de ces objets. Les coquillages et l'obsidienne faisaient l'objet d'un commerce, et le contrôle de ce commerce était très probablement une source d'accumulation de pouvoir et d'inégalité. D'autres preuves d'inégalité économique et politique proviennent du site natoufien d'Ain Mallaha, juste au nord de la mer de Galilée. Au milieu d'un groupe d'une cinquantaine de huttes rondes et de nombreuses fosses, clairement utilisées pour le stockage, se trouve un grand bâtiment intensivement plâtré, proche d'un espace central dégagé.

Ce bâtiment était très certainement la maison d'un chef. Parmi les sépultures découvertes sur le site, certaines sont beaucoup plus élaborées, et il existe également des preuves d'un culte des crânes, indiquant peut-être un culte des ancêtres. De tels cultes sont très répandus dans les sites natoufiens, en particulier à Jéricho. La prépondérance des preuves provenant des sites natoufiens suggère qu'il s'agissait probablement déjà de sociétés dotées d'institutions élaborées déterminant l'héritage du statut d'élite. Elles pratiquaient le commerce avec des lieux éloignés et avaient des formes naissantes de religion et de hiérarchies politiques.

L'émergence d'élites politiques a très probablement favorisé la transition vers une vie sédentaire, puis vers l'agriculture. Comme le montrent les sites natoufiens, la sédentarisation n'impliquait pas nécessairement l'agriculture et l'élevage. Les gens pouvaient s'installer tout en continuant à vivre de la chasse et de la cueillette. Après tout, le long été rendait les récoltes sauvages plus abondantes, et la chasse et la cueillette étaient probablement plus attrayantes. La plupart des gens étaient sans doute satisfaits d'une vie de subsistance basée sur la chasse et la cueillette, qui ne demandait pas beaucoup d'efforts. Même les innovations technologiques ne conduisent pas nécessairement à une augmentation de la production agricole. En fait, on sait qu'une innovation technologique majeure, l'introduction de la hache en acier chez le groupe d'aborigènes australiens connu sous le nom de Yir Yoront, n'a pas conduit à une production plus intense, mais à davantage de sommeil, car elle permettait de satisfaire plus facilement les besoins de subsistance, sans inciter à travailler davantage.

L'explication traditionnelle, fondée sur la géographie, de la révolution néolithique – pièce maîtresse de l'argumentation de Jared Diamond, que nous avons abordée au chapitre 2 – est qu'elle a été motivée par la disponibilité fortuite de nombreuses espèces végétales et animales faciles à domestiquer. Cela a rendu l'agriculture et l'élevage attrayants et a favorisé la sédentarisation. Une fois que les sociétés sont devenues sédentaires et ont commencé à pratiquer l'agriculture, elles ont commencé à développer une hiérarchie politique, une religion et des institutions nettement plus complexes. Bien que largement acceptée, les preuves fournies par les Natoufiens suggèrent que cette explication traditionnelle met la charrue avant les bœufs. Les changements institutionnels se sont produits dans les sociétés bien avant qu'elles ne passent à l'agriculture et ont été probablement la cause à la fois de la transition vers

le sédentarisme, qui a renforcé les changements institutionnels, puis la révolution néolithique. Ce schéma est suggéré non seulement par les preuves provenant des flancs vallonnés, qui constituent la zone la plus étudiée, mais aussi par la prépondérance des preuves provenant des Amériques, de l'Afrique subsaharienne et de l'Asie orientale.

Il est certain que le passage à l'agriculture a entraîné une augmentation de la productivité agricole et permis une expansion démographique importante. Par exemple, dans des sites tels que Jéricho et Abu Hureyra, on constate que les premiers villages agricoles étaient beaucoup plus grands que ceux qui les ont précédés. En général, les villages ont vu leur taille multipliée par deux à six lors de cette transition. De plus, bon nombre des conséquences traditionnellement attribuées à cette transition se sont indubitablement produites. On a assisté à une plus grande spécialisation professionnelle et à des progrès technologiques plus rapides, ainsi qu'au développement d'institutions politiques plus complexes et peut-être moins égalitaires. Mais le fait que cela se soit produit ou non dans un endroit particulier n'était pas déterminé par la disponibilité d'espèces végétales et animales. Il s'agissait plutôt d'une conséquence des innovations institutionnelles, sociales et politiques dont la société avait fait l'expérience et qui avaient permis l'émergence d'une vie sédentaire, puis de l'agriculture.

Bien que le long été et la présence d'espèces végétales et animales aient permis cela, ils n'ont pas déterminé où et quand exactement, après le réchauffement climatique, cela se produirait. Cela a plutôt été déterminé par l'interaction entre un moment critique, le long été, et des différences institutionnelles mineures mais importantes. À mesure que le climat se réchauffait, certaines sociétés, comme les Natoufiens, ont développé des éléments d'institutions centralisées et de hiérarchie, bien que ceux-ci aient été à une très petite échelle par rapport à ceux des États-nations modernes. À l'instar des Bushong sous Shyaam, les sociétés se sont réorganisées pour tirer parti des opportunités accrues créées par l'abondance de plantes et d'animaux sauvages, et ce sont sans aucun doute les élites politiques qui ont été les principales bénéficiaires de ces nouvelles opportunités et du processus de centralisation politique. D'autres endroits qui avaient des institutions légèrement différentes n'ont pas permis à leurs élites politiques de tirer un avantage similaire de cette conjoncture et

ont pris du retard dans le processus de centralisation politique et la création de sociétés sédentaires, agricoles et plus complexes. Cela a ouvert la voie à une divergence ultérieure exactement du type que nous avons vu précédemment. Une fois ces différences apparues, elles se sont propagées à certains endroits, mais pas à d'autres. Par exemple, l'agriculture s'est répandue en Europe à partir du Moyen-Orient vers 6500 avant J.-C., principalement en raison de la

migration des agriculteurs. En Europe, les institutions se sont éloignées de certaines parties du monde, comme l'Afrique, où les institutions initiales étaient différentes et où les innovations mises en œuvre par le Long Été au Moyen-Orient ne se sont produites que beaucoup plus tard, et même alors sous une forme différente.

LES INNOVATIONS INSTITUTIONNELLES des Natoufiens, bien qu'elles aient très probablement été à la base de la révolution néolithique, n'ont pas laissé un héritage simple dans l'histoire mondiale et n'ont pas conduit inexorablement à la prospérité à long terme de leurs terres d'origine dans l'Israël, la Palestine et la Syrie modernes. La Syrie et la Palestine sont des régions relativement pauvres du monde moderne, et les

La prospérité d'Israël a été en grande partie importée par l'installation de Juifs après la Seconde Guerre mondiale, grâce à leur niveau d'éducation élevé et à leur accès facile aux technologies de pointe. La croissance initiale des Natoufiens ne s'est pas maintenue pour la même raison que la croissance soviétique s'est essoufflée. Bien que très importante, voire révolutionnaire pour l'époque, cette croissance s'est faite dans le cadre d'institutions extractives. Pour la société natoufienne, il est également probable que ce type de croissance ait créé de profonds conflits quant à savoir qui contrôlerait les institutions et l'extraction qu'elles permettaient. Pour chaque élite bénéficiant de l'extraction, il existe une non-élite qui aimerait la remplacer. Parfois, les luttes intestines ne font que remplacer une élite par une autre. Parfois, elles détruisent toute la société extractive, déclenchant un processus d'effondrement de l'État et de la société, comme l'a connu la civilisation spectaculaire que les cités-États mayas ont construite il y a plus de mille ans.

L'EXTRACTION INSTABLE

L'agriculture est apparue indépendamment à plusieurs endroits dans le monde. Dans ce qui est aujourd'hui le Mexique moderne, des sociétés se sont formées, ont établi des États et des colonies, et sont passées à l'agriculture. Comme les Natoufiens au Moyen-Orient, elles ont également atteint un certain niveau de croissance économique. Les cités-États mayas du sud du Mexique, du Belize, du Guatemala et de l'ouest du Honduras ont en effet bâti une civilisation assez sophistiquée grâce à leurs propres institutions extractives. L'expérience maya illustre non seulement la possibilité d'une croissance sous des institutions extractives, mais aussi une autre limite fondamentale à ce type de croissance : l'instabilité politique qui émerge et conduit finalement à l'effondrement de la société et de l'État, alors que différents groupes et personnes se battent pour devenir les extracteurs.

Les villes mayas ont commencé à se développer vers 500 avant J.-C. Ces premières cités ont fini par disparaître au cours du premier siècle après J.-C. Un nouveau modèle politique a alors émergé, jetant les bases de l'ère classique, entre 250 et 900 après J.-C. Cette période a marqué l'apogée de la culture et de la civilisation mayas. Mais cette civilisation plus sophistiquée allait également s'effondrer au cours des six cents années suivantes. Lorsque les conquistadors espagnols arrivèrent au début du XVIe siècle, les grands temples et palais de sites mayas tels que Tikal, Palenque et Calakmul avaient disparu dans la forêt, pour n'être redécouverts qu'au XIXe siècle.

Les cités mayas ne se sont jamais unifiées en un empire, bien que certaines villes
étaient soumis à d'autres, et ils semblent souvent avoir coopéré, en particulier dans le domaine militaire. Le principal lien entre les cités-États de la région, dont cinquante peuvent être identifiées grâce à leurs glyphes, est que leurs habitants parlaient environ trente et une langues mayas différentes mais étroitement apparentées. Les Mayas ont développé un système d'écriture, et il existe au moins quinze mille inscriptions décrivant de nombreux aspects de la vie, de la culture et de la religion de l'élite. Ils disposaient également d'un calendrier sophistiqué pour enregistrer les dates, connu sous le nom de « Long Compte ». Il ressemblait beaucoup à notre calendrier en ce sens qu'il comptait les années à partir d'une date fixe et était utilisé par toutes les cités mayas. Le Long Compte a commencé en 3114 avant J.-C., mais
nous ne savons pas quelle importance les Mayas accordaient à cette date,

qui précède de loin l'émergence de quoi que ce soit ressemblant à la société maya.

Les Mayas étaient des bâtisseurs talentueux qui ont inventé le ciment de manière indépendante. Leurs bâtiments et leurs inscriptions fournissent des informations essentielles sur l'évolution des cités mayas, car ils ont souvent consigné des événements datés selon le calendrier long. En examinant l'ensemble des cités mayas, les archéologues peuvent ainsi compter le nombre de bâtiments achevés au cours d'une année donnée. Vers 500 après J.-C., il y a

peu de monuments datés. Par exemple, la date du Calendrier long correspondant à 514 après J.-C. n'en enregistrait que dix. Il y a ensuite eu une augmentation régulière, atteignant vingt en 672 après J.-C. et quarante au milieu du VIIIe siècle. Après cela, le nombre de monuments datés s'effondre. Au IXe siècle, il est tombé à dix par an, et au Xe siècle, à zéro. Ces inscriptions datées nous donnent une image claire de l'expansion des cités mayas et de leur contraction ultérieure à partir de la fin du VIIIe siècle.

Cette analyse des dates peut être complétée par l'examen des listes de rois consignées par les Mayas. Dans la cité maya de Copán, aujourd'hui située dans l'ouest du Honduras, se trouve un monument célèbre connu sous le nom d'Autel Q. L'Autel Q répertorie les noms de tous les rois, à commencer par le fondateur de la dynastie K'inich Yax K'uk' Mo', ou « Roi Soleil Vert Premier Ara Quetzal », nommé non seulement d'après le soleil, mais aussi d'après deux oiseaux exotiques de la forêt d'Amérique centrale dont les plumes étaient très prisées par les Mayas. K'inich Yax K'uk' Mo' est arrivé au pouvoir à Copán en 426 après J.-C., comme nous le savons grâce à la date du Compte long sur

Autel Q. Il fonda une dynastie qui régna pendant quatre cents ans. Certains des successeurs de K'inich Yax portaient des noms tout aussi évocateurs. Le glyphe du treizième souverain se traduit par « 18 Lapin », qui fut suivi par « Singe de fumée », puis par « Coquille de fumée », qui mourut en 763 après J.-C. Le dernier nom figurant sur l'autel est celui du roi Yax Pasaj Chan Yoaat, ou

« Premier Dieu de l'Éclair du Ciel naissant », qui fut le seizième souverain de cette lignée et monta sur le trône à la mort de Coquillage de fumée. Après lui, nous ne connaissons qu'un seul autre roi, Ukit Took (« Patron du silex »), grâce à un fragment d'autel. Après Yax Pasaj, les constructions et les inscriptions cessèrent, et il semble que la dynastie fut rapidement

renversée peu après. Ukit Took n'était probablement même pas le véritable prétendant au trône, mais un imposteur.

Il existe une dernière façon d'examiner ces preuves à Copán, mise au point par les archéologues AnnCorinne Freter, Nancy Gonlin et David Webster. Ces chercheurs ont cartographié l'ascension et le déclin de Copán en examinant l'expansion de la colonie dans la vallée de Copán sur une période de 850 ans, de 400 à 1250 après J.-C., à l'aide d'une

technique appelée « hydratation de l'obsidienne », qui calcule la teneur en eau de l'obsidienne à la date à laquelle elle a été extraite. Une fois extraite, la teneur en eau diminue à un rythme connu, ce qui permet aux archéologues de calculer la date à laquelle un morceau d'obsidienne a été extrait. Freter, Gonlin et Webster ont ensuite pu cartographier les endroits où des morceaux d'obsidienne datés ont été trouvés dans la vallée de Copán et retracer l'expansion puis le déclin de la ville. Comme il est possible d'estimer de manière raisonnable le nombre de maisons et de bâtiments dans une zone donnée, la population totale de la ville peut être estimée. Au cours de la période 400-449 après J.-C.,

La population était négligeable, estimée à environ six cents personnes. Elle a augmenté régulièrement pour atteindre un pic de vingt-huit mille habitants entre 750 et 799 après J.-C. Bien que cela ne semble pas énorme selon les normes urbaines contemporaines, c'était considérable pour cette période ; ces chiffres impliquent qu'à cette époque, Copán avait une population plus importante que Londres ou Paris.

D'autres cités mayas, telles que Tikal et Calakmul, étaient sans aucun doute beaucoup plus grandes. D'après les dates du Calendrier long, l'an 800 après J.-C. marque le pic démographique de Copán. Après cela, la population a commencé à décliner, tombant à environ quinze mille personnes en l'an 900 après J.-C. Le déclin s'est poursuivi, et en l'an 1200 après J.-C., la population était revenue à ce qu'elle était huit cents ans auparavant.

La base du développement économique de l'ère classique maya

était la même que celle des Bushong et des Natoufiens : la création d'institutions extractives avec un certain degré de centralisation étatique. Ces institutions comportaient plusieurs éléments clés. Vers l'an 100 après J.-C., dans la ville de Tikal au Guatemala, un nouveau type

de royaume dynastique. Une classe dirigeante basée sur *l'ajaw* (seigneur ou souverain) s'est enracinée avec un roi appelé le *k'uhul ajaw* (seigneur divin) et,

sous lui, une hiérarchie d'aristocrates. Le seigneur divin organisait la société avec la coopération de ces élites et communiquait également avec les dieux. À notre connaissance, ce nouvel ensemble d'institutions politiques ne permettait aucune forme de participation populaire, mais il apportait la stabilité. Le *k'uhul ajaw* percevait des tributs auprès des agriculteurs et organisait le travail pour construire les grands monuments, et la fusion de ces institutions a créé les bases d'une expansion économique impressionnante. L'économie maya était basée sur une spécialisation professionnelle poussée, avec des potiers, des tisserands, des menuisiers et des fabricants d'outils et d'ornements qualifiés. Ils faisaient également le commerce de l'obsidienne, des peaux de jaguar, des coquillages, du cacao, du sel et des plumes entre eux et avec d'autres communautés politiques situées à de longues distances au Mexique. Ils avaient probablement aussi de l'argent et, comme les Aztèques, utilisaient des fèves de cacao comme monnaie.

La manière dont l'ère classique maya s'est fondée sur la création d'institutions politiques extractives était très similaire à la situation chez les Bushong, Yax Ehb' Xook à Tikal jouant un rôle similaire à celui du roi Shyaam. Les nouvelles institutions politiques ont entraîné une augmentation significative de la prospérité économique, dont une grande partie a ensuite été extraite par la nouvelle élite basée autour du *k'uhul ajaw*. Une fois ce système consolidé, vers 300 après J.-, il y a eu peu de changements technologiques supplémentaires. Bien qu'il existe certaines preuves d'une amélioration des techniques d'irrigation et de gestion de l'eau, la technologie agricole était rudimentaire et ne semble pas avoir changé. Les techniques de construction et artistiques sont devenues beaucoup plus sophistiquées au fil du temps, mais dans l'ensemble, il y a eu peu d'innovations.

Il n'y a pas eu de destruction créatrice. Mais il y a eu d'autres formes de destruction, car la richesse que les institutions extractives ont créée pour les *k'uhul ajaw* et l'élite maya a conduit à des guerres constantes, qui se sont aggravées avec le temps. La succession des conflits est consignée dans les inscriptions mayas, avec des glyphes spéciaux indiquant qu'une guerre a eu lieu à une date précise du Compte long. La planète Vénus était la protectrice céleste de la guerre, et les Mayas considéraient certaines phases de l'orbite de la planète comme particulièrement propices à la guerre. Le glyphe qui indiquait la guerre, connu sous le nom de « guerres d'étoile » par

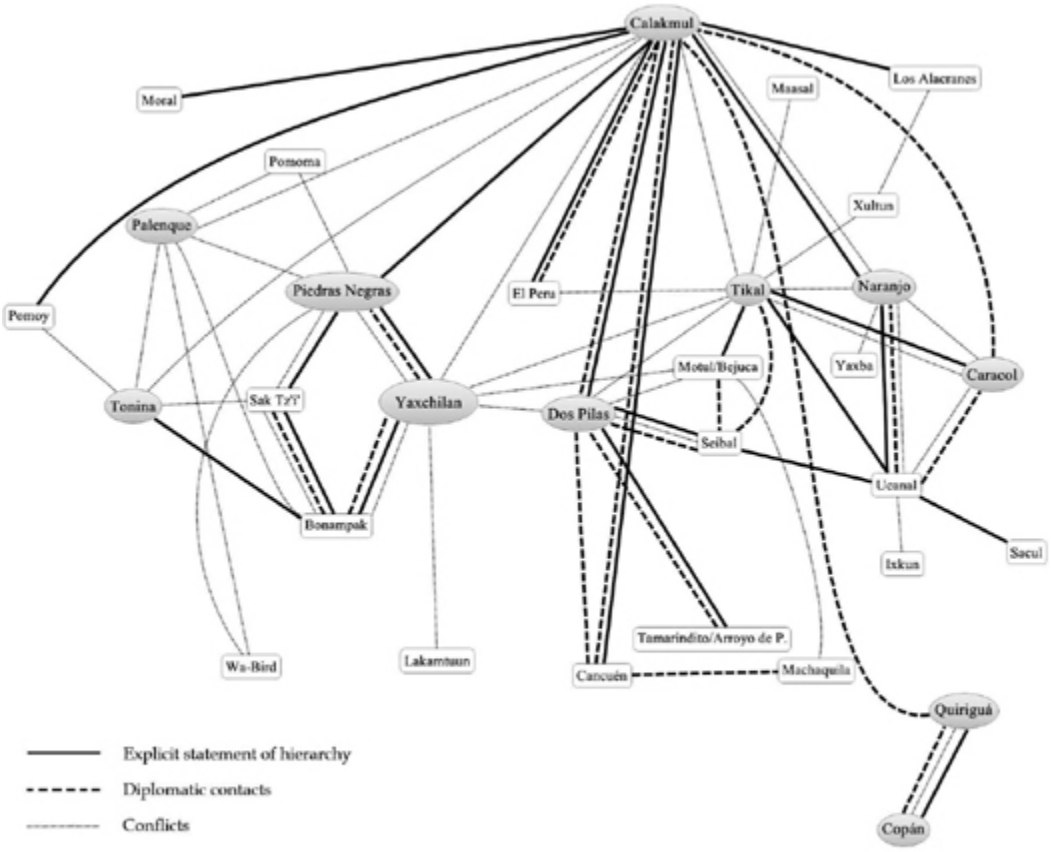
archéologues, montre une étoile arrosant la terre d'un liquide qui pourrait être de l'eau ou du sang. Les inscriptions révèlent également des schémas d'alliance et de compétition. De longues luttes de pouvoir ont opposé les grands États, tels que Tikal, Calakmul, Copán et Palenque, qui ont soumis les petits États à leur domination. Les glyphes marquant les accessions au trône en témoignent. Au cours de cette période, ils commencent à indiquer que les petits États étaient désormais dominés par un autre souverain extérieur.

La carte 10 (cette page) montre les principales cités mayas et les différents types de relations entre elles, tels qu'ils ont été reconstitués par les archéologues Nikolai Grube et Simon Martin. Ces relations indiquent que, bien que les grandes cités telles que Calakmul, Dos Pilas, Piedras Negras et Yaxchilan entretenaient des relations diplomatiques étendues, certaines étaient souvent dominées par d'autres et se livraient également des combats entre elles.

Le fait marquant concernant l'effondrement de la civilisation maya est qu'il coïncide avec le renversement du modèle politique basé sur le *k'uhul ajaw*. Nous avons vu à Copán qu'après la mort de Yax Pasaj en 810 après J.-C., il n'y eut plus de rois. À cette époque, les palais royaux furent abandonnés. À une trentaine de kilomètres au nord de Copán, dans la ville de
Quiriguá, le dernier roi, Jade Sky, monta sur le trône entre 795 et 800 après J.-C.
795 et 800. Le dernier monument daté remonte à 810 après J.-C. selon le compte long, la même année où Yax Pasaj est mort. La ville a été abandonnée peu après. Dans toute la région maya, l'histoire est la même : les institutions politiques qui avaient fourni le contexte nécessaire à l'expansion du commerce, de l'agriculture et de la population ont disparu. Les cours royales n'ont pas
fonctionnaient plus, les monuments et les temples n'étaient plus sculptés et les palais
se vidèrent. À mesure que les institutions politiques et sociales se désagrègent, inversant le processus de centralisation de l'État, l'économie se contracte et la population diminue.

Dans certains cas, les grands centres se sont effondrés à cause d'une violence généralisée. La région de Petexbatun au Guatemala, où les grands temples ont ensuite été démolis et les pierres utilisées pour construire de vastes murs défensifs, en est un exemple frappant. Comme nous le verrons dans le chapitre suivant, cela ressemble beaucoup à ce qui s'est passé dans l'

fin de l'Empire romain. Plus tard, même dans des endroits comme Copán, où les signes de violence sont moins nombreux au moment de l'effondrement, de nombreux monuments ont été vandalisés ou détruits. Dans certains endroits, l'élite est restée en place même après le renversement initial du *k'uhul ajaw*. À Copán, il existe des preuves que l'élite a continué à ériger de nouveaux bâtiments pendant au moins deux cents ans avant de disparaître à son tour. E lsewhere, les élites semblent avoir disparu en même temps que le seigneur divin.



Map 10: The Maya city-states, and inter-city contacts and conflicts

Les preuves archéologiques existantes ne nous permettent pas de tirer une conclusion définitive sur les raisons pour lesquelles le *k'uhul ajaw* et les élites qui l'entouraient ont été renversés et les institutions qui avaient créé l'ère classique maya se sont effondrées. Nous savons que cela s'est produit dans un contexte d'intensification des guerres entre villes, et il semble probable

que l'opposition et la rébellion au sein des cités, peut-être menées par différentes factions de l'élite, aient renversé l'institution.

Bien que les institutions extractives créées par les Mayas aient produit suffisamment de richesses pour permettre aux villes de prospérer et à l'élite de s'enrichir et de produire de grandes œuvres d'art et des bâtiments monumentaux, le système n'était pas stable. Les institutions extractives sur lesquelles cette élite restreinte régnait ont créé de grandes inégalités, et donc un potentiel de luttes intestines entre ceux qui pouvaient bénéficier des richesses extraites du peuple. Ce conflit a finalement conduit à la chute de la civilisation maya.

QU'EST-CE QUI NE VA PAS ?

Les institutions extractives sont si courantes dans l'histoire parce qu'elles reposent sur une logique puissante : elles peuvent générer une prospérité limitée tout en la distribuant entre les mains d'une petite élite. Pour que cette croissance se produise, il faut une centralisation politique. Une fois celle-ci mise en place, l'État – ou l'élite qui le contrôle – est généralement incité à investir et à générer de la richesse, à encourager les autres à investir afin que l'État puisse leur soutirer des ressources, et même à imiter certains des processus qui seraient normalement mis en œuvre par des institutions économiques et des marchés inclusifs. Dans les économies de plantation des Caraïbes, les institutions extractives ont pris la forme d'une élite recourant à la coercition pour forcer les esclaves à produire du sucre. En Union soviétique, elles ont pris la forme du Parti communiste réaffectant les ressources de l'agriculture à l'industrie et mettant en place une sorte de système d'incitations pour les dirigeants et les travailleurs. Comme nous l'avons vu, ces incitations ont été compromises par la nature même du système.

Le potentiel de création d'une croissance extractive donne une impulsion à la centralisation politique et explique pourquoi le roi Shyaam a souhaité créer le royaume de Kuba. Il explique probablement aussi pourquoi les Natoufiens du Moyen-Orient ont mis en place une forme primitive de loi et d'ordre, une hiérarchie et des institutions extractives qui ont finalement conduit à la révolution néolithique. Des processus similaires ont probablement également sous-tendu l'émergence de sociétés sédentaires et la transition vers l'

agriculture dans les Amériques, et peuvent être observés dans la civilisation sophistiquée que les Mayas ont construite sur les fondations posées par des institutions hautement extractives qui contraignaient une grande partie de la population au profit d'une élite restreinte.

La croissance générée par les institutions extractives est toutefois très différente de celle créée par les institutions inclusives. Plus important encore, elle n'est pas durable. De par leur nature même, les institutions extractives ne favorisent pas la destruction créatrice et ne génèrent au mieux qu'un progrès technologique limité. La croissance qu'elles engendrent n'est donc que temporaire. L'expérience soviétique illustre parfaitement cette limite. La Russie soviétique a connu une croissance rapide en rattrapant rapidement son retard sur certaines des technologies de pointe dans le monde, et les ressources ont été réaffectées du secteur agricole, très inefficace, à l'industrie. Mais en fin de compte, les incitations mises en place dans tous les secteurs, de l'agriculture à l'industrie, n'ont pas réussi à stimuler le progrès technologique. Cela ne s'est produit que dans quelques poches où les ressources étaient abondantes et où l'innovation était fortement récompensée en raison de son rôle dans la concurrence avec l'Occident. La croissance soviétique, aussi rapide fût-elle, était vouée à être relativement éphémère, et elle s'essoufflait déjà dans les années 1970.

Le manque de destruction créatrice et d'innovation n'est pas la seule raison pour laquelle la croissance est fortement limitée dans les institutions extractives. L'histoire des cités-États mayas illustre une fin plus sinistre et, hélas, plus courante, là encore impliquée par la logique interne des institutions extractives. Comme ces institutions génèrent des gains importants pour l'élite, les autres seront fortement incités à se battre pour remplacer l'élite actuelle. Les luttes intestines et l'instabilité sont donc des caractéristiques inhérentes aux institutions extractives, qui non seulement créent davantage d'inefficacités, mais inversent souvent toute centralisation politique, conduisant parfois même à l'effondrement total de l'ordre public et à la descente dans le chaos, comme l'ont connu les cités-États mayas après leur succès relatif pendant leur ère classique.

Bien qu'intrinsèquement limitée, la croissance sous des institutions extractives peut néanmoins sembler spectaculaire lorsqu'elle est en marche. Beaucoup dans l' Soviet Union et beaucoup plus dans le monde occidental étaient

impressionnés par la croissance soviétique dans les années 1920, 1930, 1940, 1950, 1960 et même jusqu'aux années 1970, tout comme ils sont fascinés par le rythme effréné de la croissance économique actuelle en Chine. Mais comme nous le verrons plus en détail au chapitre 15, la Chine sous le régime du Parti communiste est un autre exemple de société connaissant une croissance sous des institutions extractives et qui, de la même manière, a peu de chances de générer une croissance durable à moins de subir une transformation politique fondamentale vers des institutions politiques inclusives.

6.

S'ÉLOIGNER

COMMENT VENISE EST DEVENUE UN MUSÉE

LE GROUPE D'ÎLES qui forme Venise se trouve à l'extrême nord de la mer Adriatique. Au Moyen Âge, Venise était probablement l'endroit le plus riche du monde, avec l'ensemble d'institutions économiques inclusives le plus avancé, soutenu par par naissant inclusivité politique . Il a gagné son
indépendance en 810 après J.-C., à un moment qui s'est avéré opportun. L'économie européenne se remettait du déclin qu'elle avait subi lors de l'effondrement de l'Empire romain, et des rois tels que Charlemagne reconstituaient un pouvoir politique central fort. Cela a conduit à la stabilité, à une plus grande sécurité et à l'expansion du commerce,
dont Venise était en mesure de tirer parti grâce à sa position unique. C'était une
nation de marins, située en plein cœur de la Méditerranée. De l'Orient venaient les épices, les produits manufacturés byzantins et les esclaves. Venise s'enrichit. En 1050, alors que Venise connaissait déjà une expansion économique depuis au moins un siècle, elle comptait 45 000 habitants. Ce chiffre augmenta de plus de 50 %, pour atteindre 70 000 habitants en 1200. En 1330, la population avait encore augmenté de 50 %, pour atteindre 110 000 habitants ; Venise était alors aussi grande que Paris, et probablement trois fois plus grande que Londres.

L'une des bases essentielles de l'expansion économique de Venise était une série d'innovations contractuelles rendant les institutions économiques beaucoup plus inclusives. La plus célèbre était la *commenda*, une forme rudimentaire de société par actions, qui n'était constituée que pour la durée d'une seule mission commerciale. Une *commenda* impliquait deux partenaires, l'un « sédentaire » qui restait à Venise et l'autre qui voyageait. Le partenaire sédentaire apportait des capitaux à l'entreprise, tandis que le partenaire voyageur

Le partenaire accompagnait la cargaison. En général, le partenaire sédentaire apportait la majeure partie du capital. Les jeunes entrepreneurs qui ne disposaient pas eux-mêmes d'une fortune pouvaient ainsi se lancer dans le commerce en voyageant avec les marchandises. Il s'agissait d'un moyen essentiel d'ascension sociale. Les pertes éventuelles subies pendant le voyage étaient réparties en fonction du capital apporté par les partenaires. Si le voyage était rentable, les bénéfices étaient répartis selon deux types de contrats *de commenda*. Si la *commenda* était unilatérale, le marchand sédentaire fournissait 100 % du capital et recevait 75 % des bénéfices. Si elle était bilatérale, le marchand sédentaire fournissait 67 % du capital et recevait 50 % des bénéfices. En étudiant les documents officiels, on se rend compte à quel point la *commenda* était un puissant moteur de mobilité sociale ascendante : ces documents regorgent de nouveaux noms, de personnes qui ne faisaient pas partie auparavant de l'élite vénitienne. Dans les documents gouvernementaux de 960, 971 et 982 après J.-C., le nombre

Les nouveaux noms représentent respectivement 69 %, 81 % et 65 % des noms enregistrés.

Cette inclusion économique et l'émergence de nouvelles familles grâce au commerce ont contraint le système politique à s'ouvrir davantage. Le doge, qui gouvernait Venise, était élu à vie par l'Assemblée générale. Bien qu'il s'agisse d'un rassemblement général de tous les citoyens, dans la pratique, l'Assemblée générale était dominée par un groupe restreint de familles puissantes. Même si le doge était très puissant, son pouvoir a été progressivement réduit au fil du temps par des changements dans les institutions politiques. Après 1032, le doge était élu avec un Conseil ducal nouvellement créé, dont la tâche était également de veiller à ce que le doge n'acquière pas un pouvoir absolu. Le premier doge limité par ce conseil, Domenico Flabianico, était un riche marchand de soie issu d'une famille qui n'avait jamais occupé de haute fonction auparavant. Ce changement institutionnel a été suivi d'une expansion considérable de la puissance commerciale et navale de Venise. En 1082, Venise obtint des privilèges commerciaux étendus à Constantinople, et un quartier vénitien fut créé dans cette ville. Il abrita rapidement dix mille Vénitiens. Nous voyons ici des institutions économiques et politiques inclusives commencer à fonctionner en tandem.

L'expansion économique de Venise, qui a accru la pression en faveur d'un changement politique, a explosé après les changements institutionnels politiques et économiques qui ont suivi l'assassinat du doge en 1171. La première innovation importante a été la création d'un Grand Conseil, qui allait devenir la source ultime du pouvoir politique à Venise à partir de ce moment-là. Le conseil était composé de fonctionnaires de l'État vénitien, tels que des juges, et était dominé par les aristocrates. En plus de ces fonctionnaires, chaque année, une centaine de nouveaux membres étaient nommés au conseil par un comité de nomination dont les quatre membres étaient choisis par tirage au sort parmi les membres du conseil existant. Le conseil choisissait ensuite les membres de deux sous-conseils, le Sénat et le Conseil des Quarante, qui avaient diverses tâches législatives et exécutives. Le Grand Conseil choisissait également le Conseil ducal, qui passait de deux à six membres. La deuxième innovation fut la création d'un autre conseil, choisi par tirage au sort par le Grand Conseil, chargé de nommer le doge. Bien que le choix devait être ratifié par l'Assemblée générale, comme celle-ci ne nommait qu'une seule personne, cela donnait en fait au conseil le pouvoir de choisir le doge. La troisième innovation consistait en ce qu'un nouveau doge devait prêter un serment d'office qui limitait le pouvoir ducal. Au fil du temps, ces contraintes ont été continuellement élargies, de sorte que les doges suivants devaient obéir aux magistrats, puis faire approuver toutes leurs décisions par le Conseil ducal. Le Conseil ducal avait également pour rôle de veiller à ce que le doge obéisse à toutes les décisions du Grand Conseil.

Ces réformes politiques ont conduit à une nouvelle série d'innovations institutionnelles : dans le domaine juridique, la création de magistrats indépendants, de tribunaux, d'une cour d'appel et de nouvelles lois sur les contrats privés et les faillites. Ces nouvelles institutions économiques vénitiennes ont permis la création de nouvelles formes juridiques d'entreprises et de nouveaux types de contrats. L'innovation financière a été rapide et c'est à cette époque que l'on voit apparaître les prémices de la banque moderne à Venise. La dynamique qui poussait Venise vers des institutions pleinement inclusives semblait imparable.

Mais tout cela s'accompagnait d'une certaine tension. La croissance économique soutenue par les institutions vénitiennes inclusives s'accompagnait d'une destruction créatrice. Chaque nouvelle vague de jeunes hommes entreprenants qui s'enrichissaient grâce à la *commenda* ou à d'autres institutions économiques similaires avait tendance

à réduire les profits et le succès économique des élites établies. Et c'est ce qu'ils firent non seulement réduisirent-ils leurs profits, mais ils remirent également en cause leur pouvoir politique. Ainsi, les élites existantes siégeant au Grand Conseil étaient toujours tentées, si elles pouvaient s'en tirer, de fermer le système à ces nouveaux venus.

À la création du Grand Conseil, la composition de celui-ci était déterminée chaque année. Comme nous l'avons vu, à la fin de l'année, quatre électeurs étaient choisis au hasard pour nommer une centaine de membres pour l'année suivante, qui étaient automatiquement sélectionnés. Le 3 octobre 1286, une proposition fut soumise au Grand Conseil visant à modifier les règles afin que les nominations soient confirmées à la majorité par le Conseil des Quarante, étroitement contrôlé par les familles de l'élite. Cela aurait donné à cette élite un droit de veto sur les nouvelles nominations au conseil, ce qu'elle n'avait pas auparavant. La proposition fut rejetée. Le 5 octobre 1286, une autre proposition fut présentée ; cette fois, elle fut adoptée. Dès lors, une personne était automatiquement confirmée si son père et son grand-père avaient siégé au conseil. Dans le cas contraire, la confirmation devait être approuvée par le Conseil ducal. Le 17 octobre, une autre modification des règles fut adoptée, stipulant que toute nomination au Grand Conseil devait être approuvée par le Conseil des Quarante, le doge et le Conseil ducal.

Les débats et les amendements constitutionnels de 1286 ont présagé *La Serrata* (« La fermeture ») de Venise. En février 1297, il a été décidé que si vous aviez été membre du Grand Conseil au cours des quatre années précédentes, vous receviez automatiquement une nomination et une approbation. Les nouvelles nominations devaient désormais être approuvées par le Conseil des Quarante, mais avec seulement douze voix. Après le 11 septembre 1298, les membres actuels et leurs familles n'avaient plus besoin de confirmation. Le Grand Conseil était désormais fermé aux étrangers, et les premiers titulaires étaient devenus une aristocratie héréditaire. Le sceau fut apposé en 1315, avec le *Libro d'Oro*, ou « Livre d'or », qui était un registre officiel de la noblesse vénitienne.

Ceux qui n'appartenaient pas à cette noblesse naissante ne laissèrent pas leurs pouvoirs s'éroder sans lutter. Les tensions politiques ne cessèrent de s'intensifier à Venise entre 1297 et 1315. Le Grand Conseil réagit en partie en élargissant l' elle-même . In an attempt to co-opt its most vocal

opposants, il est passé de 450 à 1 500. Cette expansion s'est accompagnée d'une répression. Une force de police a été mise en place pour la première fois en 1310, et la coercition intérieure n'a cessé de croître, sans doute afin de consolider le nouvel ordre politique.

Après avoir mis en place une *Serrata* politique, le Grand Conseil a ensuite adopté une *Serrata* économique. Le passage à des institutions politiques extractives était désormais suivi d'une évolution vers des institutions économiques extractives. Plus important encore, ils ont interdit l'utilisation des contrats *de commenda*, l'une des grandes innovations institutionnelles qui avaient fait la richesse de Venise. Cela n'avait rien de surprenant : la *commenda* profitait aux nouveaux marchands, et l'élite établie cherchait désormais à les exclure. Ce n'était qu'une étape vers des institutions économiques plus extractives. Une autre étape a été franchie lorsque, à partir de 1314, l'État vénitien a commencé à prendre le contrôle et à nationaliser le commerce. Il a organisé des galères d'État pour se lancer dans le commerce et, à partir de 1324, a commencé à imposer des taxes élevées aux particuliers qui souhaitaient se lancer dans le commerce. Le commerce à longue distance devint l'apanage de la noblesse. Ce fut le début de la fin de la prospérité vénitienne. Les principaux secteurs d'activité étant monopolisés par une élite de plus en plus restreinte, le déclin était en marche. Venise semblait être sur le point de devenir la première société inclusive au monde, mais elle fut victime d'un coup d'État. Les institutions politiques et économiques devinrent plus extractives et Venise commença à connaître un déclin économique. En 1500, la population était tombée à cent mille habitants. Entre 1650 et 1800, alors que la population européenne connaissait une croissance rapide, celle de Venise diminuait.

Aujourd'hui, la seule économie dont dispose Venise, à part un peu de pêche, est le tourisme. Au lieu d'être des pionniers dans le domaine des routes commerciales et des institutions économiques, les Vénitiens font des pizzas et des glaces et soufflent du verre coloré pour des hordes d'étrangers. Les touristes viennent voir les merveilles de Venise *d'avant la Serrata*, telles que le palais des Doges et les lions de la cathédrale Saint-Marc, qui ont été pillés à Byzance lorsque Venise régnait sur la Méditerranée. Venise est passée du statut de puissance économique à celui de musée.

DANS CE CHAPITRE, nous nous concentrons sur le développement historique des institutions dans différentes parties du monde et expliquons pourquoi elles ont évolué de manière différente. Nous avons vu au chapitre 4 comment les institutions de l'Europe occidentale ont divergé de celles de l'Europe orientale, puis comment celles de l'Angleterre ont divergé de celles du reste de l'Europe occidentale. Cela
était une conséquence de petites différences institutionnelles , principalement
résultant de la dérive institutionnelle interagissant avec des moments critiques. Il pourrait alors être tentant de penser que ces différences institutionnelles ne sont que la partie émergée d'un iceberg historique profond, sous la surface duquel les institutions anglaises et européennes s'éloignent inexorablement de celles d'ailleurs, en raison d'événements historiques remontant à des millénaires. Le reste, comme on dit, appartient à l'histoire.

Sauf que ce n'est pas le cas, pour deux raisons. Premièrement, comme le montre notre récit sur Venise, les progrès vers des institutions inclusives peuvent être inversés. Venise est devenue prospère. Mais ses institutions politiques et économiques ont été renversées, et cette prospérité s'est inversée. Aujourd'hui, Venise n'est riche que parce que des personnes qui gagnent leur vie ailleurs choisissent d'y dépenser leur argent en admirant la gloire de son passé. Le fait que les institutions inclusives puissent s'inverser montre qu'il n'existe pas de processus cumulatif simple d'amélioration institutionnelle.

Deuxièmement, les petites différences institutionnelles qui jouent un rôle crucial lors des moments décisifs sont, par nature, éphémères. Comme elles sont minimes, elles peuvent être inversées, puis réapparaître et être à nouveau inversées. Nous verrons dans ce chapitre que, contrairement à ce que l'on pourrait attendre des théories géographiques ou culturelles, l'Angleterre, où le pas décisif vers des institutions inclusives allait être franchi au XVIIe siècle, était une région isolée, non seulement pendant les millénaires qui ont suivi la révolution néolithique au Moyen-Orient, mais aussi au début du Moyen Âge, après la chute de l'Empire romain d'Occident. Les îles britanniques étaient marginales par rapport à l'Empire romain, certainement moins importantes que l'Europe occidentale continentale, l'Afrique du Nord, les Balkans, Constantinople ou le Moyen-Orient. Lorsque l'Empire romain d'Occident s'est effondré au Ve siècle après J.-C., la Grande-Bretagne a subi le déclin le plus complet. Mais les
révolutions politiques ont que l' allait finalement apporter l' e industriel

La révolution n'aura pas lieu en Italie, en Turquie, ni même en Europe occidentale continentale, mais dans les îles britanniques.

Pour comprendre le cheminement vers la révolution industrielle en Angleterre et dans les pays qui ont suivi, l'héritage de Rome n'en reste pas moins important pour plusieurs raisons. Tout d'abord, Rome, comme Venise, a connu très tôt des innovations institutionnelles majeures. Comme à Venise, le succès économique initial de Rome reposait sur des institutions inclusives, du moins selon les normes de l'époque. Comme à Venise, ces institutions sont devenues nettement plus extractives au fil du temps. Dans le cas de Rome, cela a été la conséquence du passage de la République (510 av. J.-C. - 49 av. J.-C.) à l'Empire.

Empire (49 av. J.-C. – 476 apr. J.-C.). Même si, pendant la période républicaine, Rome a bâti un empire impressionnant et que le commerce et les transports longue distance ont prospéré, une grande partie de l'économie romaine reposait sur l'extraction. La transition de la république à l'empire a accru l'extraction et a finalement conduit au type de luttes intestines, d'instabilité et et l'effondrement que nous avons observés dans les cités-États mayas.

Deuxièmement, et plus important encore, nous verrons que le développement institutionnel ultérieur de l'Europe occidentale, bien qu'il ne soit pas un héritage direct de Rome, a été la conséquence de moments critiques communs à toute la région à la suite de l'effondrement de l'Empire romain d'Occident. Ces moments critiques n'ont guère eu d'équivalent dans d'autres parties du monde, telles que l'Afrique, l'Asie ou les Amériques, même si nous montrerons également, à travers l'histoire de l'Éthiopie, que lorsque d'autres régions ont connu des moments critiques similaires, elles ont parfois réagi de manière remarquablement similaire. Le déclin de Rome a conduit au féodalisme qui, comme effet secondaire, a entraîné la disparition de l'esclavage, donné naissance à des villes qui échappaient à la sphère d'influence des monarques et des aristocrates, et créé dans le processus un ensemble d'institutions où les pouvoirs politiques des souverains étaient affaiblis. C'est sur cette base féodale que la peste noire allait semer le chaos et renforcer encore davantage l'indépendance des villes et des paysans au détriment des monarques, des aristocrates et des grands propriétaires terriens. Et c'est dans ce contexte que les opportunités créées par le commerce atlantique allaient se concrétiser. De nombreuses régions du monde n'ont pas connu ces changements et se sont donc éloignées les unes des autres.

Le tribun plébéien romain Tiberius Gracchus fut battu à mort en 133 avant J.-C. par des sénateurs romains et son corps fut jeté sans cérémonie dans le Tibre. Ses meurtriers étaient des aristocrates comme Tiberius lui-même, et l'assassinat fut orchestré par son cousin Publius Cornelius Scipio Nasica. Tiberius Gracchus avait un pedigree aristocratique irréprochable, descendant de certains des dirigeants les plus illustres de la République romaine, notamment Lucius Émilien Paul, héros des guerres d'Illyrie et de la deuxième guerre punique, et Scipion l'Africain, le général qui avait vaincu Hannibal lors de la deuxième guerre punique. Pourquoi les puissants sénateurs de son époque, y compris son cousin, s'étaient-ils retournés contre lui ?

La réponse nous en apprend beaucoup sur les tensions qui régnaient dans la République romaine et les causes de son déclin ultérieur. Ce qui opposa Tibère à ces puissants sénateurs, c'était sa volonté de s'opposer à eux sur une question cruciale de l'époque : la répartition des terres et les droits des plébéiens, citoyens romains ordinaires.

À l'époque de Tibère Gracchus, Rome était une république bien établie. Ses institutions politiques et les vertus des citoyens-soldats romains, telles que les a représentées Jacques-Louis David dans son célèbre tableau *Le Serment des Horaces*, qui montre les fils jurant à leurs pères de défendre la République romaine jusqu'à la mort, sont encore considérées par de nombreux historiens comme le fondement du succès de la république. Les citoyens romains ont créé la république en renversant leur roi, Lucius Tarquinius Superbus, connu sous le nom de Tarquin le Superbe, vers 510 av. J.-C. La république a habilement conçu des institutions politiques comportant de nombreux éléments inclusifs. Elle était gouvernée par des magistrats élus pour un an. Le fait que l'o ce de magistrat était élue chaque année et occupée par plusieurs personnes en même temps réduisait la capacité d'une seule personne à consolider ou exploiter son pouvoir. La république institutions contenait un système de contrôles et équilibres qui répartissait le pouvoir assez largement. Cela était vrai même si tous les citoyens n'avaient pas une représentation égale, car le vote était indirect. Il y avait également un grand nombre d'esclaves, essentiels à la production dans une grande partie de l'Italie,

représentant peut-être un tiers de la population. Les esclaves n'avaient bien sûr aucun droit, et encore moins de représentation politique.

Néanmoins, comme à Venise, les institutions politiques romaines comportaient des éléments pluralistes. Les plébéiens avaient leur propre assemblée, qui pouvait élire le tribun plébéien, lequel avait le pouvoir d'opposer son veto aux actions des magistrats, de convoquer l'assemblée plébéienne et de proposer des lois. Ce sont les plébéiens qui ont porté Tiberius Gracchus au pouvoir en 133 av. J.-C. Leur pouvoir avait été forgé par la « sécession », une forme de

grève des plébéiens, en particulier des soldats, qui se retiraient sur une colline à l'extérieur de la ville et refusaient de coopérer avec les magistrats jusqu'à ce que leurs revendications soient satisfaites. Cette menace était bien sûr particulièrement importante en temps de guerre. C'est vraisemblablement lors d'une telle sécession au Ve siècle av. J.-C. que les citoyens ont obtenu

le droit d'élire leur tribun et d'adopter des lois régissant leur communauté. Leur protection politique et juridique, même si elle était limitée selon nos normes actuelles, offrait aux citoyens des opportunités économiques et un certain degré d'inclusion dans les institutions économiques. En conséquence, le commerce dans toute la Méditerranée a prospéré sous la République romaine. Les découvertes archéologiques suggèrent que si la majorité des citoyens et des esclaves vivaient à peine au-dessus du seuil de subsistance, de nombreux Romains, y compris certains citoyens ordinaires, percevaient des revenus élevés et avaient accès à des services publics tels que le réseau d'égouts de la ville et l'éclairage public.

De plus, certains éléments indiquent qu'il y a également eu une certaine croissance économique sous la République romaine. Les épaves nous permettent de retracer l'évolution économique des Romains. L'empire qu'ils ont bâti était en quelque sorte un réseau de villes portuaires, depuis Athènes, Antioche et Alexandrie à l'est, en passant par Rome, Carthage et Cadix, jusqu'à Londres à l'extrême ouest. À mesure que les territoires romains s'étendaient, le commerce et le transport maritime se développaient également, comme en témoignent les épaves découvertes par les archéologues au fond de la Méditerranée. Ces épaves peuvent être datées de différentes manières. Souvent, les navires transportaient des amphores remplies de vin ou d'huile d'olive, acheminées d'Italie vers la Gaule, ou de l'huile d'olive espagnole destinée à être vendue ou distribuée gratuitement à Rome. Les amphores, des récipients en argile scellés, contenaient souvent des informations sur leur propriétaire.

les avait fabriqués et quand. Près du Tibre, à Rome, se trouve une petite colline, le Monte Testaccio, également connue sous le nom de Monte dei Cocci (« montagne de poterie »), composée d'environ cinquante-trois millions d'amphores. Lorsque les amphores étaient déchargées des navires, elles étaient jetées, créant au fil des siècles une immense colline.

Les autres marchandises transportées par les navires et les navires eux-mêmes peuvent parfois être datés à l'aide de la datation au radiocarbone, une technique puissante utilisée par les archéologues pour dater l'âge des restes organiques. Les plantes créent de l'énergie par photosynthèse, qui utilise l'énergie du soleil pour convertir le dioxyde de carbone en sucres. Ce faisant, les plantes incorporent une quantité d'un radio-isotope naturel, le carbone 14. Après la mort des plantes, le carbone 14 se détériore en raison de la désintégration radioactive. Lorsque les archéologues trouvent une épave, ils peuvent dater le bois du navire en comparant la fraction de carbone 14 restante dans celui-ci à celle attendue à partir du carbone 14 atmosphérique. Cela permet d'estimer la date à laquelle l'arbre a été abattu. Seules une vingtaine d'épaves ont été datées d'aussi loin que 500 avant J.-C. Il ne s'agissait probablement pas de navires romains

, mais carthaginoises, par exemple. Cependant, le nombre d'épaves romaines augmente rapidement. À l'époque de la naissance du Christ, elles ont atteint un pic de 180.

Les épaves sont un moyen puissant de retracer les contours économiques de la République romaine, et elles montrent effectivement des signes de croissance économique, mais il faut les replacer dans leur contexte. Probablement les deux tiers du contenu des navires appartenaient à l'État romain, les impôts et les tributs rapportés des provinces à Rome, ou le blé et l'huile d'olive d'Afrique du Nord destinés à être distribués gratuitement aux citoyens de la ville. Ce sont ces fruits de l'exploitation qui ont principalement construit le Monte Testaccio.

Le projet Greenland Ice Core Project (carottage de glace au Groenland) offre un autre moyen fascinant de trouver des preuves de la croissance économique. Lorsque les flocons de neige tombent, ils capturent de petites quantités de pollution présente dans l'atmosphère, en particulier des métaux tels que le plomb, l'argent et le cuivre. La neige gèle et s'accumule sur la neige tombée les années précédentes. Ce processus se poursuit depuis des millénaires et offre aux scientifiques une occasion unique de comprendre l' ampleur de la pollution atmosphérique

il y a des milliers d'années. Entre 1990 et 1992, le projet Greenland Ice Core Project a foré à travers 3 030 mètres de glace couvrant environ 250 000 ans d'histoire humaine. L'une des principales conclusions de ce projet, et d'autres qui l'ont précédé, était qu'il y avait eu une augmentation nette dans des polluants atmosphériques à partir de environ 500 avant J.-C.
Les quantités atmosphériques de plomb, d'argent et de cuivre ont ensuite augmenté régulièrement, atteignant un pic au Ier siècle après J.-C. Il est remarquable que cette quantité atmosphérique de plomb n'ait été atteinte à nouveau qu'au XIIIe siècle. Ces résultats montrent à quel point l'exploitation minière romaine était intense par rapport à ce qui l'a précédée et suivie. Cette augmentation soudaine de l'exploitation minière
indique clairement une expansion économique.

Mais la croissance romaine était insoutenable, car elle s'inscrivait dans le cadre d'institutions à la fois inclusives et extractives. Si les citoyens romains jouissaient de droits politiques et économiques, l'esclavage était très répandu et très extractif, et l'élite, la classe sénatoriale, dominait à la fois l'économie et la politique. Malgré la présence de l'Assemblée plébéienne et du tribut plébéien, par exemple, le pouvoir réel appartenait au Sénat, dont les membres provenaient des grands propriétaires terriens constituant la classe sénatoriale. Selon l'historien romain Tite-Live, le Sénat a été créé par le premier roi de Rome, Romulus, et était composé d'une centaine d'hommes. Leurs descendants formaient la classe sénatoriale, bien que de nouveaux membres aient également été ajoutés. La répartition des terres était très inégale et s'est probablement accentuée au IIe siècle avant J.-C. C'était là la cause profonde
des problèmes que Tibère Gracchus a mis en évidence en tant que tribun.

Au fur et à mesure de son expansion dans toute la Méditerranée, Rome a connu un afflux de grandes richesses. Mais cette manne a été principalement captée par quelques familles riches de rang sénatorial, et les inégalités entre riches et pauvres se sont accrues. Les sénateurs devaient leur richesse non seulement à leur contrôle des provinces lucratives, mais aussi à leurs très grands domaines dans toute l'Italie. Ces domaines étaient exploités par des groupes d'esclaves, souvent capturés lors des guerres menées par Rome. Mais l'origine des terres de ces domaines était tout aussi importante. Pendant la République, les armées romaines étaient composées de citoyens-soldats qui étaient

petits propriétaires terriens, d'abord à Rome, puis dans d'autres régions d'Italie. Traditionnellement, ils combattaient dans l'armée lorsque cela était nécessaire, puis retournaient sur leurs terres. À mesure que Rome s'étendait et que les campagnes devenaient plus longues, ce modèle a cessé de fonctionner. Les soldats étaient éloignés de leurs terres pendant des années, et de nombreuses propriétés sont tombées en désuétude. Les familles des soldats se retrouvaient parfois criblées de dettes et au bord de la famine. De nombreuses parcelles furent donc progressivement abandonnées et absorbées par les domaines des sénateurs. À mesure que la classe sénatoriale s'enrichissait, une grande masse de citoyens sans terre se rassembla à Rome, souvent après avoir été démobilisés de l'armée. N'ayant pas de terre où retourner, ils cherchèrent du travail à Rome. À la fin du IIe siècle avant J.-C., la situation

avait atteint un point critique, à la fois parce que le fossé entre riches et pauvres s'était creusé à un niveau sans précédent et parce qu'il y avait à Rome des hordes de citoyens mécontents prêts à se rebeller contre ces injustices et à se retourner contre l'aristocratie romaine. Mais le pouvoir politique était détenu par les riches propriétaires terriens de la classe sénatoriale, qui étaient les bénéficiaires des changements survenus au cours des deux derniers siècles. La plupart d'entre eux n'avaient aucune intention de modifier le système qui leur avait si bien servi.

Selon l'historien romain Plutarque, Tiberius Gracchus, lors d'un voyage en Étrurie, une région située dans l'actuelle Italie centrale, prit conscience des difficultés que rencontraient les familles des citoyens-soldats. Que ce soit à cause de cette expérience ou d'autres frictions avec les puissants sénateurs de son époque, il se lança bientôt dans un plan audacieux visant à modifier la répartition des terres en Italie. Il se présenta comme tribun de la plèbe en 133 av. J.-C., puis utilisa son o ce pour proposer

réforme agraire : une commission serait chargée d'enquêter sur l'occupation illégale des terres publiques et de redistribuer les terres dépassant la limite légale de trois cents acres aux citoyens romains sans terre. La limite de trois cents acres faisait en fait partie d'une ancienne loi, mais elle avait été ignorée et n'avait pas été appliquée pendant des siècles. La proposition de Tiberius Gracchus provoqua une onde de choc parmi la classe sénatoriale, qui parvint à bloquer la mise en œuvre de ses réformes pendant un certain temps. Lorsque Tiberius réussit à utiliser le pouvoir de la foule qui le soutenait pour

d'écarter un autre tribun qui menaçait d'opposer son veto à sa réforme agraire, la commission qu'il avait proposée fut finalement créée. Le Sénat empêcha toutefois sa mise en œuvre en privant la commission de fonds.

La situation a atteint son paroxysme lorsque Tiberius Gracchus a réclamé pour sa commission de réforme agraire les fonds laissés par le roi de la ville grecque de Pergame au peuple romain. Il a également tenté de se présenter une deuxième fois au poste de tribun, en partie parce qu'il craignait d'être persécuté par le Sénat après avoir quitté ses fonctions. Cela a donné aux sénateurs le prétexte d'accuser Tiberius de vouloir se proclamer roi. Lui et ses partisans ont été attaqués, et beaucoup ont été tués. Tiberius Gracchus fut l'un des premiers à tomber, mais sa mort ne résolut pas le problème, et d'autres tentèrent de réformer la distribution des terres et d'autres aspects de l'économie et de la société romaines. Beaucoup connurent un sort similaire. Le frère de Tiberius Gracchus, Gaius, par exemple, fut également assassiné par des propriétaires terriens après avoir pris la relève de son frère.

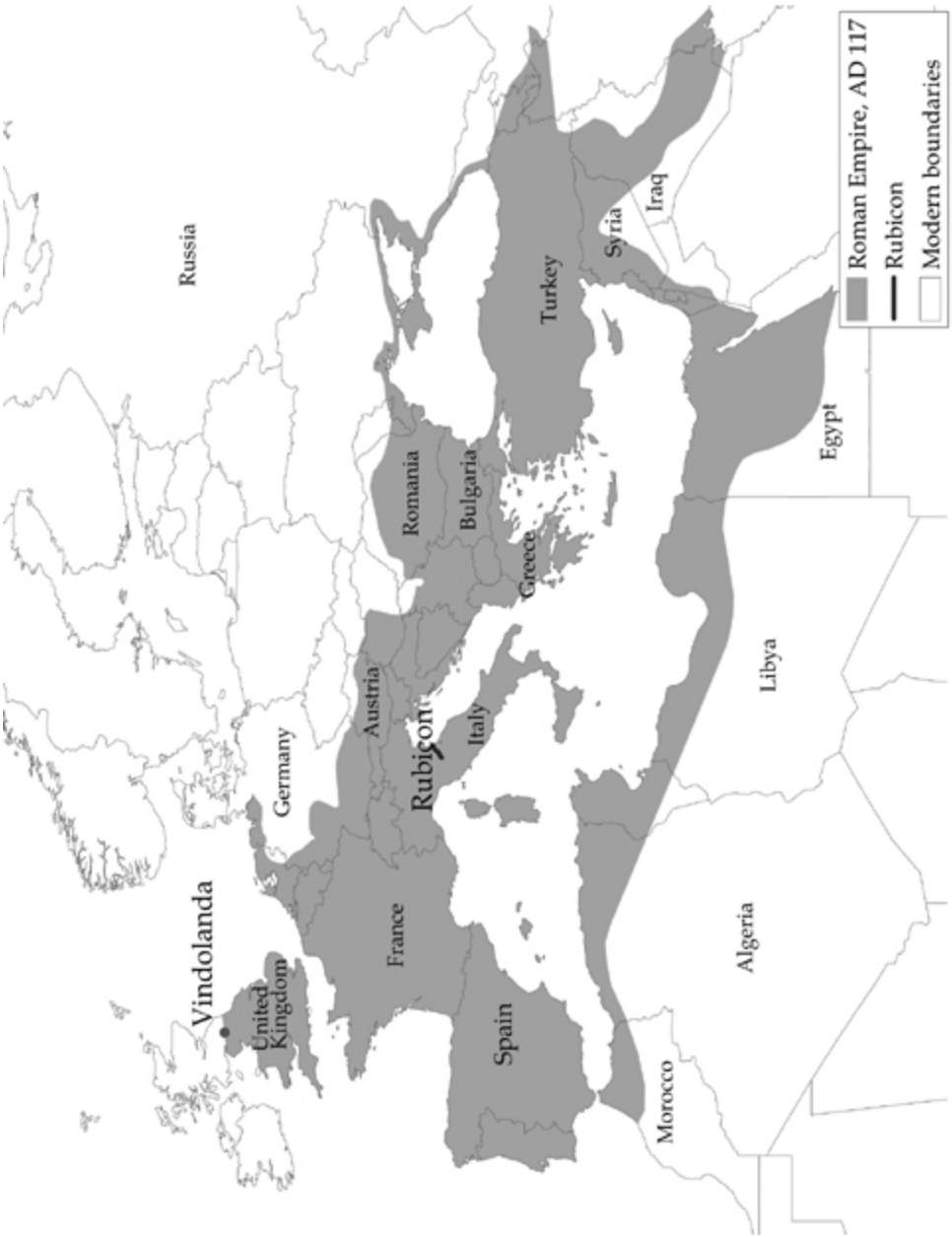
Ces tensions refont surface périodiquement au cours du siècle suivant, conduisant par exemple à la « guerre sociale » entre 91 et 87 av. J.-C. Lucius Cornelius Sulla, défenseur agressif des intérêts du Sénat, réprime non seulement violemment les demandes de changement, mais restreint également considérablement les pouvoirs des tribuns plébéiens. Ces mêmes questions seront également un facteur central dans le soutien que Jules César recevra du peuple romain dans sa lutte contre le Sénat.

Les institutions politiques qui formaient le cœur de la République romaine furent renversées par Jules César en 49 av. J.-C. lorsqu'il fit traverser à sa légion le Rubicon, le fleuve séparant les provinces romaines de la Gaule cisalpine de l'Italie. Rome tomba aux mains de César et une nouvelle guerre civile éclata. Bien que César remportât la victoire, il fut assassiné par
sénateurs mécontents, menés par Brutus et Cassius, en 44 av. J.-C. Les Romains
La République ne serait jamais rétablie. Une nouvelle guerre civile éclata entre les partisans de César, notamment Marc Antoine et Octave, et ses adversaires. Après leur victoire, Antoine et Octave s'affrontèrent jusqu'à ce qu'Octave sorte vainqueur de la bataille d'Actium en 31 av. J.-C. L'année suivante, et pendant les quarante-cinq années qui suivirent

, Octave, connu après 28 av. J.-C. sous le nom d'Auguste César, régna seul sur Rome. Auguste créa l'Empire romain, bien qu'il préférât le titre de princep, une sorte de « premier parmi ses pairs », et appela son régime le Principat. La carte 11 montre l'Empire romain à son apogée en 117 apr. J.-C. Elle inclut également le fleuve Rubicon, que César traversa de manière si fatidique.

C'est cette transition de la république au principat, puis plus tard au empire, qui a semé les graines du déclin de Rome. Les institutions politiques partiellement inclusives, qui avaient constitué la base du succès économique, ont été progressivement sapées. Même si la République romaine a créé des conditions inégales en faveur de la classe sénatoriale et d'autres Romains fortunés, elle n'était pas un régime absolutiste et n'avait jamais auparavant concentré autant de pouvoir entre les mains d'une seule personne. Les changements déclenchés par Auguste, comme dans le cas de la *Serrata* vénitienne, étaient d'abord politiques, mais ils allaient ensuite avoir des conséquences économiques importantes. À la suite de ces changements, au Ve siècle après J.-C.

, l'Empire romain d'Occident, comme on appelait l'Occident après sa séparation de l'Orient, avait décliné sur le plan économique et militaire et était au bord de l'effondrement.



Map 11: The Roman Empire in AD 117

... LES VICES ROMAINS

Flavius Aetius était l'un des personnages les plus marquants de la fin de l'Empire romain, salué comme « le dernier des Romains » par Edward Gibbon, auteur de *Déclin et chute de l'Empire romain*. Entre 433 et 454 après J.-C., jusqu'à son assassinat par l'empereur Valentinien III, Aetius, général, était probablement l'homme le plus puissant de l'
Empire romain. Il a façonné la politique intérieure et étrangère, et

mené une série de batailles cruciales contre les barbares, mais aussi contre d'autres Romains lors de guerres civiles. Il était le seul parmi les puissants généraux combattant dans les guerres civiles à ne pas briguer lui-même le titre d'empereur. Depuis la fin du IIe siècle, la guerre civile était devenue une réalité dans l'Empire romain. Entre la mort de Marc Aurèle en 180 après J.-C. Jusqu'à l'effondrement de l'Empire romain d'Occident en 476 après J.-C., il n'y eut pratiquement pas une décennie sans guerre civile ou coup d'État contre un empereur. Peu d'empereurs moururent de causes naturelles ou au combat. La plupart furent assassinés par des usurpateurs ou leurs propres troupes.

La carrière d'Aetius illustre les changements qui se sont opérés entre la République romaine et

début de l'Empire à la fin de l'Empire romain. Non seulement son implication dans des guerres civiles incessantes et son pouvoir dans tous les aspects des affaires de l'empire contrastent avec le pouvoir beaucoup plus limité des généraux et des sénateurs des périodes précédentes, mais cela met également en évidence à quel point la fortune des Romains a radicalement changé au cours des siècles intermédiaires à d'autres égards.

À la fin de l'Empire romain, les soi-disant barbares, qui étaient initialement dominés et incorporés dans les armées romaines ou utilisés comme esclaves, dominaient désormais de nombreuses parties de l'empire. Jeune homme, Aetius avait été retenu en otage par les barbares, d'abord par les Goths sous Alaric, puis par les Huns. Les relations entre les Romains et ces barbares sont révélatrices de l'évolution de la situation depuis la République. Alaric était à la fois un ennemi féroce et un allié, à tel point qu'en 405, il fut nommé l'un des généraux les plus haut gradés de l'armée romaine. Cet arrangement était toutefois temporaire. En 408, Alaric combattait les Romains, envahissait l'Italie et pillait Rome.

Les Huns étaient également à la fois de puissants ennemis et de fréquents alliés des Romains. Bien qu'ils aient eux aussi pris Aetius en otage, ils combattirent plus tard à ses côtés dans une guerre civile. Mais les Huns ne restèrent pas longtemps du même côté et, sous Attila, ils livrèrent une grande bataille contre les Romains en 451, juste de l'autre côté du Rhin. Cette fois-ci, ce sont les Goths, sous Théodoric, qui défendirent les Romains.

Tout cela n'empêcha pas les élites romaines de tenter d'apaiser les chefs barbares, souvent non pas pour protéger les territoires romains, mais pour prendre le dessus dans les luttes de pouvoir internes. Par exemple, le

Les Vandales, sous la conduite de leur roi Gensséric, ravagèrent une grande partie de la péninsule ibérique, puis conquirent les greniers romains d'Afrique du Nord à partir de 429. La réponse romaine fut d'offrir à Gensséric la fille de l'empereur Valentinien III en mariage. Gensséric était alors marié à la fille d'un des chefs des Goths, mais cela ne semble pas l'avoir arrêté. Il annula son mariage sous prétexte que sa femme avait tenté de l'assassiner et la renvoya dans sa famille après l'avoir mutilée en lui coupant les oreilles et le nez. Heureusement pour la future mariée, en raison de son jeune âge, elle fut gardée en Italie et ne consomma jamais son mariage avec Gensséric. Plus tard, elle épousa un autre général puissant, Petronius Maximus, le cerveau du meurtre d'Aetius par l'empereur Valentinien III, qui fut lui-même assassiné peu après dans un complot ourdi par Maximus. Maximus s'autoproclama ensuite empereur, mais son règne fut de courte durée, interrompu par sa mort lors de la grande offensive des Vandales menée par Gensséric contre l'Italie, qui vit Rome tomber et être sauvagement pillée.

Au début du Ve siècle, les barbares étaient littéralement aux portes de Rome. Certains historiens affirment que cela était dû aux adversaires plus redoutables auxquels les Romains ont dû faire face à la fin de l'Empire. Mais le succès des Goths, des Huns et des Vandales contre Rome était un symptôme, et non la cause, du déclin de Rome. Pendant la République, Rome had dealt with much more organized and threatening adversaires, tels que les Carthaginois. Le déclin de Rome a eu des causes très similaires à celles des cités-États mayas. Les institutions politiques et économiques de plus en plus extractives de Rome ont entraîné sa chute, car elles ont provoqué des luttes intestines et une guerre civile.

Les origines du déclin remontent au moins à la prise de pouvoir d'Auguste, qui a déclenché des changements rendant les institutions politiques beaucoup plus extractives. Parmi ceux-ci figuraient des changements dans la structure de l'armée, qui rendaient la sécession impossible, supprimant ainsi un élément crucial qui garantissait la représentation politique des Romains ordinaires. L'empereur Tibère, qui succéda à Auguste en 14 après J.-C., abolit

l'Assemblée plébéienne et transféra ses pouvoirs au Sénat. Au lieu d'une voix politique, les citoyens romains recevaient désormais gratuitement du blé, puis de l'huile d'olive, du vin et du porc, et étaient divertis par des cirques et des combats de gladiateurs. Avec les réformes d'Auguste, les empereurs commencèrent à s'appuyer moins sur l'armée composée de citoyens-soldats que sur la garde prétorienne, le groupe d'élite de soldats professionnels créé par Auguste. La garde elle-même allait bientôt devenir un important intermédiaire indépendant dans le choix de l'empereur, souvent par des moyens peu pacifiques, à savoir des guerres civiles et des intrigues. Auguste renforça également l'aristocratie au détriment des citoyens romains ordinaires, et les inégalités croissantes qui avaient sous-tendu le conflit entre Tiberius Gracchus et les aristocrates se poursuivirent, voire s'accentuèrent.

La concentration du pouvoir au centre a rendu les droits de propriété des Romains ordinaires moins sûrs. Les terres domaniales se sont également étendues avec l'empire à la suite de confiscations, et ont fini par représenter jusqu'à la moitié des terres dans de nombreuses régions de l'empire. Les droits de propriété sont devenus particulièrement instables en raison de la concentration du pouvoir entre les mains de l'empereur et de son entourage. Dans un schéma qui n'est pas très différent de ce qui s'est passé dans les cités-États mayas, les luttes intestines pour prendre le contrôle de cette position puissante se sont intensifiées. Les guerres civiles sont devenues monnaie courante, même avant le chaos du Ve siècle, lorsque les barbares ont régné en maîtres. Par exemple, Septime Sévère a pris le pouvoir à Didius Julianus, qui s'était proclamé empereur après l'assassinat de Pertinax en 193 après J.-C. Sévère, troisième empereur de la

appelée « l'année des cinq empereurs », puis il fit la guerre à ses rivaux, les généraux Pescennius Niger et Clodius Albinus, qui furent finalement vaincus respectivement en 194 et 197 après J.-C. Sévère confisqua tous les biens de ses adversaires vaincus lors de la guerre civile qui s'ensuivit. Bien que des dirigeants compétents, tels que Trajan (98 à 117 après J.-C.), Hadrien et Marc Aurèle au siècle suivant, aient pu enrayer le déclin, ils ne purent, ou ne voulurent, s'attaquer aux problèmes institutionnels fondamentaux. Aucun d'entre eux ne proposa d'abandonner l'empire ou de recréer des institutions politiques efficaces sur le modèle

de la République romaine. Malgré tous ses succès, Marc Aurèle fut

suivi par son fils Commode, qui ressemblait davantage à Caligula ou à Néron qu'à son père.

L'instabilité croissante était évidente au vu de la disposition et de l'emplacement des villes et des cités de l'empire. Au IIIe siècle après J.-C., toutes les villes importantes de l'empire étaient dotées d'une muraille défensive. Dans de nombreux cas, les monuments étaient pillés pour récupérer la pierre, qui était utilisée dans les fortifications. En Gaule, avant l'arrivée des Romains en 125 avant J.-C., il était courant de construire des colonies au sommet des collines, car celles-ci étaient plus faciles à défendre. Avec l'arrivée initiale de Rome, les colonies se sont déplacées vers les plaines. Au IIIe siècle, cette tendance s'est inversée.

L'instabilité politique croissante s'accompagna de changements sociaux qui poussèrent les institutions économiques vers une plus grande exploitation. Bien que la citoyenneté ait été étendue au point qu'en 212 après J.-C., presque tous les habitants de l'empire en étaient citoyens, ce changement s'accompagna d'une modification du statut des citoyens. Tout sentiment d'égalité devant la loi qui aurait pu exister
d'égalité devant la loi s'est détérioré. Par exemple, sous le
règne d'Hadrien (117 à 138 après J.-C.), il existait des différences évidentes dans les types de lois appliquées aux différentes catégories de citoyens romains. Tout aussi important, le rôle des citoyens était complètement différent de ce qu'il était à l'époque de la République romaine, où ils pouvaient exercer un certain pouvoir sur les décisions politiques et économiques
par le biais des assemblées à Rome.

L'esclavage est resté une constante tout au long de l'histoire de Rome, bien qu'il existe une certaine controverse quant à savoir si la proportion d'esclaves dans la population a réellement diminué au fil des siècles. Tout aussi important, à mesure que l'empire se développait, de plus en plus de travailleurs agricoles ont été réduits à un statut semi-servile et liés à la terre. Le statut de ces *« coloni »* serviles est largement abordé dans des documents juridiques tels que le *Codex Theodosianus* et *le Codex Justinianus*, et remonte probablement au règne de Dioclétien (284 à 305 après J.-C.). Les droits
des propriétaires fonciers sur les *coloni* ont été progressivement renforcés. En 332, l'empereur Constantin a autorisé les propriétaires fonciers à enchaîner un *colonus* qu'ils soupçonnaient de vouloir s'échapper, et à partir de 365 après J.-C., *les coloni* n'étaient plus autorisés à vendre leurs propres biens sans l'autorisation de leur propriétaire foncier.

Tout comme nous pouvons utiliser les épaves et les carottes de glace du Groenland pour retracer l'expansion économique de Rome au cours des périodes antérieures, nous pouvons également les utiliser pour retracer son déclin. En 500 après J.-C., le nombre maximal de 180 navires était tombé à 20. Avec le déclin de Rome, le commerce méditerranéen s'est effondré, et certains chercheurs ont même avancé qu'il n'avait pas retrouvé
son niveau romain avant le XIXe siècle. Les carottes de glace du Groenland raconte une histoire similaire. Les Romains utilisaient l'argent pour fabriquer des pièces de monnaie, et le plomb avait de nombreuses utilisations, notamment pour les tuyaux et la vaisselle. Après avoir atteint leur apogée au Ier siècle après J.-C., les gisements de plomb, d'argent et de cuivre dans les carottes de glace ont diminué.

L'expérience de la croissance économique pendant la République romaine était impressionnante, tout comme d'autres exemples de croissance sous des institutions extractives, telles que l'Union soviétique. Mais cette croissance était limitée et n'était pas durable, même si l'on tient compte du fait qu'elle s'est produite dans le cadre d'institutions partiellement inclusives. La croissance reposait sur une productivité agricole relativement élevée, des tributs importants provenant des provinces et le commerce à longue distance, mais elle n'était pas soutenue par le progrès technologique ou la destruction créatrice. Les Romains ont hérité de certaines technologies de base, telles que les outils et les armes en fer, l'alphabétisation, l'agriculture à la charrue et les techniques de construction. Au début de la République, ils en ont créé d'autres : la maçonnerie en ciment, les pompes et la roue à eau. Mais par la suite, la technologie a stagné tout au long de la période de l'Empire romain. Dans le domaine du transport maritime, par exemple, la conception des navires et le gréement ont peu évolué, et les Romains n'ont jamais développé le gouvernail arrière, préférant diriger les navires à l'aide de rames. Les roues hydrauliques se sont répandues très lentement, de sorte que l'énergie hydraulique n'a jamais révolutionné l'économie romaine. Même des réalisations aussi importantes que les aqueducs et les égouts urbains utilisaient des technologies existantes, bien que les Romains les aient perfectionnées. Il pouvait y avoir une certaine croissance économique sans innovation, en s'appuyant sur les technologies existantes, mais c'était une croissance sans destruction créatrice. Et elle n'a pas duré. À mesure que les droits de propriété devenaient plus précaires et que les droits économiques des citoyens suivaient le déclin de leurs droits politiques, la croissance économique a également décliné.

Une chose remarquable à propos des nouvelles technologies à l'époque romaine est que leur création et leur diffusion semblent avoir été motivées par la

État. C'est une bonne nouvelle, jusqu'à ce que le gouvernement décide qu'il n'est pas intéressé par le développement technologique, ce qui est malheureusement trop souvent le cas en raison de la crainte de la destruction créatrice. Le grand écrivain romain Pline l'Ancien raconte l'histoire suivante. Sous le règne de l'empereur Tibère, un homme inventa un verre incassable et se rendit auprès de l'empereur, pensant obtenir une grande récompense. Il fit la démonstration de son invention, et Tibère lui demanda s'il en avait parlé à quelqu'un d'autre. Lorsque l'homme répondit par la négative, Tibère le fit traîner hors de sa présence et tuer, « de peur que l'or ne perde toute sa valeur ». Cette histoire présente deux aspects intéressants. Premièrement, l'homme s'est d'abord rendu auprès de Tibère pour obtenir une récompense, plutôt que de créer son entreprise et de réaliser des bénéfices en vendant son verre. Cela montre le rôle du gouvernement romain dans le contrôle de la technologie. Deuxièmement, Tibère était heureux de détruire cette innovation en raison des effets économiques négatifs qu'elle aurait pu avoir. C'est la crainte des effets économiques de la destruction créatrice.

Il existe également des preuves directes datant de l'époque de l'Empire romain qui témoignent de la crainte des conséquences politiques de la destruction créatrice. Suétone raconte comment l'empereur Vespasien, qui régna entre 69 et 79 après J.-C., fut approché par un homme qui avait inventé un dispositif permettant de transporter des colonnes jusqu'au Capitole, la citadelle de Rome, à un
coût relativement faible. Les colonnes étaient grandes, lourdes et très di cult
à transporter. Leur transport depuis les mines où ils étaient fabriqués jusqu'à Rome nécessitait le travail de milliers de personnes, ce qui représentait un coût considérable pour le gouvernement. Vespasien n'a pas tué l'homme, mais il a également refusé d'utiliser cette innovation, déclarant : « Comment vais-je pouvoir nourrir la population ? » Une fois de plus, un inventeur s'est présenté au gouvernement. Cela était peut-être plus naturel qu'avec le verre incassable, car le gouvernement romain était très impliqué dans l'exploitation minière et le transport. Une fois de plus, l'innovation fut rejetée en raison de la menace de destruction créatrice, non pas tant pour son impact économique que par crainte d'une destruction créatrice politique. Vespasien craignait que, s'il ne maintenait pas le peuple heureux et sous contrôle, cela ne conduise à une instabilité politique. Il fallait occuper et assouplir les plébéiens romains, il était donc bon de

leur donner du travail, comme déplacer des colonnes. Cela venait compléter le pain et les jeux, qui étaient également distribués gratuitement pour satisfaire la population. Il est peut-être révélateur que ces deux exemples soient survenus peu après l'effondrement de la République. Les empereurs romains avaient beaucoup plus de pouvoir pour bloquer le changement que les dirigeants romains pendant la République.

Une autre raison importante expliquant l'absence d'innovation technologique était la prévalence de l'esclavage. À mesure que les territoires contrôlés par les Romains s'étendaient, un grand nombre de personnes étaient réduites en esclavage, souvent ramenées en Italie pour travailler dans de grands domaines. De nombreux citoyens romains n'avaient pas besoin de travailler : ils vivaient des aides versées par le gouvernement. D'où pouvait venir l'innovation ? Nous avons soutenu que l'innovation venait de nouvelles personnes avec de nouvelles idées, développant de nouvelles solutions à d'anciens problèmes. À Rome, les personnes qui produisaient étaient des esclaves et, plus tard, *des coloni* semi-serviles qui avaient peu d'incitations à innover, car ce sont leurs maîtres, et non eux, qui tiraient profit de toute innovation. Comme nous le verrons à plusieurs reprises dans cet ouvrage, les économies fondées sur la répression du travail et les systèmes tels que l'esclavage et le servage sont notoirement peu innovantes. Cela est vrai depuis l'Antiquité jusqu'à l'ère moderne. Aux États-Unis, par exemple, ce sont les États du nord qui ont participé à la révolution industrielle, et non ceux du sud. Bien sûr, l'esclavage et le servage ont créé d'énormes richesses pour ceux qui possédaient des esclaves et contrôlaient les serfs, mais ils n'ont pas généré d'innovation technologique ni de prospérité pour la société.

PERSONNE N'ÉCRIT DE VINDOLANDA

En 43 après J.-C., l'empereur romain Claude avait conquis l'Angleterre, mais pas l'Écosse. Une dernière tentative futale fut menée par le gouverneur romain Agricola, qui abandonna et, en 85 après J.-C., construisit une série de forts pour protéger la frontière nord de l'Angleterre. L'un des plus grands d'entre eux se trouvait à Vindolanda, à 56 km à l'ouest de Newcastle, et est représenté sur la carte 11 à l'extrême nord-ouest de l'Empire romain. Plus tard, Vindolanda fut intégré dans le mur défensif de 137 km construit par l'empereur Hadrien, mais en 103 après J.-C., lorsqu'un

centurion romain, Candidus, y fut stationné, c'était un fort isolé. Candidus s'occupait avec son ami Octavius de l'approvisionnement de la garnison romaine et reçut une réponse d'Octavius à une lettre qu'il lui avait envoyée :

> Octavius à son frère Candidus, salutations.
> Je t'ai écrit à plusieurs reprises que j'ai acheté environ cinq mille modii d'épis de blé, pour lesquels j'ai besoin d'argent liquide. Si tu ne m'envoies pas au moins cinq cents deniers, je perdrai l'acompte que j'ai versé, soit environ trois cents deniers, et je me retrouverai dans une situation embarrassante. Je vous demande donc de m'envoyer de l'argent liquide dès que possible. Les peaux dont vous parlez se trouvent à Cataractonium. Écrivez qu'elles doivent m'être remises, ainsi que le chariot dont vous parlez. Je serais déjà allé les chercher si je ne craignais pas de blesser les animaux alors que les routes sont en mauvais état. Voyez avec Tertius au sujet des 8½ deniers qu'il a reçus de Fatalis. Il ne les a pas crédités sur mon compte. Assurez-vous de m'envoyer de l'argent afin que je puisse avoir des épis de blé sur l'aire de battage. Saluez Spectatus et Firmus. Adieu.

La correspondance entre Candidus et Octavius illustre certains aspects importants de la prospérité économique de l'Angleterre romaine : elle révèle l'existence d'une économie monétaire avancée avec des services financiers. Elle révèle la présence de routes construites, même si elles étaient parfois en mauvais état. Elle révèle l'existence d'un système fiscal qui prélevait des impôts pour payer le salaire de Candidus. Plus évidemment, elle révèle que les deux hommes étaient alphabétisés et pouvaient bénéficier d'une sorte de service postal. L'Angleterre romaine bénéficiait également de la fabrication en série de poteries de haute qualité, en particulier dans l'Oxfordshire, de centres urbains dotés de bains et de bâtiments publics, et de techniques de construction de maisons utilisant du mortier et des tuiles pour les toits.

Au IVe siècle, tout cela était en déclin, et après 411 après J.-C., l'Empire romain abandonna l'Angleterre. Les troupes furent retirées ; celles

restés sur place ne furent pas payés et, à mesure que l'État romain s'effondrait, les administrateurs furent expulsés par la population locale. En 450 après J.-C., tous ces signes de prospérité économique avaient disparu. L'argent avait disparu de la circulation. Les zones urbaines étaient abandonnées et les bâtiments dépouillés de leurs pierres. Les routes étaient envahies par les mauvaises herbes. Le seul type de
pottery fabriqué était brut et fait main, pas fabriqué.
Les gens ont oublié comment utiliser le mortier, et le taux d'alphabétisation a considérablement diminué. Les toits étaient faits de branches, et non de tuiles. Plus personne n'écrivait depuis Vindolanda.

Après 411 après J.-C., l'Angleterre a connu un effondrement économique et est devenue une région pauvre et isolée, et ce n'était pas la première fois. Dans le chapitre précédent, nous avons vu comment la révolution néolithique a commencé au Moyen-Orient vers 9500 avant J.-C. Alors que les habitants de Jéricho et d'Abu Hureyra vivaient dans de petites villes et pratiquaient l'agriculture, les habitants de l'Angleterre continuaient à chasser et à cueillir, et allaient le faire pendant au moins 5 500 ans encore. Même à cette époque, les Anglais n'ont pas inventé l'agriculture ou l'élevage ; ceux-ci ont été importés de l'extérieur par
les migrants qui s'étaient répandus à travers l'Europe depuis le Moyen-Orient pendant des milliers d'années. Alors que les habitants de l'Angleterre rattrapaient leur retard sur ces innovations majeures, ceux du Moyen-Orient inventaient les villes, l'écriture et la poterie. Vers 3500 avant J.-C., de grandes villes telles qu'Uruk et Ur ont vu le jour en Mésopotamie, l'Irak actuel. Uruk comptait peut-être

une population de quatorze mille en 3500 avant J.-C., et quarante mille peu après. Le tour de potier a été inventé en Mésopotamie à peu près à la même époque que le transport sur roues. La capitale égyptienne Memphis est rapidement devenue une grande ville. L'écriture est apparue indépendamment dans les deux régions. Alors que les Égyptiens construisaient les grandes pyramides de Gizeh vers 2500 avant J.-C., les Anglais construisaient leur monument antique le plus célèbre,

le cercle de pierres de Stonehenge. Pas mal selon les normes anglaises, mais pas assez grand pour avoir abrité l'un des bateaux cérémoniels enterrés au pied de la pyramide du roi Khéops. L'Angleterre a continué à prendre du retard et à emprunter au Moyen-Orient et au reste de l'Europe jusqu'à la période romaine incluse.

Malgré cette histoire peu propice, c'est en Angleterre que la première société véritablement inclusive a vu le jour et que la révolution industrielle a commencé. Nous avons soutenu précédemment (cette page – cette page) que cela résultait d'une série d'interactions entre de petites différences institutionnelles et des moments charnières, par exemple la peste noire et la découverte des Amériques. La divergence anglaise avait des racines historiques, mais le point de vue de Vindolanda suggère que ces racines n'étaient pas si profondes et n'étaient certainement pas prédéterminées par l'histoire. Elles n'ont pas été plantées lors de la révolution néolithique, ni même pendant les siècles d'hégémonie romaine. En 450 après J.-C., au début de ce que les historiens appelaient autrefois l'âge sombre, l'Angleterre était retombée dans la pauvreté et le chaos politique. Pendant des centaines d'années, il n'y eut pas d'État centralisé efficace en Angleterre.

DES CHEMINS DIVERGENTS

L'essor des institutions inclusives et la croissance industrielle qui s'ensuivit en Angleterre ne furent pas le résultat direct de l'héritage des institutions romaines (ou antérieures). Cela ne signifie pas pour autant que la chute de l'Empire romain d'Occident, événement majeur qui affecta la majeure partie de l'Europe, n'eut aucune conséquence significative. Étant donné que différentes régions d'Europe connurent les mêmes tournants décisifs, leurs institutions évoluèrent de manière similaire, peut-être d'une manière typiquement européenne. La chute de l'Empire romain a été un élément crucial de ces moments critiques communs. Cette trajectoire européenne contraste avec celles d'autres régions du monde, notamment l'Afrique subsaharienne, l'Asie et les Amériques, qui se sont développées différemment, en partie parce qu'elles n'ont pas connu les mêmes moments critiques.

L'Angleterre romaine s'est effondrée brutalement. Ce fut moins le cas en Italie, en Gaule romaine (la France actuelle) ou même en Afrique du Nord, où bon nombre des anciennes institutions ont survécu sous une forme ou une autre. Il ne fait toutefois aucun doute que le passage de la domination d'un seul État romain à une multitude d'États dirigés par les Francs, les Wisigoths, les Ostrogoths, les Vandales et les Burgondes a été significatif. Le pouvoir de ces États était bien plus faible, et ils furent secoués par une longue série d'incursions provenant

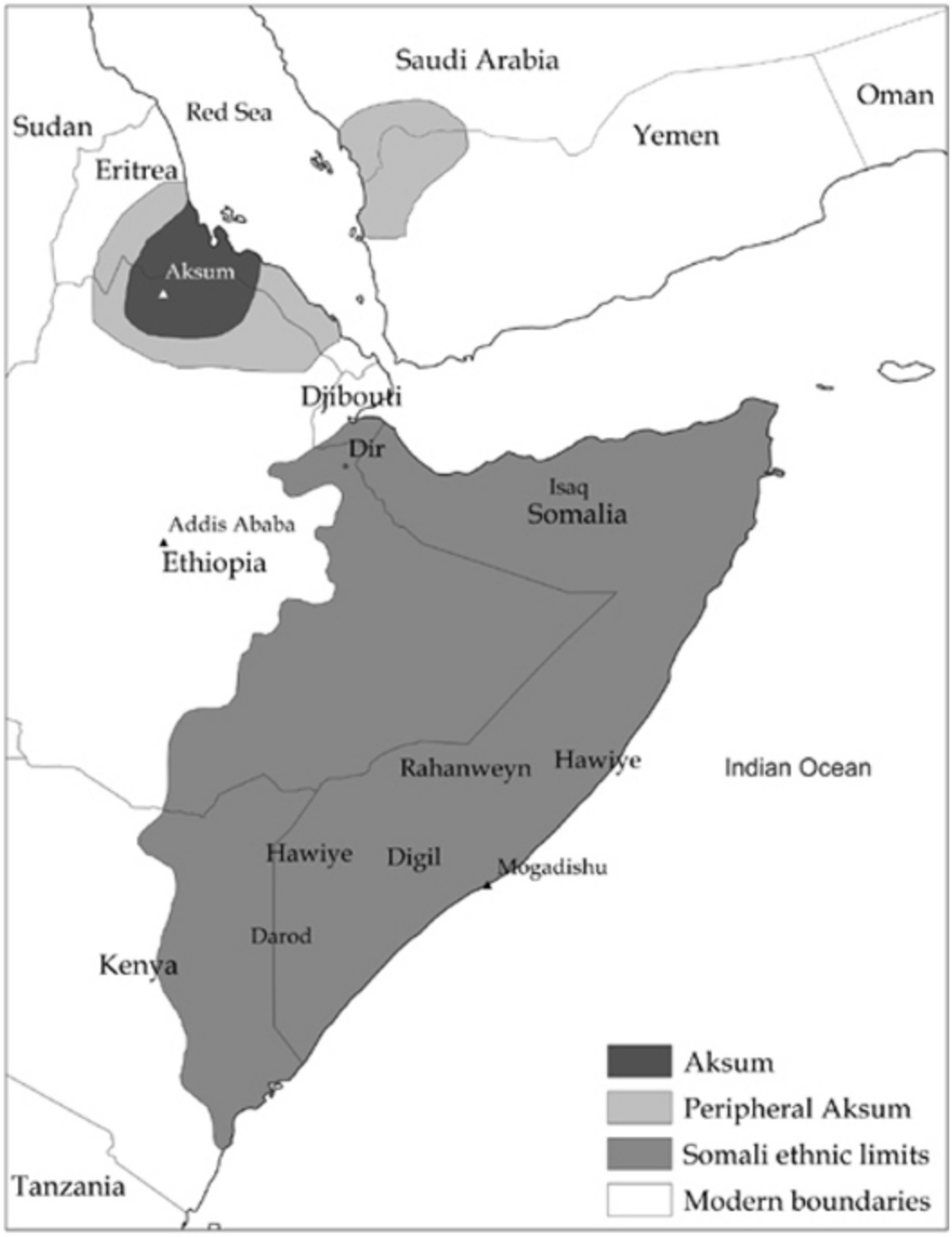
leurs périphéries. Du nord arrivèrent les Vikings et les Danois dans leurs drakkars. De l'est vinrent les cavaliers huns. Enfin, l'émergence de l'islam en tant que religion et force politique au cours du siècle qui suivit la mort de Mahomet en 632 après J.-C. conduisit à la création de nouveaux États islamiques dans la majeure partie de l'Empire byzantin, en Afrique du Nord,
et l'Espagne. Ces processus communs ont bouleversé l'Europe et ont donné naissance à un type particulier de société, communément appelé féodal. La société féodale était décentralisée car les États centraux forts s'étaient atrophiés, même si certains
sillage, un type particulier de société, communément appelé féodal, a émergé. La société féodale était décentralisée car les États centraux forts s'étaient atrophiés, même si certains souverains comme Charlemagne ont tenté de les reconstruire.

Les institutions féodales, qui reposaient sur une main-d'œuvre non libre et contrainte (les serfs), étaient manifestement extractives et ont constitué la base d'une longue période de croissance extractive et lente en Europe au Moyen Âge. Mais elles ont également eu des conséquences sur les développements ultérieurs. Par exemple, lors de la réduction de la population rurale au statut de serfs, l'esclavage a disparu d'Europe. À une époque où les élites pouvaient réduire toute la population rurale à l'état de serfs, il ne semblait pas nécessaire d'avoir une classe distincte d'esclaves comme toutes les sociétés précédentes l'avaient eu. Le féodalisme a également créé un vide de pouvoir dans lequel des villes indépendantes spécialisées dans la production et le commerce ont pu prospérer. Mais lorsque l'équilibre des pouvoirs a changé après la peste noire et que le servage a commencé à s'effondrer en Europe occidentale, le terrain était prêt pour une société beaucoup plus pluraliste, sans la présence d'esclaves.

Les moments critiques qui ont donné naissance à la société féodale étaient distincts, mais ils ne se limitaient pas complètement à l'Europe. Une comparaison pertinente peut être faite avec l'Éthiopie, pays africain moderne qui s'est développé à partir du royaume d'Aksoum, fondé dans le nord du pays vers 400 avant J.-C. Aksoum était un royaume relativement développé
pour son époque et pratiquait le commerce international avec l'Inde, l'Arabie, la Grèce et l'Empire romain. À bien des égards, il était comparable à l'Empire romain d'Orient de cette période. Il utilisait la monnaie, construisait des bâtiments publics et des routes monumentaux et disposait d'une technologie très similaire, par exemple dans les domaines de l'agriculture et du transport maritime. Il existe également des parallèles idéologiques intéressants entre Aksoum et Rome.

En 312 après J.-C., l'empereur romain Constantin s'est converti au christianisme, tout comme le roi Ezana d'Aksoum à peu près à la même époque. La carte 12 montre l'emplacement de l'État historique d'Aksoum dans l'Éthiopie et l'Érythrée actuelles, avec des avant-postes de l'autre côté de la mer Rouge, en Arabie saoudite et au Yémen.

Tout comme Rome, Aksoum a connu un déclin historique.
suivit un schéma proche de celui de l'Empire romain d'Occident. Le rôle joué par les Huns et les Vandales dans le déclin de Rome a été repris par les Arabes qui, au VIIe siècle, se sont étendus jusqu'à la mer Rouge et dans la péninsule arabique. Aksoum a perdu ses colonies en Arabie et ses routes commerciales. Cela a précipité son déclin économique : on a cessé de frapper monnaie, la population urbaine a diminué et l'État s'est recentré sur l'intérieur du pays et les hauts plateaux de l'Éthiopie moderne.



Map 12: The Aksum Empire and the Somali clan families

En Europe, les institutions féodales ont émergé à la suite de l'effondrement de l'autorité centrale de l'État. La même chose s'est produite en Éthiopie, sur la base d'un système appelé *gult*, qui impliquait l'octroi de terres par l'empereur. L'institution de l' est mentionnée dans au XIIIe siècle.

manuscrits, bien qu'il puisse trouver son origine beaucoup plus tôt. Le terme *gult* est dérivé d'un mot amharique signifiant « il a attribué un fief ». Il signifiait qu'en échange de la terre, le détenteur *du gult* devait fournir des services à l'empereur, en particulier des services militaires. En contrepartie, le détenteur *du gult* avait le droit de percevoir un tribut auprès de ceux qui cultivaient la terre. Diverses sources historiques suggèrent que les détenteurs *de gult* prélevaient entre la moitié et les trois quarts de la production agricole des paysans. Ce système était un développement indépendant présentant des similitudes notables avec le féodalisme européen, mais probablement encore plus extractif. À l'apogée du féodalisme en Angleterre, les serfs étaient soumis à une extraction moins lourde et perdaient environ la moitié de leur production au profit de leurs seigneurs sous une forme ou une autre.

Mais l'Éthiopie n'était pas représentative de l'Afrique. Ailleurs, l'esclavage n'a pas été remplacé par le servage ; l'esclavage africain et les institutions qui le soutenaient ont perduré pendant plusieurs siècles. Même le destin final de l'Éthiopie allait être très différent. Après le VIIe siècle, l'Éthiopie est restée isolée dans les montagnes d'Afrique de l'Est, à l'écart des processus qui ont ensuite influencé l'évolution institutionnelle de l'Europe, tels que l'émergence de villes indépendantes, les contraintes naissantes imposées aux monarques et l'expansion du commerce atlantique après la découverte des Amériques. En conséquence, sa version des institutions absolutistes est restée largement incontestée. Le continent africain allait plus tard interagir de manière très différente avec l'Europe et l'Asie. L'Afrique de l'Est est devenue un important fournisseur d'esclaves pour le monde arabe, et l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale ont été intégrées à l'économie mondiale lors de l'expansion européenne associée au commerce atlantique en tant que fournisseurs d'esclaves. La manière dont le commerce atlantique a conduit à des voies très divergentes entre l'Europe occidentale et l'Afrique est un autre exemple de divergence institutionnelle résultant de l'interaction entre des moments critiques et des différences institutionnelles existantes. Alors qu'en Angleterre, les profits de la traite des esclaves ont contribué à enrichir ceux qui s'opposaient à l'absolutisme, en Afrique, ils ont contribué à créer et à renforcer l'absolutisme.

Plus loin de l'Europe, les processus de dérive institutionnelle étaient évidemment encore plus libres de suivre leur propre voie. Dans les Amériques, par

exemple, qui avaient été coupées de l'Europe vers 15 000 avant J.-C. par la fonte des glaces qui reliait l'Alaska à la Russie, il y eut des innovations institutionnelles similaires à celles des Natoufiens, conduisant à la sédentarisation, à la hiérarchie et à l'inégalité, bref, à des institutions extractives. Celles-ci apparurent d'abord au Mexique et dans les Andes péruviennes
et en Bolivie, et ont conduit à la révolution néolithique américaine, avec la domestication du maïs. C'est dans ces régions que les premières formes de croissance extractive ont vu le jour, comme nous l'avons vu dans les cités-États mayas. Mais tout comme les grandes avancées vers des institutions inclusives et la croissance industrielle en Europe ne se sont pas produites dans les régions où l'empire romain avait la plus forte emprise, les institutions inclusives en Amérique ne se sont pas développées dans les terres de ces civilisations anciennes. En fait, comme nous l'avons vu au chapitre 1, ces civilisations densément peuplées ont interagi de manière perverse avec le colonialisme européen pour créer un « renversement de fortune », rendant les régions qui étaient auparavant relativement riches dans les Amériques relativement pauvres. Aujourd'hui, ce sont les États-Unis et le Canada, qui étaient alors loin derrière les civilisations complexes du Mexique, du Pérou et de la Bolivie, qui sont beaucoup plus riches que le reste des Amériques.

CONSÉQUENCES DE LA CROISSANCE PRÉCOCE

La longue période entre la révolution néolithique, qui a débuté en 9500 avant J.-C., et la révolution industrielle britannique de la fin du XVIIIe siècle a été marquée par des poussées de croissance économique. Ces poussées ont été déclenchées par des innovations institutionnelles qui ont finalement échoué. Dans la Rome antique, les institutions de la République, qui ont créé
une certaine vitalité économique et permis la construction
d'un immense empire, se sont effondrées après le coup d'État de Jules César et la construction de l'empire sous Auguste. Il a fallu des siècles pour que l'Empire romain disparaisse définitivement, et son déclin a été long ; mais une fois que les institutions républicaines relativement inclusives ont cédé la place aux institutions plus extractives de l'empire, le recul économique est devenu pratiquement inévitable.

La dynamique vénitienne était similaire. La prospérité économique de Venise a été forgée par des institutions qui comportaient d'importants éléments inclusifs, mais ceux-ci ont été sapés lorsque l'élite existante a fermé le système aux nouveaux entrants et a même interdit les institutions économiques qui avaient créé la prospérité de la république.

Aussi remarquable que fut l'expérience de Rome, ce n'est pas l'héritage de Rome qui a directement conduit à l'émergence d'institutions inclusives en Angleterre et à la révolution industrielle britannique. Les facteurs historiques influencent le développement des institutions, mais il ne s'agit pas d'un processus simple, prédéterminé et cumulatif. Rome et Venise illustrent comment les premières mesures en faveur de l'inclusivité ont été annulées. Le paysage économique et institutionnel que Rome a créé à travers l'Europe et le Moyen-Orient n'a pas inévitablement conduit aux institutions inclusives plus solidement enracinées des siècles suivants. En fait, celles-ci ont d'abord émergé avec le plus de force en Angleterre, où l'emprise romaine était la plus faible et où elle a disparu de manière décisive, presque sans laisser de traces, au cours du Ve siècle après J.-C. Au contraire, comme nous l'avons vu au chapitre 4, l'histoire joue un rôle majeur à travers la dérive institutionnelle qui crée des différences institutionnelles, parfois minimes, qui s'amplifient ensuite lorsqu'elles interagissent avec des moments critiques. C'est parce que ces différences sont souvent minimes qu'elles peuvent être facilement inversées et ne sont pas nécessairement la conséquence d'un simple processus cumulatif.

Bien sûr, Rome a eu des effets durables sur l'Europe. Le droit et les institutions romains ont influencé les lois et les institutions mises en place par les royaumes barbares après l'effondrement de l'Empire romain d'Occident. C'est également la chute de Rome qui a créé le paysage politique décentralisé qui a donné naissance à l'ordre féodal. La disparition de l'esclavage et l'émergence de villes indépendantes ont été des conséquences longues et laborieuses (et, bien sûr, historiquement contingentes) de ce processus. Ces effets sont devenus particulièrement importants lorsque la peste noire a profondément bouleversé la société féodale. Des cendres de la peste noire sont nées des villes plus fortes et une paysannerie qui n'était plus liée à la terre et nouvellement libérée des obligations féodales. Ce sont précisément ces moments critiques déclenchés par la chute de l'Empire romain qui ont conduit à une

forte dérive institutionnelle qui a touché toute l'Europe d'une manière sans équivalent en Afrique subsaharienne, en Asie ou dans les Amériques.

Au XVIe siècle, l'Europe était très différente, sur le plan institutionnel, de l'Afrique subsaharienne et des Amériques. Bien que n'étant pas beaucoup plus riche que les civilisations asiatiques les plus spectaculaires, comme celles de l'Inde ou de la Chine, l'Europe se distinguait de ces entités politiques sur certains points essentiels. Elle avait par exemple développé des institutions représentatives d'un type inconnu dans ces régions. Celles-ci allaient jouer un rôle crucial dans le développement d'institutions inclusives. Comme nous le verrons dans les deux prochains chapitres, ce sont les petites différences institutionnelles qui allaient vraiment compter en Europe, et celles-ci favorisaient l'Angleterre, car c'est là que l'ordre féodal avait le plus largement cédé la place à des agriculteurs tournés vers le commerce et à des centres urbains indépendants où les marchands et les industriels pouvaient prospérer. Ces groupes réclamaient déjà à leurs monarques des droits de propriété plus sûrs, des institutions économiques différentes et une voix politique. Tout ce processus allait atteindre son paroxysme au XVIIe siècle.

7.

LE TOURNANT

LES PROBLÈMES AVEC LES BAS

En 1583, WILLIAM LEE revint de ses études à l'université de Cambridge pour devenir prêtre à Calverton, en Angleterre. Elizabeth I (1558-1603) venait de promulguer un décret stipulant que son peuple devait toujours porter un bonnet tricoté. Lee nota que « les tricoteuses étaient les seules à pouvoir produire ces vêtements, mais qu'il fallait beaucoup de temps pour les terminer. Je me mis à réfléchir. Je regardais ma mère et mes sœurs assises dans la pénombre du soir, maniant leurs aiguilles. Si les vêtements étaient fabriqués à l'aide de deux aiguilles et d'un fil, pourquoi ne pas utiliser plusieurs aiguilles pour prendre le fil ? »

Cette réflexion capitale marqua le début de la mécanisation de la production textile. Lee devint obsédé par l'idée de créer une machine qui libérerait les gens du tricot à la main sans fin. Il se souvient : « Je commençai à négliger mes devoirs envers l'Église et ma famille. L'idée de ma machine et de sa création occupait tout mon cœur et mon esprit. »

Finalement, en 1589, sa machine à tricoter « à chaussettes » était prête. Il se rendit à Londres, tout excité, pour demander un entretien avec Élisabeth Ire afin de lui montrer l'utilité de sa machine et lui demander un brevet qui empêcherait d'autres personnes de copier son invention. Il loua un bâtiment pour installer la machine et, avec l'aide de Richard Parkyns, membre du Parlement local, il rencontra Henry Carey, Lord Hundson, membre du Conseil privé de la reine. Carey organisa une visite de la machine pour la reine Élisabeth, mais sa réaction fut dévastatrice. Elle refusa d'accorder un brevet à Lee, déclarant : « Vous visez haut, Maître Lee. Considérez ce que cette invention pourrait faire à mes pauvres sujets. Elle apporterait assurément

les ruiner en les privant d'emploi, les réduisant ainsi à la mendicité. » Anéanti, Lee partit tenter sa chance en France ; lorsqu'il échoua là-bas également, il retourna en Angleterre, où il demanda un brevet à Jacques Ier (1603-1625), le successeur d'Élisabeth. Jacques Ier refusa également, pour les mêmes raisons qu'Élisabeth. Tous deux craignaient que la mécanisation de la production de bas ne déstabilise la situation politique. Elle mettrait des gens au chômage, créerait du chômage et une instabilité politique, et menacerait le pouvoir royal. Le métier à bas était une innovation qui promettait d'énormes gains de productivité, mais qui promettait également une destruction créatrice.

LA RÉACTION À LA brillante invention de Lee illustre une idée clé de ce livre. La crainte de la destruction créatrice est la principale raison pour laquelle il n'y a pas eu d'augmentation durable du niveau de vie entre le néolithique et la révolution industrielle. L'innovation technologique rend les sociétés humaines prospères, mais elle implique également le remplacement de l'ancien
par le nouveau, et la destruction des privilèges économiques et
le pouvoir politique de certaines personnes. Pour assurer une croissance économique durable, nous avons besoin de nouvelles technologies, de nouvelles façons de faire les choses, et le plus souvent, celles-ci proviennent de nouveaux venus tels que Lee. Cela peut rendre la société prospère, mais le processus de destruction créatrice qu'il initie menace les moyens de subsistance de ceux qui travaillent avec les anciennes technologies, comme les tricoteurs à la main qui se seraient retrouvés au chômage à cause de la technologie de Lee. Plus important encore, les innovations majeures telles que la machine à tricoter de Lee menacent également de remodeler le pouvoir politique. En fin de compte, ce n'est pas le sort de ceux qui risquaient de se retrouver au chômage à cause de la machine de Lee qui a poussé Elizabeth I et James I à s'opposer à son brevet, mais leur crainte de devenir des perdants politiques, leur inquiétude que les personnes déplacées par l'invention ne créent une instabilité politique et ne menacent leur propre pouvoir. Comme nous l'avons vu avec les luddites (cette page – cette page), il est souvent possible de contourner la résistance des travailleurs tels que les tricoteurs à la main. Mais l'élite, en particulier lorsque son pouvoir politique est menacé, constitue un obstacle plus redoutable à l'innovation. Le fait qu'elle ait beaucoup à perdre de la créativité

La destruction signifie non seulement qu'ils ne seront pas ceux qui introduiront les innovations, mais aussi qu'ils s'y opposeront souvent et tenteront de les empêcher. La société a donc besoin de nouveaux venus pour introduire les innovations les plus radicales, et ces nouveaux venus, ainsi que la destruction créatrice qu'ils provoquent, doivent souvent surmonter plusieurs sources de résistance, notamment celle des dirigeants et des élites puissants.

Avant l'Angleterre du XVIIe siècle, les institutions extractives étaient la norme tout au long de l'histoire. Elles ont parfois été capables de générer une croissance économique, comme le montrent les deux derniers chapitres, en particulier lorsqu'elles comportaient des éléments inclusifs, comme à Venise et à Rome. Mais elles ne permettaient pas la destruction créatrice. La croissance qu'elles ont générée n'était pas durable et a pris fin en raison de l'absence de nouvelles innovations, des luttes politiques internes générées par le désir de tirer profit de l'extraction, ou parce que les éléments inclusifs naissants ont été définitivement inversés, comme à Venise.

L'espérance de vie d'un habitant du village natoufien d'Abu Hureyra n'était probablement pas très différente de celle d'un citoyen de la Rome antique. L'espérance de vie d'un Romain typique était assez similaire à celle d'un habitant moyen de l'Angleterre au XVIIe siècle. En termes de revenus, en 301 après J.-C. , l'empereur romain
Dioclétien a publié l'édit sur les prix maximums, qui fixait un barème des salaires à verser aux différents types de travailleurs. Nous ne savons pas exactement dans quelle mesure les salaires et les prix fixés par Dioclétien ont été appliqués, mais lorsque l'historien économique Robert Allen s'est servi de cet édit pour calculer le niveau de vie d'un ouvrier non qualifié type, il a constaté qu'il était presque identique à celui d'un ouvrier non qualifié en Italie au XVIIe siècle. Plus au nord, en Angleterre, les salaires étaient plus élevés et en augmentation, et les choses étaient en train de changer. Comment cela s'est-il produit ? C'est le sujet de ce chapitre.

UN CONFLIT POLITIQUE OMNIPRÉSENT

Les conflits autour des institutions et de la répartition des ressources ont été omniprésents tout au long de l'histoire. Nous avons vu, par exemple, comment les conflits politiques ont façonné l'évolution de la Rome antique et de Venise, où ils

ils ont finalement été résolus en faveur des élites, qui ont pu renforcer leur emprise sur le pouvoir.

L'histoire anglaise est également marquée par des conflits entre la monarchie et ses sujets, entre différentes factions se disputant le pouvoir, et entre les élites et les citoyens. Cependant, cela n'a pas toujours abouti à renforcer le pouvoir de ceux qui le détenaient. En 1215, les barons, la couche de l'élite située sous le roi, se sont opposés au roi Jean et l'ont contraint à signer la Magna Carta (« la Grande Charte ») à Runnymede (voir la carte 9, cette page). Ce document a promulgué certains principes fondamentaux qui constituaient des défis importants à l'autorité du roi. Plus important encore, il établissait que le roi devait consulter les barons afin d'augmenter les impôts. La clause la plus controversée était la numéro 61, qui stipulait que « les barons choisiront vingt-cinq barons du royaume de leur choix, qui feront tout leur possible pour observer, maintenir et faire respecter la paix et les libertés que nous leur avons accordées et confirmées par la présente charte ». En substance, les barons créèrent un conseil chargé de veiller à ce que le roi applique la charte et, s'il ne le faisait pas, ces vingt-cinq barons avaient le droit de saisir les châteaux, les terres et les possessions « ... jusqu'à ce que, selon leur jugement, réparation ait été faite ». Le roi Jean n'appréciait pas la Magna Carta et, dès que les barons se furent dispersés, il obtint du pape qu'il l'annule. Mais le pouvoir politique des barons et l'influence de la Magna Carta restèrent intacts. L'Angleterre avait fait ses premiers pas hésitants vers le pluralisme.

Les conflits autour des institutions politiques se poursuivirent, et le pouvoir de la monarchie fut encore restreint par le premier Parlement élu en 1265. Contrairement à l'Assemblée plébéienne de Rome ou aux assemblées législatives élues d'aujourd'hui, ses membres étaient à l'origine des nobles féodaux, puis des chevaliers et les aristocrates les plus riches du pays. Bien qu'il fût composé d'élites, le Parlement anglais développa deux caractéristiques distinctives. Premièrement, il représentait non seulement les élites étroitement liées au roi, mais aussi un large éventail d'intérêts, y compris les aristocrates mineurs impliqués dans différents domaines, tels que le commerce et l'industrie, et plus tard la « gentry », une nouvelle classe d'agriculteurs commerçants et en pleine ascension sociale. Ainsi, le Parlement a donné du pouvoir à une partie assez large de la société, surtout

selon les normes de l'époque. Deuxièmement, et en grande partie en raison de la première caractéristique, de nombreux membres du Parlement s'opposaient systématiquement aux tentatives de la monarchie d'accroître son pouvoir et allaient devenir le pilier de ceux qui luttaient contre la monarchie pendant la guerre civile anglaise, puis pendant la Glorieuse Révolution.

Malgré la Magna Carta et le premier Parlement élu, les conflits politiques se poursuivirent au sujet des pouvoirs de la monarchie et de la succession au trône. Ce conflit entre les élites prit fin avec la guerre des Deux-Roses, un long duel entre les maisons de Lancastre et d'York, deux familles dont les membres prétendaient au trône. Les Lancastriens remportèrent la victoire et leur candidat, Henri Tudor, devint Henri VII en 1485.

Deux autres processus interdépendants ont eu lieu. Le premier était la centralisation politique croissante, mise en œuvre par les Tudors. Après 1485, Henri VII a désarmé l'aristocratie, la démilitarisant de fait et élargissant ainsi considérablement le pouvoir de l'État central. Son fils, Henri VIII, a ensuite mis en œuvre, par l'intermédiaire de son ministre en chef, Thomas Cromwell, une révolution dans le gouvernement. Dans les années 1530, Cromwell a introduit un État bureaucratique naissant. Au lieu d'être simplement la maison privée du roi, le gouvernement pouvait devenir un ensemble distinct d'institutions durables. Cela a été complété par la rupture d'Henri VIII avec l'Église catholique romaine et la « dissolution des monastères », au cours de laquelle Henri a exproprié toutes les terres de l'Église. La suppression du pouvoir de l'Église s'inscrivait dans le cadre d'une centralisation accrue de l'État. Cette centralisation des institutions étatiques a permis, pour la première fois, la mise en place d'institutions politiques inclusives. Ce processus initié par Henri VII et Henri VIII a non seulement centralisé les institutions étatiques, mais a également accru la demande d'une représentation politique plus large. Le processus de centralisation politique peut en fait conduire à une forme d'absolutisme, car le roi et ses associés peuvent écraser d'autres groupes puissants de la société. C'est en effet l'une des raisons pour lesquelles il y aura une opposition à la centralisation de l'État, comme nous l'avons vu au chapitre 3. Cependant, en opposition à cette force, la centralisation des institutions étatiques peut également mobiliser la demande d'une forme naissante de pluralisme, comme cela s'est produit dans l'Angleterre des Tudor. Lorsque le

Les barons et les élites locales reconnaissent que le pouvoir politique sera de plus en plus centralisé et que ce processus est difficile à arrêter, ils exigeront donc d'avoir leur mot à dire sur la manière dont ce pouvoir centralisé est utilisé. En Angleterre, à la fin du XVe et au XVIe siècle, cela s'est traduit par des efforts accrus de la part de ces groupes pour faire du Parlement un contrepoids à la Couronne et contrôler en partie le fonctionnement de l'État. Ainsi, le projet Tudor a non seulement initié la centralisation politique, l'un des piliers des institutions inclusives, mais a également contribué indirectement au pluralisme, l'autre pilier des institutions inclusives.

Ces évolutions des institutions politiques se sont produites dans un contexte marqué par d'autres changements majeurs dans la nature de la société. L'élargissement du conflit politique, qui a élargi l'ensemble des groupes capables d'imposer leurs revendications à la monarchie et aux élites politiques, a été particulièrement significatif. La révolte paysanne de 1381 (cette page) a été déterminante, après quoi l'élite anglaise a été secouée par une longue série d'insurrections populaires. Le pouvoir politique était redistribué non seulement du roi aux seigneurs, mais aussi de l'élite au peuple. Ces changements, associés aux contraintes croissantes pesant sur le pouvoir du roi, ont rendu possible l'émergence d'une large coalition opposée à l'absolutisme et ont ainsi jeté les bases d'institutions politiques pluralistes.

Bien que contestées, les institutions politiques et économiques dont les Tudors ont hérité et qu'ils ont maintenues étaient clairement extractives. En 1603, Élisabeth Ire, fille d'Henri VIII qui avait accédé au trône d'Angleterre en 1553, mourut sans enfant, et les Tudors furent remplacés par la dynastie des Stuart. Le premier roi Stuart, Jacques Ier, hérita non seulement des institutions, mais aussi des conflits qui les entouraient. Il aspirait à devenir un souverain absolutiste. Bien que l'État soit devenu plus centralisé et que les changements sociaux aient entraîné une redistribution du pouvoir dans la société, les institutions politiques n'étaient pas encore pluralistes. Sur le plan économique, les institutions extractives se manifestaient non seulement par l'opposition à l'invention de Lee, mais aussi sous la forme de monopoles, de monopoles et encore de monopoles. En 1601, une liste de ces monopoles fut lue au Parlement, et un député demanda ironiquement : « N'y a-t-il pas de pain

? » En 1621, on en comptait sept cents. Comme l'a dit l'historien anglais Christopher Hill, un homme vivait

> dans une maison construite avec des briques monopolistiques, avec des fenêtres… en verre monopolistique ; chauffée au charbon monopolistique (en Irlande, bois monopolistique), brûlant dans une grille en fer monopolistique… Il se lavait avec du savon monopolistique, ses vêtements avec de l'amidon monopolistique. Il s'habillait de dentelle monopolistique, de lin monopolistique, de cuir monopolistique, de fil d'or monopolistique… Ses vêtements étaient maintenus par des ceintures monopolistiques, des boutons monopolistiques, des épingles monopolistiques. Ils étaient teints avec des teintures monopolistiques. Il mangeait du beurre monopolistique, des raisins de Corinthe monopolistiques, des harengs rouges monopolistiques, du saumon monopolistique et des homards monopolistiques. Sa nourriture était assaisonnée avec du sel monopolistique , du poivre monopolistique , du vinaigre monopolistique ... Il écrivait avec des stylos monopolistiques, sur du papier à lettres monopolistique ; il lisait (à travers des lunettes monopolistiques, à la lumière de bougies monopolistiques) des livres imprimés monopolistiques.

Ces monopoles, et bien d'autres encore, donnaient à des individus ou à des groupes le droit exclusif de contrôler la production de nombreux biens. Ils entravaient le type d'allocation des talents qui est si crucial pour la prospérité économique.

James Ier et son fils et successeur Charles Ier aspiraient tous deux à renforcer la monarchie, à réduire l'influence du Parlement et à mettre en place des institutions absolutistes similaires à celles qui étaient en cours de construction en Espagne et en France afin de renforcer leur contrôle et celui de l'élite sur l'économie, rendant les institutions plus extractives. Le conflit entre James Ier et le Parlement a atteint son paroxysme dans les années 1620. Au cœur de ce conflit se trouvait le contrôle du commerce à l'étranger et au sein des îles britanniques. La capacité de la Couronne à accorder des monopoles était une source de revenus essentielle pour l'État et était fréquemment utilisée pour octroyer des droits exclusifs aux partisans du roi. Sans surprise, cette institution extractive qui bloquait l'accès au marché et en entravait le fonctionnement était également très préjudiciable à l'activité économique et aux intérêts de nombreux membres du Parlement. En 1623, le Parlement

remporta une victoire notable en réussissant à faire adopter le Statut des monopoles, qui interdisait à Jacques Ier de créer de nouveaux monopoles nationaux. Il pouvait toutefois continuer à accorder des monopoles sur le commerce international, car l'autorité du Parlement ne s'étendait pas aux affaires internationales. Les monopoles existants, internationaux ou autres, restaient inchangés.

Le Parlement ne siégeait pas régulièrement et devait être convoqué par le roi. La convention qui a émergé après la Magna Carta stipulait que le roi était tenu de convoquer le Parlement pour obtenir son consentement avant d'instaurer de nouveaux impôts. Charles Ier est monté sur le trône en 1625, a refusé de convoquer le Parlement après 1629 et a intensifié les efforts de Jacques Ier pour établir un régime absolutiste plus solide. Il a imposé des prêts forcés, ce qui signifie que les gens devaient lui « prêter » de l'argent, et il a modifié unilatéralement les conditions des prêts et refusé de rembourser ses dettes. Il a créé et vendu des monopoles dans le seul domaine que le Statut des monopoles lui avait laissé : les entreprises commerciales d'outre-mer. Il a également sapé l'indépendance du pouvoir judiciaire et tenté d'intervenir pour influencer l'issue de procès. Il a imposé de nombreuses amendes et taxes, dont la plus controversée était la « ship money » (taxe sur les navires) : en 1634, il a taxé les comtés côtiers pour financer la Royal Navy et, en 1635, il a étendu cette taxe aux comtés de l'intérieur des terres. La ship money a été prélevée chaque année jusqu'en 1640.

Le comportement de plus en plus absolutiste de Charles et ses politiques extractives ont suscité le ressentiment et la résistance dans tout le pays. En 1640, il a été confronté à un conflit avec l'Écosse et, ne disposant pas de suffisamment d'argent pour mettre en place une armée digne de ce nom, il a été contraint de convoquer le Parlement pour demander davantage d'impôts. Le « Parlement court » n'a siégé que trois semaines. Les parlementaires venus à Londres ont refusé de parler des impôts, mais ont exprimé de nombreux griefs, jusqu'à ce que Charles les renvoie. Les Écossais comprirent que Charles ne bénéficiait pas du soutien de la nation et envahirent l'Angleterre, occupant la ville de Newcastle. Charles entama des négociations et les Écossais exigèrent que le Parlement soit impliqué. Cela incita Charles à convoquer ce qui fut alors appelé le Long Parlement, car il continua de siéger jusqu'en 1648, refusant de se dissoudre même lorsque Charles le lui demanda.

En 1642, la guerre civile éclata entre Charles et le Parlement, même si de nombreux parlementaires soutenaient la Couronne. Les conflits reflétaient la lutte pour le contrôle des institutions économiques et politiques. Le Parlement voulait mettre fin aux institutions politiques absolutistes, tandis que le roi souhaitait les renforcer. Ces conflits avaient des racines économiques. Beaucoup soutenaient la Couronne parce qu'ils avaient obtenu des monopoles lucratifs. Par exemple, les monopoles locaux contrôlés par les riches et puissants marchands de Shrewsbury et d'Oswestry étaient protégés par la Couronne contre la concurrence des marchands londoniens. Ces marchands se rangèrent du côté de Charles Ier. De l'autre côté, l'industrie métallurgique avait prospéré autour de Birmingham parce que les monopoles y étaient faibles et que les nouveaux venus dans l'industrie n'avaient pas à effectuer un apprentissage de sept ans, comme c'était le cas dans d'autres régions du pays. Pendant la guerre civile, ils fabriquaient des épées et fournissaient des volontaires pour le camp parlementaire. De même, l'absence de réglementation des guildes dans le comté de Lancashire a permis le développement, avant 1640, des « New Draperies », un nouveau type de tissu plus léger. La région où se concentrait la production de ces tissus était la seule partie du Lancashire à soutenir le Parlement.

Sous la direction d'Oliver Cromwell, les parlementaires, surnommés les « Roundheads » (les têtes rondes) en raison de leur coupe de cheveux, ont vaincu les royalistes, appelés les « Cavaliers ». Charles a été jugé et exécuté en 1649. Sa défaite et l'abolition de la monarchie n'ont toutefois pas donné lieu à la création d'institutions inclusives. Au contraire, la monarchie a été remplacée par la dictature d'Oliver Cromwell. Après la mort de Cromwell, la monarchie fut rétablie en 1660 et récupéra bon nombre des privilèges dont elle avait été dépouillée en 1649. Le fils de Charles, Charles II, entreprit alors le même programme visant à instaurer l'absolutisme en Angleterre. Ces tentatives ne firent que s'intensifier sous son frère Jacques II, qui monta sur le trône après la mort de Charles en 1685. En 1688, la tentative de Jacques de rétablir l'absolutisme provoqua une nouvelle crise et une nouvelle guerre civile. Cette fois-ci, le Parlement était plus uni et mieux organisé. Il invita le *stathouder* néerlandais Guillaume d'Orange et son épouse Marie, la fille protestante de Jacques, à remplacer Jacques. Guillaume allait amener une armée

et revendiquer le trône, non pas pour régner en monarque absolu, mais dans le cadre d'une monarchie constitutionnelle forgée par le Parlement. Deux mois après le débarquement de Guillaume dans les îles britanniques à Brixham, dans le Devon (voir carte 9, cette page), l'armée de Jacques se désintégra et celui-ci s'enfuit en France.

LA GLORIEUSE RÉVOLUTION

Après la victoire de la Glorieuse Révolution, le Parlement et Guillaume négocièrent une nouvelle constitution. Les changements avaient été annoncés dans la « Déclaration » de Guillaume, faite peu avant son invasion. Ils furent ensuite consacrés dans la Déclaration des droits, rédigée par le Parlement en février 1689. La Déclaration fut lue à Guillaume lors de la même session où on lui offrit la couronne. À bien des égards, la Déclaration, qui fut rebaptisée « Bill of Rights » (Déclaration des droits) après sa promulgation, était vague. Elle établissait toutefois certains principes constitutionnels fondamentaux. Elle déterminait la succession au trône, et ce d'une manière qui s'écartait considérablement des principes héréditaires alors en vigueur. Si le Parlement pouvait destituer un monarque et le remplacer par un autre qui lui convenait mieux une fois, pourquoi ne pourrait-il pas le faire à nouveau ? La Déclaration des droits affirmait également que le monarque ne pouvait suspendre ou déroger aux lois, et réitérait l'illégalité de la taxation sans le consentement du Parlement. En outre, elle stipulait qu'il ne pouvait y avoir d'armée permanente en Angleterre sans le consentement du Parlement. Le flou s'est introduit dans des clauses telles que la numéro 8, qui stipulait que « l'élection des membres du Parlement devait être libre », mais ne précisait pas comment cette « liberté » devait être déterminée. La clause 13 était encore plus vague, son point principal étant que les parlements devaient se réunir fréquemment. Étant donné que la question de savoir quand et si le Parlement se réunirait avait été très controversée pendant tout le siècle, on aurait pu s'attendre à ce que cette clause soit beaucoup plus précise. Néanmoins, la raison de cette formulation vague est claire. Les clauses doivent être appliquées. Sous le règne de Charles II, une loi triennale avait été mise en place, affirmant que le Parlement devait être convoqué au moins une fois tous les trois ans. Mais Charles l'ignora, et rien ne se passa, car là

il n'existait aucun moyen de la faire respecter. Après 1688, le Parlement aurait pu tenter d'introduire un moyen de faire respecter cette clause, comme l'avaient fait les barons avec leur conseil après que le roi Jean eut signé la Magna Carta. Il ne l'a pas fait parce qu'il n'en avait pas besoin. En effet, après 1688, l'autorité et le pouvoir décisionnel sont passés au Parlement. Même en l'absence de règles constitutionnelles ou de lois spécifiques, Guillaume a simplement renoncé à bon nombre des pratiques des rois précédents. Il cessa d'interférer dans les décisions judiciaires et renonça à ses « droits » antérieurs, tels que celui de percevoir les recettes douanières à vie. Pris dans leur ensemble, ces changements dans les institutions politiques représentaient le triomphe du Parlement sur le roi, et donc la fin de l'absolutisme en Angleterre, puis en Grande-Bretagne, l'Angleterre et l'Écosse ayant été unifiées par l'Acte d'Union en 1707. Dès lors, le Parlement contrôla fermement la politique de l'État. Cela fit une énorme différence, car les intérêts du Parlement étaient très différents de ceux des rois Stuart. Comme beaucoup de membres du Parlement avaient des investissements importants dans le commerce et l'industrie, ils avaient tout intérêt à faire respecter les droits de propriété. Les Stuart avaient souvent enfreint les droits de propriété ; désormais, ceux-ci seraient respectés. De plus, lorsque les Stuart contrôlaient la manière dont le gouvernement dépensait l'argent, le Parlement s'opposait à l'augmentation des impôts et refusait de renforcer le pouvoir de l'État. Maintenant que le Parlement contrôlait lui-même les dépenses, il était heureux d'augmenter les impôts et de dépenser l'argent pour des activités qu'il jugeait utiles. La principale d'entre elles était le renforcement de la marine, qui protégerait les intérêts commerciaux outre-mer de nombreux membres du Parlement.

Plus important encore que l'intérêt des parlementaires était la nature pluraliste émergente des institutions politiques. Le peuple anglais avait désormais accès au Parlement et aux institutions politiques et économiques qui y étaient mises en place, ce qui n'avait jamais été le cas lorsque la politique était dictée par le roi. Cela s'expliquait en partie, bien sûr, par le fait que les membres du Parlement étaient élus. Mais comme l'Angleterre était loin d'être une démocratie à cette époque, cet accès n'offrait qu'une réactivité modeste. Parmi ses nombreuses inégalités, moins de 2 % de la population pouvait voter au XVIIIe siècle, et il s'agissait uniquement d'hommes. Les villes où le

Lorsque la révolution industrielle a eu lieu, Birmingham, Leeds, Manchester et Sheffield n'avaient aucune représentation indépendante au Parlement. Au contraire, les zones rurales étaient surreprésentées. Pire encore, le droit de vote dans les zones rurales, les « comtés », était basé sur la propriété foncière, et de nombreuses zones urbaines, les « bourgs », étaient contrôlées par une petite élite qui ne permettait pas aux nouveaux industriels de voter ou de se présenter aux élections. Dans le borough de Buckingham, par exemple, treize bourgeois avaient le droit exclusif de vote. À cela s'ajoutaient les « bourgs pourris », qui avaient historiquement le droit de vote mais qui avaient « pourri », soit parce que leur population avait migré au fil du temps, soit, dans le cas de Dunwich sur la côte est de l'Angleterre, parce qu'ils avaient littéralement disparu dans l'océan à la suite de l'érosion côtière. Dans chacun de ces bourgs pourris, un petit nombre d'électeurs élisaient deux membres du Parlement. Old Sarum comptait sept électeurs, Dunwich trente-deux, et chacun élisait deux membres du Parlement.

Mais il existait d'autres moyens d'influencer le Parlement et, par conséquent, les institutions économiques. Le plus important était celui des pétitions, qui ont joué un rôle beaucoup plus significatif que la démocratie limitée dans l'émergence du pluralisme après la Glorieuse Révolution. Tout le monde pouvait adresser une pétition au Parlement, et c'est ce que les gens faisaient. Il est significatif que lorsque les gens adressaient des pétitions, le Parlement les écoutait. C'est cela plus que toute autre chose qui reflète la défaite de l'absolutisme, l'autonomisation d'une partie assez large de la société et la montée du pluralisme en Angleterre après 1688. L'activité frénétique des pétitions montre que c'était en effet un groupe très large de la société, bien au-delà de ceux qui siégeaient ou étaient même représentés au Parlement, qui avait le pouvoir d'influencer le fonctionnement de l'État. Et ils l'ont utilisé.

Le cas des monopoles illustre parfaitement cette situation. Nous avons vu plus haut comment les monopoles étaient au cœur des institutions économiques extractives au XVIIe siècle. Ils ont été remis en cause en 1623 avec le Statut des monopoles et ont constitué un sérieux sujet de discorde pendant la guerre civile anglaise. Le Long Parlement a aboli tous les monopoles nationaux qui avaient un impact si important sur la vie des gens. Bien que Charles II et Jacques II n'aient pas pu les rétablir, ils ont réussi à conserver la possibilité d'accorder des monopoles à l'étranger. L'un d'entre eux était la Royal African Company, dont la charte de monopole a été délivrée par

Charles II en 1660. Cette compagnie détenait le monopole du lucratif commerce des esclaves africains, et son gouverneur et principal actionnaire était le frère de Charles, James, qui allait bientôt devenir James II. Après 1688, la compagnie perdit non seulement son gouverneur, mais aussi son principal soutien. James avait assidûment protégé le monopole de la compagnie contre les « intrus », ces commerçants indépendants qui tentaient d'acheter des esclaves en Afrique occidentale pour les revendre en Amérique. Il s'agissait d'un commerce très rentable, et la Compagnie royale africaine était confrontée à de nombreux défis, car tous les autres commerces anglais dans l'Atlantique étaient libres. En 1689, la Compagnie saisit la cargaison d'un intrus, un certain Nightingale. Nightingale poursuivit la Compagnie pour saisie illégale de marchandises, et le juge en chef Holt statua que la saisie de la Compagnie était illégale car elle exerçait un droit de monopole créé par la prérogative royale. Holt a estimé que les privilèges de monopole ne pouvaient être créés que par la loi, et que cela devait être fait par le Parlement. Holt a donc transféré tous les futurs monopoles, et pas seulement ceux de la Compagnie royale africaine, entre les mains du Parlement. Avant 1688, Jacques II aurait rapidement destitué tout juge qui aurait rendu une telle décision. Après 1688, les choses ont changé.

Le Parlement devait désormais décider quoi faire du monopole, et les pétitions commencèrent à affluer. Cent trente-cinq provenaient d'intrus réclamant le libre accès au commerce dans l'Atlantique. Bien que la Compagnie royale africaine ait répondu de la même manière, elle ne pouvait espérer égaler le nombre ou la portée des pétitions réclamant sa disparition. Les intrus réussirent à présenter leur opposition non seulement comme une question d'intérêt personnel, mais aussi comme une question d'intérêt national, ce qui était effectivement le cas. En conséquence, seules 5 des 135 pétitions furent signées par les intrus eux-mêmes, et 73 des pétitions des intrus provenaient des provinces en dehors de Londres, contre 8 pour la Compagnie. Dans les colonies, où les pétitions étaient également autorisées, les intrus ont recueilli 27 pétitions, contre 11 pour la Compagnie. Les intrus ont également recueilli beaucoup plus de signatures pour leurs pétitions, soit 8 000 au total, contre 2 500 pour la Compagnie. La lutte s'est poursuivie jusqu'en 1698, date à laquelle le monopole de la Compagnie royale africaine a été aboli.

Parallèlement à ce nouveau lieu de détermination des institutions économiques et à la nouvelle réactivité après 1688, les parlementaires

a commencé à apporter une série de changements fondamentaux aux institutions économiques et à la politique gouvernementale qui allaient finalement ouvrir la voie à la révolution industrielle. Les droits de propriété, qui avaient été érodés sous les Stuart, ont été renforcés. Le Parlement a entamé un processus de réforme des institutions économiques afin de promouvoir l'industrie manufacturière, plutôt que de la taxer et de la freiner. La « taxe sur les foyers », une taxe annuelle prélevée sur chaque cheminée ou poêle, qui pesait lourdement sur les fabricants, qui s'y opposaient farouchement, fut abolie en 1689, peu après l'accession au trône de Guillaume et Marie. Au lieu de taxer les foyers, le Parlement décida de taxer les terres.

La redistribution de la charge fiscale n'était pas la seule politique favorable à l'industrie manufacturière soutenue par le Parlement. Toute une série de lois et de mesures législatives visant à élargir le marché et à accroître la rentabilité des textiles en laine ont été adoptées. Tout cela était logique sur le plan politique, car de nombreux parlementaires qui s'opposaient à Jacques avaient investi massivement dans ces entreprises manufacturières naissantes. Le Parlement a également adopté une législation permettant une réorganisation complète des droits de propriété foncière, autorisant la consolidation et l'élimination de nombreuses formes archaïques de droits de propriété et d'utilisation.

Une autre priorité du Parlement était la réforme du système financier. Bien que le secteur bancaire et financier ait connu une expansion au cours de la période qui a précédé la Glorieuse Révolution, ce processus a été consolidé par la création de la Banque d'Angleterre en 1694, qui servait de source de financement pour l'industrie. Il s'agissait là d'une autre conséquence directe de la Glorieuse Révolution. La création de la Banque d'Angleterre a ouvert la voie à une « révolution financière » beaucoup plus importante, qui a conduit à une grande expansion des marchés financiers et bancaires. Au début du XVIIIe siècle, tout le monde pouvait obtenir un prêt à condition de fournir les garanties nécessaires. Les archives d'une banque relativement petite, C. Hoare's & Co. à Londres, qui ont été conservées intactes pour la période 1702-1724, illustrent ce point. Bien que la banque ait prêté de l'argent à des aristocrates et à des lords, les deux tiers des plus gros emprunteurs de Hoare's pendant cette période n'appartenaient pas aux classes sociales privilégiées. Il s'agissait plutôt de marchands et d'hommes d'affaires, dont un certain John Smith, un homme du nom de

de l'Anglais moyen éponyme, à qui la banque a prêté 2 600 £ entre 1715 et 1719.

Jusqu'à présent, nous avons souligné comment la Glorieuse Révolution a transformé les institutions politiques anglaises, les rendant plus pluralistes, et a également commencé à jeter les bases d'institutions économiques inclusives. Il y a un autre changement important dans les institutions qui a émergé de la Glorieuse Révolution : le Parlement a poursuivi le processus de centralisation politique initié par les Tudors. Il ne s'agissait pas seulement d'une augmentation des contraintes, d'une nouvelle réglementation de l'économie par l'État ou d'une modification des dépenses publiques, mais aussi d'un renforcement global des capacités et des moyens de l'État. Cela illustre une fois de plus le lien entre centralisation politique et pluralisme : avant 1688, le Parlement s'était opposé à l'amélioration de l'efficacité et des ressources de l'État, car il ne pouvait pas le contrôler. Après 1688, la situation a changé.

L'État a commencé à se développer, ses dépenses atteignant rapidement environ 10 % du revenu national. Cette expansion s'est appuyée sur un élargissement de l'assiette fiscale, en particulier en ce qui concerne la taxe d'accise, qui était prélevée sur la production d'une longue liste de produits fabriqués dans le pays. Il s'agissait d'un budget public très important pour l'époque, et il est en fait plus élevé que ce que l'on observe aujourd'hui dans de nombreuses régions du monde. Les budgets de l'État en Colombie, par exemple, n'ont atteint cette taille relative que dans les années 1980. Dans de nombreuses régions d'Afrique subsaharienne
, comme en Sierra Leone, le budget de l'État serait encore aujourd'hui bien inférieur à la taille de l'économie sans les importants flux d'aide étrangère.

Mais l'expansion de la taille de l'État n'est qu'une partie du processus de centralisation politique. Plus important encore était le mode de fonctionnement qualitatif de l'État et le comportement de ceux qui le contrôlaient et de ceux qui y travaillaient. La construction des institutions étatiques en Angleterre remonte au Moyen Âge, mais comme nous l'avons vu (cette page), les mesures en faveur de la centralisation politique et du développement d'une administration moderne ont été prises de manière décisive par Henri VII et Henri VIII. Pourtant, l'État était encore loin de la forme moderne qui allait émerger après 1688. Par exemple, de nombreuses

nominations étaient faites pour des raisons politiques, et non en fonction du mérite ou du talent, et l'État avait encore une capacité très limitée à lever des impôts.

Après 1688, le Parlement a commencé à améliorer sa capacité à générer des recettes fiscales, comme en témoigne clairement l'expansion rapide de l'administration fiscale, dont les effectifs sont passés de 1 211 personnes en 1690 à 4 800 en 1780. Des inspecteurs des accises étaient répartis dans tout le pays, supervisés par des percepteurs qui effectuaient des tournées d'inspection pour mesurer et vérifier la quantité de pain, de bière et d'autres produits soumis à l'accise. L'ampleur de cette opération est illustrée par la reconstitution des tournées d'accise du superviseur George Cowperthwaite par l'historien John Brewer. Entre le 12 juin et le 5 juillet 1710, le superviseur Cowperthwaite parcourut 290 miles dans le district de Richmond, dans le Yorkshire. Au cours de cette période, il rendit visite à 263 restaurateurs, 71 malteurs, 20 chandeliers et un brasseur ordinaire. Au total, il effectua 81 mesures différentes de la production et vérifia le travail de 9 percepteurs différents qui travaillaient pour lui. Huit ans plus tard, nous le retrouvons travaillant tout aussi dur, mais cette fois dans le district de Wakefield, dans une autre partie du Yorkshire. À Wakefield, il parcourait en moyenne plus de dix-neuf miles par jour et travaillait six jours par semaine, inspectant généralement quatre ou cinq établissements. Le dimanche, son jour de congé, il tenait ses registres, ce qui nous permet d'avoir un compte rendu complet de ses activités. En effet, le système de taxation des alcools imposait une tenue de registres très élaborée. Les agents tenaient trois types de registres différents, qui devaient tous correspondre entre eux, et toute falsification de ces registres constituait une infraction grave. Ce niveau remarquable de supervision de la société par l'État dépasse ce que les gouvernements de la plupart des pays pauvres peuvent réaliser aujourd'hui, et cela en 1710. Il est également significatif qu'après 1688, l'État ait commencé à s'appuyer davantage sur les talents et moins sur les nominations politiques, et ait développé une infrastructure puissante pour diriger le pays.

LA RÉVOLUTION INDUSTRIELLE

La révolution industrielle s'est manifestée dans tous les aspects de l'économie anglaise . Il y a eu des améliorations majeures dans les domaines des transports, de la métallurgie et de la vapeur. Mais le domaine le plus important en matière d'innovation a été la mécanisation de la production textile et le développement d'usines pour produire ces textiles manufacturés. Ce processus dynamique a été déclenché par les changements institution

transports, la métallurgie et la puissance de la vapeur. Mais le domaine le plus significatif en matière d'innovation a été la mécanisation de la production textile et le développement d'usines pour produire ces textiles manufacturés. Ce processus dynamique a été déclenché par les changements institutionnels qui ont découlé de la Glorieuse Révolution. Il ne s'agissait pas seulement de l'abolition des monopoles nationaux, qui avait été réalisée en 1640, ni de différentes taxes ou de l'accès au financement. Il s'agissait d'une réorganisation fondamentale des institutions économiques en faveur des innovateurs et des entrepreneurs, fondée sur l'émergence de droits de propriété plus sûrs et plus efficaces.

Les améliorations apportées à la sécurité et à l'efficacité des droits de propriété, par exemple, ont joué un rôle central dans la « révolution des transports », ouvrant la voie à la révolution industrielle. Les investissements dans les canaux et les routes, appelés « turnpikes », ont considérablement augmenté après 1688. En réduisant les coûts de transport, ces investissements ont contribué à créer une condition préalable importante à la révolution industrielle. Avant 1688, les investissements dans ces infrastructures avaient été entravés par les actes arbitraires des rois Stuart. Le changement de situation après 1688 est illustré de manière frappante par le cas de la rivière Salwerpe, dans le Worcestershire, en Angleterre. En 1662, le Parlement a adopté une loi visant à encourager les investissements pour rendre la Salwerpe navigable, et la famille Baldwyn a investi 6 000 livres sterling à cette fin. En contrepartie, elle obtint le droit de faire payer les personnes qui naviguaient sur la rivière. En 1693, un projet de loi fut présenté au Parlement afin de transférer les droits de péage au comte de Shrewsbury et à Lord Coventry. Cette loi fut contestée par Sir Timothy Baldwyn, qui soumit immédiatement une pétition au Parlement, affirmant que le projet de loi proposé revenait essentiellement à exproprier son père, qui avait déjà investi massivement dans la rivière en prévision des droits qu'il pourrait alors percevoir. Baldwyn a fait valoir que « la nouvelle loi tend à invalider ladite loi et à supprimer tous les travaux et matériaux réalisés en vertu de celle-ci ». La réattribution de droits comme celle-ci était exactement le genre de chose que faisaient les monarques Stuart. Baldwyn fit remarquer : « Il est dangereux de retirer à quiconque un droit acquis en vertu d'une loi du Parlement sans son consentement ». Finalement, la nouvelle loi fut rejetée et les droits de Baldwyn furent confirmés. Les droits de propriété étaient beaucoup

plus sûrs après 1688, en partie parce que leur sécurisation était conforme aux intérêts du Parlement et en partie parce que les institutions pluralistes pouvaient être influencées par des pétitions. Nous voyons ici qu'après 1688, le système politique est devenu nettement plus pluraliste et a créé des conditions relativement équitables en Angleterre.

La révolution des transports et, plus généralement, la réorganisation foncière qui a eu lieu au XVIIIe siècle reposaient sur des lois parlementaires qui ont modifié la nature de la propriété foncière. Jusqu'en 1688, il existait même une fiction juridique selon laquelle toutes les terres d'Angleterre appartenaient en dernier ressort à la Couronne, héritage direct de l'organisation féodale de la société. De nombreuses parcelles de terre étaient grevées de multiples formes archaïques de droits de propriété et de nombreuses revendications croisées. Une grande partie des terres était détenue dans le cadre de ce qu'on appelait des « domaines équitables », ce qui signifiait que le propriétaire foncier ne pouvait ni hypothéquer, ni louer, ni vendre ses terres. Les terres communes ne pouvaient souvent être utilisées qu'à des fins traditionnelles. Il existait d'énormes obstacles à l'utilisation des terres d'une manière économiquement souhaitable. Le Parlement a commencé à changer cela en permettant à des groupes de personnes de lui adresser des pétitions afin de simplifier et de réorganiser les droits de propriété, modifications qui ont ensuite été incorporées dans des centaines de lois parlementaires.

Cette réorganisation des institutions économiques s'est également traduite par l'émergence d'un programme visant à protéger la production textile nationale contre les importations étrangères. Sans surprise, les parlementaires et leurs électeurs ne s'opposaient pas à toutes les barrières à l'entrée et à tous les monopoles. Ceux qui leur permettaient d'accroître leur marché et leurs profits étaient les bienvenus. Cependant, il est essentiel de noter que les institutions politiques pluralistes, c'est-à-dire le fait que le Parlement représentait, habilitait et écoutait un large segment de la société —signifiait que ces barrières à l'entrée n'étoufferaient pas les autres industriels ni n'excluraient complètement les nouveaux venus, comme l'avait fait la *Serrata* à Venise (cette page–cette page). Les puissants fabricants de laine ne tardèrent pas à faire cette découverte.

En 1688, certaines des importations les plus importantes en Angleterre étaient les textiles provenant d'Inde, les calicots et les mousselines, qui représentaient environ un quart de toutes les importations textiles. Les soieries provenant de

Chine. Les calicots et les soieries étaient importés par la Compagnie des Indes orientales, qui, avant 1688, jouissait d'un monopole sanctionné par le gouvernement sur le commerce avec l'Asie. Mais le monopole et le pouvoir politique de la Compagnie des Indes orientales étaient maintenus grâce à de lourds pots-de-vin versés à Jacques II. Après 1688, la compagnie se retrouva dans une position vulnérable et fut rapidement attaquée. Cela prit la forme d'une intense guerre de pétitions, les commerçants souhaitant faire du commerce en Extrême-Orient et en Inde exigeant que le Parlement autorise la concurrence à la Compagnie des Indes orientales, tandis que celle-ci répondait par des contre-pétitions et des offres de prêt d'argent au Parlement. La compagnie perdit et une nouvelle Compagnie des Indes orientales fut fondée pour lui faire concurrence. Mais les producteurs de textiles ne voulaient pas seulement plus de concurrence dans le commerce avec l'Inde. Ils voulaient que les importations de textiles indiens bon marché (calicots) soient taxées, voire interdites. Ces producteurs étaient confrontés à une forte concurrence de la part de ces importations indiennes bon marché. À cette époque, les principaux fabricants nationaux produisaient des textiles en laine, mais les producteurs de tissus en coton devenaient à la fois plus importants sur le plan économique et plus puissants sur le plan politique.

Dès les années 1660, l'industrie lainière tenta de se protéger. Elle promut les « lois somptuaires » qui, entre autres, interdisaient le port de vêtements plus légers. Elle fit également pression sur le Parlement pour qu'il adopte en 1666 et 1678 une législation rendant illégal d'enterrer une personne dans un linceul autre qu'en laine. Ces deux mesures ont protégé le marché des produits en laine et réduit la concurrence à laquelle les fabricants anglais étaient confrontés de la part de l'Asie. Néanmoins, à cette époque, la Compagnie des Indes orientales était trop puissante pour restreindre les importations de textiles asiatiques. Le vent a tourné après 1688. Entre 1696 et 1698, les fabricants de laine d'East Anglia et du West Country se sont alliés aux tisserands de soie de Londres, de Canterbury et de la Compagnie du Levant pour restreindre les importations. Les importateurs de soie du Levant, même s'ils avaient récemment perdu leur monopole, souhaitaient exclure les soies asiatiques afin de créer un créneau pour les soies provenant de l'Empire ottoman. Cette coalition a commencé à présenter des projets de loi au Parlement afin d'imposer des restrictions sur le port de cotons et de soies asiatiques, ainsi que sur la teinture et l'impression de textiles asiatiques en Angleterre. En réponse, en 1701, le Parlement a finalement adopté

« Une loi visant à employer plus efficacement les pauvres, en encourageant les manufactures de ce royaume. » À partir de septembre 1701, elle décréta : « Toutes les soies travaillées, les bengals et les tissus mélangés à de la soie d'herba, fabriqués en Perse, en Chine ou en Inde orientale, tous les calicots peints, teints, imprimés ou colorés dans ces pays, qui sont ou seront importés dans ce royaume, ne pourront être portés. »

Il était désormais illégal de porter des soieries et des calicots asiatiques en Angleterre. Mais il était toujours possible de les importer pour les réexporter vers l'Europe ou ailleurs, en particulier vers les colonies américaines. De plus, les calicots unis pouvaient être importés et finis en Angleterre, et les mousselines étaient exemptées de l'interdiction. Après une longue lutte, ces lacunes, telles que les considéraient les fabricants nationaux de textiles en laine, ont été comblées par la loi Calicoe Act de 1721 : « Après le 25 décembre 1722, il sera illégal pour toute personne ou groupe de personnes d'utiliser ou de porter en Grande-Bretagne, dans tout vêtement ou accessoire vestimentaire, tout calicot imprimé, peint, teint ou coloré. » Bien que cette loi ait éliminé la concurrence asiatique pour les lainages anglais, elle laissait toujours une industrie nationale active du coton et du lin en concurrence avec les lainages : le coton et le lin étaient mélangés pour produire un tissu populaire appelé futaine. Ayant éliminé la concurrence asiatique, l'industrie lainière s'est alors tournée vers le lin. Le lin était principalement fabriqué en Écosse et en Irlande, ce qui a donné à une coalition anglaise une certaine marge de manœuvre pour exiger l'exclusion de ces pays des marchés anglais. Cependant, le pouvoir des fabricants de laine avait ses limites. Leurs nouvelles tentatives se sont heurtées à une forte opposition de la part des producteurs de futaine dans les centres industriels en plein essor de Manchester, Lancaster et Liverpool. Les institutions politiques pluralistes impliquaient que tous ces différents groupes avaient désormais accès au processus politique au Parlement par le biais du vote et, plus important encore, des pétitions. Bien que les pétitions fusaient de part et d'autre, accumulant les signatures pour et contre, le conflit se solda par une victoire des nouveaux intérêts contre ceux de l'industrie lainière. La loi de Manchester de 1736 reconnaissait que « de grandes quantités de tissus fabriqués à partir de fil de lin et de coton ont été produites, imprimées et peintes au cours des dernières années au sein du royaume de Grande-Bretagne ». Elle affirmait ensuite que « rien dans

ladite loi [de 1721] s'étend ou doit être interprétée comme interdisant le port ou l'utilisation dans les vêtements, les articles ménagers, les meubles ou autres, de tout type d'article fabriqué à partir de fil de lin et de coton, fabriqué et imprimé ou peint avec une ou plusieurs couleurs au sein du royaume de Grande-Bretagne.

La loi de Manchester a constitué une victoire importante pour les fabricants de coton naissants. Mais son importance historique et économique était en réalité bien plus grande. Premièrement, elle a démontré les limites des barrières à l'entrée que les institutions politiques pluralistes de l'Angleterre parlementaire étaient prêtes à accepter. Deuxièmement, au cours du demi-siècle suivant, les innovations technologiques dans la fabrication des tissus de coton ont joué un rôle central dans la révolution industrielle et ont profondément transformé la société en introduisant le système des usines.

Après 1688, alors qu'une situation équitable s'était instaurée au niveau national, le Parlement s'efforça de la modifier au niveau international. Cela ressort clairement non seulement des Calicoe Acts, mais aussi des Navigation Acts, dont le premier fut adopté en 1651 et qui restèrent en vigueur, avec quelques modifications, pendant les deux siècles suivants. L'objectif de ces lois était de faciliter la monopolisation du commerce international par l'Angleterre, même si, fondamentalement, cette monopolisation n'était pas le fait de l'État, mais du secteur privé. Le principe de base était que le commerce anglais devait être effectué par des navires anglais. Les lois rendaient illégal le transport par des navires étrangers de marchandises provenant de l'extérieur de l'Europe vers l'Angleterre ou ses colonies, et il était également illégal pour les navires de pays tiers de transporter des marchandises d'un autre pays européen vers l'Angleterre. Cet avantage pour les commerçants et les industriels anglais augmentait naturellement leurs profits et a peut-être encouragé davantage l'innovation dans ces activités nouvelles et très rentables.

En 1760, la combinaison de tous ces facteurs (amélioration et création de nouveaux droits de propriété, amélioration des infrastructures, modification du régime fiscal, meilleur accès au financement et protection agressive des commerçants et des fabricants) commençait à porter ses fruits. Après cette date, le nombre d'inventions brevetées a bondi et l'essor technologique qui allait être au cœur de la révolution industrielle a commencé à se manifester. Les innovations ont eu lieu sur de nombreux fronts, reflétant l' amélioration de l'environnement institutionnel

environnement. Un domaine crucial était celui de l'énergie, notamment les transformations dans l'utilisation de la machine à vapeur qui résultèrent des idées de James Watt dans les années 1760.

La première avancée décisive de Watt fut d'introduire une chambre de condensation séparée pour la vapeur, afin que le cylindre qui abritait le piston puisse être maintenu constamment chaud, au lieu d'avoir à être réchauffé et refroidi. Il développa par la suite de nombreuses autres idées, notamment des méthodes beaucoup plus efficaces pour convertir le mouvement de la machine à vapeur en énergie utile, en particulier son système d'engrenages « soleil et planètes ». Dans tous ces domaines, les innovations technologiques s'appuyaient sur les travaux antérieurs d'autres chercheurs. Dans le contexte de la machine à vapeur, cela comprenait les premiers travaux de l'inventeur anglais Thomas Newcomen et ceux de Dionysius Papin, physicien et inventeur français.

L'histoire de l'invention de Papin est un autre exemple de la manière dont, dans le cadre d'institutions extractives, la menace de destruction créatrice a entravé le changement technologique. Papin a mis au point un « digesteur à vapeur » en 1679, puis l'a transformé en moteur à piston en 1690. En 1705, il utilisa ce moteur rudimentaire pour construire le premier bateau à vapeur au monde. Papin était alors professeur de mathématiques à l'université de Marbourg, dans l'État allemand de Kassel. Il décida de descendre la Fulda en bateau à vapeur jusqu'à la Weser. Tout bateau effectuant ce trajet était obligé de s'arrêter à la ville de Münden. À cette époque, le transport fluvial sur la Fulda et la Weser était le monopole d'une guilde de bateliers. Papin devait se douter qu'il risquait d'avoir des ennuis. Son ami et mentor, le célèbre physicien allemand Gottfried Leibniz, écrivit à l'électeur de Kassel, le chef de l'État, pour demander que Papin soit autorisé à « passer sans être inquiété » à travers Kassel. Mais la requête de Leibniz fut rejetée et il reçut une réponse laconique indiquant que « les conseillers électoraux ont trouvé de sérieux obstacles à l'acceptation de la requête susmentionnée et, sans donner leurs raisons, m'ont chargé de vous informer de leur décision, à savoir que la requête n'est pas acceptée par Son Altesse électorale ». Sans se décourager, Papin décida de faire le voyage quand même. Lorsque son bateau à vapeur arriva à Münden, la guilde des bateliers tenta d'abord d'obtenir l' d'un juge

sans succès. Les bateliers s'en prirent alors au bateau de Papin et le réduisirent en morceaux, ainsi que la machine à vapeur. Papin mourut dans la misère et fut enterré dans une tombe anonyme. Sous les règnes des Tudor ou des Stuart, Papin aurait probablement subi le même traitement hostile, mais tout cela changea après 1688. En effet, Papin avait l'intention de naviguer jusqu'à Londres avant que son bateau ne soit détruit.

Dans le domaine de la métallurgie, Henry Cort a apporté une contribution majeure dans les années 1780 en introduisant de nouvelles techniques pour traiter les impuretés dans le fer, ce qui a permis de produire un fer forgé de bien meilleure qualité. Cela s'est avéré essentiel pour la fabrication de pièces de machines, de clous et d'outils. La production de grandes quantités de fer forgé à l'aide des techniques de Cort a été facilitée par les innovations d'Abraham Darby et de ses fils, qui ont été les premiers à utiliser le charbon pour fondre le fer à partir de 1709. Ce processus a été amélioré en 1762 par l'adaptation, par John Smeaton, de l'énergie hydraulique pour faire fonctionner les cylindres de soufflage dans la fabrication du coke. Après cela, le charbon de bois a disparu de la production de fer, remplacé par le charbon, beaucoup moins cher et plus facilement disponible.

Même si l'innovation est manifestement cumulative, elle a connu une accélération notable au milieu du XVIIIe siècle. C'est dans la production textile que cette évolution a été la plus visible. L'opération la plus fondamentale dans la production textile est le filage, qui consiste à prendre des fibres végétales ou animales, telles que le coton ou la laine, et à les tordre ensemble pour former un fil. Ce fil est ensuite tissé pour fabriquer des textiles. L'une des grandes innovations technologiques de la période médiévale a été le rouet, qui a remplacé le filage à la main. Cette invention est apparue vers 1280 en Europe, probablement à partir du Moyen-Orient. Les méthodes de filature n'ont pas changé jusqu'au XVIIIe siècle. Des innovations importantes ont commencé en 1738, lorsque Lewis Paul a breveté une nouvelle méthode de filature utilisant des rouleaux pour remplacer les mains humaines afin d'étirer les fibres filées. Cependant, la machine ne fonctionnait pas bien et ce sont les innovations de Richard Arkwright et James Hargreaves qui ont véritablement révolutionné la filature.

En 1769, Arkwright, l'une des figures dominantes de la révolution industrielle, a breveté son « métier à filer à l'eau » (water frame), qui était une amélioration considérable

amélioration par rapport à la machine de Lewis. Il s'associa avec Jedediah Strutt et Samuel Need, qui étaient des fabricants de bonneterie. En 1771, ils construisirent l'une des premières usines au monde, à Cromford. Les nouvelles machines étaient alimentées par l'eau, mais Arkwright fit plus tard la transition cruciale vers la vapeur. En 1774, son entreprise employait six cents ouvriers et il se développa de manière agressive, finissant par créer des usines à Manchester, Matlock, Bath et New Lanark en Écosse. Les innovations d'Arkwright furent complétées par l'invention par Hargreaves en 1764 de la machine à filer Jenny, qui fut perfectionnée par Samuel Crompton en 1779 pour devenir la « mule », puis par Richard Roberts pour devenir la « mule automatique ». Les effets de ces innovations furent véritablement révolutionnaires : au début du siècle, il fallait 50 000 heures à des fileuses manuelles pour filer cent livres de coton. Le water frame d'Arkwright pouvait le faire en 300 heures, et la self-acting mule en 135.

La mécanisation du filage s'est accompagnée de celle du tissage. Une première étape importante fut l'invention de la navette volante par John Kay en 1733. Si, au départ, elle ne fit qu'augmenter la productivité des tisserands à la main, son impact le plus durable fut d'ouvrir la voie au tissage mécanisé. S'inspirant de la navette volante, Edmund Cartwright introduisit le métier à tisser mécanique en 1785, première étape d'une série d'innovations qui allaient conduire au remplacement des compétences manuelles dans le tissage par des machines, comme cela avait déjà été le cas dans le filage.

L'industrie textile anglaise a non seulement été le moteur de la révolution industrielle, mais elle a également révolutionné l'économie mondiale. Les exportations anglaises, dominées par les textiles en coton, ont doublé entre 1780 et 1800. C'est la croissance de ce secteur qui a tiré l'ensemble de l'économie vers le haut. La combinaison de l'innovation technologique et organisationnelle a fourni le modèle de progrès économique qui a transformé les économies du monde devenu riche.

De nouvelles personnes avec de nouvelles idées ont joué un rôle crucial dans cette transformation. Prenons l'exemple de l'innovation dans les transports. En Angleterre, plusieurs vagues d'innovations ont vu le jour : d'abord les canaux, puis les routes et enfin les chemins de fer. À chaque vague, les innovateurs étaient des hommes nouveaux. Les canaux ont commencé à se développer en Angleterre après 1770 et, en 1810, ils

reliaient déjà bon nombre des zones industrielles les plus importantes. Au fur et à mesure que la révolution industrielle se déroulait, les canaux ont joué un rôle important dans la réduction des coûts de transport des nouveaux produits industriels volumineux, tels que les textiles en coton, et des matières premières nécessaires à leur fabrication, en particulier le coton brut et le charbon pour les machines à vapeur. Les premiers innovateurs dans la construction de canaux étaient des hommes tels que James Brindley, qui fut employé par le duc de Bridgewater pour construire le canal de Bridgewater, qui finit par relier la ville industrielle clé de Manchester au port de Liverpool. Né dans la campagne du Derbyshire, Brindley était de profession constructeur de moulins. Sa réputation de trouver des solutions créatives aux problèmes d'ingénierie attira l'attention du duc. Il n'avait aucune expérience préalable des problèmes de transport, ce qui était également le cas d'autres grands ingénieurs de canaux tels que Thomas Telford, qui avait commencé sa carrière comme maçon, ou John Smeaton, fabricant d'instruments et ingénieur.

Tout comme les grands ingénieurs des canaux n'avaient aucun lien préalable avec les transports, il en allait de même pour les grands ingénieurs routiers et ferroviaires. John McAdam, qui inventa le tarmac vers 1816, était le deuxième fils d'un aristocrate mineur. Le premier train à vapeur a été construit par Richard Trevithick en 1804. Le père de Trevithick travaillait dans les mines de Cornouailles, et Richard s'est lancé très jeune dans la même activité, fasciné par les machines à vapeur utilisées pour pomper l'eau des mines. Plus importantes encore furent les innovations de George Stephenson, fils de parents analphabètes et inventeur du célèbre train « The Rocket », qui a commencé à travailler comme mécanicien dans une mine de charbon.

De nouveaux acteurs ont également stimulé l'industrie textile du coton, alors en pleine expansion. Certains des pionniers de cette nouvelle industrie étaient des personnes qui avaient auparavant été fortement impliquées dans la production et le commerce des tissus en laine. John Foster, par exemple, employait sept cents tisserands à la main dans l'industrie lainière lorsqu'il s'est tourné vers le coton et a ouvert Black Dyke Mills en 1835. Mais les hommes comme Foster étaient une minorité. Seulement environ un cinquième des principaux industriels de l'époque avaient déjà été impliqués dans des activités de fabrication. Cela n'est pas surprenant. D'une part, l'industrie cotonnière s'est développée dans de nouvelles villes du nord de l'Angleterre. Les usines représentaient une toute nouvelle façon d'organiser la production. L'industrie lainière

était organisée de manière très différente, en « distribuant » les matières premières à des particuliers qui les filaient et les tissaient chez eux. La plupart des acteurs de l'industrie lainière n'étaient donc pas équipés pour se reconvertir dans le coton, comme l'avait fait Foster. Il fallait de nouveaux venus pour développer et utiliser les nouvelles technologies. L'expansion rapide du coton a décimé l'industrie lainière, illustrant parfaitement le concept de destruction créatrice.

La destruction créatrice redistribue non seulement les revenus et la richesse, mais aussi le pouvoir politique, comme l'a appris William Lee lorsqu'il s'est heurté à l'incompréhension des autorités, qui craignaient les conséquences politiques de son invention. À mesure que l'économie industrielle se développait à Manchester et à Birmingham, les nouveaux propriétaires d'usines et les groupes de la classe moyenne qui émergeaient autour d'eux ont commencé à protester contre leur privation de droits et contre les politiques gouvernementales contraires à leurs intérêts. Leur principale cible était les lois sur le blé, qui interdisaient l'importation de « blé » (toutes les céréales, mais principalement le blé) si son prix devenait trop bas, garantissant ainsi que les profits des grands propriétaires terriens restent élevés. Cette politique était très avantageuse pour les grands propriétaires terriens qui produisaient du blé, mais néfaste pour les industriels, car ils devaient payer des salaires plus élevés pour compenser le prix élevé du pain.

Avec la concentration des travailleurs dans les nouvelles usines et les nouveaux centres industriels, il devint plus facile de s'organiser et de se révolter. Dans les années 1820, l'exclusion politique des nouveaux industriels et des nouveaux centres industriels devint intenable. Le 16 août 1819, une réunion visant à protester contre le système politique et les politiques du gouvernement devait se tenir à St. Peter's Fields, à Manchester. L'organisateur était Joseph Johnson, un fabricant de brosses local et l'un des fondateurs du journal radical *Manchester Observer*. Parmi les autres organisateurs figuraient John Knight, un fabricant de coton et réformateur, et John Thacker Saxton, rédacteur en chef du *Manchester Observer*. Soixante mille manifestants se rassemblèrent, beaucoup brandissant des banderoles sur lesquelles on pouvait lire « No Corn Laws » (Non aux lois sur le blé), « Universal Suffrage » (Suffrage universel) et « Vote by Ballot » (Vote à bulletin secret), signifiant que le vote devait avoir lieu à bulletin secret et non à main levée, comme c'était le cas en 1819. Les autorités étaient très inquiètes à propos de cette réunion et avaient rassemblé six cents cavaliers du 15e régiment de hussards. Lorsque les discours commencèrent, un magistrat local décida de

émettre un mandat d'arrêt contre les orateurs. Lorsque la police tenta d'exécuter le mandat, elle se heurta à l'opposition de la foule et des affrontements éclatèrent. À ce moment-là, les hussards chargèrent la foule. En quelques minutes chaotiques, onze personnes furent tuées et probablement six cents blessées. Le *Manchester Observer* qualifia cet événement de « massacre de Peterloo ».

Mais compte tenu des changements qui avaient déjà eu lieu dans les institutions économiques et politiques, la répression à long terme n'était pas une solution en Angleterre. Le massacre de Peterloo restera un incident isolé. À la suite de l'émeute, les institutions politiques anglaises ont cédé à la pression et à la menace déstabilisatrice d'un malaise social beaucoup plus généralisé, en particulier après la révolution de 1830 en France contre Charles X, qui avait tenté de rétablir l'absolutisme détruit par la Révolution française de 1789. En 1832, le gouvernement adopta la première loi de réforme électorale. Elle accordait le droit de vote à Birmingham, Leeds, Manchester et Sheffield, et élargissait la base électorale afin que les industriels puissent être représentés au Parlement. Le changement de pouvoir politique qui en a résulté a orienté la politique dans le sens souhaité par ces nouveaux intérêts représentés ; en 1846, ils ont réussi à faire abroger les lois sur les céréales, très impopulaires, démontrant une fois de plus que la destruction créatrice entraînait une redistribution non seulement des revenus, mais aussi du pouvoir politique. Et naturellement, les changements dans la répartition du pouvoir politique ont conduit, avec le temps, à une nouvelle redistribution des revenus.

C'est la nature inclusive des institutions anglaises qui a permis à ce processus de se dérouler. Ceux qui souffraient de la destruction créatrice et la redoutaient n'étaient plus en mesure de l'arrêter.

POURQUOI EN ANGLETERRE ?

La révolution industrielle a débuté et a connu ses plus grands progrès en Angleterre grâce à ses institutions économiques particulièrement inclusives. Celles-ci reposaient à leur tour sur les fondements établis par les institutions politiques inclusives issues de la Glorieuse Révolution. C'est cette dernière qui a renforcé et rationalisé les droits de propriété , amélioré l' l' les marchés financiers et sapé l' l'État .

sanctionné les monopoles dans le commerce extérieur et supprimé les obstacles à l'expansion de l'industrie. C'est la Glorieuse Révolution qui a rendu le système politique ouvert et réceptif aux besoins et aux aspirations économiques de la société. Ces institutions économiques inclusives ont donné à des hommes de talent et de vision tels que James Watt l'opportunité et la motivation nécessaires pour développer leurs compétences et leurs idées et influencer le système d'une manière qui leur était profitable, à eux et à la nation. Naturellement, une fois qu'ils ont connu le succès, ces hommes ont eu les mêmes envies que n'importe qui d'autre. Ils voulaient empêcher d'autres personnes d'entrer dans leur secteur d'activité et de leur faire concurrence, et craignaient le processus de destruction créatrice qui pourrait les mettre en faillite, comme ils avaient eux-mêmes ruiné d'autres entreprises auparavant. Mais après 1688, cela devint plus difficile à réaliser. En 1775, Richard Arkwright déposa un brevet global qui, espérait-il, lui donnerait le monopole sur l'industrie en pleine expansion de la filature de coton. Il ne parvint pas à faire appliquer ce brevet par les tribunaux.

Pourquoi ce processus unique a-t-il commencé en Angleterre et pourquoi au XVIIe siècle ? Pourquoi l'Angleterre a-t-elle développé des institutions politiques pluralistes et rompu avec les institutions extractives ? Comme nous l'avons vu, les développements politiques qui ont conduit à la Glorieuse Révolution ont été façonnés par plusieurs processus interdépendants. Au centre de ceux-ci se trouvait le conflit politique entre l'absolutisme et ses opposants. L'issue de ce conflit a non seulement mis fin aux tentatives de création d'un absolutisme renouvelé et renforcé en Angleterre, mais a également donné du pouvoir à ceux qui souhaitaient changer fondamentalement les institutions de la société. Les opposants à l'absolutisme n'ont pas simplement tenté de construire un autre type d'absolutisme. Il ne s'agissait pas simplement de la victoire de la maison de Lancastre sur la maison d'York dans la guerre des Deux-Roses. La Glorieuse Révolution a plutôt entraîné l'émergence d'un nouveau régime fondé sur la règle constitutionnelle et le pluralisme.

Ce résultat était la conséquence de l'évolution des institutions anglaises et de la manière dont elles interagissaient à des moments critiques. Nous avons vu dans le chapitre précédent comment les institutions féodales ont été créées en Europe occidentale après l'effondrement de l'Empire romain d'Occident. Le féodalisme s'est répandu dans la majeure partie de l'Europe, à l'Ouest comme à l'Est. Mais comme le montre le chapitre 4, l'Europe occidentale et l'Europe orientale ont commencé à diverger.

radicalement après la peste noire. De petites différences dans les institutions politiques et économiques ont fait qu'en Occident, l'équilibre des pouvoirs a conduit à une amélioration institutionnelle, tandis qu'en Orient, il a entraîné une détérioration institutionnelle. Mais ce n'était pas une voie qui menait nécessairement et inexorablement à des institutions inclusives. De nombreux autres tournants cruciaux devaient encore se produire en cours de route. Bien que la Magna Carta ait tenté d'établir certaines bases institutionnelles fondamentales pour un régime constitutionnel, de nombreuses autres régions d'Europe, y compris en Europe de l'Est, ont connu des luttes similaires avec des documents similaires. Pourtant, après la peste noire, l'Europe occidentale s'est considérablement éloignée de l'Orient. Des documents tels que la Magna Carta ont commencé à avoir plus d'impact en Occident. En Orient, ils ont fini par perdre toute signification. En Angleterre, avant même les conflits du XVIIe siècle, la norme selon laquelle le roi ne pouvait lever de nouveaux impôts sans le consentement du Parlement était établie. Tout aussi important était le lent transfert progressif du pouvoir des élites vers les citoyens en général, comme l'illustre la mobilisation politique des communautés rurales, observée en Angleterre lors d'événements tels que la révolte des paysans de 1381.

Cette dérive des institutions interagissait désormais avec un autre tournant décisif provoqué par l'expansion massive du commerce dans l'Atlantique. Comme nous l'avons vu au chapitre 4, l'une des façons cruciales dont cela a influencé la dynamique institutionnelle future dépendait de la capacité ou non de la Couronne à monopoliser ce commerce. En Angleterre, le pouvoir quelque peu accru du Parlement empêchait les monarques Tudor et Stuart d'y parvenir. Cela a donné naissance à une nouvelle classe de marchands et d'hommes d'affaires, qui s'opposaient farouchement au projet d'instaurer l'absolutisme en Angleterre. En 1686, par exemple, Londres comptait 702 marchands exportant vers les Caraïbes et 1 283 importateurs. L'Amérique du Nord comptait 691 marchands exportateurs et 626 importateurs. Ils employaient des magasiniers, des marins, des capitaines, des dockers, des commis, qui partageaient tous largement leurs intérêts. D'autres ports dynamiques, tels que Bristol, Liverpool et Portsmouth, regorgeaient également de tels marchands. Ces nouveaux hommes voulaient et exigeaient des institutions économiques différentes, et à mesure qu'ils s'enrichissaient grâce au commerce, ils devenaient plus puissants. Les mêmes forces étaient à l'œuvre en France, en Espagne et au Portugal. Mais là-bas, les rois étaient beaucoup plus à même de

contrôler le commerce et ses profits. Le type de nouveau groupe qui allait transformer l'Angleterre a bien vu le jour dans ces pays, mais il était considérablement plus petit et plus faible.

Lorsque le Long Parlement siégea et que la guerre civile éclata en 1642, ces marchands se rangèrent principalement du côté de la cause parlementaire. Dans les années 1670, ils s'impliquèrent fortement dans la formation du parti whig, pour s'opposer à l'absolutisme des Stuart, et en 1688, ils jouèrent un rôle déterminant dans la destitution de Jacques II. Ainsi, les opportunités commerciales croissantes offertes par les Amériques, l'entrée massive des marchands anglais dans ce commerce et le développement économique des colonies, ainsi que les fortunes qu'ils ont amassées au cours de ce processus, ont fait pencher la balance du pouvoir dans la lutte entre la monarchie et les opposants à l'absolutisme.

Peut-être plus important encore, l'émergence et l'autonomisation d'intérêts divers — allant de la gentry, une classe d'agriculteurs commerciaux apparue à l'époque Tudor, à différents types de fabricants et de commerçants atlantiques — signifiaient que la coalition contre l'absolutisme des Stuart était non seulement forte, mais aussi large. Cette coalition a été encore renforcée par la formation du parti whig dans les années 1670, qui lui a fourni une organisation pour défendre ses intérêts. Son renforcement a été le fondement du pluralisme qui a suivi la Glorieuse Révolution. Si tous ceux qui luttaient contre les Stuart avaient eu les mêmes intérêts et les mêmes origines, le renversement de la monarchie Stuart aurait été beaucoup plus susceptible d'être une répétition de la lutte entre la maison de Lancastre et la maison d'York, opposant un groupe à un autre groupe aux intérêts étroits, et aboutissant finalement au remplacement et à la recréation d'institutions extractives identiques ou différentes. Une large coalition signifiait qu'il y aurait une plus grande demande pour la création d'institutions politiques pluralistes. Sans une certaine forme de pluralisme, l'un des divers intérêts risquait d'usurper le pouvoir au détriment des autres. Le fait que le Parlement après 1688 représentait une coalition aussi large a été un facteur crucial pour amener les membres du Parlement à écouter les pétitions, même lorsqu'elles provenaient de personnes extérieures au Parlement et même de celles qui n'avaient pas le droit de vote. Cela a été un facteur crucial pour empêcher les tentatives d'un groupe de créer un monopole au sein du

aux dépens des autres, comme les intérêts de l'industrie lainière avaient tenté de le faire avant la loi de Manchester.

La Glorieuse Révolution fut un événement capital précisément parce qu'elle fut menée par une large coalition enhardie et qu'elle renforça encore cette coalition, qui réussit à forger un régime constitutionnel imposant des contraintes au pouvoir exécutif et, tout aussi crucial, à chacun de ses membres. Ce sont, par exemple, ces contraintes qui ont empêché les fabricants de laine d'écraser la concurrence potentielle des fabricants de coton et de futaine. Cette large coalition a donc joué un rôle essentiel dans la mise en place d'un Parlement fort après 1688, mais elle a également permis de mettre en place des contrôles au sein du Parlement afin d'empêcher qu'un groupe particulier ne devienne trop puissant et n'abuse de son pouvoir. Elle a été un facteur déterminant dans l'émergence d'institutions politiques pluralistes. Le renforcement d'une coalition aussi large a également joué un rôle important dans la persistance et le renforcement de ces institutions économiques et politiques inclusives, comme nous le verrons au chapitre 11.

Pourtant, rien de tout cela ne rendait inévitable l'avènement d'un régime véritablement pluraliste, dont l'émergence fut en partie le résultat d'un concours de circonstances historiques. Une coalition assez similaire avait réussi à sortir victorieuse de la guerre civile anglaise contre les Stuart, mais cela n'avait conduit qu'à la dictature d'Oliver Cromwell. La force de cette coalition ne garantissait pas non plus la défaite de l'absolutisme. Jacques II aurait pu vaincre Guillaume d'Orange. Comme d'habitude, le cheminement vers un changement institutionnel majeur n'était pas moins contingent que l'issue d'autres conflits politiques. Cela était vrai même si le cheminement spécifique de la dérive institutionnelle qui a créé la large coalition opposée à l'absolutisme et le tournant critique des opportunités commerciales atlantiques ont joué en défaveur des Stuart. Dans ce cas, donc, la contingence et une large coalition ont été des facteurs décisifs qui ont sous-tendu l'émergence du pluralisme et d'institutions inclusives.

8.

PAS SUR NOTRE TERRITOIRE : LES OBSTACLES AU DÉVELOPPEMENT

IMPRESSION INTERDITE

EN 1445, DANS LA VILLE ALLEMANDE DE MAYENCE, Johannes Gutenberg dévoila une innovation qui allait avoir des conséquences profondes sur l'histoire économique : une presse à imprimer à caractères mobiles. Jusqu'alors, les livres devaient être copiés à la main par des scribes, un processus très lent et laborieux, ou imprimés à l'aide de blocs de bois spécialement sculptés pour chaque page. Les livres étaient rares et très coûteux. Après l'invention de Gutenberg, les choses ont commencé à changer. Les livres ont été imprimés et sont devenus plus facilement accessibles. Sans cette innovation, l'alphabétisation et l'éducation de masse auraient été impossibles.

En Europe occidentale, l'importance de l'imprimerie fut rapidement reconnue. En 1460, il existait déjà une imprimerie de l'autre côté de la frontière, à Strasbourg, en France. À la fin des années 1460, cette technologie s'était répandue dans toute l'Italie, avec des imprimeries à Rome et à Venise, bientôt suivies par Florence, Milan et Turin. En 1476, William Caxton avait installé une presse à imprimer à Londres, et deux ans plus tard, il y en avait une à Oxford. Au cours de la même période, l'imprimerie s'est répandue dans les Pays-Bas, en Espagne et même en Europe de l'Est, avec l'ouverture d'une presse à Budapest en 1473 et à Cracovie un an plus tard.

Tout le monde ne considérait pas l'imprimerie comme une innovation souhaitable. Dès 1485, le sultan ottoman Bayezid II promulgua un édit interdisant formellement aux musulmans d'imprimer en arabe. Cette règle fut renforcée par le sultan Selim Ier en 1515. Ce n'est qu'en 1727 que la première presse à imprimer fut autorisée sur les terres ottomanes. Puis

sultan Ahmed III a publié un décret accordant à İbrahim Müteferrika l'autorisation de créer une imprimerie. Même cette mesure tardive était assortie de restrictions. Bien que le décret mentionnait « le jour heureux où cette technique occidentale sera dévoilée comme une mariée et ne sera plus jamais cachée », l'activité d'imprimerie de Müteferrika allait être étroitement surveillée. Le décret stipulait :

> Afin que les livres imprimés soient exempts d'erreurs d'impression, les érudits religieux sages, respectés et méritants spécialisés dans le droit islamique, l'excellent cadi d'Istanbul, Mevlana İshak, et le cadi de Selaniki, Mevlana Sahib, et le cadi de Galata, Mevlana Asad, que leurs mérites soient accrus, et parmi les ordres religieux illustres, le pilier des érudits religieux vertueux, le cheikh du Kasim Paşa Mevlevihane, Mevlana Musa, que sa sagesse et son savoir soient accrus, superviseront la relecture.

Müteferrika a été autorisé à créer une imprimerie, mais tout ce qu'il imprimait devait être approuvé par un panel de trois érudits religieux et juristes, les Kadis. Peut-être que la sagesse et les connaissances des Kadis, comme celles de tout le monde, auraient augmenté beaucoup plus rapidement si l'imprimerie avait été plus facilement accessible. Mais cela ne devait pas se produire, même après que Müteferrika ait obtenu l'autorisation de créer son imprimerie.

Il n'est donc pas surprenant que Müteferrika n'ait finalement imprimé que peu de livres, seulement dix-sept entre 1729, date à laquelle l'imprimerie a commencé à fonctionner, et 1743, date à laquelle il a cessé son activité. Sa famille a tenté de perpétuer la tradition, mais elle n'a réussi à imprimer que sept autres livres avant d'abandonner définitivement en 1797. En dehors du cœur de l'Empire ottoman en Turquie, l'imprimerie a pris encore plus de retard. En Égypte, par exemple, la première imprimerie ne fut installée qu'en 1798, par des Français qui participaient à la tentative avortée de Napoléon Bonaparte de conquérir le pays. Jusqu'à la seconde moitié du XIXe siècle, la production de livres dans l'Empire ottoman était encore principalement assurée par des scribes qui copiaient à la main les livres existants. Au

début du XVIIIe siècle, on estimait à 80 000 le nombre de scribes actifs à Istanbul.

Cette opposition à l'imprimerie eut des conséquences évidentes sur l'alphabétisation, l'éducation et la réussite économique. En 1800, seuls 2 à 3 % des citoyens de l'Empire ottoman étaient alphabétisés, contre 60 % des hommes adultes et 40 % des femmes adultes en Angleterre. Aux Pays-Bas et en Allemagne, les taux d'alphabétisation étaient encore plus élevés. Les terres ottomanes étaient loin derrière les pays européens ayant le niveau d'éducation le plus bas à cette époque, comme le Portugal, où probablement seulement 20 % des adultes savaient lire et écrire.

Compte tenu du caractère hautement absolutiste et extractif des institutions ottomanes, l'hostilité du sultan à l'égard de l'imprimerie est facile à comprendre. Les livres diffusent des idées et rendent la population beaucoup plus difficile à contrôler. Certaines de ces idées peuvent être de nouveaux moyens précieux pour stimuler la croissance économique, mais d'autres peuvent être subversives et remettre en cause le statu quo politique et social existant. Les livres sapent également le pouvoir de ceux qui contrôlent le savoir oral, car ils rendent ce savoir accessible à toute personne sachant lire et écrire. Cela menaçait de remettre en cause le statu quo existant, où le savoir était contrôlé par les élites. Les sultans ottomans et les autorités religieuses craignaient la destruction créatrice qui en résulterait. Leur solution fut d'interdire l'imprimerie.

LA RÉVOLUTION INDUSTRIELLE a créé une conjoncture critique qui a touché presque tous les pays. Certaines nations, comme l'Angleterre, ont non seulement autorisé, mais aussi activement encouragé le commerce, l'industrialisation et l'esprit d'entreprise, et ont connu une croissance rapide. Beaucoup d'autres, comme l'Empire ottoman, la Chine et d'autres régimes absolutistes, ont pris du retard car ils
ont bloqué ou, à tout le moins, n'ont rien fait pour encourager la diffusion de l' industrie. Les institutions politiques et économiques ont façonné la réponse à l'innovation technologique, créant une fois de plus le schéma familier d'interaction entre les institutions existantes et les moments critiques conduisant à une divergence des institutions et des résultats économiques.

L'Empire ottoman est resté absolutiste jusqu'à son effondrement à la fin de la Première Guerre mondiale, ce qui lui a permis de s'opposer ou d'entraver avec succès des innovations telles que l'imprimerie et la destruction créatrice qui en aurait résulté. La raison pour laquelle les changements économiques qui ont eu lieu en Angleterre ne se sont pas produits dans l'Empire ottoman est le lien naturel entre les institutions politiques extractives et absolutistes et les institutions économiques extractives. L'absolutisme est un régime qui n'est pas soumis à la loi ni à la volonté d'autrui, même si, en réalité, les absolutistes gouvernent avec le soutien d'un petit groupe ou d'une élite. Dans la Russie du XIXe siècle, par exemple, les tsars étaient des souverains absolutistes soutenus par une noblesse qui représentait environ
1 % de la population totale. Ce groupe restreint a organisé des institutions politiques afin de perpétuer son pouvoir. Il n'y avait ni Parlement ni représentation politique d'autres groupes dans la société russe jusqu'en 1905, date à laquelle le tsar a créé la Douma, bien qu'il ait rapidement sapé les quelques pouvoirs qu'il lui avait accordés. Sans surprise, les institutions économiques étaient extractives, organisées de manière à enrichir autant que possible le tsar et la noblesse. Comme dans de nombreux systèmes économiques extractifs, cela reposait sur un système massif de coercition et de contrôle du travail, sous la forme particulièrement pernicieuse du servage russe.

L'absolutisme n'était pas le seul type d'institution politique empêchant l'industrialisation. Bien que les régimes absolutistes n'étaient pas pluralistes et craignaient la destruction créatrice, beaucoup avaient des États centralisés, ou du moins suffisamment centralisés pour imposer des interdictions sur des innovations telles que l'imprimerie. Même aujourd'hui, des pays comme l'Afghanistan, Haïti et le Népal ont des États nationaux qui manquent de centralisation politique. En Afrique subsaharienne, la situation est encore pire. Comme nous l'avons déjà souligné, sans un État centralisé pour assurer l'ordre et faire respecter les règles et les droits de propriété, aucune institution inclusive ne pouvait voir le jour. Nous verrons dans ce chapitre que dans de nombreuses régions d'Afrique subsaharienne (par exemple en Somalie et au Sud-Soudan), l'absence de toute forme de centralisation politique constituait un obstacle majeur à l'industrialisation. Sans ces conditions préalables naturelles, l'industrialisation n'avait aucune chance de voir le jour.

L'absolutisme et l'absence ou la faiblesse de la centralisation politique sont deux obstacles distincts à l'expansion de l'industrie. Mais ils sont également liés : tous deux sont maintenus par la crainte de la destruction créatrice et parce que le processus de centralisation politique engendre souvent une tendance à l'absolutisme. La résistance à la centralisation politique est motivée par des raisons similaires à celles qui sous-tendent la résistance aux institutions politiques inclusives : la crainte de perdre le pouvoir politique, cette fois au profit de l'État nouvellement centralisé et de ceux qui le contrôlent. Nous avons vu dans le chapitre précédent comment le processus de centralisation politique sous la monarchie Tudor en Angleterre a accru les demandes de représentation et de voix des différentes élites locales dans les institutions politiques nationales afin d'éviter cette perte de pouvoir politique. Un Parlement plus fort a été créé, permettant finalement l'émergence d'institutions politiques inclusives.

Mais dans de nombreux autres cas, c'est exactement le contraire qui se produit, et le processus de centralisation politique marque également le début d'une ère d'absolutisme accru. C'est ce qu'illustrent les origines de l'absolutisme russe, forgé par Pierre le Grand entre 1682 et sa mort en 1725. Pierre a construit une nouvelle capitale à Saint-Pétersbourg, dépouillant l'ancienne aristocratie, les boyards, de son pouvoir afin de créer un État bureaucratique moderne et une armée moderne. Il a même aboli la Douma des boyards qui l'avait fait tsar. Pierre a introduit le Tableau des rangs, une hiérarchie sociale entièrement nouvelle dont l'essence était le service au tsar. Il a également pris le contrôle de l'Église, tout comme Henri VIII l'avait fait lors de la centralisation de l'État en Angleterre. Grâce à ce processus de centralisation politique, Pierre retirait le pouvoir aux autres pour le concentrer entre ses mains. Ses réformes militaires ont conduit les gardes royaux traditionnels, les Streltsy, à se rebeller. Leur révolte a été suivie par d'autres, comme celle des Bachkirs en Asie centrale et la rébellion de Boulavine. Aucune n'a abouti.

Bien que le projet de centralisation politique de Pierre le Grand ait été couronné de succès et que l'opposition ait été vaincue, les forces qui s'opposaient à la centralisation de l'État, telles que les Streltsy, qui voyaient leur pouvoir remis en cause, ont pris le dessus dans de nombreuses régions du monde, et l'absence de centralisation de l'État qui en a résulté a entraîné la persistance d'un autre type d'institutions politiques extractives.

Dans ce chapitre, nous verrons comment, au moment critique créé par la révolution industrielle, de nombreux pays ont raté le coche et n'ont pas su tirer parti de l'expansion de l'industrie. Soit ils avaient des institutions politiques absolutistes et des institutions économiques extractives, comme dans l'Empire ottoman, soit ils manquaient de centralisation politique, comme en Somalie.

UNE PETITE DIFFÉRENCE QUI A FAIT LA DIFFÉRENCE

L'absolutisme s'est effondré en Angleterre au XVIIe siècle, mais s'est renforcé en Espagne. L'équivalent espagnol du Parlement anglais, les Cortes, n'existait que de nom. L'Espagne a été forgée en 1492 avec la fusion des royaumes de Castille et d'Aragon par le mariage de la reine Isabelle et du roi Ferdinand. Cette date coïncidait avec la fin de la Reconquista, le long processus d'expulsion des Arabes qui occupaient le sud de l'Espagne et avaient construit les grandes villes de Grenade, Cordoue et Séville depuis le VIIIe siècle. Le dernier État arabe de la péninsule ibérique, Grenade, tomba aux mains de l'Espagne au moment où Christophe Colomb arriva en Amérique et commença à revendiquer des terres pour la reine Isabelle et le roi Ferdinand, qui avaient financé son voyage.

La fusion des couronnes de Castille et d'Aragon, suivie de mariages dynastiques et d'héritages, a donné naissance à un super-État européen. Isabelle est décédée en 1504 et sa fille Jeanne a été couronnée reine de Castille. Jeanne épousa Philippe de la maison de Habsbourg, fils de l'empereur du Saint-Empire romain germanique, Maximilien Ier. En 1516, Charles, fils de Jeanne et Philippe, fut couronné Charles Ier de Castille et d'Aragon. À la mort de son père, Charles hérita des Pays-Bas et de la Franche-Comté, qu'il ajouta à ses territoires en Ibérie et en Amérique. En 1519, à la mort de Maximilien Ier, Charles hérita également des territoires des Habsbourg en Allemagne et devint l'empereur Charles Quint du Saint-Empire romain germanique. Ce qui n'était qu'une fusion de deux royaumes espagnols en 1492 devint un empire multicontinental, et Charles poursuivit le projet de renforcement de l'État absolutiste commencé par Isabelle et Ferdinand.

La découverte de métaux précieux dans les Amériques a considérablement facilité les efforts visant à instaurer et à consolider l'absolutisme en Espagne. L'argentexistait déjà été découvert dans grandes quantités à Guanajuato, au Mexique, par les années 1520, et peu par la suite à Zacatecas, au Mexique. La conquête du Pérou après 1532 apporta encore plus de richesses à la monarchie. Celles-ci prirent la forme d'une part, le « cinquième royal », prélevée sur tout le butin provenant des conquêtes et des mines. Comme nous l'avons vu au chapitre 1, une montagne d'argent fut découverte à Potosí dans les années 1540, enrichissant encore davantage les coffres du roi d'Espagne. Au moment de la fusion de la Castille et de l'Aragon, l'Espagne était l'une des régions les plus prospères d'Europe sur le plan économique. Après la consolidation de son système politique absolutiste, elle entra dans une période de déclin économique relatif, puis, après 1600, absolu. L'une des premières mesures prises par Isabelle et Ferdinand après la Reconquista fut l'expropriation des Juifs. Les quelque deux cent mille Juifs d'Espagne eurent quatre mois pour quitter le pays. Ils durent vendre toutes leurs terres et tous leurs biens à des prix très bas et ne furent pas autorisés à emporter leur or ou leur argent hors du pays. Une tragédie humaine similaire se produisit un peu plus de cent ans plus tard. Entre 1609 et 1614, Philippe III expulsa les Morisques, descendants des citoyens des anciens États arabes du sud de l'Espagne. Tout comme les Juifs, les Morisques durent partir avec seulement ce qu'ils pouvaient emporter et n'étaient pas autorisés à emporter avec eux tout or, argent ou autres métaux précieux.

Sous le règne des Habsbourg en Espagne, les droits de propriété étaient précaires à d'autres égards. Philippe II, qui succéda à son père Charles Quint en 1556, fit défaut sur ses dettes en 1557, puis à nouveau en 1560, ruinant les familles de banquiers Fugger et Welser. Le rôle des familles bancaires allemandes fut alors assumé par les familles bancaires génoises, qui furent à leur tour ruinées par les défauts de paiement espagnols successifs sous le règne des Habsbourg en 1575, 1596, 1607, 1627, 1647, 1652, 1660 et 1662.

Tout aussi crucial que l'instabilité des droits de propriété dans l'Espagne absolutiste était l'impact de l'absolutisme sur les institutions économiques du commerce et le développement de l'empire colonial espagnol. Comme nous l'avons vu dans le chapitre précédent, le succès économique de l'Angleterre reposait sur une expansion commerciale rapide. Bien que, par rapport à l'Espagne

et le Portugal, l'Angleterre fut une nouvelle venue dans le commerce atlantique, elle permit une participation relativement large aux opportunités commerciales et coloniales. Ce qui remplissait les coffres de la Couronne en Espagne enrichissait la nouvelle classe marchande émergente en Angleterre. C'est cette classe marchande qui allait constituer la base du dynamisme économique des débuts de l'Angleterre et devenir le rempart de la coalition politique anti-absolutiste.

En Espagne, ces processus qui ont conduit au progrès économique et au changement institutionnel n'ont pas eu lieu. Après la découverte des Amériques, Isabelle et Ferdinand ont organisé le commerce entre leurs nouvelles colonies et l'Espagne par l'intermédiaire d'une guilde de marchands à Séville. Ces marchands contrôlaient tout le commerce et veillaient à ce que la monarchie obtienne sa part des richesses des Amériques. Il n'y avait pas de libre-échange avec les colonies, et chaque année, une grande flotte de navires revenait des Amériques à Séville avec des métaux précieux et des marchandises de grande valeur. La base étroite et monopolisée de ce commerce empêchait l'émergence d'une large classe de marchands grâce aux opportunités commerciales avec les colonies. Même le commerce au sein des Amériques était fortement réglementé. Par exemple, un marchand d'une colonie telle que la Nouvelle-Espagne, qui correspond approximativement au Mexique actuel, ne pouvait pas commercer directement avec quiconque en Nouvelle-Grenade, l'actuelle Colombie. Ces restrictions sur le commerce au sein de l'Empire espagnol ont réduit sa prospérité économique et, indirectement, les avantages potentiels que l'Espagne aurait pu tirer du commerce avec un autre empire plus prospère. Néanmoins, elles étaient attrayantes car elles garantissaient que l'argent et l'or continueraient à affluer vers l'Espagne.

Les institutions économiques extractives de l'Espagne étaient le résultat direct de la construction de l'absolutisme et de la voie différente, par rapport à l'Angleterre, empruntée par les institutions politiques. Le royaume de Castille et le royaume d'Aragon avaient tous deux leurs Cortes, un parlement représentant les différents groupes, ou « ordres », du royaume. Comme le Parlement anglais, les Cortes castillanes devaient être convoquées pour approuver les nouveaux impôts. Néanmoins, les Cortes de Castille et d'Aragon représentaient principalement les grandes villes, plutôt que les zones urbaines et rurales, comme le faisait le Parlement anglais. Au XVe siècle, elles ne représentaient plus que dix-huit villes, chacune d'entre elles

envoya deux députés. En conséquence, les Cortes ne représentaient pas un ensemble de groupes aussi large que le Parlement anglais, et elles ne devinrent jamais un lieu de rencontre des divers intérêts qui cherchaient à limiter l'absolutisme. Elles ne pouvaient pas légiférer, et même leurs pouvoirs en matière fiscale étaient limités. Tout cela permit à la monarchie espagnole de mettre plus facilement les Cortes à l'écart dans le processus de consolidation de son absolutisme. Même avec l'argent provenant des Amériques, Charles Quint et Philippe II avaient besoin de recettes fiscales toujours plus importantes pour financer une série de guerres coûteuses. En 1520, Charles Quint décida de présenter aux Cortes des demandes d'augmentation des impôts. Les élites urbaines profitèrent de l'occasion pour réclamer un changement beaucoup plus profond des Cortes et de leurs pouvoirs. Cette opposition devint violente et fut rapidement connue sous le nom de rébellion des Comuneros. Charles Quint parvint à écraser la rébellion avec des troupes loyales. Cependant, tout au long du XVIe siècle, la Couronne tenta sans relâche d'arracher aux Cortes le droit de prélever de nouveaux impôts et d'augmenter les anciens. Bien que cette lutte ait connu des hauts et des bas, elle fut finalement remportée par la monarchie. Après 1664, les Cortes ne se réunirent plus jusqu'à leur reconstruction pendant les invasions napoléoniennes, près de 150 ans plus tard.

En Angleterre, la défaite de l'absolutisme en 1688 a conduit non seulement à la mise en place d'institutions politiques pluralistes, mais aussi au développement d'un État centralisé beaucoup plus efficace. En Espagne, c'est l'inverse qui s'est produit, avec le triomphe de l'absolutisme. Bien que la monarchie ait affaibli les Cortes et supprimé toute contrainte potentielle sur son comportement, il est devenu de plus en plus difficile de lever des impôts, même en tentant de négocier directement avec les différentes villes. Alors que l'État anglais mettait en place une bureaucratie fiscale moderne et efficace, l'État espagnol prenait à nouveau la direction opposée. Non seulement la monarchie ne parvenait pas à garantir des droits de propriété sûrs aux entrepreneurs et à monopoliser le commerce, mais elle vendait également des fonctions officielles, souvent à titre héréditaire, se livrait à la fermage des impôts et allait même jusqu'à vendre l'immunité judiciaire.

Les conséquences de ces institutions politiques et économiques extractives en Espagne étaient prévisibles. Au cours du XVIIe siècle, alors que l'Angleterre s'orientait vers la croissance commerciale et

puis à une industrialisation rapide, l'Espagne s'enfonçait dans un déclin économique généralisé. Au début du siècle, une personne sur cinq en Espagne vivait dans une zone urbaine. À la fin, ce chiffre avait diminué de moitié, passant à une personne sur dix, dans un processus qui correspondait à un appauvrissement croissant de la population espagnole. Les revenus espagnols ont chuté, tandis que l'Angleterre s'enrichissait.

La persistance et le renforcement de l'absolutisme en Espagne, alors qu'il était en train d'être éradiqué en Angleterre, constituent un autre exemple de l'importance des petites différences à des moments critiques. Ces petites différences concernaient la force et la nature des institutions représentatives ; le moment critique fut la découverte des Amériques. L'interaction de ces facteurs a conduit l'Espagne sur une voie institutionnelle très différente de celle de l'Angleterre. Les institutions économiques relativement inclusives qui ont vu le jour en Angleterre ont créé un dynamisme économique sans précédent, culminant avec la révolution industrielle, tandis que l'industrialisation n'avait aucune chance en Espagne. Au moment où la technologie industrielle se répandait dans de nombreuses régions du monde, l'économie espagnole avait tellement décliné que la Couronne et les élites terriennes espagnoles n'avaient même plus besoin de bloquer l'industrialisation.

LA PEUR DE L'INDUSTRIE

Sans les changements dans les institutions politiques et le pouvoir politique similaires à ceux qui ont émergé en Angleterre après 1688, les pays absolutistes avaient peu de chances de bénéficier des innovations et des nouvelles technologies de la révolution industrielle. En Espagne, par exemple, l'absence de droits de propriété garantis et le déclin économique généralisé ont fait que les gens n'étaient tout simplement pas incités à faire les investissements et les sacrifices nécessaires. En Russie et en Autriche-Hongrie, ce n'est pas seulement la négligence et la mauvaise gestion des élites et le déclin économique insidieux sous des institutions extractives qui ont empêché l'industrialisation ; les dirigeants ont au contraire activement bloqué toute tentative d'introduire ces technologies et les investissements de base dans les infrastructures telles que les chemins de fer qui auraient pu servir de vecteurs.

Au moment de la révolution industrielle, au XVIIIe et au début du XIXe siècle, la carte politique de l'Europe était très différente de celle d'aujourd'hui. Le Saint-Empire romain germanique, une mosaïque de plus de quatre cents entités politiques, dont la plupart allaient finalement fusionner pour former l'Allemagne, occupait la majeure partie de l'Europe centrale. La maison de Habsbourg était encore une force politique majeure, et son empire, connu sous le nom d'Empire des Habsbourg ou Empire austro-hongrois, s'étendait sur une vaste superficie d'environ 250 000 miles carrés, même s'il ne comprenait plus l'Espagne, après que les Bourbons eurent pris le contrôle du trône espagnol en 1700. En termes de population, c'était le troisième plus grand État d'Europe et il représentait un septième de la population européenne. À la fin du XVIIIe siècle, les terres des Habsbourg comprenaient, à l'ouest, ce qui est aujourd'hui la Belgique, alors connue sous le nom de Pays-Bas autrichiens. La plus grande partie, cependant, était le bloc contigu de terres situé autour de l'Autriche et de la Hongrie, comprenant la République tchèque et la Slovaquie au nord, et la Slovénie, la Croatie et une grande partie de l'Italie et de la Serbie au sud. À l'est, il comprenait également une grande partie de ce qui est aujourd'hui la Roumanie et la Pologne.

Les marchands dans les domaines des Habsbourg étaient beaucoup moins importants qu'en Angleterre, et le servage prévalait dans les terres d'Europe de l'Est. Comme nous l'avons vu au chapitre 4, la Hongrie et la Pologne étaient au cœur du deuxième servage d'Europe de l'Est. Contrairement aux Stuart, les Habsbourg réussirent à maintenir un régime fortement absolutiste. François Ier, qui régna en tant que dernier empereur du Saint-Empire romain germanique entre 1792 et 1806, puis empereur d'Autriche-Hongrie jusqu'à sa mort en 1835, était un absolutiste accompli. Il ne reconnaissait aucune limite à son pouvoir et, par-dessus tout, il souhaitait préserver le statu quo politique. Sa stratégie fondamentale consistait à s'opposer au changement, quel qu'il soit. En 1821, il l'a clairement exprimé dans un discours, caractéristique des souverains Habsbourg, qu'il a prononcé devant les enseignants d'une école de Laibach, affirmant : « Je n'ai pas besoin de savants, mais de bons citoyens honnêtes. Votre tâche est d'élever les jeunes hommes pour qu'ils le deviennent. Celui qui me sert doit enseigner ce que je lui ordonne. Si quelqu'un n'est pas capable de le faire ou vient avec de nouvelles idées, il peut partir, ou je le renverrai. »

L'impératrice Marie-Thérèse, qui régna entre 1740 et 1780, répondait souvent aux suggestions visant à améliorer ou à

modifier les institutions en répondant : « Laissez tout tel quel. » Néanmoins, elle et son fils Joseph II, empereur entre 1780 et 1790, ont tenté de construire un État central plus puissant et un système administratif plus efficace. Cependant, ils l'ont fait dans le contexte d'un système politique qui n'imposait aucune contrainte réelle à leurs actions et comportait peu d'éléments de pluralisme. Il n'existait pas de parlement national susceptible d'exercer un contrôle, même minime, sur le monarque, mais seulement un système d'états régionaux et de diètes, qui avaient historiquement certains pouvoirs en matière de fiscalité et de recrutement militaire. Les Habsbourg d'Autriche-Hongrie étaient soumis à encore moins de contrôles que les monarques espagnols, et le pouvoir politique était étroitement concentré.

Au fur et à mesure que l'absolutisme des Habsbourg se renforçait au XVIIIe siècle, le pouvoir de toutes les institutions non monarchiques s'affaiblissait davantage. Lorsqu'une délégation de citoyens de la province autrichienne du Tyrol demanda à François une constitution, il répondit : « Vous voulez donc une constitution ! ... Écoutez, cela m'est égal, je vous donnerai une constitution, mais sachez que les soldats m'obéissent et que je ne vous demanderai pas deux fois si j'ai besoin d'argent... Quoi qu'il en soit, je vous conseille de faire attention à ce que vous allez dire. » Face à cette réponse, les dirigeants tyroliens répliquèrent : « Si telle est votre opinion, il vaut mieux ne pas avoir de constitution », ce à quoi François répondit : « C'est aussi mon opinion. »

François dissolut le Conseil d'État que Marie-Thérèse avait utilisé comme forum de consultation avec ses ministres. Dès lors, il n'y eut plus aucune consultation ni discussion publique sur les décisions de la Couronne. François créa un État policier et censura sans pitié tout ce qui pouvait être considéré comme légèrement radical. Sa philosophie de gouvernement fut caractérisée par le comte Hartig, un collaborateur de longue date, comme « le maintien sans faille de l'autorité souveraine et le refus de toute revendication de la part du peuple à participer à cette autorité ». Il fut aidé dans cette tâche par le prince von Metternich, nommé ministre des Affaires étrangères en 1809. Le pouvoir et l'influence de Metternich survécurent en fait à ceux de François, et il resta ministre des Affaires étrangères pendant près de quarante ans.

Au cœur des institutions économiques des Habsbourg se trouvaient l'ordre féodal et le servage. Plus on se déplaçait vers l'est de l'empire, plus le féodalisme s'intensifiait, reflétant ainsi la gradation plus générale des institutions économiques que nous avons observée au chapitre 4, à mesure que l'on passait de l'Europe occidentale à l'Europe orientale. La mobilité de la main-d'œuvre était très limitée et l'émigration était illégale. Lorsque le philanthrope anglais Robert Owen tenta de convaincre le gouvernement autrichien d'adopter certaines réformes sociales afin d'améliorer les conditions de vie des pauvres, l'un des assistants de Metternich, Friedrich von Gentz, répondit : « Nous ne souhaitons nullement que les grandes masses deviennent aisées et indépendantes... Comment pourrions-nous alors les gouverner ? »

Outre le servage, qui empêchait complètement l'émergence d'un marché du travail et privait la population rurale de toute incitation économique ou initiative, l'absolutisme des Habsbourg prospérait grâce aux monopoles et autres restrictions commerciales. L'économie urbaine était dominée par les corporations, qui limitaient l'accès aux professions. Jusqu'en 1775, il existait des droits de douane internes en Autriche même et en Hongrie jusqu'en 1784. Les droits de douane sur les marchandises importées étaient très élevés, et de nombreuses interdictions explicites pesaient sur l'importation et l'exportation de marchandises.

La suppression des marchés et la création d'institutions économiques extractives sont bien sûr caractéristiques de l'absolutisme, mais François est allé plus loin. Ce n'était pas simplement que les institutions économiques extractives supprimaient toute incitation pour les individus à innover ou à adopter de nouvelles technologies. Nous avons vu au chapitre 2 comment, dans le royaume du Kongo, les tentatives visant à promouvoir l'utilisation de la charrue ont échoué parce que les gens n'avaient aucune incitation, étant donné la nature extractive des institutions économiques. Le roi du Kongo s'est rendu compte que s'il pouvait inciter les gens à utiliser des charrues, la productivité agricole serait plus élevée, générant ainsi plus de richesses, dont il pourrait bénéficier. Il s'agit là d'une incitation potentielle pour tous les gouvernements, même absolutistes. Le problème au Kongo était que les gens comprenaient que tout ce qu'ils produisaient pouvait être confisqué par un monarque absolutiste et qu'ils n'avaient donc aucune incitation à investir ou à utiliser de meilleures technologies. Dans les terres des Habsbourg,

François n'encourageait pas ses citoyens à adopter de meilleures technologies ; au contraire, il s'y opposait et bloquait la diffusion de technologies que les gens auraient autrement été prêts à adopter avec les institutions économiques existantes.

Son opposition à l'innovation se manifestait de deux manières. Tout d'abord, François Ier s'opposait au développement de l'industrie. L'industrie conduisait à la création d'usines, et les usines concentraient les travailleurs pauvres dans les villes, en particulier dans la capitale, Vienne. Ces travailleurs risquaient alors de devenir des partisans des opposants à l'absolutisme. Ses politiques visaient à maintenir en place les élites traditionnelles et le statu quo politique et économique. Il voulait que la société reste principalement agraire. Pour François, le meilleur moyen d'y parvenir était d'empêcher la construction d'usines. C'est ce qu'il fit directement, par exemple en 1802, en interdisant la création de nouvelles usines à Vienne. Au lieu d'encourager l'importation et l'adoption de nouvelles machines, base de l'industrialisation, il les interdit jusqu'en 1811.

Deuxièmement, il s'est opposé à la construction de chemins de fer, l'une des nouvelles technologies clés issues de la révolution industrielle. Lorsqu'un projet de construction d'un chemin de fer dans le nord du pays a été présenté à François Ier, il a répondu : « Non, non, je ne veux pas en entendre parler, de peur que la révolution ne s'empare du pays. »

Le gouvernement refusant d'accorder une concession pour la construction d'un chemin de fer à vapeur, le premier chemin de fer construit dans l'empire dut utiliser des wagons tirés par des chevaux. La ligne, qui reliait la ville de Linz, sur le Danube, à la ville bohémienne de Budweis, sur la Moldau, fut construite avec des pentes et des virages, ce qui rendit impossible sa conversion ultérieure à la traction à vapeur. Elle continua donc à fonctionner à la force des chevaux jusqu'aux années 1860. Le potentiel économique du développement ferroviaire dans l'empire avait été très tôt perçu par le banquier Salomon Rothschild, représentant à Vienne de la grande famille bancaire. Le frère de Salomon, Nathan, qui était basé en Angleterre, était très impressionné par la locomotive « The Rocket » de George Stephenson et par le potentiel de la locomotion à vapeur. Il contacta son frère pour l'encourager à rechercher des opportunités de développement ferroviaire en Autriche, car il pensait que la famille pourrait réaliser d'importants profits en finançant le développement ferroviaire. Nathan accepta, mais

le projet n'aboutit pas, car l'empereur François s'y opposa une nouvelle fois.

L'opposition à l'industrie et aux chemins de fer à vapeur découlait de la préoccupation de François concernant la destruction créatrice qui accompagnait le développement d'une économie moderne. Ses principales priorités étaient d'assurer la stabilité des institutions extractives sur lesquelles il régnait et de protéger les avantages des élites traditionnelles qui le soutenaient. Non seulement l'industrialisation, qui attirait la main-d'œuvre des campagnes vers les villes et sapait ainsi l'ordre féodal, n'apportait que peu d'avantages, mais François reconnaissait également la menace que les changements économiques majeurs faisaient peser sur son pouvoir politique. En conséquence, il a bloqué l'industrie et le progrès économique, enfermant le pays dans un retard économique qui s'est manifesté de nombreuses façons. Par exemple, en 1883, alors que 90 % de la production mondiale de fer était produite à partir du charbon, plus de la moitié de la production des territoires des Habsbourg utilisait encore du charbon de bois, beaucoup moins efficace. De même, jusqu'à la Première Guerre mondiale, lorsque l'empire s'est effondré, le tissage textile n'a jamais été entièrement mécanisé, mais était toujours effectué à la main.

L'Autriche-Hongrie n'était pas la seule à craindre l'industrie. Plus à l'est, la Russie disposait d'un ensemble d'institutions politiques tout aussi absolutistes, forgées par Pierre le Grand, comme nous l'avons vu plus haut dans ce chapitre. À l'instar de l'Autriche-Hongrie, les institutions économiques russes étaient très extractives, fondées sur le servage, qui maintenait au moins la moitié de la population attachée à la terre. Les serfs devaient travailler gratuitement trois jours par semaine sur les terres de leurs seigneurs. Ils ne pouvaient pas se déplacer, ils n'avaient pas la liberté de choisir leur occupation et pouvaient être vendus à volonté par leur seigneur à un autre seigneur. Le philosophe radical Pierre Kropotkine, l'un des fondateurs de l'anarchisme moderne, a laissé une description vivante du fonctionnement du servage sous le règne du tsar Nicolas Ier, qui a régné sur la Russie de 1825 à 1855. Il se souvenait de son enfance

> des histoires d'hommes et de femmes arrachés à leurs familles et à leurs villages, vendus, perdus au jeu ou échangés contre deux chiens de chasse, puis transportés dans une région reculée de Russie... d'enfants arrachés à leurs

> parents et vendus à des maîtres cruels ou débauchés ; de flagellations « dans les écuries », qui avaient lieu tous les jours avec une cruauté inouïe ; d'une jeune fille qui trouva son seul salut dans la noyade ; d'un vieil homme qui avait pris des cheveux blancs au service de son maître et qui finit par se pendre sous la fenêtre de celui-ci ; et de révoltes de serfs, qui ont été réprimées par les généraux de Nicolas Ier en fouettant à mort un homme sur dix ou cinq sur dix pris dans les rangs, et en ravageant le village... Quant à la pauvreté que j'ai vue pendant nos voyages dans certains villages, en particulier ceux qui appartenaient à la famille impériale, aucun mot ne suffirait à décrire la misère aux lecteurs qui ne l'ont pas vue.

Tout comme en Autriche-Hongrie, l'absolutisme n'a pas seulement créé un ensemble d'institutions économiques qui ont entravé la prospérité de la société. Il existait une crainte similaire de la destruction créatrice et une peur de l'industrie et des chemins de fer. Au cœur de cette situation sous le règne de Nicolas Ier se trouvait le comte Egor Kankrin, qui occupa le poste de ministre des Finances entre 1823 et 1844 et joua un rôle clé dans l'opposition aux changements sociaux nécessaires pour promouvoir la prospérité économique.

Les politiques de Kankrin visaient à renforcer les piliers politiques traditionnels du régime, en particulier l'aristocratie terrienne, et à maintenir une société rurale et agraire. Dès son arrivée au poste de ministre des Finances, Kankrin s'opposa rapidement à une proposition de son prédécesseur, Gurev, visant à créer une banque commerciale publique pour prêter à l'industrie, et fit annuler cette proposition. À la place, Kankrin rouvrit la Banque nationale de crédit, qui avait été fermée pendant les guerres napoléoniennes. Cette banque avait été créée à l'origine pour prêter aux grands propriétaires terriens à des taux subventionnés, une politique approuvée par Kankrin. Les prêts exigeaient que les demandeurs fournissent des serfs comme « garantie » ou caution, de sorte que seuls les propriétaires fonciers féodaux pouvaient obtenir de tels prêts. Pour financer la Banque nationale de crédit, Kankrin transféra des actifs de la Banque commerciale, faisant ainsi d'une pierre deux coups : il ne resterait désormais que peu d'argent pour l'industrie.

L'attitude de Kankrin était façonnée par la crainte que les changements économiques n'entraînent des changements politiques, tout comme celle du tsar Nicolas. La prise de pouvoir de Nicolas en décembre 1825 avait failli être avortée par une tentative de coup d'État menée par des officiers militaires, les « décembristes », qui avaient un programme radical de changements sociaux. Nicolas écrivit au grand-duc Mikhaïl : « La révolution est aux portes de la Russie, mais je jure qu'elle ne pénétrera pas dans le pays tant que j'aurai un souffle de vie. »

Nicolas craignait les changements sociaux qu'entraînerait la création d'une économie moderne. Comme il l'a déclaré dans un discours prononcé lors d'une réunion d'industriels à une exposition industrielle à Moscou :

> L'État et les industriels doivent tous deux se pencher sur un sujet sans lequel les usines elles-mêmes deviendraient un fléau plutôt qu'une bénédiction : il s'agit du sort des ouvriers, dont le nombre augmente chaque année. Ceux-ci ont besoin d'une surveillance énergique et paternelle de leur moralité ; sans cela, cette masse populaire se corrompra progressivement et finira par former une classe aussi misérable que dangereuse pour ses maîtres.

Tout comme François Ier, Nicolas craignait que la destruction créatrice déclenchée par une économie industrielle moderne ne sape le statu quo politique en Russie. Sous l'impulsion de Nicolas, Kankrin prit des mesures spécifiques pour ralentir le potentiel industriel. Il interdit plusieurs expositions industrielles, qui étaient auparavant organisées périodiquement pour présenter les nouvelles technologies et faciliter leur adoption.

En 1848, l'Europe fut secouée par une série d'explosions révolutionnaires. En réponse, A. A. Zakrevskii, gouverneur militaire de Moscou, chargé du maintien de l'ordre public, écrivit à Nicolas : « Pour préserver le calme et la prospérité dont seule la Russie jouit actuellement, le gouvernement ne doit pas permettre le rassemblement de personnes sans domicile et dissolues, qui se joindront facilement à tout mouvement, détruisant la paix sociale ou privée. » Son avis fut soumis aux ministres de Nicolas et, en 1849, une nouvelle loi fut

qui limitait sévèrement le nombre d'usines pouvant être ouvertes dans n'importe quel quartier de Moscou. Elle interdisait spécifiquement l'ouverture de nouvelles filatures de coton ou de laine et de fonderies de fer. D'autres industries, telles que le tissage et la teinture, devaient adresser une demande au gouverneur militaire si elles souhaitaient ouvrir de nouvelles usines. Finalement, la filature du coton fut explicitement interdite. La loi visait à empêcher toute nouvelle concentration de travailleurs potentiellement rebelles dans la ville.

L'opposition aux chemins de fer allait de pair avec l'opposition à l'industrie, exactement comme en Autriche-Hongrie. Avant 1842, il n'y avait qu'un seul chemin de fer en Russie. Il s'agissait du chemin de fer de Tsarskoïe Selo, qui reliait Saint-Pétersbourg aux résidences impériales de Tsarskoïe Selo et Pavlovsk, sur une distance de 27 kilomètres. Tout comme il s'opposait à l'industrie, Kankrin ne voyait aucune raison de promouvoir les chemins de fer, qui, selon lui, entraîneraient une mobilité socialement dangereuse, soulignant que « les chemins de fer ne résultent pas toujours d'une nécessité naturelle, mais sont plutôt l'objet d'un besoin artificiel ou d'un luxe. Ils encouragent les déplacements inutiles d'un endroit à l'autre, ce qui est tout à fait caractéristique de notre époque ».

Kankrin refusa de nombreuses offres pour la construction de chemins de fer, et ce n'est qu'en 1851 qu'une ligne reliant Moscou à Saint-Pétersbourg fut construite. La politique de Kankrin fut poursuivie par le comte Kleinmichel, qui fut nommé à la tête de l'administration principale des transports et des bâtiments publics. Cette institution devint le principal arbitre de la construction des chemins de fer, et Kleinmichel l'utilisa comme une tribune pour décourager leur construction. Après 1849, il utilisa même son pouvoir pour censurer les discussions dans les journaux sur le développement des chemins de fer.

Map 13: Railroads in Europe in 1870

La carte 13 (ci-contre) montre les conséquences de cette logique. Alors que la Grande-Bretagne et la majeure partie du nord-ouest de l'Europe étaient sillonnées de chemins de fer en 1870, très peu pénétraient le vaste territoire russe. La politique hostile aux chemins de fer ne fut abandonnée qu'après la défaite décisive de la Russie face aux forces britanniques, françaises et ottomanes lors de la guerre de Crimée, de 1853 à 1856, lorsqu'il fut compris que le retard de son réseau de transport constituait un sérieux handicap pour la sécurité russe. Le développement ferroviaire était également limité en Autriche-Hongrie en dehors de l'Autriche et de la partie occidentale de l'empire, bien que les révolutions de 1848 aient apporté des changements dans ces territoires, notamment l'abolition du servage.

ACCOUPLEMENT INTERDIT

L'absolutisme régnait non seulement dans une grande partie de l'Europe, mais aussi en Asie, et a également empêché l'industrialisation à un moment critique créé par la révolution industrielle. Les dynasties Ming et Qing en Chine et l'absolutisme de l'Empire ottoman illustrent ce schéma. Sous la dynastie Song, entre 960 et 1279, la Chine était à la pointe de nombreuses innovations technologiques. Les Chinois ont inventé les horloges, la boussole, la poudre à canon, le papier et le papier-monnaie, la porcelaine et les hauts fourneaux pour fabriquer de la fonte avant l'Europe. Ils ont développé de manière indépendante les rouets et l'énergie hydraulique à peu près au même moment où ceux-ci sont apparus à l'autre bout de l'Eurasie. En conséquence, en 1500, le niveau de vie était probablement au moins aussi élevé en Chine qu'en Europe. Pendant des siècles, la Chine a également eu un État centralisé avec une fonction publique recrutée selon le mérite. Cependant, la Chine était absolutiste, et la croissance sous la dynastie Song était sous extractives . Il n'y avait aucune représentation politique pour groupes autres que la monarchie dans société, rien qui ressemble à un Parlement ou à des Cortes. Les marchands ont toujours eu un statut précaire en Chine, et les grandes inventions des Song ont été npas stimulées par incitations incitations mais ont étécréés sous les auspices, voire sur ordre, du gouvernement. Peu de ces mesures ont été commercialisées. L'emprise de l'État s'est renforcée pendant les dynasties Ming et Qing qui ont suivi la dynastie Song. À l'origine de tout cela se trouvait la logique habituelle des institutions extractives. Comme la plupart des dirigeants à la tête d'institutions extractives, les empereurs absolutistes de Chine s'opposaient au changement, recherchaient la stabilité et, en substance, craignaient destruction créatrice.

L'histoire du commerce international en est la meilleure illustration. Comme nous l'avons vu, la découverte des Amériques et l'organisation du commerce international ont joué un rôle clé dans les conflits politiques et les changements institutionnels de l'Europe moderne. En Chine, alors que les marchands privés étaient couramment impliqués dans le commerce intérieur, l'État monopolisait le commerce extérieur. Lorsque la dynastie Ming est arrivée au pouvoir en 1368, c'est l'empereur Hongwu qui a d'abord régné, pendant trente ans. Hongwu craignait que le commerce extérieur ne déstabilise la situation politique et sociale, et il n'autorisait le commerce international que s'il était organisé par le

gouvernement et s'il s'agissait de tributs et non d'activités commerciales. Hongwu a même fait exécuter des centaines de personnes accusées d'avoir tenté de transformer les missions tributaires en entreprises commerciales. Entre 1377 et 1397, aucune mission tributaire maritime n'a été autorisée. Il a interdit aux particuliers de commercer avec les étrangers et n'a pas autorisé les Chinois à naviguer outre-mer.

En 1402, l'empereur Yongle monta sur le trône et inaugura l'une des périodes les plus célèbres de l'histoire chinoise en relançant à grande échelle le commerce extérieur parrainé par le gouvernement. Yongle chargea l'amiral Zheng He d'entreprendre six missions de grande envergure en Asie du Sud-Est et du Sud, en Arabie et en Afrique. Les Chinois connaissaient ces régions grâce à une longue histoire de relations commerciales, mais rien de tel n'avait jamais été entrepris à une telle échelle auparavant. La première flotte comprenait 27 800 hommes et 62 grands navires trésoriers, accompagnés de
190 navires plus petits, dont certains étaient spécialement destinés au transport d'eau douce, d'autres au transport de ravitaillement et d'autres encore au transport de troupes. Cependant, l'empereur Yongle mit temporairement fin aux missions après la sixième, en 1422. Cette décision fut rendue permanente par son successeur, Hongxi, qui régna de 1424 à 1425. La mort prématurée de Hongxi porta l'empereur Xuande sur le trône, qui autorisa dans un premier temps Zheng He à effectuer une dernière mission en 1433. Mais après cela, tout commerce avec l'étranger fut interdit. En 1436, la construction de navires de haute mer fut même déclarée illégale. L'interdiction du commerce avec l'étranger ne fut levée qu'en 1567.

Ces événements, bien qu'ils ne constituent que la partie émergée de l'iceberg extractif qui a empêché de nombreuses activités économiques jugées potentiellement déstabilisantes, ont eu un impact fondamental sur le développement économique chinois. Au moment même où le commerce international et la découverte des Amériques transformaient profondément les institutions anglaises, la Chine se coupait de cette conjoncture critique et se repliait sur elle-même. Ce repli sur soi ne prit pas fin en 1567. La dynastie Ming a été envahie en 1644 par le peuple Jurchen, les Mandchous d'Asie centrale, qui ont fondé la dynastie Qing. Une période d'instabilité politique intense s'ensuivit. Les Qing se livrèrent à une expropriation massive des biens et des avoirs. Dans les années 1690, T'ang Chen, un érudit chinois à la retraite et marchand en faillite, écrivait :

> Plus de cinquante ans se sont écoulés depuis la fondation de la dynastie Ch'ing [Qing], et l'empire s'appauvrit chaque jour davantage. Les paysans sont démunis, les artisans sont démunis, les marchands sont démunis, et les fonctionnaires sont eux aussi démunis. Le grain est bon marché, mais il est difficile de manger à sa faim. Le tissu est bon marché, mais il est difficile de se couvrir. Des bateaux chargés de marchandises voyagent d'un marché à l'autre, mais les cargaisons doivent être vendues à perte. Les fonctionnaires, lorsqu'ils quittent leur poste, découvrent qu'ils n'ont pas les moyens de subvenir aux besoins de leur famille. En effet, les quatre professions sont toutes appauvries.

En 1661, l'empereur Kangxi ordonna à tous les habitants vivant le long de la côte, du Vietnam au Chekiang, soit pratiquement toute la côte sud, autrefois la région la plus active commercialement de Chine, de se déplacer à 27 km à l'intérieur des terres. La côte fut patrouillée par des troupes afin de faire respecter cette mesure, et jusqu'en 1693, la navigation fut interdite partout sur la côte. Cette interdiction fut réimposée périodiquement au XVIIIe siècle, freinant ainsi efficacement l'émergence du commerce chinois outre-mer. Bien que certains se soient développés, rares étaient ceux qui étaient prêts à investir alors que l'empereur pouvait soudainement changer d'avis et interdire le commerce, rendant les investissements dans les navires, les équipements et les relations commerciales inutiles, voire pire.

Les raisons pour lesquelles les États Ming et Qing s'opposaient au commerce international sont désormais bien connues : la crainte de la destruction créatrice. L'objectif premier des dirigeants était la stabilité politique. Le commerce international était potentiellement déstabilisateur, car il enrichissait et enhardissait les marchands, comme ce fut le cas en Angleterre à l'époque de l'expansion atlantique. Ce n'était pas seulement l'opinion des dirigeants des dynasties Ming et Qing, mais aussi celle des dirigeants de la dynastie Song, même s'ils étaient prêts à soutenir les innovations technologiques et à accorder une plus grande liberté commerciale, à condition que cela reste sous leur contrôle. La situation s'est aggravée sous les dynasties Ming et Qing, lorsque le contrôle de l'État sur l'activité économique s'est renforcé et que le commerce extérieur a été interdit. Il existait certes des marchés et des échanges commerciaux dans la Chine des Ming et des Qing, et le

Le gouvernement imposait très peu l'économie nationale. Cependant, il ne faisait pas grand-chose pour soutenir l'innovation et privilégiait la stabilité politique au détriment du développement commercial ou industriel. Les conséquences de ce contrôle absolutiste de l'économie étaient prévisibles : l'économie chinoise a stagné tout au long du XIXe siècle et au début du XXe siècle, tandis que d'autres économies s'industrialisaient. Lorsque Mao a instauré son régime communiste en 1949, la Chine était devenue l'un des pays les plus pauvres du monde.

L'ABSOLUTISME DU PRÊTRE JEAN

L'absolutisme en tant qu'ensemble d'institutions politiques et les conséquences économiques qui en découlaient ne se limitaient pas à l'Europe et à l'Asie. Il était également présent en Afrique, par exemple dans le royaume du Kongo, comme nous l'avons vu au chapitre 2. L'Éthiopie, ou Abyssinie, dont nous avons découvert les origines au chapitre 6 lorsque nous avons abordé l'émergence du féodalisme après le déclin d'Aksoum, constitue un exemple encore plus durable de l'absolutisme africain. L'absolutisme abyssin a même survécu plus longtemps que ses homologues européens, car il a dû faire face à des défis et à des tournants critiques très différents.

Après la conversion du roi aksoumite Ezana au christianisme, les Éthiopiens sont restés chrétiens et, au XIVe siècle, ils sont devenus le centre du mythe du roi Prester John. Prester John était un roi chrétien qui avait été coupé de l'Europe par la montée de l'islam au Moyen-Orient. Au départ, on pensait que son royaume était situé en Inde. Cependant, à mesure que les Européens en apprenaient davantage sur l'Inde, ils se sont rendu compte que ce n'était pas vrai. Le roi d'Éthiopie, puisqu'il était chrétien, est alors devenu une cible naturelle pour le mythe. Les rois éthiopiens ont en fait tout fait pour forger des alliances avec les monarques européens contre les invasions arabes, envoyant des missions diplomatiques en Europe à partir de 1300 au moins, et persuadant même le roi portugais d'envoyer des soldats.

Ces soldats, ainsi que des diplomates, des jésuites et des voyageurs désireux de rencontrer le Prêtre Jean, ont laissé de nombreux récits sur l'Éthiopie. Certains

des plus intéressants d'un point de vue économique sont ceux de Francisco Álvares, aumônier accompagnant une mission diplomatique portugaise, qui séjourna en Éthiopie de 1520 à 1527. Il existe également des récits du jésuite Manoel de Almeida, qui vécut en Éthiopie à partir de 1624, et de John Bruce, un voyageur qui séjourna dans le pays entre 1768 et 1773. Les écrits de ces personnes fournissent un compte rendu riche des institutions politiques et économiques de l'époque en Éthiopie et ne laissent aucun doute sur le fait que l'Éthiopie était un parfait exemple d'absolutisme. Il n'existait aucune institution pluraliste, ni aucun contrôle ou contrainte sur le pouvoir de l'empereur, qui revendiquait le droit de régner en se basant sur sa prétendue descendance du légendaire roi Salomon et de la reine de Saba.

L'absolutisme avait pour conséquence une grande insécurité des droits de propriété, alimentée par la stratégie politique de l'empereur. Bruce, par exemple, notait que

> Toutes les terres appartiennent au roi ; il les donne à qui il veut quand il le veut, et les reprend quand il le souhaite. Dès qu'il meurt, toutes les terres du royaume sont à la disposition de la Couronne ; et non seulement cela, mais à la mort du propriétaire actuel, ses biens, quelle que soit la durée pendant laquelle il en a joui, reviennent au roi et ne reviennent pas au fils aîné.

Álvares affirmait qu'il y aurait beaucoup plus de « fruits et de cultures si les grands hommes ne maltraitaient pas le peuple ». Le récit d'Alameida sur le fonctionnement de la société est très cohérent. Il observait :

> Il est si courant que l'empereur échange, modifie et retire les terres que chaque homme possède tous les deux ou trois ans, parfois chaque année et même plusieurs fois au cours d'une année, que cela ne surprend personne. Souvent, un homme laboure la terre, un autre la sème et un autre encore la récolte. Il en résulte que personne ne prend soin de la terre dont il jouit ; il n'y a même personne pour planter un arbre, car chacun sait que celui qui le plante en récolte très rarement les

fruit. Pour le roi, cependant, il est utile qu'ils soient si dépendants de lui.

Ces descriptions suggèrent des similitudes majeures entre les structures politiques et économiques de l'Éthiopie et celles de l'absolutisme européen, même si elles montrent clairement que l'absolutisme était plus intense en Éthiopie et les institutions économiques encore plus extractives. De plus, comme nous l'avons souligné au chapitre 6, l'Éthiopie n'a pas connu les mêmes moments critiques qui ont contribué à affaiblir le régime absolutiste en Angleterre. Elle a été coupée de nombreux processus qui ont façonné le monde moderne. Même si cela n'avait pas été le cas, l'intensité de son absolutisme aurait probablement conduit à un renforcement encore plus important de celui-ci. Par exemple, comme en Espagne, le commerce international en Éthiopie, y compris le lucratif commerce des esclaves, était contrôlé par le monarque. L'Éthiopie n'était pas complètement isolée : les Européens ont cherché le Prêtre Jean, et elle a dû mener des guerres contre les États islamiques voisins. Néanmoins, l'historien Edward Gibbon a noté avec une certaine justesse que « encerclés de toutes parts par les ennemis de leur religion, les Éthiopiens ont dormi près de mille ans, oubliant le monde qui les avait oubliés ».

Lorsque la colonisation européenne de l'Afrique a commencé au XIXe siècle, l'Éthiopie était un royaume indépendant dirigé par Ras (duc) Kassa, qui a été couronné empereur Tewodros II en 1855. Tewodros s'est lancé dans une modernisation de l'État, créant une bureaucratie et un système judiciaire plus centralisés, ainsi qu'une armée capable de contrôler le pays et éventuellement de combattre les Européens. Il nomma des gouverneurs militaires, chargés de collecter les impôts et de les lui reverser, à la tête de toutes les provinces. Ses négociations avec les puissances européennes furent difficiles et, exaspéré, il fit emprisonner le consul anglais. En 1868, les Anglais envoyèrent une force expéditionnaire qui pilla sa capitale. Tewodros se suicida.

Néanmoins, le gouvernement reconstruit par Tewodros réussit à remporter l'une des plus grandes victoires anticolonialistes du XIXe siècle, contre les Italiens. En 1889, le trône revint à Menelik II, qui fut immédiatement confronté à l'intérêt de l'Italie pour l'établissement

une colonie là-bas. En 1885, le chancelier allemand Bismarck avait convoqué une conférence à Berlin où les puissances européennes avaient élaboré le « partage de l'Afrique », c'est-à-dire qu'elles avaient décidé comment diviser l'Afrique en différentes sphères d'intérêt. Lors de cette conférence, l'Italie avait obtenu ses droits sur les colonies en Érythrée, le long de la côte éthiopienne, et en Somalie. L'Éthiopie, bien que non représentée à la conférence, avait réussi à survivre intacte. Mais les Italiens n'abandonnèrent pas leurs projets et, en 1896, ils envoyèrent une armée vers le sud depuis l'Érythrée. La réponse de Menelik fut similaire à celle d'un roi médiéval européen : il forma une armée en demandant à la noblesse de mobiliser ses hommes armés. Cette approche ne permettait pas de maintenir une armée sur le terrain pendant longtemps, mais elle permettait d'en constituer une importante pendant une courte période. Ce court laps de temps fut juste suffisant pour vaincre les Italiens, dont les quinze mille hommes furent écrasés par les cent mille hommes de Menelik lors de la bataille d'Adowa en 1896. Ce fut la plus grave défaite militaire qu'un pays africain précolonial ait pu infliger à une puissance européenne, et elle assura l'indépendance de l'Éthiopie pendant quarante années supplémentaires.

Le dernier empereur d'Éthiopie, Ras Tafari, fut couronné Haile Selassie en 1930. Haile Selassie régna jusqu'à ce qu'il soit renversé par une deuxième invasion italienne, qui débuta en 1935, mais il revint d'exil avec l'aide des Anglais en 1941. Il régna ensuite jusqu'à ce qu'il soit renversé lors d'un coup d'État en 1974 par le Derg, « le Comité », un groupe d'officiers marxistes de l'armée, qui continua ensuite à appauvrir et à ravager le pays. Les institutions économiques extractives fondamentales de l'empire absolutiste éthiopien, telles que *le gult* (cette page) et le féodalisme créé après le déclin d'Aksoum, ont perduré jusqu'à leur abolition après la révolution de 1974.

Aujourd'hui, l'Éthiopie est l'un des pays les plus pauvres du monde. Le revenu moyen d'un Éthiopien est environ quarante fois inférieur à celui d'un citoyen anglais moyen. La plupart des gens vivent dans des zones rurales et pratiquent une agriculture de subsistance. Ils manquent d'eau potable, d'électricité et n'ont pas accès à des écoles ou à des soins de santé adéquats. L'espérance de vie est d'environ cinquante-cinq ans et seul un tiers des adultes sait lire et écrire. La comparaison entre l'Angleterre et l'Éthiopie met en évidence les inégalités dans le monde. Si l'Éthiopie se trouve dans cette situation aujourd'hui, c'est parce que, contrairement à l'Angleterre, l'

l'absolutisme a persisté jusqu'à un passé récent. L'absolutisme s'est accompagné d'institutions économiques extractives et de la pauvreté pour la majorité des Éthiopiens, même si, bien sûr, les empereurs et la noblesse en ont largement profité. Mais la conséquence la plus durable de l'absolutisme a été que la société éthiopienne n'a pas su tirer parti des opportunités d'industrialisation au cours du XIXe et au début du XXe siècle, ce qui explique la pauvreté extrême de ses citoyens aujourd'hui.

LES ENFANTS DE SAMAALE

Les institutions politiques absolutistes à travers le monde ont entravé l'industrialisation soit indirectement, par leur mode d'organisation de l'économie, soit directement, comme nous l'avons vu en Autriche-Hongrie et en Russie. Mais l'absolutisme n'était pas le seul obstacle à l'émergence d'institutions économiques inclusives. À l'aube du XIXe siècle, de nombreuses régions du monde, en particulier en Afrique, ne disposaient pas d'un État capable d'assurer un minimum d'ordre public, condition préalable à l'existence d'une économie moderne. Il n'y avait pas d'équivalent à Pierre le Grand en Russie, qui a lancé le processus de centralisation politique puis forgé l'absolutisme russe, sans parler des Tudors en Angleterre, qui ont centralisé l'État sans détruire complètement — ou, plus exactement, sans être en mesure de détruire complètement — le Parlement et les autres contraintes pesant sur leur pouvoir. Sans un certain degré de centralisation politique, même si les élites de ces États africains avaient souhaité accueillir l'industrialisation à bras ouverts, elles n'auraient pas pu faire grand-chose.

La Somalie, située dans la Corne de l'Afrique, illustre les effets dévastateurs de l'absence de centralisation politique. La Somalie a été historiquement dominée par des populations organisées en six clans familiaux. Les quatre plus grandes d'entre elles, les Dir, les Darod, les Isaq et les Hawiye, remontent toutes à un ancêtre mythique, Samaale. Ces clans sont originaires du nord de la Somalie et se sont progressivement étendus vers le sud et l'est. Aujourd'hui encore, ils sont principalement des peuples pastoraux qui migrent avec leurs troupeaux de chèvres, de moutons et de chameaux. Dans le sud, les Digil et les Rahanweyn, agriculteurs sédentaires, constituent

les deux dernières familles claniques. Les territoires de ces clans sont représentés sur la carte 12.

Les Somaliens s'identifient d'abord à leur clan familial, mais ceux-ci sont très vastes et comprennent de nombreux sous-groupes. Les premiers d'entre eux sont les clans qui remontent à l'un des plus grands clans familiaux. Plus importants encore sont les groupes au sein des clans appelés « groupes payeurs de diya », qui sont composés de parents proches qui paient et perçoivent *la diya*, ou « prix du sang », en compensation du meurtre d'un de leurs membres. Les clans somaliens et les groupes payant la diya étaient historiquement engagés dans un conflit quasi permanent pour les ressources limitées à leur disposition, en particulier les sources d'eau et les bonnes terres de pâturage pour leurs animaux. Ils pillaient également constamment les troupeaux des clans et des groupes payant la diya voisins. Bien que les clans aient eu des chefs appelés sultans, ainsi que des anciens, ces personnes n'avaient aucun pouvoir réel. Le pouvoir politique était très largement dispersé, chaque homme adulte somalien pouvant donner son avis sur les décisions susceptibles d'affecter le clan ou le groupe. Cela se faisait par le biais d'un conseil informel composé de tous les hommes adultes. Il n'existait pas de loi écrite, pas de police et pas de système juridique à proprement parler, si ce n'est que la charia servait de cadre dans lequel s'inscrivaient les lois informelles. Ces lois informelles pour un groupe payant la diya étaient codifiées dans ce qu'on appelait un *heer*, un ensemble d'obligations, de droits et de devoirs explicitement formulés que le groupe exigeait des autres dans leurs interactions avec lui. Avec l'avènement de la domination coloniale, ces *heers* ont commencé à être consignés par écrit. Par exemple, la lignée Hassan Ugaas formait un groupe payant la diya d'environ mille cinq cents hommes et était un sous-clan de la famille du clan Dir en Somalie britannique. Le 8 mars 1950, leur *heer* a été enregistré par le commissaire de district britannique, dont les trois premières clauses se lisent comme suit

1. Lorsqu'un homme de la tribu Hassan Ugaas est assassiné par un groupe extérieur, vingt chameaux de sa fortune sanglante (100) seront pris par ses proches et les quatre-vingts chameaux restants seront répartis entre tous les Hassan Ugaas.

2. Si un homme de la tribu Hassan Ugaas est blessé par un étranger et que ses blessures sont évaluées à trente-trois camels et un tiers, dix camels doivent lui être remis et le reste à son groupe jiffo (un sous-groupe du groupe *diya*).
3. Tout homicide commis entre membres des Hassan Ugaas est passible d'une indemnisation à hauteur de trente-trois camels et un tiers, payable uniquement aux proches parents du défunt. Si le coupable n'est pas en mesure de payer la totalité ou une partie de cette somme, il sera aidé par sa lignée.

L'accent mis par le *heer* sur le fait de tuer et de blesser reflète l'état de guerre quasi permanent entre les groupes et les clans qui payaient la diya. Au cœur de ce conflit se trouvaient la richesse du sang et les vendettas. Un crime contre une personne en particulier était un crime contre l'ensemble du groupe qui payait la diya et nécessitait une compensation collective, la richesse du sang. Si cette richesse du sang n'était pas payée, le groupe qui payait la diya de la personne qui avait commis le crime était confronté à la vengeance collective de la victime. Lorsque les moyens de transport modernes ont fait leur apparition en Somalie, la réparation sanglante a été étendue aux personnes tuées ou blessées dans des accidents de la route. Le *heer* des Hassan Ugaas ne concernait pas uniquement les meurtres ; la clause 6 stipulait : « Si un homme des Hassan Ugaas en insulte un autre lors d'un conseil des Hassan Ugaas, il devra verser 150 shillings à la partie offensée. »

Au début de l'année 1955, les troupeaux de deux clans, les Habar Tol Ja'lo et les Habar Yuunis, paissaient à proximité l'un de l'autre dans la région de Domberelly. Un homme du clan Yuunis fut blessé à la suite d'une dispute avec un membre du clan Tol Ja'lo au sujet de l'élevage de chameaux. Le clan Yuunis riposta immédiatement en attaquant le clan Tol Ja'lo et en tuant un homme. Ce décès conduisit, conformément au code du prix du sang, le clan Yuunis à offrir une compensation au clan Tol Ja'lo, qui fut acceptée. La réparation du sang devait être remise en personne, comme d'habitude sous forme de chameaux. Lors de la cérémonie de remise, l'un des Tol Ja'lo a tué un membre des Yuunis, le prenant pour un membre du groupe qui payait la diya du meurtrier. Cela a conduit à une guerre totale, et dans les quarante-huit heures qui ont suivi, treize Yuunis et

vingt-six Tol Ja'lo ont été tués. La guerre a continué pendant encore un an avant que les anciens des deux clans, réunis par l'administration coloniale anglaise, ne parviennent à conclure un accord (l'échange de la réparation) qui satisfaisait les deux parties et qui a été payé au cours des trois années suivantes.

Le paiement de la réparation du sang s'est déroulé dans l'ombre de la menace de la force et des querelles, et même lorsqu'il a été versé, il n'a pas nécessairement mis fin au conflit. En général, le conflit s'est apaisé, puis a repris de plus belle.

Le pouvoir politique était donc largement dispersé dans la société somalienne, de manière presque pluraliste. Mais sans l'autorité d'un État centralisé pour faire respecter l'ordre, sans parler des droits de propriété, cela n'a pas conduit à la mise en place d'institutions inclusives. Personne ne respectait l'autorité d'autrui, et personne, pas même l'État colonial britannique lorsqu'il est finalement arrivé, n'était en mesure d'imposer l'ordre. L'absence de centralisation politique a empêché la Somalie de tirer profit de la révolution industrielle. Dans un tel climat, il aurait été inimaginable d'investir dans les nouvelles technologies issues de Grande-Bretagne ou de les adopter, ou encore de créer les types d'organisations nécessaires pour y parvenir.

La complexité politique de la Somalie a eu des implications encore plus subtiles sur le progrès économique. Nous avons mentionné précédemment certaines des grandes énigmes technologiques de l'histoire africaine. Avant l'expansion de la domination coloniale à la fin du XIXe siècle, les sociétés africaines n'utilisaient pas de moyens de transport à roues ni d'outils agricoles tels que la charrue, et rares étaient celles qui possédaient une écriture. L'Éthiopie en avait une, comme nous l'avons vu. Les Somaliens avaient également une écriture, mais contrairement aux Éthiopiens, ils ne l'utilisaient pas. Nous avons déjà vu des exemples de ce phénomène dans l'histoire africaine. Les sociétés africaines n'utilisaient peut-être pas de roues ou de charrues, mais elles les connaissaient certainement. Dans le cas du royaume du Kongo, comme nous l'avons vu, cela était essentiellement dû au fait que les institutions économiques n'incitaient pas les populations à adopter ces technologies. Les mêmes problèmes auraient-ils pu se poser avec l'adoption de l'écriture ?

On peut s'en faire une idée en observant le royaume de Taqali, situé au nord-ouest de la Somalie, dans les collines de Nuba, au sud du

Soudan. Le royaume de Taqali a été fondé à la fin du XVIIIe siècle par un groupe de guerriers menés par un homme appelé Isma'il, et il est resté indépendant jusqu'à son intégration à l'Empire britannique en 1884. Les rois et le peuple de Taqali avaient accès à l'écriture arabe, mais celle-ci n'était pas utilisée, sauf par les rois, pour les communications externes avec d'autres entités politiques et la correspondance diplomatique. À première vue, cette situation semble très déroutante. Selon la tradition, l'écriture serait apparue en Mésopotamie afin de permettre aux États d'enregistrer des informations, de contrôler la population et de percevoir des impôts. L'État de Taqali n'était-il pas intéressé par cela ?

Ces questions ont été étudiées par l'historienne Janet Ewald à la fin des années 1970, alors qu'elle tentait de reconstituer l'histoire de l'État de Taqali. Une partie de l'histoire raconte que les citoyens ont résisté à l'utilisation de l'écriture, car ils craignaient qu'elle ne soit utilisée pour contrôler les ressources, telles que les terres précieuses, en permettant à l'État d'en revendiquer la propriété. Ils craignaient également que cela ne conduise à une fiscalité plus systématique. La dynastie fondée par Isma'il ne s'est pas transformée en un État puissant. Même s'il l'avait voulu, l'État n'était pas assez fort pour imposer sa volonté face à l'opposition des citoyens. Mais d'autres facteurs plus subtils étaient à l'œuvre. Diverses élites s'opposaient également à la centralisation politique, préférant par exemple les interactions orales aux interactions écrites avec les citoyens, car cela leur permettait une discrétion maximale. Les lois ou les ordres écrits ne pouvaient être retirés ou rejetés et étaient plus difficiles à modifier ; ils établissaient des références que les élites au pouvoir pourraient vouloir renverser. Ainsi, ni les gouvernés ni les gouvernants de Taqali ne voyaient l'introduction de l'écriture comme un avantage. Les gouvernés craignaient la manière dont les gouvernants l'utiliseraient, et les gouvernants eux-mêmes considéraient l'absence d'écriture comme un moyen de consolider leur emprise assez précaire sur le pouvoir. C'est la politique de Taqali qui a empêché l'introduction de l'écriture. Bien que les Somalis aient eu une élite encore moins bien définie que celle du royaume de Taqali, il est tout à fait plausible que les mêmes forces aient freiné leur utilisation de l'écriture et leur adoption d'autres technologies de base.

Le cas de la Somalie montre les conséquences du manque de centralisation politique sur la croissance économique. La littérature historique ne fait état d'aucune tentative de centralisation de ce type dans

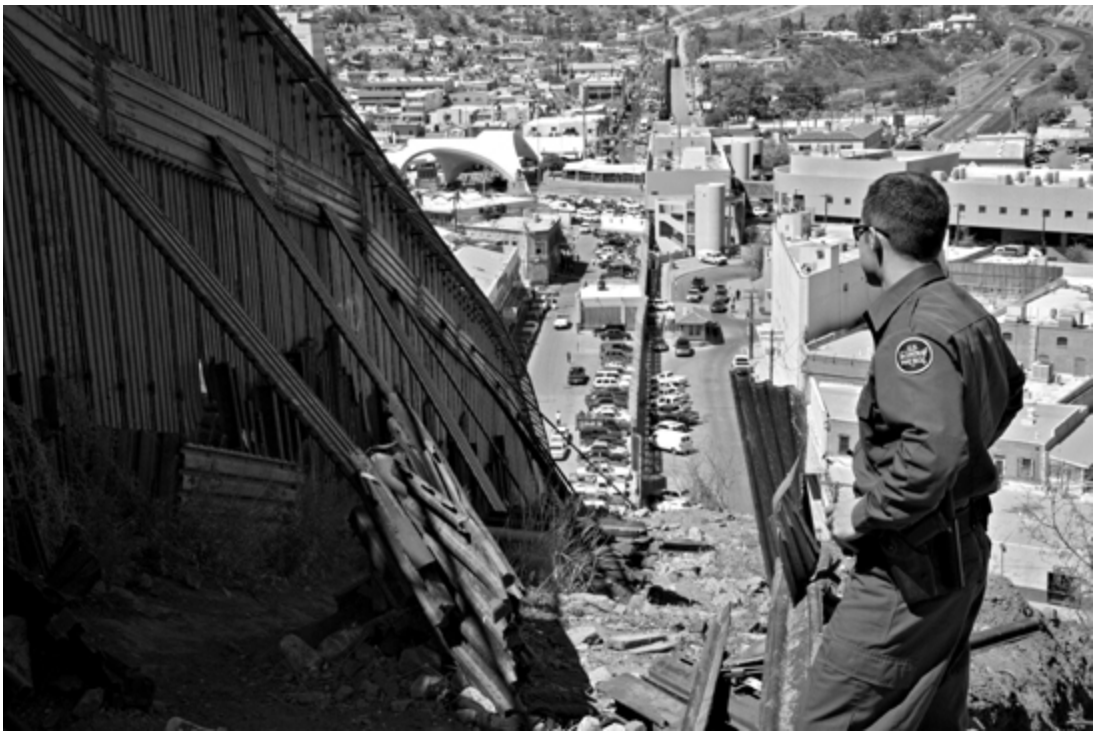
Somalie. Cependant, on comprend aisément pourquoi cela aurait été très difficile. Une centralisation politique aurait signifié que certains clans auraient été soumis au contrôle d'autres clans. Mais ils ont rejeté toute domination de ce type et l'abandon de leur pouvoir que cela aurait impliqué ; l'équilibre des forces militaires dans la société aurait également rendu difficile la création d'institutions centralisées. En fait, il est probable que tout groupe ou clan qui aurait tenté de centraliser le pouvoir aurait non seulement rencontré une forte résistance, mais aurait également perdu son pouvoir et ses privilèges existants. En raison de cette absence de centralisation politique et de l'absence implicite de la sécurité la plus élémentaire des droits de propriété, la société somalienne n'a jamais généré d'incitations à investir dans des technologies permettant d'améliorer la productivité. Alors que le processus d'industrialisation était en cours dans d'autres parties du monde au XIXe et au début du XXe siècle, les Somaliens se disputaient et luttaient pour leur survie, et leur retard économique s'est accentué.

UN RETARD PERSISTANT

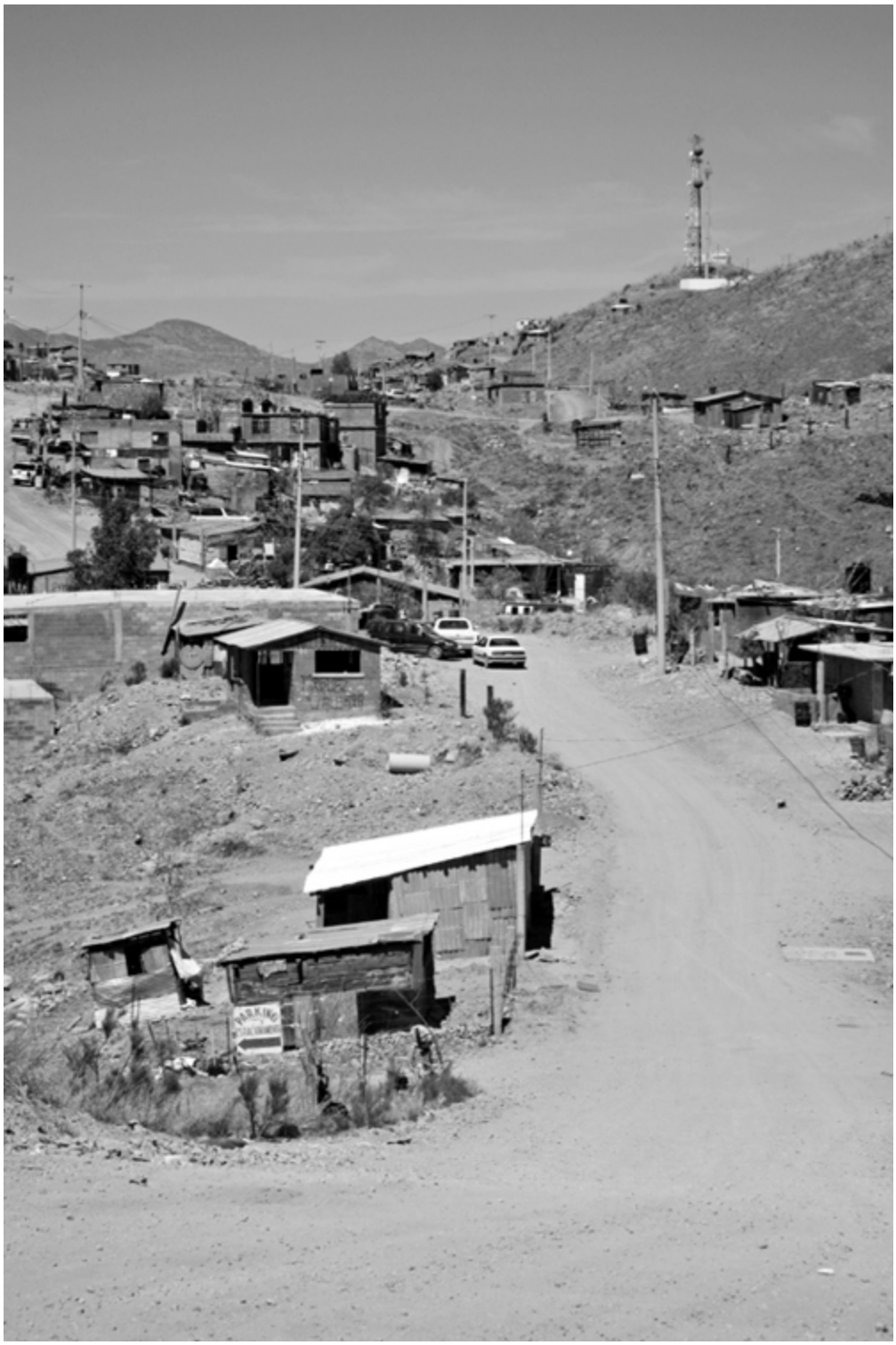
La révolution industrielle a marqué un tournant décisif pour le monde entier au cours du XIXe siècle et au-delà : les sociétés qui ont permis et encouragé leurs citoyens à investir dans les nouvelles technologies ont pu connaître une croissance rapide. Mais beaucoup d'autres pays n'ont pas suivi cette voie, ou ont explicitement choisi de ne pas le faire. Les nations sous l'emprise d'institutions politiques et économiques extractives n'ont pas mis en place de telles mesures incitatives. L'Espagne et l'Éthiopie sont des exemples où le contrôle absolutiste des institutions politiques et les institutions économiques extractives implicites ont étouffé les incitations économiques bien avant le début du XIXe siècle. Le résultat a été similaire dans d'autres régimes absolutistes, par exemple en Autriche-Hongrie, en Russie, dans l'Empire ottoman et en Chine, bien que dans ces cas, les dirigeants, par crainte de la destruction créatrice, aient non seulement négligé d'encourager le progrès économique, mais aient également pris des mesures explicites pour bloquer l'expansion de l'industrie et l'introduction de nouvelles technologies qui auraient conduit à l'industrialisation.

L'absolutisme n'est pas la seule forme d'institutions politiques extractives et n'était pas le seul facteur empêchant l'industrialisation. Des institutions politiques et économiques inclusives nécessitent un certain degré de centralisation politique afin que l'État puisse faire respecter la loi et l'ordre, défendre les droits de propriété et encourager l'activité économique lorsque cela est nécessaire en investissant dans les services publics. Pourtant, même aujourd'hui, de nombreux pays, tels que l'Afghanistan, Haïti, le Népal et la Somalie, ont des États incapables de maintenir l'ordre le plus élémentaire, et les incitations économiques sont pratiquement détruites. Le cas de la Somalie illustre comment le processus d'industrialisation a également contourné ces sociétés. La centralisation politique est combattue pour la même raison que les régimes absolutistes résistent au changement : la crainte souvent justifiée que le changement ne redistribue le pouvoir politique de ceux qui dominent aujourd'hui à de nouveaux individus et groupes. Ainsi, tout comme l'absolutisme bloque les progrès vers le pluralisme et le changement économique, les élites traditionnelles et les clans qui dominent la scène dans les sociétés sans centralisation étatique font de même. En conséquence, les sociétés qui ne disposaient toujours pas d'une telle centralisation aux XVIIIe et XIXe siècles ont été particulièrement désavantagées à l'ère industrielle.

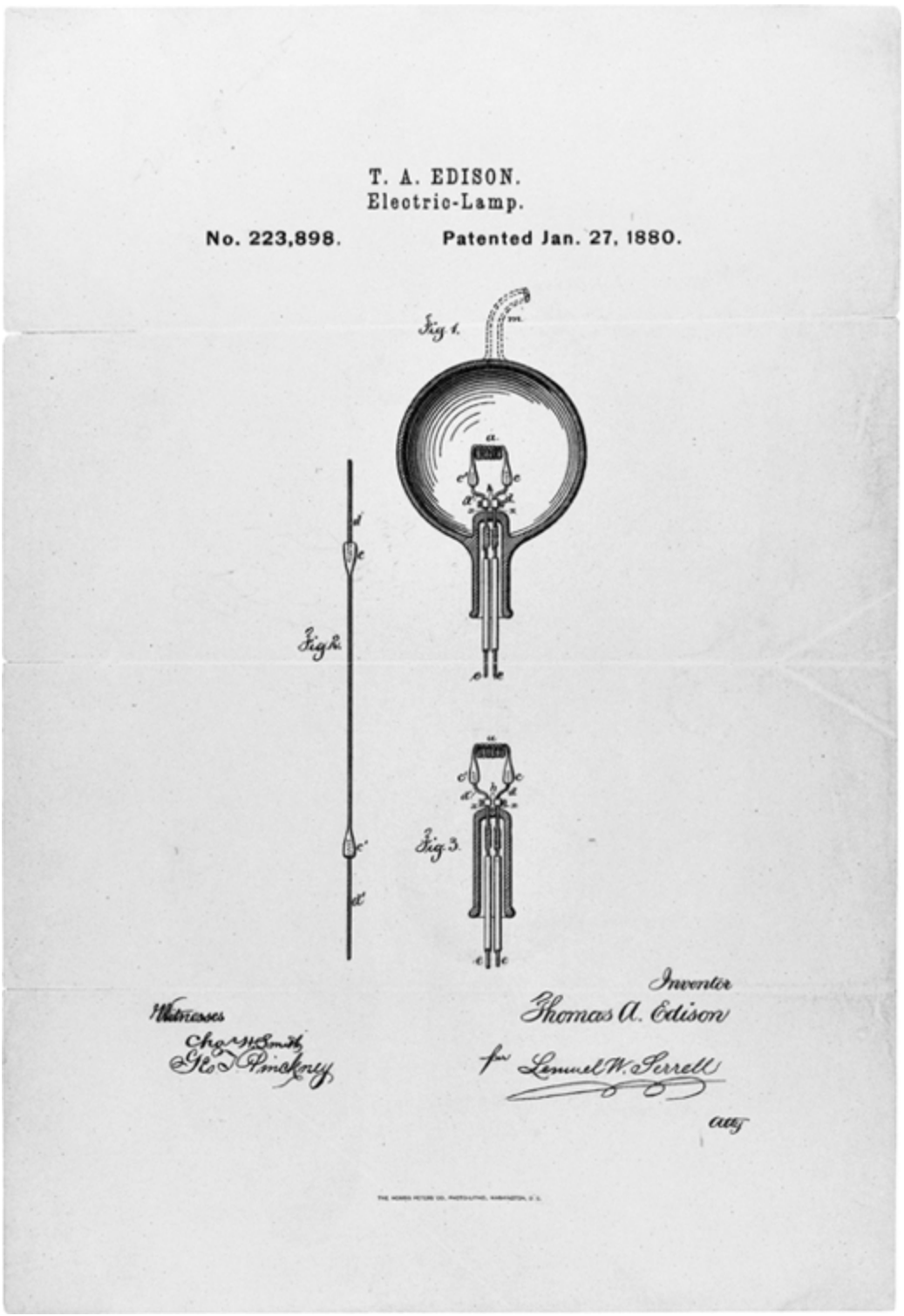
Alors que les institutions extractives, allant de l'absolutisme aux États peu centralisés, n'ont pas su tirer parti de l'expansion industrielle, le tournant décisif de la révolution industrielle a eu des effets très différents dans d'autres parties du monde. Comme nous le verrons au chapitre 10, les sociétés qui avaient déjà pris des mesures en faveur d'institutions politiques et économiques inclusives, telles que les États-Unis et l'Australie, et celles où l'absolutisme était plus sérieusement remis en cause, telles que la France et le Japon, ont tiré parti de ces nouvelles opportunités économiques et ont entamé un processus de croissance économique rapide. Ainsi, le schéma habituel d'interaction entre un tournant critique et les différences institutionnelles existantes, conduisant à une divergence institutionnelle et économique accrue, s'est reproduit au XIXe siècle, avec cette fois-ci un impact encore plus important et des effets plus fondamentaux sur la prospérité et la pauvreté des nations.



Au nord de la frontière : Nogales, Arizona Jim West/imagebroker.net/Photolibrary

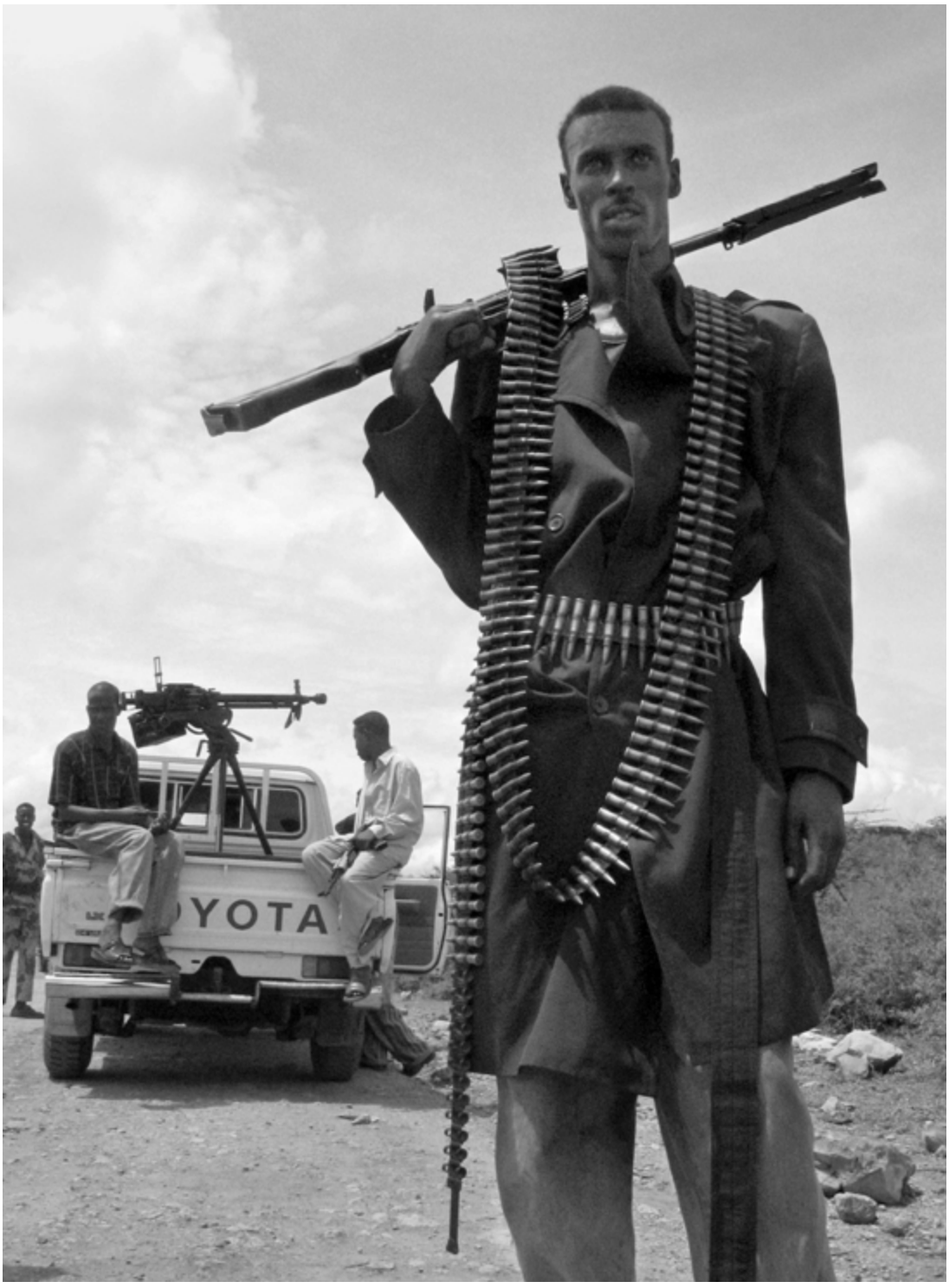


Au sud de la frontière : Nogales, Sonora Jim West/age fotostock/Photolibrary

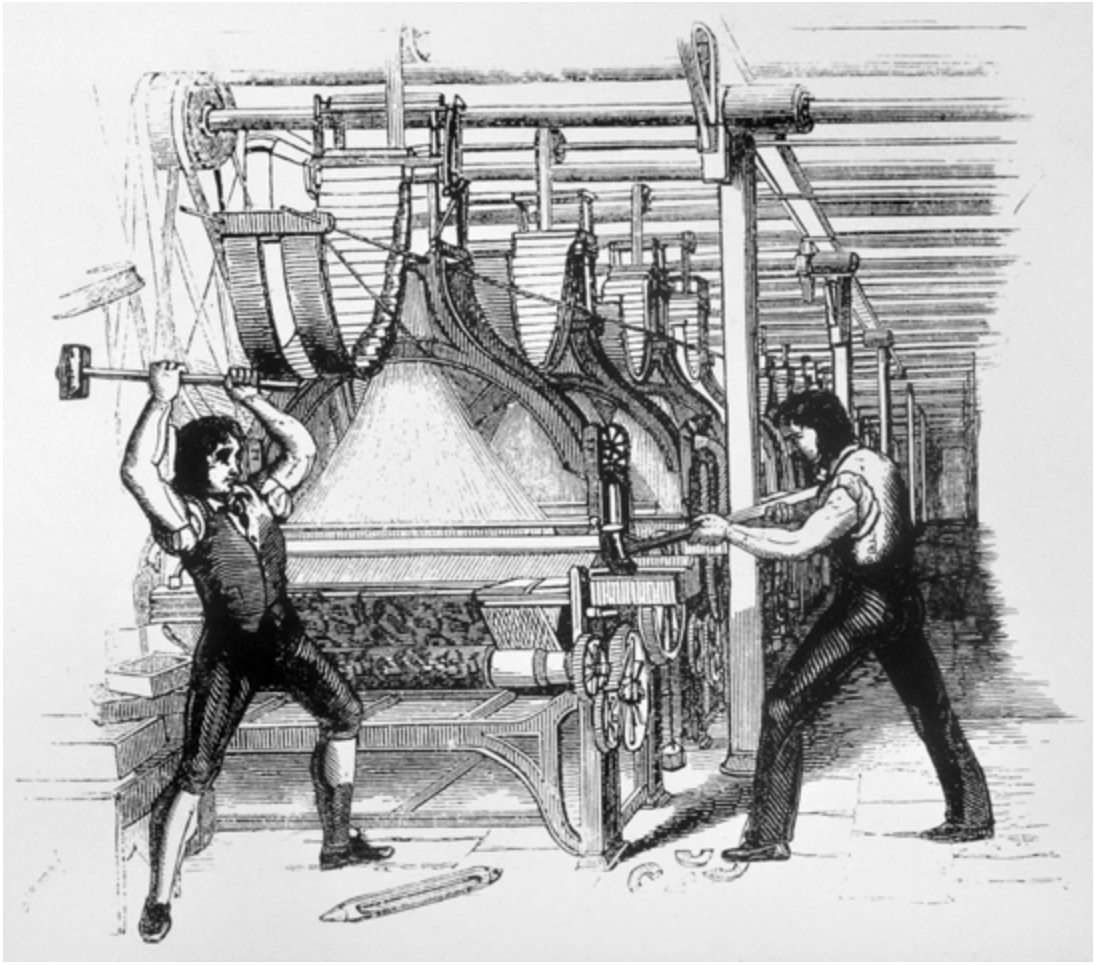


Conséquences d'une concurrence équitable : le brevet déposé par Thomas Edison en 1880 pour l'ampoule électrique Archives de l'O ce des brevets et des marques ; Groupe d'archives 241 ; Archives nationales

Archives



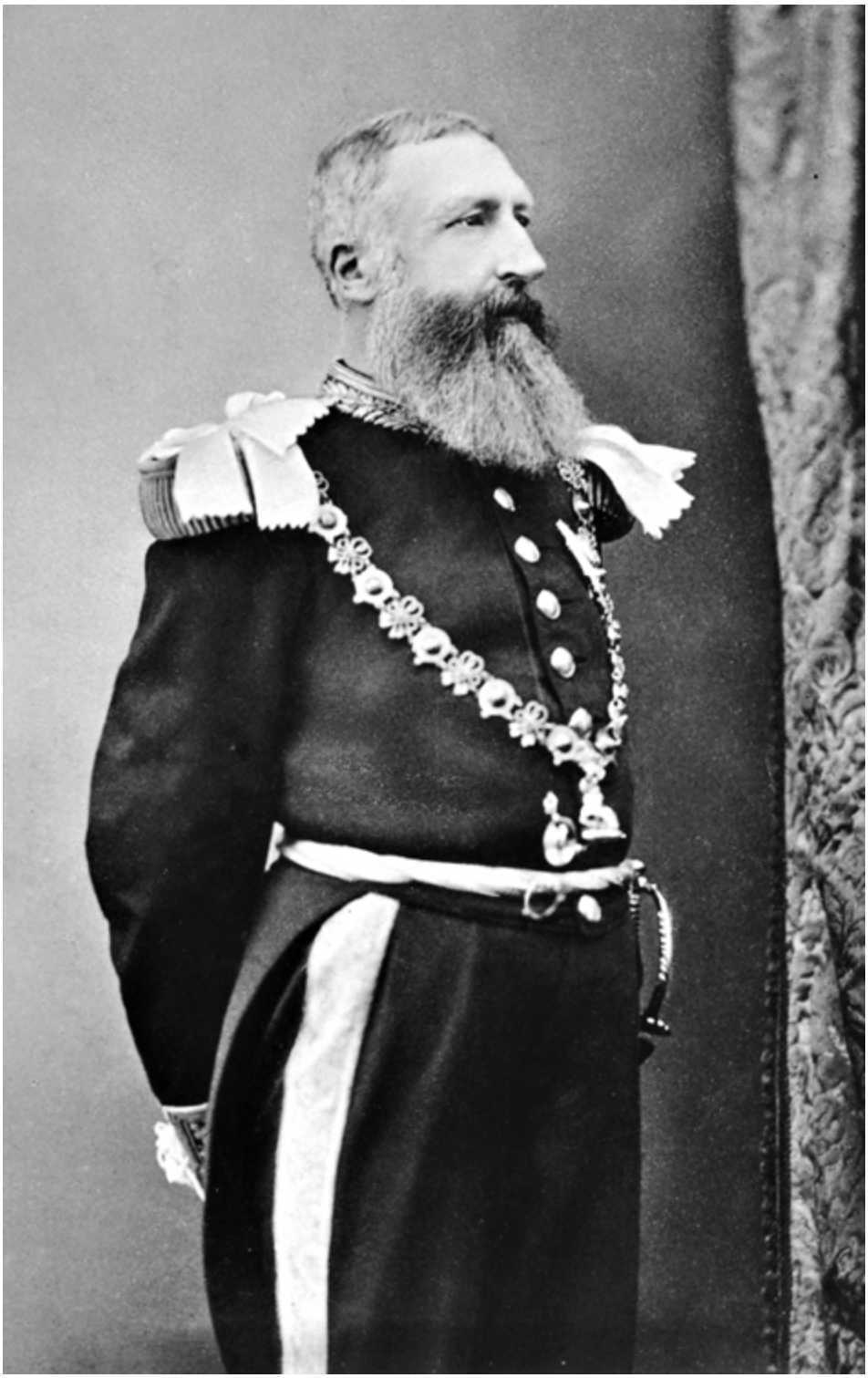
Les perdants économiques de la destruction créatrice : les luddites briseurs de machines au début du XIXe siècle en Grande-Bretagne Mary Evans Picture Library/Tom Morgan



Conséquences d'un manque total de centralisation politique en Somalie

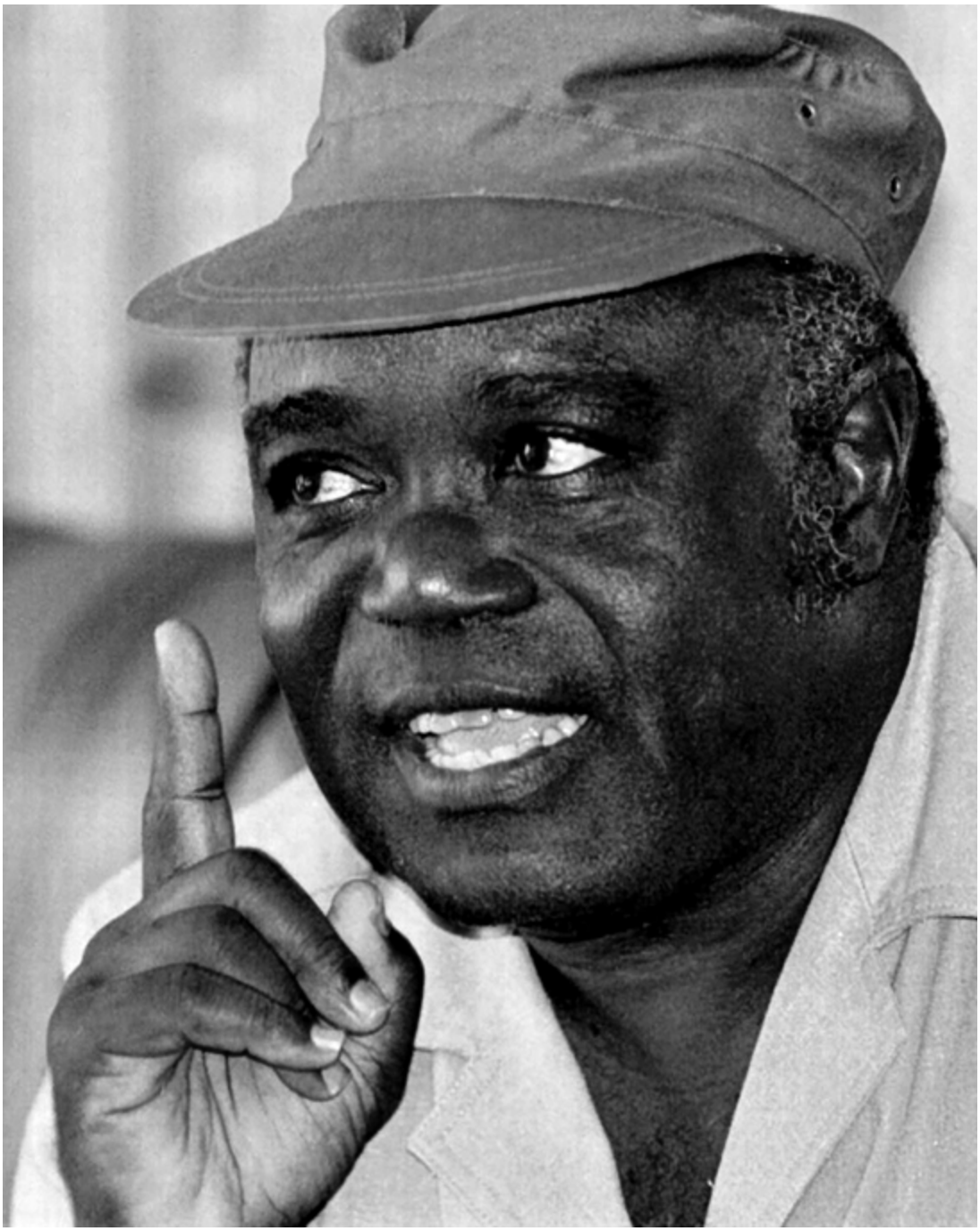
REUTERS/Mohamed Guled/Landov

Bénéficiaires successifs des institutions extractives au Congo :



Roi du Congo © CORBIS Roi Léopold II The Granger Collection, NY

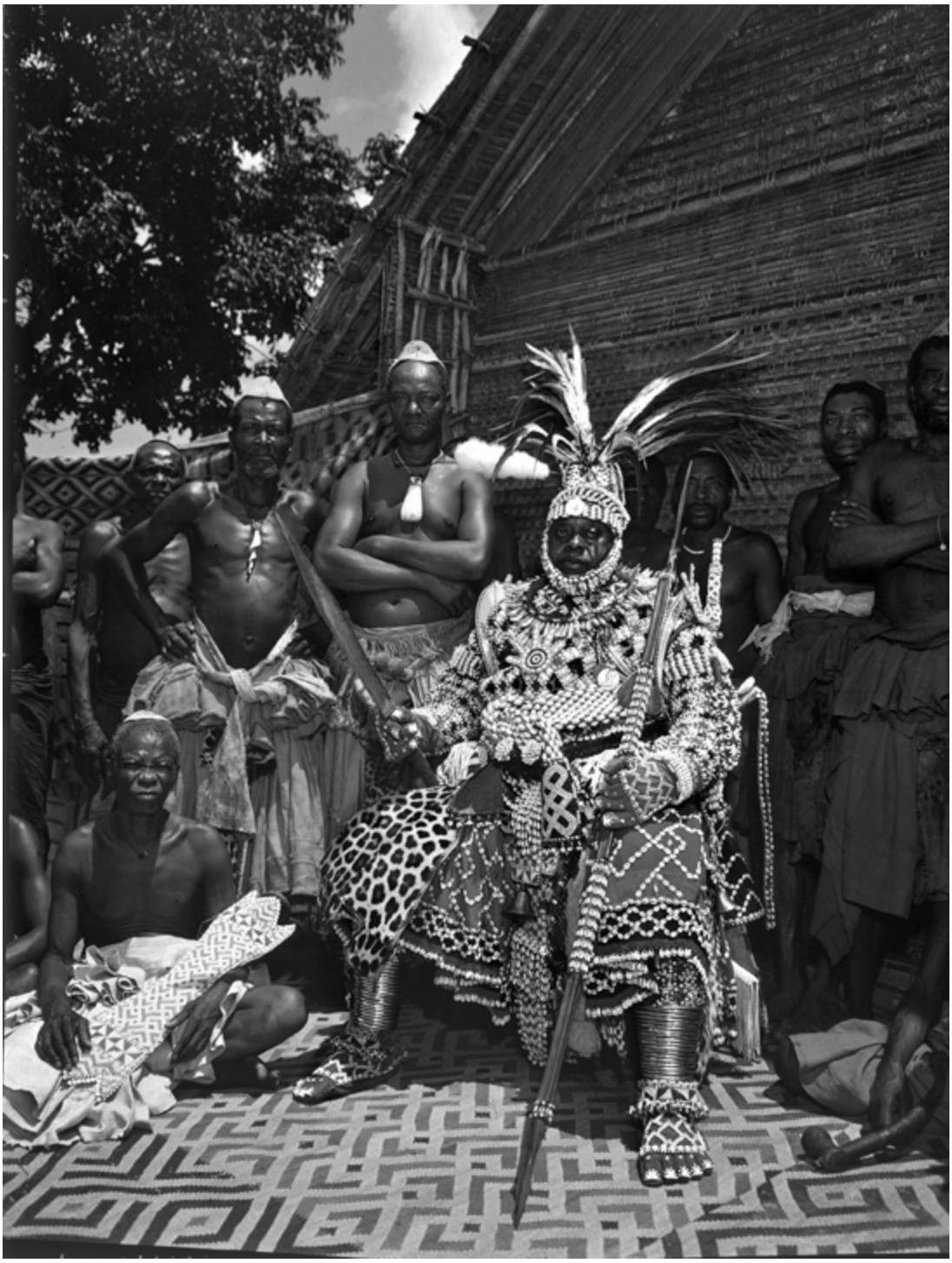
Joseph-Désiré Mobutu © Richard Melloul/Sygma/CORBIS



Laurent Kabila © Reuters/CORBIS

La Glorieuse Révolution : Guillaume III d'Orange lit la Déclaration des droits avant de se voir offrir la couronne d'Angleterre par le Parlement. D'après Edgar Melville Ward/The Bridgeman Art Library/Getty Images

La peste bubonique du XIVe siècle crée une situation critique (peinture *Le Triomphe de la Mort* représentant la peste noire par Brueghel l'Ancien) The Granger Collection, NY

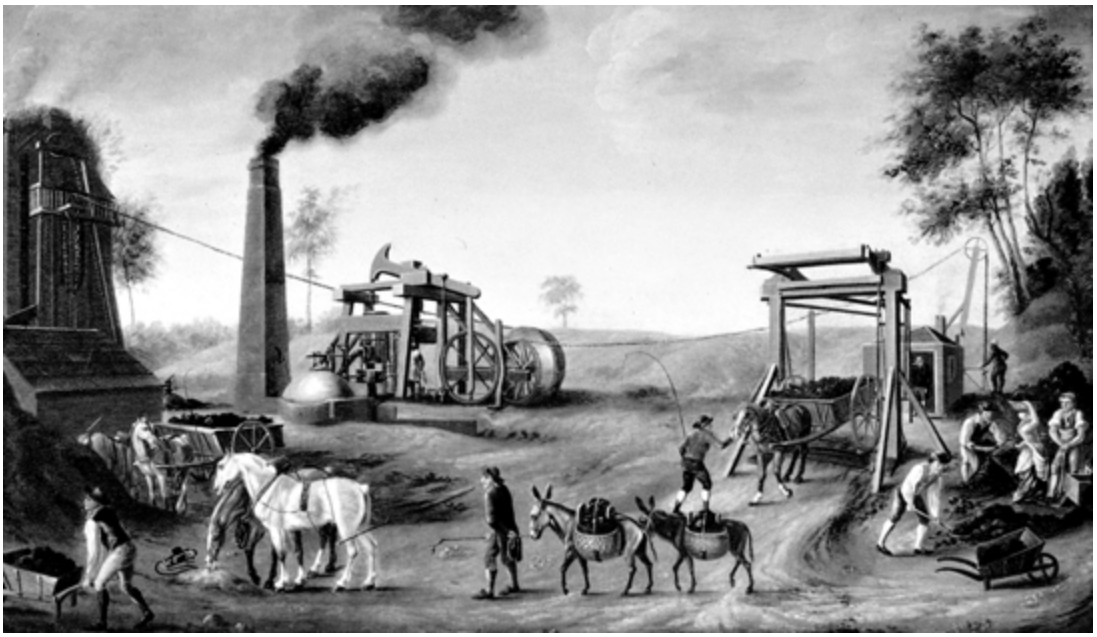


Bénéficiaire de l'innovation institutionnelle : le roi de Kuba Eliot Elisofon/Time & Life Pictures/Getty

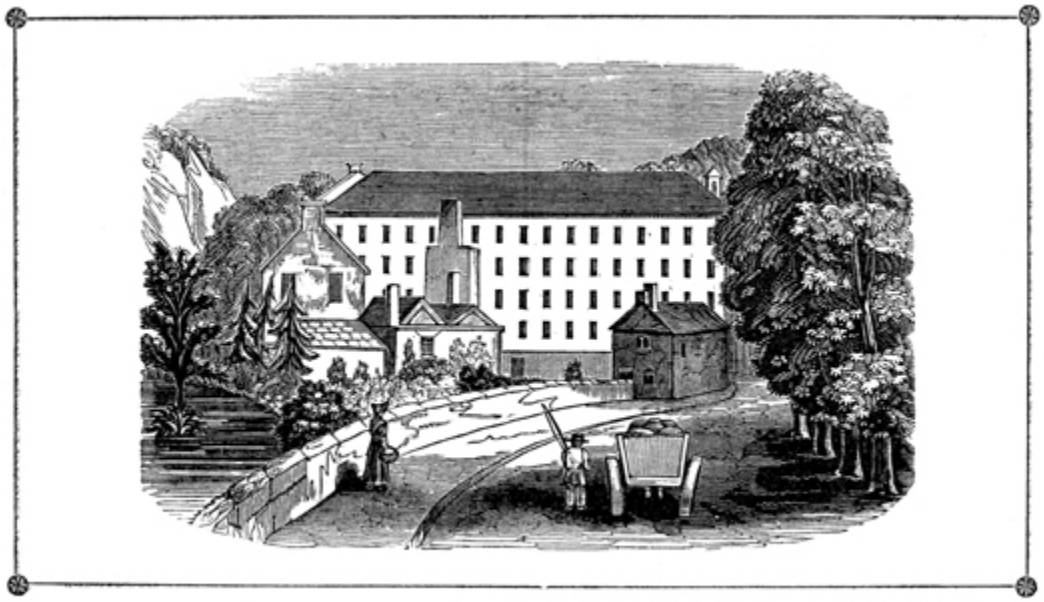
L'émergence de la hiérarchie et des inégalités avant l'agriculture : les objets funéraires de l'élite natoufienne http://en.wikipedia.org/wiki/File:Natufian-Burial-ElWad.jpg

Croissance extractive : le travail forcé du goulag soviétique construit le canal de la mer Blanche SOVFOTO

La Grande-Bretagne prend beaucoup de retard : les ruines de l'empire romain à Vindolanda Avec l'aimable autorisation du Vindolanda Trust et d'Adam Stanford

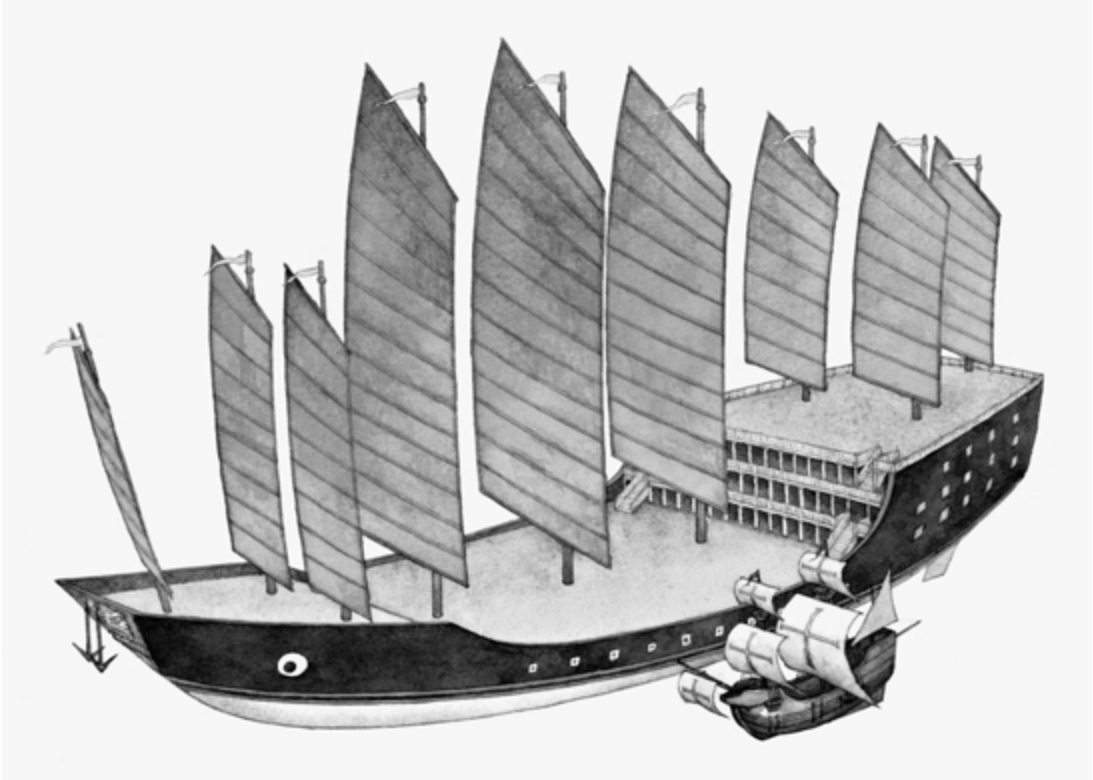


L'innovation, essence de la croissance économique inclusive : la machine à vapeur de James Watt The Granger Collection, NY



ARKWRIGHT'S FIRST COTTON FACTORY AT CROMFORD.

Changement organisationnel, conséquence d'institutions inclusives : l'usine de Richard Arkwright à Cromford The Granger Collection, NY



Les fruits d'une croissance extractive non durable : le navire de Zheng He aux côtés de celui de Christophe Colomb

Santa Maria Gregory A. Harlin/National Geographic Stock

Vue d'ensemble de la double économie en Afrique du Sud : pauvreté au Transkei, prospérité au Natal Roger de la Harpe/Africa Imagery

Conséquences de la révolution industrielle : la prise de la Bastille Bridgeman-Giraudon/Art Resource, New York

Les défis des institutions inclusives : la Standard Oil Company Bibliothèque du Congrès, division des estampes et photographies, Washington, D.C.

Destruction non créatrice : gare ferroviaire abandonnée de Hasting sur la route de Bo en Sierra Leone © Matt Stephenson : www.itsayshere.org

Les institutions extractives aujourd'hui : des enfants travaillant dans un champ de coton en Ouzbékistan

Environmental Justice Foundation, www.ejfoundation.org

Briser le moule : trois chefs tswana en route pour Londres Photographie de Willoughby, avec l'aimable autorisation des Archives nationales et services d'enregistrement du Botswana

Briser un autre moule : Rosa Parks défie les institutions extractives dans le sud des États-Unis The Granger Collection, NY

Les institutions extractives dévorent leurs enfants : la Révolution culturelle chinoise contre les « intellectuels dégénérés » Weng Rulan, 1967, collection IISH, Institut international d'histoire sociale (Amsterdam)

9.

INVERSER LE DÉVELOPPEMENT

ÉPICES ET GÉNOCIDE

L'ARCHIPEL DES MOLUQUES, dans l'Indonésie moderne, est composé de trois groupes d'îles. Au début du XVIIe siècle, le nord des Moluques abritait les royaumes indépendants de Tidore, Ternate et Bacan. Le centre des Moluques abritait le royaume insulaire d'Ambon. Au sud se trouvaient les îles Banda, un petit archipel qui n'était pas encore unifié politiquement. Bien qu'elles nous semblent aujourd'hui éloignées, les Moluques étaient alors au cœur du commerce mondial, car elles étaient les seules productrices d'épices précieuses telles que les clous de girofle, le macis et la noix de muscade. Parmi celles-ci, la noix de muscade et le macis ne poussaient que dans les îles Banda. Les habitants de ces îles produisaient et exportaient ces épices rares en échange de denrées alimentaires et de produits manufacturés provenant de l'île de Java, du comptoir commercial de Melaka sur la péninsule malaise, ainsi que d'Inde, de Chine et d'Arabie.

Le premier contact des habitants avec les Européens remonte au XVIe siècle, avec l'arrivée de marins portugais venus acheter des épices. Avant cela, les épices devaient être acheminées via le Moyen-Orient, par des routes commerciales contrôlées par l'Empire ottoman. Les Européens cherchaient un passage autour de l'Afrique ou à travers l'Atlantique pour accéder directement aux îles aux épices et au commerce des épices. Le cap de Bonne-Espérance a été contourné par le marin portugais Bartolomeu Dias en 1488, et l'Inde a été atteinte par la même route par Vasco de Gama en 1498. Pour la première fois, les Européens disposaient désormais de leur propre route indépendante vers les îles aux épices.

Les Portugais se sont immédiatement attelés à la tâche de contrôler le commerce des épices. Ils ont capturé Melaka en 1511. Stratégiquement

à l'ouest de la péninsule malaise, les marchands de toute l'Asie du Sud-Est s'y rendaient pour vendre leurs épices à d'autres marchands, indiens, chinois et arabes, qui les expédiaient ensuite vers l'Occident. Comme l'écrivait le voyageur portugais Tomé Pires en 1515 : « Le commerce entre les différentes nations sur mille lieues à la ronde doit passer par Malacca... Celui qui règne sur Malacca tient Venise à sa merci. »

Avec Melaka entre leurs mains, les Portugais ont systématiquement tenté d'obtenir le monopole du précieux commerce des épices. Ils ont échoué.

Les adversaires auxquels ils faisaient face n'étaient pas négligeables. Entre le XIVe et le XVIe siècle, l'Asie du Sud-Est a connu un essor économique considérable grâce au commerce des épices. Des cités-États telles qu'Aceh, Banten, Melaka, Makassar, Pegu et Brunei se sont rapidement développées, produisant et exportant des épices ainsi que d'autres produits tels que le bois dur.

Map 14: Southeast Asia, the Spice Islands, Ambon, and Banda in 1600

Ces États avaient des formes de gouvernement absolutistes similaires à celles de l'Europe à la même époque. Le développement des institutions politiques a été stimulé par des processus similaires, notamment les changements technologiques dans les méthodes de guerre et le commerce international. Les institutions étatiques sont devenues plus centralisées, avec un roi au centre revendiquant un pouvoir absolu. À l'instar des souverains absolutistes européens, les rois d'Asie du Sud-Est dépendaient fortement des revenus du commerce, s'y engageant eux-mêmes et accordant des monopoles aux élites locales et étrangères. Comme dans l'Europe absolutiste, cela a généré une certaine croissance économique, mais il s'agissait d'un ensemble d'institutions économiques loin d'être idéal pour la prospérité économique, avec des barrières à l'entrée importantes et des droits de propriété précaires pour la plupart. Mais le processus de commercialisation était en cours, même si les Portugais tentaient d'établir leur domination dans l'océan Indien.

La présence des Européens s'est accrue et a eu un impact beaucoup plus important avec l'arrivée des Hollandais. Ceux-ci ont rapidement compris que monopoliser l'approvisionnement en épices précieuses des Moluques serait beaucoup plus rentable que de concurrencer les commerçants locaux ou d'autres commerçants européens. En 1600, ils persuadèrent le souverain d'Ambon de signer un accord exclusif qui leur accordait le monopole du commerce des clous de girofle à Ambon. Avec la fondation de la Compagnie néerlandaise des Indes orientales en 1602, les tentatives des Néerlandais de s'emparer de l'ensemble du commerce des épices et d'éliminer leurs concurrents, par tous les moyens, prirent une tournure favorable pour les Néerlandais et défavorable pour l'Asie du Sud-Est. La Compagnie néerlandaise des Indes orientales fut la deuxième société par actions européenne, après la Compagnie anglaise des Indes orientales, deux étapes importantes dans le développement de la société moderne, qui allait par la suite jouer un rôle majeur dans la croissance industrielle européenne. Elle fut également la deuxième société à disposer de sa propre armée et du pouvoir de faire la guerre et de coloniser des terres étrangères. Grâce à la puissance militaire de la compagnie, les Néerlandais ont procédé à l'élimination de tous les intrus potentiels afin de faire respecter leur traité avec le souverain d'Ambon. Ils ont capturé un fort stratégique détenu par les Portugais en 1605 et ont expulsé de force tous les autres commerçants. Ils se sont ensuite étendus vers le nord des Moluques, forçant les souverains de Tidore, Ternate et Bacan à accepter qu'aucun clou de girofle ne puisse être cultivé ou commercialisé dans leurs

territoires. Le traité qu'ils imposèrent à Ternate autorisait même les Hollandais à venir détruire tous les clous de girofle qu'ils y trouveraient.

Ambon était gouvernée d'une manière similaire à la plupart des pays d'Europe et d'Amérique à cette époque. Les citoyens d'Ambon devaient payer un tribut au souverain et étaient soumis au travail forcé. Les Néerlandais ont repris et intensifié ces systèmes afin d'extraire davantage de main-d'œuvre et de clous de girofle de l'île. Avant l'arrivée des Néerlandais, les familles élargies payaient un tribut en clous de girofle à l'élite ambonaise. Les Hollandais ont alors stipulé que chaque foyer était lié à la terre et devait cultiver un certain nombre de clous de girofle. Les foyers étaient également tenus de fournir une main-d'œuvre forcée aux Hollandais.

Les Hollandais prirent également le contrôle des îles Banda, avec l'intention cette fois-ci de monopoliser le macis et la noix de muscade. Mais les îles Banda étaient organisées très différemment d'Ambon. Elles étaient composées de nombreuses petites cités-États autonomes et il n'y avait pas de structure sociale ou politique hiérarchique. Ces petits États, qui n'étaient en réalité que de petites villes, étaient dirigés par des assemblées villageoises réunissant les citoyens. Il n'y avait pas d'autorité centrale que les Hollandais pouvaient contraindre à signer un traité de monopole, ni de système de tribut qu'ils pouvaient reprendre pour s'approprier la totalité de l'approvisionnement en noix de muscade et en macis. Au début, cela signifiait que les Hollandais devaient rivaliser avec les marchands anglais, portugais, indiens et chinois, perdant les épices au profit de leurs concurrents lorsqu'ils ne payaient pas des prix élevés. Leurs plans initiaux visant à établir un monopole sur le macis et la noix de muscade ayant échoué, le gouverneur néerlandais de Batavia, Jan Pieterszoon Coen, a élaboré un plan alternatif. Coen a fondé Batavia, sur l'île de Java, comme nouvelle capitale de la Compagnie néerlandaise des Indes orientales en 1618. En 1621, il a navigué vers Banda avec une flotte et a procédé au massacre de la quasi-totalité de la population des îles, soit environ quinze mille personnes. Tous leurs chefs furent exécutés avec le reste de la population, et seuls quelques-uns furent épargnés, suffisamment pour préserver le savoir-faire nécessaire à la production de macis et de noix de muscade. Une fois ce génocide achevé, Coen entreprit de créer la structure politique et économique nécessaire à son projet : une société de plantations. Les îles furent divisées en soixante-huit parcelles, qui furent attribuées à soixante-huit Néerlandais, pour la plupart anciens et actuels employés de la néerlandaise East India

Compagnie. Ces nouveaux propriétaires de plantations ont appris à produire les épices auprès des quelques survivants bandanais et pouvaient acheter des esclaves à la Compagnie des Indes orientales pour peupler les îles désormais désertes et produire des épices, qui devaient être revendues à la compagnie à des prix fixes.

Les institutions extractives créées par les Hollandais dans les îles aux épices ont eu les effets escomptés, mais à Banda, cela a coûté la vie à quinze mille innocents et a entraîné la mise en place d'un ensemble d'institutions économiques et politiques qui ont condamné les îles au sous-développement. À la fin du XVIIe siècle, les Hollandais avaient réduit l'offre mondiale de ces épices d'environ 60 % et le prix de la noix de muscade avait doublé.

Les Hollandais ont étendu à toute la région la stratégie qu'ils avaient perfectionnée dans les Moluques, ce qui a eu de profondes répercussions sur les institutions économiques et politiques du reste de l'Asie du Sud-Est. La longue expansion commerciale de plusieurs États de la région, qui avait commencé au XIVe siècle, s'est inversée. Même les entités politiques qui n'ont pas été directement colonisées et écrasées par la Compagnie néerlandaise des Indes orientales se sont repliées sur elles-mêmes et ont abandonné le commerce. Les changements économiques et politiques naissants en Asie du Sud-Est ont été stoppés net.

Pour éviter la menace de la Compagnie néerlandaise des Indes orientales, plusieurs États ont abandonné la production de cultures destinées à l'exportation et ont cessé toute activité commerciale. L'autarcie était plus sûre que d'affronter les Néerlandais. En 1620, l'État de Banten, sur l'île de Java, a abattu ses poivriers dans l'espoir que cela inciterait les Néerlandais à le laisser en paix. Lorsqu'un marchand néerlandais se rendit à Maguindanao, dans le sud des Philippines, en 1686, on lui dit : « On peut cultiver la noix de muscade et les clous de girofle ici, tout comme à Malaku. Ils n'y sont plus aujourd'hui parce que l'ancien Raja les a tous détruits avant sa mort. Il craignait que la Compagnie néerlandaise ne vienne se battre avec eux à ce sujet. » Ce qu'un commerçant a entendu à propos du souverain de Maguindanao en 1699 était similaire : « Il avait interdit la poursuite de la culture du poivre afin de ne pas être impliqué dans une guerre avec la compagnie [néerlandaise] ou d'autres potentats. » Il y avait de-urbanization et même population

. En 1635, les Birmans ont déplacé leur capitale de Pegu, sur la côte, à Ava, loin à l'intérieur des terres, en remontant le fleuve Irrawaddy.

Nous ne savons pas quelle aurait été l'évolution économique et politique des États d'Asie du Sud-Est sans l'agression néerlandaise. Ils auraient peut-être développé leur propre forme d'absolutisme, ils seraient peut-être restés dans le même état qu'à la fin du XVIe siècle, ou ils auraient peut-être poursuivi leur commercialisation en adoptant progressivement des institutions de plus en plus inclusives. Mais comme dans les Moluques, le colonialisme néerlandais a fondamentalement changé leur développement économique et politique. Les peuples d'Asie du Sud-Est ont cessé de commercer, se sont repliés sur eux-mêmes et sont devenus plus absolutistes. Au cours des deux siècles suivants, ils n'ont pas été en mesure de tirer parti des innovations issues de la révolution industrielle. Et finalement, leur retrait du commerce ne les a pas sauvés des Européens ; à la fin du XVIIIe siècle, presque tous faisaient partie des empires coloniaux européens.

NOUS AVONS VU AU CHAPITRE 7 comment l'expansion européenne dans l'Atlantique a favorisé l'émergence d'institutions inclusives en Grande-Bretagne. Mais comme l'illustre l'expérience des Moluques sous la domination néerlandaise, cette expansion a semé les graines du sous-développement dans de nombreuses régions du monde en imposant l' , l' ou l' , en renforçant l' , en consolidant l' , en favorisant l' , l' , l' , l'extractive institutions. Celles-ci ont détruit, directement ou indirectement, les activité commerciale et industrielle naissante à travers le monde ou ont perpétué des institutions qui ont freiné l'industrialisation. En conséquence, alors que l'industrialisation se répandait dans certaines parties du monde, les régions qui faisaient partie des empires coloniaux européens n'avaient aucune chance de bénéficier de ces nouvelles technologies.

L'INSTITUTION TROP COURANTE

En Asie du Sud-Est, l'expansion de la puissance navale et commerciale européenne au début de l'ère moderne a mis fin à une période prometteuse

expansion économique et changement institutionnel. À la même époque où la Compagnie néerlandaise des Indes orientales était en pleine expansion, un commerce très différent s'intensifiait en Afrique : la traite des esclaves.

Aux États-Unis, l'esclavage dans le Sud était souvent qualifié d'« institution particulière ». Mais historiquement, comme l'a souligné le grand spécialiste de l'Antiquité Moses Finlay, l'esclavage n'avait rien de particulier, il était présent dans presque toutes les sociétés. Comme nous l'avons vu précédemment, il était endémique dans la Rome antique et en Afrique, qui a longtemps été une source d'esclaves pour l'Europe, mais pas la seule.

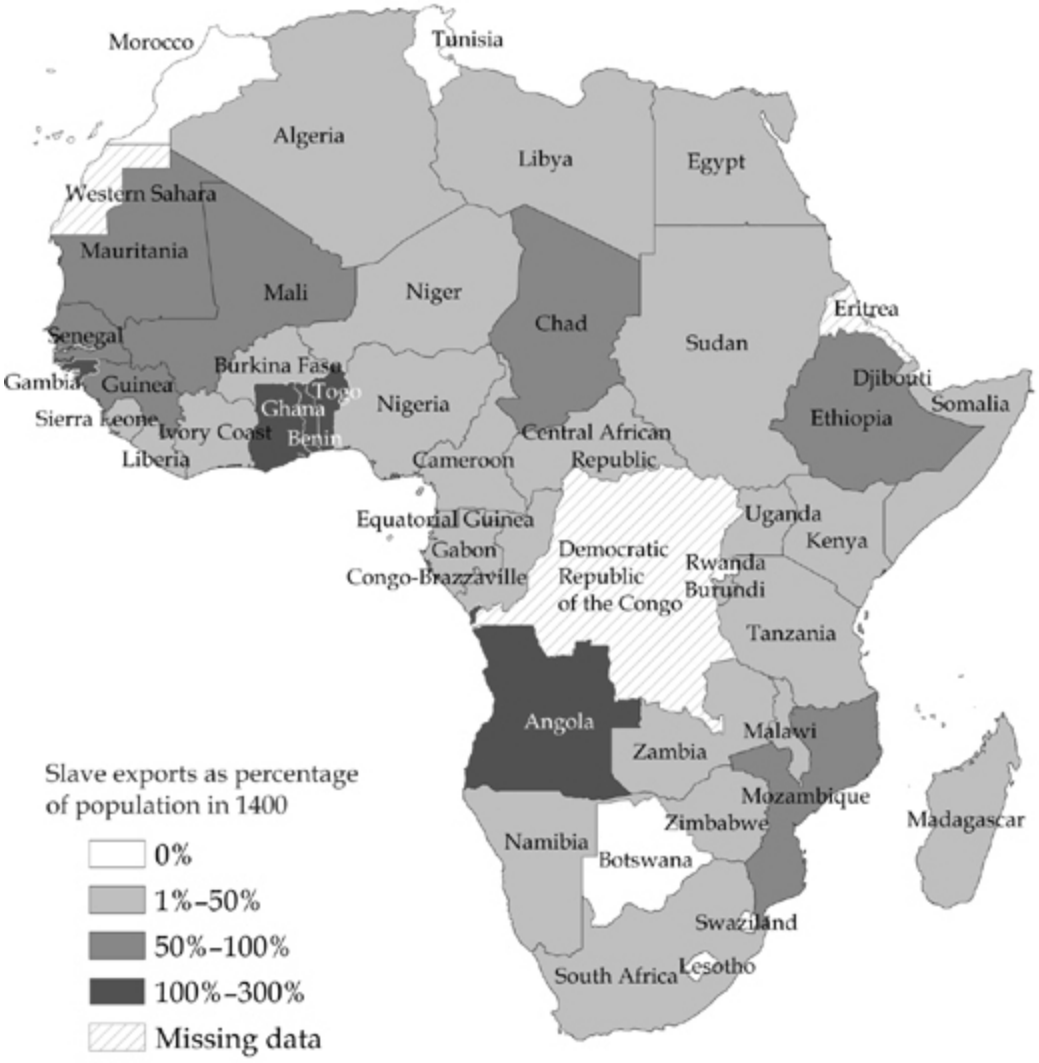
À l'époque romaine, les esclaves provenaient des peuples slaves autour de la mer Noire, du Moyen-Orient et également d'Europe du Nord. Mais en 1400, les Européens avaient cessé de s'asservir les uns les autres. L'Afrique, cependant, comme nous l'avons vu au chapitre 6, n'a pas connu la transition de l'esclavage au servage comme l'Europe médiévale. Avant le début de l'époque moderne, il existait un commerce d'esclaves très actif en Afrique de l'Est, et un grand nombre d'esclaves étaient transportés à travers le Sahara vers la péninsule arabique. De plus, les grands États médiévaux d'Afrique de l'Ouest, le Mali, le Ghana et le Songhaï, utilisaient largement les esclaves dans l'administration, l'armée et l'agriculture, adoptant les modèles organisationnels des États musulmans d'Afrique du Nord avec lesquels ils commerçaient.

C'est le développement des colonies sucrières dans les Caraïbes au début du XVIIe siècle qui a entraîné une escalade spectaculaire du commerce international des esclaves et une augmentation sans précédent de l'importance de l'esclavage en Afrique même. Au XVIe siècle, environ 300 000 esclaves ont probablement été vendus dans l'Atlantique. Ils provenaient principalement d'Afrique centrale, avec une forte implication du Congo et des Portugais basés plus au sud à Luanda, aujourd'hui capitale de l'Angola. À cette époque, la traite transsaharienne était encore plus importante, avec probablement environ 550 000 Africains déplacés vers le nord comme esclaves. Au XVIIe siècle, la situation s'est inversée. Environ 1 350 000 Africains ont été vendus comme esclaves dans le commerce atlantique, la majorité étant désormais expédiée vers les Amériques. Le nombre d'esclaves concernés par le commerce saharien est resté relativement inchangé. Le XVIIIe siècle a connu une nouvelle augmentation spectaculaire, avec environ 6 000 000 d'esclaves transportés à travers l'Atlantique et

peut-être 700 000 à travers le Sahara. En additionnant les chiffres sur différentes périodes et différentes régions d'Afrique, on constate que plus de 10 000 000 d'Africains ont été déportés hors du continent en tant qu'esclaves.

La carte 15 (cette page) donne une idée de l'ampleur de la traite négrière. À partir des frontières nationales actuelles, elle représente les estimations de l'étendue cumulée de l'esclavage entre 1400 et 1900 en pourcentage de la population en 1400. Les couleurs plus foncées indiquent une esclavage plus intense. Par exemple, en Angola, au Bénin, au Ghana et au Togo, le nombre total cumulé d'esclaves exportés était supérieur à la population totale du pays en 1400.

L'apparition soudaine d'Européens tout le long des côtes de l'Afrique occidentale et centrale, désireux d'acheter des esclaves, ne pouvait qu'avoir un impact transformateur sur les sociétés africaines. La plupart des esclaves expédiés vers les Amériques étaient des prisonniers de guerre qui avaient ensuite été transportés vers la côte. L'intensification des conflits armés a été alimentée par d'importantes importations d'armes à feu et de munitions, que les Européens échangeaient contre des esclaves. En 1730, environ 180 000 armes à feu étaient importées chaque année rien que sur la côte ouest-africaine, et entre 1750 et le début du XIXe siècle, les Britanniques à eux seuls vendaient entre 283 000 et 394 000 armes à feu par an. Entre 1750 et 1807, les Britanniques ont vendu la quantité extraordinaire de 22 000 tonnes de poudre à canon, soit une moyenne d'environ 384 000 kilogrammes par an, ainsi que 91 000 kilogrammes de plomb par an. Plus au sud, le commerce était tout aussi vigoureux. Sur la côte de Loango, au nord du royaume du Kongo, les Européens vendaient environ 50 000 armes à feu par an.



Map 15: Slave exports from Africa

Toutes ces guerres et ces conflits ont non seulement causé d'importantes pertes humaines et des souffrances, mais ont également déclenché un processus particulier de développement institutionnel en Afrique. Avant le début de l'ère moderne, les sociétés africaines étaient moins centralisées politiquement que celles d'Eurasie. La plupart des entités politiques étaient de petite taille, avec des chefs tribaux et parfois des rois contrôlant les terres et les ressources. Beaucoup, comme nous l'avons montré avec la Somalie, n'avaient aucune structure d'autorité politique hiérarchique. La traite des esclaves a déclenché deux processus politiques néfastes. Premièrement, de nombreuses entités politiques sont devenues plus absolutistes, organisées autour d'un seul objectif : réduire en esclavage et vendre d'autres personnes aux esclavagistes européens. Deuxièmement, en conséquence, mais paradoxalement à l'opposé du

premier processus, les guerres et l'esclavage ont finalement détruit tout ordre et toute autorité étatique légitime qui existaient en Afrique subsaharienne. Outre les guerres, les esclaves étaient également kidnappés et capturés lors de raids à petite échelle. La loi est également devenue un outil d'asservissement. Quel que soit le crime commis, la peine était l'esclavage. Le marchand anglais Francis Moore a observé les conséquences de cette situation le long de la côte sénégambienne de l'Afrique de l'Ouest dans les années 1730 :

> Depuis que ce commerce d'esclaves a été instauré, toutes les peines sont commuées en esclavage ; ces condamnations présentant un avantage, on s'efforce de punir très sévèrement les crimes afin de pouvoir tirer profit de la vente du criminel. Non seulement le meurtre, le vol et l'adultère sont punis par la vente du criminel comme esclave, mais chaque cas insignifiant est puni de la même manière.

Les institutions, même religieuses, ont été corrompues par le désir de capturer et de vendre des esclaves. Le célèbre oracle d'Arochukwa, dans l'est du Nigeria, en est un exemple. On croyait généralement que cet oracle parlait au nom d'une divinité importante de la région, respectée par les principaux groupes ethniques locaux, les Ijaw, les Ibibio et les Igbo. On s'adressait à l'oracle pour régler les différends et trancher les litiges. Les plaignants qui se rendaient à Arochukwa pour consulter l'oracle devaient descendre de la ville dans une gorge de la rivière Cross, où l'oracle était logé dans une haute grotte, dont l'entrée était bordée de crânes humains. Les prêtres de l'oracle, de mèche avec les marchands et les esclavagistes Aro, rendaient la décision de l'oracle. Souvent, cela impliquait que les gens soient « avalés » par l'oracle, ce qui signifiait en réalité qu'une fois qu'ils avaient traversé la grotte, ils étaient emmenés en aval de la Cross River vers les navires européens qui les attendaient. Ce processus, dans lequel toutes les lois et coutumes étaient déformées et enfreintes pour capturer des esclaves et encore plus d'esclaves, a eu des effets dévastateurs sur la centralisation politique, même si, dans certains endroits, il a conduit à l'émergence d'États puissants dont la raison d'être principale était le pillage et l'esclavage. Le royaume du Kongo lui-même a probablement été le premier État africain à connaître une métamorphose en esclavagiste.

État, jusqu'à ce qu'il soit détruit par la guerre civile. D'autres États esclavagistes ont vu le jour, principalement en Afrique de l'Ouest, notamment Oyo au Nigeria, Dahomey au Bénin, puis Ashanti au Ghana.

L'expansion de l'État d'Oyo au milieu du XVIIe siècle, par exemple, est directement liée à l'augmentation des exportations d'esclaves sur la côte. La puissance de l'État était le résultat d'une révolution militaire qui impliquait l'importation de chevaux du nord et la formation d'une puissante cavalerie capable de décimer les armées adverses. Alors qu'Oyo s'étendait vers le sud en direction de la côte, il écrasait les entités politiques intermédiaires et vendait nombre de leurs habitants comme esclaves. Entre 1690 et 1740, Oyo a établi son monopole à l'intérieur de ce qui allait devenir la Côte des Esclaves. On estime que 80 à 90 % des esclaves vendus sur la côte étaient le résultat de ces conquêtes. Au XVIIIe siècle, un lien tout aussi dramatique entre la guerre et l'approvisionnement en esclaves s'est établi plus à l'ouest, sur la Côte-de-l'Or, la région qui est aujourd'hui le Ghana. Après 1700, l'État d'Ashanti s'est étendu à partir de l'intérieur des terres, de la même manière que l'avait fait Oyo auparavant. Au cours de la première moitié du XVIIIe siècle, cette expansion a déclenché les guerres dites « guerres Akan », au cours desquelles Ashanti a vaincu un État indépendant après l'autre. Le dernier, Gyaman, fut conquis en 1747. La plupart des 375 000 esclaves exportés de la Côte-de-l'Or entre 1700 et 1750 étaient des captifs pris lors de ces guerres.

L'impact le plus évident de cette extraction massive d'êtres humains a probablement été démographique. Il est difficile de connaître avec certitude quelle était la population de l'Afrique avant l'époque moderne, mais les chercheurs ont fait diverses estimations plausibles de l'impact de la traite négrière sur la population. L'historien Patrick Manning estime que la population des régions d'Afrique occidentale et centrale qui fournissaient des esclaves à l'exportation était d'environ 22 à 25 millions d'habitants au début du XVIIIe siècle. En partant de l'hypothèse prudente que, sans la traite négrière, ces régions auraient connu un taux de croissance démographique d'environ 0,5 % par an au cours du XVIIIe et du début du XIXe siècle, Manning a estimé que la population de cette région en

En 1850, elle aurait dû être comprise entre quarante-six et cinquante-trois millions d'habitants. En réalité, elle était environ deux fois moins importante.

Cette différence considérable s'explique non seulement par l'exportation d'environ huit millions de personnes comme esclaves depuis cette région entre 1700 et 1850, mais aussi par les millions de personnes probablement tuées lors des guerres internes incessantes visant à capturer des esclaves. L'esclavage et la traite négrière en Afrique ont encore davantage perturbé les structures familiales et matrimoniales et ont peut-être également réduit la fécondité.

À partir de la fin du XVIIIe siècle, un puissant mouvement en faveur de l'abolition de la traite négrière a commencé à prendre de l'ampleur en Grande-Bretagne, sous l'impulsion de la figure charismatique de William Wilberforce. Après plusieurs échecs, les abolitionnistes ont convaincu le Parlement britannique d'adopter en 1807 une loi rendant la traite négrière illégale. Les États-Unis ont suivi avec une mesure similaire l'année suivante. Le gouvernement britannique est toutefois allé plus loin : il a activement cherché à mettre en œuvre cette mesure en déployant des escadrons navals dans l'Atlantique afin d'éradiquer la traite négrière. Bien qu'il ait fallu un certain temps pour que ces mesures soient réellement efficaces et que l'esclavage lui-même n'ait été aboli dans l'Empire britannique qu'en 1834, les jours de la traite négrière atlantique, qui représentait de loin la plus grande partie du commerce, étaient comptés.

Bien que la fin de la traite négrière après 1807 ait réduit la demande extérieure d'esclaves africains, cela ne signifiait pas pour autant que l'impact de l'esclavage sur les sociétés et les institutions africaines allait disparaître comme par enchantement. De nombreux États africains s'étaient organisés autour de l'esclavage, et la fin de ce commerce par les Britanniques n'a pas changé cette réalité. De plus, l'esclavage était devenu beaucoup plus répandu en Afrique même. Ces facteurs ont finalement façonné le développement de l'Afrique, non seulement avant, mais aussi après 1807.

L'esclavage a été remplacé par le « commerce légitime », une expression inventée pour désigner l'exportation depuis l'Afrique de nouvelles marchandises non liées à la traite négrière. Ces marchandises comprenaient l'huile et les noix de palme, les arachides, l'ivoire, le caoutchouc et la gomme arabique. À mesure que les revenus des Européens et des Nord-Américains augmentaient avec la propagation de la révolution industrielle, la demande pour bon nombre de ces produits tropicaux a fortement augmenté. Tout comme les sociétés africaines societies ont tiré un avantage agressif de l' économie

opportunités offertes par le commerce des esclaves, ils ont fait de même avec le commerce légitime. Mais ils l'ont fait dans un contexte particulier, où l'esclavage était un mode de vie, mais où la demande extérieure d'esclaves s'était soudainement tarie. Que devaient faire tous ces esclaves maintenant qu'ils ne pouvaient plus être vendus aux Européens ? La réponse était simple : ils pouvaient être mis au travail, sous la contrainte, en Afrique, pour produire de nouveaux articles destinés au commerce légitime.

L'un des exemples les mieux documentés se trouve à Ashanti, dans l'actuel Ghana. Avant 1807, l'empire ashanti était fortement impliqué dans la capture et l'exportation d'esclaves, qu'il amenait sur la côte pour les vendre dans les grands châteaux négriers de Cape Coast et d'Elmina. Après 1807, cette option ayant été supprimée, l'élite politique ashanti a réorganisé son économie. Cependant, la traite et l'esclavage n'ont pas pris fin. Les esclaves ont plutôt été installés dans de grandes plantations, d'abord autour de la capitale Kumase, puis dans tout l'empire (correspondant à la majeure partie de l'intérieur du Ghana). Ils étaient employés à la production d'or et de noix de kola destinés à l'exportation, mais cultivaient également de grandes quantités de nourriture et étaient intensivement utilisés comme porteurs, car les Ashanti n'utilisaient pas de moyens de transport à roues. Plus à l'est, des adaptations similaires ont eu lieu. Au Dahomey, par exemple, le roi possédait de grandes plantations d'huile de palme près des ports côtiers de Whydah et Porto Novo, toutes basées sur le travail des esclaves.

Ainsi, l'abolition de la traite négrière, loin d'entraîner la disparition de l'esclavage en Afrique, a simplement conduit à un redéploiement des esclaves, qui étaient désormais utilisés en Afrique plutôt qu'en Amérique. De plus, bon nombre des institutions politiques que la traite négrière avait mises en place au cours des deux siècles précédents sont restées inchangées et les comportements ont persisté. Par exemple, au Nigeria, dans les années 1820 et 1830, le royaume d'Oyo, autrefois puissant, s'est effondré. Il a été miné par les guerres civiles et la montée en puissance des cités-États yorubas, telles qu'Illorin et Ibadan, directement impliquées dans la traite négrière, au sud du royaume. Dans les années 1830, la capitale d'Oyo a été pillée, après quoi les villes yorubas ont disputé le pouvoir au Dahomey pour la domination régionale. Elles se sont livrées à une série de guerres presque ininterrompues pendant la première moitié du siècle, ce qui a généré un approvisionnement massif en esclaves. Cela s'est accompagné des habituelles séries d'enlèvements et de condamnations par les oracles

et des raids à plus petite échelle. Les enlèvements étaient un tel problème dans certaines régions du Nigeria que les parents ne laissaient pas leurs enfants jouer dehors de peur qu'ils ne soient enlevés et vendus comme esclaves.

En conséquence, l'esclavage, loin de reculer, semble s'être développé en Afrique tout au long du XIXe siècle. Bien qu'il soit difficile d'obtenir des chiffres précis, plusieurs récits rédigés à cette époque par des voyageurs et des marchands suggèrent que dans les royaumes ouest-africains d'Ashanti et du Dahomey, ainsi que dans les cités-États yorubas, plus de la moitié de la population était esclave. Des données plus précises existent grâce aux premiers registres coloniaux français pour le Soudan occidental, une vaste région de l'Afrique occidentale qui s'étend du Sénégal au Niger et au Tchad en passant par le Mali et le Burkina Faso. Dans cette région, 30 % de la population était réduite en esclavage en 1900.

Tout comme l'émergence du commerce légitime, l'avènement de la colonisation officielle après la ruée vers l'Afrique n'a pas réussi à détruire l'esclavage en Afrique. Bien que la pénétration européenne en Afrique ait été largement justifiée par la nécessité de combattre et d'abolir l'esclavage, la réalité était tout autre. Dans la plupart des régions coloniales africaines, l'esclavage a perduré jusqu'au XXe siècle. En Sierra Leone, par exemple, ce n'est qu'en 1928 que l'esclavage a finalement été aboli, alors que la capitale, Freetown, avait été fondée à la fin du XVIIIe siècle pour servir de refuge aux esclaves rapatriés des Amériques. Elle est ensuite devenue une base importante pour l'escadre britannique anti-esclavagiste et un nouveau foyer pour les esclaves libérés sauvés des navires négriers capturés par la marine britannique. Malgré ce symbolisme, l'esclavage a perduré en Sierra Leone pendant 130 ans. Le Liberia, juste au sud de la Sierra Leone, a également été fondé pour les esclaves américains affranchis dans les années 1840. Mais là aussi, l'esclavage a perduré jusqu'au XXe siècle ; dans les années 1960 encore, on estimait qu'un quart de la main-d'œuvre était contrainte de vivre et de travailler dans des conditions proches de l'esclavage. Compte tenu des institutions économiques et politiques extractives fondées sur le commerce des esclaves, l'industrialisation ne s'est pas étendue à l'Afrique subsaharienne, qui a stagné, voire connu un retard économique, alors que d'autres régions du monde transformaient leurs économies.

CRÉER UNE DOUBLE ÉCONOMIE

Le paradigme de la « double économie », proposé à l'origine en 1955 par Sir Arthur Lewis, continue d'influencer la manière dont la plupart des spécialistes en sciences sociales appréhendent les problèmes économiques des pays moins développés. Selon Lewis, de nombreuses économies moins développées ou sous-développées ont une structure double et sont divisées en un secteur moderne et un secteur traditionnel. Le secteur moderne, qui correspond à la partie la plus développée de l'économie, est associé à la vie urbaine, à l'industrie moderne et à l'utilisation de technologies de pointe. Le secteur traditionnel est associé à la vie rurale, à l'agriculture et à des institutions et technologies « arriérées ». Les institutions agricoles arriérées comprennent la propriété communale des terres, qui implique l'absence de droits de propriété privée sur les terres. Selon Lewis, la main-d'œuvre était utilisée de manière si inefficace dans le secteur traditionnel qu'elle pouvait être réaffectée au secteur moderne sans réduire la production du secteur rural. Pour des générations d'économistes du développement s'appuyant sur les idées de Lewis, le « problème du développement » est devenu synonyme de transfert des personnes et des ressources du secteur traditionnel, de l'agriculture et des campagnes vers le secteur moderne, l'industrie et les villes. En 1979, Lewis a reçu le prix Nobel pour ses travaux sur le développement économique.

Lewis et les économistes du développement qui se sont inspirés de ses travaux avaient certainement raison d'identifier l'existence d'une économie duale. L'Afrique du Sud en était l'un des exemples les plus frappants, divisée entre un secteur traditionnel arriéré et pauvre et un secteur moderne dynamique et prospère. Aujourd'hui encore, l'économie duale identifiée par Lewis est omniprésente en Afrique du Sud. L'un des moyens les plus spectaculaires de s'en rendre compte est de traverser la frontière entre l'État du KwaZulu-Natal, anciennement Natal, et l'État du Transkei. La frontière suit le cours de la Great Kei River. À l'est de la rivière, dans le Natal, le long de la côte, se trouvent de riches propriétés en bord de mer, sur de vastes étendues de magnifiques plages de sable fin. L'intérieur des terres est couvert de plantations de canne à sucre verdoyantes. Les routes sont magnifiques ; toute la région respire la prospérité. De l'autre côté de la rivière, c'est comme si l'on était à une autre époque et dans un autre pays. La région est en grande partie dévastée. La terre n'est pas

verte, mais brune et fortement déboisée. Au lieu de maisons modernes avec l'eau courante, des toilettes et tout le confort moderne, les gens vivent dans des huttes de fortune et cuisinent sur des feux à ciel ouvert. La vie est certainement traditionnelle, loin de l'existence moderne à l'est de la rivière. À présent, vous ne serez pas surpris d'apprendre que ces différences sont liées à des différences majeures dans les institutions économiques entre les deux côtés de la rivière.

À l'est, au Natal, nous avons des droits de propriété privée, des systèmes juridiques fonctionnels, des marchés, une agriculture commerciale et une industrie. À l'ouest, le Transkei avait jusqu'à récemment une propriété communale des terres et des chefs traditionnels tout-puissants. Vu à travers le prisme de la théorie de l'économie duale de Lewis, le contraste entre le Transkei et le Natal illustre les problèmes du développement africain. En fait, nous pouvons aller plus loin et noter que, historiquement, toute l'Afrique était comme le Transkei, pauvre, avec des institutions économiques prémodernes, une technologie arriérée et un pouvoir exercé par des chefs. Selon cette perspective, le développement économique devrait donc simplement consister à faire en sorte que le Transkei finisse par devenir le Natal.

Cette perspective contient une grande part de vérité, mais elle passe à côté de toute la logique qui a présidé à la création de la double économie et à sa relation avec l'économie moderne. Le retard du Transkei n'est pas seulement un vestige historique du retard naturel de l'Afrique. L'économie duale entre le Transkei et le Natal est en fait assez récente et n'a rien de naturel. Elle a été créée par les élites blanches sud-africaines afin de produire une réserve de main-d'œuvre bon marché pour leurs entreprises et réduire la concurrence des Africains noirs. L'économie duale est un autre exemple de sous-développement créé, et non de sous-développement tel qu'il est apparu naturellement et a persisté au fil des siècles.

L'Afrique du Sud et le Botswana, comme nous le verrons plus loin, ont échappé à la plupart des effets néfastes de la traite des esclaves et des guerres qu'elle a engendrées. La première interaction majeure des Sud-Africains avec les Européens a eu lieu lorsque la Compagnie néerlandaise des Indes orientales a fondé une base à Table Bay, aujourd'hui le port du Cap, en 1652. À cette époque, la partie occidentale de l'Afrique du Sud était peu peuplée, principalement par des chasseurs-cueilleurs appelés les Khoïkhoï. Plus à l'est, dans ce qui est aujourd'hui le Ciskei et

Au Transkei, il existait des sociétés africaines densément peuplées spécialisées dans l'agriculture. Au départ, elles n'avaient pas beaucoup d'interactions avec la nouvelle colonie néerlandaise et ne participaient pas à la traite des esclaves. La côte sud-africaine était très éloignée des marchés d'esclaves, et les habitants du Ciskei et du Transkei, connus sous le nom de Xhosa, vivaient suffisamment loin à l'intérieur des terres pour ne pas attirer l'attention. Par conséquent, ces sociétés n'ont pas subi de plein fouet les nombreux courants défavorables qui ont frappé l'Afrique occidentale et centrale.

L'isolement de ces régions a changé au XIXe siècle. Pour les Européens, le climat et l'environnement sanitaire de l'Afrique du Sud avaient quelque chose de très attrayant. Contrairement à l'Afrique de l'Ouest, par exemple, l'Afrique du Sud bénéficiait d'un climat tempéré, exempt des maladies tropicales telles que le paludisme et la fièvre jaune qui avaient transformé une grande partie de l'Afrique en « cimetière des Blancs » et empêché les Européens de s'y installer ou même d'y établir des avant-postes permanents. L'Afrique du Sud offrait de bien meilleures perspectives pour la colonisation européenne. L'expansion européenne vers l'intérieur des terres a commencé peu après que les Britanniques aient pris le contrôle du Cap aux Pays-Bas pendant les guerres napoléoniennes. Cela a précipité une longue série de guerres xhosas à mesure que la frontière coloniale s'étendait vers l'intérieur des terres. La pénétration à l'intérieur des terres sud-africaines s'intensifia en 1835, lorsque les Européens d'origine néerlandaise, qui allaient devenir connus sous le nom d'Afrikaners ou de Boers, entamèrent leur célèbre migration massive, connue sous le nom de Grand Trek, loin du contrôle britannique de la côte et de la région du Cap. Les Afrikaners fondèrent par la suite deux États indépendants à l'intérieur des terres africaines, l'État libre d'Orange et le Transvaal.

La prochaine étape dans le développement de l'Afrique du Sud survint avec la découverte d'importants gisements de diamants à Kimberley en 1867 et de riches mines d'or à Johannesburg en 1886. Ces immenses richesses minérales à l'intérieur des terres convainquirent immédiatement les Britanniques d'étendre leur contrôle sur toute l'Afrique du Sud. La résistance de l'État libre d'Orange et du Transvaal a conduit aux célèbres guerres des Boers en 1880-1881 et 1899-1902. Après une défaite initiale inattendue, les Britanniques ont réussi à fusionner les États afrikaners avec la province du Cap et le Natal, pour fonder l'Union sud-africaine en 1910. Au-delà des combats

entre les Afrikaners et les Britanniques, le développement de l'économie minière et l'expansion de la colonisation européenne ont eu d'autres implications pour le développement de la région. Ils ont notamment généré une demande en denrées alimentaires et autres produits agricoles et créé de nouvelles opportunités économiques pour les Africains indigènes, tant dans l'agriculture que dans le commerce.

Les Xhosa, dans le Ciskei et le Transkei, ont rapidement réagi à ces opportunités économiques, comme l'a documenté l'historien Colin Bundy. Dès 1832, avant même le boom minier, un missionnaire morave du Transkei avait observé le nouveau dynamisme économique de ces régions et noté la demande des Africains pour les nouveaux biens de consommation que la présence des Européens avait commencé à leur faire découvrir. Il écrivait : « Pour obtenir ces objets, ils cherchent [...] à gagner de l'argent par le travail de leurs mains et achètent des vêtements, des pelles, des charrues, des charrettes et d'autres articles utiles. »

La description que fait le commissaire civil John Hemming de sa visite à Fingoland, dans le Ciskei, en 1876, est tout aussi révélatrice. Il écrit qu'il a été

> frappé par les progrès considérables réalisés par les Fingoes en quelques années... Partout où je suis allé, j'ai trouvé des huttes solides et des immeubles en brique ou en pierre. Dans de nombreux cas, des maisons en briques solides avaient été construites... et des arbres fruitiers avaient été plantés ; partout où un cours d'eau était disponible, il avait été canalisé et le sol cultivé dans la mesure où il pouvait être irrigué ; les pentes des collines et même les sommets des montagnes étaient cultivés partout où une charrue pouvait être utilisée. L'étendue des terres labourées m'a surpris ; je n'avais pas vu une si grande superficie de terres cultivées depuis des années.

Comme dans d'autres régions d'Afrique subsaharienne, l'utilisation de la charrue était une nouveauté dans l'agriculture, mais lorsqu'ils en ont eu l'occasion, les agriculteurs africains semblaient tout à fait prêts à adopter cette technologie. Ils étaient également disposés à investir dans des charrettes et des ouvrages d'irrigation.

À mesure que l'économie agricole se développait, les institutions tribales rigides ont commencé à céder du terrain. De nombreux éléments indiquent que des changements sont intervenus dans les droits de propriété foncière. En 1879, le magistrat d'Umzimkulu, dans le Griqualand East, au Transkei, a noté « le désir croissant des autochtones de devenir propriétaires fonciers — ils ont acheté 38 000 acres ». Trois ans plus tard, il a enregistré qu'environ huit mille agriculteurs africains du district avaient acheté et commencé à exploiter 90 000 acres de terres.

L'Afrique n'était certes pas à l'aube d'une révolution industrielle, mais un véritable changement était en cours. La propriété privée des terres avait affaibli les chefs et permis à de nouveaux hommes d'acheter des terres et de faire fortune, ce qui était impensable quelques décennies auparavant. Cela illustre également à quelle vitesse l'affaiblissement des institutions extractives et des systèmes de contrôle absolutistes peut conduire à un nouveau dynamisme économique. L'une des réussites exemplaires est celle de Stephen Sonjica, dans le Ciskei, un agriculteur autodidacte issu d'un milieu pauvre. Dans un discours prononcé en 1911, Sonjica a raconté comment, lorsqu'il avait exprimé pour la première fois à son père son désir d'acheter des terres, celui-ci lui avait répondu : « Acheter des terres ? Comment peux-tu vouloir acheter des terres ? Ne sais-tu pas que toute la terre appartient à Dieu et qu'il ne l'a donnée qu'aux chefs ? » La réaction du père de Sonjica était compréhensible. Mais Sonjica ne s'est pas laissé décourager. Il a trouvé un emploi à King William's Town et a déclaré :

> J'ai habilement ouvert un compte bancaire privé sur lequel j'ai transféré une partie de mes économies... Cela a duré jusqu'à ce que j'aie économisé quatre-vingts livres... [J'ai acheté] une paire de bœufs avec des jougs, des outils, une charrue et le reste du matériel agricole... J'ai ensuite acheté une petite ferme... Je ne saurais trop recommander [l'agriculture] comme profession à mes compatriotes... Ils devraient toutefois adopter des méthodes modernes pour générer des profits.

Une preuve extraordinaire du dynamisme économique et de la prospérité des agriculteurs africains à cette époque est révélée dans une lettre envoyée en 1869 par un missionnaire méthodiste, W. J. Davis. Écrivant en Angleterre, il rapportait avec plaisir qu'il avait

réussi à collecter quarante-six livres en espèces « pour le Fonds de secours du coton du Lancashire ». À cette époque, les prospères agriculteurs africains faisaient des dons pour venir en aide aux pauvres ouvriers textiles anglais !

Ce nouveau dynamisme économique, sans surprise, ne plaisait pas aux chefs traditionnels qui, selon un schéma qui nous est désormais familier, y voyaient une atteinte à leur richesse et à leur pouvoir. En 1879, Matthew Blyth, magistrat en chef du Transkei, constata qu'il existait une opposition au cadastre des terres afin qu'elles puissent être divisées en propriétés privées. Il nota que « certains chefs [...] s'y opposaient, mais que la plupart des gens étaient satisfaits [...] les chefs voyaient que l'octroi de titres individuels détruirait leur influence parmi les chefs de clan ».

Les chefs ont également résisté aux améliorations apportées aux terres, telles que le creusement de fossés d'irrigation ou la construction de clôtures. Ils ont compris que ces améliorations n'étaient qu'un prélude à l'instauration de droits de propriété individuels sur les terres, ce qui signifiait pour eux le début de la fin. Des observateurs européens ont même noté que les chefs et autres autorités traditionnelles, tels que les sorciers, ont tenté d'interdire toutes les « pratiques européennes », notamment les nouvelles cultures, les outils tels que les charrues et les articles commerciaux. Mais l'intégration du Ciskei et du Transkei dans l'État colonial britannique affaiblit le pouvoir des chefs et des autorités traditionnels, et leur résistance ne suffit pas à freiner le nouveau dynamisme économique en Afrique du Sud. À Fingoland, en 1884, un observateur européen note que le peuple a

> transféré leur allégeance vers nous. Leurs chefs ont été remplacés par une sorte de propriétaires terriens titrés... sans pouvoir politique. N'ayant plus à craindre la jalousie du chef ni l'arme mortelle... le sorcier, qui frappe le riche propriétaire de bétail, le conseiller compétent, l'introduction de nouvelles coutumes, l'agriculteur habile, les réduisant tous à un niveau uniforme de médiocrité, n'ayant plus à s'inquiéter de cela, le membre du clan Fingo... est un homme progressiste. Tout en restant un paysan... il possède des charrettes et des charrues ; il creuse des fossés pour l'irrigation ; il est propriétaire d'un troupeau de moutons.

Même un minimum d'institutions inclusives et l'érosion des pouvoirs des chefs et de leurs restrictions ont suffi à déclencher un vigoureux boom économique africain. Hélas, celui-ci fut de courte durée. Entre 1890 et 1913, il prit fin brutalement et s'inversa. Au cours de cette période, deux forces ont contribué à détruire la prospérité et le dynamisme ruraux que les Africains avaient créés au cours des cinquante années précédentes. La première était l'antagonisme des agriculteurs européens qui étaient en concurrence avec les Africains. Les agriculteurs africains prospères ont fait baisser le prix des cultures que les Européens produisaient également. La réponse des Européens a été de pousser les Africains à la faillite. La deuxième force était encore plus sinistre. Les Européens voulaient une main-d'œuvre bon marché à employer dans l'économie minière en plein essor, et ils ne pouvaient garantir cette main-d'œuvre bon marché qu'en appauvrissant les Africains. C'est ce qu'ils ont fait méthodiquement au cours des décennies suivantes.

Le témoignage de George Albu, président de l'Association des mines, devant une commission d'enquête en 1897, décrit de manière concise la logique consistant à appauvrir les Africains afin d'obtenir une main-d'œuvre bon marché. Il explique comment il a proposé de réduire le coût de la main-d'œuvre en « disant simplement aux garçons que leurs salaires étaient réduits ». Son témoignage est le suivant :

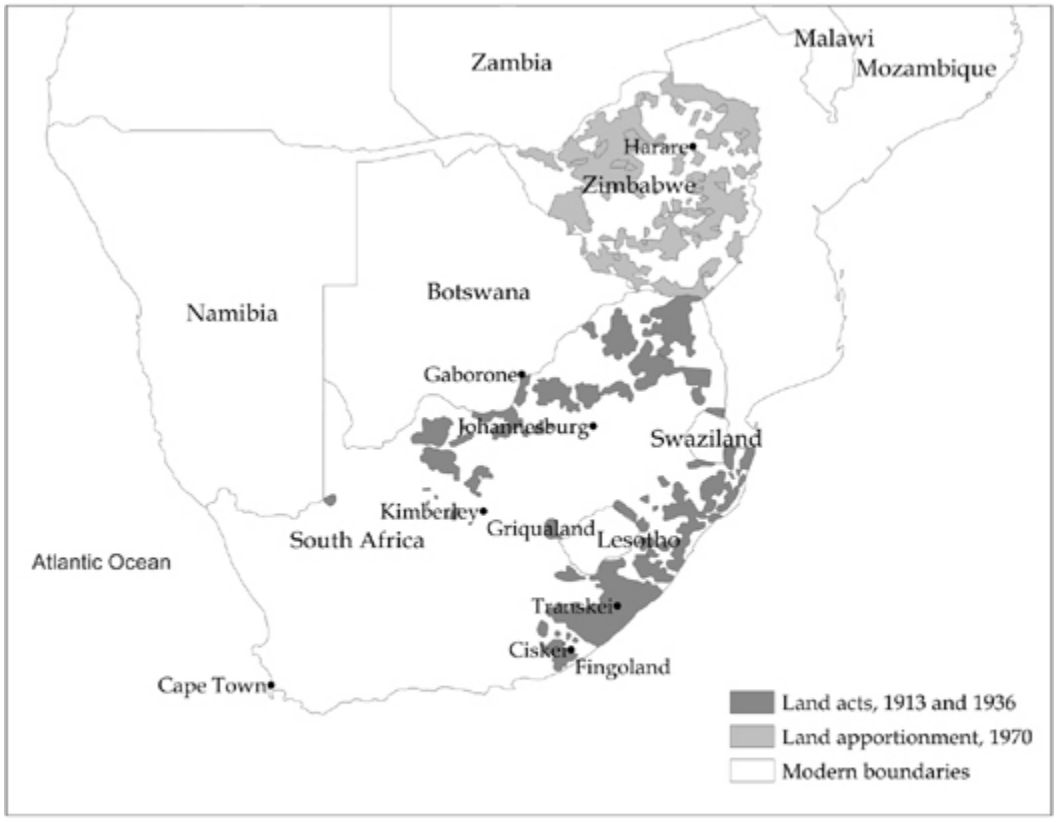
> **Commission :** Supposons que les ka rs [Africains noirs] se retirent dans leur kraal [enclos à bétail] ? Seriez-vous favorable à ce que l'on demande au gouvernement d'imposer le travail ?
> **Albu :** Certainement... Je rendrais l' obligatoire... Pourquoi un nègre devrait-il être autorisé à ne rien faire ? Je pense qu'un ka r devrait être obligé de travailler pour gagner sa vie.
> **Commission :** Si un homme peut vivre sans travailler, comment pouvez-vous le forcer à travailler ?
> **Albu :** Imposez-lui des taxes, alors...
> **Commission :** Vous ne permettriez donc pas au ka r de posséder des terres dans le pays, mais il devrait travailler pour l'homme blanc afin de l'enrichir ?
> **Albu :** Il doit faire sa part du travail en aidant ses voisins.

Les deux objectifs consistant à éliminer la concurrence avec les fermiers blancs et à développer une main-d'œuvre nombreuse et peu rémunérée ont été atteints simultanément grâce à la loi sur les terres indigènes de 1913. Cette loi, anticipant la notion d'économie duale de Lewis, a divisé l'Afrique du Sud en deux parties, une partie moderne et prospère et une partie traditionnelle et pauvre. Sauf que la prospérité et la pauvreté étaient en réalité créées par la loi elle-même. Elle stipulait que 87 % des terres devaient être attribuées aux Européens, qui représentaient environ 20 % de la population. Les 13 % restants devaient revenir aux Africains. La loi sur les terres avait bien sûr de nombreux prédécesseurs, car les Européens avaient progressivement confiné les Africains dans des réserves de plus en plus petites. Mais c'est la loi de 1913 qui a définitivement institutionnalisé cette situation et préparé le terrain pour la formation du régime d'apartheid sud-africain, dans lequel la minorité blanche détenait les droits politiques et économiques, tandis que la majorité noire en était exclue. La loi stipulait que plusieurs réserves foncières, dont le Transkei et le Ciskei, devaient devenir les « homelands » africains. Plus tard, celles-ci seront connues sous le nom de Bantoustans, autre élément de la rhétorique du régime d'apartheid en Afrique du Sud, qui affirmait que les peuples africains d'Afrique australe n'étaient pas originaires de la région, mais descendaient du peuple bantou qui avait émigré de l'est du Nigeria environ mille ans auparavant. Ils n'avaient donc pas plus de droits sur la terre que les colons européens, et bien sûr, dans la pratique, ils en avaient moins.

La carte 16 (cette page) montre la superficie dérisoire de terres attribuées aux Africains d' e par la loi foncière de 1913 et celle qui lui a succédé en 1936. Elle présente également des informations datant de 1970 sur l'étendue d'une attribution foncière similaire qui a eu lieu lors de la mise en place d'une autre économie duale au Zimbabwe, dont nous parlons au chapitre 13.

La législation de 1913 comprenait également des dispositions visant à empêcher les métayers et les squatters noirs de cultiver des terres appartenant à des Blancs à un autre titre que celui de locataires agricoles. Comme l'expliquait le secrétaire aux affaires indigènes, « cette loi avait pour effet de mettre fin, à l'avenir, à toutes les transactions impliquant une forme quelconque de partenariat entre Européens et indigènes en ce qui concerne la terre ou les fruits de la terre. Tous les nouveaux contrats avec les indigènes doivent être des contrats de

service. À condition qu'il existe un contrat de bonne foi de cette nature, rien n'empêche un employeur de payer un autochtone en nature ou en lui accordant le privilège de cultiver une parcelle de terre définie... Mais l'autochtone ne peut rien payer au maître pour son droit d'occuper la terre. »



Map 16: The amounts of land allocated to Africans by the minority white regimes in South Africa and Zimbabwe

Pour les économistes du développement qui se sont rendus en Afrique du Sud dans les années 1950 et 1960, alors que la discipline académique prenait forme et que les idées d'Arthur Lewis se répandaient, le contraste entre ces homelands et l'économie moderne et prospère des Blancs européens semblait correspondre exactement à la théorie de la double économie. La partie européenne de l'économie était urbaine et éduquée, et utilisait des technologies modernes. Les homelands étaient pauvres, ruraux et arriérés ; la main-d'œuvre y était très peu productive et la population peu éduquée. Cela semblait être l'essence même d'une Afrique arriérée et intemporelle.

Sauf que cette double économie n'était ni naturelle ni inévitable. Elle avait été créée par le colonialisme européen. Oui, les Homelands étaient pauvres et technologiquement arriérés, et leurs habitants étaient sans instruction. Mais tout cela était le résultat de la politique gouvernementale, qui avait réprimé de force la croissance économique africaine et créé un réservoir de main-d'œuvre africaine bon marché et sans instruction, employée dans les mines et les terres contrôlées par les Européens. Après 1913, un grand nombre d'Africains ont été expulsés de leurs terres, qui ont été reprises par les Blancs, et entassés dans les homelands, trop petits pour leur permettre de gagner leur vie de manière indépendante. Comme prévu, ils ont donc été contraints de chercher leur subsistance dans l'économie blanche, en fournissant leur main-d'œuvre à bas prix. Avec l'effondrement de leurs incitations économiques, les progrès réalisés au cours des cinquante années précédentes ont été entièrement annulés. Les gens abandonnèrent leurs charrues et revinrent à l'agriculture à la houe, quand ils cultivaient encore. Le plus souvent, ils n'étaient disponibles que comme main-d'œuvre bon marché, ce que les homelands avaient été structurés pour garantir.

Ce ne sont pas seulement les incitations économiques qui ont été détruites. Les changements politiques qui avaient commencé à se produire ont également été inversés. Le pouvoir des chefs et des dirigeants traditionnels, qui était auparavant en déclin, a été renforcé, car une partie du projet visant à créer une main-d'œuvre bon marché consistait à supprimer la propriété privée des terres. Le contrôle des chefs sur les terres a donc été réaffirmé. Ces mesures ont atteint leur apogée en 1951, lorsque le gouvernement a adopté la loi sur les autorités bantoues. Dès 1940, G. Findlay avait mis le doigt sur le problème :

> Le régime foncier tribal garantit que la terre ne sera jamais correctement exploitée et n'appartiendra jamais vraiment aux autochtones. Une main-d'œuvre bon marché doit avoir un lieu de reproduction bon marché, et c'est donc ce qui est fourni aux Africains à leurs propres frais.

La dépossession des agriculteurs africains a conduit à leur appauvrissement massif. Elle a non seulement créé les fondements institutionnels d'une économie arriérée, mais aussi les pauvres qui l'alimentent.

Les données disponibles démontrent le recul du niveau de vie dans les homelands après l'adoption de la loi sur les terres indigènes de 1913. Le Transkei et le Ciskei ont connu un déclin économique prolongé. Les registres d'emploi des sociétés minières aurifères recueillis par l'historien Francis Wilson montrent que ce déclin était généralisé dans l'ensemble de l'économie sud-africaine. À la suite de la loi sur les terres indigènes et d'autres législations, les salaires des mineurs ont chuté de 30 % entre 1911 et 1921. En 1961, malgré une croissance relativement stable de l'économie sud-africaine, ces salaires étaient encore inférieurs de 12 % à ceux de 1911. Il n'est donc pas étonnant que, pendant cette période, l'Afrique du Sud soit devenue le pays le plus inégalitaire au monde.

Mais même dans ces circonstances, les Africains noirs n'auraient-ils pas pu se faire une place dans l'économie européenne moderne, créer une entreprise ou faire des études et commencer une carrière ? Le gouvernement a veillé à ce que cela ne puisse pas se produire. Aucun Africain n'était autorisé à posséder des biens immobiliers ou à créer une entreprise dans la partie européenne de l'économie, qui représentait 87 % du territoire. Le régime d'apartheid s'est également rendu compte que les Africains instruits faisaient concurrence aux Blancs plutôt que de fournir une main-d'œuvre bon marché aux mines et à l'agriculture détenue par les Blancs. Dès 1904, un système de réservation d'emplois pour les Européens a été introduit dans l'économie minière. Aucun Africain n'était autorisé à être amalgamateur, essayeur, banquier, forgeron, chaudronnier, finisseur de laiton, mouleur de laiton, maçon... et la liste était longue, jusqu'au machiniste en menuiserie. D'un seul coup, les Africains se sont vu interdire d'occuper tout emploi qualifié dans le secteur minier. Ce fut la première incarnation de la célèbre « barrière raciale », l'une des nombreuses inventions racistes du régime sud-africain. La barrière raciale a été étendue à l'ensemble de l'économie en 1926 et a duré jusqu'aux années 1980. Il n'est pas surprenant que les Africains noirs aient été sans instruction ; l'État sud-africain a non seulement supprimé la possibilité pour les Africains de tirer un avantage économique de l'éducation, mais il a également refusé d'investir dans les écoles noires et découragé l'éducation des Noirs. Cette politique a atteint son apogée dans les années 1950, lorsque, sous la direction de Hendrik Verwoerd, l'un des architectes du régime d'apartheid qui allait durer jusqu'en 1994, le gouvernement a adopté la loi sur l'éducation bantoue.

La philosophie qui sous-tendait cette loi a été clairement énoncée par Verwoerd lui-même dans un discours prononcé en 1954 :

> Les Bantous doivent être guidés afin de servir leur propre communauté à tous égards. Il n'y a pas de place pour eux dans la communauté européenne au-delà de certains types de travail... C'est pourquoi il est inutile de leur dispenser une formation visant à leur intégration dans la communauté européenne alors qu'ils ne peuvent et ne veulent pas y être intégrés.

Naturellement, le type d'économie duale décrit dans le discours de Verwoerd est assez différent de la théorie de l'économie duale de Lewis. En Afrique du Sud, l'économie duale n'était pas une conséquence inévitable du processus de développement. Elle a été créée par l'État. En Afrique du Sud, il n'y a pas eu de transition harmonieuse des populations pauvres du secteur traditionnel vers le secteur moderne à mesure que l'économie se développait. Au contraire, le succès du secteur moderne reposait sur l'existence du secteur traditionnel, qui permettait aux employeurs blancs de réaliser d'énormes profits en versant des salaires très bas aux travailleurs noirs non qualifiés. En Afrique du Sud, il n'y a pas eu de processus de formation et de qualification progressive des travailleurs non qualifiés du secteur traditionnel, comme le prévoyait l'approche de Lewis. En fait, les travailleurs noirs étaient délibérément maintenus dans un état de non-qualification et exclus des professions hautement qualifiées afin que les travailleurs blancs qualifiés ne soient pas confrontés à la concurrence et puissent bénéficier de salaires élevés. En Afrique du Sud, les Africains noirs étaient en effet « piégés » dans l'économie traditionnelle, dans les homelands. Mais ce n'était pas un problème de développement que la croissance allait résoudre. Les homelands étaient ce qui permettait le développement de l'économie blanche.

Il n'est pas surprenant non plus que le type de développement économique que connaissait l'Afrique du Sud blanche ait finalement été limité, car il reposait sur des institutions extractives mises en place par les Blancs pour exploiter les Noirs. Les Blancs sud-africains avaient des droits de propriété, ils investissaient dans l'éducation et ils pouvaient extraire de l'or et des diamants et les vendre de manière rentable sur le marché mondial. Mais plus de 80

Pourcentage de la population sud-africaine marginalisé et exclu de la grande majorité des activités économiques souhaitables. Les Noirs ne pouvaient pas mettre à profit leurs talents ; ils ne pouvaient pas devenir des ouvriers qualifiés, des hommes d'affaires, des entrepreneurs, des ingénieurs ou des scientifiques. Les institutions économiques étaient extractives ; les Blancs s'enrichissaient en exploitant les Noirs. En effet, les Sud-Africains blancs avaient le même niveau de vie que les habitants des pays d'Europe occidentale, tandis que les Sud-Africains noirs étaient à peine plus riches que ceux du reste de l'Afrique subsaharienne. Cette croissance économique sans destruction créatrice, dont seuls les Blancs bénéficiaient, s'est poursuivie tant que les revenus provenant de l'or et des diamants ont augmenté. Dans les années 1970, cependant, l'économie a cessé de croître.

Et il n'est pas surprenant que cet ensemble d'institutions économiques extractives ait été construit sur les fondations posées par un ensemble d'institutions politiques hautement extractives. Avant son renversement en 1994, le système politique sud-africain conférait tous les pouvoirs aux Blancs, qui étaient les seuls autorisés à voter et à se présenter aux élections. Les Blancs dominaient les forces de police, l'armée et toutes les institutions politiques. Ces institutions étaient structurées sous la domination militaire des colons blancs. Au moment de la fondation de l'Union sud-africaine en 1910, les politiques afrikaners de l'État libre d'Orange et du Transvaal prévoyaient des franchises raciales explicites, excluant complètement les Noirs de la participation politique. Le Natal et la colonie du Cap autorisaient les Noirs à voter s'ils possédaient suffisamment de biens, ce qui n'était généralement pas le cas. Le statu quo du Natal et de la colonie du Cap a été maintenu en 1910, mais dans les années 1930, les Noirs ont été explicitement privés de leurs droits civiques partout en Afrique du Sud.

La double économie de l'Afrique du Sud a pris fin en 1994. Mais pas pour les raisons avancées par Sir Arthur Lewis dans sa théorie. Ce n'est pas le cours naturel du développement économique qui a mis fin à la ségrégation raciale et aux homelands. Les Sud-Africains noirs ont protesté et se sont soulevés contre un régime qui ne reconnaissait pas leurs droits fondamentaux et ne partageait pas avec eux les fruits de la croissance économique. Après le soulèvement de Soweto en 1976, les protestations sont devenues plus organisées et plus fortes, finissant par renverser l'État d'apartheid. C'est l'autonomisation des Noirs, qui ont réussi à s'organiser

et se sont soulevés qui a finalement mis fin à la double économie sud-africaine, de la même manière que la force politique des Blancs sud-africains l'avait créée au départ.

REVERSEMENT DU DÉVELOPPEMENT

Les inégalités mondiales actuelles existent parce qu'au cours des XIXe et XXe siècles, certaines nations ont su tirer parti de la révolution industrielle et des technologies et méthodes d'organisation qu'elle a engendrées, tandis que d'autres n'ont pas été en mesure de le faire. Le progrès technologique n'est qu'un des moteurs de la prospérité, mais c'est peut-être le plus important. Les pays qui n'ont pas su tirer parti des nouvelles technologies n'ont pas non plus bénéficié des autres moteurs de la prospérité. Comme nous l'avons montré dans ce chapitre et dans le précédent, cet échec était dû à leurs institutions extractives, soit parce qu'elles étaient le résultat de la persistance de régimes absolutistes, soit parce qu'elles ne disposaient pas d'États centralisés. Mais ce chapitre a également montré que, dans plusieurs cas, les institutions extractives qui ont contribué à la pauvreté de ces nations ont été imposées, ou tout au moins renforcées, par le même processus qui a alimenté la croissance européenne : l'expansion commerciale et coloniale européenne. En fait, la rentabilité des empires coloniaux européens reposait souvent sur la destruction des entités politiques indépendantes et des économies indigènes à travers le monde, ou sur la création d'institutions extractives pratiquement à partir de zéro, comme dans les îles des Caraïbes, où, à la suite de l'effondrement presque total des populations indigènes, les Européens ont importé des esclaves africains et mis en place des systèmes de plantations.

Nous ne saurons jamais quelle aurait été la trajectoire de cités-États indépendantes telles que celles des îles Banda, d'Aceh ou de Birmanie (Myanmar) sans l'intervention européenne. Elles auraient peut-être connu leur propre révolution glorieuse ou évolué lentement vers des institutions politiques et économiques plus inclusives, grâce au développement du commerce des épices et d'autres marchandises de valeur. Mais cette possibilité a été écartée par l'expansion de la

Compagnie néerlandaise des Indes orientales. La compagnie a anéanti tout espoir de développement indigène dans les îles Banda en commettant un génocide. Sa menace a également poussé les cités-États de nombreuses autres régions d'Asie du Sud-Est à se retirer du commerce.

L'histoire de l'une des plus anciennes civilisations d'Asie, l'Inde, est similaire, bien que le renversement du développement n'ait pas été le fait des Hollandais, mais des Britanniques. Au XVIIIe siècle, l'Inde était le plus grand producteur et exportateur de textiles au monde. Les calicots et les mousselines indiens inondaient les marchés européens et étaient commercialisés dans toute l'Asie et même en Afrique orientale. Le principal agent qui les transportait vers les îles britanniques était la Compagnie anglaise des Indes orientales. Fondée en 1600, deux ans avant sa version néerlandaise, la Compagnie anglaise des Indes orientales a passé le XVIIe siècle à tenter d'établir un monopole sur les précieuses exportations indiennes. Elle devait rivaliser avec les Portugais, qui avaient des bases à Goa, Chittagong et Bombay, et les Français, qui avaient des bases à Pondichéry, Chandernagore, Yanam et Karaikal. Mais le pire pour la Compagnie anglaise des Indes orientales fut la Glorieuse Révolution, comme nous l'avons vu au chapitre 7. Le monopole de la Compagnie anglaise des Indes orientales, qui lui avait été accordé par les rois Stuart, fut immédiatement remis en cause après 1688, puis même aboli pendant plus d'une décennie. La perte de pouvoir fut importante, comme nous l'avons vu précédemment (cette page – cette page), car les producteurs textiles britanniques réussirent à convaincre le Parlement d'interdire l'importation de calicots, le produit le plus rentable de la Compagnie des Indes orientales. Au XVIIIe siècle, sous la direction de Robert Clive, la Compagnie des Indes orientales changea de stratégie et commença à développer un empire continental. À l'époque, l'Inde était divisée en plusieurs entités politiques rivales, même si beaucoup d'entre elles étaient encore nominalement sous le contrôle de l'empereur moghol de Delhi. La Compagnie des Indes orientales s'est d'abord étendue au Bengale, à l'est, en vainquant les puissances locales lors des batailles de Plassey en 1757 et de Buxar en 1764. La Compagnie des Indes orientales pilla les richesses locales et reprit, voire intensifia, les institutions fiscales extractives des souverains moghols de l'Inde. Cette expansion coïncida avec la contraction massive de l'industrie textile indienne, car, après tout, il n'y avait plus de marché pour ces produits en Grande-Bretagne. La contraction s'accompagna

dé-urbanisation et augmentation de la pauvreté. Cela a marqué le début d'une longue période de régression économique en Inde. Très vite, au lieu de produire des textiles, les Indiens se sont mis à les acheter à la Grande-Bretagne et à cultiver de l'opium pour la Compagnie des Indes orientales, qui le vendait ensuite en Chine.

La traite négrière atlantique a reproduit le même schéma en Afrique, même si les conditions de départ étaient moins développées qu'en Asie du Sud-Est et en Inde. De nombreux États africains se sont transformés en machines de guerre déterminées à capturer et à vendre des esclaves aux Européens. Alors que les conflits entre les différentes entités politiques et les différents États se transformaient en guerres incessantes, les institutions étatiques, qui dans de nombreux cas n'avaient de toute façon pas encore atteint un niveau élevé de centralisation politique, se sont effondrées dans une grande partie de l'Afrique, ouvrant la voie aux institutions extractives persistantes et aux États défaillants d'aujourd'hui, que nous étudierons plus tard. Dans quelques régions d'Afrique qui ont échappé à la traite négrière, comme l'Afrique du Sud, les Européens ont imposé un ensemble d'institutions différentes, conçues cette fois-ci pour créer une réserve de main-d'œuvre bon marché pour leurs mines et leurs fermes. L'État sud-africain a créé une économie duale, empêchant 80 % de la population d'accéder à des emplois qualifiés, à l'agriculture commerciale et à l'entrepreneuriat. Tout cela explique non seulement pourquoi l'industrialisation a contourné une grande partie du monde, mais résume également comment le développement économique peut parfois alimenter, voire créer, le sous-développement dans d'autres parties de l'économie nationale ou mondiale.

10.

LA DIFFUSION DE LA PROSPÉRITÉ

L'HONNEUR PARMI LES VOLEURS

L'ANGLETERRE DU XVIIIe SIÈCLE — ou plus exactement, la Grande-Bretagne après l'union de l'Angleterre, du Pays de Galles et de l'Écosse en 1707 — avait une solution simple pour traiter les criminels : loin des yeux, loin du cœur, ou du moins loin des ennuis. Elle en déportait un grand nombre vers les colonies pénitentiaires de l'empire. Avant la guerre d'indépendance, les criminels condamnés, les forçats, étaient principalement envoyés dans les colonies américaines. Après 1783, les États-Unis d'Amérique indépendants n'étaient plus aussi accueillants pour les condamnés britanniques, et les autorités britanniques durent leur trouver un autre refuge. Elles pensèrent d'abord à l'Afrique de l'Ouest. Mais le climat, avec des maladies endémiques telles que le paludisme et la fièvre jaune, contre lesquelles les Européens n'étaient pas immunisés, était si mortel que les autorités décidèrent qu'il était inacceptable d'envoyer même des condamnés dans le « cimetière des Blancs ». Leur option suivante fut l'Australie. Sa côte est avait été explorée par le grand navigateur James Cook. Le 29 avril 1770, Cook débarqua dans une magnifique baie, qu'il baptisa Botany Bay en l'honneur des riches espèces découvertes par les naturalistes qui l'accompagnaient. Cet endroit semblait idéal aux yeux des responsables du gouvernement britannique. Le climat y était tempéré et l'endroit était aussi éloigné et isolé qu'on pouvait l'imaginer.

Une flotte de onze navires remplis de condamnés faisait route vers Botany Bay en janvier 1788 sous le commandement du capitaine Arthur Phillip. Le 26 janvier, désormais célébré comme l'Australia Day, ils établirent leur campement à Sydney Cove, au cœur de la ville moderne de Sydney. Ils baptisèrent la colonie Nouvelle-Galles du Sud. À bord de l'un des navires, le

Alexander, commandé par Duncan Sinclair, transportait un couple de condamnés, Henry et Susannah Cable. Susannah avait été reconnue coupable de vol et initialement condamnée à mort. Cette peine fut ensuite commuée en quatorze ans de prison et en déportation vers les colonies américaines. Ce projet échoua avec l'indépendance des États-Unis. Entre-temps, à la prison du château de Norwich, Susannah rencontra Henry, un autre détenu, et tomba amoureuse de lui. En 1787, elle fut choisie pour être déportée vers la nouvelle colonie pénitentiaire d'Australie avec la première flotte qui s'y rendait. Mais Henry ne fut pas sélectionné. À cette époque, Susannah et Henry avaient un jeune fils, également prénommé Henry. Cette décision signifiait que la famille allait être séparée. Susannah fut transférée sur un bateau-prison amarré sur la Tamise, mais la nouvelle de cet événement déchirant se répandit et parvint aux oreilles d'une philanthrope, Lady Cadogan. Lady Cadogan organisa une campagne couronnée de succès pour réunir les Cable. Ils devaient désormais être tous deux déportés en Australie avec le jeune Henry. Lady Cadogan récolta également 20 livres sterling pour leur acheter des provisions, qu'ils recevraient en Australie. Ils embarquèrent à bord de *l'Alexander*, mais lorsqu'ils arrivèrent à Botany Bay, le colis de provisions avait disparu, du moins selon les dires du capitaine Sinclair.

Que pouvaient faire les Cable ? Pas grand-chose, selon la loi anglaise ou britannique. Même si, en 1787, la Grande-Bretagne disposait d'institutions politiques et économiques inclusives, cette inclusivité ne s'étendait pas aux condamnés, qui n'avaient pratiquement aucun droit. Ils ne pouvaient pas posséder de biens immobiliers. Ils ne pouvaient certainement pas poursuivre quelqu'un en justice. En fait, ils ne pouvaient même pas témoigner devant un tribunal. Sinclair le savait et a probablement volé le colis. Même s'il ne l'aurait jamais admis, il se vantait de ne pas pouvoir être poursuivi par les Cable. Il avait raison selon la loi britannique. Et en Grande-Bretagne, toute l'affaire se serait arrêtée là. Mais pas en Australie. Une ordonnance a été délivrée à David Collins, le juge-avocat local, comme suit :

> Considérant que Henry Cable et son épouse, nouveaux colons de cet endroit, avaient, avant de quitter l'Angleterre, expédié une certaine parcelle à bord du navire Alexander transporté par Duncan Sinclair Master, composée de vêtements et de plusieurs autres

> des articles adaptés à leur situation actuelle, qui ont été collectés et achetés aux frais de nombreuses personnes charitables pour l'usage dudit Henry Cable, de sa femme et de son enfant. Plusieurs demandes ont été faites dans le but exprès d'obtenir ledit colis auprès du capitaine de l'Alexander, actuellement amarré dans ce port, mais sans succès (à l'exception) d'une petite partie dudit colis contenant quelques livres, le reste, qui a une valeur plus considérable, se trouvant toujours à bord dudit navire Alexander, dont le capitaine semble faire preuve d'une grande négligence en ne faisant pas livrer celui-ci à ses propriétaires respectifs, comme indiqué ci-dessus.

Henry et Susannah, tous deux analphabètes, ne pouvaient pas signer l'acte et se contentèrent d'apposer leur « croix » au bas du document. Les mots « nouveaux colons de cet endroit » furent ensuite rayés, mais ils revêtaient une grande importance. Quelqu'un avait prévu que si Henry Cable et sa femme étaient décrits comme des condamnés, l'affaire n'aurait aucune chance d'aboutir. Quelqu'un avait alors eu l'idée de les qualifier de nouveaux colons. C'était probablement un peu trop pour le juge Collins, et c'est sans doute lui qui fit rayer ces mots. Mais l'acte de procédure fut accepté. Collins n'a pas rejeté l'affaire et a convoqué le tribunal, avec un jury entièrement composé de soldats. Sinclair a été appelé à comparaître devant le tribunal. Bien que Collins fût peu enthousiaste à l'égard de l'affaire et que le jury fût composé de personnes envoyées en Australie pour garder des condamnés tels que les Cable, ces derniers ont gagné. Sinclair a contesté toute l'affaire au motif que les Cable étaient des criminels. Mais le verdict a été maintenu et il a dû payer quinze livres.

Pour parvenir à ce verdict, le juge Collins n'a pas appliqué le droit britannique ; il l'a ignoré. Il s'agissait du premier procès civil jugé en Australie. Le premier procès pénal aurait semblé tout aussi bizarre aux Britanniques. Un détenu a été reconnu coupable d'avoir volé le pain d'un autre détenu, d'une valeur de deux pence. À l'époque, une telle affaire n'aurait pas été portée devant les tribunaux, car les détenus n'étaient pas autorisés à posséder

rien. L'Australie n'était pas la Grande-Bretagne, et sa législation ne pouvait se limiter à celle de la Grande-Bretagne. L'Australie allait bientôt se démarquer de la Grande-Bretagne en matière de droit pénal et civil, ainsi que dans toute une série d'institutions économiques et politiques.

La colonie pénitentiaire de Nouvelle-Galles du Sud était initialement composée de condamnés et de leurs gardiens, principalement des soldats. Il y avait peu de « colons libres » en Australie jusqu'aux années 1820, et le transport des condamnés, bien qu'il ait cessé en Nouvelle-Galles du Sud en 1840, s'est poursuivi jusqu'en 1868 en Australie occidentale. Les condamnés devaient effectuer des « travaux obligatoires », qui n'étaient en réalité qu'une autre forme de travail forcé, et les gardiens avaient l'intention d'en tirer profit. Au départ, les condamnés n'étaient pas rémunérés. Ils ne recevaient que de la nourriture en échange de leur travail. Les gardiens conservaient ce qu'ils produisaient. Mais ce système, à l'instar de ceux expérimentés par la Virginia Company à Jamestown, ne fonctionnait pas très bien, car les condamnés n'étaient pas incités à travailler dur ou à bien faire leur travail. Ils étaient fouettés ou bannis sur l'île Norfolk, un territoire de seulement 34 km² situé à plus de 1 600 km à l'est de l'Australie, dans l'océan Pacifique. Mais comme ni l'exil ni les coups de fouet ne fonctionnaient, l'alternative consistait à leur donner des incitations. Ce n'était pas une idée naturelle pour les soldats et les gardiens. Les condamnés étaient des condamnés, et ils n'étaient pas censés vendre leur travail ou posséder des biens. Mais en Australie, il n'y avait personne d'autre pour faire le travail. Il y avait bien sûr les Aborigènes, peut-être jusqu'à un million au moment de la fondation de la Nouvelle-Galles du Sud. Mais ils étaient dispersés sur un vaste continent, et leur densité en Nouvelle-Galles du Sud était insuffisante pour créer une économie basée sur leur exploitation. Il n'y avait pas d'option latino-américaine en Australie. Les gardes se sont donc engagés dans une voie qui allait finalement conduire à la création d'institutions encore plus inclusives que celles de la Grande-Bretagne. Les condamnés se voyaient attribuer une série de tâches à accomplir, et s'ils avaient du temps libre, ils pouvaient travailler pour leur propre compte et vendre ce qu'ils produisaient.

Les gardiens ont également profité des nouvelles libertés économiques accordées aux détenus. La production a augmenté et les gardiens ont mis en place des monopoles pour vendre des marchandises aux détenus. Le plus lucratif d'entre eux concernait

rhum. À cette époque, la Nouvelle-Galles du Sud, comme les autres colonies britanniques, était dirigée par un gouverneur nommé par le gouvernement britannique. En 1806, la Grande-Bretagne nomma William Bligh, l'homme qui, dix-sept ans plus tôt, en 1789, avait été capitaine du H.M.S. *Bounty*, lors de la célèbre « mutinerie du *Bounty* ». Bligh était un disciplinaire strict, un trait de caractère qui, selon l' , était probablement en grande partie responsable de la mutinerie. Ses méthodes n'avaient pas changé et il s'attaqua immédiatement aux monopoles du rhum. Cela conduisit à une nouvelle mutinerie, cette fois-ci menée par les monopoles, sous la direction d'un ancien soldat, John Macarthur. Ces événements, connus sous le nom de « Rum Rebellion » (rébellion du rhum), conduisirent à nouveau Bligh à être maîtrisé par les rebelles, cette fois-ci sur terre plutôt qu'à bord du *Bounty*. Macarthur fit emprisonner Bligh. Les autorités britanniques envoyèrent alors davantage de soldats pour réprimer la rébellion. Macarthur fut arrêté et renvoyé en Grande-Bretagne. Mais il fut rapidement libéré et retourna en Australie où il joua un rôle majeur dans la politique et l'économie de la colonie.

Les racines de la rébellion du rhum étaient économiques. La stratégie consistant à offrir des incitations aux condamnés rapportait beaucoup d'argent à des hommes tels que Macarthur, qui arriva en Australie en tant que soldat dans le deuxième groupe de navires qui débarqua en 1790. En 1796, il démissionna de l'armée pour se concentrer sur les affaires. À cette époque, il possédait déjà ses premiers moutons et s'était rendu compte qu'il y avait beaucoup d'argent à gagner dans l'élevage ovin et l'exportation de laine. À l'intérieur des terres, derrière Sydney, se trouvaient les Blue Mountains, qui furent finalement franchies en 1813, révélant de vastes étendues de prairies ouvertes de l'autre côté. C'était le paradis des moutons. Macarthur devint rapidement l'homme le plus riche d'Australie, et lui et ses collègues magnats de l'élevage ovin furent surnommés les « squatters », car les terres sur lesquelles ils faisaient paître leurs moutons ne leur appartenaient pas. Elles appartenaient au gouvernement britannique. Mais au début, ce n'était qu'un détail. Les squatters formaient l'élite de l'Australie, ou plutôt la « squattocratie ».

Même avec une squattocratie, la Nouvelle-Galles du Sud ne ressemblait en rien aux régimes absolutistes d'Europe de l'Est ou des colonies sud-américaines. Il n'y avait pas de serfs comme en Autriche-Hongrie et en Russie, ni de grandes populations indigènes à exploiter comme au Mexique et au Pérou. Au contraire, la Nouvelle-Galles du Sud ressemblait à Jamestown, en Virginie,

: l'élite a finalement trouvé dans son intérêt de créer des institutions économiques nettement plus inclusives que celles de l'Autriche-Hongrie, de la Russie, du Mexique et du Pérou. Les condamnés constituaient la seule main-d'œuvre disponible, et la seule façon de les motiver était de les rémunérer pour le travail qu'ils effectuaient.

Les condamnés ont rapidement été autorisés à devenir entrepreneurs et à embaucher d'autres condamnés. Plus remarquable encore, ils ont même reçu des terres après avoir purgé leur peine, et tous leurs droits leur ont été rendus. Certains d'entre eux ont commencé à s'enrichir, même Henry Cable, qui était analphabète. En 1798, il était propriétaire d'un hôtel appelé le Ramping Horse et possédait également un magasin. Il acheta un navire et se lança dans le commerce des peaux de phoque. En 1809, il possédait au moins neuf fermes d'environ 470 acres, ainsi que plusieurs magasins et maisons à Sydney.

Le conflit suivant en Nouvelle-Galles du Sud opposera l'élite au reste de la société, composé de condamnés, d'anciens condamnés et de leurs familles. L'élite, dirigée par d'anciens gardes et soldats tels que Macarthur, comprend certains des colons libres qui ont été attirés par la colonie en raison de l'essor de l'économie lainière. La plupart des propriétés étaient encore entre les mains de l'élite, et les anciens condamnés et leurs descendants voulaient mettre fin à la déportation, avoir la possibilité d'être jugés par un jury composé de leurs pairs et avoir accès à des terres gratuites. L'élite ne voulait rien de tout cela. Sa principale préoccupation était d'établir un titre légal sur les terres qu'elle occupait. La situation était à nouveau similaire à celle qui s'était produite en Amérique du Nord plus de deux siècles auparavant. Comme nous l'avons vu au chapitre 1, les victoires des serviteurs sous contrat contre la Virginia Company ont été suivies par les luttes dans le Maryland et les Carolines. En Nouvelle-Galles du Sud, les rôles de Lord Baltimore et de Sir Anthony Ashley-Cooper ont été joués par Macarthur et les squatters. Le gouvernement britannique s'est à nouveau rangé du côté de l'élite, même s'il craignait également que Macarthur et les squatters ne soient un jour tentés de déclarer leur indépendance.

En 1819, le gouvernement britannique envoya John Bigge dans la colonie pour diriger une commission d'enquête sur les développements qui s'y déroulaient. Bigge fut choqué par les droits dont jouissaient les condamnés et surpris par la nature fondamentalement inclusive des institutions économiques

de cette colonie pénitentiaire. Il recommanda une refonte radicale : les condamnés ne pouvaient pas posséder de terres, personne ne devait plus être autorisé à payer des salaires aux condamnés, les grâces devaient être restreintes, les anciens condamnés ne devaient pas recevoir de terres et les punitions devaient être beaucoup plus sévères. Bigge considérait les squatters comme l'aristocratie naturelle de l'Australie et envisageait une société autocratique dominée par eux. Cela ne devait pas se produire.

Alors que Bigge tentait de revenir en arrière, les anciens détenus et leurs fils et filles réclamaient davantage de droits. Plus important encore, ils ont compris, comme aux États-Unis, que pour consolider pleinement leurs droits économiques et politiques, ils avaient besoin d'institutions politiques qui les incluraient dans le processus décisionnel. Ils ont exigé des élections auxquelles ils pourraient participer sur un pied d'égalité et des institutions et assemblées représentatives au sein desquelles ils pourraient occuper des s.

Les anciens condamnés et leurs fils et filles étaient menés par William Wentworth, écrivain, explorateur et journaliste haut en couleur. Wentworth était l'un des chefs de la première expédition qui traversa les Blue Mountains, ouvrant ainsi les vastes prairies aux squatters ; une ville située dans ces montagnes porte encore son nom. Il sympathisait avec les condamnés, peut-être à cause de son père, qui avait été accusé de vol sur la voie publique et avait dû accepter d'être déporté en Australie pour éviter un procès et une éventuelle condamnation. À cette époque, Wentworth était un fervent défenseur d'institutions politiques plus inclusives, d'une assemblée élue, d'un procès devant jury pour les anciens condamnés et leurs familles, et de la fin de la déportation vers la Nouvelle-Galles du Sud. Il fonda un journal, *l'Australian*, qui allait dès lors mener l'attaque contre les institutions politiques existantes. Macarthur n'aimait pas Wentworth et encore moins ce qu'il demandait. Il passa en revue la liste des partisans de Wentworth, les caractérisant comme suit :

> condamné à être pendu depuis son arrivée ici,
> fouetté à plusieurs reprises à l'arrière d'une
> charrette, un Juif londonien
> Un publicain juif récemment privé de sa licence

commissaire-priseur déporté pour avoir fait le
commerce d'esclaves souvent fouetté ici
fils de deux condamnés
escroc — criblé de dettes
aventurier américain
un avocat au caractère indigne
un étranger récemment échoué ici dans un magasin de
musique marié à la fille de deux condamnés
marié à une condamnée qui était autrefois danseuse de tambourin.

Cependant, l'opposition vigoureuse de Macarthur et des squatters ne parvint pas à endiguer la vague en Australie. La demande d'institutions représentatives était forte et ne pouvait être réprimée. Jusqu'en 1823, le gouverneur avait dirigé la Nouvelle-Galles du Sud plus ou moins seul. Cette année-là, ses pouvoirs furent limités par la création d'un conseil nommé par le gouvernement britannique. Au départ, les personnes nommées étaient issues des squatters et de l'élite non condamnée, dont Macarthur, mais cela ne pouvait pas durer. En 1831, le gouverneur Richard Bourke céda à la pression et autorisa pour la première fois les anciens condamnés à siéger dans les jurys. Les anciens condamnés et, en fait, de nombreux nouveaux colons libres souhaitaient également que le transport des condamnés depuis la Grande-Bretagne cesse, car cela créait une concurrence sur le marché du travail et faisait baisser les salaires. Les squatters appréciaient les bas salaires, mais ils ont perdu. En 1840, le transport vers la Nouvelle-Galles du Sud a été interrompu et, en 1842, un conseil législatif a été créé, dont les deux tiers des membres étaient élus (les autres étant nommés). Les anciens condamnés pouvaient se présenter aux élections et voter s'ils possédaient suffisamment de biens, ce que beaucoup ont fait.

Dans les années 1850, l'Australie avait introduit le suffrage universel pour les hommes blancs adultes. Les revendications des citoyens, des anciens condamnés et de leurs familles dépassaient désormais largement ce que William Wentworth avait initialement imaginé. En fait, à cette époque, il se rangeait du côté des conservateurs qui insistaient pour maintenir un Conseil législatif non élu. Mais tout comme Macarthur avant lui, Wentworth ne parvint pas à endiguer la vague en faveur d'institutions politiques plus inclusives. En 1856, l'État de Victoria, qui avait été séparé de la Nouvelle-Galles du Sud en 1851, et l'État de Tasmanie

, devinrent les premiers endroits au monde à introduire un scrutin secret efficace lors des élections, ce qui mit fin à l'achat de votes et à la coercition. Aujourd'hui encore, nous appelons « scrutin australien » la méthode standard permettant de garantir le secret du vote lors des élections.

Les conditions initiales à Sydney, en Nouvelle-Galles du Sud, étaient très similaires à celles qui prévalaient à Jamestown, en Virginie, 181 ans plus tôt, même si les colons de Jamestown étaient pour la plupart des travailleurs sous contrat plutôt que des condamnés. Dans les deux cas, les conditions initiales ne permettaient pas la création d'institutions coloniales extractives. Aucune des deux colonies ne disposait d'une population autochtone dense à exploiter, d'un accès facile à des métaux précieux tels que l'or ou l'argent, ni de sols et de cultures qui auraient rendu les plantations esclavagistes économiquement viables. Le commerce des esclaves était encore très actif dans les années 1780, et la Nouvelle-Galles du Sud aurait pu être peuplée d'esclaves si cela avait été rentable. Ce ne fut pas le cas. La Virginia Company, les soldats et les colons libres qui dirigeaient la Nouvelle-Galles du Sud ont cédé aux pressions, créant progressivement des institutions économiques inclusives qui se sont développées parallèlement à des institutions politiques inclusives. Cela s'est produit avec encore moins de difficultés en Nouvelle-Galles du Sud qu'en Virginie, et les tentatives ultérieures pour inverser cette tendance ont échoué.

L'AUSTRALIE, COMME LES ÉTATS-UNIS, a connu un parcours différent de celui de l'Angleterre en matière d'institutions inclusives. Les révolutions qui ont secoué l'Angleterre pendant la guerre civile puis la Glorieuse Révolution n'ont pas été nécessaires aux États-Unis ni en Australie en raison des circonstances très différentes dans lesquelles ces pays
ont été fondés — bien que cela ne signifie pas, bien sûr, que l'inclusion
Les institutions ont été mises en place sans conflit et, ce faisant, les États-Unis ont dû se débarrasser du colonialisme britannique. En Angleterre, il existait une longue histoire de régime absolutiste profondément enraciné, qui a nécessité une révolution pour être renversé. Aux États-Unis et en Australie, cela n'a pas été le cas. Bien que Lord Baltimore dans le Maryland et John Macarthur en Nouvelle-Galles du Sud aient pu aspirer à un tel rôle, ils n'ont pas réussi à établir une emprise suffisamment forte sur la société pour que leurs plans portent leurs fruits. Les institutions inclusives

mises en place aux États-Unis et en Australie ont permis à la révolution industrielle de se propager rapidement dans ces pays, qui ont commencé à s'enrichir. Des colonies telles que le Canada et la Nouvelle-Zélande ont suivi la voie empruntée par ces pays.

Il existait encore d'autres voies vers des institutions inclusives. Une grande partie de l'Europe occidentale a emprunté une troisième voie vers des institutions inclusives sous l'impulsion de la Révolution française, qui a renversé l'absolutisme en France, puis généré une série de conflits interétatiques qui ont propagé la réforme institutionnelle dans une grande partie de l'Europe occidentale. La conséquence économique de ces réformes a été l'émergence d'institutions économiques inclusives dans la plupart des pays d'Europe occidentale, la révolution industrielle et la croissance économique.

BRISER LES BARRIÈRES : LA RÉVOLUTION FRANÇAISE

Pendant les trois siècles qui ont précédé 1789, la France était gouvernée par une monarchie absolue. La société française était divisée en trois segments, appelés les ordres. Les aristocrates (la noblesse) constituaient le premier ordre, le clergé le deuxième ordre et tous les autres le troisième ordre. Les différents ordres étaient soumis à des lois différentes, et les deux premiers ordres jouissaient de droits dont le reste de la population était privé. La noblesse et le clergé ne payaient pas d'impôts, tandis que les citoyens devaient s'acquitter de plusieurs taxes différentes, comme on pouvait s'y attendre d'un régime largement extractif. En fait, non seulement l'Église était exonérée d'impôts, mais elle possédait également de vastes étendues de terres et pouvait imposer ses propres taxes aux paysans. Le monarque, la noblesse et le clergé menaient une vie luxueuse, tandis qu'une grande partie du tiers état vivait dans une pauvreté extrême. Différentes lois garantissaient non seulement une position économique très avantageuse à la noblesse et au clergé, mais leur conféraient également un pouvoir politique.

La vie dans les villes françaises du XVIIIe siècle était dure et malsaine. L'industrie manufacturière était réglementée par de puissantes guildes, qui généraient de bons revenus pour leurs membres, mais empêchaient les autres d'accéder à ces professions ou de créer de nouvelles entreprises. *L'Ancien Régime* était fier de sa continuité et de sa stabilité.

L'arrivée d'entrepreneurs et d'individus talentueux dans de nouveaux métiers créait une instabilité et n'était pas tolérée. Si la vie dans les villes était dure, celle dans les villages était probablement pire. Comme nous l'avons vu, à cette époque, la forme la plus extrême du servage, qui liait les gens à la terre et les obligeait à travailler pour les seigneurs féodaux et à leur payer des redevances, était en déclin depuis longtemps en France. Néanmoins, il existait des restrictions à la mobilité et une pléthore de redevances féodales que les paysans français étaient tenus de payer au monarque, à la noblesse et à l'Église.

Dans ce contexte, la Révolution française fut un événement radical. Le 4 août 1789, l'Assemblée nationale constituante modifia entièrement les lois françaises en proposant une nouvelle constitution. Le premier article stipulait :

> L'Assemblée nationale abolit complètement le système féodal. Elle décrète que, parmi les droits et redevances existants, tant féodaux que censuels, tous ceux qui trouvent leur origine dans le servage réel ou personnel ou qui le représentent sont abolis sans indemnité.

Son neuvième article poursuivait ainsi :

> Les privilèges pécuniaires, personnels ou réels, dans le paiement des impôts sont abolis à jamais. Les impôts seront prélevés sur tous les citoyens et sur tous les biens, de la même manière et sous la même forme. Des plans seront étudiés afin que les impôts soient payés proportionnellement par tous, même pour les six derniers mois de l'année en cours.

Ainsi, d'un seul coup, la Révolution française a aboli le système féodal et toutes les obligations et redevances qu'il impliquait, et elle a entièrement supprimé les exemptions fiscales de la noblesse et du clergé. Mais ce qui était peut-être le plus radical, voire impensable à l'époque, c'était l'article onzième, qui stipulait :

> Tous les citoyens, sans distinction de naissance, sont éligibles à toute fonction ou dignité, qu'elle soit ecclésiastique, civile ou militaire ; et aucune profession ne saurait impliquer de dérogation.

Il y avait donc désormais égalité devant la loi pour tous, non seulement dans la vie quotidienne et les affaires, mais aussi en politique. Les réformes de la Révolution se sont poursuivies après le 4 août. Elles ont ensuite aboli le pouvoir de l'Église de prélever des impôts spéciaux et ont transformé le clergé en employés de l'État. Parallèlement à la suppression des rôles politiques et sociaux rigides, les obstacles majeurs à l'activité économique ont été éliminés. Les corporations et toutes les restrictions professionnelles furent abolies, créant ainsi des conditions plus équitables dans les villes.

Ces réformes ont constitué un premier pas vers la fin du règne des monarques français absolutistes. Plusieurs décennies d'instabilité et de guerre ont suivi les déclarations du 4 août. Mais un pas irréversible a été franchi, loin de l'absolutisme et des institutions extractives, vers des institutions politiques et économiques inclusives. Ces changements ont été suivis d'autres réformes économiques et politiques, qui ont finalement abouti à la Troisième République en 1870, instaurant en France le type de système parlementaire que la Glorieuse Révolution avait mis en place en Angleterre. La Révolution française a engendré beaucoup de violence, de souffrances, d'instabilité et de guerres. Néanmoins, grâce à elle, les Français n'ont pas été piégés par des institutions extractives bloquant la croissance économique et la prospérité, comme ce fut le cas pour les régimes absolutistes d'Europe de l'Est tels que l'Autriche-Hongrie et la Russie.

Comment la monarchie absolue française en est-elle arrivée au bord de la révolution de 1789 ? Après tout, nous avons vu que de nombreux régimes absolutistes ont pu survivre pendant de longues périodes, même en pleine stagnation économique et en proie à des bouleversements sociaux. Comme dans la plupart des cas de révolutions et de changements radicaux, c'est une convergence de facteurs qui a ouvert la voie à la Révolution française, et ceux-ci étaient étroitement liés au fait que la Grande-Bretagne s'industrialisait rapidement. Et bien sûr, comme d'habitude, le cheminement fut aléatoire, car de nombreuses tentatives de stabilisation du régime par la monarchie échouèrent et la révolution s'avéra plus efficace pour changer les institutions

en France et ailleurs en Europe que beaucoup auraient pu l'imaginer en 1789.

De nombreuses lois et privilèges en France étaient des vestiges de l'époque médiévale. Non seulement ils favorisaient les premier et deuxième ordres par rapport à la majorité de la population, mais ils leur conféraient également des privilèges vis-à-vis de la Couronne. Louis XIV, le Roi Soleil, a régné sur la France pendant cinquante-quatre ans, de 1661 jusqu'à sa mort en 1715, bien qu'il soit monté sur le trône en 1643, à l'âge de cinq ans. Il consolida le pouvoir de la monarchie, poursuivant le processus vers un absolutisme accru qui avait commencé plusieurs siècles auparavant. De nombreux monarques consultaient souvent l'Assemblée des notables, composée d'aristocrates clés triés sur le volet par la Couronne. Bien que largement consultative, l'Assemblée exerçait néanmoins une légère contrainte sur le pouvoir du monarque. C'est pourquoi Louis XIV régna sans convoquer l'Assemblée. Sous son règne, la France connut une certaine croissance économique, notamment grâce à sa participation au commerce atlantique et colonial. Le talentueux ministre des Finances de Louis XIV, Jean-Baptiste Colbert, supervisa également le développement d'une industrie subventionnée et contrôlée par l'État, un type de croissance extractive. Cette croissance limitée a presque exclusivement profité aux premier et deuxième ordres. Louis XIV souhaitait également rationaliser le système fiscal français, car l'État avait souvent des difficultés à financer ses guerres fréquentes, sa grande armée permanente et la suite luxueuse, la consommation et les palais du roi. Son incapacité à taxer même la petite noblesse limitait considérablement ses revenus.

Bien que la croissance économique ait été faible, lorsque Louis XVIe monta sur le trône en 1774, la société avait néanmoins connu de grands changements. De plus, les problèmes financiers antérieurs s'étaient transformés en crise budgétaire, et la guerre de Sept Ans contre les Britanniques, entre 1756 et 1763, au cours de laquelle la France perdit le Canada, avait été particulièrement coûteuse. Plusieurs personnalités importantes ont tenté d'équilibrer le budget royal en restructurant la dette et en augmentant les impôts, parmi lesquelles Anne-Robert-Jacques Turgot, l'un des économistes les plus célèbres de l'époque, Jacques Necker, qui jouera également un rôle important après la Révolution, et Charles Alexandre de Calonne. Mais aucun d'entre eux n'y parvint. Calonne, dans le cadre de sa

stratégie, persuada Louis XVI de convoquer l'Assemblée des notables. Le roi et ses conseillers s'attendaient à ce que l'Assemblée approuve ses réformes, tout comme Charles Ier s'attendait à ce que le Parlement anglais accepte simplement de financer une armée pour combattre les Écossais lorsqu'il le convoqua en 1640. L'Assemblée prit une décision inattendue et décréta que seul un organe représentatif, les États généraux, pouvait approuver de telles réformes.

Les États généraux étaient une assemblée très différente de l'Assemblée des notables. Alors que cette dernière était composée de nobles, en grande partie choisis par la Couronne parmi les aristocrates les plus importants, les États généraux comprenaient des représentants des trois ordres. Ils avaient été convoqués pour la dernière fois en 1614. Lorsque les États généraux se réunirent en 1789 à Versailles, il apparut immédiatement qu'aucun accord ne pourrait être trouvé. Il existait des divergences irréconciliables, le Tiers État y voyant une occasion d'accroître son pouvoir politique et souhaitant obtenir davantage de voix aux États généraux, ce à quoi la noblesse et le clergé s'opposaient fermement. La réunion s'est terminée le 5 mai 1789 sans aucune résolution, à l'exception de la décision de convoquer un organe plus puissant, l'Assemblée nationale, ce qui a aggravé la crise politique. Le Tiers État, en particulier les marchands, les hommes d'affaires, les professionnels et les artisans, qui réclamaient tous plus de pouvoir, vit dans ces développements la preuve de son influence croissante. À l'Assemblée nationale, il exigea donc d'avoir encore plus son mot à dire dans les débats et de bénéficier de droits plus importants en général. Le soutien dont il bénéficiait dans les rues de tout le pays de la part de citoyens enhardis par ces développements conduisit à la reconstitution de l'Assemblée en Assemblée nationale constituante le 9 juillet.

Pendant ce temps, l'ambiance dans le pays, et surtout à Paris, devenait de plus en plus radicale. En réaction, les cercles conservateurs autour de Louis XVI le persuadèrent de limoger Necker, le ministre des Finances réformiste. Cela conduisit à une radicalisation accrue dans les rues. Le résultat fut la célèbre prise de la Bastille le 14 juillet 1789. À partir de ce moment, la révolution commença véritablement. Necker fut réintégré et le révolutionnaire marquis de Lafayette fut nommé à la tête de la Garde nationale de Paris.

Plus remarquable encore que la prise de la Bastille fut la dynamique de l'Assemblée nationale constituante qui, le 4 août 1789, forte de sa nouvelle confiance, adopta la nouvelle constitution, abolissant la féodalité et les privilèges spéciaux du premier et du deuxième ordre. Mais cette radicalisation conduisit à une fragmentation au sein de l'Assemblée, car les opinions divergeaient fortement sur la forme que devait prendre la société. La première étape fut la formation de clubs locaux, notamment le Club des Jacobins, radical, qui allait plus tard prendre le contrôle de la révolution. Dans le même temps, les nobles fuyaient le pays en grand nombre, formant ce qu'on appelle les émigrés. Beaucoup encourageaient également le roi à rompre avec l'Assemblée et à agir, soit seul, soit avec l'aide de puissances étrangères, telles que l'Autriche, pays natal de la reine Marie-Antoinette et où la plupart des émigrés avaient fui. Alors que de nombreux citoyens commençaient à percevoir une menace imminente contre les acquis de la révolution des deux dernières années, la radicalisation s'accéléra. L'Assemblée nationale constituante adopta la version finale de la Constitution le 29 septembre 1791, transformant la France en une monarchie constitutionnelle, avec l'égalité des droits pour tous les hommes, la suppression des obligations et des redevances féodales et la fin de toutes les restrictions commerciales imposées par les corporations. La France était toujours une monarchie, mais le roi n'avait désormais plus qu'un rôle mineur et, en fait, n'était même plus libre.

Mais la dynamique de la révolution fut alors irréversiblement modifiée par la guerre qui éclata en 1792 entre la France et la « première coalition », menée par l'Autriche. La guerre renforça la détermination et le radicalisme des révolutionnaires et des masses (les « *sans-culottes* », ainsi nommés parce qu'ils n'avaient pas les moyens de s'offrir le pantalon à la mode à l'époque). Ce processus aboutit à la période connue sous le nom de Terreur, sous le commandement de la faction jacobine dirigée par Robespierre et Saint-Just, déclenchée après les exécutions de Louis XVI et de Marie-Antoinette. Elle conduisit à l'exécution non seulement de nombreux aristocrates et contre-révolutionnaires, mais aussi de plusieurs figures majeures de la révolution, notamment les anciens leaders populaires Brissot, Danton et Desmoulins.

Mais la Terreur devint rapidement incontrôlable et prit finalement fin en juillet 1794 avec l'exécution de ses propres dirigeants, dont Robespierre et Saint-Just. S'ensuivit une période de relative stabilité, d'abord sous le Directoire, quelque peu inefficace, entre 1795 et 1799, puis sous un pouvoir plus concentré sous la forme d'un Consulat composé de trois personnes, Ducos, Sieyès et Napoléon Bonaparte. Déjà sous le Directoire, le jeune général Napoléon Bonaparte s'était illustré par ses succès militaires, et son influence ne fit que croître après 1799. Le Consulat devint rapidement le règne personnel de Napoléon.

Les années entre 1799 et la fin du règne de Napoléon, en 1815, ont été marquées par une série de grandes victoires militaires pour la France, notamment celles d'Austerlitz, d'Iéna-Auerstadt et de Wagram, qui ont mis l'Europe continentale à genoux. Elles ont également permis à Napoléon d'imposer sa volonté, ses réformes et son code juridique sur un vaste territoire. La chute de Napoléon après sa défaite finale en 1815 allait également entraîner une période de restrictions, de droits politiques plus limités et de restauration de la monarchie française sous Louis XVII. Mais tout cela ne fit que ralentir l'émergence ultime d'institutions politiques inclusives.

Les forces libérées par la révolution de 1789 mirent fin à l'absolutisme français et conduisirent inévitablement, bien que lentement, à l'émergence d'institutions inclusives. La France, ainsi que les régions d'Europe où les réformes révolutionnaires s'étaient exportées, prirent ainsi part au processus d'industrialisation déjà en cours au XIXe siècle.

EXPORTER LA RÉVOLUTION

À la veille de la Révolution française de 1789, les Juifs étaient soumis à de sévères restrictions dans toute l'Europe. Dans la ville allemande de Francfort, par exemple, leur vie était régie par des ordonnances énoncées dans un statut datant du Moyen Âge. Il ne pouvait y avoir plus de cinq cents familles juives à Francfort, et elles devaient toutes vivre dans une petite partie fortifiée de la ville, la Judengasse, le

ghetto juif. Ils ne pouvaient pas quitter le ghetto la nuit, le dimanche ou pendant les fêtes chrétiennes.

La Judengasse était incroyablement exiguë. Elle mesurait un quart de mile de long, mais pas plus de douze pieds de large, voire moins de dix pieds à certains endroits. Les Juifs vivaient sous le joug d'une répression et d'une réglementation constantes. Chaque année, deux nouvelles familles au maximum pouvaient être admises dans le ghetto, et douze couples juifs au maximum pouvaient se marier, à condition qu'ils soient tous deux âgés de plus de vingt-cinq ans. Les Juifs ne pouvaient pas cultiver la terre, ni faire le commerce d'armes, d'épices, de vin ou de céréales. Jusqu'en 1726, ils devaient porter des signes distinctifs, deux anneaux jaunes concentriques pour les hommes et un voile rayé pour les femmes. Tous les Juifs devaient payer un impôt spécial.

Au moment où la Révolution française éclata, un jeune homme d'affaires prospère, Mayer Amschel Rothschild, vivait dans la Judengasse de Francfort. Au début des années 1780, Rothschild s'était imposé comme le principal négociant en pièces de monnaie, métaux et antiquités de Francfort. Mais comme tous les Juifs de la ville, il ne pouvait pas ouvrir de commerce en dehors du ghetto ni même y vivre.

Tout cela allait bientôt changer. En 1791, l'Assemblée nationale française émancipa les Juifs de France. Les armées françaises occupaient désormais également la Rhénanie et émancipa les Juifs d'Allemagne occidentale. À Francfort, leur action fut plus brutale et peut-être quelque peu involontaire. En 1796, les Français bombardèrent Francfort, détruisant la moitié de la Judengasse. Environ deux mille Juifs se retrouvèrent sans abri et durent quitter le ghetto. Les Rothschild étaient parmi eux. Une fois hors du ghetto, et désormais libérés des innombrables réglementations qui les empêchaient d'entreprendre, ils purent saisir de nouvelles opportunités commerciales. Cela comprenait un contrat pour fournir du grain à l'armée autrichienne, ce qu'ils n'auraient pas été autorisés à faire auparavant.

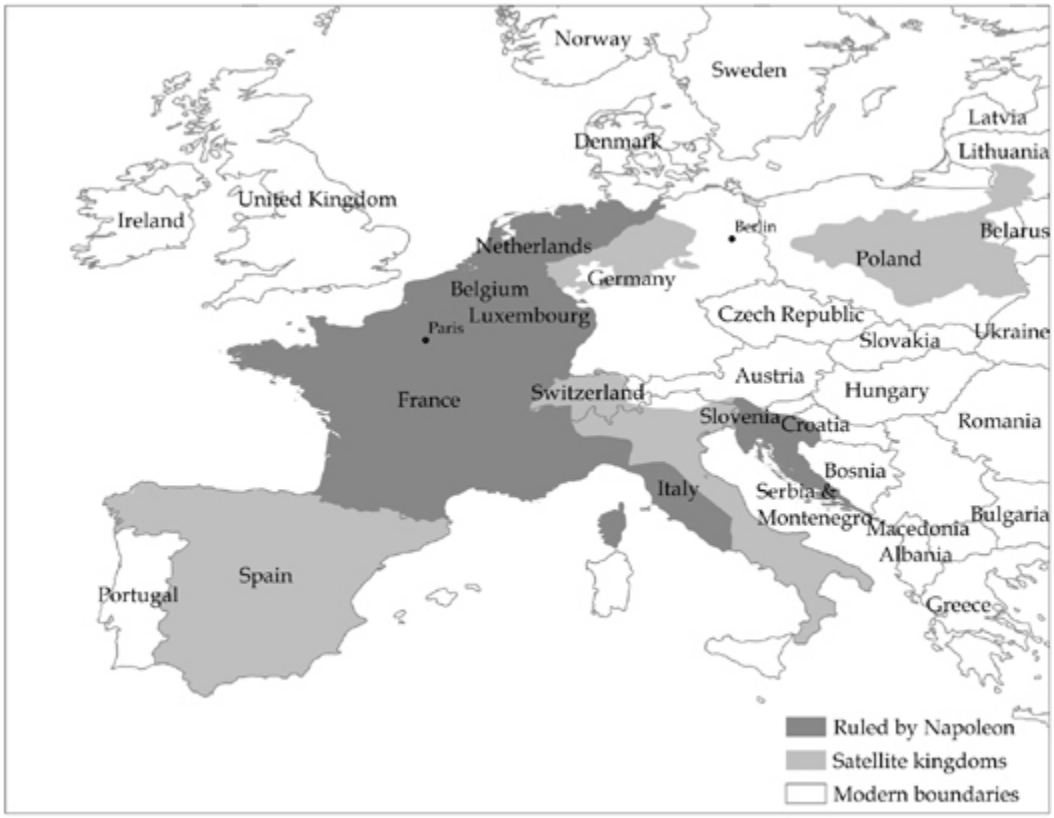
À la fin de la décennie, Rothschild était l'un des Juifs les plus riches de Francfort et déjà un homme d'affaires bien établi. L'émancipation complète dut attendre 1811 ; elle fut finalement mise en œuvre par Karl von Dalberg, qui avait été nommé grand-duc de Francfort lors de la réorganisation de l'Allemagne par Napoléon en 1806. Mayer Amschel dit à son fils : « Tu es désormais citoyen. »

Ces événements ne mirent pas fin à la lutte pour l'émancipation des Juifs, car il y eut par la suite des revers, notamment lors du Congrès de Vienne de 1815, qui établit le règlement politique post-napoléonien. Mais il n'était plus question pour les Rothschild de retourner dans le ghetto. Mayer Amschel et ses fils allaient bientôt posséder la plus grande banque de l'Europe du XIXe siècle, avec des succursales à Francfort, Londres, Paris, Naples et Vienne.

Ce n'était pas un événement isolé. D'abord les armées révolutionnaires françaises, puis Napoléon envahirent une grande partie de l'Europe continentale, et dans presque toutes les régions qu'ils envahirent, les institutions existantes étaient des vestiges de l'époque médiévale, donnant du pouvoir aux rois, aux princes et à la noblesse et restreignant le commerce tant dans les villes que dans les campagnes. Le servage et le féodalisme étaient beaucoup plus importants dans bon nombre de ces régions qu'en France même. En Europe de l'Est, y compris en Prusse et dans la partie hongroise de l'Autriche-Hongrie, les serfs étaient liés à la terre. En Occident, cette forme stricte de servage avait déjà disparu, mais les paysans devaient aux seigneurs féodaux divers droits seigneuriaux, impôts et obligations de travail. Par exemple, dans la communauté politique de Nassau-Usingen, les paysans étaient soumis à 230 paiements, redevances et services différents. Parmi les redevances, il y en avait une qui devait être payée après l'abattage d'un animal, appelée la dîme du sang ; il y avait également une dîme des abeilles et une dîme de la cire. Si un bien immobilier était acheté ou vendu, le seigneur avait droit à des frais. Les corporations qui régissaient toutes sortes d'activités économiques dans les villes étaient également généralement plus puissantes dans ces régions qu'en France. Dans les villes allemandes occidentales de Cologne et d'Aix-la-Chapelle, l'adoption des machines à filer et à tisser les textiles a été bloquée par les corporations. De nombreuses villes, de Berne en Suisse à Florence en Italie, étaient contrôlées par quelques familles.

Les leaders de la Révolution française, puis Napoléon, ont exporté la révolution vers ces contrées, détruisant l'absolutisme, mettant fin aux relations féodales, abolissant les corporations et imposant l'égalité devant la loi, notion fondamentale de l'État de droit, que nous aborderons plus en détail dans le chapitre suivant. La Révolution française a ainsi préparé non seulement la France, mais aussi une grande partie du reste de l'Europe à l'instauration d'institutions inclusives et à la croissance économique que celles-ci allaient stimuler.

Comme nous l'avons vu, alarmées par les événements en France, plusieurs puissances européennes se sont organisées autour de l'Autriche en 1792 pour attaquer la France, officiellement pour libérer le roi Louis XVI, mais en réalité pour écraser la Révolution française. On s'attendait à ce que les armées improvisées mises sur pied par la révolution s'effondrent rapidement. Mais après quelques défaites initiales, les armées de la nouvelle République française ont remporté la victoire dans une guerre initialement défensive. Il y avait de sérieux problèmes d'organisation à surmonter. Mais les Français avaient une longueur d'avance sur les autres pays grâce à une innovation majeure : la conscription de masse. Introduite en août 1793, la conscription de masse a permis aux Français de mettre sur pied de grandes armées et de développer un avantage militaire frôlant la suprématie, avant même que les célèbres talents militaires de Napoléon n'entrent en scène.



Map 17: Napoleon's empire

Les premiers succès militaires encouragèrent les dirigeants de la République à étendre les frontières de la France, dans le but de créer une zone tampon efficace entre la nouvelle république et les monarques hostiles de Prusse

et de l'Autriche. Les Français s'emparèrent rapidement des Pays-Bas autrichiens et des Provinces-Unies, qui correspondent essentiellement à la Belgique et aux Pays-Bas actuels. Les Français prirent également le contrôle d'une grande partie de la Suisse actuelle. Dans ces trois régions, les Français exercèrent un contrôle fort tout au long des années 1790.

L'Allemagne fut initialement très disputée. Mais en 1795, les Français contrôlaient fermement la Rhénanie, la partie occidentale de l'Allemagne située sur la rive gauche du Rhin. Les Prussiens furent contraints de reconnaître ce fait dans le traité de Bâle. Entre 1795 et 1802, les Français conservèrent la Rhénanie, mais aucune autre partie de l'Allemagne. En 1802, la Rhénanie fut officiellement incorporée à la France.

L'Italie resta le principal théâtre de guerre dans la seconde moitié des années 1790, avec les Autrichiens comme adversaires. La Savoie fut annexée par la France en 1792, et une impasse fut atteinte jusqu'à l'invasion de Napoléon en avril 1796. Lors de sa première grande campagne continentale, au début de 1797, Napoléon avait conquis presque toutes les nord de l' Italie,à l'exceptionVenise, qui fut prise par les Autrichiens. Le traité de Campo Formio, signé avec les Autrichiens en octobre 1797, mit fin à la guerre de la Première Coalition et reconnut un certain nombre de républiques contrôlées par la France en nord de l' Italie. Cependant, le français ont continué étendre leur contrôle sur l'Italie même après ce traité, envahissant les États pontificaux et établissant la République romaine en mars 1798. En janvier 1799, Naples fut conquise et la République parthénopéenne fut créée. À l'exception de Venise, qui resta autrichienne, les Français contrôlaient désormais toute la péninsule italienne, soit directement, comme dans le cas de la Savoie, soit par l'intermédiaire d'États satellites, tels que les républiques cisalpine, ligure, romaine et parthénopéenne. Il y eut d'autres va-et-vient dans la guerre de la deuxième coalition, entre 1798 et 1801, mais celle-ci s'est terminée par le maintien du contrôle français. Les armées révolutionnaires françaises ont rapidement entrepris un processus de réforme radical dans les territoires qu'elles avaient conquis, abolissant les vestiges du servage et des relations foncières féodales et imposant l'égalité devant la loi. Le clergé a été dépouillé de son statut et de ses pouvoirs spéciaux, et les guildes dans les zones urbaines ont été supprimées ou, à tout le moins, considérablement

affaiblis. Cela s'est produit dans les Pays-Bas autrichiens immédiatement après l'invasion française en 1795 et dans les Provinces-Unies, où les Français ont fondé la République batave, avec des institutions politiques très similaires à celles de la France. En Suisse, la situation était similaire : les guildes, les seigneurs féodaux et l'Église ont été vaincus, les privilèges féodaux supprimés, et les guildes abolies et expropriées.

Ce qui avait été commencé par les armées révolutionnaires françaises fut poursuivi, sous une forme ou une autre, par Napoléon. Napoléon était avant tout intéressé par l'établissement d'un contrôle ferme sur les territoires qu'il avait conquis. Cela impliquait parfois de conclure des accords avec les élites locales ou de confier le pouvoir à sa famille et à ses associés, comme lors de son bref contrôle de l'Espagne et de la Pologne. Mais Napoléon avait également un désir sincère de poursuivre et d'approfondir les réformes de la révolution. Plus important encore, il codifia le droit romain et les idées d'égalité devant la loi dans un système juridique qui devint connu sous le nom de Code Napoléon. Napoléon considérait ce code comme son plus grand héritage et souhaitait l'imposer dans tous les territoires qu'il contrôlait.

Bien sûr, les réformes imposées par la Révolution française et Napoléon n'étaient pas irréversibles. Dans certaines régions, comme à Hanovre, en Allemagne, les anciennes élites ont été rétablies peu après la chute de Napoléon et une grande partie des acquis français ont été définitivement perdus. Mais dans de nombreux autres endroits, la féodalité, les corporations et la noblesse ont été définitivement détruites ou affaiblies. Par exemple, même après le départ des Français, le Code Napoléon est resté en vigueur dans de nombreux cas.

Dans l'ensemble, les armées françaises ont causé beaucoup de souffrances en Europe, mais elles ont également radicalement changé la donne. Dans une grande partie de l'Europe, les relations féodales, le pouvoir des guildes, le contrôle absolutiste des monarques et des princes, l'emprise du clergé sur le pouvoir économique, social et politique, et les fondements de *l'Ancien Régime*, qui traitait différemment les personnes en fonction de leur statut social, ont disparu. Ces changements ont donné naissance à des institutions économiques inclusives qui ont ensuite permis à l'industrialisation de s'implanter dans ces régions. Au milieu du XIXe siècle, l'industrialisation était en plein essor dans presque tous les territoires contrôlés par la France, alors que dans des pays comme l'Autriche-Hongrie et la Russie,

que les Français n'ont pas conquise, ou la Pologne et l'Espagne, où la présence française était temporaire et limitée, étaient encore largement stagnantes.

À LA RECHERCHE DE LA MODERNITÉ

À l'automne 1867, Ōkubo Toshimichi, un courtisan influent du domaine féodal japonais de Satsuma, quitta la capitale Edo, aujourd'hui Tokyo, pour se rendre dans la ville régionale de Yamaguchi. Le 14 octobre, il rencontra les dirigeants du domaine de Chōshū. Il leur fit une proposition simple : ils uniront leurs forces, marcheront avec leurs armées sur Edo et renverseront le shogun, le dirigeant du Japon. À cette époque, Ōkubo Toshimichi avait déjà rallié à sa cause les dirigeants des domaines de Tosa et d'Aki. Une fois que les dirigeants du puissant Chōshū eurent donné leur accord, une alliance secrète, la Satcho Alliance, fut formée.

En 1868, le Japon était un pays économiquement sous-développé, contrôlé depuis 1600 par la famille Tokugawa, dont le chef avait pris le titre de shogun (commandant) en 1603. L'empereur japonais était mis à l'écart et n'avait plus qu'un rôle purement cérémoniel. Les shoguns Tokugawa étaient les membres dominants d'une classe de seigneurs féodaux qui gouvernaient et taxaient leurs propres domaines, parmi lesquels ceux de Satsuma, dirigés par la famille Shimazu. Ces seigneurs, avec leurs vassaux militaires, les célèbres samouraïs, dirigeaient une société similaire à celle de l'Europe médiévale, avec des catégories professionnelles strictes, des restrictions commerciales et des taux d'imposition élevés pour les agriculteurs. Le shogun régnait depuis Edo, où il monopolisait et contrôlait le commerce extérieur et interdisait l'entrée des étrangers dans le pays. Les institutions politiques et économiques étaient extractives, et le Japon était pauvre.

Mais la domination du shogun n'était pas totale. Même lorsque la famille Tokugawa prit le contrôle du pays en 1600, elle ne parvint pas à contrôler tout le monde. Dans le sud du pays, le domaine de Satsuma restait assez autonome et était même autorisé à commercer indépendamment avec le monde extérieur par l'intermédiaire des îles Ryūkyū. C'est dans la capitale de Satsuma, Kagoshima, qu'Ōkubo Toshimichi est né en 1830. Fils d'un samouraï, il devint lui aussi

samouraï. Son talent fut rapidement repéré par Shimazu Nariakira, le seigneur de Satsuma, qui le promut rapidement dans la bureaucratie. À l'époque, Shimazu Nariakira avait déjà élaboré un plan visant à renverser le shogun à l'aide des troupes de Satsuma. Il souhaitait développer le commerce avec l'Asie et l'Europe, abolir les anciennes institutions économiques féodales et construire un État moderne au Japon. Son projet naissant fut interrompu par sa mort en 1858. Son successeur, Shimazu Hisamitsu, se montra plus prudent, du moins au début.

Ōkubo Toshimichi était désormais de plus en plus convaincu que le Japon devait renverser le shogunat féodal, et il finit par convaincre Shimazu Hisamitsu. Afin de rallier le soutien à leur cause, ils la présentèrent comme une révolte contre la mise à l'écart de l'empereur. Le traité (que Ōkubo Toshimichi avait déjà signé avec le domaine de Tosa) affirmait qu'« un pays ne peut avoir deux monarques, une maison ne peut avoir deux maîtres ; le gouvernement revient à un seul souverain ». Mais l'intention réelle n'était pas simplement de restaurer le pouvoir de l'empereur, mais de changer complètement les institutions politiques et économiques. Du côté de Tosa, l'un des signataires du traité était Sakamoto Ryūma. Alors que Satsuma et Chōshū mobilisaient leurs armées, Sakamoto Ryūma présenta au shogun un plan en huit points, l'exhortant à démissionner pour éviter la guerre civile. Ce plan était radical et, bien que la clause 1 stipulait que « le pouvoir politique du pays devait être rendu à la Cour impériale et que tous les décrets devaient être émis par la Cour », il allait bien au-delà de la simple restauration de l'empereur. Les clauses 2, 3, 4 et 5 stipulaient :

2. Deux organes législatifs, une chambre haute et une chambre basse, devraient être créés, et toutes les mesures gouvernementales devraient être décidées sur la base de l'opinion générale.
3. Les hommes compétents parmi les seigneurs, les nobles et le peuple en général devraient être employés comme conseillers, et les o ces traditionnelles du passé qui ont perdu leur raison d'être devraient être abolies.
4. Les affaires étrangères devraient être menées conformément à des réglementations appropriées élaborées sur la base de l'opinion générale

opinion.

5. La législation et les réglementations antérieures devraient être mises de côté et un nouveau code adéquat devrait être choisi.

Le shogun Yoshinobu accepta de démissionner et, le 3 janvier 1868, la restauration Meiji fut proclamée ; l'empereur Kōmei et, un mois plus tard après la mort de Kōmei, son fils Meiji furent rétablis dans leurs fonctions. Bien que les forces de Satsuma et de Chōshū occupaient désormais Edo et la capitale impériale Kyōto, elles craignaient que les Tokugawa ne tentent de reprendre le pouvoir et de rétablir le shogunat. (Ōkubo Toshimichi voulait que les Tokugawa soient écrasés à jamais. Il persuada l'empereur d'abolir le domaine Tokugawa et de confisquer leurs terres. Le 27 janvier, l'ancien shogun Yoshinobu attaqua les forces de Satsuma et Chōshū, et une guerre civile éclata ; elle fit rage jusqu'à l'été, lorsque les Tokugawa furent finalement vaincus.

Après la restauration Meiji, le Japon a connu un processus de réformes institutionnelles transformatrices. En 1869, le féodalisme a été aboli et les trois cents fiefs ont été cédés au gouvernement et transformés en préfectures, sous le contrôle d'un gouverneur nommé. La fiscalité a été centralisée et un État bureaucratique moderne a remplacé l'ancien État féodal. En 1869, l'égalité de toutes les classes sociales devant la loi a été introduite et les restrictions sur la migration interne et le commerce ont été abolies. La classe des samouraïs a été abolie, non sans avoir dû réprimer certaines rébellions. Les droits de propriété individuelle sur la terre ont été introduits et les gens ont obtenu la liberté d'exercer n'importe quel métier. L'État s'impliqua fortement dans la construction d'infrastructures. Contrairement à l'attitude des régimes absolutistes à l'égard des chemins de fer, le régime japonais créa en 1869 une ligne de bateaux à vapeur entre Tokyo et Osaka et construisit la première ligne de chemin de fer entre Tokyo et Yokohama. Il commença également à développer une industrie manufacturière, et Ōkubo Toshimichi, en tant que ministre des Finances, supervisa le début d'un effort concerté d'industrialisation. Le seigneur du domaine de Satsuma avait été un pionnier en la matière, construisant des usines de poterie, de canons et de fil de coton et important des machines textiles anglaises pour créer le

première filature de coton moderne au Japon en 1861. Il construisit également deux chantiers navals modernes. En 1890, le Japon fut le premier pays asiatique à adopter une constitution écrite et créa une monarchie constitutionnelle avec un parlement élu, la Diète, et un pouvoir judiciaire indépendant. Ces changements furent des facteurs décisifs qui permirent au Japon d'être le principal bénéficiaire de la révolution industrielle en Asie.

AU MILIEU DU XIXe SIÈCLE, la Chine et le Japon étaient tous deux des nations pauvres, languissant sous des régimes absolutistes. Le régime absolutiste chinois se méfiait du changement depuis des siècles. Bien qu'il y eût de nombreuses similitudes entre la Chine et le Japon, le shogunat Tokugawa avait également interdit le commerce extérieur dans le XVIIe siècle, comme l'avaient fait les empereurs chinois auparavant, et s'opposaient à
changements économiques et politiques, il existait également des différences politiques notables. La Chine était un empire bureaucratique centralisé dirigé par un empereur absolu. Le pouvoir de l'empereur était certes soumis à certaines contraintes, dont la plus importante était la menace de rébellion. Entre 1850 et 1864, tout le sud de la Chine a été ravagé par la rébellion des Taiping, qui a fait des millions de morts, soit dans les combats, soit à cause de la famine. Mais l'opposition à l'empereur n'était pas institutionnalisée.

La structure des institutions politiques japonaises était différente. Le shogunat avait écarté l'empereur, mais comme nous l'avons vu, le pouvoir des Tokugawa n'était pas absolu, et des domaines tels que celui des Satsumas conservaient leur indépendance, voire la capacité de mener leur propre commerce extérieur.

Comme pour la France, l'une des conséquences importantes de la révolution industrielle britannique pour la Chine et le Japon fut leur vulnérabilité militaire. La Chine fut humiliée par la puissance navale britannique lors de la première guerre de l'opium, entre 1839 et 1842, et la même menace devint bien réelle pour les Japonais lorsque les navires de guerre américains, commandés par le commodore Matthew Perry, entrèrent dans la baie d'Edo en 1853. Le fait que le retard économique entraînait un retard militaire a contribué à motiver Shimazu Nariakira à renverser le shogunat et à mettre en œuvre les changements qui ont finalement conduit à la

Restauration Meiji. Les dirigeants du domaine de Satsuma ont compris que la croissance économique, voire la survie du Japon, ne pouvait être assurée que par des réformes institutionnelles, mais le shogun s'y opposait car son pouvoir était lié à l'ensemble des institutions existantes. Pour imposer des réformes, il fallait renverser le shogun, ce qui fut fait. La situation était similaire en Chine, mais les institutions politiques initiales différentes rendaient beaucoup plus difficile le renversement de l'empereur, ce qui ne se produisit qu'en 1911. Au lieu de réformer les institutions, les Chinois tentèrent de rivaliser militairement avec les Britanniques en important des armes modernes. Les Japonais construisirent leur propre industrie d'armement.

En raison de ces différences initiales, chaque pays a réagi différemment aux défis du XIXe siècle, et le Japon et la Chine ont pris des chemins radicalement différents face au tournant décisif que représentait la révolution industrielle. Alors que les institutions japonaises se transformaient et que l'économie s'engageait sur la voie d'une croissance rapide, en Chine, les forces poussant au changement institutionnel n'étaient pas assez fortes, et les institutions extractives ont persisté sans changement notable jusqu'à ce qu'elles prennent un tournant dramatique avec la révolution communiste de Mao en 1949.

LES RACINES DE L'INÉGALITÉ MONDIALE

Ce chapitre et les trois précédents ont raconté comment des institutions économiques et politiques inclusives ont vu le jour en Angleterre pour rendre possible la révolution industrielle, et pourquoi certains pays ont tiré profit de cette révolution et se sont engagés sur la voie de la croissance, tandis que d'autres ne l'ont pas fait ou ont même refusé catégoriquement de laisser l'industrialisation s'amorcer. Le fait qu'un pays se soit lancé ou non dans l'industrialisation dépendait en grande partie de ses institutions. Les États-Unis, qui ont connu une transformation similaire à la Glorieuse Révolution anglaise, avaient déjà développé leur propre modèle d'institutions politiques et économiques inclusives à la fin du XVIIIe siècle. Ils sont ainsi devenus la première nation à exploiter les nouvelles technologies provenant des îles britanniques, et ont rapidement

dépasser la Grande-Bretagne et devenir le précurseur de l'industrialisation et du changement technologique. L'Australie a suivi une voie similaire vers des institutions inclusives, même si cela s'est fait un peu plus tard et de manière moins remarquée. Ses citoyens, tout comme ceux d'Angleterre et des États-Unis, ont dû se battre pour obtenir des institutions inclusives. Une fois celles-ci mises en place, l'Australie a pu lancer son propre processus de croissance économique. L'Australie et les États-Unis ont pu s'industrialiser et connaître une croissance rapide parce que leurs institutions relativement inclusives n'ont pas bloqué les nouvelles technologies, l'innovation ou la destruction créatrice.

Ce n'était pas le cas dans la plupart des autres colonies européennes. Leur dynamique était tout à fait opposée à celle de l'Australie et des États-Unis. L'absence de population indigène ou de ressources à exploiter a fait du colonialisme en Australie et aux États-Unis une expérience très différente, même si leurs citoyens ont dû lutter avec acharnement pour obtenir leurs droits politiques et des institutions inclusives. Aux Moluques, comme dans de nombreux autres endroits colonisés par les Européens en Asie, dans les Caraïbes et en Amérique du Sud, les citoyens avaient peu de chances de remporter un tel combat. Dans ces endroits, les colons européens ont imposé un nouveau type d'institutions extractives, ou ont pris le contrôle des institutions extractives qu'ils ont trouvées, afin de pouvoir extraire des ressources précieuses, allant des épices et du sucre à l'argent et à l'or. Dans nombre de ces endroits, ils ont mis en œuvre une série de changements institutionnels qui rendaient très improbable l'émergence d'institutions inclusives. Dans certains d'entre eux, ils ont explicitement réprimé toute industrie naissante ou toute institution économique inclusive existante. La plupart de ces endroits n'étaient pas en mesure de tirer profit de l'industrialisation au XIXe siècle, ni même au XXe siècle.

La dynamique dans le reste de l'Europe était également très différente de celle observée en Australie et aux États-Unis. Alors que la révolution industrielle s'accélérait en Grande-Bretagne à la fin du XVIIIe siècle, la plupart des pays européens étaient gouvernés par des régimes absolutistes, contrôlés par des monarques et des aristocraties dont la principale source de revenus provenait de leurs propriétés foncières ou des privilèges commerciaux dont ils bénéficiaient grâce à des barrières à l'entrée prohibitives. La destruction créatrice qui allait résulter du processus d'industrialisation allait éroder les profits commerciaux des dirigeants et détourner

les ressources et la main-d'œuvre de leurs terres. Les aristocraties seraient les perdantes économiques de l'industrialisation. Plus important encore, elles seraient également les perdantes politiques, car le processus d'industrialisation créerait sans aucun doute une instabilité et des défis politiques à leur monopole du pouvoir politique.

Mais les transitions institutionnelles en Grande-Bretagne et la révolution industrielle ont créé de nouvelles opportunités et de nouveaux défis pour les États européens. Bien que l'absolutisme ait régné en Europe occidentale, la région avait également connu une grande partie de la dérive institutionnelle qui avait touché la Grande-Bretagne au cours du millénaire précédent. Mais la situation était très différente en Europe de l'Est, dans l'Empire ottoman et en Chine. Ces différences ont eu une incidence sur la diffusion de l'industrialisation. Tout comme la peste noire ou l'essor du commerce atlantique, le tournant décisif créé par l'industrialisation a intensifié le conflit omniprésent autour des institutions dans de nombreux pays européens. La Révolution française de 1789 a joué un rôle majeur à cet égard. La fin de l'absolutisme en France a ouvert la voie à des institutions inclusives, et les Français se sont finalement lancés dans l'industrialisation et une croissance économique rapide. En réalité, la Révolution française a fait plus que cela. Elle a exporté ses institutions en envahissant et en réformant de force les institutions extractives de plusieurs pays voisins. Elle a ainsi ouvert la voie à l'industrialisation non seulement en France, mais aussi en Belgique, aux Pays-Bas, en Suisse et dans certaines régions d'Allemagne et d'Italie. Plus à l'est, la réaction a été similaire à celle qui a suivi la peste noire, lorsque, loin de s'effondrer, le féodalisme s'est intensifié. L'Autriche-Hongrie, la Russie et l'Empire ottoman ont pris encore plus de retard sur le plan économique, mais leurs monarchies absolutistes ont réussi à se maintenir jusqu'à la Première Guerre mondiale.

Ailleurs dans le monde, l'absolutisme était aussi résistant qu'en Europe de l'Est. Cela était particulièrement vrai en Chine, où la transition Ming-Qing a conduit à la création d'un État engagé dans la construction d'une société agraire stable et hostile au commerce international. Mais il existait également des différences institutionnelles importantes en Asie. Si la Chine a réagi à la révolution industrielle comme l'Europe de l'Est, le Japon a réagi de la même manière que l'Europe occidentale. Tout comme en France, il a fallu une révolution pour changer le système, cette fois-ci menée par les seigneurs rebelles

des domaines de Satsuma, Chōshū, Tosa et Aki. Ces seigneurs renversèrent le shogun, créèrent la restauration Meiji et engagèrent le Japon sur la voie des réformes institutionnelles et de la croissance économique.

Nous avons également constaté que l'absolutisme était résistant dans une Éthiopie isolée. Ailleurs sur le continent, la même force du commerce international qui a contribué à transformer les institutions anglaises au XVIIe siècle a enfermé une grande partie de l'Afrique occidentale et centrale dans des institutions hautement extractives via la traite des esclaves. Cela a détruit des sociétés dans certains endroits et conduit à la création d'États esclavagistes extractifs dans d'autres.

La dynamique institutionnelle que nous avons décrite a finalement déterminé quels pays ont su tirer parti des opportunités majeures qui se sont présentées à partir du XIXe siècle et lesquels n'y sont pas parvenus. Les racines des inégalités mondiales que nous observons aujourd'hui se trouvent dans cette divergence. À quelques exceptions près, les pays riches d'aujourd'hui sont ceux qui se sont lancés dans le processus d'industrialisation et de changement technologique à partir du XIXe siècle, et les pays pauvres sont ceux qui ne l'ont pas fait.

11.

LE CERCLE VERTUEUX

LA LOI BLACK

Le château de Windsor, situé juste à l'ouest de Londres, est l'une des plus grandes résidences royales d'Angleterre. Au début du XVIIIe siècle, le château était entouré d'une grande forêt peuplée de cerfs, dont il ne reste aujourd'hui que peu de traces. En 1722, l'un des gardes forestiers, Baptist Nunn, fut impliqué dans un violent conflit. Le 27 juin, il écrivit :

> Des Noirs sont venus pendant la nuit et m'ont tiré dessus à trois reprises, deux balles ont atteint la fenêtre de ma chambre et [j'ai] accepté de leur verser cinq guinées à Crowthorne le 30.

Une autre entrée du journal de Nunn disait : « Une nouvelle surprise. L'un d'eux est apparu déguisé avec un message de destruction. »

Qui étaient ces mystérieux « Blacks » qui proféraient des menaces, tiraient sur Nunn et exigeaient de l'argent ? Les Blacks étaient des groupes d'hommes locaux qui se « noircissaient » le visage pour dissimuler leur apparence la nuit. Ils étaient très présents dans le sud de l'Angleterre à cette époque, tuant et mutilant des cerfs et d'autres animaux, incendiant des meules de foin et des granges, et détruisant des clôtures et des étangs piscicoles. À première vue, il s'agissait d'actes de pure anarchie, mais ce n'était pas le cas. La chasse illégale (braconnage) de cerfs sur les terres appartenant au roi ou à d'autres membres de l'aristocratie existait depuis longtemps. Dans les années 1640, pendant la guerre civile, toute la population de cerfs du château de Windsor a été tuée. Après la Restauration en 1660, lorsque Charles II est monté sur le trône, le parc à cerfs a été repeuplé. Mais les Blacks ne braconnaient pas seulement les cerfs pour les manger, ils se livraient également à des destructions gratuites. Dans quel but ?

L'un des éléments essentiels de la Glorieuse Révolution de 1688 était la pluralité des intérêts représentés au Parlement. Aucun des marchands, industriels, gentilshommes ou aristocrates alliés à Guillaume d'Orange, puis aux monarques hanovriens qui succédèrent à la reine Anne en 1714, n'était assez puissant pour imposer unilatéralement sa volonté.

Les tentatives visant à rétablir la monarchie Stuart se sont poursuivies pendant une grande partie du XVIIIe siècle. Après la mort de Jacques II en 1701, son fils, Jacques François Édouard Stuart, dit « le Vieux Prétendant », a été reconnu comme l'héritier légitime de la couronne d'Angleterre par la France, l'Espagne, le pape et les partisans de la monarchie Stuart en Angleterre et en Écosse, appelés les Jacobites. En 1708, le Vieux Prétendant tenta de reprendre le trône avec le soutien des troupes françaises, mais sans succès. Au cours des décennies suivantes, plusieurs révoltes jacobites éclatèrent, dont les plus importantes en 1715 et 1719. En 1745-1746, le fils du Vieux Prétendant, Charles Édouard Stuart, le « Jeune Prétendant », tenta de reprendre le trône, mais ses forces furent vaincues par l'armée britannique.

Le parti politique whig, qui, comme nous l'avons vu (cette page – cette page), a été fondé dans les années 1670 pour représenter les nouveaux intérêts commerciaux et économiques, a été la principale organisation à l'origine de la Glorieuse Révolution, et les whigs ont dominé le Parlement de 1714 à 1760. Une fois au pouvoir, ils ont été tentés d'utiliser leur nouvelle position pour bafouer les droits d'autrui, afin d'avoir le beurre et l'argent du beurre. Ils n'étaient pas différents des rois Stuart, mais leur pouvoir était loin d'être absolu. Il était limité à la fois par des groupes rivaux au Parlement, en particulier le parti Tory qui s'était formé pour s'opposer aux Whigs, et par les institutions mêmes qu'ils avaient lutté pour mettre en place afin de renforcer le Parlement et d'empêcher l'émergence d'un nouvel absolutisme et le retour des Stuart. La nature pluraliste de la société issue de la Glorieuse Révolution signifiait également que la population dans son ensemble, même ceux qui n'étaient pas officiellement représentés au Parlement, avait été autonomisée, et le « blacking » était précisément une réponse du peuple à la perception que les Whigs exploitaient leur position.

Le cas de William Cadogan, général victorieux pendant la guerre de Succession d'Espagne entre 1701 et 1714 et dans la répression des révoltes jacobites, illustre le type d'atteinte aux droits du peuple commis par les whigs qui a conduit au blacking. George Ier a fait Cadogan baron en 1716, puis comte en 1718. Il était également un membre influent du Conseil de régence des Lords Justices, qui présidait les affaires importantes de l'État, et il occupait le poste de commandant en chef par intérim. Il acheta une grande propriété d'environ mille acres à Caversham, à une trentaine de kilomètres à l'ouest de Windsor. Il y construisit une grande maison et des jardins somptueux, et aménagea un parc à cerfs de 240 acres. Cependant, cette propriété fut consolidée en empiétant sur les droits des personnes vivant autour du domaine. Des personnes furent expulsées et leurs droits traditionnels de faire paître leurs animaux et de récolter de la tourbe et du bois de chauffage furent abrogés. Cadogan dut faire face à la colère des Noirs. Le 1er janvier 1722, puis à nouveau en juillet, le parc fut attaqué par des Noirs armés et à cheval. La première attaque causa la mort de seize cerfs. Le comte Cadogan n'était pas le seul concerné. Les domaines de nombreux propriétaires terriens et hommes politiques notables furent également attaqués par les Noirs.

Le gouvernement whig n'allait pas accepter cela sans réagir. En mai 1723, le Parlement adopta la Black Act, qui créait cinquante nouvelles infractions passibles de la peine de mort par pendaison. La Black Act érigeait en infraction non seulement le port d'armes, mais aussi le fait d'avoir le visage noirci. La loi fut d'ailleurs rapidement amendée pour rendre le fait de se noircir le visage passible de la peine de mort par pendaison. Les élites whigs s'attelèrent avec enthousiasme à la mise en œuvre de la loi. Baptist Nunn mit en place un réseau d'informateurs dans la forêt de Windsor afin de découvrir l'identité des Blacks. Plusieurs d'entre eux furent rapidement arrêtés. Le passage de l'arrestation à la pendaison aurait dû être une affaire simple. Après tout, la Black Act avait déjà été promulguée, les whigs contrôlaient le Parlement, le Parlement contrôlait le pays, et les Blacks agissaient directement à l'encontre des intérêts de certains whigs puissants. Même Sir Robert Walpole, secrétaire d'État, puis Premier ministre — et comme Cadogan, autre membre influent du Conseil de régence des Lords Justices — était impliqué. Il avait des intérêts particuliers dans Richmond Park, au sud-ouest de Londres, qui avait été créé à partir de terres communales par Charles Ier. Ce parc empiétait également sur les terres traditionnelles

les droits des résidents locaux de faire paître leurs animaux, de chasser les lièvres et les lapins, et de ramasser du bois de chauffage. Mais la suppression de ces droits semble avoir été appliquée de manière assez laxiste, et le pâturage et la chasse ont continué jusqu'à ce que Walpole fasse en sorte que son fils devienne garde forestier du parc. À cette époque, le parc a été fermé, un nouveau mur a été construit et des pièges à hommes ont été installés. Walpole aimait chasser le cerf et il s'est fait construire un pavillon à Houghton, à l'intérieur du parc. L'animosité des Noirs locaux s'est rapidement enflammée.

Le 10 novembre 1724, John Huntridge, un habitant vivant à l'extérieur du parc, fut accusé d'avoir aidé des voleurs de cerfs et d'avoir aidé des Noirs connus, deux crimes passibles de la peine de mort par pendaison. Les poursuites contre Huntridge vinrent directement du sommet, à l'initiative du Conseil de régence des Lords Justices, dominé par Walpole et Cadogan. Walpole alla jusqu'à obtenir lui-même des preuves de la culpabilité de Huntridge auprès d'un informateur, Richard Blackburn. La condamnation aurait dû être une conclusion évidente, mais ce ne fut pas le cas. Après un procès de huit ou neuf heures, le jury déclara Huntridge innocent, en partie pour des raisons de procédure, car il y avait eu des irrégularités dans la manière dont les preuves avaient été recueillies.

Tous les Noirs ou ceux qui sympathisaient avec eux n'ont pas eu autant de chance que Huntridge. Bien que certains aient également été acquittés ou aient vu leur peine commuée, beaucoup ont été pendus ou déportés vers la colonie pénitentiaire de l'époque, l'Amérique du Nord ; la loi est en fait restée en vigueur jusqu'à son abrogation en 1824. La victoire de Huntridge n'en reste pas moins remarquable. Le jury n'était pas composé des pairs de Huntridge, mais de grands propriétaires terriens et de membres de la noblesse, qui auraient dû sympathiser avec Walpole. Mais on n'était plus au XVIIe siècle, où la Cour de la Chambre étoilée se contentait de suivre les souhaits des monarques Stuart et servait d'instrument de répression contre leurs opposants, et où les rois pouvaient révoquer les juges dont ils n'appréciaient pas les décisions. Désormais, les whigs devaient eux aussi respecter l'État de droit, principe selon lequel les lois ne doivent pas être appliquées de manière sélective ou arbitraire et personne n'est au-dessus des lois.

LES ÉVÉNEMENTS ENTOURANT la loi noire montreraient que la Glorieuse Révolution avait instauré l'État de droit, que cette notion était plus forte en Angleterre et en Grande-Bretagne, et que les élites y étaient beaucoup plus contraintes qu'elles ne l'imaginaient elles-mêmes. Il convient de noter que l'État de droit n'est pas la même chose que la primauté du droit. Même si les whigs pouvaient adopter une
loi sévère et répressive pour éliminer les obstacles posés par les gens du peuple, ils
ont dû faire face à des contraintes supplémentaires en raison de la primauté du droit. Leur loi violait les droits que la Glorieuse Révolution et les changements institutionnels qui en avaient découlé avaient déjà établis pour tous en abolissant les droits « divins » des rois et les privilèges des élites. La primauté du droit impliquait alors que tant les élites que les non-élites s'opposeraient à sa mise en œuvre.

Le principe de l'État de droit est un concept très étrange lorsqu'on l'examine dans une perspective historique. Pourquoi les lois devraient-elles s'appliquer de manière égale à tous ? Si le roi et l'aristocratie détiennent le pouvoir politique et que le reste de la population n'en dispose pas, il est tout à fait naturel que ce qui est acceptable pour le roi et l'aristocratie soit interdit et punissable pour les autres. En effet, l'État de droit n'est pas concevable dans le cadre d'institutions politiques absolutistes. Il est le fruit d'institutions politiques pluralistes et de larges coalitions qui soutiennent ce pluralisme. Ce n'est que lorsque de nombreux individus et groupes ont leur mot à dire dans les décisions et disposent du pouvoir politique nécessaire pour siéger à la table des négociations que l'idée selon laquelle ils devraient tous être traités équitablement commence à prendre tout son sens. Au début du XVIIIe siècle, la Grande-Bretagne était devenue suffisamment pluraliste, et les élites whigs allaient découvrir que, comme le consacrait la notion d'État de droit, les lois et les institutions les contraindraient eux aussi.

Mais pourquoi les whigs et les parlementaires ont-ils accepté de telles restrictions ? Pourquoi n'ont-ils pas utilisé leur contrôle sur le Parlement et l'État pour imposer une application sans compromis de la loi noire et renverser les tribunaux lorsque les décisions ne leur convenaient pas ? La réponse en dit long sur la nature de la Glorieuse Révolution, sur les raisons pour lesquelles elle ne s'est pas contentée de remplacer un ancien absolutisme par une nouvelle version, sur le lien entre pluralisme et état de droit, et sur la dynamique des cercles vertueux. Comme nous l'avons vu au chapitre 7, la Glorieuse

La révolution n'a pas consisté en le renversement d'une élite par une autre, mais en une révolution contre l'absolutisme menée par une large coalition composée de la noblesse, des marchands et des industriels, ainsi que de groupes whigs et tories. L'émergence d'institutions politiques pluralistes a été une conséquence de cette révolution. L'État de droit est également apparu comme un sous-produit de ce processus. Avec de nombreux partis partageant le pouvoir, il était naturel que des lois et des contraintes s'appliquent à tous, afin qu'aucun parti ne commence à accumuler trop de pouvoir et ne finisse par saper les fondements mêmes du pluralisme. Ainsi, l'idée qu'il existait des limites et des contraintes pour les dirigeants, essence même de l'État de droit, faisait partie de la logique du pluralisme engendrée par la large coalition qui composait l'opposition à l'absolutisme des Stuart.

Dans cette optique, il n'est pas surprenant que le principe de l'État de droit, associé à l'idée que les monarques n'avaient pas de droits divins, ait en fait été un argument clé contre l'absolutisme des Stuart. Comme l'a dit l'historien britannique E. P. Thompson, dans la lutte contre les monarques Stuart :

> D'immenses efforts ont été déployés [...] pour projeter l'image d'une classe dirigeante elle-même soumise à l'État de droit, et dont la légitimité reposait sur l'équité et l'universalité de ces formes juridiques. Et les dirigeants étaient, dans un sens sérieux, volontairement ou non, prisonniers de leur propre rhétorique ; ils jouaient au jeu du pouvoir selon des règles qui leur convenaient, mais ils ne pouvaient pas enfreindre ces règles, sinon tout le jeu serait perdu.

Abandonner le jeu aurait déstabilisé le système et ouvert la voie à l'absolutisme d'une partie de la large coalition, voire risqué le retour des Stuart. Selon Thompson, ce qui a empêché le Parlement de créer un nouvel absolutisme, c'est que

> supprimer la loi et la prérogative royale... risquait de se répercuter sur leurs propriétés et leurs vies.

De plus,

> Il était inhérent à la nature même du moyen d' , qu'ils [ces aristocrates, marchands, etc. qui luttaient contre la Couronne] avaient choisi pour leur propre défense, qu'il ne pouvait être réservé à l'usage exclusif de leur seule classe. La loi, dans ses formes et ses traditions, comportait des principes d'équité et d'universalité qui... devaient être étendus à tous les types et à tous les degrés d'hommes.

Une fois en place, la notion d'État de droit a non seulement tenu l'absolutisme à distance, mais a également créé une sorte de cercle vertueux : si les lois s'appliquaient de manière égale à tous, alors aucun individu ou groupe, pas même Cadogan ou Walpole, ne pouvait se placer au-dessus de la loi, et les gens du peuple accusés d'empiéter sur la propriété privée avaient toujours droit à un procès équitable.

NOUS AVONS VU COMMENT DES institutions économiques et politiques inclusives voient le jour. Mais pourquoi persistent-elles dans le temps ? L'histoire du Black Act et les limites de sa mise en œuvre illustrent le cercle vertueux, un puissant processus de rétroaction positive qui préserve ces institutions face aux tentatives visant à les affaiblir et qui, en fait, met en mouvement
des forces qui conduisent à une plus grande inclusivité. La logique des cercles vertueux
découle en partie du fait que les institutions inclusives reposent sur des contraintes à l'exercice du pouvoir et sur une répartition pluraliste du pouvoir politique dans la société, consacrée par l'État de droit. La capacité d'un sous-groupe à imposer sa volonté à d'autres sans aucune contrainte, même si ces autres sont des citoyens ordinaires, comme c'était le cas à Huntridge, menace cet équilibre même. S'il était temporairement suspendu dans le cas des paysans protestant contre les élites qui empiétaient sur leurs terres communales, qu'est-ce qui garantissait qu'il ne serait pas suspendu à nouveau ? Et la prochaine fois qu'il serait suspendu, qu'est-ce qui empêcherait la Couronne et l'aristocratie de reprendre ce que les marchands, les hommes d'affaires et la noblesse avaient gagné au cours du demi-siècle écoulé ? En fait, la prochaine fois qu'il a été suspendu,

peut-être que tout le projet du pluralisme s'effondrerait, car un groupe restreint d'intérêts prendrait le contrôle au détriment de la large coalition. Le système politique ne prendrait pas ce risque. Mais cela a fait du pluralisme, et de l'État de droit qu'il implique, des caractéristiques persistantes des institutions politiques britanniques. Et nous verrons qu'une fois le pluralisme et l'État de droit établis, il y aurait une demande pour un pluralisme encore plus grand et une plus grande participation au processus politique.

Le cercle vertueux découle non seulement de la logique inhérente au pluralisme et à l'État de droit, mais aussi du fait que les institutions politiques inclusives ont tendance à soutenir les institutions économiques inclusives. Cela conduit alors à une répartition plus équitable des revenus, ce qui renforce l'autonomie d'une large partie de la société et rend le terrain politique encore plus égalitaire. Cela limite ce que l'on peut accomplir en usurpant le pouvoir politique et réduit les incitations à recréer des institutions politiques extractives. Ces facteurs ont joué un rôle important dans l'émergence d'institutions politiques véritablement démocratiques en Grande-Bretagne.

Le pluralisme crée également un système plus ouvert et permet aux médias indépendants de prospérer, ce qui permet aux groupes intéressés par le maintien d'institutions inclusives de prendre conscience des menaces qui pèsent sur ces institutions et de s'organiser pour les contrer. Il est très significatif que l'État anglais ait cessé de censurer les médias après 1688. Les médias ont joué un rôle tout aussi important dans l'autonomisation de la population dans son ensemble et dans la poursuite du cercle vertueux du développement institutionnel aux États-Unis, comme nous le verrons dans ce chapitre.

Si le cercle vertueux tend à favoriser la pérennité des institutions inclusives, il n'est ni inévitable ni irréversible. Tant en Grande-Bretagne qu'aux États-Unis, les institutions économiques et politiques inclusives ont été confrontées à de nombreux défis. En 1745, le Jeune Prétendant est arrivé jusqu'à Derby, à seulement une centaine de kilomètres de Londres, avec une armée pour renverser les institutions politiques forgées pendant la Glorieuse Révolution. Mais il a été vaincu. Plus importantes encore que les défis extérieurs étaient les défis potentiels internes qui auraient également pu conduire à l'effondrement des institutions inclusives. Comme nous l'avons vu dans le contexte de Peterloo

Massacre à Manchester en 1819 (cette page), et comme nous le verrons plus en détail ci-après, les élites politiques britanniques ont envisagé de recourir à la répression pour éviter d'avoir à ouvrir davantage le système politique, mais elles se sont retirées au dernier moment. De même, les institutions économiques et politiques inclusives aux États-Unis ont été confrontées à de sérieux défis, qui auraient pu aboutir, mais qui n'ont pas abouti. Et bien sûr, il n'était pas écrit que ces défis devaient être vaincus. C'est non seulement grâce au cercle vertueux, mais aussi à la prise de conscience du caractère contingent du cours de l'histoire que les institutions inclusives britanniques et américaines ont survécu et se sont considérablement renforcées au fil du temps.

LA LENTE MARCHE DE LA DÉMOCRATIE

La réaction à la loi noire a montré aux Britanniques ordinaires qu'ils avaient plus de droits qu'ils ne le pensaient auparavant. Ils pouvaient défendre leurs droits traditionnels et leurs intérêts économiques devant les tribunaux et au Parlement en recourant à des pétitions et au lobbying. Mais ce pluralisme n'avait pas encore abouti à une démocratie effective. La plupart des hommes adultes ne pouvaient pas voter, pas plus que les femmes, et les structures démocratiques existantes comportaient de nombreuses inégalités. Tout cela allait changer. Le cercle vertueux des institutions inclusives préserve non seulement ce qui a déjà été accompli, mais ouvre également la voie à une plus grande inclusivité. Les chances étaient minces pour que l'élite britannique du XVIIIe siècle conserve son emprise sur le pouvoir politique sans rencontrer de sérieuses contestations. Cette élite était arrivée au pouvoir en remettant en cause le droit divin des rois et en ouvrant la porte à la participation du peuple à la politique, mais elle n'avait ensuite accordé ce droit qu'à une petite minorité. Ce n'était qu'une question de temps avant que de plus en plus de citoyens ne réclament le droit de participer au processus politique. Et c'est ce qu'ils firent dans les années qui précédèrent 1831.

Les trois premières décennies du XIXe siècle ont été marquées par une agitation sociale croissante en Grande-Bretagne, principalement en réponse aux inégalités économiques croissantes et aux revendications des masses privées de droits civiques qui réclamaient une plus grande représentation politique. Les émeutes luddites de 1811-1816, au cours desquelles les travailleurs se sont battus contre l'introduction de nouvelles technologies

qui, selon eux, réduirait leurs salaires, furent suivies par des émeutes revendiquant explicitement des droits politiques, les émeutes de Spa Fields en 1816 à Londres et le massacre de Peterloo en 1819 à Manchester. Lors des émeutes Swing de 1830, les ouvriers agricoles protestèrent contre la baisse du niveau de vie et l'introduction de nouvelles technologies. Pendant ce temps, à Paris, la révolution de juillet 1830 éclata. Un consensus commençait à se former parmi les élites : le mécontentement atteignait son paroxysme et le seul moyen de désamorcer les troubles sociaux et de faire reculer la révolution était de répondre aux revendications des masses et d'entreprendre une réforme parlementaire.

Il n'est donc pas surprenant que les élections de 1831 aient principalement porté sur un seul sujet : la réforme politique. Près d'un siècle après Sir Robert Walpole, les whigs étaient beaucoup plus sensibles aux aspirations du peuple et ont fait campagne pour étendre le droit de vote. Mais cela ne représentait qu'une légère augmentation de l'électorat. Le suffrage universel, même réservé aux hommes, n'était pas à l'ordre du jour. Les whigs remportèrent les élections et leur chef, Earl Grey, devint Premier ministre. Earl Grey n'était pas un radical, loin de là. Lui et les whigs poussèrent à la réforme non pas parce qu'ils pensaient qu'un droit de vote plus large était plus juste ou parce qu'ils voulaient partager le pouvoir. La démocratie britannique n'était pas un cadeau de l'élite. Elle avait été largement conquise par les masses, qui avaient été autonomisées par les processus politiques en cours en Angleterre et dans le reste de la Grande-Bretagne depuis plusieurs siècles. Ils avaient été encouragés par les changements dans la nature des institutions politiques déclenchés par la Glorieuse Révolution. Les réformes ont été accordées parce que l'élite pensait que la réforme était le seul moyen d'assurer la poursuite de son règne, bien que sous une forme quelque peu atténuée. Earl Grey, dans son célèbre discours au Parlement en faveur de la réforme politique, l'a dit très clairement :

> Personne n'est plus opposé que moi aux parlements annuels, au suffrage universel et au scrutin secret. Mon objectif n'est pas de favoriser, mais de mettre fin à ces espoirs et à ces projets... Le principe de ma réforme est d'éviter la nécessité d'une révolution... réformer pour préserver et non pour renverser.

Les masses ne voulaient pas seulement le droit de vote pour le droit de vote, mais aussi avoir leur place à la table des négociations afin de pouvoir défendre leurs intérêts. Cela a été bien compris par le mouvement chartiste, qui a mené la campagne pour le suffrage universel après 1838, tirant son nom de l'adoption de la Charte du peuple, nommée ainsi pour évoquer un parallèle avec la Magna Carta. Le chartiste J. R. Stephens a expliqué pourquoi le suffrage universel et le droit de vote pour tous les citoyens étaient essentiels pour les masses :

> La question du suffrage universel […] est une question cruciale, une question vitale […] Par suffrage universel, j'entends que chaque travailleur du pays a droit à un bon manteau, à un bon chapeau, à un bon toit pour abriter sa famille, à un bon repas sur sa table.

Stephens avait bien compris que le suffrage universel était le moyen le plus durable de donner davantage de pouvoir aux masses britanniques et de garantir un manteau, un chapeau, un toit et un bon dîner aux travailleurs.

En fin de compte, Earl Grey réussit à faire adopter la première loi de réforme électorale et à désamorcer les vagues révolutionnaires sans faire de progrès significatifs vers le suffrage universel. Les réformes de 1832 furent modestes, ne doublant que le droit de vote, qui passa de 8 % à environ 16 % de la population masculine adulte (soit environ 2 à 4 % de la population totale). Elles ont également supprimé les circonscriptions pourries et accordé une représentation indépendante aux nouvelles villes industrialisées telles que Manchester, Leeds et Sheffield. Mais cela laissait encore de nombreuses questions en suspens. C'est pourquoi de nouvelles revendications en faveur d'un droit de vote élargi et de nouveaux troubles sociaux ne tardèrent pas à apparaître. En réponse, d'autres réformes allaient suivre.

Pourquoi les élites britanniques ont-elles cédé à ces revendications ? Pourquoi le comte Grey a-t-il estimé qu'une réforme partielle, voire très partielle, était le seul moyen de préserver le système ? Pourquoi ont-ils dû choisir le moindre des deux maux, la réforme ou la révolution, plutôt que de conserver leur pouvoir sans aucune réforme ? N'auraient-ils pas pu simplement faire ce que les conquistadors espagnols ont fait en Amérique du Sud, ce que l'Autriche...

Les monarques hongrois et russes allaient faire au cours des décennies suivantes, lorsque les revendications réformistes atteignirent leurs terres, et ce que les Britanniques eux-mêmes firent dans les Caraïbes et en Inde : recourir à la force pour réprimer ces revendications ? La réponse à cette question vient du cercle vertueux. Les changements économiques et politiques qui avaient déjà eu lieu en Grande-Bretagne rendaient le recours à la force pour réprimer ces revendications à la fois peu attrayant pour l'élite et de plus en plus irréalisable. Comme l'écrivait E. P. Thompson :

> Lorsque les luttes de 1790-1832 ont signalé que cet équilibre avait changé, les dirigeants anglais ont été confrontés à des alternatives alarmantes. Ils pouvaient soit renoncer à l'État de droit, démanteler leurs structures constitutionnelles élaborées, contredire leur propre rhétorique et gouverner par la force, soit se soumettre à leurs propres règles et renoncer à leur hégémonie... Ils ont fait quelques pas hésitants dans la première direction. Mais finalement, plutôt que de briser leur propre image et de renier 150 ans de légalité constitutionnelle, ils se sont soumis à la loi.

En d'autres termes, les mêmes forces qui ont poussé l'élite britannique à ne pas vouloir démanteler l'édifice de l'État de droit pendant la période de la Loi noire l'ont également amenée à rejeter la répression et le pouvoir par la force, qui auraient à nouveau mis en péril la stabilité de l'ensemble du système. Si le fait de porter atteinte à la loi en essayant de mettre en œuvre la Black Act aurait affaibli le système que les marchands, les hommes d'affaires et la noblesse avaient construit lors de la Glorieuse Révolution, l'instauration d'une dictature répressive en 1832 l'aurait complètement sapé. En fait, les organisateurs des manifestations en faveur de la réforme parlementaire étaient bien conscients de l'importance de l'État de droit et de sa symbolique pour les institutions politiques britanniques à cette époque. Ils ont utilisé sa rhétorique pour faire passer ce message. L'une des premières organisations à avoir milité pour la réforme parlementaire s'appelait le Hampden Club, du nom du député qui avait été le premier à s'opposer à Charles Ier au sujet de la taxe sur les navires, un événement crucial qui avait conduit au premier soulèvement majeur contre l'absolutisme des Stuart, comme nous l'avons vu au chapitre 7.

Il existait également une rétroaction positive dynamique entre les institutions économiques et politiques inclusives, rendant cette ligne de conduite attrayante. Les institutions économiques inclusives ont conduit au développement de marchés inclusifs, favorisant une allocation plus efficace des ressources, encourageant davantage l'acquisition d'une éducation et de compétences, et stimulant davantage les innovations technologiques. Toutes ces forces étaient à l'œuvre en Grande-Bretagne en 1831. Réprimer les revendications populaires et mener un coup d'État contre les institutions politiques inclusives détruirait également ces acquis, et les élites opposées à une plus grande démocratisation et à une plus grande inclusivité pourraient se retrouver parmi ceux qui perdraient leur fortune à cause de cette destruction.

Un autre aspect de cette rétroaction positive est que, dans le cadre d'institutions économiques et politiques inclusives, le contrôle du pouvoir est devenu moins central. En Autriche-Hongrie et en Russie, comme nous l'avons vu au chapitre 8, les monarques et l'aristocratie avaient beaucoup à perdre de l'industrialisation et des réformes. En revanche, en Grande-Bretagne au début du XIXe siècle, grâce au développement d'institutions économiques inclusives, les enjeux étaient beaucoup moins importants : il n'y avait pas de serfs, relativement peu de coercition sur le marché du travail et peu de monopoles protégés par des barrières à l'entrée. S'accrocher au pouvoir était donc beaucoup moins intéressant pour l'élite britannique.

La logique du cercle vertueux signifiait également que de telles mesures répressives seraient de plus en plus irréalisables, là encore en raison de la rétroaction positive entre les institutions économiques et politiques inclusives. Les institutions économiques inclusives conduisent à une répartition plus équitable des ressources que les institutions extractives. En tant que telles, elles autonomisent l'ensemble des citoyens et créent ainsi des conditions plus équitables, même lorsqu'il s'agit de la lutte pour le pouvoir. Il est donc plus difficile pour une petite élite d'écraser les masses plutôt que de céder à leurs revendications, ou du moins à certaines d'entre elles. Les institutions inclusives britanniques avaient également déjà déclenché la révolution industrielle, et la Grande-Bretagne était fortement urbanisée. Il aurait été beaucoup plus difficile de réprimer un groupe de personnes urbaines, concentrées, partiellement organisées et autonomes que de réprimer des paysans ou des serfs dépendants.

Ce cercle vertueux a ainsi conduit à l'adoption de la première loi de réforme en Grande-Bretagne en 1832. Mais ce n'était qu'un début. Il restait encore un long chemin à parcourir vers une véritable démocratie, car en 1832, l'élite n'avait offert que ce qu'elle estimait nécessaire, sans plus. La question de la réforme parlementaire a été reprise par le mouvement chartiste, dont la Charte du peuple de 1838 comprenait les clauses suivantes

Le droit de vote pour tout homme âgé de vingt et un ans, sain d'esprit et ne faisant pas l'objet d'une peine pour crime.

Le scrutin — Pour protéger l'électeur dans l'exercice de son droit de vote.

Aucune condition de propriété requise pour les membres du Parlement, permettant ainsi aux électeurs d'élire la personne de leur choix, qu'elle soit riche ou pauvre.

Rémunération des membres, permettant ainsi à un honnête commerçant, ouvrier ou autre personne de servir une circonscription, lorsqu'il est appelé à s'absenter de son travail pour servir les intérêts du pays.

Circonscriptions égales, garantissant la même représentation pour le même nombre d'électeurs, au lieu de permettre aux petites circonscriptions de noyer les votes des grandes.

Des parlements annuels, ce qui constituait le moyen le plus efficace de lutter contre la corruption et l'intimidation, car même si une circonscription pouvait être achetée une fois tous les sept ans (même avec le scrutin), aucune bourse ne pouvait acheter une circonscription (dans le cadre d'un système de suffrage universel) au cours des douze mois suivants ; et comme les députés, élus pour un an seulement, ne pouvaient pas défier et trahir leurs électeurs comme c'était le cas à l'époque.

Par « scrutin », ils entendaient le scrutin secret et la fin du vote à main levée, qui avait facilité l'achat de votes et la coercition des électeurs.

Le mouvement chartiste organisa une série de manifestations de masse, et tout au long de cette période, le Parlement discuta sans relâche de la possibilité de nouvelles réformes. Bien que les chartistes

Après leur dissolution en 1848, ils furent remplacés par l'Union nationale pour la réforme, fondée en 1864, et la Ligue pour la réforme, fondée en 1865. En juillet 1866, d'importantes émeutes en faveur de la réforme à Hyde Park remirent la réforme au premier plan de l'agenda politique. Cette pression porta ses fruits sous la forme du Second Reform Act de 1867, qui doubla le nombre total d'électeurs et fit des électeurs issus de la classe ouvrière la majorité dans toutes les circonscriptions urbaines. Peu après, le vote à bulletin secret fut introduit et des mesures furent prises pour éliminer les pratiques électorales corrompues telles que le « traitement » (qui consistait essentiellement à acheter des votes en échange d'une récompense, généralement de l'argent, de la nourriture ou de l'alcool). Le nombre d'électeurs a de nouveau doublé avec la troisième loi de réforme électorale de 1884, qui a accordé le droit de vote à 60 % des hommes adultes. Après la Première Guerre mondiale, la loi de 1918 sur la représentation du peuple a accordé le droit de vote à tous les hommes adultes de plus de 21 ans et aux femmes de plus de 30 ans qui étaient contribuables ou mariées à des contribuables. Finalement, toutes les femmes ont également obtenu le droit de vote aux mêmes conditions que les hommes en 1928. Les mesures de 1918 ont été négociées pendant la guerre et reflétaient un compromis entre le gouvernement et les classes ouvrières, qui étaient nécessaires pour combattre et produire des munitions. Le gouvernement a peut-être également pris note du radicalisme de la révolution russe.

Parallèlement au développement progressif d'institutions politiques plus inclusives, on a assisté à un mouvement vers des institutions économiques encore plus inclusives. L'une des principales conséquences de la première loi de réforme fut l'abrogation des lois sur les céréales en 1846. Comme nous l'avons vu au chapitre 7, ces lois interdisaient l'importation de céréales, ce qui maintenait leurs prix à un niveau élevé et garantissait des profits lucratifs aux grands propriétaires terriens. Les nouveaux parlementaires de Manchester et de Birmingham voulaient du blé bon marché et des salaires bas. Ils ont gagné, et les intérêts fonciers ont subi une défaite majeure.

Les changements intervenus dans l'électorat et d'autres dimensions des institutions politiques au cours du XIXe siècle ont été suivis d'autres réformes. En 1871, le Premier ministre libéral Gladstone a ouvert la fonction publique à des concours publics, la rendant ainsi plus méritocratique, et continuant ainsi à

processus de centralisation politique et de mise en place d'institutions étatiques qui a débuté sous la dynastie Tudor. Les gouvernements libéraux et conservateurs de cette période ont introduit un nombre considérable de lois relatives au marché du travail. Par exemple, les Masters and Servants Acts, qui permettaient aux employeurs d'utiliser la loi pour réduire la mobilité de leurs travailleurs, ont été abrogées, modifiant ainsi la nature des relations de travail en faveur des travailleurs. Entre 1906 et 1914, le Parti libéral, sous la direction de H. H. Asquith et David Lloyd George, a commencé à utiliser l'État pour fournir beaucoup plus de services publics, notamment l'assurance maladie et chômage, les retraites financées par l'État, le salaire minimum et un engagement en faveur d'une fiscalité redistributive. À la suite de ces changements fiscaux, la part des impôts dans le produit national a plus que doublé au cours des trois dernières décennies du XIXe siècle, puis a encore doublé au cours des trois premières décennies du XXe siècle. Le système fiscal est également devenu plus « progressif », de sorte que les personnes les plus riches ont supporté une charge plus lourde.

Parallèlement, le système éducatif, qui était auparavant réservé aux élites, géré par des confessions religieuses ou payant pour les plus démunis, fut rendu plus accessible aux masses ; la loi sur l'éducation de 1870 engagea pour la première fois le gouvernement à fournir systématiquement une éducation universelle. L'éducation est devenue gratuite en 1891. L'âge de fin de scolarité a été fixé à onze ans en 1893. En 1899, il a été porté à douze ans et des dispositions spéciales ont été introduites pour les enfants issus de familles défavorisées. Grâce à ces changements, la proportion d'enfants de dix ans scolarisés, qui était de seulement 40 % en 1870, est passée à 100 % en 1900. Enfin, la loi sur l'éducation de 1902 a entraîné une forte augmentation des ressources allouées aux écoles et a introduit les grammar schools, qui sont ensuite devenues le fondement de l'enseignement secondaire en Grande-Bretagne.

En fait, l'exemple britannique, qui illustre le cercle vertueux des institutions inclusives, est un exemple de « cercle vertueux progressif ». Les changements politiques ont indéniablement conduit à des institutions politiques plus inclusives et ont été le résultat des revendications d'une population émancipée. Mais ils ont également été progressifs. Chaque décennie, une nouvelle étape a été franchie, parfois plus petite, parfois plus grande, a été prise.

vers la démocratie. Chaque étape a donné lieu à des conflits, et l'issue de chacune d'entre elles était incertaine. Mais le cercle vertueux ainsi créé a généré des forces qui ont réduit les enjeux liés à la conservation du pouvoir. Il a également favorisé l'état de droit, rendant plus difficile le recours à la force contre ceux qui réclamaient ce que ces élites avaient elles-mêmes exigé des monarques Stuart. Il est devenu moins probable que ce conflit se transforme en une révolution totale et plus probable qu'il soit résolu en faveur d'une plus grande inclusivité. Ce type de changement progressif présente un grand avantage. Il est moins menaçant pour l'élite qu'un renversement complet du système. Chaque étape est modeste, et il est plus logique de céder à une petite revendication que de provoquer une confrontation majeure. Cela explique en partie comment la loi sur les céréales a été abrogée sans conflit majeur. En 1846, les propriétaires terriens ne pouvaient plus contrôler la législation au Parlement. C'était le résultat de la première loi de réforme. Cependant, si en 1832 l'élargissement de l'électorat, la réforme des bourgs pourris et l'abrogation des lois sur les céréales avaient tous été à l'ordre du jour, les propriétaires terriens auraient opposé une résistance beaucoup plus forte. Le fait qu'il y ait d'abord eu des réformes politiques limitées et que l'abrogation des lois sur les céréales n'ait été inscrite à l'ordre du jour que plus tard a permis de désamorcer le conflit.

Le changement progressif a également empêché toute incursion dans des territoires inconnus. Un renversement violent du système implique la construction d'un système entièrement nouveau à la place de celui qui a été supprimé. Ce fut le cas lors de la Révolution française, lorsque la première expérience démocratique a conduit à la Terreur, puis à deux reprises au retour à la monarchie, avant de déboucher finalement sur la Troisième République française en 1870. Ce fut également le cas lors de la révolution russe, où le désir de nombreux citoyens d'instaurer un système plus égalitaire que celui de l'Empire russe a conduit à une dictature à parti unique bien plus violente, sanglante et cruelle que celle qu'elle avait remplacée. Une réforme progressive était difficile dans ces sociétés précisément parce qu'elles manquaient de pluralisme et étaient très extractives. C'est le pluralisme issu de la Glorieuse Révolution et l'État de droit qu'elle a introduit qui ont rendu le changement progressif possible et souhaitable en Grande-Bretagne.

Le commentateur anglais conservateur Edmund Burke, qui s'opposait fermement à la Révolution française, écrivait en 1790 : « Il est

avec une infinie prudence, qu'aucun homme ne devrait se risquer à démolir un édifice qui, depuis des siècles, répond de manière acceptable aux besoins communs de la société, ni à le reconstruire sans avoir sous les yeux des modèles et des exemples d'utilité avérée. » Burke se trompait sur le fond. La Révolution française avait remplacé un édifice pourri et ouvert la voie à des institutions inclusives, non seulement en France, mais dans une grande partie de l'Europe occidentale. Mais la prudence de Burke n'était pas tout à fait injustifiée. Le processus graduel de réforme politique britannique, qui avait commencé en 1688 et allait s'accélérer trois décennies après la mort de Burke, serait plus efficace car sa nature progressive le rendait plus puissant, plus difficile à contrer et, en fin de compte, plus durable.

LA FIN DES TRUSTS

Aux États-Unis, les institutions inclusives trouvent leurs racines dans les luttes menées en Virginie, dans le Maryland et en Caroline pendant la période coloniale (cette page – cette page). Ces institutions ont été renforcées par la Constitution des États-Unis, avec son système de contraintes et sa séparation des pouvoirs. Mais la Constitution n'a pas marqué la fin du développement des institutions inclusives. Tout comme en Grande-Bretagne, celles-ci ont été renforcées par un processus de rétroaction positive, basé sur le cercle vertueux.

Au milieu du XIXe siècle, tous les hommes blancs, mais pas les femmes ni les Noirs, pouvaient voter aux États-Unis. Les institutions économiques sont devenues plus inclusives, par exemple avec l'adoption du Homestead Act en 1862 (cette page), qui a mis les terres frontalières à la disposition des colons potentiels plutôt que de les attribuer aux élites politiques. Mais tout comme en Grande-Bretagne, les institutions inclusives n'ont jamais été totalement exemptes de contestations. La fin de la guerre civile américaine a déclenché une croissance économique rapide dans le Nord. Avec l'expansion des chemins de fer, de l'industrie et du commerce, quelques personnes ont fait fortune. Encouragés par leur succès économique, ces hommes et leurs entreprises sont devenus de plus en plus sans scrupules. On les appelait les « barons voleurs » en raison de leurs pratiques commerciales impitoyables

visant à consolider leurs monopoles et à empêcher tout concurrent potentiel d'entrer sur le marché ou de faire des affaires sur un pied d'égalité. L'un des plus notoires d'entre eux était Cornelius Vanderbilt, qui a déclaré : « Que m'importe la loi ? N'ai-je pas le pouvoir ? »

Un autre était John D. Rockefeller, qui fonda la Standard Oil Company en 1870. Il élimina rapidement ses concurrents à Cleveland et tenta de monopoliser le transport et la vente au détail du pétrole et des produits pétroliers. En 1882, il avait créé un monopole gigantesque, appelé à l'époque un trust. En 1890, la Standard Oil contrôlait 88 % des flux de pétrole raffiné aux États-Unis, et Rockefeller devint le premier milliardaire au monde en 1916. Les caricatures contemporaines dépeignent la Standard Oil comme une pieuvre s'enroulant non seulement autour de l'industrie pétrolière, mais aussi autour du Capitole.

John Pierpont Morgan, fondateur du conglomérat bancaire moderne J.P. Morgan, qui, après de nombreuses fusions au fil des décennies, est finalement devenu JPMorgan Chase, était presque aussi tristement célèbre. Avec Andrew Carnegie, Morgan a fondé en 1901 la U.S. Steel Company, première société dont la valeur capitalisée dépassait le milliard de dollars et, de loin, la plus grande entreprise sidérurgique au monde. Dans les années 1890, de grands trusts ont commencé à apparaître dans presque tous les secteurs de l'économie, et beaucoup d'entre eux contrôlaient plus de 70 % du marché dans leur secteur. Parmi eux figuraient plusieurs noms connus, tels que Du Pont, Eastman Kodak et International Harvester. Historiquement, les États-Unis, du moins le nord et le centre du pays, avaient des marchés relativement concurrentiels et étaient plus égalitaires que d'autres régions, en particulier le sud. Mais pendant cette période, la concurrence a cédé la place au monopole, et les inégalités de richesse se sont rapidement accrues.

Le système politique pluraliste américain donnait déjà le pouvoir à une large partie de la société qui pouvait s'opposer à de telles atteintes. Ceux qui étaient victimes des pratiques monopolistiques des barons voleurs, ou qui s'opposaient à leur domination sans scrupules sur leurs industries, ont commencé à s'organiser contre eux. Ils ont formé le mouvement populiste, puis le mouvement progressiste.

Le mouvement populiste est né d'une crise agricole de longue durée qui a frappé le Midwest à partir de la fin des années 1860. La National Grange of the Order of Patrons of Husbandry, connue sous le nom de Grangers, a été fondée en 1867 et a commencé à mobiliser les agriculteurs contre les pratiques commerciales injustes et discriminatoires. En 1873 et 1874, les Grangers ont pris le contrôle de onze assemblées législatives d'États du Midwest, et le mécontentement rural a abouti à la formation du Parti populaire en 1892, qui a obtenu 8,5 % des suffrages populaires lors de l'élection présidentielle de 1892. Lors des deux élections suivantes, les populistes se rangèrent derrière les deux campagnes démocrates infructueuses de William Jennings Bryan, qui fit siennes bon nombre de leurs revendications. L'opposition populaire à l'expansion des trusts s'était désormais organisée pour tenter de contrer l'influence que Rockefeller et d'autres barons voleurs exerçaient sur la politique nationale.

Ces mouvements politiques ont peu à peu commencé à influencer les attitudes politiques, puis la législation, en particulier en ce qui concerne le rôle de l'État dans la réglementation des monopoles. La première loi importante fut l'Interstate Commerce Act de 1887, qui créa l'Interstate Commerce Commission et marqua le début de la réglementation fédérale de l'industrie. Elle fut rapidement suivie par le Sherman Antitrust Act de 1890. Le Sherman Act, qui constitue encore aujourd'hui un élément majeur de la réglementation antitrust américaine, allait servir de base aux attaques contre les trusts des barons voleurs. Des mesures importantes contre les trusts ont été prises après l'élection de présidents engagés dans la réforme et la limitation du pouvoir des barons voleurs : Theodore Roosevelt, 1901-1909 ; William Taft, 1909-1913 ; et Woodrow Wilson, 1913-1921.

Une fois encore, le vote des agriculteurs a été un facteur politique déterminant dans la lutte contre les monopoles et l'imposition d'une réglementation fédérale de l'industrie. Les premières tentatives de réglementation des chemins de fer par certains États dans les années 1870 émanaient d'organisations agricoles. En effet, la quasi-totalité des cinquante-neuf pétitions concernant les trusts envoyées au Congrès avant la promulgation du Sherman Act provenaient d'États agricoles et émanaient d'organisations telles que la Farmers' Union, la Farmers' Alliance, l' , la Farmers' , la Mutual , la Benefit Association, l' et l' , ainsi que la Patrons of

élevage. Les agriculteurs ont trouvé un intérêt commun à s'opposer aux pratiques monopolistiques de l'industrie.

Des cendres des populistes, qui ont sérieusement décliné après avoir apporté leur soutien aux démocrates, sont nés les progressistes, un mouvement réformateur hétérogène préoccupé par bon nombre des mêmes questions. Le mouvement progressiste s'est initialement cristallisé autour de la figure de Teddy Roosevelt, qui était le vice-président de William McKinley et qui a assumé la présidence après l'assassinat de ce dernier en 1901. Avant son accession à la présidence, Roosevelt avait été un gouverneur intransigeant de New York et avait travaillé d'arrache-pied pour éliminer la corruption politique et la « politique des machines ». Dans son premier discours au Congrès, Roosevelt s'est intéressé aux trusts. Il a fait valoir que la prospérité des États-Unis reposait sur l'économie de marché et l'ingéniosité des hommes d'affaires, mais en même temps,

> Il existe des maux réels et graves... et une conviction largement répandue dans l'esprit du peuple américain que les grandes sociétés connues sous le nom de trusts sont, par certains de leurs aspects et certaines de leurs tendances, préjudiciables au bien-être général. Cela ne découle pas d'un esprit d'envie ou de méchanceté, ni d'un manque de fierté envers les grandes réalisations industrielles qui ont placé ce pays à la tête des nations luttant pour la suprématie commerciale. Elle ne repose pas sur un manque d'appréciation intelligente de la nécessité de répondre aux conditions changeantes et modifiées du commerce par de nouvelles méthodes, ni sur l'ignorance du fait que la combinaison des capitaux dans l'effort pour accomplir de grandes choses est nécessaire lorsque le progrès mondial exige que de grandes choses soient accomplies. Elle repose sur la conviction sincère que la combinaison et la concentration ne doivent pas être interdites, mais supervisées et contrôlées dans des limites raisonnables ; et à mon avis, cette conviction est juste.

Il poursuivit : « Ceux qui aspirent à une amélioration sociale devraient avoir pour objectif de débarrasser le monde des affaires des crimes de ruse autant que de débarrasser l'ensemble du corps politique des crimes de violence. » Il conclut que

> dans l'intérêt de l'ensemble de la population, la nation devrait, sans interférer avec le pouvoir des États dans ce domaine, assumer également le pouvoir de supervision et de réglementation de toutes les sociétés exerçant des activités interétatiques. Cela est particulièrement vrai lorsque la société tire une partie de sa richesse de l'existence d'un élément ou d'une tendance monopolistique dans ses activités.

Roosevelt proposa au Congrès de créer une agence fédérale habilitée à enquêter sur les activités des grandes entreprises et, si nécessaire, de recourir à un amendement constitutionnel pour créer une telle agence. En 1902, Roosevelt avait utilisé le Sherman Act pour démanteler la Northern Securities Company, portant atteinte aux intérêts de J.P. Morgan, et des poursuites judiciaires avaient ensuite été engagées contre Du Pont, l'American Tobacco Company et la Standard Oil Company. Roosevelt renforça l'Interstate Commerce Act avec l'Hepburn Act de 1906, qui augmentait les pouvoirs de l'Interstate Commerce Commission, lui permettant notamment d'inspecter les comptes financiers des chemins de fer et étendant son autorité à de nouveaux domaines. Le successeur de Roosevelt, William Taft, poursuivit les trusts avec encore plus d'acharnement, le point culminant étant le démantèlement de la Standard Oil Company en 1911. Taft a également promu d'autres réformes importantes, telles que l'introduction d'un impôt fédéral sur le revenu, qui a accompagné la ratification du seizième amendement en 1913.

L'apogée des réformes progressistes a coïncidé avec l'élection de Woodrow Wilson en 1912. Dans son ouvrage publié en 1913, *The New Freedom*, Wilson écrivait : « Si le monopole persiste, il restera toujours aux commandes du gouvernement. Je ne m'attends pas à ce que le monopole s'autolimite. S'il existe dans ce pays des hommes assez puissants pour contrôler le gouvernement des États-Unis, ils le contrôleront. »

Wilson s'est efforcé de faire adopter la loi antitrust Clayton en 1914, renforçant ainsi la loi Sherman, et il a créé la Commission fédérale du commerce, chargée de faire appliquer la loi Clayton. En outre, sous l'impulsion de l'enquête de la commission Pujo, dirigée par le député de Louisiane Arsène Pujo, sur le « trust monétaire », c'est-à-dire l'expansion du monopole dans le secteur financier, Wilson a pris des mesures pour renforcer la réglementation du secteur financier. En 1913, il créa le Conseil de la Réserve fédérale, chargé de réglementer les activités monopolistiques dans le secteur financier.

L'essor des barons voleurs et de leurs trusts monopolistiques à la fin du XIXe siècle et au début du XXe siècle souligne que, comme nous l'avons déjà souligné au chapitre 3, la présence de marchés ne garantit pas en soi l'existence d'institutions inclusives. Les marchés peuvent être dominés par quelques entreprises qui pratiquent des prix exorbitants et bloquent l'entrée de concurrents plus efficaces et de nouvelles technologies. Laissés à eux-mêmes, les marchés peuvent cesser d'être inclusifs et devenir de plus en plus dominés par les puissants sur le plan économique et politique. Les institutions économiques inclusives ne nécessitent pas seulement des marchés, mais des marchés inclusifs qui créent des conditions équitables et des opportunités économiques pour la majorité de la population. Le monopole généralisé, soutenu par le pouvoir politique de l'élite, va à l'encontre de cela. Mais la réaction aux trusts monopolistiques montre également que lorsque les institutions politiques sont inclusives, elles créent une force compensatoire contre les mouvements qui s'éloignent des marchés inclusifs. C'est le cercle vertueux à l'œuvre. Les institutions économiques inclusives fournissent les bases sur lesquelles les institutions politiques inclusives peuvent s'épanouir, tandis que les institutions politiques inclusives limitent les écarts par rapport aux institutions économiques inclusives. La lutte contre les trusts aux États-Unis, contrairement à ce que nous avons vu au Mexique (cette page – cette page), illustre cet aspect du cercle vertueux. Alors qu'il n'existe aucun organisme politique au Mexique pour limiter le monopole de Carlos Slim, les lois Sherman et Clayton ont été utilisées à plusieurs reprises aux États-Unis au cours du siècle dernier pour limiter les trusts, les monopoles et les cartels, et pour garantir que les marchés restent inclusifs.

L'expérience américaine au cours de la première moitié du XXe siècle souligne également le rôle important des médias libres dans l'autonomisation d'un large public.

segments de la société et donc dans le cercle vertueux. En 1906, Roosevelt a inventé le terme *« muckraker »*, inspiré d'un personnage littéraire, l'homme au râteau à fumier dans *Le Voyage du pèlerin* de Bunyan, pour décrire ce qu'il considérait comme du journalisme intrusif. Le terme est resté et en est venu à symboliser les journalistes qui dénonçaient de manière intrusive, mais aussi efficace, les excès des barons voleurs ainsi que la corruption dans la politique locale et fédérale. La muckraker la plus célèbre est sans doute Ida Tarbell, dont le livre publié en 1904, *History of the Standard Oil Company*, a joué un rôle clé dans le revirement de l'opinion publique contre Rockefeller et ses intérêts commerciaux, aboutissant à la dissolution de la Standard Oil en 1911. Un autre muckraker important était l'avocat et auteur Louis Brandeis, qui fut plus tard nommé juge à la Cour suprême par le président Wilson. Brandeis a décrit une série de scandales financiers dans son livre *Other People's Money and How Bankers Use It* (L'argent des autres et comment les banquiers l'utilisent) et a eu une grande influence sur la commission Pujo. Le magnat de la presse William Randolph Hearst a également joué un rôle important en tant que muckraker. La publication en 1906 dans son magazine *The Cosmopolitan* d'une série d'articles de David Graham Phillips intitulée « The Treason of the Senate » (La trahison du Sénat) a galvanisé la campagne en faveur de l'introduction d'élections directes au Sénat, une autre réforme progressiste majeure qui a abouti à l'adoption du dix-septième amendement à la Constitution.
Constitution américaine en 1913.

Les journalistes d'investigation ont joué un rôle majeur en incitant les politiciens à prendre des mesures contre les trusts. Les barons voleurs détestaient les journalistes d'investigation, mais les institutions politiques des États-Unis leur ont rendu impossible de les éliminer et de les réduire au silence. Des institutions politiques inclusives permettent à des médias libres de prospérer, et des médias libres, à leur tour, rendent plus probable que les menaces contre les institutions économiques et politiques inclusives soient largement connues et combattues. En revanche, une telle liberté est impossible dans le cadre d'institutions politiques extractives, d'un régime absolutiste ou d'une dictature, ce qui aide les régimes extractifs à empêcher la formation d'une opposition sérieuse. Les informations fournies par les médias libres ont clairement joué un rôle clé au cours de la première moitié du XXe siècle aux États-Unis. Sans ces informations, le public américain n'aurait pas connu l'étendue réelle du pouvoir et

abus des barons voleurs et ne se seraient pas mobilisés contre leurs trusts.

REMANIEMENT DE LA COUR

Franklin D. Roosevelt, candidat du Parti démocrate et cousin de Teddy Roosevelt, a été élu président en 1932, en pleine Grande Dépression. Il est arrivé au pouvoir avec un mandat populaire pour mettre en œuvre un ensemble ambitieux de politiques visant à lutter contre la Grande Dépression. Au moment de son investiture, au début de l'année 1933, un quart de la population active était au chômage, et beaucoup étaient plongés dans la pauvreté. La production industrielle avait chuté de plus de moitié depuis le début de la crise en 1929, et les investissements s'étaient effondrés. Les mesures proposées par Roosevelt pour remédier à cette situation furent collectivement baptisées « New Deal ». Roosevelt avait remporté une victoire écrasante, avec 57 % des suffrages populaires, et le Parti démocrate disposait d'une majorité au Congrès et au Sénat, suffisante pour faire adopter les lois du New Deal. Cependant, certaines de ces lois soulevèrent des questions constitutionnelles et finirent devant la Cour suprême, où le mandat électoral de Roosevelt avait beaucoup moins de poids.

L'un des piliers fondamentaux du New Deal était la loi nationale sur la relance industrielle (National Industrial Recovery Act). Le titre I était axé sur la relance industrielle. Le président Roosevelt et son équipe estimaient que pour relancer l'économie, il était essentiel de limiter la concurrence industrielle, d'accorder aux travailleurs davantage de droits pour former des syndicats et de réglementer les normes de travail. Le titre II établissait la Public Works Administration (Administration des travaux publics), dont les projets d'infrastructure comprenaient des ouvrages emblématiques tels que la gare ferroviaire de la 30e rue à Philadelphie, le pont Triborough, le barrage Grand Coulee et l'autoroute Overseas Highway reliant Key West, en Floride, au continent. Le président Roosevelt signa le projet de loi le 16 juin 1933, et la loi nationale sur la relance industrielle entra en vigueur. Cependant, elle fut immédiatement contestée devant les tribunaux. Le 27 mai 1935, la Cour suprême a statué à l'unanimité que le titre I de la loi était inconstitutionnel. Son verdict stipulait solennellement : « Des conditions d' extraordinaires peuvent appeler des remèdes extraordinaires

. Mais... des conditions extraordinaires ne créent ni n'élargissent le pouvoir constitutionnel. »

Avant que la Cour ne rende son verdict, Roosevelt était déjà passé à l'étape suivante de son programme et avait signé le Social Security Act, qui instaurait l'État providence moderne aux États-Unis : retraites, allocations chômage, aides aux familles avec enfants à charge, soins de santé publics et prestations d'invalidité. Il signa également le National Labor Relations Act, qui renforçait encore les droits des travailleurs à se syndiquer, à mener des négociations collectives et à faire grève contre leurs employeurs. Ces mesures ont également été contestées devant la Cour suprême. Alors que celles-ci suivaient leur cours devant les tribunaux, Roosevelt a été réélu en 1936 avec un mandat fort, obtenant 61 % des suffrages populaires.

Avec une popularité à son plus haut niveau, Roosevelt n'avait aucune intention de laisser la Cour suprême faire dérailler davantage son programme politique. Il a exposé ses plans lors d'une de ses causeries au coin du feu, diffusée en direct à la radio le 9 mars 1937. Il a commencé par souligner que, lors de son premier mandat, les mesures indispensables n'avaient été approuvées par la Cour suprême que de justesse. Il a poursuivi :

> Je me souviens de cette soirée de mars, il y a quatre ans, lorsque je vous ai fait mon premier rapport à la radio. Nous étions alors en pleine crise bancaire. Peu après, avec l'autorisation du Congrès, nous avons demandé à la nation de remettre tout son or détenu à titre privé, dollar pour dollar, au gouvernement des États-Unis. La reprise actuelle prouve à quel point cette politique était juste. Mais lorsque, près de deux ans plus tard, elle a été soumise à la Cour suprême, sa constitutionnalité n'a été confirmée que par cinq voix contre quatre. Un seul vote supplémentaire aurait replongé cette grande nation dans un chaos sans issue. En effet, quatre juges ont estimé que le droit, prévu par un contrat privé, d'exiger une livre de chair était plus sacré que les principaux objectifs de la Constitution visant à établir une nation durable.

Il est évident qu'il ne faut pas prendre ce risque à nouveau. Roosevelt a poursuivi :

> Jeudi dernier, j'ai décrit le système politique américain comme une équipe de trois chevaux fournie par la Constitution au peuple américain afin qu'il puisse labourer ses champs. Ces trois chevaux sont, bien sûr, les trois branches du gouvernement : le Congrès, l'exécutif et les tribunaux. Deux de ces chevaux, le Congrès et l'exécutif, tirent aujourd'hui à l'unisson ; le troisième, non.

Roosevelt a ensuite souligné que la Constitution américaine n'avait pas réellement conféré à la Cour suprême le droit de contester la constitutionnalité des lois, mais que celle-ci avait assumé ce rôle en 1803. À l'époque, le juge Bushrod Washington avait stipulé que la Cour suprême devait « présumer de la validité [d'une loi] jusqu'à ce que sa violation de la Constitution soit prouvée au-delà de tout doute raisonnable ». Roosevelt a ensuite déclaré :

> Au cours des quatre dernières années, la règle sensée consistant à accorder aux lois le bénéfice du doute raisonnable a été écartée. La Cour n'a pas agi en tant qu'organe judiciaire, mais en tant qu'organe décisionnaire.

Roosevelt affirmait avoir reçu le mandat électoral de changer cette situation et qu'« après avoir réfléchi à la réforme à proposer, la seule méthode clairement constitutionnelle [...] était d'insuffler un sang nouveau dans tous nos tribunaux ». Il faisait également valoir que les juges de la Cour suprême étaient surchargés de travail et que la charge était tout simplement trop lourde pour les juges plus âgés, qui étaient justement ceux qui rejetaient sa législation. Il proposa alors que tous les juges soient soumis à une retraite obligatoire à l'âge de soixante-dix ans et qu'il soit autorisé à nommer jusqu'à six nouveaux juges. Ce projet, que Roosevelt présenta sous le nom de « Judiciary Reorganization Bill » (projet de loi sur la réorganisation du pouvoir judiciaire), aurait permis de révoquer les juges qui avaient été nommés auparavant par des administrations plus conservatrices

et qui s'étaient le plus vigoureusement opposés au New Deal.

Bien que Roosevelt ait habilement tenté de rallier le soutien populaire à cette mesure, les sondages d'opinion suggéraient que seulement environ 40 % de la population était favorable au projet. Louis Brandeis était désormais juge à la Cour suprême. Bien que Brandeis sympathisât avec une grande partie de la législation de Roosevelt, il s'opposa aux tentatives du président d'éroder le pouvoir de la Cour suprême et à ses allégations selon lesquelles les juges étaient surchargés de travail. Le Parti démocrate de Roosevelt disposait d'une large majorité dans les deux chambres du Congrès. Mais la Chambre des représentants refusa plus ou moins de se pencher sur le projet de loi de Roosevelt. Roosevelt tenta alors sa chance au Sénat. Le projet de loi fut renvoyé à la commission judiciaire du Sénat, qui tint alors des réunions très controversées, sollicitant divers avis sur le projet. Elle le renvoya finalement au Sénat avec un rapport négatif, arguant que le projet de loi constituait « un abandon inutile, futile et tout à fait dangereux du principe constitutionnel... sans précédent ni justification ». Le Sénat a voté à 70 voix contre 20 pour le renvoyer à la commission afin qu'il soit réécrit. Tous les éléments relatifs au « court packing » ont été supprimés. Roosevelt ne pouvait donc pas lever les contraintes imposées à son pouvoir par la Cour suprême. Même si les pouvoirs de Roosevelt restaient limités, des compromis ont été trouvés, et la Cour a jugé constitutionnelles la loi sur la sécurité sociale et la loi sur les relations du travail.

Plus importante encore que le sort réservé à ces deux lois était la leçon générale à tirer de cet épisode. Les institutions politiques inclusives ne se contentent pas de contrôler les écarts majeurs par rapport aux institutions économiques inclusives, elles résistent également aux tentatives visant à compromettre leur propre pérennité. Il était dans l'intérêt immédiat du Congrès et du Sénat démocrates de nommer de nouveaux juges à la Cour suprême et de garantir la survie de toutes les lois du New Deal. Mais tout comme les élites politiques britanniques du début du XVIIIe siècle avaient compris que suspendre l'État de droit mettrait en péril les acquis qu'elles avaient arrachés à la monarchie, les membres du Congrès et les sénateurs comprenaient que si le président pouvait compromettre l'indépendance du pouvoir judiciaire, cela compromettrait l'équilibre des pouvoirs dans le système qui les protégeait

du président et garantissait la continuité des institutions politiques pluralistes.

Peut-être Roosevelt aurait-il ensuite décidé que l'obtention d'une majorité législative exigeait trop de compromis et de temps et qu'il gouvernerait plutôt par décret, sapant totalement le pluralisme et le système politique américain. Le Congrès n'aurait certainement pas approuvé cette décision, mais Roosevelt aurait alors pu faire appel à la nation, affirmant que le Congrès faisait obstacle aux mesures nécessaires pour lutter contre la dépression. Il aurait pu faire appel à la police pour fermer le Congrès. Cela semble-t-il farfelu ? C'est exactement ce qui s'est passé au Pérou et au Venezuela dans les années 1990. Les présidents Fujimori et Chávez ont fait appel à leur mandat populaire pour fermer les congrès non coopératifs, puis ont réécrit leurs constitutions afin de renforcer massivement les pouvoirs du président. La crainte de cette pente glissante par ceux qui partagent le pouvoir dans le cadre d'institutions politiques pluralistes est précisément ce qui a empêché Walpole de manipuler les tribunaux britanniques dans les années 1720, et c'est ce qui a empêché le Congrès américain de soutenir le projet de Roosevelt visant à augmenter le nombre de juges à la Cour suprême. Roosevelt s'était heurté au pouvoir des cercles vertueux.

Mais cette logique ne s'applique pas toujours, en particulier dans les sociétés qui peuvent présenter certaines caractéristiques inclusives, mais qui sont globalement extractives. Nous avons déjà observé cette dynamique à Rome et à Venise. Une autre illustration provient de la comparaison entre la tentative ratée de Roosevelt de nommer de nouveaux juges à la Cour suprême et des efforts similaires en Argentine, où les mêmes luttes ont eu lieu dans le contexte d'institutions économiques et politiques principalement extractives.

La Constitution argentine de 1853 a créé une Cour suprême dont les fonctions sont similaires à celles de la Cour suprême des États-Unis. Une décision de 1887 a permis à la Cour argentine d'assumer le même rôle que celui de la

La Cour suprême des États-Unis pour décider si certaines lois étaient constitutionnelles. En théorie, la Cour suprême aurait pu devenir l'un des éléments importants des institutions politiques inclusives en Argentine, mais le reste du système politique et économique est resté très extractif, et il n'y avait ni autonomisation de larges segments de la société ni pluralisme en Argentine. Comme aux États-Unis, le rôle constitutionnel de la Cour suprême allait

également contesté en Argentine. En 1946, Juan Domingo Perón a été démocratiquement élu président de l'Argentine. Ancien colonel, Perón s'était fait connaître au niveau national après le coup d'État militaire de 1943, qui l'avait nommé ministre du Travail. À ce poste, il a formé une coalition politique avec les syndicats et le mouvement ouvrier, qui allait s'avérer cruciale pour sa candidature à la présidence.

Peu après la victoire de Perón, ses partisans à la Chambre des députés ont proposé la destitution de quatre des cinq membres de la Cour. Plusieurs accusations ont été portées contre la Cour. L'une d'elles concernait le fait d'avoir accepté de manière anticonstitutionnelle la légalité de deux régimes militaires en 1930 et 1943, ce qui était assez ironique, puisque Perón avait joué un rôle clé dans le dernier coup d'État. L'autre portait sur la législation que la Cour avait invalidée, tout comme l'avait fait son homologue américaine. En particulier, juste avant l'élection de Perón à la présidence, la Cour avait rendu une décision déclarant inconstitutionnelle la nouvelle commission nationale des relations du travail créée par Perón. Tout comme Roosevelt avait vivement critiqué la Cour suprême lors de sa campagne de réélection en 1936, Perón fit de même lors de sa campagne de 1946. Neuf mois après avoir engagé la procédure de destitution, la Chambre des députés a destitué trois des juges, le quatrième ayant déjà démissionné. Le Sénat a approuvé la motion. Perón a alors nommé quatre nouveaux juges. L'affaiblissement de la Cour eut clairement pour effet de libérer Perón de toute contrainte politique. Il pouvait désormais exercer un pouvoir sans contrôle, à l'instar des régimes militaires qui avaient gouverné l'Argentine avant et après sa présidence. Ses nouveaux juges, par exemple, jugèrent constitutionnelle la condamnation de Ricardo Balbín, le chef du principal parti d'opposition à Perón, le Parti radical, pour avoir manqué de respect à Perón. Perón pouvait désormais gouverner comme un dictateur.

Depuis que Perón a réussi à nommer ses propres juges à la Cour suprême, il est devenu courant en Argentine que chaque nouveau président choisisse lui-même les juges qui la composent. Ainsi, une institution politique qui aurait pu exercer un certain contrôle sur le pouvoir exécutif a disparu. Le régime de Perón a été renversé par un autre coup d'État en 1955, suivi d'une longue série de transitions entre le pouvoir militaire et le pouvoir civil. Les nouveaux régimes militaires et civils ont tous deux choisi leurs propres juges. Mais la nomination des juges de la Cour suprême en Argentine

n'était pas une activité limitée aux transitions entre régime militaire et régime civil. En 1990, l'Argentine a finalement connu une transition entre deux gouvernements démocratiquement élus, l'un succédant à l'autre. Pourtant, à cette époque, les gouvernements démocratiques ne se comportaient pas très différemment des gouvernements militaires en ce qui concernait la Cour suprême. Le nouveau président était Carlos Saúl Menem, du Parti péroniste. La Cour suprême en place avait été nommée après la transition vers la démocratie en 1983 par le président du Parti radical, Raúl Alfonsín. Comme il s'agissait d'une transition démocratique, Menem n'avait aucune raison de nommer sa propre cour. Mais pendant la campagne électorale, Menem avait déjà montré son vrai visage. Il avait continuellement, mais sans succès, tenté d'encourager (voire d'intimider) les membres de la Cour à démissionner. Il avait notamment proposé au juge Carlos Fayt un poste d'ambassadeur. Mais il avait été réprimandé, et Fayt lui avait répondu en lui envoyant un exemplaire de son livre *Law and Ethics* (*Droit et éthique*), accompagné d'une note disant « Attention, c'est moi qui ai écrit cela ». Sans se laisser décourager, trois mois après son entr ce, Menem a envoyé une loi à la Chambre des députés proposant de faire passer le nombre de membres de la Cour de cinq à neuf. L'un des arguments avancés était le même que celui utilisé par Roosevelt en 1937 : la Cour était surchargée de travail. La loi a été rapidement adoptée par le Sénat et la Chambre, ce qui a permis à Menem de nommer quatre nouveaux juges. Il avait désormais la majorité.

La victoire de Menem contre la Cour suprême a déclenché le processus dangereux que nous avons évoqué plus haut. Sa prochaine étape consistait à réécrire la Constitution afin de supprimer la limitation du nombre de mandats et pouvoir ainsi se présenter à nouveau à la présidence. Après avoir été réélu, Menem a tenté de réécrire à nouveau la Constitution, mais il a été stoppé non pas par les institutions politiques argentines, mais par des factions au sein de son propre parti péroniste, qui se sont opposées à sa domination personnelle.

Depuis son indépendance, l'Argentine souffre de la plupart des problèmes institutionnels qui ont affligé l'Amérique latine. Elle est prise au piège dans un cercle vicieux, et non vertueux. En conséquence, les développements positifs, tels que les premiers pas vers la création d'une Cour suprême indépendante, n'ont jamais pu s'imposer. Avec le pluralisme, aucun groupe ne veut ou n'ose renverser le pouvoir d'un autre, car il craint que son propre pouvoir soit par la suite

contesté. Dans le même temps, la large répartition du pouvoir rend un tel renversement difficile. Une Cour suprême peut avoir du pouvoir si elle bénéficie d'un soutien important de la part de larges segments de la société prêts à repousser les tentatives visant à compromettre son indépendance. Cela a été le cas aux États-Unis, mais pas en Argentine. Les législateurs argentins étaient prêts à affaiblir la Cour même s'ils savaient que cela pouvait compromettre leur propre position. L'une des raisons est qu'avec des institutions extractives, il y a beaucoup à gagner à renverser la Cour suprême, et les avantages potentiels valent la peine de prendre des risques.

RÉTROACTION POSITIVE ET CERCLE VERTUEUX

Les institutions économiques et politiques inclusives ne naissent pas spontanément. Elles sont souvent le résultat d'un conflit important entre les élites qui s'opposent à la croissance économique et au changement politique et celles qui souhaitent limiter le pouvoir économique et politique des élites existantes. Les institutions inclusives apparaissent à des moments critiques, comme lors de la Glorieuse Révolution en Angleterre ou de la fondation de la colonie de Jamestown en Amérique du Nord, lorsqu'une série de facteurs affaiblissent l'emprise des élites au pouvoir, renforcent leurs opposants et créent des incitations à la formation d'une société pluraliste. L'issue d'un conflit politique n'est jamais certaine, et même si, avec le recul, nous considérons de nombreux événements historiques comme inévitables, le cours de l'histoire est aléatoire. Néanmoins, une fois en place, les institutions économiques et politiques inclusives ont tendance à créer un cercle vertueux, un processus de rétroaction positive, qui rend plus probable la persistance, voire l'expansion, de ces institutions.

Le cercle vertueux fonctionne grâce à plusieurs mécanismes. Premièrement, la logique des institutions politiques pluralistes rend beaucoup plus difficile l'usurpation du pouvoir par un dictateur, une faction au sein du gouvernement ou même un président bien intentionné, comme l'ont découvert Franklin Roosevelt lorsqu'il a tenté de supprimer les contrôles imposés à son pouvoir par la Cour suprême, et Sir Robert Walpole lorsqu'il a tenté de mettre en œuvre sommairement la loi noire. Dans les deux cas, concentrer davantage le pouvoir entre les mains d'un seul homme

un individu ou un groupe restreint aurait commencé à saper les fondements des institutions politiques pluralistes, et la véritable mesure du pluralisme réside précisément dans sa capacité à résister à de telles tentatives. Le pluralisme consacre également la notion d'État de droit, principe selon lequel les lois doivent s'appliquer de manière égale à tous, ce qui est naturellement impossible dans une monarchie absolue. Mais l'État de droit implique à son tour que les lois ne peuvent pas être simplement utilisées par un groupe pour empiéter sur les droits d'un autre. De plus, le principe de l'État de droit ouvre la voie à une plus grande participation au processus politique et à une plus grande inclusivité, car il introduit avec force l'idée que les personnes doivent être égales non seulement devant la loi, mais aussi dans le système politique. C'est l'un des principes qui a rendu difficile pour le système politique britannique de résister aux appels pressants en faveur d'une plus grande démocratie tout au long du XIXe siècle, ouvrant la voie à l'extension progressive du droit de vote à tous les adultes.

Deuxièmement, comme nous l'avons vu à plusieurs reprises, les institutions politiques inclusives soutiennent et sont soutenues par des institutions économiques inclusives. Cela crée un autre mécanisme de cercle vertueux. Les institutions économiques inclusives éliminent les relations économiques extractives les plus flagrantes, telles que l'esclavage et le servage, réduisent l'importance des monopoles et créent une économie dynamique, ce qui réduit les avantages économiques que l'on peut obtenir, du moins à court terme, en usurpant le pouvoir politique. Comme les institutions économiques étaient déjà suffisamment inclusives en Grande-Bretagne au XVIIIe siècle, l'élite avait moins à gagner à s'accrocher au pouvoir et, en fait, beaucoup à perdre en recourant à une répression généralisée contre ceux qui réclamaient davantage de démocratie. Cet aspect du cercle vertueux a rendu la marche progressive de la démocratie dans la Grande-Bretagne du XIXe siècle moins menaçante pour l'élite et plus susceptible de réussir. Cela contraste avec la situation dans les régimes absolutistes tels que les empires austro-hongrois ou russe, où les institutions économiques étaient encore très extractives et où, par conséquent, les appels à une plus grande inclusion politique à la fin du XIXe siècle ont été réprimés, car l'élite avait trop à perdre à partager le pouvoir.

Enfin, les institutions politiques inclusives permettent aux médias libres de prospérer, et ceux-ci fournissent souvent des informations sur les menaces qui pèsent sur les institutions inclusives et mobilisent l'opposition à ces menaces, comme cela a été le cas au cours du dernier quart du XIXe siècle et du premier quart du XXe siècle, lorsque la domination économique croissante des « barons voleurs » menaçait l'essence même des institutions économiques inclusives aux États-Unis.

Bien que l'issue des conflits omniprésents reste incertaine, grâce à ces mécanismes, le cercle vertueux crée une forte tendance à la persistance des institutions inclusives, à leur résistance aux défis et à leur expansion, comme cela a été le cas en Grande-Bretagne et aux États-Unis. Malheureusement, comme nous le verrons dans le chapitre suivant, les institutions extractives créent des forces tout aussi puissantes en faveur de leur persistance, ce qui entraîne un cercle vicieux.

12.

LE CERCLE VICIEUX

VOUS NE POUVEZ PLUS PRENDRE LE TRAIN POUR BO

TOUTE LA nation ouest-africaine de Sierra Leone est devenue une colonie britannique en 1896. La capitale, Freetown, avait été fondée à la fin du XVIIIe siècle pour accueillir les esclaves rapatriés et affranchis. Mais lorsque Freetown est devenue une colonie britannique, l'intérieur de la Sierra Leone était encore composé de nombreux petits royaumes africains. Peu à peu, dans la seconde moitié du XIXe siècle, les Britanniques étendirent leur domination à l'intérieur des terres grâce à une longue série de traités conclus avec les souverains africains. Le 31 août 1896, le gouvernement britannique déclara la colonie protectorat sur la base de ces traités. Les Britanniques ont identifié les chefs importants et leur ont donné un nouveau titre, celui de chef suprême. Dans l'est de la Sierra Leone, par exemple, dans la région moderne d'extraction de diamants de Kono, ils ont rencontré Suluku, un puissant roi guerrier. Le roi Suluku a été nommé chef suprême Suluku, et la chefferie de Sandor a été créée en tant qu'unité administrative du protectorat.

Bien que des rois tels que Suluku aient signé des traités avec un administrateur britannique, ils n'avaient pas compris que ces traités seraient interprétés comme un blanc-seing pour établir une colonie. Lorsque les Britanniques tentèrent d'imposer une taxe sur les huttes (une taxe de cinq shillings prélevée sur chaque maison) en janvier 1898, les chefs se soulevèrent dans une guerre civile qui fut connue sous le nom de « rébellion de la taxe sur les huttes ». Elle a commencé dans le nord, mais c'est dans le sud, en particulier dans le Mendeland, dominé par le groupe ethnique Mende, qu'elle a été la plus forte et la plus longue. La rébellion de la taxe sur les huttes a été rapidement réprimée, mais elle a alerté les Britanniques sur les difficultés de contrôler l'arrière-pays sierra-léonais. Les Britanniques

avaient déjà commencé à construire une voie ferrée reliant Freetown à l'intérieur des terres. Les travaux débutèrent en mars 1896 et la ligne atteignit Songo Town en décembre 1898, en plein milieu de la rébellion contre la taxe sur les huttes. Les documents parlementaires britanniques de 1904 rapportent que :

> Dans le cas des chemins de fer de Sierra Leone, l'insurrection indigène qui éclata en février 1898 eut pour effet d'arrêter complètement les travaux et de désorganiser le personnel pendant un certain temps. Les rebelles s'abattirent sur le chemin de fer, avec pour résultat que tout le personnel d' to Freetown... Rotifunk, désormais situé sur les chemins de fer à 55 miles de Freetown, était à cette époque complètement aux mains des rebelles.

En fait, Rotifunk ne figurait pas sur le tracé ferroviaire prévu en 1894. L'itinéraire a été modifié après le début de la rébellion, de sorte qu'au lieu de se diriger vers le nord-est, il a pris la direction du sud, via Rotifunk, puis Bo, pour rejoindre Mendeland. Les Britanniques voulaient accéder rapidement à Mendeland, le cœur de la rébellion, et à d'autres régions potentiellement perturbatrices de l'arrière-pays si d'autres rébellions venaient à éclater.

Lorsque la Sierra Leone a accédé à l'indépendance en 1961, les Britanniques ont remis le pouvoir à Sir Milton Margai et à son Parti populaire de Sierra Leone (SLPP), qui bénéficiait principalement du soutien du sud, en particulier du Mendeland, et de l'est. Sir Milton a été remplacé au poste de Premier ministre par son frère, Sir Albert Margai, en 1964. En 1967, le SLPP a perdu de justesse une élection très disputée face à l'opposition, le All People's Congress Party (APC), dirigé par Siaka Stevens. Stevens était un Limba, originaire du nord, et l'APC bénéficiait principalement du soutien des groupes ethniques du nord, les Limba, les Temne et les Loko.

Bien que la ligne ferroviaire vers le sud ait été initialement conçue par les Britanniques pour gouverner la Sierra Leone, en 1967, son rôle était économique, puisqu'elle transportait la plupart des exportations du pays : café, cacao et diamants. Les agriculteurs qui cultivaient le café et le cacao étaient des Mende, et le chemin de fer était la fenêtre du Mendeland sur le monde. Le Mendeland avait massivement voté pour Albert Margai lors des élections de 1967. Stevens était

beaucoup plus intéressé par le maintien de son pouvoir que par la promotion des exportations du Mendeland. Son raisonnement était simple : tout ce qui était bon pour les Mende était bon pour le SLPP, et mauvais pour Stevens. Il a donc fait démanteler la ligne de chemin de fer menant au Mendeland. Il a ensuite vendu les rails et le matériel roulant afin de rendre ce changement aussi irréversible que possible. Aujourd'hui, lorsque vous quittez Freetown en direction de l'est, vous passez devant les gares délabrées de Hastings et Waterloo. Il n'y a plus de trains pour Bo. Bien sûr, l'action radicale de Stevens a porté un coup fatal à certains des secteurs les plus dynamiques de l'économie sierra-léonaise. Mais comme beaucoup de dirigeants africains après l'indépendance, lorsqu'il a fallu choisir entre consolider son pouvoir et encourager la croissance économique, Stevens a choisi de consolider son pouvoir, et il n'a jamais regardé en arrière. Aujourd'hui, il n'est plus possible de prendre le train pour Bo, car, à l'instar du tsar Nicolas Ier, qui craignait que les chemins de fer n'apportent la révolution en Russie, Stevens pensait que les chemins de fer renforceraient ses adversaires. Comme tant d'autres dirigeants à la tête d'institutions extractives, il craignait que son pouvoir politique ne soit remis en cause et était prêt à sacrifier la croissance économique pour contrecarrer ces menaces.

À première vue, la stratégie de Stevens contraste avec celle des Britanniques. Mais en réalité, il existait une grande continuité entre le régime britannique et celui de Stevens, qui illustre la logique des cercles vicieux. Stevens a gouverné la Sierra Leone en exploitant les ressources de son peuple à l'aide de méthodes similaires. Il était toujours au pouvoir en 1985, non pas parce qu'il avait été réélu par le peuple, mais parce qu'après 1967, il avait instauré une dictature violente, tuant et harcelant ses opposants politiques, en particulier les membres du SLPP. Il s'est proclamé président en 1971 et, après 1978, la Sierra Leone ne comptait plus qu'un seul parti politique, l'APC de Stevens. Stevens a ainsi réussi à consolider son pouvoir, même si cela a eu pour conséquence d'appauvrir une grande partie de l'arrière-pays.

Pendant la période coloniale, les Britanniques ont utilisé un système de gouvernement indirect pour gouverner la Sierra Leone, comme ils l'ont fait avec la plupart de leurs colonies africaines. À la base de ce système se trouvaient les chefs suprêmes, qui percevaient les impôts, rendaient la justice et maintenaient l'ordre. Les Britanniques ne traitaient pas les producteurs de cacao et de café en les isolant, mais en

les obligeant à vendre toute leur production à un office de commercialisation créé par l'administration coloniale, soi-disant pour aider les agriculteurs. Les prix des produits agricoles fluctuaient énormément au fil du temps. Les prix du cacao pouvaient être élevés une année, mais bas l'année suivante. Les revenus des agriculteurs fluctuaient en conséquence. La justification des offices de commercialisation était qu'ils absorberaient les fluctuations de prix à la place des agriculteurs. Lorsque les prix mondiaux étaient élevés, l'office payait les agriculteurs de Sierra Leone moins que le prix mondial, mais lorsque les prix mondiaux étaient bas, il faisait l'inverse. En principe, cela semblait être une bonne idée. La réalité était toutefois très différente. L'Office de commercialisation des produits agricoles de Sierra Leone a été créé en 1949. Bien sûr, l'office avait besoin d'une source de revenus pour fonctionner. Le moyen naturel d'y parvenir était de payer les agriculteurs un peu moins que ce qu'ils auraient dû recevoir, que les années soient bonnes ou mauvaises. Ces fonds pouvaient ensuite être utilisés pour les frais généraux et l'administration. Rapidement, ce petit peu moins est devenu beaucoup moins. L'État colonial utilisait l'office de commercialisation comme un moyen de taxer lourdement les agriculteurs.

Beaucoup s'attendaient à ce que les pires pratiques de la domination coloniale en Afrique subsaharienne cessent après l'indépendance et à ce que l'utilisation des offices de commercialisation pour taxer excessivement les agriculteurs prenne fin. Mais rien de tout cela ne s'est produit. En fait, l'exploitation des agriculteurs par les offices de commercialisation s'est considérablement aggravée. Au milieu des années 1960, les producteurs de palmistes ne recevaient plus que
56 % du prix mondial par l'intermédiaire de l'office de commercialisation ; les producteurs de cacao, 48 % ; et les producteurs de café, 49 %. Lorsque Stevens a quitté ses fonctions en 1985, démissionnant pour permettre à son successeur trié sur le volet, Joseph Momoh, de devenir président, ces chiffres étaient respectivement de 37, 19 et 27 %. Aussi pitoyable que cela puisse paraître, c'était mieux que ce que les agriculteurs obtenaient sous le règne de Stevens, qui était souvent aussi bas que 10 %, c'est-à-dire que 90 % des revenus des agriculteurs étaient prélevés par le gouvernement de Stevens, non pas pour fournir des services publics, tels que des routes ou l'éducation, mais pour s'enrichir lui-même et ses acolytes et pour acheter un soutien politique.

Dans le cadre de leur domination indirecte, les Britanniques avaient également stipulé que la fonction de chef suprême serait à vie. Pour être éligible à la fonction de chef, il fallait être membre d'une tribu reconnue.

« maison régnante ». L'identité des maisons régnantes dans une chefferie s'est développée au fil du temps, mais elle était essentiellement basée sur la lignée des rois d'une région particulière et des familles élitistes qui ont signé des traités avec les Britanniques à la fin du XIXe siècle. Les chefs étaient élus, mais pas démocratiquement. Un organisme appelé « Autorité tribale », dont les membres étaient des chefs de village de rang inférieur ou étaient nommés par les chefs suprêmes, les chefs de village ou les autorités britanniques, décidait qui deviendrait le chef suprême. On aurait pu imaginer que cette institution coloniale serait également abolie ou au moins réformée après l'indépendance. Mais tout comme le comité de commercialisation, elle ne l'a pas été et a continué à fonctionner sans changement. Aujourd'hui, les chefs suprêmes sont toujours chargés de collecter les impôts. Il ne s'agit plus d'une taxe sur les huttes, mais d'un impôt similaire, une taxe par tête. En 2005, l'Autorité tribale de Sandor a élu un nouveau chef suprême. Seuls les candidats issus de la maison Fasuluku, qui est la seule maison régnante, pouvaient se présenter. Le vainqueur fut Sheku Fasuluku, l'arrière-arrière-petit-fils du roi Suluku.

Le comportement des offices de commercialisation et les systèmes traditionnels de propriété foncière expliquent en grande partie pourquoi la productivité agricole est si faible en Sierra Leone et dans une grande partie de l'Afrique subsaharienne. Dans les années 1980, le politologue Robert Bates a cherché à comprendre pourquoi l'agriculture était si peu productive en Afrique, alors que selon les manuels d'économie, elle aurait dû être le secteur économique le plus dynamique. Il s'est rendu compte que cela n'avait rien à voir avec la géographie ou les facteurs évoqués au chapitre 2, qui sont censés rendre la productivité agricole intrinsèquement faible. La raison était simplement que les politiques de prix des offices de commercialisation supprimaient toute incitation pour les agriculteurs à investir, à utiliser des engrais ou à préserver les sols.

La raison pour laquelle les politiques des offices de commercialisation étaient si défavorables aux intérêts ruraux était que ces derniers n'avaient aucun pouvoir politique. Ces politiques de prix interagissaient avec d'autres facteurs fondamentaux rendant la tenure précaire, ce qui sapait encore davantage les incitations à l'investissement. En Sierra Leone, les chefs suprêmes assurent non seulement le maintien de l'ordre public et les services judiciaires, et perçoivent les impôts, mais ils sont également les « gardiens de la terre ». Bien que les familles, les clans et les dynasties aient des droits d'usage et des droits traditionnels sur la terre, au niveau

En fin de compte, ce sont les chefs qui ont le dernier mot sur qui cultive quoi et où. Vos droits de propriété foncière ne sont garantis que si vous avez des liens avec le chef, par exemple si vous appartenez à la même famille dirigeante. La terre ne peut être ni achetée, ni vendue, ni utilisée comme garantie pour un prêt, et si vous n'êtes pas né dans une chefferie, vous ne pouvez pas planter de cultures pérennes telles que le café, le cacao ou le palmier, de peur que cela ne vous permette d'établir des droits de propriété « de facto ».

Le contraste entre les institutions extractives mises en place par les Britanniques en Sierra Leone et les institutions inclusives qui se sont développées dans d'autres colonies, comme l'Australie, est illustré par la manière dont les ressources minérales ont été gérées. Des diamants ont été découverts à Kono, dans l'est de la Sierra Leone, en janvier 1930. Il s'agissait de diamants alluviaux, c'est-à-dire qui ne se trouvaient pas dans des mines profondes. La principale méthode d'extraction consistait donc à les laver dans les rivières. Certains sociologues appellent ces diamants « démocratiques », car ils permettent à de nombreuses personnes de participer à l'exploitation minière, créant ainsi une opportunité potentiellement inclusive. Ce n'était pas le cas en Sierra Leone. Ignorant joyeusement la nature intrinsèquement démocratique du lavage des diamants, le gouvernement britannique a mis en place un monopole pour l'ensemble du protectorat, appelé Sierra Leone Selection Trust, et l'a accordé à De Beers, la gigantesque société minière sud-africaine spécialisée dans l'exploitation des diamants. En 1936, De Beers a également obtenu le droit de créer la Diamond Protection Force, une armée privée qui allait devenir plus importante que celle du gouvernement colonial en Sierra Leone. Malgré cela, la grande disponibilité des diamants alluviaux rendait la situation difficile à contrôler. Dans les années 1950, la Diamond Protection Force était submergée par des milliers de mineurs de diamants illégaux, source majeure de conflits et de chaos. En 1955, le gouvernement britannique a ouvert certains champs diamantifères à des chercheurs agréés extérieurs au Sierra Leone Selection Trust, bien que la société ait conservé les zones les plus riches à Yengema, Koidu et Tongo Fields. La situation ne fit qu'empirer après l'indépendance. En 1970, Siaka Stevens nationalisa de fait le Sierra Leone Selection Trust, créant la National Diamond Mining Company (Sierra Leone) Limited, dans laquelle le gouvernement, c'est-à-dire Stevens, détenait une participation de 51 %. Ce fut la phase initiale du plan de Stevens visant à prendre le contrôle de l'exploitation diamantifère dans le pays.

Au XIXe siècle, en Australie, ce n'était pas les diamants, mais l'or, découvert en 1851 en Nouvelle-Galles du Sud et dans le nouvel État de Victoria, qui attirait l'attention de tous. Comme les diamants en Sierra Leone, l'or était alluvial, et il fallait décider comment l'exploiter. Certains, comme James Macarthur, fils de John Macarthur, le leader éminent des squatters dont nous avons parlé précédemment (cette page – cette page), ont proposé d'ériger des clôtures autour des zones minières et de vendre aux enchères les droits de monopole. Ils voulaient une version australienne du Sierra Leone Selection Trust. Mais beaucoup en Australie souhaitaient un accès libre aux zones d'exploitation aurifère. Le modèle inclusif l'emporta et, au lieu d'instaurer un monopole, les autorités australiennes autorisèrent toute personne ayant payé une redevance annuelle pour obtenir une licence minière à chercher et à extraire de l'or. Rapidement, les chercheurs d'or, comme on appelait ces aventuriers, devinrent une force puissante dans la politique australienne, en particulier dans l'État de Victoria. Ils jouèrent un rôle important dans la promotion du suffrage universel et du vote à bulletin secret.

Nous avons déjà vu deux effets pernicieux de l'expansion européenne et de la domination coloniale en Afrique : l'introduction de la traite transatlantique des esclaves, qui a encouragé le développement des institutions politiques et économiques africaines dans une direction extractive, et l'utilisation de la législation et des institutions coloniales pour éliminer le développement de l'agriculture commerciale africaine qui aurait pu concurrencer les Européens. L'esclavage était certainement une force en Sierra Leone. Au moment de la colonisation, il n'existait pas d'État centralisé fort à l'intérieur du pays, mais seulement de nombreux petits royaumes antagonistes qui se pillaient mutuellement et capturaient les hommes et les femmes les uns des autres. L'esclavage était endémique, avec peut-être 50 % de la population travaillant comme esclaves. L'environnement sanitaire ne permettait pas une colonisation blanche à grande échelle en Sierra Leone, comme ce fut le cas en Afrique du Sud. Il n'y avait donc pas de Blancs en concurrence avec les Africains. De plus, l'absence d'une économie minière à l'échelle de Johannesburg signifiait qu'en plus du manque de demande de main-d'œuvre africaine dans les fermes blanches, il n'y avait aucune incitation à créer les institutions du marché du travail extractif si caractéristiques de l'apartheid en Afrique du Sud.

Mais d'autres mécanismes étaient également à l'œuvre. Les producteurs de cacao et de café de Sierra Leone n'étaient pas en concurrence avec les Blancs, même si leurs revenus étaient toujours expropriés par le biais d'un monopole gouvernemental, le comité de commercialisation. La Sierra Leone a également souffert de la domination indirecte. Dans de nombreuses régions d'Afrique où les autorités britanniques souhaitaient mettre en place une domination indirecte, elles ont trouvé des peuples qui ne disposaient pas d'un système d'autorité centralisée pouvant être pris en charge. Par exemple, dans l'est du Nigeria, les Igbos n'avaient pas de chefs lorsque les Britanniques les ont rencontrés au XIXe siècle. Les Britanniques ont alors créé des chefs, les chefs mandatés. En Sierra Leone, les Britanniques ont fondé leur domination indirecte sur les institutions et les systèmes d'autorité indigènes existants.

Néanmoins, indépendamment du fondement historique des individus reconnus comme chefs suprêmes en 1896, le régime indirect et les pouvoirs qu'il conférait aux chefs suprêmes ont complètement bouleversé la politique existante en Sierra Leone. D'une part, il a introduit un système de stratification sociale – les maisons régnantes – qui n'existait pas auparavant. Une aristocratie héréditaire a remplacé une situation beaucoup plus fluide où les chefs avaient besoin du soutien populaire. Au lieu de cela, un système rigide a vu le jour, dans lequel les chefs occupaient leur fonction à vie, étaient redevables à leurs protecteurs à Freetown ou en Grande-Bretagne, et étaient beaucoup moins responsables devant les personnes qu'ils gouvernaient. Les Britanniques étaient également heureux de subvertir les institutions par d'autres moyens, par exemple en remplaçant les chefs légitimes par des personnes plus coopératives. En effet, la famille Margai, qui a fourni les deux premiers premiers ministres de la Sierra Leone indépendante, est arrivée au pouvoir dans la chefferie de Lower Banta en se rangeant du côté des Britanniques lors de la rébellion contre la taxe sur les huttes contre le chef régnant, Nyama. Nyama a été destitué, et les Margai sont devenus chefs et ont occupé ce poste jusqu'en 2010.

Ce qui est remarquable, c'est la continuité entre la Sierra Leone coloniale et indépendante. Les Britanniques ont créé les offices de commercialisation et les ont utilisés pour taxer les agriculteurs. Les gouvernements postcoloniaux ont fait de même, en appliquant des taux encore plus élevés. Les Britanniques ont mis en place un système de gouvernement indirect par l'intermédiaire des chefs suprêmes. Les gouvernements qui ont suivi l'indépendance n'ont pas rejeté cette institution coloniale ; ils l'ont plutôt utilisée pour gouverner les campagnes également. Les Britanniques ont mis en place un monopole sur l' des diamants et ont tenté de empêcher l'entrée des mineurs africains .

Les gouvernements post-indépendance ont fait de même. Il est vrai que les Britanniques pensaient que la construction de chemins de fer était un bon moyen de gouverner le Mendeland, tandis que Siaka Stevens pensait le contraire. Les Britanniques pouvaient faire confiance à leur armée et savaient qu'ils pouvaient l'envoyer au Mendeland en cas de rébellion. Stevens, en revanche, ne pouvait pas en faire autant. Comme dans beaucoup d'autres pays africains, une armée forte aurait constitué une menace pour le pouvoir de Stevens. C'est pour cette raison qu'il a affaibli l'armée, en la réduisant et en privatisant la violence par le biais d'unités paramilitaires spécialement créées et qui ne lui étaient fidèles qu'à lui, accélérant ainsi le déclin du peu d'autorité étatique qui existait en Sierra Leone. À la place de l'armée, il y a d'abord eu l'Unité de sécurité intérieure, l'ISU, que le peuple sierra-léonais, qui souffrait depuis longtemps, appelait « I Shoot U » (je te tire dessus). Puis vint la Division spéciale de sécurité (SSD), que le peuple appelait « les chiens de Siaka Stevens ». En fin de compte, l'absence d'une armée soutenant le régime allait également causer sa perte. C'est un groupe de seulement trente soldats, dirigé par le capitaine Valentine Strasser, qui renversa le régime de l'APC le 29 avril 1992.

Le développement de la Sierra Leone, ou plutôt son absence, peut être compris comme le résultat d'un cercle vicieux. Les autorités coloniales britanniques ont d'abord mis en place des institutions extractives, et les politiciens africains post-indépendance n'ont eu que trop de plaisir à reprendre le flambeau. Ce schéma s'est répété de manière inquiétante dans toute l'Afrique subsaharienne. Des espoirs similaires existaient pour le Ghana, le Kenya, la Zambie et de nombreux autres pays africains après leur indépendance. Pourtant, dans tous ces cas, les institutions extractives ont été recréées selon un schéma prédictible, celui du cercle vicieux, qui n'a fait que s'aggraver avec le temps. Dans tous ces pays, par exemple, les offices de commercialisation et le système de gouvernement indirect créés par les Britanniques ont été maintenus.

Il existe des raisons naturelles à ce cercle vicieux. Les institutions politiques extractives conduisent à des institutions économiques extractives, qui enrichissent une minorité au détriment de la majorité. Ceux qui bénéficient des institutions extractives ont ainsi les ressources nécessaires pour constituer leurs armées (privées) et recruter des mercenaires, acheter leurs juges et truquer leurs élections afin de rester au pouvoir. Ils ont également tout intérêt à défendre le système. Par conséquent, les institutions économiques extractives créent une plateforme permettant aux institutions politiques extractives de

. Le pouvoir est précieux dans les régimes dotés d'institutions politiques extractives, car il n'est soumis à aucun contrôle et apporte des richesses économiques.

Les institutions politiques extractives n'offrent également aucun contrôle contre les abus de pouvoir. La question de savoir si le pouvoir corrompt est discutable, mais Lord Acton avait certainement raison lorsqu'il affirmait que le pouvoir absolu corrompt absolument. Nous avons vu dans le chapitre précédent que même lorsque Franklin Roosevelt souhaitait utiliser ses pouvoirs présidentiels d'une manière qu'il jugeait bénéfique pour la société, sans être entravé par les contraintes imposées par la Cour suprême, les institutions politiques inclusives des États-Unis l'empêchaient de mettre de côté les contraintes pesant sur son pouvoir. Dans le cadre d'institutions politiques extractives, il existe peu de contrôles contre l'exercice du pouvoir, aussi déformé et sociopathique qu'il puisse devenir. En 1980, Sam Bangura, alors gouverneur de la banque centrale de Sierra Leone, a critiqué les politiques de Siaka Stevens, les qualifiant de dépensières. Il a rapidement été assassiné et jeté du dernier étage du bâtiment de la banque centrale sur la rue Siaka Stevens, qui porte bien son nom. Les institutions politiques extractives ont donc également tendance à créer un cercle vicieux, car elles n'offrent aucune ligne de défense contre ceux qui veulent usurper et abuser davantage des pouvoirs de l'État.

Un autre mécanisme contribuant à ce cercle vicieux est le fait que les institutions extractives, en créant un pouvoir illimité et de grandes inégalités de revenus, augmentent les enjeux potentiels du jeu politique. Étant donné que celui qui contrôle l'État devient le bénéficiaire de ce pouvoir excessif et de la richesse qu'il génère, les institutions extractives incitent à la lutte intestine pour contrôler le pouvoir et ses avantages, une dynamique que nous avons observée dans les cités-États mayas et dans la Rome antique. Dans cette optique, il n'est pas surprenant que les institutions extractives dont de nombreux pays africains ont hérité des puissances coloniales aient semé les graines de luttes de pouvoir et de guerres civiles. Ces luttes seraient des conflits très différents de la guerre civile anglaise et de la Glorieuse Révolution. Elles ne seraient pas menées pour changer les institutions politiques, introduire des contraintes à l'exercice du pouvoir ou créer le pluralisme, mais pour s'emparer du pouvoir et enrichir un groupe au détriment des autres. En Angola, au Burundi,

Au Tchad, en Côte d'Ivoire, en République démocratique du Congo, en Éthiopie, au Liberia, au Mozambique, au Nigeria, en République du Congo Brazzaville, au Rwanda, en Somalie, au Soudan et en Ouganda, sans oublier bien sûr la Sierra Leone, comme nous le verrons plus en détail dans le chapitre suivant, ces conflits allaient se transformer en guerres civiles sanglantes et entraîner la ruine économique et des souffrances humaines sans précédent, ainsi que l'effondrement de l'État.

DE *L'ENCOMIENDA* À L'ACCAPAREMENT DES TERRES

Le 14 janvier 1993, Ramiro De León Carpio a prêté serment en tant que président du Guatemala. Il a nommé Richard Aitkenhead Castillo ministre des Finances et Ricardo Castillo Sinibaldi ministre du Développement. Ces trois hommes avaient tous quelque chose en commun : ils étaient tous des descendants directs des conquistadors espagnols arrivés au Guatemala au début du XVIe siècle. L'illustre ancêtre de De León était Juan De León Cardona, tandis que les Castillo étaient apparentés à Bernal Díaz del Castillo, l'auteur de l'un des plus célèbres récits de la conquête du Mexique. En récompense de ses services rendus à Hernán Cortés, Díaz del Castillo fut nommé gouverneur de Santiago de los Caballeros, aujourd'hui la ville d'Antigua au Guatemala. Castillo et De León fondèrent tous deux des dynasties avec d'autres conquistadors, tels que Pedro de Alvarado. La sociologue guatémaltèque Marta Casaús Arzú a identifié un groupe central de vingt-deux familles au Guatemala qui avaient des liens par alliance avec vingt-six autres familles situées juste en dehors de ce groupe central. Son étude généalogique et politique suggère que ces familles contrôlent le pouvoir économique et politique au Guatemala depuis 1531. Une définition encore plus large des familles appartenant à cette élite suggère qu'elles représentaient un peu plus de 1 % de la population dans les années 1990.

En Sierra Leone et dans une grande partie de l'Afrique subsaharienne, le cercle vicieux a pris la forme d'institutions extractives mises en place par les puissances coloniales et reprises par les dirigeants après l'indépendance. Au Guatemala, comme dans une grande partie de l'Amérique centrale, on observe une forme plus simple et plus

nue du cercle vicieux : ceux qui détiennent le pouvoir économique et politique structurent les institutions de manière à assurer la continuité de leur pouvoir, et y parviennent. Ce type de cercle vicieux conduit à la persistance des institutions extractives et à celle des mêmes élites au pouvoir, ainsi qu'à la persistance du sous-développement.

Au moment de la conquête, le Guatemala était densément peuplé, avec probablement environ deux millions de Mayas. Les maladies et l'exploitation ont fait des ravages, comme partout ailleurs dans les Amériques. Ce n'est que dans les années 1920 que la population totale a retrouvé ce niveau. Comme ailleurs dans l'Empire espagnol, les populations indigènes ont été attribuées aux conquistadors sous forme de concessions appelées *encomienda*. Comme nous l'avons vu dans le contexte de la colonisation du Mexique et du Pérou, *l'encomienda* était un système de travail forcé, qui a ensuite cédé la place à d'autres institutions coercitives similaires, en particulier au *repartimiento*, également appelé *mandamiento* au Guatemala. L'élite, composée des descendants des conquistadors et de certains éléments indigènes, a non seulement bénéficié des différents systèmes de travail forcé, mais a également contrôlé et monopolisé le commerce par le biais d'une guilde marchande appelée Consulado de Comercio. La majeure partie de la population du Guatemala vivait dans les hautes montagnes, loin de la côte. Les coûts de transport élevés réduisaient l'ampleur de l'économie d'exportation, et au départ, la terre n'avait pas beaucoup de valeur. Une grande partie était encore entre les mains des peuples autochtones, qui possédaient de vastes terres communales appelées *ejidos*. Le reste était en grande partie inoccupé et appartenait théoriquement au gouvernement. Il était plus rentable de contrôler et de taxer le commerce, tel qu'il était, que de contrôler la terre.

Tout comme au Mexique, l'élite guatémaltèque considérait la Constitution de Cadix (cette page – cette page) avec hostilité, ce qui l'encouragea à déclarer son indépendance, à l'instar des élites mexicaines. Après une brève union avec le Mexique et la Fédération centraméricaine, l'élite coloniale a dirigé le Guatemala sous la dictature de Rafael Carrera de 1839 à 1871. Pendant cette période, les descendants des conquistadors et l'élite indigène ont maintenu les institutions économiques extractives de l'époque coloniale

. Même l'organisation du Consulado ne changea pas avec l'indépendance. Bien qu'il s'agisse d'une institution royale, elle continua à fonctionner sans problème sous un gouvernement républicain.

L'indépendance n'était alors qu'un coup d'État mené par l'élite locale préexistante, tout comme au Mexique ; celle-ci continua à fonctionner comme à son habitude, en tirant profit des institutions économiques extractives dont elle avait tant bénéficié. Ironiquement, pendant cette période, le Consulado est resté en charge du développement économique du pays. Mais comme avant l'indépendance, le Consulado avait à cœur ses propres intérêts, et non ceux du pays. Une partie de sa responsabilité concernait le développement des infrastructures, telles que les ports et les routes, mais comme en Autriche-Hongrie, en Russie et en Sierra Leone, cela menaçait souvent la destruction créatrice et aurait pu déstabiliser le système. Par conséquent, le développement des infrastructures, plutôt que d'être mis en œuvre, était souvent contesté. Par exemple, le développement d'un port sur la côte de Suchitepéquez, bordant l'océan Pacifique, était l'un des projets proposés. À l'époque, les seuls ports dignes de ce nom se trouvaient sur la côte caraïbe et étaient contrôlés par le Consulado. Le Consulado n'a rien fait du côté du Pacifique, car un port dans cette région aurait facilité l'acheminement des marchandises provenant des villes montagneuses de Mazatenango et Quezaltenango, et l'accès à un marché différent pour ces marchandises aurait sapé le monopole du Consulado sur le commerce extérieur. La même logique s'appliquait aux routes, où, là encore, le Consulado avait la responsabilité de l'ensemble du pays. Comme on pouvait s'y attendre, il a également refusé de construire des routes qui auraient renforcé les groupes concurrents ou auraient pu mettre fin à son monopole. La pression pour le faire est venue à nouveau de l'ouest du Guatemala et de Quezaltenango, dans la région de Los Altos. Mais si la route entre Los Altos et la côte de Suchitepéquez avait été améliorée, cela aurait pu créer une classe marchande qui aurait concurrencé les marchands du Consulado dans la capitale. La route n'a pas été améliorée.

En raison de cette domination de l'élite, le Guatemala s'est retrouvé figé dans le temps au milieu du XIXe siècle, alors que le reste du monde évoluait rapidement. Mais ces changements allaient finalement toucher le Guatemala . Les coûts des transports étaient en baisse en raison des

des innovations technologiques telles que le train à vapeur, les chemins de fer et de nouveaux types de navires beaucoup plus rapides. De plus, l'augmentation des revenus des populations d'Europe occidentale et d'Amérique du Nord créait une demande massive pour de nombreux produits qu'un pays comme le Guatemala était potentiellement en mesure de produire.

Au début du siècle, l'indigo puis la cochenille, deux colorants naturels, étaient produits pour l'exportation, mais la production de café allait devenir une activité plus rentable. Le Guatemala disposait de nombreuses terres propices à la culture du café, qui commença à se développer sans aucune aide du Consulado. Avec la hausse du prix mondial du café et l'expansion du commerce international, les profits étaient énormes et l'élite guatémaltèque s'intéressa au café. En 1871, le régime durable du dictateur Carrera fut finalement renversé par un groupe de personnes se qualifiant de libéraux, d'après le mouvement mondial du même nom. La signification du libéralisme a évolué au fil du temps. Mais au XIXe siècle, aux États-Unis et en Europe, il était similaire à ce que l'on appelle aujourd'hui le libertarianisme et défendait la liberté des individus, un gouvernement limité et le libre-échange. Les choses fonctionnaient un peu différemment au Guatemala. Dirigés initialement par Miguel García Granados, puis après 1873 par Justo Rufino Barrios, les libéraux guatémaltèques n'étaient, pour la plupart, pas des hommes nouveaux animés par des idéaux libéraux. Dans l'ensemble, les mêmes familles restaient au pouvoir. Elles ont maintenu des institutions politiques extractives et mis en œuvre une vaste réorganisation de l'économie afin d'exploiter le café. Elles ont certes aboli le Consulado en 1871, mais la situation économique avait changé. Les institutions économiques extractives se concentraient désormais sur la production et l'exportation du café.

La production de café nécessitait des terres et de la main-d'œuvre. Afin de créer des terres pour les plantations de café, les libéraux ont fait passer la privatisation des terres, qui était en réalité une appropriation de terres qui leur permettrait de s'emparer de terres auparavant détenues en commun ou par le gouvernement. Bien que leur tentative ait été vivement contestée, compte tenu des institutions politiques hautement extractives et de la concentration du pouvoir politique au Guatemala, l'élite a finalement remporté la victoire. Entre 1871 et 1883, près d'un million d'acres de terres, principalement des terres communales autochtones et

Les terres frontalières passèrent entre les mains de l'élite, et ce n'est qu'alors que la culture du café se développa rapidement. L'objectif était la formation de grands domaines. Les terres privatisées étaient généralement vendues aux enchères à des membres de l'élite traditionnelle ou à des personnes qui leur étaient liées. Le pouvoir coercitif de l'État libéral fut alors utilisé pour aider les grands propriétaires terriens à accéder à la main-d'œuvre en adaptant et en intensifiant divers systèmes de travail forcé. En novembre 1876, le président Barrios a écrit à tous les gouverneurs du Guatemala pour leur faire remarquer que

> étant donné que le pays dispose de vastes étendues de terres qu'il doit exploiter en les cultivant à l'aide de la multitude de travailleurs qui restent aujourd'hui en marge du mouvement de développement des éléments productifs de la nation, vous devez apporter toute votre aide à l'exportation agricole :
>
> 1. À partir des villes indiennes de votre juridiction, fournissez aux propriétaires de fincas [fermes] de ce département qui demandent de la main-d'œuvre le nombre de travailleurs dont ils ont besoin, qu'il s'agisse de cinquante ou de cent.

Le *repartimiento*, le service du travail obligatoire, n'avait jamais été aboli après l'indépendance, mais son champ d'application et sa durée avaient désormais été étendus. Il fut institutionnalisé en 1877 par le décret 177, qui stipulait que les employeurs pouvaient demander et obtenir du gouvernement jusqu'à soixante travailleurs pour quinze jours de travail si la propriété se trouvait dans le même département, et pour trente jours si elle se trouvait en dehors de celui-ci. La demande pouvait être renouvelée si l'employeur le souhaitait. Ces travailleurs pouvaient être recrutés de force à moins qu'ils ne puissent démontrer, à l'aide de leur carnet de travail personnel, qu'ils avaient récemment fourni un service satisfaisant. Tous les travailleurs ruraux étaient également obligés de porter sur eux un carnet de travail, appelé *libreta*, qui contenait des informations détaillées sur leur employeur et un relevé de leurs dettes éventuelles. De nombreux travailleurs ruraux étaient endettés auprès de leurs employeurs, et un travailleur endetté ne pouvait pas quitter son employeur actuel sans autorisation. Le décret 177 stipulait en outre que le seul moyen d'éviter d'être enrôlé dans le *repartimiento* était de prouver que l'on était actuellement endetté auprès d'un employeur. Les travailleurs étaient pris au piège. En outre à ces lois,

De nombreuses lois sur le vagabondage ont été adoptées afin que toute personne incapable de prouver qu'elle avait un emploi soit immédiatement recrutée pour le *repartimiento* ou d'autres types de travaux forcés sur les routes, ou soit contrainte d'accepter un emploi dans une ferme. Comme en Afrique du Sud aux XIXe et XXe siècles, les politiques foncières mises en place après 1871 visaient également à saper l'économie de subsistance des peuples autochtones, afin de les contraindre à travailler pour de faibles salaires. Le *repartimiento* a duré jusqu'aux années 1920 ; le système *de la libreta* et l'ensemble des lois sur le vagabondage sont restés en vigueur jusqu'en 1945, date à laquelle le Guatemala a connu son premier bref essor démocratique.

Tout comme avant 1871, l'élite guatémaltèque gouvernait par l'intermédiaire de militaires autoritaires. Elle continua à le faire après le boom du café. Jorge Ubico, président entre 1931 et 1944, fut celui qui régna le plus longtemps. Ubico remporta l'élection présidentielle de 1931 sans opposition, car personne n'était assez fou pour se présenter contre lui. Tout comme le Consulado, il n'approuvait pas les mesures qui auraient pu entraîner une destruction créatrice et menacer à la fois son pouvoir politique et ses profits ainsi que ceux de l'élite. Il s'opposait donc à l'industrie pour la même raison que François Ier en Autriche-Hongrie et Nicolas Ier en Russie : les ouvriers industriels auraient causé des troubles. Dans une législation d'une répression paranoïaque sans précédent, Ubico a interdit l'utilisation de mots tels que *obreros* (ouvriers), *sindicatos* (syndicats) et *huelgas* (grèves). Vous pouviez être emprisonné pour avoir utilisé l'un d'entre eux. Même si Ubico était puissant, c'était l'élite qui tirait les ficelles. L'opposition à son régime s'est intensifiée en 1944, menée par des étudiants universitaires mécontents qui ont commencé à organiser des manifestations. Le mécontentement populaire s'est accru et, le 24 juin, 311 personnes, dont beaucoup appartenaient à l'élite, ont signé le Memorial de los 311, une lettre ouverte dénonçant le régime. Ubico a démissionné le 1er juillet. Bien qu'il ait été suivi par un régime démocratique en 1945, celui-ci a été renversé par un coup d'État en 1954, conduisant à une guerre civile meurtrière. Le Guatemala ne se démocratisa à nouveau qu'en 1986.

Les conquistadors espagnols n'avaient aucun scrupule à mettre en place un système politique et économique extractif. C'était d'ailleurs pour cela qu'ils avaient fait tout ce chemin jusqu'au Nouveau Monde. Mais la plupart des institutions qu'ils ont créées étaient censées être temporaires. *L'encomienda*, par exemple,

exemple, était une concession temporaire de droits sur le travail. Ils n'avaient pas de plan détaillé sur la manière dont ils allaient mettre en place un système qui allait perdurer pendant quatre cents ans. En fait, les institutions qu'ils ont créées ont considérablement évolué au fil du temps, mais une chose n'a pas changé : la nature extractive des institutions, résultat d'un cercle vicieux. La forme de l'extraction a changé, mais ni la nature extractive des institutions ni l'identité de l'élite n'ont changé. Au Guatemala, *l'encomienda*, le *repartimiento* et la monopolisation du commerce ont cédé la place à la *libreta* et à l'accaparement des terres. Mais la majorité des Mayas indigènes ont continué à travailler comme ouvriers peu qualifiés, avec peu d'éducation, sans droits et sans services publics.

Au Guatemala, comme dans une grande partie de l'Amérique centrale, selon un schéma typique d' , les institutions politiques extractives ont soutenu les institutions économiques extractives, qui à leur tour ont fourni la base aux institutions politiques extractives et au maintien du pouvoir de la même élite.

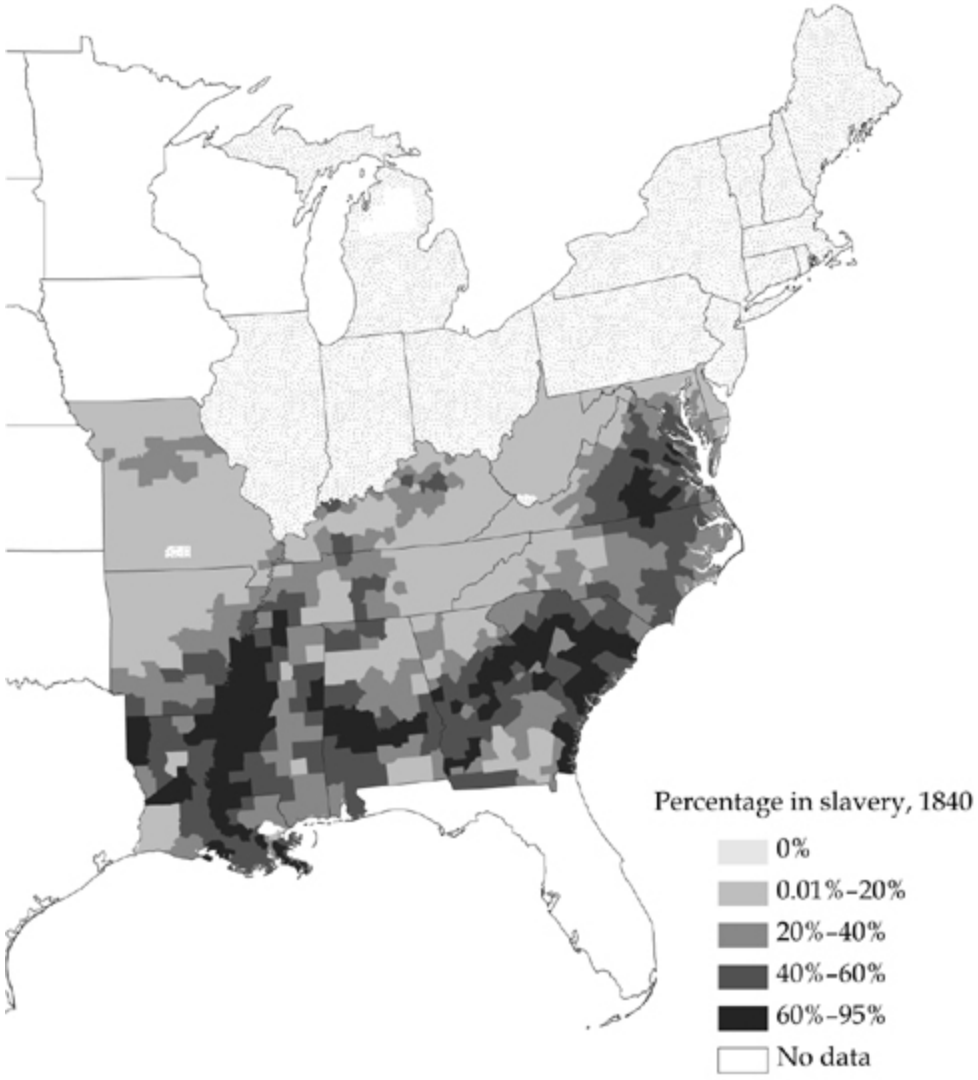
DE L'ESCLAVAGE À LA SÉGRÉGATION RACIALE

Au Guatemala, les institutions extractives ont persisté de l'époque coloniale à l'époque moderne, la même élite conservant fermement le contrôle. Tout changement dans les institutions résultait d'adaptations à des environnements en mutation, comme ce fut le cas avec l'accaparement des terres par l'élite motivé par le boom du café. Les institutions du sud des États-Unis étaient tout aussi extractives jusqu'à la guerre civile. L'économie et la politique étaient dominées par l'élite sudiste, composée de propriétaires de plantations possédant de vastes terres et de nombreux esclaves. Les esclaves n'avaient aucun droit politique ou économique ; en fait, ils n'avaient pratiquement aucun droit.

Les institutions économiques et politiques extractives du Sud ont rendu cette région considérablement plus pauvre que le Nord au milieu du XIXe siècle. Le Sud manquait d'industrie et investissait relativement peu dans les infrastructures. En 1860, sa production manufacturière totale était inférieure à celle de la Pennsylvanie, de New York ou du Massachusetts. Seuls 9 % de la population du Sud vivaient dans des zones urbaines,

contre 35 % dans le nord-est. La densité du réseau ferroviaire (c'est-à-dire le nombre de kilomètres de voies ferrées par rapport à la superficie) était trois fois plus élevée dans le Nord que dans les États du Sud. Le ratio du nombre de kilomètres de canaux était similaire.

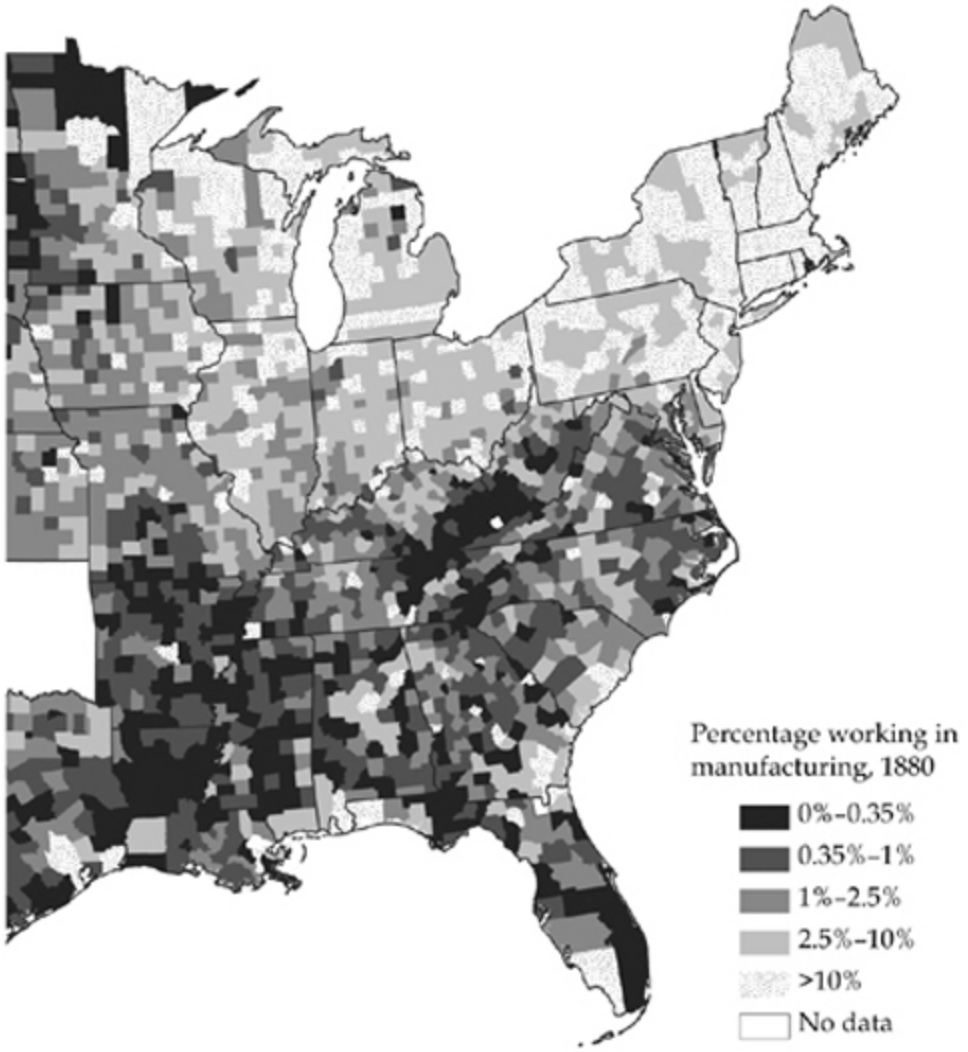
La carte 18 (cette page) montre l'étendue de l'esclavage en indiquant le pourcentage de la population esclave dans les comtés américains en 1840. Il est évident que l'esclavage était dominant dans le Sud, certains comtés, par exemple ceux situés le long du Mississippi, comptant jusqu'à 95 % d'esclaves. La carte 19 (cette page) montre ensuite l'une des conséquences de cette situation, à savoir la proportion de la main-d'œuvre travaillant dans le secteur manufacturier en 1880. Bien que ce pourcentage ne soit élevé nulle part selon les normes du XXe siècle, il existe des différences marquées entre le Nord et le Sud. Dans une grande partie du Nord-Est, plus de 10 % de la main-d'œuvre travaillait dans le secteur manufacturier. En revanche, dans une grande partie du Sud, en particulier dans les régions où les esclaves étaient fortement concentrés ( ), cette proportion était pratiquement nulle.



Map 18: Slavery across U.S. counties in 1840

Le Sud n'était même pas innovant dans les secteurs dans lesquels il s'était spécialisé : de 1837 à 1859, le nombre de brevets délivrés chaque année pour des innovations liées au maïs et au blé était en moyenne respectivement de douze et dix ; il n'y en avait qu'un par an pour la culture la plus importante du Sud, le coton. Rien n'indiquait que l'industrialisation et la croissance économique allaient commencer de sitôt. Mais la défaite dans la guerre civile a été suivie d'une réforme économique et politique fondamentale imposée par la force des armes. L'esclavage a été aboli et les hommes noirs ont obtenu le droit de vote.

Ces changements majeurs auraient dû ouvrir la voie à une transformation radicale des institutions extractives du Sud en institutions inclusives, et lancer le Sud sur la voie de la prospérité économique. Mais, dans une nouvelle manifestation du cercle vicieux, rien de tel ne s'est produit. Une continuation des institutions extractives, cette fois-ci de type Jim Crow plutôt que de type esclavagiste, a émergé dans le Sud. L'expression *« Jim Crow »*, qui trouverait son origine dans « Jump Jim Crow », une satire du début du XIXe siècle sur les Noirs interprétée par des artistes blancs grimés en noir, en est venue à désigner l'ensemble des lois ségrégationnistes promulguées dans le Sud après 1865. Celles-ci ont persisté pendant près d'un siècle, jusqu'à un autre bouleversement majeur, le mouvement des droits civiques. Entre-temps, les Noirs continuaient d'être exclus du pouvoir et réprimés. L'agriculture de type plantation, basée sur une main-d'œuvre peu qualifiée et mal rémunérée, persistait, et les revenus du Sud ont continué de baisser par rapport à la moyenne américaine. Le cercle vicieux des institutions extractives de l' e était plus fort que beaucoup ne l'avaient prévu à l'époque.



Map 19: Manufacturing employment across U.S. counties in 1880

La raison pour laquelle la trajectoire économique et politique du Sud n'a jamais changé, même après l'abolition de l'esclavage et l'octroi du droit de vote aux hommes noirs, est que le pouvoir politique et l'indépendance économique des Noirs étaient fragiles. Les planteurs du Sud ont perdu la guerre, mais ils ont gagné la paix. Ils étaient toujours organisés et possédaient toujours les terres. Pendant la guerre, les esclaves affranchis s'étaient vu promettre quarante acres et une mule lorsque l'esclavage serait aboli, et certains les obtinrent même lors des célèbres campagnes du général William T. Sherman. Mais en 1865, le président Andrew Johnson révoqua les ordres de Sherman, et l' e tant espérée de redistribution des terres ne vit jamais le jour. In a debate on this issue in

Congrès, le député George Washington Julian fit remarquer avec perspicacité : « À quoi servirait une loi du Congrès abolissant totalement l'esclavage... si l'ancienne base agricole du pouvoir aristocratique devait subsister ? » Ce fut le début de la « rédemption » de l'ancien Sud et de la persistance de l'ancienne élite foncière sudiste.

Le sociologue Jonathan Wiener a étudié la persistance de l'élite des planteurs dans cinq comtés de la Black Belt, région cotonnière par excellence du sud de l'Alabama. En suivant les familles répertoriées dans le recensement américain et en prenant en compte celles qui possédaient au moins 10 000 dollars de biens immobiliers, il a découvert que sur les 236 membres de l'élite des planteurs en 1850, 101 avaient conservé leur position en 1870. Il est intéressant de noter que ce taux de persistance était très similaire à celui observé avant la guerre de Sécession ; sur les
Sur les 236 familles de planteurs les plus riches en 1850, seules 110 l'étaient encore dix ans plus tard. Néanmoins, sur les 25 planteurs possédant les plus grandes propriétés foncières en 1870, 18 (72 %) faisaient partie des familles élitistes en 1860 ; 16 faisaient partie du groupe élitiste en 1850. Alors que plus de 600 000 personnes ont été tuées pendant la guerre civile, les élites des planteurs ont subi peu de pertes. La loi, conçue par les planteurs et pour les planteurs, exemptait un propriétaire d'esclaves du service militaire pour chaque groupe de vingt esclaves détenus. Alors que des centaines de milliers d'hommes mouraient pour préserver l'économie des plantations du Sud, de nombreux grands propriétaires d'esclaves et leurs fils ont passé la guerre sur leur porche et ont ainsi pu assurer la pérennité de l'économie des plantations.

Après la fin de la guerre, les planteurs fortunés qui contrôlaient les terres ont pu rétablir leur emprise sur la main-d'œuvre. Bien que l'institution économique de l'esclavage ait été abolie, les faits montrent clairement que le système économique du Sud, basé sur une agriculture de type plantation utilisant une main-d'œuvre bon marché, a perduré. Ce système économique a été maintenu par divers moyens, notamment le contrôle de la politique locale et le recours à la violence. En conséquence, selon les termes de l'universitaire afro-américain W.E.B. Du Bois, le Sud est devenu « un simple camp armé destiné à intimider les Noirs ».

En 1865, la législature de l'État d'Alabama a adopté le Black Code, une mesure importante dans la répression de la main-d'œuvre noire. Semblable au décret 177 au Guatemala, le Black Code de l'Alabama consistait en

une loi sur le vagabondage et une loi contre le « débauchage » des ouvriers. Elle visait à entraver la mobilité de la main-d'œuvre et à réduire la concurrence sur le marché du travail, et garantissait aux planteurs du Sud de continuer à disposer d'une main-d'œuvre fiable et bon marché.

Après la guerre civile, la période appelée « Reconstruction » s'est étendue de 1865 à 1877. Les politiciens du Nord, avec l'aide de l'armée de l'Union, ont mis en place certains changements sociaux dans le Sud. Mais une réaction systématique de l'élite sudiste, sous couvert de soutien aux « Redeemers » (les rédempteurs), qui cherchaient à racheter le Sud, a rétabli l'ancien système. Lors de l'élection présidentielle de 1877, Rutherford Hayes avait besoin du soutien du Sud au sein du collège électoral. Ce collège, qui existe encore aujourd'hui, était au cœur du système d'élection indirecte du président créé par la Constitution américaine. Les citoyens n'élisent pas directement le président, mais élisent des grands électeurs qui choisissent ensuite le président au sein du collège électoral. En échange de leur soutien au collège électoral, les Sudistes exigèrent que les soldats de l'Union soient retirés du Sud et que la région soit laissée à elle-même. Hayes accepta. Avec le soutien du Sud, Hayes devint président et retira les troupes. La période après 1877 marqua alors la véritable réémergence de l'élite des planteurs d'avant la guerre civile. La rédemption du Sud s'accompagna de l'introduction de nouveaux impôts électoraux et de tests d'alphabétisation pour voter, qui privèrent systématiquement les Noirs, et souvent aussi la population blanche pauvre, de leurs droits civiques. Ces tentatives réussirent et créèrent un régime à parti unique sous la houlette du Parti démocrate, avec une grande partie du pouvoir politique entre les mains de l'élite des planteurs.

Les lois Jim Crow ont créé des écoles séparées et, comme on pouvait s'y attendre, de qualité inférieure. L'Alabama, par exemple, a réécrit sa constitution en 1901 pour atteindre cet objectif. Il est choquant de constater qu'aujourd'hui encore, l'article 256 de la constitution de l'Alabama, bien qu'il ne soit plus appliqué, stipule toujours :

> Devoir du législateur d'établir et de maintenir un système scolaire public ; répartition des fonds destinés aux écoles publiques ; écoles séparées pour les enfants blancs et les enfants de couleur.
>
> Le pouvoir législatif doit établir, organiser et maintenir un système libéral d'écoles publiques dans tout l'État.

> au profit des enfants âgés de sept à vingt et un ans. Le fonds destiné aux écoles publiques sera réparti entre les différents comtés proportionnellement au nombre d'enfants en âge scolaire qui y résident, et sera réparti entre les écoles des districts ou cantons des comtés de manière à assurer, dans la mesure du possible, des années scolaires de durée égale dans ces districts ou cantons. Des écoles séparées doivent être prévues pour les enfants blancs et les enfants de couleur, et aucun enfant d'une race ne doit être autorisé à fréquenter une école de l'autre race.

Un amendement visant à supprimer l'article 256 de la Constitution a été rejeté de justesse par la législature de l'État en 2004.

La privation du droit de vote, les lois sur le vagabondage telles que le Black Code of Alabama, diverses lois Jim Crow et les actions du Ku Klux Klan, souvent financées et soutenues par l'élite, ont transformé le Sud de l'après-guerre civile en une société d'apartheid effective, où les Noirs et les Blancs menaient des vies différentes. Comme en Afrique du Sud, ces lois et pratiques visaient à contrôler la population noire et sa main-d'œuvre.

Les politiciens sudistes à Washington ont également œuvré pour garantir la pérennité des institutions extractives du Sud. Ils ont par exemple veillé à ce qu'aucun projet fédéral ou travaux publics susceptibles de compromettre le contrôle de l'élite sudiste sur la main-d'œuvre noire ne soit jamais approuvé. En conséquence, le Sud est entré dans le XXe siècle en tant que société largement rurale, avec un faible niveau d'éducation et une technologie archaïque, l' , employant encore la main-d'œuvre manuelle et la force des mules, pratiquement sans l'aide d'outils mécaniques. Bien que la proportion de personnes vivant dans les zones urbaines ait augmenté, elle était bien inférieure à celle du Nord. En 1900, par exemple, 13,5 % de la population du Sud était urbanisée, contre 60 % dans le Nord-Est.

Dans l'ensemble, les institutions extractives du sud des États-Unis, fondées sur le pouvoir de l'élite terrienne, l'agriculture de plantation et une main-d'œuvre peu rémunérée et peu instruite, ont persisté jusqu'au XXe siècle.

. Ces institutions n'ont commencé à s'effondrer qu'après la Seconde Guerre mondiale, puis véritablement après que le mouvement des droits civiques eut détruit la base politique du système. Et ce n'est qu'après la disparition de ces institutions dans les années 1950 et 1960 que le Sud a entamé son processus de convergence rapide vers le Nord.

Le sud des États-Unis montre un autre aspect, plus résistant, de ce cercle vicieux : comme au Guatemala, l'élite des planteurs du sud est restée au pouvoir et a structuré les institutions économiques et politiques afin d'assurer la continuité de son pouvoir. Mais contrairement au Guatemala, elle a été confrontée à des défis importants après sa défaite dans la guerre civile, qui a aboli l'esclavage et renversé l'exclusion constitutionnelle totale des Noirs de la participation politique. Mais il y a plusieurs façons de parvenir à ses fins : tant que l'élite des planteurs contrôlait ses immenses propriétés foncières et restait organisée, elle pouvait structurer un nouvel ensemble d'institutions, Jim Crow au lieu de l'esclavage, pour atteindre le même objectif. Le cercle vicieux s'est avéré plus fort que beaucoup, y compris Abraham Lincoln, ne l'avaient pensé. Ce cercle vicieux repose sur des institutions politiques extractives qui créent des institutions économiques extractives, lesquelles soutiennent à leur tour les institutions politiques extractives, car la richesse et le pouvoir économiques permettent d'acheter le pouvoir politique. Lorsque les quarante acres et la mule ont été supprimés, le pouvoir économique de l'élite des planteurs du Sud est resté intact. Et, sans surprise et malheureusement, les implications pour la population noire du Sud et le développement économique du Sud ont été les mêmes.

LA LOI D'AIRE DE L'OLIGARCHIE

La dynastie salomonienne en Éthiopie a duré jusqu'à ce qu'elle soit renversée par un coup d'État militaire en 1974. Le coup d'État a été mené par le Derg, un groupe d'officiers marxistes de l'armée. Le régime que le Derg a renversé semblait figé dans un siècle révolu, un anachronisme historique. L'empereur Haile Selassie commençait sa journée en arrivant dans la cour du Grand Palais, construit par l'empereur Menelik II à la fin du XIXe siècle. À l'extérieur du

Le palais serait rempli d'une foule de dignitaires attendant son arrivée, s'inclinant et essayant désespérément d'attirer son attention. L'empereur tiendrait sa cour dans la salle d'audience, assis sur le trône impérial. (Selassie était un homme de petite taille ; afin que ses jambes ne pendent pas dans le vide, un porteur d'oreillers spécial était chargé de l'accompagner partout où il allait pour s'assurer qu'il y ait un oreiller approprié à placer sous ses pieds. Le porteur gardait en réserve cinquante-deux coussins afin de pouvoir faire face à toute situation.) Selassie présidait un ensemble d'institutions extrêmement extractives et dirigeait le pays comme sa propriété privée, distribuant faveurs et patronage et punissant sans pitié le manque de loyauté. Il n'y avait pas de développement économique notable en Éthiopie sous la dynastie salomonienne.

Le Derg était initialement composé de 108 représentants de différentes unités militaires provenant de tout le pays. Le représentant de la troisième division dans la province de Harar était un major nommé Mengistu Haile Mariam. Bien que dans leur déclaration initiale du 4 juillet 1974, les officiers du Derg aient déclaré leur loyauté à l'empereur, ils ont rapidement commencé à arrêter des membres du gouvernement, afin de tester l'ampleur de l'opposition que cela susciterait. Convaincus que le soutien au régime de Selassie était sans fondement, ils s'en prirent à l'empereur lui-même et l'arrêtèrent le 12 septembre. Puis les exécutions commencèrent. De nombreux politiciens au cœur de l'ancien régime furent rapidement assassinés. En décembre, le Derg avait déclaré que l'Éthiopie était un État socialiste. Selassie mourut, probablement assassiné, le 27 août 1975. En 1975, le Derg a commencé à nationaliser les biens, y compris toutes les terres urbaines et rurales et la plupart des biens privés. Le comportement de plus en plus autoritaire du régime a suscité une opposition dans tout le pays. Une grande partie de l'Éthiopie a été constituée pendant l'expansion coloniale européenne à la fin du XIXe et au début du XXe siècle grâce à la politique de l'empereur Menelik II, vainqueur de la bataille d'Adowa, que nous avons évoquée précédemment (cette page). Il s'agissait notamment de l'Érythrée et du Tigré au nord et de l'Ogaden à l'est. Des mouvements d'indépendance en réponse au régime impitoyable du Derg ont vu le jour en Érythrée et au Tigré, tandis que l'armée somalienne envahissait l'Ogaden, région de langue somali. Le Derg lui-même a commencé à se désintégrer et à se diviser en factions. Le major Mengistu s'est avéré être

le plus impitoyable et le plus intelligent d'entre eux. À la mi-1977, il avait éliminé ses principaux adversaires et pris effectivement le contrôle du régime, qui ne fut sauvé de l'effondrement que par un afflux massif d'armes et de troupes en provenance de l'Union soviétique et de Cuba à la fin du mois de novembre de la même année.

En 1978, le régime organisa une célébration nationale marquant le quatrième anniversaire du renversement de Haile Selassie. À cette époque, Mengistu était le leader incontesté du Derg. Il avait choisi comme résidence, d'où il dirigerait l'Éthiopie, le Grand Palais de Selassie, laissé inoccupé depuis l'abolition de la monarchie. Lors de la célébration, il était assis sur un fauteuil doré, à l'instar des empereurs d'autrefois, et regardait le défilé. Les fonctions officielles se déroulaient désormais à nouveau au Grand Palais, Mengistu siégeant sur l'ancien trône de Haile Selassie. Mengistu commença à se comparer à l'empereur Tewodros, qui avait refondé la dynastie salomonienne au milieu du XIXe siècle après une période de déclin.

L'un de ses ministres, Dawit Wolde Giorgis, se souvient dans ses mémoires :

> Au début de la révolution, nous avions tous rejeté catégoriquement tout ce qui avait trait au passé. Nous ne conduisions plus de voitures, ne portions plus de costumes ; les cravates étaient considérées comme criminelles. Tout ce qui pouvait vous faire passer pour riche ou bourgeois, tout ce qui sentait l'opulence ou le raffinement, était méprisé comme faisant partie de l'ancien ordre. Puis, vers 1978, tout cela a commencé à changer. Peu à peu, le matérialisme est devenu acceptable, puis obligatoire. Les vêtements de créateurs provenant des meilleurs tailleurs européens étaient l'uniforme de tous les hauts fonctionnaires et membres du Conseil militaire. Nous avions le meilleur de tout : les meilleures maisons, les meilleures voitures, le meilleur whisky, le meilleur champagne, la meilleure nourriture. C'était un renversement complet des idéaux de la révolution.

Giorgis a également décrit de manière vivante comment Mengistu a changé une fois devenu seul dirigeant :

> Le vrai Mengistu apparut : vengeur, cruel et autoritaire... Beaucoup d'entre nous qui avions l'habitude de lui parler les mains dans les poches, comme s'il était l'un des nôtres, nous retrouvions debout au garde-à-vous, prudemment respectueux en sa présence. Nous lui avions toujours parlé en utilisant le tutoiement familier « tu », *ante ;* nous nous retrouvions désormais à utiliser le vouvoiement plus formel « vous », *ersiwo*. Il emménagea dans un bureau plus grand et plus somptueux du palais de Menelik... Il commença à utiliser les voitures de l'empereur... Nous étions censés mener une révolution pour l'égalité ; il était désormais devenu le nouvel empereur.

Le cercle vicieux illustré par la transition entre Haile Selassie et Mengistu, ou entre les gouverneurs coloniaux britanniques de Sierra Leone et Siaka Stevens, est si extrême et, à certains égards, si étrange qu'il mérite un nom particulier. Comme nous l'avons déjà mentionné au chapitre 4, le sociologue allemand Robert Michels l'a appelé la loi d'airain de l'oligarchie. Selon Michels, la logique interne des oligarchies, et en fait de toutes les organisations hiérarchiques, est qu'elles se reproduisent non seulement lorsque le même groupe est au pouvoir, mais même lorsqu'un groupe entièrement nouveau prend le contrôle. Ce que Michels n'avait peut-être pas prévu, c'était l'écho de la remarque de Karl Marx selon laquelle l'histoire se répète, la première fois comme une tragédie, la seconde fois comme une farce.

Non seulement bon nombre des dirigeants africains de l'après-indépendance ont emménagé dans les mêmes résidences, utilisé les mêmes réseaux de patronage et employé les mêmes méthodes que les régimes coloniaux et les empereurs qu'ils ont remplacés pour manipuler les marchés et exploiter les ressources, mais ils ont également aggravé la situation. Il était en effet ridicule que Stevens, farouchement anticolonialiste, cherche à contrôler le même peuple, les Mende, que les Britanniques avaient tenté de contrôler ; qu'il s'appuie sur les mêmes chefs que les Britanniques avaient investis de pouvoirs puis utilisés pour contrôler l'arrière-pays ; qu'il gère l'économie de la même manière, en expropriant les agriculteurs avec les mêmes offices de commercialisation et en contrôlant les diamants sous un monopole similaire. Il était en effet ridicule

farce, une farce très triste en effet, que Laurent Kabila, qui avait mobilisé une armée contre la dictature de Mobutu en promettant de libérer le peuple et de mettre fin à la corruption et à la répression étouffantes et appauvrissantes du Zaïre de Mobutu, ait ensuite mis en place un régime tout aussi corrompu et peut-être encore plus désastreux. Il était certainement grotesque qu'il tente de mettre en place un culte de la personnalité à la Mobutu, aidé et soutenu par Dominique Sakombi Inongo, ancien ministre de l'Information de Mobutu, et que le régime de Mobutu lui-même s'inspire des modèles d'exploitation des masses qui avaient vu le jour plus d'un siècle auparavant avec l'État libre du Congo du roi Léopold. Il était en effet grotesque que Mengistu, officier marxiste, se mette à vivre dans un palais, se considérant comme un empereur, et s'enrichisse lui-même ainsi que son entourage, tout comme Haile Selassie et d'autres empereurs avant lui l'avaient fait.

Tout cela n'était qu'une farce, mais aussi plus tragique que la tragédie originale, et pas seulement à cause des espoirs déçus. Stevens et Kabila, comme beaucoup d'autres dirigeants africains, allaient commencer à assassiner leurs opposants, puis des citoyens innocents. Les politiques de Mengistu et du Derg allaient entraîner des famines récurrentes dans les terres fertiles de l'Éthiopie. L'histoire se répétait, mais sous une forme très déformée. C'est une famine dans la province de Wollo en 1973, à laquelle Haile Selassie était apparemment indifférent, qui a finalement contribué à renforcer l'opposition à son régime. Selassie était au moins resté indifférent. Mengistu, quant à lui, considérait la famine comme un outil politique pour affaiblir ses opposants. L'histoire était non seulement grotesque et tragique, mais aussi cruelle pour les citoyens d'Éthiopie et d'une grande partie de l'Afrique subsaharienne.

L'essence même de la loi d'airain de l'oligarchie, cette facette particulière du cercle vicieux, réside dans le fait que les nouveaux dirigeants qui renversent les anciens en promettant des changements radicaux n'apportent finalement rien de nouveau. À un certain niveau, la loi d'airain de l'oligarchie est plus difficile à comprendre que d'autres formes de cercle vicieux. La persistance des institutions extractives dans le sud des États-Unis et au Guatemala obéit à une logique claire. Les mêmes groupes ont continué à dominer l'économie et la politique pendant des siècles. Même lorsqu'ils ont été contestés, comme ce fut le cas pour les planteurs du sud des États-Unis après la guerre civile, leur pouvoir est resté intact et ils ont pu conserver et recréer un ensemble similaire de

institutions extractives dont ils tireraient à nouveau profit. Mais comment comprendre que ceux qui accèdent au pouvoir au nom d'un changement radical recréent le même système ? La réponse à cette question révèle, une fois de plus, que le cercle vicieux est plus fort qu'il n'y paraît à première vue.

Tous les changements radicaux ne sont pas voués à l'échec. La Glorieuse Révolution a été un changement radical, qui a conduit à ce qui s'est peut-être avéré être la révolution politique la plus importante des deux derniers millénaires. La Révolution française a été encore plus radicale, avec son chaos, sa violence excessive et l'ascension de Napoléon Bonaparte, mais elle n'a pas recréé *l'Ancien Régime*.

Trois facteurs ont grandement facilité l'émergence d'institutions politiques plus inclusives après la Glorieuse Révolution et la Révolution française. Le premier était l'arrivée de nouveaux marchands et hommes d'affaires désireux de libérer le pouvoir de la destruction créatrice dont ils pourraient eux-mêmes bénéficier ; ces nouveaux venus faisaient partie des membres clés des coalitions révolutionnaires et ne souhaitaient pas voir se développer une nouvelle série d'institutions extractives qui les exploiteraient à nouveau.

Le deuxième facteur était la nature de la large coalition qui s'était formée dans les deux cas. Par exemple, la Glorieuse Révolution n'était pas un coup d'État mené par un groupe restreint ou un intérêt particulier, mais un mouvement soutenu par les marchands, les industriels, la noblesse et divers groupes politiques. Il en allait de même pour la Révolution française.

Le troisième facteur concerne l'histoire des institutions politiques anglaises et françaises. Elles ont créé un contexte propice au développement de nouveaux régimes plus inclusifs. Les deux pays avaient une tradition parlementaire et de partage du pouvoir qui remontait à la Magna Carta en Angleterre et à l'Assemblée des notables en France. De plus, les deux révolutions se sont produites au milieu d'un processus qui avait déjà affaibli l'emprise des régimes absolutistes ou aspirant à l'absolutisme. Dans aucun des deux cas, ces institutions politiques n'auraient permis à une nouvelle classe dirigeante ou à un groupe restreint de prendre le contrôle de l'État, d'usurper la richesse économique existante et d'établir un pouvoir politique durable et sans contrôle. Au lendemain de la Révolution française , un groupe restreint sous la direction de

Robespierre et Saint-Just ont effectivement pris le contrôle, avec des conséquences désastreuses, mais cela n'a été que temporaire et n'a pas fait dérailler le processus vers des institutions plus inclusives. Tout cela contraste avec la situation des sociétés qui ont une longue histoire d'institutions économiques et politiques extrêmement extractives et où le pouvoir des dirigeants n'est soumis à aucun contrôle. Dans ces sociétés, il n'y aurait pas de nouveaux marchands ou hommes d'affaires puissants pour soutenir et financer la résistance contre le régime en place, en partie afin de garantir des institutions économiques plus inclusives ; pas de larges coalitions imposant des contraintes au pouvoir de chacun de leurs membres ; pas d'institutions politiques empêchant les nouveaux dirigeants déterminés à usurper et à exploiter le pouvoir.

En conséquence, en Sierra Leone, en Éthiopie et au Congo, le cercle vicieux serait beaucoup plus difficile à briser, et les initiatives visant à mettre en place des institutions inclusives auraient beaucoup moins de chances d'aboutir. Il n'existait pas non plus d'institutions traditionnelles ou historiques susceptibles de contrôler le pouvoir de ceux qui prendraient le contrôle de l'État. De telles institutions avaient existé dans certaines régions d'Afrique, et certaines, comme au Botswana, avaient même survécu à l'ère coloniale. Mais elles étaient beaucoup moins présentes tout au long de l'histoire de la Sierra Leone et, dans la mesure où elles existaient, elles ont été déformées par la domination indirecte. Il en allait de même dans d'autres colonies britanniques en Afrique, comme le Kenya et le Nigeria. Elles n'ont jamais existé dans le royaume absolutiste d'Éthiopie. Au Congo, les institutions indigènes ont été affaiblies par la domination coloniale belge et les politiques autocratiques de Mobutu. Dans toutes ces sociétés, il n'y avait pas non plus de nouveaux commerçants, hommes d'affaires ou entrepreneurs pour soutenir les nouveaux régimes et exiger la sécurité des droits de propriété et la fin des institutions extractives précédentes. En fait, les institutions économiques extractives de la période coloniale ont fait qu'il ne restait plus grand-chose de l'esprit d'entreprise ou du commerce.

La communauté internationale pensait que l'indépendance postcoloniale de l'Afrique conduirait à la croissance économique grâce à un processus de planification étatique et de développement du secteur privé. Mais le secteur privé n'existait pas, sauf dans les zones rurales, qui n'étaient pas représentées dans les nouveaux gouvernements et qui seraient donc leurs premières proies. Plus important encore, dans la plupart de ces cas, il existait d'énormes avantages en termes d' s découlant de l' détenant le pouvoir. Ces avantages en termes d' s attiraient à la fois

attirèrent les hommes les plus sans scrupules, tels que Stevens, qui souhaitaient monopoliser ce pouvoir, et firent ressortir le pire d'eux-mêmes une fois au pouvoir. Rien ne pouvait briser ce cercle vicieux.

RÉTROACTION NÉGATIVE ET CERCLE VICIEUX

Les nations riches le sont en grande partie parce qu'elles ont réussi à mettre en place des institutions inclusives à un moment donné au cours des trois derniers siècles. Ces institutions ont perduré grâce à un processus de cercles vertueux. Même si elles n'étaient inclusives que dans un sens limité au départ, et parfois fragiles, elles ont généré une dynamique qui a créé un processus de rétroaction positive, augmentant progressivement leur inclusivité. L'Angleterre n'est pas devenue une démocratie après la Glorieuse Révolution de 1688. Loin de là. Seule une petite fraction de la population était officiellement représentée, mais elle était, surtout, pluraliste. Une fois le pluralisme consacré, les institutions ont eu tendance à devenir plus inclusives au fil du temps, même si ce processus a été difficile et incertain.

En cela, l'Angleterre était typique des cercles vertueux : les institutions politiques inclusives créent des contraintes contre l'exercice et l'usurpation du pouvoir. Elles ont également tendance à créer des institutions économiques inclusives, qui à leur tour rendent plus probable la pérennité des institutions politiques inclusives.

Dans le cadre d'institutions économiques inclusives, la richesse n'est pas concentrée entre les mains d'un petit groupe qui pourrait alors utiliser sa puissance économique pour accroître son pouvoir politique de manière disproportionnée. En outre, dans le cadre d'institutions économiques inclusives, les gains liés à la détention du pouvoir politique sont plus limités, ce qui réduit les incitations pour chaque groupe et chaque individu ambitieux et arriviste à tenter de prendre le contrôle de l'État. Comme le montre le cas de l'Angleterre, c'est généralement la convergence de plusieurs facteurs à un moment critique, notamment l'interaction entre les institutions existantes et les opportunités et défis liés à ce moment critique, qui est à l'origine de la mise en place d'institutions inclusives. Mais une fois ces institutions inclusives en place, cette convergence de facteurs n'est plus nécessaire à leur survie.

Les cercles vertueux, bien qu'ils restent soumis à d'importantes contingences, permettent la continuité des institutions et déclenchent souvent une dynamique qui conduit la société vers une plus grande inclusivité.

Tout comme les cercles vertueux favorisent la pérennité des institutions inclusives, les cercles vicieux créent des forces puissantes qui favorisent la persistance des institutions extractives. L'histoire n'est pas une fatalité, et les cercles vicieux ne sont pas indestructibles, comme nous le verrons plus loin au chapitre 14. Mais ils sont résistants. Ils créent un puissant processus de rétroaction négative, les institutions politiques extractives forgeant des institutions économiques extractives, qui à leur tour créent les bases de la persistance des institutions politiques extractives. Nous l'avons vu très clairement dans le cas du Guatemala, où la même élite a détenu le pouvoir, d'abord sous la domination coloniale, puis dans le Guatemala indépendant, pendant plus de quatre siècles ; les institutions extractives enrichissent l'élite, et leur richesse constitue la base de la poursuite de leur domination.

Le même processus de cercle vicieux est également visible dans la persistance de l'économie de plantation dans le sud des États-Unis, sauf qu'il met également en évidence la grande résilience de ce cercle vicieux face aux défis. Les planteurs du sud des États-Unis ont perdu leur contrôle formel sur les institutions économiques et politiques après leur défaite lors de la guerre civile. L'esclavage, qui était à la base de l'économie de plantation, a été aboli et les Noirs ont obtenu l'égalité des droits politiques et économiques. Pourtant, la guerre civile n'a pas détruit le pouvoir politique de l'élite des planteurs ni sa base économique, et ceux-ci ont pu restructurer le système, sous une forme différente mais toujours sous leur propre contrôle politique local, et atteindre le même objectif : disposer d'une main-d'œuvre abondante et bon marché pour les plantations.

Cette forme de cercle vicieux, où les institutions extractives persistent parce que l'élite qui les contrôle et en tire profit persiste, n'est pas la seule. Au départ, une forme plus déroutante, mais non moins réelle et non moins vicieuse, de rétroaction négative a façonné le développement politique et économique de nombreux pays, comme en témoignent les expériences d'une grande partie de l'Afrique subsaharienne, en particulier la Sierra Leone et l'Éthiopie. Sous une forme que le sociologue Robert Michels reconnaîtrait comme la loi d'airain de l'oligarchie, le renversement d'un régime présidant à des institutions extractives annonce

l'arrivée d'une nouvelle équipe de dirigeants qui exploitent le même ensemble d'institutions extractives pernicieuses.

La logique de ce type de cercle vicieux est également simple à comprendre avec le recul : les institutions politiques extractives imposent peu de contraintes à l'exercice du pouvoir, de sorte qu'il n'existe pratiquement aucune institution pour limiter l'utilisation et l'abus de pouvoir par ceux qui renversent les dictateurs précédents et prennent le contrôle de l'État ; et les institutions économiques extractives impliquent qu'il est possible de réaliser d'énormes profits et de s'enrichir simplement en contrôlant le pouvoir, en expropriant les biens d'autrui et en créant des monopoles.

Bien sûr, la loi d'airain de l'oligarchie n'est pas une véritable loi, au sens où le sont les lois de la physique. Elle ne trace pas une voie inévitable, comme l'illustrent la Glorieuse Révolution en Angleterre ou la restauration Meiji au Japon.

Un facteur clé dans ces épisodes, qui ont vu un tournant majeur vers des institutions inclusives, a été l'autonomisation d'une large coalition capable de s'opposer à l'absolutisme et de remplacer les institutions absolutistes par des institutions plus inclusives et pluralistes. Une révolution menée par une large coalition rend l'émergence d'institutions politiques pluralistes beaucoup plus probable. En Sierra Leone et en Éthiopie, la loi d'airain de l'oligarchie s'est imposée non seulement parce que les institutions existantes étaient très extractives, mais aussi parce que ni le mouvement d'indépendance dans le premier cas, ni le coup d'État du Derg dans le second, n'étaient des révolutions menées par de telles larges coalitions, mais plutôt par des individus et des groupes cherchant à s'emparer du pouvoir afin de pouvoir eux-mêmes pratiquer l'extraction.

Il existe encore une autre facette, encore plus destructrice, de ce cercle vicieux, que nous avons anticipée dans notre discussion sur les cités-États mayas au chapitre 5. Lorsque les institutions extractives créent d'énormes inégalités dans la société et confèrent une grande richesse et un pouvoir illimité à ceux qui détiennent le contrôle, nombreux sont ceux qui souhaitent se battre pour prendre le contrôle de l'État et des institutions. Les institutions extractives ouvrent alors non seulement la voie au prochain régime, qui sera encore plus extractif, mais elles engendrent également des luttes intestines et des guerres civiles incessantes. Ces guerres civiles causent alors davantage de souffrances humaines et détruisent même le peu de centralisation étatique que ces sociétés ont réussi à mettre en place. Cela déclenche également souvent un

processus de descente vers l'anarchie, l'échec de l'État et le chaos politique, anéantissant tout espoir de prospérité économique, comme l'illustrera le chapitre suivant.

13.

POURQUOI LES NATIONS ÉCHOUENT AUJOURD'HUI

COMMENT GAGNER À LA LOTERIE AU ZIMBABWE

C'ÉTAIT EN JANVIER 2000 à Harare, au Zimbabwe. Le maître de cérémonie Fallot Chawawa était chargé de tirer au sort le billet gagnant de la loterie nationale organisée par une banque partiellement détenue par l'État, la Zimbabwe Banking Corporation (Zimbank). La loterie était ouverte à tous les clients qui avaient conservé cinq mille dollars zimbabwéens ou plus sur leur compte au cours du mois de décembre 1999. Lorsque Chawawa a tiré le billet, il est resté bouche bée. Comme l'indique le communiqué officiel de la Zimbank, « le maître de cérémonie Fallot Chawawa n'en croyait pas ses yeux lorsque le billet gagnant d'une valeur de 100 000 dollars zimbabwéens lui a été remis et qu'il a vu le nom de Son Excellence RG Mugabe inscrit dessus ».

Le président Robert Mugabe, qui dirigeait le Zimbabwe par tous les moyens, et généralement d'une main de fer, depuis 1980, avait remporté la loterie, d'une valeur de cent mille dollars zimbabwéens, soit environ cinq fois le revenu annuel par habitant du pays. La Zimbank a affirmé que le nom de M. Mugabe avait été tiré au sort parmi des milliers de clients éligibles. Quel homme chanceux ! Inutile de dire qu'il n'avait pas vraiment besoin de cet argent. Mugabe venait en effet de s'octroyer, ainsi qu'à son cabinet, des augmentations de salaire pouvant atteindre 200 %.

Le billet de loterie n'était qu'un signe supplémentaire du caractère extractif des institutions zimbabwéennes. On pourrait qualifier cela de corruption, mais ce n'est qu'un symptôme du malaise institutionnel qui règne au Zimbabwe. Le fait que Mugabe pouvait même gagner à la loterie s'il le souhaitait montrait à quel point il contrôlait les affaires du Zimbabwe et donnait au monde un aperçu de l'étendue du caractère extractif des institutions du pays.

La raison la plus courante pour laquelle les nations échouent aujourd'hui est qu'elles ont des institutions extractives. Le Zimbabwe sous le régime de Mugabe illustre clairement les conséquences économiques et sociales. Bien que les statistiques nationales au Zimbabwe soient très peu fiables, la meilleure estimation est qu'en 2008, le revenu par habitant du Zimbabwe était environ la moitié de ce qu'il était lorsque le pays a obtenu son indépendance en 1980. Aussi dramatique que cela puisse paraître, cela ne reflète pas réellement la détérioration du niveau de vie au Zimbabwe. L'État s'est effondré et a pratiquement cessé de fournir les services publics de base. En 2008-2009, la détérioration des systèmes de santé a entraîné une épidémie de choléra dans tout le pays. Au 10 janvier 2010, 98 741 cas avaient été signalés et 4 293 décès avaient été enregistrés, ce qui en fait l'épidémie de choléra la plus meurtrière en Afrique au cours des quinze dernières années. Dans le même temps, le chômage de masse a également atteint des niveaux sans précédent. Au début de l'année 2009, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations unies a déclaré que le taux de chômage avait atteint le chiffre incroyable de 94 %.

Les origines de nombreuses institutions économiques et politiques au Zimbabwe, comme dans la plupart des pays d'Afrique subsaharienne, remontent à la période coloniale. En 1890, la British South Africa Company de Cecil Rhodes envoya une expédition militaire dans l'ancien royaume des Ndebele, basé dans le Matabeleland, ainsi que dans le Mashonaland voisin. Leur armement supérieur a rapidement réprimé la résistance africaine et, en 1901, la colonie de Rhodésie du Sud, nommée d'après Rhodes, avait été formée dans la région qui est aujourd'hui le Zimbabwe. La région étant désormais une concession privée de la British South Africa Company, Rhodes espérait y faire fortune grâce à la prospection et à l'exploitation minière de minerais précieux. Ces projets n'ont jamais vu le jour, mais les terres agricoles très riches ont commencé à attirer la migration blanche. Ces colons ont rapidement annexé une grande partie des terres. En 1923, ils se sont affranchis de la domination de la British South Africa Company et ont persuadé le gouvernement britannique de leur accorder l'autonomie. Ce qui s'est alors produit est très similaire à ce qui s'était passé en Afrique du Sud une dizaine d'années auparavant. Le Natives Land Act (loi sur les terres indigènes) de 1913 (cette page – cette page) a créé une économie duale en Afrique du Sud. La Rhodésie a adopté très

Des lois similaires, inspirées du modèle sud-africain, ont été adoptées peu après 1923, donnant naissance à un État d'apartheid réservé aux Blancs.

À la fin des années 1950 et au début des années 1960, alors que les empires coloniaux européens s'effondraient, l'élite blanche de Rhodésie, dirigée par Ian Smith et représentant environ 5 % de la population, a déclaré son indépendance vis-à-vis de la Grande-Bretagne en 1965. Peu de gouvernements internationaux ont reconnu l'indépendance de la Rhodésie, et les Nations unies ont imposé des sanctions économiques et politiques à ce pays. Les citoyens noirs ont organisé une guérilla à partir de bases situées dans les pays voisins, le Mozambique et la Zambie. La pression internationale et la rébellion menée par les deux principaux groupes, le ZANU (Union nationale africaine du Zimbabwe) de Mugabe et le ZAPU (Union populaire africaine du Zimbabwe) dirigé par Joshua Nkomo, ont abouti à la fin négociée du régime blanc. L'État du Zimbabwe a été créé en 1980.

Après l'indépendance, Mugabe a rapidement établi son contrôle personnel. Il a soit éliminé violemment ses opposants, soit les a cooptés. Les actes de violence les plus flagrants ont eu lieu au Matabeleland, bastion du ZAPU, où près de 20 000 personnes ont été tuées au début des années 1980. En 1987, le ZAPU a fusionné avec le ZANU pour créer le ZANU-PF, et Joshua Nkomo a été écarté de la scène politique. Mugabe a pu réécrire la constitution dont il avait hérité dans le cadre des négociations sur l'indépendance, se nommant président (il avait commencé comme Premier ministre), abolissant les listes électorales des Blancs qui faisaient partie de l'accord d'indépendance et, finalement, en 1990, supprimant complètement le Sénat et introduisant des postes au sein de la législature qu'il pouvait nommer. Il en a résulté un État de fait à parti unique dirigé par Mugabe.

Au moment de l'indépendance, Mugabe a repris un ensemble d'institutions économiques extractives créées par le régime blanc. Celles-ci comprenaient une série de réglementations sur les prix et le commerce international, les industries publiques et les offices de commercialisation agricole obligatoires. L'emploi public a connu une expansion rapide, les postes étant attribués aux partisans du ZANU-PF. La réglementation stricte de l'économie par le gouvernement convenait aux élites du ZANU-PF, car elle rendait difficile l'émergence d'une classe indépendante d'hommes d'affaires africains, qui auraient alors pu contester le

monopole politique de ces dernières. Cette situation était très similaire à celle que nous avons observée au Ghana dans les années 1960 au chapitre 2 (cette page – cette page). Ironiquement, bien sûr, cela a laissé les Blancs comme principale classe d'hommes d'affaires. Pendant cette période, les principaux atouts de l'économie blanche, en particulier le secteur très productif des exportations agricoles, ont été laissés intacts. Mais cela n'a duré que jusqu'à ce que Mugabe devienne impopulaire.

Le modèle de régulation et d'intervention sur le marché est progressivement devenu insoutenable, et un processus de changement institutionnel, soutenu par la Banque mondiale et le Fonds monétaire international, a été engagé en 1991 après une grave crise budgétaire. La détérioration des résultats économiques a finalement conduit à l'émergence d'une opposition politique sérieuse au régime du parti unique ZANU-PF : le Mouvement pour le changement démocratique (MDC). Les élections législatives de 1995 étaient loin d'être compétitives. Le ZANU-PF a remporté 81 % des voix et 118 des 120 sièges. Cinquante-cinq de ces députés ont été élus sans opposition. L'élection présidentielle de l'année suivante a montré encore plus de signes d'irrégularités et de fraude. Mugabe a remporté 93 % des voix, mais ses deux adversaires, Abel Muzorewa et Ndabaningi Sithole, avaient déjà retiré leur candidature avant l'élection, accusant le gouvernement de coercition et de fraude.

Après 2000, malgré toute la corruption, l'emprise du ZANU-PF s'est affaiblie. Il n'a obtenu que 49 % des suffrages populaires et seulement 63 sièges. Tous ont été contestés par le MDC, qui a remporté tous les sièges dans la capitale, Harare. Lors de l'élection présidentielle de 2002, Mugabe s'est imposé de justesse avec seulement 56 % des voix. Les deux élections ont tourné à l'avantage du ZANU-PF uniquement grâce à la violence et à l'intimidation, associées à la fraude électorale.

La réponse de Mugabe à l'effondrement de son contrôle politique a été d'intensifier à la fois la répression et le recours à des politiques gouvernementales visant à acheter des soutiens. Il a lancé une offensive à grande échelle contre les propriétaires terriens blancs. À partir de 2000, il a encouragé et soutenu une série d'occupations et d'expropriations foncières à grande échelle. Celles-ci étaient souvent menées par des associations d'anciens combattants, des groupes censés être composés d'anciens combattants de la guerre d'indépendance. Une partie des terres expropriées a été donnée à ces groupes, mais la plupart

a également été attribuée aux élites du ZANU-PF. L'insécurité des droits de propriété provoquée par Mugabe et le ZANU-PF a entraîné un effondrement de la production et de la productivité agricoles. Alors que l'économie s'effondrait, la seule solution restante était d'imprimer de la monnaie pour acheter le soutien de la population, ce qui a conduit à une hyperinflation énorme. En janvier 2009, l'utilisation d'autres devises, telles que le rand sud-africain, a été légalisée et le dollar zimbabwéen a disparu de la circulation, devenant un morceau de papier sans valeur.

Ce qui s'est passé au Zimbabwe après 1980 était monnaie courante en Afrique subsaharienne depuis l'indépendance. En 1980, le Zimbabwe a hérité d'un ensemble d'institutions politiques et économiques hautement extractives. Pendant les quinze premières années, celles-ci sont restées relativement inchangées. Bien que des élections aient eu lieu, les institutions politiques étaient tout sauf inclusives. Les institutions économiques ont quelque peu changé ; par exemple, il n'y avait plus de discrimination explicite à l'égard des Noirs. Mais dans l'ensemble, les institutions sont restées extractives, la seule différence étant qu'au lieu de Ian Smith et des Blancs, c'était Robert Mugabe et les élites du ZANU-PF qui se remplissaient les poches. Au fil du temps, les institutions sont devenues encore plus extractives et les revenus au Zimbabwe se sont effondrés. L'échec économique et politique du Zimbabwe est une nouvelle manifestation de la loi d'airain de l'oligarchie, dans ce cas précis, le régime extractif et répressif de Ian Smith ayant été remplacé par le régime extractif, corrompu et répressif de Robert Mugabe. La fausse victoire de Mugabe à la loterie en 2000 n'était alors que la partie émergée d'un iceberg très corrompu et façonné par l'histoire.

LES NATIONS ÉCHOUENT AUJOURD'HUI parce que leurs institutions économiques extractives ne créent pas les incitations nécessaires pour que les gens épargnent, investissent et innovent. Les institutions politiques extractives soutiennent ces institutions économiques en consolidant le pouvoir de ceux qui bénéficient de l'extraction. Les institutions économiques et politiques extractives, bien que
leurs détails varient selon les circonstances, sont toujours à l'
origine de cet échec. Dans de nombreux cas, par exemple, comme nous le verrons en Argentine, en Colombie et en Égypte, cet échec se traduit par un manque d'activité économique suffisante, car les politiciens sont tout simplement trop

heureuses d'extraire des ressources ou d'étouffer toute forme d'activité économique indépendante qui les menace, elles et les élites économiques. Dans certains cas extrêmes, comme au Zimbabwe et en Sierra Leone, dont nous parlerons plus loin, les institutions extractives ouvrent la voie à un effondrement total de l'État, détruisant non seulement l'ordre public, mais aussi les incitations économiques les plus élémentaires à l' . Il en résulte une stagnation économique et, comme l'illustre l'histoire récente de l'Angola, du Cameroun, du Tchad, de la République démocratique du Congo, d'Haïti, du Liberia, du Népal, de la Sierra Leone, du Soudan et du Zimbabwe, des guerres civiles, des déplacements massifs de population, des famines et des épidémies, rendant nombre de ces pays plus pauvres aujourd'hui qu'ils ne l'étaient dans les années 1960.

UNE CROISADE D'ENFANTS ?

Le 23 mars 1991, un groupe d'hommes armés dirigé par Foday Sankoh a traversé la frontière entre le Liberia et la Sierra Leone et a attaqué la ville frontalière méridionale de Kailahun. Sankoh, ancien caporal de l'armée sierra-léonaise, avait été emprisonné après avoir participé à un coup d'État manqué contre le gouvernement de Siaka Stevens en 1971. Après sa libération, il s'est finalement retrouvé en Libye, où il a intégré un camp d'entraînement que le dictateur libyen, le colonel Kadhafi, dirigeait pour les révolutionnaires africains. C'est là qu'il a rencontré Charles Taylor, qui complotait pour renverser le gouvernement du Liberia. Lorsque Taylor envahit le Liberia la veille de Noël 1989, Sankoh était à ses côtés, et c'est avec un groupe d'hommes de Taylor, principalement des Libériens et des Burkinabés (citoyens du Burkina Faso), que Sankoh envahit la Sierra Leone. Ils se faisaient appeler le RUF, le Front révolutionnaire uni, et annoncèrent qu'ils étaient là pour renverser le gouvernement corrompu et tyrannique de l'APC.

Comme nous l'avons vu dans le chapitre précédent, Siaka Stevens et son All People's Congress (APC) ont repris et intensifié les institutions extractives du régime colonial en Sierra Leone, tout comme Mugabe et le ZANU-PF l'ont fait au Zimbabwe. En 1985, lorsque Stevens, atteint d'un cancer, a fait appel à Joseph Momoh pour le remplacer, l'économie était en train de s'effondrer. Stevens, apparemment sans ironie, aimait citer

l'aphorisme « La vache mange là où elle est attachée ». Et là où Stevens avait autrefois mangé, Momoh se goinfrait désormais. Les routes tombaient en ruine et les écoles se désintégraient. Les émissions de télévision nationale ont cessé en 1987, lorsque le ministre de l'Information a vendu l'émetteur, et en 1989, une tour radio qui relayait les signaux radio en dehors de Freetown s'est effondrée, mettant fin aux transmissions en dehors de la capitale. Une analyse publiée dans un journal de la capitale Freetown en 1995 sonne très juste :

> À la fin du règne de Momoh, il avait cessé de payer les fonctionnaires, les enseignants et même les chefs suprêmes. Le gouvernement central s'était effondré, puis bien sûr, nous avons eu des incursions à la frontière, des « rebelles » et toutes sortes d'armes automatiques qui affluaient depuis le Liberia. Le NPRC, les « rebelles » et les « sobels » [soldats devenus rebelles] ont tous contribué au chaos auquel on peut s'attendre lorsque le gouvernement disparaît. Aucun d'entre eux n'est la cause de nos problèmes, mais ils en sont les symptômes.

L'effondrement de l'État sous Momoh, conséquence une fois de plus du cercle vicieux déclenché par les institutions extrêmement extractives sous Stevens, signifiait qu'il n'y avait rien pour empêcher le RUF de franchir la frontière en 1991. L'État n'avait pas les moyens de s'y opposer. Stevens avait déjà affaibli l'armée, car il craignait qu'elle ne le renverse. Il a alors été facile pour un nombre relativement restreint d'hommes armés de semer le chaos dans la majeure partie du pays. Ils avaient même un manifeste intitulé « Footpaths to Democracy » (Les chemins vers la démocratie), qui commençait par une citation de l'intellectuel noir Frantz Fanon : « Chaque génération doit, dans une relative obscurité, découvrir sa mission, l'accomplir ou la trahir. » La section « Pour quoi nous battons-nous ? » commence ainsi :

> Nous continuons à nous battre parce que nous sommes fatigués d'être les victimes perpétuelles de la pauvreté et de la dégradation humaine imposées par l'État, qui nous sont infligées depuis des années par un régime autocratique et le militarisme. Mais nous ferons preuve de retenue et continuerons

> attendre patiemment au rendez-vous de la paix, où nous serons tous gagnants. Nous sommes engagés en faveur de la paix, par tous les moyens nécessaires, mais nous ne sommes pas engagés à devenir les victimes de la paix. Nous savons que notre cause est juste et que Dieu/Allah ne nous abandonnera jamais dans notre lutte pour reconstruire une nouvelle Sierra Leone.

Même si Sankoh et d'autres dirigeants du RUF ont peut-être commencé par des revendications politiques, et que les griefs des personnes souffrant sous le joug des institutions extractives de l'APC les ont peut-être encouragés à rejoindre le mouvement dès le début, la situation a rapidement changé et est devenue incontrôlable. La « mission » du RUF a plongé le pays dans l'agonie, comme en témoigne un adolescent de Geoma, dans le sud de la Sierra Leone :

> Ils ont rassemblé certains d'entre nous... Ils ont choisi certains de nos amis et les ont tués, deux d'entre eux. Il s'agissait de personnes dont les pères étaient chefs, et qui avaient des bottes de soldats et des biens dans leurs maisons. Ils ont été abattus, sans autre raison que d'avoir été accusés d'héberger des soldats. Les chefs ont également été tués, en tant que membres du gouvernement. Ils ont choisi quelqu'un pour être le nouveau chef. Ils continuaient à dire qu'ils étaient venus nous libérer de l'APC. À un certain moment, ils ne choisissaient plus les personnes à tuer, ils tiraient simplement sur les gens.

Au cours de la première année de l'invasion, toutes les racines intellectuelles que le RUF pouvait avoir ont été complètement éradiquées. Sankoh a exécuté ceux qui critiquaient la vague croissante d'atrocités. Rapidement, rares étaient ceux qui rejoignaient volontairement le RUF. Le groupe s'est alors tourné vers le recrutement forcé, en particulier celui d'enfants. En réalité, toutes les parties en présence ont agi de la sorte, y compris l'armée. Si la guerre civile en Sierra Leone était une croisade visant à construire une société meilleure, elle s'est finalement transformée en croisade des enfants. Le conflit s'est intensifié avec des massacres et des violations massives des droits humains, notamment des viols collectifs et des amputations de mains et d'oreilles. Lorsque le RUF a pris le contrôle de certaines zones, il s'est également livré à l'exploitation économique

. Cela était particulièrement flagrant dans les zones d'extraction de diamants, où il a contraint les populations à travailler dans les mines, mais cette pratique était également répandue ailleurs.

Le RUF n'était pas le seul à commettre des atrocités, des massacres et à organiser le travail forcé. Le gouvernement faisait de même. L'effondrement de l'ordre public était tel qu'il était di e de distinguer les soldats des rebelles. La discipline militaire avait complètement disparu. À la fin de la guerre en 2001, environ 80 000 personnes avaient trouvé la mort et le pays tout entier était dévasté. Les routes, les maisons et les bâtiments étaient entièrement détruits. Aujourd'hui, si vous vous rendez à Koidu, une importante région productrice de diamants dans l'est du pays, vous verrez encore des rangées de maisons incendiées et criblées d'impacts de balles.

En 1991, l'État sierra-léonais était totalement défaillant. Pensez à ce que le roi Shyaam a commencé avec les Bushong (cette page – cette page) : il a mis en place des institutions extractives pour consolider son pouvoir et extraire la production du reste de la société. Mais même les institutions extractives, avec une autorité centrale concentrée entre ses mains, constituaient une amélioration par rapport à la situation sans loi ni ordre, sans autorité centrale ni droits de propriété qui caractérisait la société Lele de l'autre côté du fleuve Kasai. Ce manque d'ordre et d'autorité centrale a été le lot de nombreux pays africains au cours des dernières décennies, en partie parce que le processus de centralisation politique a été historiquement retardé dans une grande partie de l'Afrique subsaharienne, mais aussi parce que le cercle vicieux des institutions extractives a inversé toute centralisation étatique existante, ouvrant la voie à l'échec de l'État.

La Sierra Leone, pendant sa guerre civile sanglante qui a duré dix ans, de 1991 à 2001, était un exemple typique d'État défaillant. Au départ, c'était simplement un pays parmi d'autres, miné par des institutions extractives, bien que celles-ci fussent particulièrement vicieuses et inefficaces. Les pays deviennent des États défaillants non pas en raison de leur géographie ou de leur culture, mais à cause de l'héritage d'institutions extractives, qui concentrent le pouvoir et la richesse entre les mains de ceux qui contrôlent l'État, ouvrant la voie à des troubles, des conflits et une guerre civile. Les institutions extractives contribuent également directement à à l' à l' à l' à l' à l' à l' à l' à l' à l' à l' à l' à l' à l' à l' à l' à l' à l' à l' à l' à l' à l' à l' à l' à l' à l' à l' à l' à l' à l' à l' à l' à l' à l' à l' à l' à l' à l' à l' à l' à l' à l' à l' à l' à l' à l' à l' à

les investissements dans les services publics les plus élémentaires, ce qui s'est précisément produit en Sierra Leone.

Les institutions extractives qui exproprient et appauvrissent les populations et entravent le développement économique sont assez courantes en Afrique, en Asie et en Amérique du Sud. Charles Taylor a contribué à déclencher la guerre civile en Sierra Leone tout en initiant un conflit sanglant au Liberia, qui a également conduit à l'effondrement de l'État dans ce pays. Le schéma des institutions extractives s'effondrant dans la guerre civile et la faillite de l'État s'est reproduit ailleurs en Afrique, par exemple en Angola, en Côte d'Ivoire, en République démocratique du Congo, au Mozambique, en République du Congo, en Somalie, au Soudan et en Ouganda. L'extraction ouvre la voie à des conflits, à l'instar de ceux que les institutions hautement extractives des cités-États mayas ont générés il y a près de mille ans. Les conflits précipitent l'effondrement de l'État. Ainsi, une autre raison pour laquelle les nations échouent aujourd'hui est que leurs États échouent. Cela est à son tour la conséquence de décennies de domination par des institutions économiques et politiques extractives.

QUI EST L'ÉTAT ?

Les cas du Zimbabwe, de la Somalie et de la Sierra Leone, même s'ils sont typiques des pays pauvres d'Afrique, et peut-être même de certains pays d'Asie, semblent plutôt extrêmes. Les pays d'Amérique latine ne sont certainement pas des États défaillants ? Leurs présidents ne sont certainement pas assez effrontés pour gagner à la loterie ?

En Colombie, les Andes se fondent progressivement vers le nord dans une grande plaine côtière qui borde l'océan Caraïbe. Les Colombiens appellent cette région la *tierra caliente*, le « pays chaud », par opposition au monde andin de la *tierra fria*, le « pays froid ». Depuis cinquante ans, la Colombie est considérée par la plupart des politologues et des gouvernements comme une démocratie. Les États-Unis se réjouissent de négocier un éventuel accord de libre-échange avec ce pays et lui accordent toutes sortes d'aides, notamment militaires. Après un gouvernement militaire de courte durée, qui a pris fin en 1958, des élections ont été organisées régulièrement, même si, jusqu'en 1974, un pacte prévoyait une rotation du pouvoir politique et de la présidence entre les deux

partis politiques traditionnels, les conservateurs et les libéraux. Toutefois, ce pacte, le Front national, a lui-même été ratifié par le peuple colombien par référendum, et tout cela semble suffisamment démocratique.

Cependant, bien que la Colombie ait une longue histoire d'élections démocratiques, elle ne dispose pas d'institutions inclusives. Au contraire, son histoire a été marquée par des violations des libertés civiles, des exécutions extrajudiciaires, des violences contre les civils et une guerre civile. Ce ne sont pas là les résultats que l'on attend d'une démocratie. La guerre civile en Colombie est différente de celle qui a eu lieu en Sierra Leone, où l'État et la société se sont effondrés et où le chaos a régné. Mais il s'agit néanmoins d'une guerre civile qui a fait beaucoup plus de victimes. Le régime militaire des années 1950 était en partie une réponse à une guerre civile connue en espagnol sous le nom de La Violencia, ou « La Violence ». Depuis lors, toute une série de groupes insurgés, pour la plupart des révolutionnaires communistes, ont semé la terreur dans les campagnes, commettant des enlèvements et des meurtres. Pour éviter ces deux options déplaisantes dans les zones rurales de Colombie, il faut payer la *vacuna*, littéralement « la vaccination », ce qui signifie qu'il faut se vacciner contre le risque d'être assassiné ou kidnappé en versant chaque mois une somme d'argent à un groupe de voyous armés.

Tous les groupes armés en Colombie ne sont pas communistes. En 1981, des membres du principal groupe de guérilla communiste colombien, les Fuerzas Armadas Revolucionarias de Colombia (FARC, Forces armées révolutionnaires de Colombie), ont kidnappé un producteur laitier, Jesus Castaño, qui vivait dans une petite ville appelée Amalfi, dans la région chaude du nord-est du département d'Antioquia. Les FARC ont exigé une rançon de 7 500 dollars, une petite fortune dans la Colombie rurale. La famille a réuni cette somme en hypothéquant la ferme, mais le corps de leur père a quand même été retrouvé, enchaîné à un arbre. Trois des fils de Castaño, Carlos, Fidel et Vicente, en ont eu assez. Ils ont fondé un groupe paramilitaire, Los Tangueros, pour traquer les membres des FARC et venger cet acte. Les frères étaient doués pour l'organisation, et leur groupe s'est rapidement développé et a commencé à trouver un intérêt commun avec d'autres groupes paramilitaires similaires qui s'étaient formés pour des causes similaires. Dans de nombreuses régions, les Colombiens souffraient aux mains des guérillas de gauche, et des paramilitaires de droite se sont formés pour s'y opposer. Les paramilitaires étaient utilisés

par les propriétaires terriens pour se défendre contre les guérilleros, mais ils étaient également impliqués dans le trafic de drogue, l'extorsion, les enlèvements et les meurtres de citoyens.

En 1997, les paramilitaires, sous la direction des frères Castaño, avaient réussi à former une organisation nationale appelée les Autodefensas Unidas de Colombia (AUC).

— Forces unies d'autodéfense de Colombie). L'AUC s'est étendue à une grande partie du pays, en particulier dans les régions chaudes, dans les départements de Córdoba, Sucre, Magdalena et César. En 2001, l'AUC disposait peut-être de jusqu'à trente mille hommes armés et était organisée en différents blocs. À Córdoba, le bloc paramilitaire Catatumbo était dirigé par Salvatore Mancuso. Alors que son pouvoir ne cessait de croître, l'AUC a pris la décision stratégique de s'impliquer dans la politique. Les paramilitaires et les politiciens se sont courtisés mutuellement. Plusieurs dirigeants des AUC ont organisé une réunion avec des politiciens de premier plan dans la ville de Santa Fé de Ralito, à Córdoba. Un document commun, un pacte appelant à la « refondation du pays », a été publié et signé par des membres éminents des AUC, tels que « Jorge 40 » (surnom de Rodrigo Tovar Pupo), Adolfo Paz (nom de guerre de Diego Fernando « Don Berna » Murillo) et Diego Vecino (de son vrai nom Edwar Cobo Téllez), ainsi que des politiciens, dont les sénateurs nationaux William Montes et Miguel de la Espriella. À ce stade, les AUC contrôlaient de vastes territoires en Colombie, et il leur était facile de décider qui serait élu lors des élections législatives et sénatoriales de 2002. Par exemple, dans la municipalité de San Onofre, dans le département de Sucre, les élections ont été organisées par le chef paramilitaire Cadena (« chaîne »). Un témoin oculaire a décrit ce qui s'est passé comme suit :

> Les camions envoyés par Cadena ont parcouru les quartiers, les corregimientos et les zones rurales de San Onofre pour aller chercher les gens. Selon certains habitants, lors des élections de 2002, des centaines de paysans ont été emmenés au corregimiento Plan Parejo afin qu'ils puissent voir les visages des candidats pour lesquels ils devaient

> voter aux élections parlementaires : Jairo Merlano au Sénat et Muriel Benito Rebollo au Congrès.
>
> Cadena a mis dans un sac les noms des membres du conseil municipal, en a tiré deux et a déclaré qu'il les tuerait, ainsi que d'autres personnes choisies au hasard, si Muriel ne gagnait pas.

La menace semble avoir fonctionné : chaque candidat a obtenu quarante mille voix dans l'ensemble de Sucre. Il n'est pas surprenant que le maire de San Onofre ait signé le pacte de Santa Fé de Ralito. Probablement un tiers des députés et sénateurs doivent leur élection en 2002 au soutien des paramilitaires, et la carte 20, qui représente les zones de Colombie sous contrôle paramilitaire, montre à quel point leur emprise était étendue. Salvatore Mancuso lui-même l'a exprimé ainsi dans une interview :

> 35 % des membres du Congrès ont été élus dans des zones où régnaient les groupes d'autodéfense. Dans ces zones, c'était nous qui percevions les impôts, nous rendions la justice et nous avions le contrôle militaire et territorial de la région. Toutes les personnes qui voulaient se lancer dans la politique devaient venir traiter avec les représentants politiques que nous avions sur place.

Il n'est pas difficile d'imaginer l'effet d'un tel contrôle paramilitaire sur la politique et la société, sur les institutions économiques et les politiques publiques. L'expansion des AUC ne s'est pas faite dans le calme. Le groupe a non seulement combattu les FARC, mais il a également assassiné des civils innocents et terrorisé et déplacé des centaines de milliers de personnes. Selon le Centre de surveillance des déplacements internes (IDMC) du Conseil norvégien pour les réfugiés, au début de l'année 2010, environ 10 % de la population colombienne, soit près de 4,5 millions de personnes, était déplacée à l'intérieur du pays. Les paramilitaires ont également, comme l'a suggéré Mancuso, pris le contrôle du gouvernement et de toutes ses fonctions, à l'exception des impôts qu'ils percevaient, qui n'étaient qu'une expropriation pour leur propre compte. Un pacte extraordinaire

entre le chef paramilitaire Martín Llanos (de son vrai nom Héctor Germán Buitrago) et les maires des municipalités de Tauramena, Aguazul, Maní, Villanueva, Monterrey et Sabanalarga, dans le département de Casanare, dans l'est de la Colombie, énumère les règles suivantes auxquelles les maires devaient se conformer sur ordre des « paysans paramilitaires de Casanare » :

Map 20: Paramilitary presence across Colombia, 1997–2005

9) Donner 50 % du budget municipal à gérer par les paysans paramilitaires de Casanare.

10) 10 % de chaque contrat de la municipalité [à remettre aux paysans paramilitaires de Casanare].

11) Assistance obligatoire à toutes les réunions convoquées par les paysans paramilitaires de Casanare.

12) Inclusion des paysans paramilitaires de Casanare dans tous les projets d'infrastructure.

13) e au nouveau parti politique formé par les paysans paramilitaires de Casanare.

14) Réalisation de son programme de gouvernance.

Casanare n'est pas un département pauvre. Au contraire, il affiche le revenu par habitant le plus élevé de tous les départements colombiens, car il possède d'importants gisements de pétrole, précisément le type de ressources qui attirent les paramilitaires. En fait, une fois au pouvoir, les paramilitaires ont intensifié leur expropriation systématique des biens. Mancuso lui-même aurait accumulé pour 25 millions de dollars de biens immobiliers urbains et ruraux. On estime que les terres expropriées en Colombie par les paramilitaires représentent jusqu'à 10 % de toutes les terres rurales.

La Colombie n'est pas un État défaillant au bord de l'effondrement. Mais c'est un État qui manque de centralisation et dont l'autorité est loin d'être totale sur l'ensemble de son territoire. Si l'État est en mesure d'assurer la sécurité et de fournir des services publics dans les grandes zones urbaines telles que Bogotá et Barranquilla, il existe des régions importantes du pays où il fournit peu de services publics et où l'ordre public est pratiquement inexistant. Au contraire, ce sont des groupes alternatifs et des individus tels que Mancuso qui contrôlent la politique et les ressources. Dans certaines régions du pays, les institutions économiques fonctionnent assez bien et le capital humain et les compétences entrepreneuriales sont élevés ; dans d'autres, les institutions sont très extractives et ne parviennent même pas à assurer un minimum d'autorité étatique.

Il peut être difficile de comprendre comment une telle situation peut perdurer pendant des décennies, voire des siècles. Mais en réalité, cette situation obéit à sa propre logique, comme une sorte de cercle vicieux. La violence et l'absence d'institutions étatiques centralisées de ce type entrent dans une relation symbiotique avec les politiciens qui dirigent les parties fonctionnelles de la société. Cette relation symbiotique naît du fait que les politiciens nationaux exploitent l'anarchie qui règne dans les régions périphériques du pays,

tandis que les groupes paramilitaires sont laissés à eux-mêmes par le gouvernement national.

Cette tendance s'est particulièrement manifestée dans les années 2000. En 2002, Álvaro Uribe a remporté l'élection présidentielle. Uribe avait quelque chose en commun avec les frères Castaño : son père avait été tué par les FARC. Uribe a mené une campagne rejetant les tentatives du gouvernement précédent de faire la paix avec les FARC. En 2002, il a obtenu 3 points de pourcentage de plus dans les régions où les paramilitaires étaient présents que dans celles où ils ne l'étaient pas. En 2006, lorsqu'il a été réélu, son score était supérieur de 11 points de pourcentage dans ces régions. Si Mancuso et ses partenaires pouvaient influencer le vote pour le Congrès et le Sénat, ils pouvaient également le faire lors des élections présidentielles, en particulier pour un président qui partageait leur vision du monde et était susceptible de se montrer indulgent à leur égard. Comme l'a déclaré en septembre 2005 Jairo Angarita, adjoint de Salvatore Mancuso et ancien chef des blocs Sinú et San Jorge des AUC, il était fier de travailler pour la « réélection du meilleur président que nous ayons jamais eu ».

Une fois élus, les sénateurs et députés paramilitaires ont voté en faveur des mesures souhaitées par Uribe, notamment la modification de la Constitution afin qu'il puisse être réélu en 2006, ce qui n'était pas autorisé lors de sa première élection en 2002. En échange, le président Uribe a promulgué une loi très clémente permettant aux paramilitaires de se démobiliser. La démobilisation n'a pas signifié la fin du paramilitarisme, mais simplement son institutionnalisation dans une grande partie de la Colombie et de l'État colombien, que les paramilitaires avaient pris le contrôle et étaient autorisés à conserver.

En Colombie, de nombreux aspects des institutions économiques et politiques sont devenus plus inclusifs au fil du temps. Mais certains éléments extractifs majeurs subsistent. L'anarchie et l'insécurité des droits de propriété sont endémiques dans de vastes régions du pays, ce qui résulte du manque de contrôle de l'État national dans de nombreuses parties du pays et de la forme particulière de décentralisation de l'État en Colombie. Mais cette situation n'est pas une fatalité. Elle est elle-même la conséquence d'une dynamique qui reflète un cercle vicieux : les institutions politiques colombiennes n'incitent pas les responsables politiques à fournir des services publics et à assurer l'ordre public dans une grande partie du

pays et ne leur imposent pas suffisamment de contraintes pour les empêcher de conclure des accords implicites ou explicites avec les paramilitaires et les voyous.

EL CORRALITO

À la fin de l'année 2001, l'Argentine était en proie à une crise économique. Depuis trois ans, les revenus étaient en baisse, le chômage augmentait et le pays avait accumulé une dette internationale colossale. Les politiques qui ont conduit à cette situation ont été adoptées après 1989 par le gouvernement de Carlos Menem afin de mettre fin à l'hyperinflation et de stabiliser l'économie. Elles ont été couronnées de succès pendant un certain temps.

En 1991, Menem a lié le peso argentin au dollar américain. Un peso équivalait à un dollar selon la loi. Le taux de change ne devait pas changer. Fin de l'histoire. Enfin, presque. Pour convaincre la population que le gouvernement avait vraiment l'intention de respecter la loi, il l'a persuadée d'ouvrir des comptes bancaires en dollars américains. Les dollars pouvaient être utilisés dans les magasins de la capitale, Buenos Aires, et retirés aux distributeurs automatiques de toute la ville. Cette politique a peut-être contribué à stabiliser l'économie, mais elle présentait un inconvénient majeur. Elle rendait les exportations argentines très chères et les importations étrangères très bon marché. Les exportations ont progressivement cessé, tandis que les importations ont afflué. Le seul moyen de les payer était d'emprunter. La situation était intenable. Alors que de plus en plus de gens s'inquiétaient de la viabilité du peso, ils plaçaient une plus grande partie de leur fortune dans des comptes en dollars auprès des banques. Après tout, si le gouvernement enfreignait la loi et dévaluait le peso, leurs comptes en dollars seraient en sécurité, n'est-ce pas ? Ils avaient raison de s'inquiéter pour le peso. Mais ils étaient trop optimistes quant à leurs dollars.

Le 1er décembre 2001, le gouvernement a gelé tous les comptes bancaires, initialement pour une durée de quatre-vingt-dix jours. Seule une petite somme d'argent liquide pouvait être retirée chaque semaine. Au départ, il s'agissait de 250 pesos, qui valaient encore
250 $, puis de 300 pesos. Mais ce retrait n'était autorisé que sur les comptes en pesos. Personne n'était autorisé à retirer de l'argent de son compte en dollars, à moins d'accepter de convertir ses dollars en pesos. Personne ne voulait le faire. Les Argentins ont surnommé cette situation El

Corralito, « le petit corral » : les déposants ont été enfermés dans un corral comme des vaches, sans nulle part où aller. En janvier, la dévaluation a finalement été mise en œuvre, et au lieu d'un peso pour un dollar, il y avait bientôt quatre pesos pour un dollar. Cela aurait dû donner raison à ceux qui pensaient qu'il fallait placer leurs économies en dollars. Mais ce ne fut pas le cas, car le gouvernement a alors converti de force tous les comptes bancaires en dollars en pesos, mais au taux de change ancien de un pour un. Une personne qui avait économisé 1 000 dollars s'est soudainement retrouvée avec seulement 250 dollars. Le gouvernement avait exproprié les trois quarts des économies de la population.

Pour les économistes, l'Argentine est un pays déroutant. Pour illustrer à quel point il était difficile de comprendre l'Argentine, Simon Kuznets, économiste lauréat du prix Nobel, a un jour déclaré qu'il existait quatre types de pays : les pays développés, les pays sous-développés, le Japon et l'Argentine. Kuznets pensait ainsi car, à l'époque de la Première Guerre mondiale, l'Argentine était l'un des pays les plus riches du monde. Elle a ensuite connu un déclin constant par rapport aux autres pays riches d'Europe occidentale et d'Amérique du Nord, qui s'est transformé, dans les années 1970 et 1980, en un déclin absolu. À première vue, les performances économiques de l'Argentine sont déroutantes, mais les raisons de son déclin apparaissent plus clairement lorsqu'on les examine à travers le prisme des institutions inclusives et extractives.

Il est vrai qu'avant 1914, l'Argentine a connu environ cinquante ans de croissance économique, mais il s'agissait d'un cas classique de croissance sous des institutions extractives. L'Argentine était alors dirigée par une élite restreinte fortement investie dans l'économie d'exportation agricole. L'économie a connu une croissance grâce à l'exportation de viande bovine, de peaux et de céréales, dans un contexte d'essor des prix mondiaux de ces produits. Comme toutes les expériences de croissance sous des institutions extractives, celle-ci n'impliquait aucune destruction créatrice ni aucune innovation. Et elle n'était pas durable. Au moment de la Première Guerre mondiale, l'instabilité politique croissante et les révoltes armées ont incité les élites argentines à tenter d'élargir le système politique, mais cela a conduit à la mobilisation de forces qu'elles ne pouvaient contrôler, et en 1930, le premier coup d'État militaire a eu lieu. Entre cette date et 1983, l'Argentine a oscillé entre dictature et démocratie et entre diverses

institutions extractives. Le régime militaire a exercé une répression massive, qui a atteint son apogée dans les années 1970 avec au moins neuf mille personnes, et probablement beaucoup plus, exécutées illégalement. Des centaines de milliers de personnes ont été emprisonnées et torturées.

Pendant les périodes de régime civil, des élections ont eu lieu, instaurant une sorte de démocratie. Mais le système politique était loin d'être inclusif. Depuis l'ascension de Perón dans les années 1940, l'Argentine démocratique a été dominée par le parti politique qu'il a créé, le Partido Justicialista, généralement appelé simplement le Parti péroniste. Les péronistes ont remporté les élections grâce à une énorme machine politique, qui a réussi en achetant des votes, en distribuant des faveurs et en se livrant à la corruption, notamment en échangeant des contrats gouvernementaux et des emplois contre un soutien politique. Dans un certain sens, il s'agissait d'une démocratie, mais elle n'était pas pluraliste. Le pouvoir était fortement concentré entre les mains du Parti péroniste, qui ne rencontrait que peu de contraintes dans ses actions, du moins pendant la période où l'armée s'est abstenue de le renverser. Comme nous l'avons vu précédemment (cette page – cette page), si la Cour suprême contestait une politique, tant pis pour elle.

Dans les années 1940, Perón avait cultivé le mouvement syndical comme base politique. Lorsque celui-ci a été affaibli par la répression militaire dans les années 1970 et 1980, son parti s'est simplement tourné vers l'achat de votes auprès d'autres partis. Les politiques économiques et les institutions ont été conçues pour fournir des revenus à leurs partisans, et non pour créer des conditions équitables. Lorsque le président Menem a été confronté à une limitation du nombre de mandats qui l'empêchait d'être réélu dans les années 1990, il a simplement réécrit la constitution pour supprimer cette limitation. Comme le montre El Corralito, même si l'Argentine organise des élections et a des gouvernements élus par le peuple, le gouvernement est tout à fait capable de passer outre les droits de propriété et d'exproprier ses propres citoyens en toute impunité. Les présidents et les élites politiques argentins ne sont soumis à pratiquement aucun contrôle, et il n'y a certainement pas de pluralisme.

Ce qui intriguait Kuznets, et sans doute beaucoup d'autres visiteurs de Buenos Aires, c'est que la ville semble si différente de Lima, Guatemala City ou même Mexico. On n'y voit ni populations indigènes, ni descendants d'anciens esclaves. On y admire surtout la magnifique architecture et les bâtiments construits pendant la

La Belle Époque, les années de croissance sous le régime des institutions extractives. Mais à Buenos Aires, on ne voit qu'une partie de l'Argentine. Menem, par exemple, n'était pas originaire de Buenos Aires. Il est né à Anillaco, dans la province de La Rioja, dans les montagnes loin au nord-ouest de Buenos Aires, et il a exercé trois mandats en tant que gouverneur de la province. À l'époque de la conquête des Amériques par les Espagnols, cette région de l'Argentine était une partie périphérique de l'empire inca et comptait une population dense d'autochtones (voir la carte 1 sur cette page). Les Espagnols y créèrent *des encomiendas*, et une économie hautement extractive se développa, basée sur la culture de denrées alimentaires et l'élevage de mules pour les mineurs de Potosí, au nord. En fait, La Rioja ressemblait beaucoup plus à la région de Potosí au Pérou et en Bolivie qu'à Buenos Aires. Au XIXe siècle, La Rioja donna naissance au célèbre chef de guerre Facundo Quiroga, qui régna sans loi sur la région et marcha sur Buenos Aires avec son armée. L'histoire du développement des institutions politiques argentines est celle des accords conclus entre les provinces de l'intérieur, telles que La Rioja, et Buenos Aires. Ces accords constituaient une trêve : les chefs militaires de La Rioja acceptaient de laisser Buenos Aires tranquille afin qu'elle puisse gagner de l'argent. En échange, les élites de Buenos Aires renonçaient à réformer les institutions de « l'intérieur ». Ainsi, l'Argentine semble à première vue très différente du Pérou ou de la Bolivie, mais elle ne l'est pas tant que ça une fois que l'on quitte les boulevards élégants de Buenos Aires. Le fait que les préférences et la politique de l'intérieur se soient ancrées dans les institutions argentines explique pourquoi le pays a suivi un parcours institutionnel très similaire à celui d'autres pays extractifs d'Amérique latine.

Le fait que les élections n'aient pas donné naissance à des institutions politiques ou économiques inclusives est un cas typique en Amérique latine. En Colombie, les paramilitaires peuvent truquer un tiers des élections nationales. Au Venezuela aujourd'hui, comme en Argentine, le gouvernement démocratiquement élu d'Hugo Chávez attaque ses opposants, les licencie de la fonction publique, ferme les journaux dont il n'aime pas les éditoriaux et exproprie des biens immobiliers. Quoi qu'il fasse, Chávez est beaucoup plus puissant et moins contraint que ne l'était Sir Robert Walpole en Grande-Bretagne dans les années 1720, lorsqu'il n'a pas pu condamner John Huntridge en vertu du Black Act (cette page – cette page). Huntridge

aurait connu un sort bien moins favorable dans le Venezuela ou l'Argentine d'aujourd'hui.

Si la démocratie émergente en Amérique latine est en principe diamétralement opposée au pouvoir des élites et tente, dans ses discours et ses actions, de redistribuer les droits et les opportunités au détriment d'au moins une partie de l'élite, ses racines sont profondément ancrées dans les régimes extractifs, et ce à deux égards. Premièrement, les inégalités qui persistent depuis des siècles sous les régimes extractifs poussent les électeurs des démocraties émergentes à voter en faveur de politiciens aux politiques extrêmes. Ce n'est pas que les Argentins soient naïfs et pensent que Juan Perón ou les politiciens péronistes plus récents tels que Menem ou les Kirchner sont altruistes et défendent leurs intérêts, ou que les Vénézuéliens voient leur salut en Chávez. Au contraire, de nombreux Argentins et Vénézuéliens reconnaissent que tous les autres politiciens et partis ont pendant si longtemps échoué à leur donner une voix, à leur fournir les services publics les plus élémentaires, tels que les routes et l'éducation, et à les protéger de l'exploitation par les élites locales. C'est pourquoi tant de Vénézuéliens soutiennent aujourd'hui les politiques adoptées par Chávez, même si celles-ci s'accompagnent de corruption et de gaspillage, tout comme de nombreux Argentins ont soutenu les politiques de Perón dans les années 1940 et 1970. Deuxièmement, ce sont encore une fois les institutions extractives sous-jacentes qui rendent la politique si attrayante et si favorable aux hommes forts tels que Perón et Chávez, plutôt qu'un système de partis efficace produisant des alternatives socialement souhaitables. Perón, Chávez et des dizaines d'autres hommes forts en Amérique latine ne sont qu'une autre facette de la loi d'airain de l'oligarchie, et comme son nom l'indique, les racines de cette loi d'airain se trouvent dans les régimes sous-jacents contrôlés par l'élite.

LE NOUVEL ABSOLUTISME

En novembre 2009, le gouvernement nord-coréen a mis en œuvre ce que les économistes appellent une réforme monétaire. De telles réformes sont souvent motivées par de graves épisodes d'inflation. En France, en janvier 1960, une réforme monétaire a introduit un nouveau franc équivalent à 100 francs existants. Les anciens francs ont continué à circuler et les gens ont même

les prix qui y figuraient à mesure que le passage au nouveau franc s'opérait progressivement. Finalement, l'ancien franc a cessé d'avoir cours légal en janvier 2002, lorsque la France a introduit l'euro. À première vue, la réforme nord-coréenne semblait similaire. Comme les Français en 1960, le gouvernement nord-coréen a décidé de supprimer deux zéros de la monnaie. Cent anciens wons, la monnaie de la Corée du Nord, devaient valoir un nouveau won. Les particuliers étaient autorisés à venir échanger leur ancienne monnaie contre la nouvelle, mais ils devaient le faire en une semaine, et non en quarante-deux ans comme dans le cas français. Puis vint le hic : le gouvernement annonça que personne ne pouvait convertir plus de 100 000 wons, mais il assouplit ensuite cette mesure à 500 000 wons. Cent mille wons représentaient environ 40 dollars au taux de change du marché noir. D'un seul coup, le gouvernement avait anéanti une grande partie de la richesse privée des citoyens nord-coréens ; nous ne savons pas exactement combien, mais ce montant est probablement supérieur à celui exproprié par le gouvernement argentin en 2002.

Le gouvernement nord-coréen est une dictature communiste opposée à la propriété privée et aux marchés. Mais il est difficile de contrôler les marchés noirs, et ceux-ci fonctionnent en espèces. Bien sûr, une grande partie des transactions se fait en devises étrangères, notamment en monnaie chinoise, mais beaucoup se font aussi en wons. La réforme monétaire visait à punir les personnes qui fréquentaient ces marchés et, plus précisément, à s'assurer qu'elles ne deviennent pas trop riches ou trop puissantes au point de menacer le régime. Il était plus sûr de les maintenir dans la pauvreté. Les marchés noirs ne sont pas la seule explication. Les Nord-Coréens conservent également leurs économies en wons car il y a peu de banques en Corée, et celles-ci sont toutes détenues par le gouvernement. En réalité, le gouvernement a utilisé la réforme monétaire pour exproprier une grande partie des économies de la population.

Bien que le gouvernement affirme considérer les marchés comme néfastes, l'élite nord-coréenne apprécie plutôt ce que les marchés peuvent leur apporter. Le dirigeant, Kim Jong-Il, possède un palais de plaisance de sept étages équipé d'un bar, d'un karaoké et d'une mini-salle de cinéma. Le rez-de-chaussée abrite une immense piscine avec une machine à vagues, où Kim aime utiliser une planche équipée d'un petit moteur. Lorsqu'il est à

En 2006, lorsque les États-Unis ont imposé des sanctions à la Corée du Nord, ils ont su frapper le régime là où cela faisait vraiment mal. Ils ont interdit l'exportation de plus de soixante articles de luxe vers la Corée du Nord, notamment les yachts, les scooters des mers, les voitures de course, les motos, les lecteurs DVD et les téléviseurs de plus de 29 pouces. Fini les foulards en soie, les stylos à plume de marque, les fourrures ou les bagages en cuir. C'étaient précisément les articles collectionnés par Kim et les élites du Parti communiste. Un universitaire s'est basé sur les chiffres de vente de la société française Hennessy pour estimer que le budget annuel de Kim pour le cognac avant les sanctions pouvait atteindre 800 000 dollars par an.

Il est impossible de comprendre bon nombre des régions les plus pauvres du monde à la fin du XXe siècle sans comprendre le nouvel absolutisme du XXe siècle : le communisme. La vision de Marx était celle d'un système qui générerait la prospérité dans des conditions plus humaines et sans inégalités. Lénine et son Parti communiste s'inspiraient de Marx, mais la pratique ne pouvait être plus différente de la théorie. La révolution bolchevique de 1917 fut sanglante et n'avait rien d'humain. L'égalité n'était pas non plus au rendez-vous, puisque la première chose que firent Lénine et son entourage fut de créer une nouvelle élite, eux-mêmes, à la tête du parti bolchevique. Ce faisant, ils purgeèrent et assassinèrent non seulement les éléments non communistes, mais aussi d'autres communistes qui auraient pu menacer leur pouvoir. Mais les véritables tragédies étaient encore à venir : d'abord avec la guerre civile, puis sous la collectivisation de Staline et ses purges trop fréquentes, qui ont peut-être tué jusqu'à quarante millions de personnes. Le communisme russe était brutal, répressif et sanglant, mais il n'était pas unique. Les conséquences économiques et les souffrances humaines étaient assez typiques de ce qui s'est passé ailleurs, par exemple au Cambodge dans les années 1970 sous les Khmers rouges, en Chine et en Corée du Nord. Dans tous les cas, le communisme a entraîné des dictatures brutales et des violations généralisées des droits humains. Au-delà des souffrances humaines et des massacres, les régimes communistes ont tous mis en place divers types d'institutions extractives. Les institutions économiques, avec ou sans marchés, étaient conçues pour extraire les ressources du peuple et, en rejetant totalement les droits de propriété, elles ont souvent créé la pauvreté au lieu de la prospérité. Dans

Dans le cas soviétique, comme nous l'avons vu au chapitre 5, le système communiste a d'abord généré une croissance rapide, mais il a ensuite faibli et conduit à la stagnation. Les conséquences ont été beaucoup plus dévastatrices en Chine sous Mao, au Cambodge sous les Khmers rouges et en Corée du Nord, où les institutions économiques communistes ont conduit à l'effondrement économique et à la famine.

Les institutions économiques communistes étaient à leur tour soutenues par des institutions politiques extractives, concentrant tout le pouvoir entre les mains des partis communistes et n'imposant aucune contrainte à l'exercice de ce pouvoir. Bien que ces institutions extractives fussent différentes dans leur forme, elles ont eu des effets similaires sur les moyens de subsistance de la population que les institutions extractives au Zimbabwe et en Sierra Leone.

KING COTTON

Le coton représente environ 45 % des exportations de l'Ouzbékistan, ce qui en fait la culture la plus importante depuis que le pays a obtenu son indépendance lors de l'effondrement de l'Union soviétique en 1991. Sous le communisme soviétique, toutes les terres agricoles de l'Ouzbékistan étaient contrôlées par 2 048 fermes appartenant à l'État. Celles-ci ont été démantelées et les terres redistribuées après 1991. Mais cela ne signifiait pas pour autant que les agriculteurs pouvaient agir de manière indépendante. Le coton était trop précieux pour le nouveau gouvernement du premier, et jusqu'à présent unique, président de l'Ouzbékistan, Ismail Karimov. Au lieu de cela, des réglementations ont été introduites pour déterminer ce que les agriculteurs pouvaient planter et à quel prix exactement ils pouvaient le vendre. Le coton était une exportation précieuse, et les agriculteurs ne recevaient qu'une petite fraction du prix du marché mondial pour leur récolte, le gouvernement prenant le reste. Personne n'aurait cultivé de coton aux prix pratiqués, alors le gouvernement les y a contraints. Chaque agriculteur doit désormais consacrer 35 % de ses terres à la culture du coton. Cette a causé de nombreux problèmes, notamment des difficultés avec les machines. Au moment de l'indépendance, environ 40 % de la récolte était effectuée à l'aide de moissonneuses-batteuses. Après 1991, compte tenu des incitations mises en place par le régime du président Karimov pour les agriculteurs, il n'est pas surprenant que ceux-ci n'aient pas souhaité acheter ou entretenir ces machines. Conscient du problème, Karimov a pris

avec une solution, en fait, une option moins coûteuse que les moissonneuses-batteuses : les écoliers.

Les capsules de coton commencent à mûrir et sont prêtes à être cueillies début septembre, à peu près au moment où les enfants reprennent l'école. Karimov a donné l'ordre aux gouverneurs locaux d'envoyer des quotas de livraison de coton aux écoles. Début septembre, les écoles se vident de 2,7 millions d'enfants (chiffres de 2006). Les enseignants, au lieu d'être des instructeurs, sont devenus des recruteurs de main-d'œuvre. Gulnaz, mère de deux de ces enfants, explique ce qui se passe :

> Au début de chaque année scolaire, vers le début du mois de septembre, les cours sont suspendus et les enfants sont envoyés à la récolte du coton. Personne ne demande le consentement des parents. Ils n'ont pas de week-end de congé [pendant la saison des récoltes]. Si un enfant est laissé à la maison pour une raison quelconque, son enseignant ou son directeur de classe vient dénoncer les parents. Ils attribuent un quota à chaque enfant, de 20 à 60 kg par jour selon son âge. Si un enfant ne parvient pas à atteindre ce quota, il est réprimandé le lendemain matin devant toute la classe.

La récolte dure deux mois. Les enfants des zones rurales qui ont la chance d'être affectés à des fermes proches de chez eux peuvent se rendre au travail à pied ou en bus. Les enfants qui habitent plus loin ou dans des zones urbaines doivent dormir dans des hangars ou des entrepôts avec les machines et les animaux. Il n'y a ni toilettes ni cuisine. Les enfants doivent apporter leur propre repas pour le déjeuner.

Les principaux bénéficiaires de tout ce travail forcé sont les élites politiques, menées par le président Karimov, le roi de facto de tout le coton ouzbek. Les écoliers sont censés être rémunérés pour leur travail, mais ce n'est qu'une supposition. En 2006, alors que le prix mondial du coton était d'environ 1,40 dollar américain le kilo, les enfants étaient payés environ 0,03 dollar pour leur quota quotidien de vingt à soixante kilos. Probablement 75 % de la récolte de coton est désormais cueillie par des enfants. Au printemps, l'école est fermée pour permettre le binage, le désherbage et la transplantation obligatoires.

Comment en est-on arrivé là ? L'Ouzbékistan, comme les autres républiques socialistes soviétiques, était censé obtenir son indépendance après l'effondrement de l'Union soviétique et développer une économie de marché et une démocratie. Cependant, comme dans beaucoup d'autres républiques soviétiques, cela ne s'est pas produit. Le président Karimov, qui a commencé sa carrière politique au sein du Parti communiste de l'ancienne Union soviétique, accédant au poste de premier secrétaire pour l'Ouzbékistan au moment opportun de 1989, juste au moment où le mur de Berlin s'effondrait, a réussi à se réinventer en tant que nationaliste. Avec le soutien crucial des forces de sécurité, il a remporté en décembre 1991 la toute première élection présidentielle en Ouzbékistan. Après avoir pris le pouvoir, il a réprimé l'opposition politique indépendante. Ses opposants sont aujourd'hui en prison ou en exil. Il n'y a pas de médias libres en Ouzbékistan et aucune organisation non gouvernementale n'est autorisée. Le point culminant de la répression croissante a été atteint en 2005, lorsque 750 manifestants, voire plus, ont été assassinés par la police et l'armée à Andijan.

Grâce à son autorité sur les forces de sécurité et à son contrôle total des médias, Karimov a d'abord prolongé son mandat présidentiel de cinq ans, par référendum, puis a été réélu pour un nouveau mandat de sept ans en 2000, avec 91,2 % des voix. Son seul adversaire a déclaré avoir voté pour Karimov ! Lors de sa réélection en 2007, largement considérée comme frauduleuse, il a remporté 88 % des voix. Les élections en Ouzbékistan sont similaires à celles que Joseph Staline organisait à l'apogée de l'Union soviétique. Celle de 1937 a été couverte par le célèbre correspondant *du New York Times*, Harold Denny, qui a reproduit une traduction de *la Pravda*, le journal du Parti communiste, destinée à transmettre la tension et l'excitation des élections soviétiques :

> Minuit a sonné. Le 12 décembre, jour des premières élections générales, égales et directes au Soviet suprême, est terminé. Le résultat du vote est sur le point d'être annoncé.
>
> La commission reste seule dans sa salle. Tout est calme, et les lampes brillent solennellement. Au milieu d'une attente générale attentive et intense, le président accomplit

toutes les formalités nécessaires avant le dépouillement des bulletins de vote — vérifiant sur la liste le nombre d'électeurs et le nombre de votes exprimés — et le résultat est de 100 %. 100 % ! Quelle élection, dans quel pays, pour quel candidat, a obtenu un taux de participation de 100 % ?

Les choses sérieuses commencent maintenant. Le président inspecte avec excitation les scellés des urnes. Puis les membres de la commission les inspectent à leur tour. Les scellés sont intacts et sont coupés. Les urnes sont ouvertes.

Le silence règne. Les inspecteurs et les responsables électoraux sont assis, attentifs et sérieux.

Il est maintenant temps d'ouvrir les enveloppes. Trois membres de la commission prennent des ciseaux. Le président se lève. Les scrutateurs ont leurs cahiers prêts. La première enveloppe est ouverte. Tous les regards sont tournés vers elle. Le président en sort deux bulletins — blanc [pour un candidat au Soviet de l'Union] et bleu [pour un candidat au Soviet des Nationalités] — et lit à haute voix et distinctement : « Camarade Staline ».

Instantanément, le solennel est rompu. Tout le monde dans la salle se lève et applaudit joyeusement et bruyamment pour le premier scrutin de la première élection générale secrète sous la Constitution stalinienne – un scrutin avec le nom du créateur de la Constitution.

Cette ambiance aurait pu refléter le suspense entourant la réélection de Karimov, qui semble être un élève doué de Staline en matière de répression et de contrôle politique et qui organise des élections qui rivalisent avec celles de Staline par leur surréalisme.

Sous Karimov, l'Ouzbékistan est un pays doté d'institutions politiques et économiques très extractives. Et il est pauvre. Probablement un tiers de la population vit dans la pauvreté, et le revenu annuel moyen est d'environ 1 000 dollars. Tous les indicateurs de développement ne sont pas mauvais. Selon les données de la Banque mondiale, le taux de scolarisation est de 100 %... sauf peut-être pendant la saison de la récolte du coton. Le taux d'alphabétisation est également très élevé, mais outre le contrôle de tous les

médias, le régime interdit également les livres et censure Internet. Alors que la plupart des gens ne sont payés que quelques centimes par jour pour cueillir le coton, la famille Karimov et les anciens cadres communistes qui se sont réinventés après 1989 en tant que nouvelles élites économiques et politiques de l'Ouzbékistan sont devenus fabuleusement riches.

Les intérêts économiques de la famille sont gérés par la fille de Karimov, Gulnora, qui devrait succéder à son père à la présidence. Dans un pays aussi opaque et secret, personne ne sait exactement ce que contrôle la famille Karimov ni combien elle gagne, mais l'expérience de la société américaine Interspan est révélatrice de ce qui s'est passé dans l'économie ouzbèke au cours des deux dernières décennies. Le coton n'est pas la seule culture agricole ; certaines régions du pays sont idéales pour la culture du thé, et Interspan a décidé d'y investir. En 2005, elle avait conquis plus de 30 % du marché local, mais elle a ensuite rencontré des difficultés. Gulnora a décidé que l'industrie du thé semblait prometteuse sur le plan économique. Peu après, le personnel local d'Interspan a commencé à être arrêté, battu et torturé. Il est devenu impossible de poursuivre les activités et, en août 2006, l'entreprise s'est retirée. Ses actifs ont été repris par les intérêts du thé en pleine expansion de la famille Karimov, qui représentaient alors 67 % du marché, contre 2 % quelques années auparavant.

À bien des égards, l'Ouzbékistan ressemble à une relique du passé, à une époque oubliée. C'est un pays qui croupit sous l'absolutisme d'une seule famille et de ses acolytes, avec une économie basée sur le travail forcé, en fait le travail forcé des enfants. Sauf que ce n'est pas le cas. Il fait partie de la mosaïque actuelle des sociétés qui échouent sous le poids d'institutions extractives, et malheureusement, il présente de nombreux points communs avec d'autres anciennes républiques socialistes soviétiques, allant de l'Arménie et de l'Azerbaïdjan au Kirghizistan, au Tadjikistan et au Turkménistan, et nous rappelle que même au XXIe siècle, les institutions économiques et politiques extractives peuvent prendre une forme ouvertement et atrocement extractive.

MAINTENIR UN TERRAIN DE JEU INÉGAL

Les années 1990 ont été une période de réforme en Égypte. Depuis le coup d'État militaire qui a renversé la monarchie en 1954, l'Égypte était dirigée comme une société quasi socialiste dans laquelle le gouvernement jouait un rôle central dans l'économie. De nombreux secteurs de l'économie étaient dominés par des entreprises publiques. Au fil des ans, le discours socialiste s'est estompé, les marchés se sont ouverts et le secteur privé s'est développé. Cependant, il ne s'agissait pas de marchés inclusifs, mais de marchés contrôlés par l'État et par une poignée d'hommes d'affaires alliés au Parti national démocratique (PND), le parti politique fondé par le président Anouar el-Sadate en 1978. Les hommes d'affaires se sont de plus en plus impliqués dans le parti, et le parti s'est de plus en plus impliqué auprès d'eux sous le gouvernement de Hosni Moubarak. Moubarak, qui est devenu président en 1981 après l'assassinat d'Anouar el-Sadate, a gouverné avec le PND jusqu'à ce qu'il soit contraint de quitter le pouvoir par les manifestations populaires et l'armée en février 2011, comme nous l'avons évoqué dans la préface (cette page).

Des hommes d'affaires importants ont été nommés à des postes clés du gouvernement dans des domaines étroitement liés à leurs intérêts économiques. Rasheed Mohamed Rasheed, ancien président d'Unilever AMET (Afrique, Moyen-Orient et Turquie), est devenu ministre du Commerce extérieur et de l'Industrie ; Mohamed Zoheir Wahid Garana, propriétaire et directeur général de Garana Travel Company, l'une des plus grandes agences de voyage d'Égypte, est devenu ministre du Tourisme ; Amin Ahmed Mohamed Osman Abaza, fondateur de la Nile Cotton Trade Company, la plus grande entreprise d'exportation de coton d'Égypte, est devenu ministre de l'Agriculture.

Dans de nombreux secteurs économiques, les hommes d'affaires ont persuadé le gouvernement de restreindre l'accès au marché par le biais d'une réglementation étatique. Ces secteurs comprenaient les médias, la sidérurgie, l'industrie automobile, les boissons alcoolisées et le ciment. Chaque secteur était très concentré, avec des barrières à l'entrée élevées protégeant les hommes d'affaires et les entreprises ayant des liens politiques. Les grands hommes d'affaires proches du régime, tels qu'Ahmed Ezz (sidérurgie), la famille Sawiris (multimédia, boissons et télécommunications) et Mohamed Nosseir (boissons et télécommunications), ont non seulement bénéficié de la protection de l'État, mais ont également obtenu des contrats gouvernementaux et d'importants prêts bancaires sans avoir à fournir de garanties. Ahmed Ezz était à la fois

président d'Ezz Steel, la plus grande entreprise de l'industrie sidérurgique du pays, produisant 70 % de l'acier égyptien, mais aussi un membre haut placé du PND, le président de la commission du budget et de la planification de l'Assemblée du peuple et un proche collaborateur de Gamal Moubarak, l'un des fils du président Moubarak.

Les réformes économiques des années 1990 promues par les institutions financières internationales et les économistes visaient à libéraliser les marchés et à réduire le rôle de l'État dans l'économie. La privatisation des actifs publics était un pilier essentiel de ces réformes partout dans le monde. Au Mexique (cette page – cette page), au lieu d'accroître la concurrence, la privatisation a simplement transformé les monopoles publics en monopoles privés, enrichissant au passage des hommes d'affaires ayant des liens politiques, tels que Carlos Slim. La même chose s'est produite en Égypte. Les hommes d'affaires proches du régime ont pu influencer fortement la mise en œuvre du programme de privatisation égyptien afin qu'il favorise l'élite commerciale fortunée, ou les « baleines », comme on les appelle localement. Au moment où la privatisation a commencé, l'économie était dominée par trente-deux de ces baleines.

L'un d'eux était Ahmed Zayat, à la tête du groupe Luxor. En 1996, le gouvernement a décidé de privatiser Al Ahram Beverages (ABC), qui détenait le monopole de la fabrication de bière en Égypte. Une offre a été soumise par un consortium composé de l'Egyptian Finance Company, dirigée par le promoteur immobilier Farid Saad, et de la première société de capital-risque créée en Égypte en 1995. Le consortium comprenait Fouad Sultan, ancien ministre du Tourisme, Mohamed Nosseir et Mohamed Ragab, un autre homme d'affaires influent. Le groupe avait de bonnes relations, mais pas suffisamment. Son offre de 400 millions de livres égyptiennes a été rejetée car jugée trop basse. Zayat avait de meilleures relations. Il n'avait pas les moyens d'acheter ABC, il a donc imaginé un stratagème digne de Carlos Slim. Les actions d'ABC ont été cotées pour la première fois à la Bourse de Londres, et le groupe Luxor a acquis 74,9 % de ces actions à 68,5 livres égyptiennes par action. Trois mois plus tard, les actions ont été divisées en deux, et le groupe Luxor a pu les vendre toutes à 52,5 livres chacune, réalisant un bénéfice net de 36 %, grâce auquel Zayat a pu

pour financer l'achat d'ABC pour 231 millions de livres le mois suivant. À l'époque, ABC réalisait un bénéfice annuel d'environ 41,3 millions de livres égyptiennes et disposait de réserves de trésorerie de 93 millions de livres égyptiennes. C'était une bonne affaire. En 1999, la société ABC, récemment privatisée, a étendu son monopole de la bière au vin en rachetant le monopole national privatisé du vin, Gianaclis. Gianaclis était une entreprise très rentable, protégée par un droit de douane de 3 000 % imposé sur les vins importés, et elle réalisait une marge bénéficiaire de 70 % sur ses ventes. En 2002, le monopole a de nouveau changé de mains lorsque Zayat a vendu ABC à Heineken pour 1,3 milliard de livres égyptiennes. Un bénéfice de 563 % en cinq ans.

Mohamed Nosseir n'avait pas toujours été du côté des perdants. En 1993, il avait racheté la société privatisée El Nasr Bottling Company, qui détenait le monopole de la mise en bouteille et de la vente de Coca-Cola en Égypte. Les relations de Nosseir avec le ministre du Secteur public de l'époque, Atef Ebeid, lui avaient permis de réaliser cette acquisition sans grande concurrence. Nosseir a ensuite revendu l'entreprise deux ans plus tard pour plus de trois fois son prix d'acquisition. Un autre exemple est la décision prise à la fin des années 1990 d'impliquer le secteur privé dans l'industrie cinématographique publique. Là encore, les relations politiques ont fait que seules deux familles ont été autorisées à soumissionner et à exploiter les cinémas, dont la famille Sawiris.

L'Égypte est aujourd'hui un pays pauvre, certes moins pauvre que la plupart des pays du sud, en Afrique subsaharienne, mais où environ 40 % de la population est très pauvre et vit avec moins de deux dollars par jour. Ironiquement, comme nous l'avons vu précédemment (cette page – cette page), l'Égypte a connu au XIXe siècle une tentative initialement couronnée de succès de changement institutionnel et de modernisation économique sous Muhammad Ali, qui a généré une période de croissance économique extractive avant que le pays ne soit effectivement annexé à l'Empire britannique. À partir de la période coloniale britannique, un ensemble d'institutions extractives a vu le jour et a été maintenu par l'armée après 1954. Il y a eu une certaine croissance économique et des investissements dans l'éducation, mais la majorité de la population avait peu d'opportunités économiques, tandis que la nouvelle élite pouvait bénéficier de ses relations avec le gouvernement.

Ces institutions économiques extractives étaient à nouveau soutenues par des institutions politiques extractives. Le président Moubarak prévoyait de fonder une dynastie politique, préparant son fils Gamal à lui succéder. Son projet a été interrompu par l'effondrement de son régime extractif au début de l'année 2011, face aux troubles et manifestations généralisés qui ont marqué le Printemps arabe. Pendant la présidence de Nasser, les institutions économiques présentaient certains aspects inclusifs, et l'État a ouvert le système éducatif et offert certaines opportunités que le régime précédent du roi Farouk n'avait pas offertes. Mais il s'agissait là d'un exemple de combinaison instable entre des institutions politiques extractives et des institutions économiques quelque peu inclusives.

Le résultat inévitable, qui s'est produit sous le règne de Moubarak, a été que les institutions économiques sont devenues plus extractives, reflétant la répartition du pouvoir politique dans la société. Dans un certain sens, le Printemps arabe a été une réaction à cela. Cela a été vrai non seulement en Égypte, mais aussi en Tunisie. Trois décennies de croissance tunisienne sous des institutions politiques extractives ont commencé à s'inverser lorsque le président Ben Ali et sa famille ont commencé à s'accaparer de plus en plus l'économie.

Les nations échouent économiquement à cause d'institutions extractives. Ces institutions maintiennent les pays pauvres dans la pauvreté et les empêchent de s'engager sur la voie de la croissance économique. C'est le cas aujourd'hui en Afrique, dans des pays comme le Zimbabwe et la Sierra Leone ; en Amérique du Sud, dans des pays comme la Colombie et l'Argentine ; en Asie, dans des pays comme la Corée du Nord et l'Ouzbékistan ; et au Moyen-Orient, dans des pays comme l'Égypte. Il existe des différences notables entre ces pays. Certains sont tropicaux, d'autres se trouvent sous des latitudes tempérées. Certains étaient des colonies britanniques, d'autres japonaises, espagnoles ou russes. Ils ont des histoires, des langues et des cultures très différentes. Ce qu'ils ont tous en commun, ce sont des institutions extractives. Dans tous ces cas, ces institutions reposent sur une élite qui conçoit des institutions économiques afin de enrichir s'enrichir et perpétuer leur pouvoir à l'

aux dépens de la grande majorité de la population. Les différences entre les histoires et les structures sociales des pays expliquent les différences entre les élites et les caractéristiques des institutions extractives. Mais la raison pour laquelle ces institutions extractives persistent est toujours liée au cercle vicieux, et leurs conséquences en termes d'appauvrissement des citoyens sont similaires, même si leur intensité varie.

Au Zimbabwe, par exemple, l'élite est composée de Robert Mugabe et du noyau dur du ZANU-PF, qui ont mené la lutte anticoloniale dans les années 1970. En Corée du Nord, il s'agit de la clique autour de Kim Jong-Il et du Parti communiste. En Ouzbékistan, ce sont le président Islam Karimov, sa famille et ses acolytes de l'ère soviétique réinventée. Ces groupes sont évidemment très différents, et ces différences, associées à la diversité des régimes politiques et économiques qu'ils gouvernent, font que la forme spécifique que prennent les institutions extractives diffère. Par exemple, comme la Corée du Nord a été créée par une révolution communiste, elle prend pour modèle politique le régime du parti unique du Parti communiste. Bien que Mugabe ait invité l'armée nord-coréenne au Zimbabwe dans les années 1980 pour massacrer ses opposants au Matabeleland, un tel modèle d'institutions politiques extractives n'est pas applicable au Zimbabwe. Au contraire, en raison de la manière dont il est arrivé au pouvoir dans le cadre de la lutte anticoloniale, Mugabe a dû dissimuler son régime derrière des élections, même s'il a réussi pendant un certain temps à mettre en place un État à parti unique sanctifié par la Constitution.

En revanche, la Colombie a une longue histoire électorale, qui s'est imposée historiquement comme un moyen de partager le pouvoir entre les partis libéral et conservateur après l'indépendance vis-à-vis de l'Espagne. Non seulement la nature des élites est différente, mais leur nombre l'est également. En Ouzbékistan, Karimov a pu s'emparer des vestiges de l'État soviétique, ce qui lui a donné un appareil puissant pour réprimer et assassiner les élites alternatives. En Colombie, le manque d'autorité de l'État central dans certaines régions du pays a naturellement conduit à une fragmentation beaucoup plus importante des élites, à tel point qu'elles s'assassinent parfois entre elles. Néanmoins, malgré la diversité des élites et des institutions politiques, ces dernières parviennent souvent à consolider et à reproduire le pouvoir de l'élite qui les a créées. Mais parfois

les luttes intestines qu'elles provoquent conduisent à l'effondrement de l'État, comme en Sierra Leone.

Tout comme les différences d'histoire et de structure font varier l'identité des élites et les détails des institutions politiques extractives, il en va de même pour les détails des institutions économiques extractives mises en place par les élites. En Corée du Nord, les outils d'extraction ont là encore été hérités de la panoplie communiste : abolition de la propriété privée, fermes et industries gérées par l'État.

En Égypte, la situation était assez similaire sous le régime militaire ouvertement socialiste instauré par le colonel Nasser après 1952. Nasser s'est rangé du côté de l'Union soviétique pendant la guerre froide, expropriant les investissements étrangers, tels que le canal de Suez, propriété britannique, et nationalisant une grande partie de l'économie. Cependant, la situation en Égypte dans les années 1950 et 1960 était très différente de celle de la Corée du Nord dans les années 1940. Il était beaucoup plus facile pour les Nord-Coréens de créer une économie de type communiste plus radicale, car ils pouvaient exproprier les anciens actifs japonais et s'inspirer du modèle économique de la révolution chinoise.

En revanche, la révolution égyptienne était davantage un coup d'État mené par un groupe d'officiers militaires. Lorsque l'Égypte a changé de camp pendant la guerre froide et s'est tournée vers l'Occident, il a donc été relativement facile, mais aussi opportun, pour l'armée égyptienne de passer d'un commandement centralisé à un capitalisme de copinage comme méthode d'extraction. Malgré tout, les meilleurs résultats économiques de l'Égypte par rapport à la Corée du Nord étaient le résultat de la nature moins extractive des institutions égyptiennes. D'une part, ne disposant pas du contrôle étouffant du Parti communiste nord-coréen, le régime égyptien devait apaiser sa population d'une manière que le régime nord-coréen n'a pas à faire. D'autre part, même le capitalisme de copinage génère certaines incitations à l'investissement, du moins parmi les favoris du régime, qui sont totalement absentes en Corée du Nord.

Bien que ces détails soient tous importants et intéressants, les enseignements les plus importants se trouvent dans la vue d'ensemble, qui révèle que dans chacun de ces cas, les institutions politiques extractives ont créé des institutions économiques extractives, transférant la richesse et le pouvoir vers l'élite.

L'intensité de l'extraction dans ces différents pays varie évidemment et a des conséquences importantes sur la prospérité. En Argentine, par exemple, la constitution et les élections démocratiques ne fonctionnent pas bien pour promouvoir le pluralisme, mais elles fonctionnent beaucoup mieux qu'en Colombie. Au moins, l'État peut revendiquer le monopole de la violence en Argentine. C'est en partie pour cette raison que le revenu par habitant en Argentine est deux fois plus élevé qu'en Colombie. Les institutions politiques des deux pays réussissent beaucoup mieux à contenir les élites que celles du Zimbabwe et de la Sierra Leone, ce qui explique pourquoi ces deux derniers pays sont beaucoup plus pauvres que l'Argentine et la Colombie.

Ce cercle vicieux implique également que même lorsque les institutions extractives conduisent à l'effondrement de l'État, comme en Sierra Leone et au Zimbabwe, cela ne met pas définitivement fin au règne de ces institutions. Nous avons déjà vu que les guerres civiles et les révolutions, bien qu'elles puissent survenir à des moments critiques, ne conduisent pas nécessairement à un changement institutionnel. Les événements qui se sont déroulés en Sierra Leone depuis la fin de la guerre civile en 2002 illustrent clairement cette possibilité.

En 2007, lors d'élections démocratiques, l'ancien parti de Siaka Stevens, l'APC, est revenu au pouvoir. Bien que l'homme qui a remporté l'élection présidentielle, Ernest Bai Koroma, n'ait eu aucun lien avec les anciens gouvernements de l'APC, bon nombre des membres de son cabinet en faisaient partie. Deux des fils de Stevens, Bockarie et Jengo, ont même été nommés ambassadeurs aux États-Unis et en Allemagne. Dans un certain sens, il s'agit d'une version plus instable de ce que nous avons vu en Colombie. Dans ce pays, l'absence d'autorité de l'État dans de nombreuses régions persiste au fil du temps, car cela sert les intérêts d'une partie de l'élite politique nationale, mais les institutions étatiques fondamentales sont également suffisamment solides pour empêcher ce désordre de se transformer en chaos total. En Sierra Leone, en partie à cause de la nature plus extractive des institutions économiques et en partie à cause de l'histoire du pays marquée par des institutions politiques hautement extractives, la société a non seulement souffert économiquement, mais elle a également basculé entre le désordre complet et une sorte d'ordre. Néanmoins, l'effet à long terme est le même : l'État reste pratiquement absent et les institutions sont extractives.

Dans tous ces cas, il existe une longue histoire d'institutions extractives depuis au moins le XIXe siècle. Chaque pays est

pris dans un cercle vicieux. En Colombie et en Argentine, ils trouvent leur origine dans les institutions de la domination coloniale espagnole (cette page – cette page). Au Zimbabwe et en Sierra Leone, ils trouvent leur origine dans les régimes coloniaux britanniques mis en place à la fin du XIXe siècle. En Sierra Leone, en l'absence de colons blancs, ces régimes se sont largement appuyés sur les structures extractives précoloniales du pouvoir politique et les ont intensifiées. Ces structures elles-mêmes étaient le résultat d'un long cercle vicieux caractérisé par l'absence de centralisation politique et les effets désastreux de la traite des esclaves. Au Zimbabwe, il s'agissait davantage de la construction d'une nouvelle forme d'institutions extractives, car la British South Africa Company avait créé une économie duale. L'Ouzbékistan a pu reprendre les institutions extractives de l'Union soviétique et, comme l'Égypte, les transformer en un capitalisme de copinage. Les institutions extractives de l'Union soviétique étaient elles-mêmes, à bien des égards, le prolongement de celles du régime tsariste, suivant là encore un modèle fondé sur la loi d'airain de l'oligarchie. Au fur et à mesure que ces différents cercles vicieux se sont mis en place dans différentes parties du monde au cours des 250 dernières années, les inégalités mondiales sont apparues et persistent encore aujourd'hui.

La solution à l'échec économique et politique des nations aujourd'hui consiste à transformer leurs institutions extractives en institutions inclusives. Le cercle vicieux rend cette tâche difficile. Mais elle n'est pas impossible, et la loi d'airain de l'oligarchie n'est pas inévitable. Certains éléments inclusifs préexistants dans les institutions, la présence de larges coalitions menant la lutte contre le régime en place ou simplement la nature contingente de l'histoire peuvent briser les cercles vicieux. Tout comme la guerre civile en Sierra Leone, la Glorieuse Révolution de 1688 était une lutte pour le pouvoir. Mais c'était une lutte d'une nature très différente de la guerre civile en Sierra Leone. On peut imaginer que certains membres du Parlement qui se battaient pour destituer Jacques II à la suite de la Glorieuse Révolution s'imaginaient jouer le rôle du nouvel absolutiste, comme l'avait fait Oliver Cromwell après la guerre civile anglaise. Mais le fait que le Parlement était déjà puissant et composé d'une large coalition regroupant différents intérêts économiques et différents points de vue rendait la loi d'airain de l'oligarchie moins susceptible de s'appliquer en 1688. Et le fait que la chance ait été du côté du Parlement contre Jacques II a également contribué à cette situation. Dans le chapitre suivant, nous verrons

d'autres exemples de pays qui ont réussi à sortir des sentiers battus et à transformer leurs institutions pour le mieux, même après une longue histoire d'institutions extractives.

14.

BRISER LE MOULE

TROIS CHEFS AFRICAINS

LE 6 SEPTEMBRE 1895, le paquebot *Tantallon Castle* accosta à Plymouth, sur la côte sud de l'Angleterre. Trois chefs africains, Khama des Ngwato, Bathoen des Ngwaketse et Sebele des Kwena, débarquèrent et prirent le train express de 8 h 10 à destination de la gare de Paddington, à Londres. Les trois chefs étaient venus en Grande-Bretagne avec une mission : sauver leur peuple et cinq autres États tswana de Cecil Rhodes. Les Ngwato, les Ngwaketse et les Kwena étaient trois des huit États tswana qui composaient ce qui était alors connu sous le nom de Bechuanaland, qui allait devenir le Botswana après l'indépendance en 1966.

Les tribus avaient commercé avec les Européens pendant la majeure partie du XIXe siècle. Dans les années 1840, le célèbre missionnaire écossais David Livingstone avait beaucoup voyagé au Bechuanaland et converti le roi Sechele des Kwena au christianisme. La première traduction de la Bible dans une langue africaine fut en setswana, la langue des Tswana. En 1885, la Grande-Bretagne avait déclaré le Bechuanaland protectorat. Les Tswana étaient satisfaits de cet arrangement, car ils pensaient qu'il leur apporterait une protection contre de nouvelles invasions européennes, en particulier celles des Boers, avec lesquels ils étaient en conflit depuis le Grand Trek de 1835, une migration de milliers de Boers vers l'intérieur des terres pour échapper au colonialisme britannique. Les Britanniques, quant à eux, voulaient contrôler la région afin de bloquer à la fois les nouvelles expansions des Boers (cette page – cette page) et les éventuelles expansions des Allemands, qui avaient annexé la région du sud-ouest de l'Afrique correspondant à l'actuelle Namibie. Les Britanniques ne pensaient pas qu'une colonisation à grande échelle en valait la peine.

Le haut-commissaire Rey résuma clairement la position du gouvernement britannique en 1885 : « Nous n'avons aucun intérêt pour le pays situé au nord du Molope [le protectorat du Bechuanaland], si ce n'est comme voie d'accès vers l'intérieur des terres ; nous pourrions donc nous contenter pour l'instant d'empêcher que cette partie du protectorat ne soit occupée par des flibustiers ou des puissances étrangères, en intervenant le moins possible dans l'administration ou la colonisation. »

Mais la situation changea pour les Tswana en 1889, lorsque la British South Africa Company de Cecil Rhodes commença à s'étendre vers le nord depuis l'Afrique du Sud, expropriant de vastes étendues de terres qui allaient finalement devenir la Rhodésie du Nord et la Rhodésie du Sud, aujourd'hui la Zambie et le Zimbabwe. En 1895, l'année de la visite des trois chefs à Londres, Rhodes avait jeté son dévolu sur les territoires situés au sud-ouest de la Rhodésie, le Bechuanaland. Les chefs savaient que seuls le désastre et l'exploitation attendaient ces territoires s'ils tombaient sous le contrôle de Rhodes. Bien qu'il leur fût impossible de vaincre Rhodes militairement, ils étaient déterminés à le combattre par tous les moyens. Ils ont décidé d'opter pour le moindre des deux maux : un contrôle accru par les Britanniques plutôt que l'annexion par Rhodes. Avec l'aide de la London Missionary Society, ils se rendirent à Londres pour tenter de persuader la reine Victoria et Joseph Chamberlain, alors secrétaire aux Colonies, de renforcer leur contrôle sur le Bechuanaland et de le protéger de Rhodes.

Le 11 septembre 1895, ils eurent leur première rencontre avec Chamberlain. Sebele prit la parole en premier, suivi de Bathoen, puis enfin de Khama. Chamberlain déclara qu'il envisagerait d'imposer le contrôle britannique afin de protéger les tribus contre Rhodes. Entre-temps, les chefs se lancèrent rapidement dans une tournée nationale de conférences afin de rallier le soutien populaire à leurs demandes. Ils se rendirent à Windsor et Reading, près de Londres, à Southampton, sur la côte sud, ainsi qu'à Leicester et Birmingham, dans les Midlands, fief politique de Chamberlain. Ils se rendirent également dans le nord, dans la région industrielle du Yorkshire, à Sheffield, Leeds, Halifax et Bradford, puis à l'ouest, à Bristol, Manchester et Liverpool.

Pendant ce temps, en Afrique du Sud, Cecil Rhodes préparait ce qui allait devenir le désastreux raid Jameson, une attaque armée contre la République boer du Transvaal, malgré

Les vives objections de Chamberlain. Ces événements ont probablement rendu Chamberlain beaucoup plus sensible à la situation difficile des chefs qu'il ne l'aurait été autrement. Le 6 novembre, ils le rencontrèrent à nouveau à Londres. Les chefs s'exprimèrent par l'intermédiaire d'un interprète :

> **Chamberlain :** Je vais parler des terres des chefs, du chemin de fer et de la loi qui doit être respectée sur le territoire des chefs... Maintenant, regardons la carte... Nous prendrons les terres dont nous avons besoin pour le chemin de fer, et rien de plus.
> **Khama :** Je dis que si M. Chamberlain prend lui-même les terres, je serai satisfait.
> **Chamberlain :** Alors dites-lui que je construirai moi-même le chemin de fer sous la supervision d'une personne que j'enverrai, que je ne prendrai que ce dont j'ai besoin et que je verserai une compensation si ce que je prends a de la valeur.
> **Khama :** J'aimerais savoir comment [c'est-à-dire où] passera le chemin de fer.
> **Chamberlain :** Il traversera son territoire, mais sera clôturé, et nous ne prendrons aucune terre.
> **Khama :** Je suis convaincu que vous ferez ce travail comme pour moi-même et que vous me traiterez équitablement dans cette affaire.
> **Chamberlain :** Je protégerai vos intérêts.

Le lendemain, Edward Fairfield, au B u r e a u colonial, expliqua plus en détail l'accord conclu par Chamberlain :

> Chacun des trois chefs, Khama, Sebele et Bathoen, disposera d'un territoire dans lequel il vivra comme jusqu'à présent sous la protection de la reine. La reine nommera un officier qui résidera avec eux. Les chefs dirigeront leur peuple comme ils le font actuellement.

La réaction de Rhodes, qui s'était fait damer le pion par les trois chefs africains, était prévisible. Il envoya un télégramme à l'un de ses employés, disant : « Je m'oppose à être battu par trois indigènes hypocrites. »

Les chefs disposaient en effet d'un atout précieux qu'ils avaient protégé de Rhodes et qu'ils allaient ensuite protéger de la domination indirecte britannique. Au XIXe siècle, les États tswana avaient mis en place un ensemble d'institutions politiques fondamentales. Celles-ci impliquaient à la fois un degré inhabituel, selon les normes africaines subsahariennes, de centralisation politique et des procédures décisionnelles collectives pouvant même être considérées comme une forme naissante et primitive de pluralisme. Tout comme la Magna Carta a permis la participation des barons au processus décisionnel politique et a imposé certaines restrictions aux actions des monarques anglais, les institutions politiques des Tswana, en particulier le *kgotla*, ont également encouragé la participation politique et limité le pouvoir des chefs. L'anthropologue sud-africain Isaac Schapera décrit ainsi le fonctionnement du *kgotla* :

> Toutes les questions relatives à la politique tribale sont finalement traitées devant une assemblée générale des hommes adultes dans le kgotla (lieu de conseil) du chef. Ces réunions sont très fréquentes... Parmi les sujets abordés figurent les conflits tribaux, les querelles entre le chef et ses proches, l'imposition de nouvelles taxes, la réalisation de nouveaux travaux publics, la promulgation de nouveaux décrets par le chef... Il n'est pas rare que l'assemblée tribale passe outre les souhaits du chef. Comme tout le monde peut prendre la parole, ces réunions permettent au chef de s'assurer des sentiments généraux du peuple et offrent à ce dernier l'occasion d'exprimer ses griefs. Si l'occasion l'exige, le chef et ses conseillers peuvent être sévèrement critiqués, car le peuple n'a généralement pas peur de s'exprimer ouvertement et franchement.

Au-delà du *kgotla*, la chefferie tswana n'était pas strictement héréditaire, mais ouverte à tout homme faisant preuve d'un talent et de capacités significatifs. L'anthropologue John Comaroff a étudié en détail l'histoire politique d'un autre État tswana, le Rolong. Il a montré que, bien qu'en apparence les Tswana aient des règles claires stipulant comment la chefferie devait être héritée, dans la pratique, ces règles étaient

interprétées de manière à écarter les mauvais dirigeants et à permettre à des candidats talentueux de devenir chefs. Il a montré que l'accession à la chefferie était une question de mérite, mais qu'elle était ensuite rationalisée de manière à ce que le concurrent victorieux apparaisse comme l'héritier légitime. Les Tswana ont traduit cette idée dans un proverbe, avec une touche de monarchie constitutionnelle : *kgosi ke kgosi ka morafe*, « Le roi est roi par la grâce du peuple ».

Après leur voyage à Londres, les chefs tswana ont continué à tenter de préserver leur indépendance vis-à-vis de la Grande-Bretagne et de maintenir leurs institutions indigènes. Ils ont accepté la construction de chemins de fer au Bechuanaland, mais ont limité l'intervention des Britanniques dans d'autres aspects de la vie économique et politique. Ils ne s'opposaient pas à la construction des chemins de fer, certainement pas pour les mêmes raisons que les monarques austro-hongrois et russes qui bloquaient les chemins de fer. Ils avaient simplement compris que les chemins de fer, comme le reste des politiques britanniques, n'apporteraient pas le développement au Bechuanaland tant qu'il serait sous contrôle colonial. L'expérience précoce de Quett Masire, président du Botswana indépendant de 1980 à 1998, explique pourquoi. Masire était un agriculteur entreprenant dans les années 1950 ; il a mis au point de nouvelles techniques de culture du sorgho et a trouvé un client potentiel dans la société Vryburg Milling, située de l'autre côté de la frontière, en Afrique du Sud. Il s'est rendu à la gare de Lobatse, au Bechuanaland, et a demandé à louer deux wagons pour transporter sa récolte à Vryburg. Le chef de gare a refusé. Il a alors demandé à un ami blanc d'intervenir. Le chef de gare a accepté à contrecœur, mais a facturé à Masire quatre fois le tarif appliqué aux Blancs. Masire a abandonné et a conclu : « C'était la pratique des Blancs, et pas seulement les lois interdisant aux Africains de posséder des terres en pleine propriété ou de détenir des licences commerciales, qui empêchait les Noirs de développer des entreprises au Bechuanaland. »

Dans l'ensemble, les chefs et le peuple tswana avaient eu de la chance. Contre toute attente, ils avaient réussi à empêcher Rhodes de prendre le pouvoir. Le Bechuanaland étant encore marginal pour les Britanniques, l'établissement d'un régime indirect n'y avait pas créé le cercle vicieux qui s'était produit en Sierra Leone (cette page – cette page). Ils avaient également évité le type d'expansion coloniale qui s'était produit à l'intérieur des terres.

d'Afrique du Sud qui transformeraient ces terres en réservoirs de main-d'œuvre bon marché pour les mineurs ou les agriculteurs blancs. Les premières étapes du processus de colonisation constituent un moment critique pour la plupart des sociétés, une période cruciale au cours de laquelle se produisent des événements qui auront des conséquences importantes à long terme sur leur développement économique et politique. Comme nous l'avons vu au chapitre 9, la plupart des sociétés d'Afrique subsaharienne, tout comme celles d'Amérique du Sud et d'Asie du Sud, ont assisté à la mise en place ou à l'intensification d'institutions extractives pendant la colonisation. Les Tswana ont ainsi évité à la fois une domination indirecte intense et le sort bien pire qui leur aurait été réservé si Rhodes avait réussi à annexer leurs terres. Ce n'était toutefois pas une simple question de chance. C'était une fois de plus le résultat de l'interaction entre les institutions existantes, façonnées par la dérive institutionnelle du peuple tswana, et le moment critique provoqué par le colonialisme. Les trois chefs ont créé leur propre chance en prenant l'initiative de se rendre à Londres, ce qu'ils ont pu faire grâce à leur autorité inhabituelle par rapport aux autres chefs tribaux d'Afrique subsaharienne, due à la centralisation politique des tribus tswana, et peut-être aussi à leur légitimité inhabituelle, due au pluralisme modéré inhérent à leurs institutions tribales.

Une autre période critique à la fin de la période coloniale allait jouer un rôle plus central dans le succès du Botswana, lui permettant de développer des institutions inclusives. Lorsque le Bechuanaland devint indépendant en 1966 sous le nom de Botswana, le succès chanceux des chefs Sebele, Bathoen et Khama appartenait depuis longtemps au passé. Au cours des années qui suivirent, les Britanniques investirent peu dans le Bechuanaland. Au moment de l'indépendance, le Botswana était l'un des pays les plus pauvres du monde ; il comptait au total douze kilomètres de routes goudronnées, vingt-deux citoyens diplômés de l'université et cent diplômés de l'enseignement secondaire. Pour couronner le tout, il était presque entièrement entouré par les régimes blancs d'Afrique du Sud, de Namibie et de Rhodésie, tous hostiles aux pays africains indépendants dirigés par des Noirs. Peu de gens l'auraient classé parmi les pays les plus susceptibles de réussir. Pourtant, au cours des quarante-cinq années suivantes, le Botswana allait devenir l'un des pays à la croissance la plus rapide au monde.

Aujourd'hui, le Botswana affiche le revenu par habitant le plus élevé d'Afrique subsaharienne et se situe au même niveau que des pays d'Europe de l'Est prospères tels que l'Estonie et la Hongrie, ainsi que les nations latino-américaines les plus prospères, comme le Costa Rica.

Comment le Botswana a-t-il réussi à sortir du moule ? En développant rapidement des institutions économiques et politiques inclusives après son indépendance. Depuis lors, le pays est démocratique, organise régulièrement des élections compétitives et n'a jamais connu de guerre civile ni d'intervention militaire. Le gouvernement a mis en place des institutions économiques qui font respecter les droits de propriété, garantissent la stabilité macroéconomique et encouragent le développement d'une économie de marché inclusive. Mais bien sûr, la question la plus difficile est de savoir comment le Botswana a réussi à établir une démocratie stable et des institutions pluralistes, et à choisir des institutions économiques inclusives, alors que la plupart des autres pays africains ont fait le contraire. Pour répondre à cette question, nous devons comprendre comment un moment critique, en l'occurrence la fin de la domination coloniale, a interagi avec les institutions existantes du Botswana.

Dans la plupart des pays d'Afrique subsaharienne, comme la Sierra Leone et le Zimbabwe, l'indépendance a été une occasion manquée, accompagnée de la recréation du même type d'institutions extractives qui existaient pendant la période coloniale. Les premières étapes de l'indépendance se sont déroulées très différemment au Botswana, là encore en grande partie grâce au contexte créé par les institutions historiques tswana. À cet égard, le Botswana présentait de nombreuses similitudes avec l'Angleterre à l'aube de la Glorieuse Révolution. L'Angleterre avait connu une centralisation politique rapide sous les Tudors et disposait de la Magna Carta et de la tradition parlementaire qui pouvaient au moins aspirer à limiter le pouvoir des monarques et à garantir un certain degré de pluralisme. Le Botswana avait également connu une certaine centralisation de l'État et disposait d'institutions tribales relativement pluralistes qui avaient survécu au colonialisme. L'Angleterre avait une nouvelle coalition élargie, composée de commerçants atlantiques, d'industriels et de gentilshommes à l'esprit commercial, qui était favorable à des droits de propriété bien appliqués. Le Botswana avait sa coalition en faveur de droits procéduraux sûrs, les chefs tswana et les élites qui possédaient les principaux actifs de l'économie, le bétail. Même si les terres étaient détenues en commun, le bétail était une propriété privée dans les États tswana, et

les élites étaient également favorables à une application stricte des droits de propriété. Tout cela ne nie bien sûr pas le caractère contingent de l'histoire. Les choses auraient pu se passer très différemment en Angleterre si les dirigeants parlementaires et le nouveau monarque avaient tenté d'utiliser la Glorieuse Révolution pour usurper le pouvoir. De même, les choses auraient pu se passer très différemment au Botswana, surtout s'il n'avait pas eu la chance d'avoir des dirigeants tels que Seretse Khama ou Quett Masire, qui ont décidé de disputer le pouvoir lors d'élections plutôt que de subvertir le système électoral, comme l'ont fait de nombreux dirigeants post-indépendance en Afrique subsaharienne.

Au moment de l'indépendance, les Tswana avaient déjà une histoire d'institutions consacrant une chefferie limitée et un certain degré de responsabilité des chefs envers le peuple. Les Tswana n'étaient bien sûr pas les seuls en Afrique à avoir des institutions de ce type, mais ils étaient les seuls à avoir vu ces institutions survivre intactes à la période coloniale. La domination britannique avait été pratiquement inexistante. Le Bechuanaland était administré depuis Mafeking, en Afrique du Sud, et ce n'est que pendant la transition vers l'indépendance dans les années 1960 que les plans de la capitale Gaborone ont été élaborés. La capitale et les nouvelles structures qui s'y trouvaient n'avaient pas pour but d'effacer les institutions indigènes, mais de s'appuyer sur elles ; au fur et à mesure de la construction de Gaborone, de nouveaux *kgotlas* ont été prévus.

L'indépendance s'est également déroulée dans un climat relativement calme. Le mouvement indépendantiste était mené par le Parti démocratique du Botswana (BDP), fondé en 1960 par Quett Masire et Seretse Khama. Khama était le petit-fils du roi Khama III ; son prénom, Seretse, signifie « l'argile qui lie ». Ce nom s'est avéré particulièrement approprié. Khama était le chef héréditaire des Ngwato, et la plupart des chefs et des élites tswana ont rejoint le Parti démocratique du Botswana. Le Botswana ne disposait pas d'office de commercialisation, car les Britanniques ne s'intéressaient guère à la colonie. Le BDP en a rapidement créé un en 1967, la Botswana Meat Commission. Mais au lieu d'exproprier les éleveurs et les propriétaires de bétail, la Meat Commission a joué un rôle central dans le développement de l'économie bovine ; elle a installé des clôtures pour contrôler la fièvre aphteuse et encouragé les exportations, ce qui a

contribuer à la fois au développement économique et au renforcement du soutien aux institutions économiques inclusives.

Si la croissance initiale du Botswana reposait sur les exportations de viande, la situation a radicalement changé lorsque des diamants ont été découverts. La gestion des ressources naturelles au Botswana différait également considérablement de celle des autres pays africains. Pendant la période coloniale, les chefs tswana avaient tenté de bloquer la prospection minière au Bechuanaland, car ils savaient que si les Européens découvraient des métaux ou des pierres précieux, leur autonomie prendrait fin. La première grande découverte de diamants a eu lieu sur les terres des Ngwato, la patrie traditionnelle de Seretse Khama. Avant l'annonce de cette découverte, Khama a initié une modification de la loi afin que tous les droits miniers souterrains soient dévolus à la nation et non à la tribu. Cela a permis d'éviter que la richesse issue des diamants ne crée de grandes inégalités au Botswana. Elle a également donné un nouvel élan au processus de centralisation de l'État, car les revenus tirés des diamants pouvaient désormais être utilisés pour mettre en place une bureaucratie et des infrastructures étatiques et pour investir dans l'éducation. En Sierra Leone et dans de nombreux autres pays d'Afrique subsaharienne, les diamants ont alimenté les conflits entre différents groupes et contribué à entretenir les guerres civiles, ce qui leur a valu le nom de « diamants du sang » en raison des carnages causés par les guerres menées pour leur contrôle. Au Botswana, les revenus tirés des diamants ont été gérés pour le bien de la nation.

La modification des droits miniers sur le sous-sol n'était pas la seule politique de construction de l'État mise en œuvre par le gouvernement de Seretse Khama. En fin de compte, la loi sur la chefferie de 1965, adoptée par l'assemblée législative avant l'indépendance, et la loi modificative de 1970 ont poursuivi le processus de centralisation politique, consacrant le pouvoir de l'État et du président élu en retirant aux chefs le droit d'attribuer des terres et en permettant au président de révoquer un chef si nécessaire. Un autre aspect de la centralisation politique était l'effort visant à unifier davantage le pays, par exemple avec une législation garantissant que seuls le setswana et l'anglais seraient enseignés à l'école. Aujourd'hui, le Botswana apparaît comme un pays homogène, sans la fragmentation ethnique et linguistique associée à de nombreuses autres nations africaines. Mais cela résulte de la politique visant à n'avoir que l'anglais et une seule

La langue nationale, le setswana, est enseignée dans les écoles afin de minimiser les conflits entre les différentes tribus et groupes au sein de la société. Le dernier recensement à avoir posé des questions sur l'ethnicité remonte à 1946 et a révélé une hétérogénéité considérable au Botswana. Dans la réserve de Ngwato, par exemple, seuls 20 % de la population s'identifiaient comme étant purement Ngwato ; bien que d'autres tribus Tswana soient présentes, il y avait également de nombreux groupes non Tswana dont la langue maternelle n'était pas le setswana. Cette hétérogénéité sous-jacente a été modulée à la fois par les politiques du gouvernement post-indépendance et par les institutions relativement inclusives des tribus tswana, de la même manière que l'hétérogénéité en Grande-Bretagne, par exemple, entre les Anglais et les Gallois, a été modulée par l'État britannique. L'État botswanais a fait de même. Depuis l'indépendance, le recensement au Botswana n'a jamais posé de questions sur l'hétérogénéité ethnique, car au Botswana, tout le monde est tswana.

Le Botswana a connu des taux de croissance remarquables après son indépendance grâce à Seretse Khama, Quett Masire et au Parti démocratique du Botswana, qui ont conduit le pays sur la voie d'institutions économiques et politiques inclusives. Lorsque l'exploitation des diamants a commencé dans les années 1970, elle n'a pas entraîné de guerre civile, mais a fourni une base fiscale solide au gouvernement, qui a utilisé les recettes pour investir dans les services publics. Il y avait beaucoup moins d'incitations à contester ou à renverser le gouvernement et à prendre le contrôle de l'État. Les institutions politiques inclusives ont favorisé la stabilité politique et soutenu les institutions économiques inclusives. Selon un schéma familier issu du cercle vertueux décrit au chapitre 11, les institutions économiques inclusives ont renforcé la viabilité et la durabilité des institutions politiques inclusives.

Le Botswana a brisé le moule parce qu'il a su saisir une occasion cruciale, l'indépendance postcoloniale, et mettre en place des institutions inclusives. Le Parti démocratique du Botswana et les élites traditionnelles, y compris Khama lui-même, n'ont pas cherché à former un régime dictatorial ni à mettre en place des institutions extractives qui auraient pu les enrichir au détriment de la société. Ce résultat est une fois de plus le fruit de l'interaction entre un moment critique et les institutions existantes. Comme nous l'avons vu, contrairement à presque tous les autres pays d'Afrique subsaharienne, le Botswana disposait déjà d'institutions tribales qui avaient atteint

un certain degré d'autorité centralisée et présentaient d'importantes caractéristiques pluralistes. De plus, le pays comptait des élites économiques qui avaient elles-mêmes beaucoup à gagner de la sécurité des droits de propriété.

Tout aussi important, le cours contingent de l'histoire a joué en faveur du Botswana. Le pays a eu particulièrement de la chance, car Seretse Khama et Quett Masire n'étaient pas Siaka Stevens et Robert Mugabe. Le premier a travaillé dur et honnêtement pour mettre en place des institutions inclusives sur les fondations des institutions tribales des Tswanas. Tout cela a rendu plus probable le succès du Botswana dans sa voie vers des institutions inclusives, alors que la plupart des autres pays d'Afrique subsaharienne n'ont même pas essayé ou ont carrément échoué.

LA FIN DE L'EXTRACTION AU SUD

C'était le 1er décembre 1955. Le mandat d'arrêt de la ville de Montgomery, en Alabama, indique que l'infraction a été commise à 18 h 06. James Blake, un chauffeur de bus, avait des problèmes, il a appelé la police, et les agents Day et Mixon sont arrivés sur les lieux. Ils ont noté dans leur rapport :

> À notre arrivée, nous avons reçu un appel du chauffeur de bus qui nous a dit qu'une femme de couleur était assise dans la section réservée aux Blancs et refusait de se déplacer. Nous l'avons également vue. Le chauffeur de bus a signé un mandat d'arrêt à son encontre. Rosa Parks (cf) a été inculpée en vertu du chapitre 6, section 11, du code municipal de Montgomery.

Le délit de Rosa Parks consistait à s'être assise dans une section du bus de Cleveland Avenue réservée aux Blancs, ce qui constituait un crime en vertu des lois Jim Crow de l'Alabama. Rosa Parks a été condamnée à une amende de dix dollars, en plus des frais de justice de quatre dollars. Rosa Parks n'était pas n'importe qui. Elle était déjà secrétaire de la section de Montgomery de la National Association for the Advancement of Colored People (NAACP), qui luttait depuis longtemps pour changer les institutions du sud des États-Unis. Son arrestation a déclenché un mouvement de masse, le boycott des bus de Montgomery.

orchestré par Martin Luther King, Jr. Le 3 décembre, King et d'autres leaders noirs avaient organisé un boycott coordonné des bus, convainquant tous les Noirs qu'ils ne devaient pas prendre le bus à Montgomery. Le boycott fut couronné de succès et dura jusqu'au 20 décembre 1956. Il déclencha un processus qui aboutit à la décision de la Cour suprême des États-Unis déclarant inconstitutionnelles les lois qui imposaient la ségrégation dans les bus en Alabama et à Montgomery.

Le boycott des bus de Montgomery a été un moment clé du mouvement des droits civiques dans le sud des États-Unis. Ce mouvement s'inscrit dans une série d'événements et de changements qui ont finalement brisé le moule dans le Sud et conduit à une transformation fondamentale des institutions. Comme nous l'avons vu au chapitre 12, après la guerre civile, les élites foncières du Sud avaient réussi à recréer les institutions économiques et politiques extractives qui dominaient le Sud avant la guerre civile. Bien que les détails de ces institutions aient changé (par exemple, l'esclavage n'était plus possible), leur impact négatif sur les incitations économiques et la prospérité du Sud était le même. Le Sud était nettement plus pauvre que le reste des États-Unis.

À partir des années 1950, les institutions du Sud ont commencé à mettre la région sur une trajectoire de croissance beaucoup plus rapide. Le type d'institutions extractives finalement éliminées dans le Sud des États-Unis était différent des institutions coloniales du Botswana avant l'indépendance. Le type de tournant critique qui a déclenché le processus de leur chute était également différent, mais présentait plusieurs points communs. À partir des années 1940, ceux qui ont été les plus touchés par la discrimination et les institutions extractives dans le Sud, des personnes telles que Rosa Parks, ont commencé à mieux s'organiser dans leur lutte contre celles-ci. Dans le même temps, la Cour suprême des États-Unis et le gouvernement fédéral ont finalement commencé à intervenir de manière systématique pour réformer les institutions extractives dans le Sud. Ainsi, l'un des principaux facteurs qui ont créé un tournant décisif pour le changement dans le Sud a été l'autonomisation des Noirs américains et la fin de la domination incontestée des élites sudistes.

Les institutions politiques du Sud, tant avant qu'après la guerre civile, obéissaient à une logique économique claire, qui n'était pas très différente de celle du régime d'apartheid sud-africain : garantir une main-d'œuvre bon marché pour les plantations.

Mais dans les années 1950, cette logique perdit de sa pertinence. D'une part, une migration massive des Noirs hors du Sud était déjà en cours, conséquence à la fois de la Grande Dépression et de la Seconde Guerre mondiale. Dans les années 1940 et 1950, elle atteignit en moyenne cent mille personnes par an. Parallèlement, les innovations technologiques dans le domaine agricole, bien que lentement adoptées, réduisaient la dépendance des propriétaires de plantations à l'égard d'une main-d'œuvre bon marché. La plupart des travailleurs des plantations étaient employés à la récolte du coton. En 1950, la quasi-totalité du coton du Sud était encore récolté à la main. Mais la mécanisation de la récolte du coton réduisait la demande pour ce type de travail. En 1960, dans les États clés que sont l'Alabama, la Louisiane et le Mississippi, près de la moitié de la production était mécanisée. Tout comme il devenait plus difficile de piéger les Noirs dans le Sud, ceux-ci n'étaient plus indispensables aux propriétaires de plantations. Les élites avaient donc moins de raisons de se battre avec acharnement pour maintenir les anciennes institutions économiques extractives. Cela ne signifiait pas pour autant qu'elles acceptaient volontiers les changements institutionnels. Au contraire, un conflit prolongé s'ensuivit. Une coalition inhabituelle, entre les Noirs du Sud et les institutions fédérales inclusives des États-Unis, a créé une force puissante qui s'est éloignée de l'exploitation du Sud et s'est orientée vers l'égalité des droits politiques et civils pour les Noirs du Sud, ce qui a finalement permis de supprimer les obstacles importants à la croissance économique dans le sud des États-Unis.

Le mouvement des droits civiques a été le principal moteur du changement. C'est l'émancipation des Noirs dans le Sud qui a ouvert la voie, comme à Montgomery, en remettant en cause les institutions extractives qui les entouraient, en revendiquant leurs droits et en manifestant et en se mobilisant pour les obtenir. Mais ils n'étaient pas seuls dans cette lutte, car le Sud des États-Unis n'était pas un pays à part et les élites sudistes n'avaient pas les mains libres comme celles du Guatemala, par exemple. Faisant partie des États-Unis d'Amérique, le Sud était soumis à la
Constitution américaine et à la législation fédérale. La cause d'une réforme fondamentale dans le Sud allait finalement recevoir le soutien de l'exécutif, du législatif et de la Cour suprême des États-Unis, en partie parce que le mouvement des droits civiques avait réussi à se faire entendre en dehors du Sud, mobilisant ainsi le gouvernement fédéral.

L'intervention fédérale visant à changer les institutions dans le Sud a commencé avec la décision de la Cour suprême en 1944, qui a déclaré inconstitutionnelles les élections primaires auxquelles seuls les Blancs pouvaient se présenter. Comme nous l'avons vu, les Noirs avaient été privés de leurs droits politiques dans les années 1890 par le biais de taxes électorales et de tests d'alphabétisation (cette page – cette page). Ces tests étaient régulièrement manipulés pour discriminer les Noirs, tout en permettant aux Blancs pauvres et analphabètes de voter. Dans un exemple célèbre du début des années 1960, en Louisiane, un candidat blanc a été jugé alphabétisé après avoir répondu « FRDUM FOOF SPETGH » à une question sur la constitution de l'État. La décision de la Cour suprême en 1944 a été le coup d'envoi d'une longue bataille pour ouvrir le système politique aux Noirs, et la Cour a compris l'importance d'assouplir le contrôle des partis politiques par les Blancs.

Cette décision a été suivie par l'affaire *Brown v. Board of Education* en 1954, dans laquelle la Cour suprême a jugé que la ségrégation imposée par l'État dans les écoles et autres lieux publics était inconstitutionnelle. En 1962, la Cour a renversé un autre pilier de la domination politique des élites blanches : la répartition législative inéquitable. Lorsqu'une législature est inéquitablement répartie, comme l'étaient les « bourgs pourris » en Angleterre avant la première loi de réforme, certaines zones ou régions bénéficient d'une représentation beaucoup plus importante que celle qui leur revient en fonction de leur part de la population concernée. Dans le Sud, le déséquilibre démographique signifiait que les zones rurales, bastion de l'élite des planteurs sudistes, étaient largement surreprésentées par rapport aux zones urbaines. La Cour suprême a mis fin à cette situation en 1962 avec sa décision dans l'affaire *Baker v. Carr*, qui a introduit le principe « une personne, une voix ».

Mais toutes les décisions de la Cour suprême n'auraient servi à rien si elles n'avaient pas été mises en œuvre. Dans les années 1890, en effet, la législation fédérale accordant le droit de vote aux Noirs du Sud n'a pas été appliquée, car les forces de l'ordre locales étaient sous le contrôle de l'élite sudiste et du Parti démocrate, et le gouvernement fédéral se satisfaisait de cet état de fait. Mais lorsque les Noirs ont commencé à se révolter contre l'élite sudiste, ce bastion de soutien à Jim Crow s'est effondré, et le Parti démocrate, dirigé par ses éléments non sudistes , s'est retourné contre la ségrégation raciale . Les

démocrates sudistes dissidents se sont regroupés sous la bannière du States' Rights Democratic Party et se sont présentés à l'élection présidentielle de 1948. Leur candidat, Strom Thurmond, a remporté quatre États et obtenu trente-neuf voix au collège électoral. Mais cela était loin du pouvoir du Parti démocrate unifié dans la politique nationale et de la mainmise des élites sudistes sur ce parti. La campagne de Strom Thurmond était axée sur sa contestation de la capacité du gouvernement fédéral à intervenir dans les institutions du Sud. Il a exprimé sa position avec force : « Je tiens à vous dire, Mesdames et Messieurs, qu'il n'y a pas assez de soldats dans l'armée pour forcer les Sudistes à mettre fin à la ségrégation et à admettre la race noire dans nos théâtres, nos piscines, nos maisons et nos églises. »

Il allait avoir tort. Les décisions de la Cour suprême ont entraîné la déségrégation des établissements d'enseignement du Sud, y compris l'université du Mississippi à Oxford. En 1962, après une longue bataille juridique, les tribunaux fédéraux ont statué que James Meredith, un jeune vétéran noir de l'armée de l'air, devait être admis à « Ole Miss ». L'opposition à la mise en œuvre de cette décision fut orchestrée par les « Citizens' Councils » (conseils citoyens), dont le premier avait été créé à Indianola, dans le Mississippi, en 1954 pour lutter contre la déségrégation dans le Sud. Le 13 septembre, le gouverneur de l'État, Ross Barnett, rejeta publiquement à la télévision la déségrégation ordonnée par la cour, annonçant que les universités d'État fermeraient plutôt que d'accepter la déségrégation. Finalement, après de longues négociations entre Barnett, le président John Kennedy et le ministre de la Justice Robert Kennedy à Washington, le gouvernement fédéral est intervenu de force pour faire appliquer cette décision. Une date a été fixée pour que les marshals américains conduisent Meredith à Oxford. En prévision de cet événement, les suprémacistes blancs ont commencé à s'organiser. Le 30 septembre, la veille de l'arrivée prévue de Meredith, les marshals américains entrèrent sur le campus universitaire et encerclèrent le bâtiment administratif principal. Une foule d'environ 2 500 personnes vint manifester et une émeute éclata rapidement. Les marshals utilisèrent des gaz lacrymogènes pour disperser les émeutiers, mais ils furent rapidement pris pour cible. À 10 heures,

Dans la soirée, des troupes fédérales ont été déployées dans la ville pour rétablir l'ordre. Rapidement, il y avait 20 000 soldats et 11 000 gardes nationaux

à Oxford. Au total, 300 personnes ont été arrêtées. Meredith a décidé de rester sur le campus où, protégé des menaces de mort par les marshals américains et 300 soldats, il a finalement obtenu son diplôme.

La législation fédérale a joué un rôle essentiel dans le processus de réforme institutionnelle dans le Sud. Lors de l'adoption de la première loi sur les droits civiques en 1957, Strom Thurmond, alors sénateur, a parlé sans interruption pendant vingt-quatre heures et dix-huit minutes pour empêcher, ou du moins retarder, l'adoption de la loi. Au cours de son discours, il a lu tout ce qui lui tombait sous la main, de la Déclaration d'indépendance à divers annuaires téléphoniques. Mais en vain. La loi de 1957 a abouti à la loi sur les droits civiques de 1964, qui a interdit toute une série de lois et de pratiques ségrégationnistes au niveau des États. La loi sur le droit de vote de 1965 a déclaré illégales les épreuves d'alphabétisation, les taxes électorales et autres méthodes utilisées pour priver les Noirs du Sud de leur droit de vote. Elle a également étendu la surveillance fédérale aux élections des États.

Tous ces événements ont eu pour conséquence un changement significatif dans les institutions économiques et juridiques du Sud. Dans le Mississippi, par exemple, seuls environ 5 % des Noirs éligibles votaient en 1960. En 1970, ce chiffre était passé à 50 %. En Alabama et en Caroline du Sud, il est passé d'environ 10 % en 1960 à 50 % en 1970. Ces tendances ont modifié la nature des élections, tant au niveau local que national. Plus important encore, le soutien politique du Parti démocrate, alors dominant, aux institutions extractives discriminatoires à l'égard des Noirs s'est érodé. La voie était alors ouverte à toute une série de changements dans les institutions économiques. Avant les réformes institutionnelles des années 1960, les Noirs étaient presque totalement exclus des emplois dans les usines textiles. En 1960, seuls 5 % environ des employés des usines textiles du Sud étaient noirs. La législation sur les droits civiques a mis fin à cette discrimination. En 1970, cette proportion était passée à 15 % ; en 1990, elle était de 25 %. La discrimination économique à l'égard des Noirs a commencé à diminuer, leurs possibilités d'accès à l'éducation se sont considérablement améliorées et le marché du travail dans le Sud est devenu plus compétitif. L'inclusion des institutions s'est accompagnée d'une amélioration plus rapide de la situation économique dans le Sud. En 1940, les États du Sud n'atteignaient que 50 % du revenu par habitant des États-Unis. Cela a commencé à

changement à la fin des années 1940 et dans les années 1950. En 1990, l'écart avait pratiquement disparu.

Comme au Botswana, la clé dans le sud des États-Unis a été le développement d'institutions politiques et économiques inclusives. Cela s'est produit à la suite du mécontentement croissant des Noirs qui souffraient sous le joug des institutions extractives du sud et de l'effondrement du régime du parti unique du Parti démocrate dans le sud. Une fois de plus, les institutions existantes ont façonné le chemin du changement. Dans ce cas, le fait que les institutions du Sud s'inscrivaient dans le cadre des institutions fédérales inclusives des États-Unis a joué un rôle déterminant, permettant aux Noirs du Sud de mobiliser enfin le gouvernement fédéral et les institutions fédérales pour leur cause. L'ensemble du processus a également été facilité par le fait que, avec l'exode massif des Noirs du Sud et la mécanisation de la production de coton, les conditions économiques avaient changé, de sorte que les élites du Sud étaient moins disposées à se battre.

LA RENAISSANCE EN CHINE

Le Parti communiste, sous la direction de Mao Zedong, finit par renverser les nationalistes, menés par Tchang Kaï-chek, en 1949. La République populaire de Chine fut proclamée le 1er octobre. Les institutions politiques et économiques créées après 1949 étaient très extractives. Sur le plan politique, elles se caractérisaient par la dictature du Parti communiste chinois. Depuis lors, aucune autre organisation politique n'a été autorisée en Chine. Jusqu'à sa mort en 1976, Mao a entièrement dominé le Parti communiste et le gouvernement. Ces institutions politiques autoritaires et extractives s'accompagnaient d'institutions économiques très extractives. Mao a immédiatement nationalisé les terres et aboli d'un seul coup tous les types de droits de propriété. Il a fait exécuter les propriétaires fonciers, ainsi que d'autres segments qu'il considérait comme opposés au régime. L'économie de marché a été pratiquement abolie. Les populations rurales ont été progressivement organisées en fermes communales. L'argent et les salaires ont été remplacés par des « points de travail », qui pouvaient être échangés contre des marchandises. Les passeports internes ont été

introduite en 1956, interdisant les voyages sans autorisation appropriée, afin de renforcer le contrôle politique et économique. Toutes les industries ont été nationalisées de la même manière, et Mao a lancé une tentative ambitieuse pour promouvoir le développement rapide de l'industrie grâce à l'utilisation de « plans quinquennaux », inspirés de ceux de l'Union soviétique.

Comme toutes les institutions extractives, le régime de Mao tentait d'extraire les ressources du vaste pays qu'il contrôlait désormais. À l'instar du gouvernement de Sierra Leone avec son office de commercialisation, le Parti communiste chinois détenait le monopole de la vente des produits agricoles, tels que le riz et les céréales, ce qui lui permettait de taxer lourdement les agriculteurs. Les tentatives d'industrialisation se sont transformées en le tristement célèbre Grand Bond en avant après 1958, avec le lancement du deuxième plan quinquennal. Mao annonça que la production d'acier doublerait en un an grâce à des hauts fourneaux artisanaux à petite échelle. Il affirma qu'en quinze ans, la Chine rattraperait la production d'acier britannique. Le seul problème était qu'il n'existait aucun moyen réaliste d'atteindre ces objectifs. Pour respecter les objectifs du plan, il fallait trouver de la ferraille, et les gens devaient fondre leurs casseroles et leurs poêles, voire leurs outils agricoles tels que les houes et les charrues. Les travailleurs qui auraient dû cultiver les champs fabriquaient de l'acier en détruisant leurs charrues, et donc leur capacité future à se nourrir et à nourrir le pays. Il en résulta une famine catastrophique dans les campagnes chinoises. Bien que les chercheurs débattent du rôle de la politique de Mao par rapport à l'impact des sécheresses qui ont eu lieu à la même époque, personne ne doute du rôle central du Grand Bond en avant dans la mort de vingt à quarante millions de personnes. Nous ne savons pas exactement combien, car la Chine sous Mao n'a pas recueilli les chiffres qui auraient permis de documenter ces atrocités. Le revenu par habitant a chuté d'environ un quart.

L'une des conséquences du Grand Bond en avant fut le revirement d'un haut responsable du Parti communiste, Deng Xiaoping, général très brillant pendant la révolution, qui avait mené une campagne « anti-droite » aboutissant à l'exécution de nombreux « ennemis de la révolution ». Lors d'une conférence à Guangzhou, dans le sud de la Chine, en 1961, Deng déclara : « Peu importe que le chat soit noir ou

blanc, s'il attrape des souris, c'est un bon chat ». Peu importait que les politiques semblent communistes ou non ; la Chine avait besoin de politiques qui encouragent la production afin de pouvoir nourrir sa population.

Mais Deng allait bientôt souffrir de son nouveau pragmatisme. Le 16 mai 1966, Mao annonça que la révolution était menacée par des intérêts « bourgeois » qui sapaient la société communiste chinoise et souhaitaient rétablir le capitalisme. En réponse, il annonça la Grande Révolution culturelle prolétarienne, généralement appelée Révolution culturelle. La Révolution culturelle reposait sur seize points. Le premier était le suivant :

> Bien que la bourgeoisie ait été renversée, elle tente toujours d'utiliser les anciennes idées, la culture, les coutumes et les habitudes des classes exploiteuses pour corrompre les masses, s'emparer de leur esprit et tenter de revenir au pouvoir. Le prolétariat doit faire exactement le contraire : il doit relever tous les défis de la bourgeoisie dans le domaine idéologique et utiliser les nouvelles idées, la culture, les coutumes et les habitudes du prolétariat pour changer la mentalité de l'ensemble de la société. À l'heure actuelle, notre objectif est de lutter contre les personnes au pouvoir qui empruntent la voie capitaliste et de les écraser, de critiquer et de rejeter les autorités universitaires bourgeoises réactionnaires et l'idéologie de la bourgeoisie et de toutes les autres classes exploiteuses, et de transformer l'éducation, la littérature, l'art et tous les autres éléments de la superstructure qui ne correspondent pas à la base économique socialiste, afin de faciliter la consolidation et le développement du système socialiste.

Bientôt, la Révolution culturelle, tout comme le Grand Bond en avant, allait commencer à détruire l'économie et à causer la perte de nombreuses vies humaines. Des unités de gardes rouges furent formées à travers tout le pays : il s'agissait de jeunes membres enthousiastes du Parti communiste qui étaient utilisés pour purger les opposants au régime. De nombreuses personnes furent tuées, arrêtées ou envoyées en exil interne. Mao lui-même répliqua aux inquiétudes concernant

l'ampleur de la violence en déclarant : « Cet homme, Hitler, était encore plus féroce. Plus on est féroce, mieux c'est, vous ne pensez pas ? Plus on tue de gens, plus on est révolutionnaire. »

Deng se retrouva qualifié de numéro deux des capitalistes, fut emprisonné en 1967, puis exilé dans la province du Jiangxi en 1969, où il travailla dans une usine de tracteurs agricoles. Il fut réhabilité en 1974, et Mao fut persuadé par le Premier ministre Zhou Enlai de nommer Deng premier vice-Premier ministre. Dès 1975, Deng supervisa la rédaction de trois documents du parti qui, s'ils avaient été adoptés, auraient tracé une nouvelle voie. Ils appelaient à une revitalisation de l'enseignement supérieur, à un retour aux incitations matérielles dans l'industrie et l'agriculture, et à l'élimination des « gauchistes » du parti. À l'époque, la santé de Mao se détériorait et le pouvoir était de plus en plus concentré entre les mains des gauchistes que Deng Xiaoping voulait écarter du pouvoir. La femme de Mao, Jiang Qing, et trois de ses proches collaborateurs, connus sous le nom de « Gang des Quatre », avaient été de fervents partisans de la Révolution culturelle et de la répression qui en avait résulté. Ils avaient l'intention de continuer à utiliser ce modèle pour diriger le pays sous la dictature du Parti communiste. Le 5 avril, une célébration spontanée de la vie de Zhou Enlai sur la place Tiananmen s'est transformée en une manifestation contre le gouvernement. La Bande des Quatre a reproché à Deng d'être responsable des manifestations, et il a une fois de plus été démis de toutes ses fonctions et limogé. Au lieu de parvenir à éliminer les gauchistes, Deng s'est rendu compte que ce sont eux qui l'avaient éliminé. Après la mort de Zhou Enlai, Mao avait nommé Hua Guofeng au poste de Premier ministre par intérim à la place de Deng. Dans le vide relatif du pouvoir en 1976, Hua a pu accumuler un pouvoir personnel considérable.

En septembre, un tournant décisif s'est produit : Mao est mort. Le Parti communiste chinois était sous la domination de Mao, et le Grand Bond en avant et la Révolution culturelle étaient en grande partie ses initiatives. Avec la disparition de Mao, un véritable vide politique s'est créé, qui a donné lieu à une lutte entre ceux qui avaient des visions et des convictions différentes sur les conséquences du changement. La Bande des Quatre avait l'intention de poursuivre les politiques de la Révolution culturelle, seule façon selon elle de consolider son pouvoir et celui du Parti communiste. Hua Guofeng voulait abandonner la

Révolution culturelle, mais il ne pouvait pas trop s'en éloigner, car il devait son ascension au sein du parti à ses effets. Il prônait plutôt un retour à une version plus équilibrée de la vision de Mao, qu'il résumait dans les « Deux Quoi que ce soit », comme l'a écrit le *Quotidien du Peuple*, le journal du Parti communiste chinois, en 1977. Hua affirmait : « Nous soutiendrons résolument toutes les décisions politiques prises par le président Mao et suivrons sans faillir toutes les instructions données par le président Mao. »

Deng Xiaoping ne souhaitait pas plus que Hua abolir le régime communiste et le remplacer par des marchés inclusifs. Lui aussi faisait partie du même groupe de personnes portées au pouvoir par la révolution communiste. Mais lui et ses partisans pensaient qu'une croissance économique significative pouvait être atteinte sans mettre en péril leur contrôle politique : ils avaient un modèle de croissance sous des institutions politiques extractives qui ne menaçait pas leur pouvoir, car le peuple chinois avait désespérément besoin d'une amélioration de son niveau de vie et parce que toute opposition significative au Parti communiste avait été éliminée pendant le règne de Mao et la Révolution culturelle. Pour y parvenir, ils souhaitaient rejeter non seulement la Révolution culturelle, mais aussi une grande partie de l'héritage institutionnel maoïste. Ils ont compris que la croissance économique ne serait possible qu'avec des mesures importantes en faveur d'institutions économiques inclusives. Ils souhaitaient donc réformer l'économie et renforcer le rôle des forces du marché et des incitations. Ils voulaient également élargir le champ d'application de la propriété privée et réduire le rôle du Parti communiste dans la société et l'administration, en se débarrassant de concepts tels que la lutte des classes. Le groupe de Deng était également ouvert aux investissements étrangers et au commerce international, et souhaitait mener une politique beaucoup plus agressive d'intégration à l'économie internationale. Il y avait toutefois des limites, et la mise en place d'institutions économiques véritablement inclusives et la réduction significative de l'emprise du Parti communiste sur l'économie n'étaient même pas envisageables.

Le tournant pour la Chine a été le pouvoir de Hua Guofeng et sa volonté de l'utiliser contre la Bande des Quatre. Moins d'un mois après la mort de Mao, Hua a organisé un coup d'État contre la Bande des Quatre, faisant arrêter tous ses membres. Il a ensuite réintégré Deng en mars 1977. Là

Il n'y avait rien d'inévitable ni dans le cours des événements ni dans les étapes importantes qui ont suivi, qui ont résulté du fait que Hua lui-même a été politiquement surpassé par Deng Xiaoping. Deng a encouragé la critique publique de la Révolution culturelle et a commencé à pourvoir les postes clés du Parti communiste à tous les niveaux avec des personnes qui, comme lui, avaient souffert pendant cette période. Hua ne pouvait pas renier la Révolution culturelle, ce qui l'a affaibli. Il était également relativement nouveau dans les centres du pouvoir et ne disposait pas du réseau de relations et de liens informels que Deng avait mis des années à construire. Dans une série de discours, Deng commença à critiquer les politiques de Hua. En septembre 1978, il attaqua explicitement les « deux quoi que ce soit », soulignant que plutôt que de laisser les paroles de Mao déterminer la politique, l'approche correcte consistait à « rechercher la vérité dans les faits ».

Deng commença également à exercer une pression publique sur Hua, ce qui se traduisit de manière particulièrement forte par le mouvement du Mur de la démocratie en 1978, au cours duquel les citoyens affichaient leurs doléances concernant le pays sur un mur à Pékin. En juillet 1978, l'un des partisans de Deng, Hu Qiaomu, présenta quelques principes fondamentaux de réforme économique. Ceux-ci incluaient notamment l'idée que les entreprises devaient disposer d'une plus grande initiative et d'une plus grande autorité pour prendre leurs propres décisions en matière de production. Les prix devaient être fixés par l'offre et la demande, plutôt que par le gouvernement, et la réglementation étatique de l'économie devait être réduite de manière plus générale. Il s'agissait là de suggestions radicales, mais Deng gagnait en influence. En novembre et décembre 1978, le troisième plénum du onzième Comité central du Parti a permis une avancée décisive. Malgré les objections de Hua, il a été décidé que, dorénavant, le parti se concentrerait non plus sur la lutte des classes, mais sur la modernisation économique. Le plénum a annoncé quelques expériences provisoires avec un « système de responsabilité des ménages » dans certaines provinces, qui constituait une tentative de réduire l'agriculture collective et d'introduire des incitations économiques dans l'agriculture. L'année suivante, le Comité central reconnaissait le caractère central de la notion de « vérité issue des faits » et déclarait que la Révolution culturelle avait été une grande calamité pour le peuple chinois. Tout au long de cette période, Deng s'assurait le

nomination de ses propres partisans à des postes importants au sein du parti, de l'armée et du gouvernement. Bien qu'il ait dû agir lentement contre les partisans de Hua au sein du Comité central, il a créé des bases de pouvoir parallèles. En 1980, Hua a été contraint de démissionner de son poste de Premier ministre, remplacé par Zhao Ziyang. En 1982, Hua avait été exclu du Comité central. Mais Deng ne s'est pas arrêté là. Lors du douzième congrès du Parti en 1982, puis lors de la conférence nationale du Parti en septembre 1985, il parvint à renouveler presque entièrement la direction du Parti et les cadres supérieurs. Des personnes beaucoup plus jeunes et favorables aux réformes firent leur apparition. Si l'on compare 1980 à 1985, on constate qu'à cette dernière date, vingt-et-un des vingt-six membres du Politburo, huit des onze membres du secrétariat du Parti communiste et dix des dix-huit vice-premiers ministres avaient été remplacés.

Maintenant que Deng et les réformateurs avaient mené à bien leur révolution politique et contrôlaient l'État, ils lancèrent une série de changements supplémentaires dans les institutions économiques. Ils commencèrent par l'agriculture : en 1983, suivant les idées de Hu Qiaomu, le système de responsabilité des ménages, qui offrait des incitations économiques aux agriculteurs, fut universellement adopté. En 1985, l'achat obligatoire de céréales par l'État a été abandonné et remplacé par un système de contrats plus volontaires. Le contrôle administratif des prix agricoles a été considérablement assoupli en 1985. Dans l'économie urbaine, les entreprises d'État ont obtenu une plus grande autonomie, et quatorze « villes ouvertes » ont été identifiées et ont reçu la possibilité d'attirer les investissements étrangers.

C'est l'économie rurale qui a décollé en premier. L'introduction de mesures incitatives a entraîné une augmentation spectaculaire de la productivité agricole. En 1984, la production céréalière était supérieure d'un tiers à celle de 1978, alors que moins de personnes travaillaient dans l'agriculture. Beaucoup avaient trouvé un emploi dans les nouvelles industries rurales, les « entreprises villageoises ». Celles-ci avaient été autorisées à se développer en dehors du système de planification industrielle de l'État après 1979, lorsqu'il fut accepté que de nouvelles entreprises puissent entrer sur le marché et concurrencer les entreprises publiques. Peu à peu, des incitations économiques ont également été introduites dans le secteur industriel, en particulier dans le fonctionnement des entreprises publiques, même si

ce stade, il n'était pas encore question de privatisation, qui a dû attendre le milieu des années 1990.

La renaissance de la Chine s'est accompagnée d'un abandon significatif de l'un des ensembles d'institutions économiques les plus extractives au profit d'institutions plus inclusives. Les incitations commerciales dans l'agriculture et l'industrie, suivies par les investissements et les technologies étrangers, ont mis la Chine sur la voie d'une croissance économique rapide. Comme nous le verrons plus en détail dans le chapitre suivant, cette croissance s'est produite dans le cadre d'institutions politiques extractives, même si celles-ci n'étaient plus aussi répressives qu'elles l'avaient été pendant la Révolution culturelle et même si les institutions économiques devenaient partiellement inclusives. Tout cela ne doit pas minimiser le caractère radical des changements intervenus dans les institutions économiques chinoises. La Chine a brisé le moule, même si elle n'a pas transformé ses institutions politiques. Comme au Botswana et dans le sud des États-Unis, les changements cruciaux sont survenus à un moment critique, dans le cas de la Chine, après la mort de Mao. Ils étaient également contingents, voire hautement contingents, car rien ne prédestinait la défaite du Gang des Quatre dans la lutte pour le pouvoir ; sans cela, la Chine n'aurait pas connu la croissance économique soutenue qu'elle a connue au cours des trente dernières années. Mais les ravages et les souffrances humaines causés par le Grand Bond en avant et la Révolution culturelle ont généré une demande de changement suffisante pour que Deng Xiaoping et ses alliés puissent remporter la lutte politique.

Le BOTSWANA, la CHINE et le sud des États-Unis, tout comme la Glorieuse Révolution en Angleterre, la Révolution française et la restauration Meiji au Japon, illustrent clairement que l'histoire n'est pas une fatalité. Malgré le cercle vicieux, les institutions extractives peuvent être remplacées par des institutions inclusives. Mais cela n'est ni automatique ni facile. Une convergence de facteurs, en particulier un moment critique associé à une large coalition de ceux poussant à la réforme ou d'autres institutions existantes propices, est souvent nécessaire pour qu'une nation progresse vers des institutions plus inclusives. De plus, un peu de chance est essentielle, car l'histoire se déroule toujours de manière contingente.

15.

COMPRENDRE LA PROSPÉRITÉ ET LA PAUVRETÉ

ORIGINES HISTORIQUES

IL EXISTE D'ÉNORMES DIFFÉRENCES dans les niveaux de vie à travers le monde. Même les citoyens les plus pauvres des États-Unis ont des revenus et un accès aux soins de santé, à l'éducation, aux services publics et à des opportunités économiques et sociales bien supérieurs à ceux dont dispose la grande majorité des populations vivant en Afrique subsaharienne, en Asie du Sud et en Amérique centrale. Le contraste entre la Corée du Sud et la Corée du Nord, les deux Nogales, et les États-Unis et le Mexique nous rappelle que ces phénomènes sont relativement récents. Il y a cinq cents ans, le Mexique, berceau de l'empire aztèque, était certainement plus riche que les États situés au nord, et les États-Unis n'ont dépassé le Mexique qu'au XIXe siècle. L'écart entre les deux Nogales est encore plus récent. La Corée du Sud et la Corée du Nord étaient économiquement, socialement et culturellement indiscernables avant que le pays ne soit divisé au 38e parallèle après la Seconde Guerre mondiale. De même, la plupart des énormes différences économiques que nous observons aujourd'hui autour de nous sont apparues au cours des deux derniers siècles.

Tout cela était-il inévitable ? Était-il prédéterminé, d'un point de vue historique, géographique, culturel ou ethnique, que l'Europe occidentale, les États-Unis et le Japon deviendraient tellement plus riches que l'Afrique subsaharienne, l'Amérique latine et la Chine au cours des deux derniers siècles ? Était-il inévitable que la révolution industrielle débute au XVIIIe siècle en Grande-Bretagne, puis se propage à l'Europe occidentale et aux colonies européennes d'Amérique du Nord et d'Australasie ? Un monde contrefactuel dans lequel la Glorieuse Révolution et la révolution industrielle auraient eu lieu au Pérou, qui

colonise ensuite l'Europe occidentale et asservit les Blancs, ou s'agit-il simplement d'une forme de science-fiction historique ?

Pour répondre à ces questions, voire pour les analyser, nous avons besoin d'une théorie expliquant pourquoi certaines nations prospèrent tandis que d'autres échouent et restent pauvres. Cette théorie doit décrire à la fois les facteurs qui favorisent ou freinent la prospérité et leurs origines historiques. Cet ouvrage propose une telle théorie. Tout phénomène social complexe, tel que les origines des différentes trajectoires économiques et politiques de centaines de régimes politiques à travers le monde, a probablement une multitude de causes, ce qui pousse la plupart des spécialistes en sciences sociales à rejeter les théories monocausales, simples et largement applicables, et à rechercher plutôt différentes explications pour des résultats apparemment similaires qui apparaissent à des époques et dans des régions différentes. Nous avons au contraire proposé une théorie simple et l'avons utilisée pour expliquer les grandes lignes du développement économique et politique dans le monde depuis la révolution néolithique. Notre choix n'a pas été motivé par la croyance naïve qu'une telle théorie pourrait tout expliquer, mais par la conviction qu'une théorie devrait nous permettre de nous concentrer sur les parallèles, parfois au détriment de l'abstraction de nombreux détails intéressants. Une théorie réussie ne reproduit donc pas fidèlement les détails, mais fournit une explication utile et empiriquement bien fondée pour une série de processus, tout en clarifiant les principales forces à l'œuvre.

Notre théorie tente d'atteindre cet objectif en opérant à deux niveaux. Le premier consiste à distinguer les institutions économiques et politiques extractives des institutions inclusives. Le second consiste à expliquer pourquoi les institutions inclusives ont émergé dans certaines régions du monde et pas dans d'autres. Alors que le premier niveau de notre théorie porte sur une interprétation institutionnelle de l'histoire, le second niveau traite de la manière dont l'histoire a façonné les trajectoires institutionnelles des nations.

Au cœur de notre théorie se trouve le lien entre les institutions économiques et politiques inclusives et la prospérité. Les institutions économiques inclusives qui font respecter les droits de propriété, créent des conditions équitables et encouragent les investissements dans les nouvelles technologies et les compétences sont plus propices à la croissance économique que les institutions économiques extractives qui sont structurées de manière à extraire les ressources du plus grand nombre au profit d'une minorité et qui ne protègent pas les droits de propriété ni n'offrent d'incitations à

activité économique. Les institutions économiques inclusives sont à leur tour soutenues par des institutions politiques inclusives, c'est-à-dire celles qui répartissent le pouvoir politique de manière pluraliste et sont capables d'atteindre un certain degré de centralisation politique afin d'établir l'ordre public, les fondements de droits de propriété sûrs et une économie de marché inclusive. De même, les institutions économiques extractives sont liées de manière synergique aux institutions politiques extractives, qui concentrent le pouvoir entre les mains d'une poignée d'individus, lesquels sont alors incités à maintenir et à développer des institutions économiques extractives à leur avantage et à utiliser les ressources qu'ils obtiennent pour consolider leur emprise sur le pouvoir politique.

Ces tendances ne signifient pas que les institutions économiques et politiques extractives soient incompatibles avec la croissance économique. Au contraire, toutes choses égales par ailleurs, chaque élite souhaiterait encourager autant que possible la croissance afin d'avoir davantage à extraire. Les institutions extractives qui ont atteint au moins un degré minimal de centralisation politique sont souvent capables de générer une certaine croissance. Ce qui est crucial, cependant, c'est que la croissance sous des institutions extractives ne sera pas durable, pour deux raisons principales. Premièrement, une croissance économique durable nécessite de l'innovation, et l'innovation ne peut être dissociée de la destruction créatrice, qui remplace l'ancien par du nouveau dans le domaine économique et déstabilise également les relations de pouvoir établies en politique. Comme les élites qui dominent les institutions extractives craignent la destruction créatrice, elles y résisteront, et toute croissance qui germe sous des institutions extractives sera finalement de courte durée. Deuxièmement, la capacité de ceux qui dominent les institutions extractives à tirer un grand profit au détriment du reste de la société implique que le pouvoir politique dans le cadre d'institutions extractives est très convoité, ce qui pousse de nombreux groupes et individus à se battre pour l'obtenir. En conséquence, des forces puissantes pousseront les sociétés soumises à des institutions extractives vers l'instabilité politique.

Les synergies entre les institutions économiques et politiques extractives créent un cercle vicieux, dans lequel les institutions extractives, une fois mises en place, ont tendance à persister. De même, il existe un cercle vertueux associé aux institutions économiques et politiques inclusives. Mais ni le cercle vicieux ni le cercle vertueux ne sont absolus. En fait, certains

Aujourd'hui, certaines nations vivent sous des institutions inclusives car, bien que les institutions extractives aient été la norme au cours de l'histoire, certaines sociétés ont réussi à briser le moule et à évoluer vers des institutions inclusives. Notre explication de ces transitions est historique, mais pas prédéterminée par l'histoire. Les changements institutionnels majeurs, indispensables à toute transformation économique profonde, résultent de l'interaction entre les institutions existantes et les moments charnières. Les moments charnières sont des événements majeurs qui perturbent l'équilibre politique et économique existant dans une ou plusieurs sociétés, tels que la peste noire, qui a tué peut-être jusqu'à la moitié de la population de la plupart des régions d'Europe au XIVe siècle ; l'ouverture des routes commerciales atlantiques, qui a créé d'énormes opportunités de profits pour de nombreux pays d'Europe occidentale ; et la révolution industrielle, qui a offert la possibilité de changements rapides mais aussi perturbateurs dans la structure des économies du monde entier.

Les différences institutionnelles existantes entre les sociétés elles-mêmes sont le résultat de changements institutionnels passés. Pourquoi le cheminement du changement institutionnel diffère-t-il d'une société à l'autre ? La réponse à cette question réside dans la dérive institutionnelle. De la même manière que les gènes de deux populations isolées d'organismes s'éloignent lentement les uns des autres en raison de mutations aléatoires dans le processus dit de dérive évolutive ou génétique, deux sociétés par ailleurs similaires s'éloignent également l'une de l'autre sur le plan institutionnel, mais là encore, lentement. Les conflits liés aux revenus et au pouvoir, et indirectement aux institutions, sont une constante dans toutes les sociétés. Ces conflits ont souvent une issue contingente, même si le terrain sur lequel ils se déroulent n'est pas équitable. L'issue de ces conflits conduit à une dérive institutionnelle. Mais il ne s'agit pas nécessairement d'un processus cumulatif. Cela ne signifie pas que les petites différences qui apparaissent à un moment donné vont nécessairement s'accentuer avec le temps. Au contraire, comme l'illustre notre discussion sur la Bretagne romaine au chapitre 6, de petites différences apparaissent, puis disparaissent, puis réapparaissent. Cependant, lorsqu'un moment critique survient, ces petites différences qui sont apparues à la suite de la dérive institutionnelle peuvent être les petites différences qui comptent et qui conduisent des sociétés par ailleurs assez similaires à diverger radicalement.

Nous avons vu dans les chapitres 7 et 8 que malgré les nombreuses similitudes entre l'Angleterre, la France et l'Espagne, le tournant décisif du commerce atlantique a eu un impact plus transformateur sur l'Angleterre en raison de différences minimes : en effet, en raison des développements survenus au cours des XVe et XVIe siècles, la couronne anglaise ne pouvait pas contrôler tout le commerce outre-mer, alors que ce commerce était principalement sous le monopole de la couronne en France et en Espagne. En conséquence, en France et en Espagne, ce sont la monarchie et les groupes qui lui étaient alliés qui ont été les principaux bénéficiaires des profits considérables générés par le commerce atlantique et l'expansion coloniale, tandis qu'en Angleterre, ce sont les groupes farouchement opposés à la monarchie qui ont tiré profit des opportunités économiques offertes par ce tournant décisif. Si la dérive institutionnelle entraîne de légères différences, son interaction avec les moments critiques conduit à une divergence institutionnelle, qui crée à son tour des différences institutionnelles plus importantes, sur lesquelles le prochain moment critique aura une incidence.

L'histoire est essentielle, car ce sont les processus historiques qui, par le biais de la dérive institutionnelle, créent les différences qui peuvent avoir des conséquences décisives lors de moments critiques. Les moments critiques sont eux-mêmes des tournants historiques. Et les cercles vicieux et vertueux impliquent que nous devons étudier l'histoire pour comprendre la nature des différences institutionnelles qui ont été structurées historiquement. Pourtant, notre théorie n'implique pas le déterminisme historique, ni aucun autre type de déterminisme. C'est pour cette raison que la réponse à la question posée au début de ce chapitre est non : il n'y avait aucune nécessité historique pour que le Pérou finisse par être tellement plus pauvre que l'Europe occidentale ou les États-Unis.

Pour commencer, contrairement aux hypothèses géographiques et culturelles, le Pérou n'est pas condamné à la pauvreté en raison de sa géographie ou de sa culture. Selon notre théorie, le Pérou est aujourd'hui beaucoup plus pauvre que l'Europe occidentale et les États-Unis en raison de ses institutions, et pour comprendre les raisons de cette situation, nous devons comprendre le processus historique du développement institutionnel au Pérou. Comme nous l'avons vu dans le deuxième chapitre, il y a cinq cents ans, l'empire inca, qui occupait le Pérou actuel, était plus riche, plus avancé sur le plan technologique et plus centralisé sur le plan politique que les petites entités politiques qui occupaient l'Amérique du Nord. Le tournant décisif a été

la manière dont cette région a été colonisée et comment cela contrastait avec la colonisation de l'Amérique du Nord. Cela ne résultait pas d'un processus prédéterminé historiquement, mais était le résultat contingent de plusieurs développements institutionnels pivots à des moments critiques. Au moins trois facteurs auraient pu modifier cette trajectoire et conduire à des schémas à long terme très différents.

Tout d'abord, les différences institutionnelles au sein des Amériques au XVe siècle ont influencé la manière dont ces régions ont été colonisées. L'Amérique du Nord a suivi une trajectoire institutionnelle différente de celle du Pérou, car elle était peu peuplée avant la colonisation et a attiré des colons européens qui se sont ensuite révoltés avec succès contre l'élite que des entités telles que la Virginia Company et la Couronne britannique avaient tenté de mettre en place. En revanche, les conquistadors espagnols ont trouvé au Pérou un État centralisé et extractif qu'ils pouvaient prendre le contrôle et une population nombreuse qu'ils pouvaient mettre au travail dans les mines et les plantations. Il n'y avait également rien de prédéterminé sur le plan géographique dans la configuration du territoire américain à l'arrivée des Européens. De la même manière que l'émergence d'un État centralisé dirigé par le roi Shyaam chez les Bushong était le résultat d'une innovation institutionnelle majeure, voire d'une révolution politique, comme nous l'avons vu au chapitre 5, la civilisation inca au Pérou et les populations importantes de cette région résultaient d'innovations institutionnelles majeures. Celles-ci auraient pu avoir lieu en Amérique du Nord, dans des endroits tels que la vallée du Mississippi ou même le nord-est des États-Unis. Si tel avait été le cas, les Européens auraient pu trouver des terres vides dans les Andes et des États centralisés en Amérique du Nord, et les rôles du Pérou et des États-Unis auraient pu être inversés. Les Européens se seraient alors installés dans les régions autour du Pérou, et le conflit entre la majorité des colons et l'élite aurait pu conduire à la création d'institutions inclusives dans cette région plutôt qu'en Amérique du Nord. Les voies de développement économique qui auraient suivi auraient alors probablement été différentes.

Deuxièmement, l'Empire inca aurait pu résister au colonialisme européen, comme l'a fait le Japon lorsque les navires du commodore Perry sont arrivés dans la baie d'Edo. Bien que l'Empire inca ait été plus exploiteur que l' Tokugawa, Japan, certainement made a political

révolution politique similaire à la restauration Meiji moins probable au Pérou, il n'y avait aucune nécessité historique pour que les Incas succombent complètement à la domination européenne. S'ils avaient été capables de résister et même de se moderniser institutionnellement en réponse aux menaces, tout le cours de l'histoire du Nouveau Monde, et avec lui toute l'histoire du monde, aurait pu être différent.

Troisièmement, et c'est le plus radical, rien ne prédéterminait historiquement, géographiquement ou culturellement que ce soient les Européens qui colonisent le monde. Cela aurait pu être les Chinois ou même les Incas. Bien sûr, un tel résultat est impossible lorsque l'on regarde le monde du point de vue du XVe siècle, époque à laquelle l'Europe occidentale avait pris de l'avance sur les Amériques et où la Chine s'était déjà repliée sur elle-même. Mais l'Europe occidentale du XVe siècle était elle-même le résultat d'un processus contingent de dérive institutionnelle ponctué de tournants critiques, et rien n'était inévitable. Les puissances d'Europe occidentale n'auraient pas pu prendre de l'avance et conquérir le monde sans plusieurs tournants historiques. Parmi ceux-ci, on peut citer la voie spécifique empruntée par le féodalisme, qui a remplacé l'esclavage et affaibli le pouvoir des monarques en cours de route ; le fait que les siècles qui ont suivi le tournant du premier millénaire en Europe ont vu le développement de villes indépendantes et commercialement autonomes ; le fait que les monarques européens n'étaient pas aussi menacés par le commerce outre-mer et n'ont donc pas cherché à le décourager, contrairement aux empereurs chinois pendant la dynastie Ming ; et l'arrivée de la peste noire, qui a ébranlé les fondements de l'ordre féodal. Si ces événements s'étaient déroulés différemment, nous pourrions vivre aujourd'hui dans un monde très différent, dans lequel le Pérou serait peut-être plus riche que l'Europe occidentale ou les États-Unis.

Naturellement, le pouvoir prédictif d'une théorie où les petites différences et la contingence jouent un rôle clé sera limité. Peu de gens auraient prédit au XVe ou même au XVIe siècle, sans parler des nombreux siècles qui ont suivi la chute de l'Empire romain, que la percée majeure vers des institutions inclusives se produirait.

en Grande-Bretagne. Seuls le processus spécifique de dérive institutionnelle et la nature du tournant critique créé par l'ouverture du commerce atlantique ont rendu cela possible. De même, peu de gens auraient cru, au milieu de la Révolution culturelle des années 1970, que la Chine allait bientôt s'engager sur la voie de changements radicaux dans ses institutions économiques, puis sur une trajectoire de croissance vertigineuse. Il est tout aussi impossible de prédire avec certitude quelle sera la situation dans cinq cents ans. Pourtant, ce ne sont pas là des lacunes de notre théorie. Le récit historique que nous avons présenté jusqu'à présent indique que toute approche fondée sur le déterminisme historique — basée sur la géographie, la culture ou même d'autres facteurs historiques — est inadéquate. Les petites différences et les contingences ne font pas seulement partie de notre théorie, elles font partie de la forme même de l'histoire.

Même s'il est difficile de prédire avec précision quelles sociétés prospéreront par rapport à d'autres, nous avons vu tout au long de cet ouvrage que notre théorie explique assez bien les grandes différences de prospérité et de pauvreté entre les nations du monde entier. Nous verrons dans la suite de ce chapitre qu'elle fournit également des indications sur les types de sociétés les plus susceptibles de connaître une croissance économique au cours des prochaines décennies.

Premièrement, les cercles vicieux et vertueux génèrent beaucoup de persistance et de lenteur. Il ne fait guère de doute que dans cinquante, voire cent ans, les États-Unis et l'Europe occidentale, grâce à leurs institutions économiques et politiques inclusives, seront plus riches, voire considérablement plus riches, que l'Afrique subsaharienne, le Moyen-Orient, l'Amérique centrale ou l'Asie du Sud-Est. Cependant, au sein de ces grandes tendances, des changements institutionnels majeurs auront lieu au cours du siècle prochain, certains pays sortant du moule et passant de la pauvreté à la richesse.

Les nations qui n'ont pratiquement pas atteint de centralisation politique, comme la Somalie et l'Afghanistan, ou celles qui ont connu un effondrement de l'État, comme Haïti au cours des dernières décennies
—bien avant que le terrible tremblement de terre de 2010 ne détruise les infrastructures du pays—ont peu de chances de connaître la croissance sous des institutions politiques extractives ou d'opérer des changements majeurs vers des institutions inclusives. Au contraire, les nations qui

connaître une croissance au cours des prochaines décennies, bien que probablement sous des institutions extractives, sont celles qui ont atteint un certain degré de centralisation politique. En Afrique subsaharienne, cela inclut le Burundi, l'Éthiopie, le Rwanda, des pays ayant une longue histoire d'États centralisés, et la Tanzanie, qui a réussi à mettre en place une telle centralisation, ou du moins à mettre en place certaines des conditions préalables à la centralisation, depuis son indépendance. En Amérique latine, cela inclut le Brésil, le Chili et le Mexique, qui ont non seulement atteint la centralisation politique, mais ont également fait des progrès significatifs vers un pluralisme naissant. Notre théorie suggère qu'une croissance économique soutenue est très improbable en Colombie.

Notre théorie suggère également que la croissance sous des institutions politiques extractives, comme en Chine, n'apportera pas de croissance durable et risque de s'essouffler. Au-delà de ces cas, il existe beaucoup d'incertitudes. Cuba, par exemple, pourrait évoluer vers des institutions inclusives et connaître une transformation économique majeure, ou bien continuer à fonctionner sous des institutions politiques et économiques extractives. Il en va de même pour la Corée du Nord et la Birmanie (Myanmar) en Asie. Ainsi, si notre théorie fournit les outils nécessaires pour réfléchir à la manière dont les institutions changent et aux conséquences de ces changements, la nature de ce changement — le rôle des petites différences et de la contingence

— rend plus difficile l'établissement de prévisions précises.

Il convient d'être encore plus prudent lorsqu'il s'agit de formuler des recommandations politiques à partir de cette description générale des origines de la prospérité et de la pauvreté. De la même manière que l'impact des moments critiques dépend des institutions existantes, la manière dont une société réagira à une même intervention politique dépendra des institutions en place. Bien sûr, notre théorie porte sur la manière dont les nations peuvent progresser vers la prospérité, en transformant leurs institutions extractives en institutions inclusives. Mais elle indique également très clairement dès le départ qu'il n'existe pas de recette miracle pour réaliser une telle transition. Premièrement, le cercle vicieux implique que changer les institutions est beaucoup plus difficile qu'il n'y paraît à première vue. En particulier, les institutions extractives peuvent se recréer sous différentes formes, comme nous l'avons vu avec la loi d'airain de l'oligarchie au chapitre 12. Ainsi, le fait que le régime extractif du président Moubarak ait été renversé par des manifestations populaires en

Février 2011 ne garantit pas que l'Égypte s'engagera sur la voie d'institutions plus inclusives. Au contraire, les institutions extractives pourraient se recréer malgré le mouvement pro-démocratique dynamique et porteur d'espoir. Deuxièmement, comme le caractère contingent de l'histoire implique qu'il est difficile de savoir si une interaction particulière entre des moments critiques et des différences institutionnelles existantes conduira à des institutions plus inclusives ou plus extractives, il serait héroïque de formuler des recommandations politiques générales pour encourager le changement vers des institutions inclusives. Néanmoins, notre théorie reste utile pour l'analyse des politiques, car elle nous permet de reconnaître les mauvais conseils politiques, fondés soit sur des hypothèses erronées, soit sur une compréhension inadéquate de la manière dont les institutions peuvent changer. À cet égard, comme dans la plupart des domaines, il est tout aussi important – et plus réaliste – d'éviter les pires erreurs que de tenter d'élaborer des solutions simples. Cela apparaît peut-être plus clairement lorsque l'on examine les recommandations politiques actuelles qui encouragent la « croissance autoritaire » en s'appuyant sur l'expérience réussie de la croissance chinoise au cours des dernières décennies. Nous expliquons ensuite pourquoi ces recommandations politiques sont trompeuses et pourquoi la croissance chinoise, telle qu'elle s'est déroulée jusqu'à présent, n'est qu'une autre forme de croissance sous des institutions politiques extractives, peu susceptible de se traduire par un développement économique durable.

LE CHARME IRRÉSISTIBLE DE LA CROISSANCE AUTORITAIRE

Dai Guofang a très tôt pris conscience du boom urbain qui allait bientôt toucher la Chine. Dans les années 1990, de nouvelles autoroutes, des centres d'affaires, des résidences et des gratte-ciel poussaient comme des champignons partout en Chine, et Dai pensait que cette croissance ne ferait que s'accélérer au cours de la décennie suivante. Il estimait que son entreprise, Jingsu Tieben Iron and Steel, pourrait conquérir une grande part de marché en tant que producteur à bas coûts, surtout par rapport aux usines sidérurgiques d'État in cientes. Dai prévoyait de créer un véritable géant de l'acier et, avec le soutien des dirigeants locaux du parti à Changzhou, il a commencé la construction en 2003. Cependant, en mars 2004, le projet a été interrompu sur ordre du Parti communiste chinois à Pékin, et Dai a été arrêté pour des raisons qui n'ont jamais été clairement

. Les autorités ont peut-être présumé qu'elles trouveraient des preuves incriminantes dans les comptes de Dai. Il a finalement passé les cinq années suivantes en prison et en résidence surveillée, avant d'être reconnu coupable d'une infraction mineure en 2009. Son véritable crime était d'avoir lancé un grand projet qui allait concurrencer les entreprises soutenues par l'État, sans l'accord des hauts responsables du Parti communiste. C'est certainement la leçon que d'autres ont tirée de cette affaire.

La réaction du Parti communiste à l'égard d'entrepreneurs tels que Dai ne devrait pas surprendre. Chen Yun, l'un des plus proches collaborateurs de Deng Xiaoping et sans doute le principal architecte des premières réformes économiques, a résumé le point de vue de la plupart des cadres du parti en utilisant l'analogie de « l'oiseau en cage » pour décrire l'économie : l'économie chinoise était l'oiseau ; le contrôle du parti, la cage, devait être agrandi pour rendre l'oiseau plus sain et plus dynamique, mais il ne pouvait être déverrouillé ou retiré, de peur que l'oiseau ne s'envole. Peu après être devenu secrétaire général du Parti communiste en 1989, le poste le plus puissant de Chine, Jiang Zemin est allé encore plus loin et a résumé la méfiance du parti à l'égard des entrepreneurs en les qualifiant de « commerçants et colporteurs indépendants [qui] trichent, détournent des fonds, versent des pots-de-vin et fraudent le fisc ». Tout au long des années 1990, alors même que les investissements étrangers affluaient en Chine et que les entreprises publiques étaient encouragées à se développer, l'entrepreneuriat privé était accueilli avec suspicion, et de nombreux entrepreneurs ont été expropriés, voire emprisonnés. La vision de Jiang Zemin sur les entrepreneurs, bien qu'en relatif déclin, est encore très répandue en Chine. Selon les termes d'un économiste chinois, « les grandes entreprises publiques peuvent s'impliquer dans des projets gigantesques. Mais lorsque des entreprises privées le font, en particulier en concurrence avec l'État, les problèmes surgissent de toutes parts [*sic*]. »

Alors que de nombreuses entreprises privées opèrent désormais de manière rentable en Chine, de nombreux éléments de l'économie restent sous le contrôle et la protection du parti. Le journaliste Richard McGregor rapporte que sur le bureau du directeur de chacune des plus grandes entreprises publiques chinoises se trouve un téléphone rouge. Lorsqu'il sonne, c'est le parti qui appelle pour donner des ordres sur ce que l'entreprise doit faire, où elle doit investir et quels doivent être ses objectifs. Ces entreprises géantes sont toujours sous le contrôle du parti, ce que nous rappelle le fait que le parti

décide de révoquer leurs dirigeants, de les licencier ou de les promouvoir, sans donner beaucoup d'explications.

Ces récits ne nient bien sûr pas que la Chine ait fait de grands progrès vers des institutions économiques inclusives, progrès qui sous-tendent ses taux de croissance spectaculaires au cours des trente dernières années. La plupart des entrepreneurs bénéficient d'une certaine sécurité, notamment parce qu'ils cultivent le soutien des cadres locaux et des élites du Parti communiste à Pékin. La plupart des entreprises publiques recherchent des profits et sont compétitives sur les marchés internationaux. Il s'agit là d'un changement radical par rapport à la Chine de Mao. Comme nous l'avons vu dans le chapitre précédent, la Chine a d'abord pu se développer parce que, sous Deng Xiaoping, des réformes radicales ont été mises en œuvre pour s'éloigner des institutions économiques les plus extractives et s'orienter vers des institutions économiques inclusives. La croissance s'est poursuivie à mesure que les institutions économiques chinoises s'engageaient sur la voie d'une plus grande inclusivité, bien qu'à un rythme lent. La Chine bénéficie également grandement de son importante main-d'œuvre bon marché et de son accès aux marchés, aux capitaux et aux technologies étrangers.

Même si les institutions économiques chinoises sont aujourd'hui incomparablement plus inclusives qu'il y a trente ans, l'expérience chinoise est un exemple de croissance sous des institutions politiques extractives. Malgré l'accent mis récemment en Chine sur l'innovation et la technologie, la croissance chinoise repose sur l'adoption de technologies existantes et des investissements rapides, et non sur la destruction créatrice. Un aspect important de cette situation est que les droits de propriété ne sont pas entièrement garantis en Chine. De temps à autre, tout comme Dai, certains entrepreneurs sont expropriés. La mobilité de la main-d'œuvre est strictement réglementée et le droit de propriété le plus fondamental, à savoir le droit de vendre son travail comme on l'entend, reste très imparfait. Le fait que seuls quelques hommes et femmes d'affaires osent se lancer dans une activité sans le soutien des cadres locaux du parti ou, plus important encore, de Pékin, illustre à quel point les institutions économiques sont encore loin d'être véritablement inclusives. Les relations entre les entreprises et le parti sont très lucratives pour les deux parties. Les entreprises soutenues par le parti obtiennent des contrats à des conditions favorables, peuvent expulser des citoyens ordinaires pour exproprier leurs terres , et enfreindre les lois et les réglementations avec

impunité. Ceux qui s'opposent à ce plan d'affaires seront écrasés et risquent même d'être emprisonnés ou assassinés.

Le poids omniprésent du Parti communiste et des institutions extractives en Chine nous rappelle les nombreuses similitudes entre la croissance soviétique des années 1950 et 1960 et la croissance chinoise actuelle, même s'il existe également des différences notables. L'Union soviétique a connu une croissance grâce à des institutions économiques et politiques extractives, car elle a alloué de force des ressources à l'industrie dans le cadre d'une structure de commandement centralisée, en particulier à l'armement et à l'industrie lourde. Une telle croissance était possible en partie parce qu'il y avait beaucoup de retard à rattraper. La croissance dans le cadre d'institutions extractives est plus facile lorsque la destruction créatrice n'est pas une nécessité. Les institutions économiques chinoises sont certes plus inclusives que celles de l'Union soviétique, mais les institutions politiques chinoises restent extractives. Le Parti communiste est tout-puissant en Chine et contrôle l'ensemble de la bureaucratie étatique, les forces armées, les médias et une grande partie de l'économie. Les Chinois jouissent de peu de libertés politiques et participent très peu au processus politique.

Beaucoup ont longtemps cru que la croissance en Chine apporterait la démocratie et un plus grand pluralisme. En 1989, on avait vraiment le sentiment que les manifestations de la place Tiananmen conduiraient à une plus grande ouverture et peut-être même à l'effondrement du régime communiste. Mais les chars ont été lancés contre les manifestants et, au lieu d'une révolution pacifique, les livres d'histoire parlent désormais du massacre de la place Tiananmen. À bien des égards, les institutions politiques chinoises sont devenues plus extractives après Tiananmen ; les réformateurs tels que Zhao Ziyang, qui, en tant que secrétaire général du Parti communiste, avait apporté son soutien aux étudiants de la place Tiananmen, ont été purgés, et le parti a réprimé les libertés civiles et la liberté de la presse avec plus de zèle. Zhao Ziyang a été assigné à résidence pendant plus de quinze ans et son parcours public a été progressivement effacé, afin qu'il ne puisse même plus être un symbole pour ceux qui soutenaient le changement politique.

Aujourd'hui, le contrôle du parti sur les médias, y compris Internet, est sans précédent. Cela s'explique en grande partie par l'autocensure :

Les médias savent qu'ils ne doivent pas mentionner Zhao Ziyang ou Liu Xiaobo, le critique du gouvernement qui réclame une plus grande démocratisation et qui croupit toujours en prison, même après avoir reçu le prix Nobel de la paix. L'autocensure est soutenue par un appareil orwellien capable de surveiller les conversations et les communications, de fermer des sites Web et des journaux, et même de bloquer de manière sélective l'accès à certaines informations sur Internet. Tout cela a été mis en évidence lorsque la nouvelle des accusations de corruption portées contre le fils du secrétaire général du parti depuis 2002, Hu Jintao, a éclaté en 2009. L'appareil du parti s'est immédiatement mis en action et a non seulement empêché les médias chinois de couvrir l'affaire, mais a également réussi à bloquer de manière sélective les articles sur l'affaire publiés sur les sites web *du New York Times* et *du Financial Times*.

En raison du contrôle exercé par le parti sur les institutions économiques, l'ampleur de la destruction créatrice est fortement réduite, et cela restera le cas tant qu'il n'y aura pas de réforme radicale des institutions politiques. Tout comme en Union soviétique, l'expérience chinoise de croissance sous des institutions politiques extractives est grandement facilitée par le fait qu'il y a beaucoup de retard à rattraper. Le revenu par habitant en Chine ne représente encore qu'une fraction de celui des États-Unis et de l'Europe occidentale. Bien sûr, la croissance chinoise est beaucoup plus diversifiée que la croissance soviétique ; elle ne repose pas uniquement sur l'armement ou l'industrie lourde, et les entrepreneurs chinois font preuve d'une grande ingéniosité. Néanmoins, cette croissance s'essoufflera si les institutions politiques extractives ne cèdent pas la place à des institutions inclusives. Tant que les institutions politiques resteront extractives, la croissance sera intrinsèquement limitée, comme cela a été le cas dans tous les autres cas similaires.

L'expérience chinoise soulève plusieurs questions intéressantes sur l'avenir de la croissance chinoise et, plus important encore, sur l'opportunité et la viabilité d'une croissance autoritaire. Cette croissance est devenue une alternative populaire au « consensus de Washington », qui met l'accent sur l'importance de la libéralisation des marchés et du commerce et sur certaines formes de réforme institutionnelle pour relancer la croissance économique dans de nombreuses régions moins développées du monde. Si l'attrait de la croissance autoritaire tient en partie à sa réaction au consensus de Washington, son charme réside peut-être davantage – en tout cas pour les

dirigeants à la tête d'institutions extractives — réside dans le fait qu'elle leur donne carte blanche pour maintenir, voire renforcer leur emprise sur le pouvoir, et légitime leur extraction.

Comme le souligne notre théorie, en particulier dans les sociétés qui ont connu un certain degré de centralisation étatique, ce type de croissance sous des institutions extractives est possible et pourrait même être le scénario le plus probable pour de nombreux pays, du Cambodge et du Vietnam au Burundi, en passant par l'Éthiopie et le Rwanda. Mais cela implique également que, comme tous les exemples de croissance sous des institutions politiques extractives, elle ne sera pas durable.

Dans le cas de la Chine, le processus de croissance fondé sur le rattrapage, l'importation de technologies étrangères et l'exportation de produits manufacturés bas de gamme devrait se poursuivre pendant un certain temps. Néanmoins, la croissance chinoise devrait également prendre fin, en particulier lorsque la Chine aura atteint le niveau de vie d'un pays à revenu intermédiaire. Le scénario le plus probable serait que le Parti communiste chinois et l'élite économique chinoise, de plus en plus puissante, parviennent à maintenir leur emprise très stricte sur le pouvoir au cours des prochaines décennies. Dans ce cas, l'histoire et notre théorie suggèrent que la croissance accompagnée d'une destruction créatrice et d'une véritable innovation ne se produira pas, et que les taux de croissance spectaculaires de la Chine s'évaporeront lentement. Mais cette issue est loin d'être prédéterminée ; elle peut être évitée si la Chine opère une transition vers des institutions politiques inclusives avant que sa croissance sous des institutions extractives n'atteigne ses limites. Néanmoins, comme nous le verrons ensuite, il y a peu de raisons de s'attendre à ce qu'une transition vers des institutions politiques plus inclusives soit probable en Chine ou qu'elle se fasse automatiquement et sans heurts.

Même certaines voix au sein du Parti communiste chinois reconnaissent les dangers qui guettent le pays et avancent l'idée qu'une réforme politique – c'est-à-dire, selon notre terminologie, une transition vers des institutions politiques plus inclusives – est nécessaire. Le puissant Premier ministre Wen Jiabao a récemment mis en garde contre le risque que la croissance économique soit freinée si une réforme politique n'était pas engagée. Nous pensons que l'analyse de Wen est prémonitoire, même si certains doutent de sa sincérité. Mais beaucoup en Occident ne sont pas d'accord avec les déclarations de Wen. Pour eux, la Chine révèle une voie alternative.

à une croissance économique durable, sous un régime autoritaire plutôt que sous des institutions économiques et politiques inclusives. Mais ils ont tort. Nous avons déjà vu les causes importantes du succès chinois : un changement radical des institutions économiques, qui sont passées d'un système communiste rigide à des institutions qui encouragent l'augmentation de la productivité et le commerce. Vu sous cet angle, l'expérience de la Chine n'est pas fondamentalement différente de celle des pays qui ont réussi à s'éloigner des institutions économiques extractives pour se diriger vers des institutions inclusives, même lorsque cela se produit dans le cadre d'institutions politiques extractives, comme c'est le cas en Chine. La Chine a donc réalisé sa croissance économique non pas grâce à ses institutions politiques extractives, mais malgré elles : son expérience de croissance réussie au cours des trois dernières décennies est due à un changement radical, passant d'institutions économiques extractives à des institutions économiques nettement plus inclusives, ce qui a été rendu plus difficile, et non plus facile, par la présence d'institutions politiques hautement autoritaires et extractives.

Un autre type de soutien à la croissance autoritaire reconnaît son caractère peu attrayant, mais affirme que l'autoritarisme n'est qu'une étape passagère. Cette idée remonte à l'une des théories classiques de la sociologie politique, la théorie de la modernisation, formulée par Seymour Martin Lipset. La théorie de la modernisation soutient que toutes les sociétés, à mesure qu'
elles se développent, se dirigent vers une société plus moderne, plus développée et
une existence civilisée, et en particulier vers la démocratie. De nombreux adeptes de la théorie de la modernisation affirment également que, tout comme la démocratie, les institutions inclusives émergeront comme un sous-produit du processus de croissance. De plus, même si la démocratie n'est pas synonyme d'institutions politiques inclusives, des élections régulières et une concurrence politique relativement libre sont susceptibles de favoriser le développement d'institutions politiques inclusives. Différentes versions de la théorie de la modernisation affirment également qu'une main-d'œuvre éduquée conduira naturellement à la démocratie et à de meilleures institutions. Dans une version quelque peu postmoderne de la théorie de la modernisation, le chroniqueur *du New York Times* Thomas Friedman est allé jusqu'à suggérer qu'une fois qu'une

Une fois que le pays a eu suffisamment de restaurants McDonald's, la démocratie et les institutions ont forcément suivi. Tout cela brosse un tableau optimiste. Au cours des soixante dernières années, la plupart des pays, même ceux dotés d'institutions extractives, ont connu une certaine croissance, et la plupart ont vu le niveau d'éducation de leur main-d'œuvre augmenter de manière notable. Ainsi, à mesure que leurs revenus et leurs niveaux d'éducation continuent d'augmenter, d'une manière ou d'une autre, tous les autres aspects positifs, tels que la démocratie, les droits de l'homme, les libertés civiles et la sécurité des droits de propriété, devraient suivre.

La théorie de la modernisation a de nombreux adeptes tant dans le monde universitaire qu'en dehors. Les récentes attitudes des États-Unis envers la Chine, par exemple, ont été façonnées par cette théorie. George H. W. Bush a résumé

La politique américaine envers la démocratie chinoise : « Commercez librement avec la Chine, le temps joue en notre faveur ». L'idée était que, en commerçant librement avec l'Occident, la Chine se développerait et que cette croissance apporterait la démocratie et de meilleures institutions en Chine, comme le prédisait la théorie de la modernisation. Pourtant, l'augmentation rapide des échanges commerciaux entre les États-Unis et la Chine depuis le milieu des années 1980 n'a guère favorisé la démocratie chinoise, et l'intégration encore plus étroite qui devrait suivre au cours de la prochaine décennie n'aura guère plus d'effet.

L'attitude de nombreux observateurs quant à l'avenir de la société et de la démocratie irakiennes après l'invasion menée par les États-Unis était tout aussi optimiste en raison de la théorie de la modernisation. Malgré ses résultats économiques désastreux sous le régime de Saddam Hussein, l'Irak n'était pas aussi pauvre en 2002 que de nombreux pays d'Afrique subsaharienne, et sa population était relativement bien éduquée. On pensait donc qu'il était mûr pour le développement de la démocratie et des libertés civiles, et peut-être même de ce que nous appellerions le pluralisme. Ces espoirs ont été rapidement anéantis lorsque le chaos et la guerre civile ont envahi la société irakienne.

La théorie de la modernisation est à la fois erronée et inutile pour réfléchir à la manière de faire face aux problèmes majeurs posés par les institutions extractives dans les pays en difficulté. La preuve la plus solide en faveur de la théorie de la modernisation est que les pays riches sont ceux qui ont des régimes démocratiques, respectent les droits civils et humains, bénéficient de marchés fonctionnels et d'institutions économiques généralement inclusives.

Cependant, interpréter cette association comme un soutien à la théorie de la modernisation revient à ignorer l'effet majeur des institutions économiques et politiques inclusives sur la croissance économique. Comme nous l'avons soutenu tout au long de cet ouvrage, ce sont les sociétés dotées d'institutions inclusives qui ont connu une croissance au cours des trois derniers siècles et qui sont aujourd'hui relativement riches. Le fait que cela explique ce que nous observons autour de nous apparaît clairement si l'on examine les faits sous un angle légèrement différent : alors que les nations qui ont mis en place des institutions économiques et politiques inclusives au cours des derniers siècles ont connu une croissance économique soutenue, les régimes autoritaires qui ont connu une croissance plus rapide au cours des soixante ou cent dernières années, contrairement à ce que prétend la théorie de la modernisation de Lipset, ne sont pas devenus plus démocratiques. Et cela n'a en fait rien de surprenant. La croissance sous des institutions extractives est possible précisément parce qu'elle n'implique pas nécessairement ou automatiquement la disparition de ces mêmes institutions. En fait, elle est souvent générée parce que ceux qui contrôlent les institutions extractives considèrent la croissance économique non pas comme une menace, mais comme un soutien à leur régime, comme l'a fait le Parti communiste chinois depuis les années 1980. Il n'est pas non plus surprenant que la croissance générée par l'augmentation de la valeur des ressources naturelles d'un pays, comme au Gabon, en Russie, en Arabie saoudite et au Venezuela, soit peu susceptible d'entraîner une transformation fondamentale de ces régimes autoritaires vers des institutions inclusives.

Les données historiques sont encore moins favorables à la théorie de la modernisation. De nombreux pays relativement prospères ont succombé à des dictatures répressives et à des institutions extractives, et les ont soutenues. L'Allemagne et le Japon figuraient parmi les pays les plus riches et les plus industrialisés du monde dans la première moitié du XXe siècle, et leurs citoyens étaient relativement bien éduqués. Cela n'a pas empêché la montée du parti national-socialiste en Allemagne ni l'avènement d'un régime militariste déterminé à étendre son territoire par la guerre au Japon, ce qui a conduit les institutions politiques et économiques à prendre un virage radical vers des institutions extractives. L'Argentine était également l'un des pays les plus riches du monde au XIXe siècle, aussi riche, voire plus riche que la Grande-Bretagne, car elle bénéficiait du boom mondial des ressources naturelles ; elle avait également la population la plus instruite d'Amérique latine.

Amérique. Mais la démocratie et le pluralisme n'ont pas mieux réussi, et ont sans doute moins bien réussi, en Argentine que dans la plupart des autres pays d'Amérique latine. Les coups d'État se sont succédé et, comme nous l'avons vu au chapitre 11, même les dirigeants élus démocratiquement ont agi comme des dictateurs rapaces. Plus récemment encore, peu de progrès ont été réalisés vers la mise en place d'institutions économiques inclusives et, comme nous l'avons vu au chapitre 13, les gouvernements argentins du XXIe siècle peuvent toujours exproprier la richesse de leurs citoyens en toute impunité.

Tout cela met en évidence plusieurs idées importantes. Premièrement, la croissance sous des institutions politiques autoritaires et extractives en Chine, même si elle devrait se poursuivre pendant un certain temps encore, ne se traduira pas par une croissance durable, soutenue par des institutions économiques véritablement inclusives et une destruction créatrice. Deuxièmement, contrairement à ce qu'affirme la théorie de la modernisation, nous ne devons pas compter sur une croissance autoritaire pour mener à la démocratie ou à des institutions politiques inclusives. La Chine, la Russie et plusieurs autres régimes autoritaires qui connaissent actuellement une certaine croissance sont susceptibles d'atteindre les limites de la croissance extractive avant de transformer leurs institutions politiques dans un sens plus inclusif — et, en fait, probablement avant que l'élite ne souhaite de tels changements ou qu'une forte opposition ne les y contraigne. Troisièmement, la croissance autoritaire n'est ni souhaitable ni viable à long terme, et ne devrait donc pas être approuvée par la communauté internationale comme modèle pour les pays d'Amérique latine, d'Asie et d'Afrique subsaharienne, même si c'est une voie que de nombreux pays choisiront précisément parce qu'elle correspond parfois aux intérêts des élites économiques et politiques qui les dominent.

ON NE PEUT PAS CONCEVOIR LA PROSPÉRITÉ

Contrairement à la théorie que nous avons développée dans cet ouvrage, l'hypothèse de l'ignorance s'accompagne d'une suggestion sur la manière de « résoudre » le problème de la pauvreté : si l'ignorance nous a menés là où nous en sommes, éclairer et informer les dirigeants et les décideurs politiques peut nous en sortir, et nous devrions être en mesure de « créer » la prospérité dans le monde entier en fournissant les bons conseils et par en convainquant les politiciens de ce qu'est une bonne

économie. Au chapitre 2, lorsque nous avons discuté de cette hypothèse, nous avons montré comment l'expérience du Premier ministre ghanéen Kofi Busia au début des années 1970 soulignait le fait que le principal obstacle à l'adoption de politiques visant à réduire les défaillances du marché et à encourager la croissance économique n'est pas l'ignorance des politiciens, mais les incitations et les contraintes auxquelles ils sont confrontés de la part des institutions politiques et économiques de leurs sociétés. Néanmoins, l'hypothèse de l'ignorance règne toujours en maître dans les cercles politiques occidentaux, qui se concentrent presque exclusivement sur la manière de créer la prospérité.

Ces tentatives d'ingénierie se présentent sous deux formes. La première, souvent préconisée par des organisations internationales telles que le Fonds monétaire international, reconnaît que le sous-développement est causé par de mauvaises politiques et institutions économiques, puis propose une liste d'améliorations que ces organisations internationales tentent d'inciter les pays pauvres à adopter. (Le consensus de Washington constitue l'une de ces listes.) Ces améliorations se concentrent sur des éléments raisonnables tels que la stabilité macroéconomique et des objectifs macroéconomiques apparemment attrayants tels que la réduction de la taille du secteur public, la flexibilité des taux de change et la libéralisation des comptes de capital. Elles se concentrent également sur des objectifs plus microéconomiques, tels que la privatisation, l'amélioration de l'efficacité de la prestation des services publics et peut-être aussi des suggestions sur la manière d'améliorer le fonctionnement de l'État lui-même en mettant l'accent sur les mesures de lutte contre la corruption. Bien que bon nombre de ces réformes puissent être judicieuses en elles-mêmes, l'approche des organisations internationales à Washington, Londres, Paris et ailleurs reste imprégnée d'une perspective erronée qui ne reconnaît pas le rôle des institutions politiques et les contraintes qu'elles imposent à l'élaboration des politiques. Les tentatives des institutions internationales visant à stimuler la croissance économique en exhortant les pays pauvres à adopter de meilleures politiques et institutions ne sont pas couronnées de succès, car elles ne s'inscrivent pas dans le contexte d'une explication des raisons pour lesquelles ces mauvaises politiques et institutions existent en premier lieu, si ce n'est que les dirigeants des pays pauvres sont ignorants. Il en résulte que les politiques ne sont pas adoptées et ne sont pas mises en œuvre, ou ne le sont que de manière symbolique.

Par exemple, de nombreuses économies à travers le monde qui ont ostensiblement mis en œuvre de telles réformes, notamment en Amérique latine, ont stagné tout au long des années 1980 et 1990. En réalité, ces réformes ont été imposées à ces pays dans un contexte où la politique continuait comme d'habitude. Ainsi, même lorsque les réformes ont été adoptées, leur objectif a été détourné, ou les politiciens ont utilisé d'autres moyens pour en atténuer l'impact. Tout cela est illustré par la « mise en œuvre » de l'une des principales recommandations des institutions internationales visant à assurer la stabilité macroéconomique, à savoir l'indépendance de la banque centrale. Cette recommandation a été mise en œuvre en théorie, mais pas dans la pratique, ou a été compromise par l'utilisation d'autres instruments politiques. Elle était tout à fait sensée en principe. De nombreux politiciens à travers le monde dépensaient plus qu'ils ne percevaient en recettes fiscales et obligeaient ensuite leurs banques centrales à combler la différence en imprimant de la monnaie. L'inflation qui en résultait créait de l'instabilité et de l'incertitude. La théorie était que des banques centrales indépendantes, à l'instar de la Bundesbank en Allemagne, résisteraient à la pression politique et limiteraient l'inflation. Le président zimbabwéen Mugabe a décidé de suivre les conseils internationaux ; il a déclaré la banque centrale du Zimbabwe indépendante en 1995. Avant cela, le taux d'inflation au Zimbabwe oscillait autour de 20 %. En 2002, il avait atteint 140 % ; en 2003, près de 600 % ; en 2007, 66 000 % ; et en 2008, 230 millions de pour cent ! Bien sûr, dans un pays où le président gagne à la loterie (cette page – cette page), personne ne devrait s'étonner que l'adoption d'une loi rendant la banque centrale indépendante ne signifie rien. Le gouverneur de la banque centrale du Zimbabwe savait probablement comment son homologue en Sierra Leone était « tombé » du dernier étage du bâtiment de la banque centrale lorsqu'il était en désaccord avec Siaka Stevens (cette page). Indépendant ou non, se conformer aux exigences du président était le choix prudent pour sa santé personnelle, même si ce n'était pas le cas pour la santé de l'économie. Tous les pays ne sont pas comme le Zimbabwe. En Argentine et en Colombie, les banques centrales ont également été rendues indépendantes dans les années 1990, et elles ont effectivement rempli leur mission de réduction de l'inflation. Mais comme la politique n'a changé dans aucun des deux pays, les élites politiques ont pu utiliser d'autres moyens pour acheter des votes, préserver leurs intérêts et se récompenser elles-mêmes ainsi que leurs partisans. Étant donné que

Ils ne pouvaient plus y parvenir en imprimant de la monnaie, ils devaient trouver un autre moyen. Dans les deux pays, l'introduction de l'indépendance de la banque centrale a coïncidé avec une forte augmentation des dépenses publiques, financées en grande partie par l'emprunt.

La deuxième approche pour atteindre la prospérité est beaucoup plus en vogue aujourd'hui. Elle reconnaît qu'il n'existe pas de solution miracle pour faire passer un pays de la pauvreté à la prospérité du jour au lendemain, ni même en quelques décennies. Elle affirme au contraire qu'il existe de nombreuses « micro-défaillances du marché » qui peuvent être corrigées grâce à de bons conseils, et que la prospérité sera au rendez-vous si les décideurs politiques saisissent ces opportunités, ce qui, là encore, peut être réalisé avec l'aide et la vision des économistes et d'autres experts. Selon cette approche, les petites défaillances du marché sont omniprésentes dans les pays pauvres, par exemple dans leurs systèmes éducatifs, leurs systèmes de santé et l'organisation de leurs marchés. Cela est sans aucun doute vrai. Mais le problème est que ces petites défaillances du marché ne sont peut-être que la partie émergée de l'iceberg, le symptôme de problèmes plus profondément enracinés dans une société fonctionnant sous le joug d'institutions extractives. Tout comme ce n'est pas une coïncidence si les pays pauvres ont de mauvaises politiques macroéconomiques, ce n'est pas une coïncidence si leurs systèmes éducatifs ne fonctionnent pas bien. Ces défaillances du marché ne sont peut-être pas uniquement dues à l'ignorance. Les décideurs politiques et les bureaucrates qui sont censés agir sur la base de conseils bien intentionnés peuvent être tout autant responsables du problème, et les nombreuses tentatives visant à remédier à ces inefficacités peuvent se retourner contre eux précisément parce que les responsables ne s'attaquent pas aux causes institutionnelles de la pauvreté.

Ces problèmes sont illustrés par l'intervention mise en place par l'organisation non gouvernementale (ONG) Seva Mandir afin d'améliorer la prestation des soins de santé dans l'État du Rajasthan, en Inde. L'histoire de la prestation des soins de santé en Inde est marquée par une inefficacité et des échecs profondément enracinés. Les soins de santé fournis par le gouvernement sont, du moins en théorie, largement accessibles et bon marché, et le personnel est généralement qualifié. Mais même les Indiens les plus pauvres n'utilisent pas les établissements de santé publics, préférant se tourner vers des prestataires privés beaucoup plus coûteux, non réglementés et parfois même déficients. Cela n'est pas dû à une quelconque irrationalité : les gens sont incapables d'obtenir

aucun soin dans les établissements publics, qui souffrent d'un absentéisme chronique. Si un Indien se rendait dans un établissement public, non seulement il n'y trouverait aucune infirmière, mais il ne pourrait probablement même pas entrer dans le bâtiment, car les établissements de santé sont fermés la plupart du temps.

En 2006, Seva Mandir, en collaboration avec un groupe d'économistes, a conçu un programme d'incitation visant à encourager les infirmières à se présenter au travail dans le district d'Udaipur, au Rajasthan. L'idée était simple : Seva Mandir a introduit des pointeuses qui enregistraient la date et l'heure auxquelles les infirmières se présentaient à l'établissement. Les infirmières devaient pointer trois fois par jour afin de garantir qu'elles arrivaient à l'heure, restaient sur place et partaient à l'heure. Si un tel programme fonctionnait et améliorait la qualité et la quantité des soins de santé, cela illustrerait parfaitement la théorie selon laquelle il existe des solutions simples aux problèmes clés du développement.

En réalité, l'intervention a révélé quelque chose de très différent. Peu après la mise en œuvre du programme, le taux de présence des infirmières a fortement augmenté. Mais cela n'a été que de très courte durée. En un peu plus d'un an, l'administration sanitaire locale du district a délibérément sapé le système d'incitation mis en place par Seva Mandir. L'absentéisme est revenu à son niveau habituel, mais on a assisté à une forte augmentation des « jours d'exemption », ce qui signifie que les infirmières n'étaient pas réellement présentes, mais cela était officiellement sanctionné par l'administration sanitaire locale. On a également constaté une forte augmentation des « problèmes techniques », les pointeuses étant cassées. Mais Seva Mandir n'a pas pu les remplacer, car les ministres locaux de la santé ont refusé de coopérer.

Obliger les infirmières à pointer trois fois par jour ne semble pas être une idée très innovante. En effet, il s'agit d'une pratique courante dans l'ensemble du secteur, y compris en Inde, et les responsables de la santé ont certainement envisagé cette solution pour résoudre leurs problèmes. Il semble donc peu probable que l'ignorance d'un système d'incitation aussi simple ait empêché son utilisation. Ce qui s'est passé pendant le programme l'a simplement confirmé. Les responsables de la santé ont saboté le programme parce qu'ils étaient de mèche avec les infirmières et complices des problèmes d'absentéisme endémiques.

Ils ne voulaient pas d'un système d'incitation obligeant les infirmières à se présenter au travail ou réduisant leur salaire si elles ne le faisaient pas.

Cet épisode illustre à petite échelle la difficulté de mettre en œuvre des changements significatifs lorsque les institutions sont à l'origine des problèmes. Dans ce cas précis, ce ne sont pas des politiciens corrompus ou des entreprises puissantes qui ont sapé la réforme institutionnelle, mais plutôt l'administration sanitaire locale et les infirmières qui ont réussi à saboter le programme d'incitation mis en place par Seva Mandir et les économistes du développement. Cela suggère que bon nombre des défaillances du micro-marché qui semblent faciles à corriger peuvent être illusoires : la structure institutionnelle qui crée les défaillances du marché empêchera également la mise en œuvre d'interventions visant à améliorer les incitations au niveau microéconomique. Tenter de créer la prospérité sans s'attaquer à la cause profonde des problèmes — les institutions extractives et la politique qui les maintient en place — a peu de chances d'aboutir.

L'ÉCHEC DE L'AIDE ÉTRANGÈRE

À la suite des attentats perpétrés par Al-Qaïda le 11 septembre 2001, les forces dirigées par les États-Unis ont rapidement renversé le régime répressif des talibans en Afghanistan, qui hébergeait et refusait de livrer des membres clés d'Al-Qaïda. L'accord de Bonn de décembre 2001 entre les dirigeants des anciens moudjahidines afghans qui avaient coopéré avec les forces américaines et les membres clés de la diaspora afghane, dont Hamid Karzaï, a donné naissance à un plan pour l'établissement d'un régime démocratique. La première étape a été la grande assemblée nationale, la Loya Jirga, qui a élu Karzaï à la tête du gouvernement intérimaire. Les choses s'annonçaient bien pour l'Afghanistan. La majorité du peuple afghan aspirait à laisser les talibans derrière lui. La communauté internationale pensait que tout ce dont l'Afghanistan avait besoin à présent était une importante aide étrangère. Des représentants des Nations unies et de plusieurs grandes ONG se sont rapidement rendus dans la capitale, Kaboul.

Ce qui s'ensuivit n'aurait pas dû être une surprise, surtout compte tenu de l'échec de l'aide étrangère aux pays pauvres et aux États défaillants au cours des cinq dernières décennies. Surprise ou non, le rituel habituel s'est répété.

Des dizaines d'humanitaires et leurs entourages sont arrivés en ville à bord de leurs jets privés, des ONG de toutes sortes ont afflué pour poursuivre leurs propres objectifs, et des pourparlers de haut niveau ont commencé entre les gouvernements et les délégations de la communauté internationale. Des milliards de dollars affluaient désormais en Afghanistan. Mais seule une infime partie de cette somme a été utilisée pour construire des infrastructures, des écoles ou d'autres services publics essentiels au développement d'institutions inclusives ou même au rétablissement de l'ordre public. Alors qu'une grande partie des infrastructures restait en ruines, la première tranche de l'argent a été utilisée pour commander à une compagnie aérienne de transporter les fonctionnaires de l'ONU et d'autres responsables internationaux. Ils avaient ensuite besoin de chauffeurs et d'interprètes. Ils ont donc embauché les quelques fonctionnaires parlant anglais et les enseignants restants dans les écoles afghanes pour les conduire et les accompagner, en leur versant des salaires plusieurs fois supérieurs à ceux pratiqués en Afghanistan. Les quelques fonctionnaires qualifiés ayant été affectés à des tâches au service de la communauté internationale, les flux d'aide, au lieu de servir à construire des infrastructures en Afghanistan, ont commencé à saper l'État afghan qu'ils étaient censés renforcer.

Les villageois d'un district isolé de la vallée centrale de l'Afghanistan ont entendu à la radio une annonce concernant un nouveau programme de plusieurs millions de dollars visant à restaurer les habitations de leur région. Après un long moment, quelques poutres en bois, transportées par le cartel routier d'Ismail Khan, ancien chef de guerre célèbre et membre du gouvernement afghan, ont été livrées. Mais elles étaient trop grandes pour être utilisées dans le district, et les villageois les ont utilisées à la seule fin possible : comme bois de chauffage. Qu'est-il donc advenu des millions de dollars promis aux villageois ? Sur la somme promise, 20 % ont été prélevés pour couvrir les frais administratifs du siège de l'ONU à Genève. Le reste a été sous-traité à une ONG, qui a prélevé 20 % supplémentaires pour couvrir ses propres frais administratifs à Bruxelles, et ainsi de suite, pour trois autres niveaux, chaque partie prélevant environ 20 % de ce qui restait. Le peu d'argent qui est arrivé en Afghanistan a été utilisé pour acheter du bois dans l'ouest de l'Iran, et une grande partie a été versée au cartel de transport routier d'Ismail Khan pour couvrir les prix de transport gonflés. C'est un peu un miracle que ces poutres en bois surdimensionnées soient même arrivées au village.

Ce qui s'est passé dans la vallée centrale de l'Afghanistan n'est pas un incident isolé. De nombreuses études estiment que seulement 10 %, voire 20 % au maximum, de l'aide parvient à destination. Des dizaines d'enquêtes pour fraude sont en cours concernant des accusations de détournement de fonds d'aide par des responsables de l'ONU et des autorités locales. Mais la plupart des gaspillages résultant de l'aide étrangère ne sont pas dus à la fraude, mais simplement à l'incompétence ou, pire encore, au fonctionnement habituel des organisations humanitaires.

L'expérience afghane en matière d'aide humanitaire a en fait probablement été un succès relatif par rapport à d'autres. Au cours des cinq dernières décennies, des centaines de milliards de dollars ont été versés à des gouvernements du monde entier au titre de l'aide au « développement ». Une grande partie de cette aide a été gaspillée en frais généraux et en corruption, tout comme en Afghanistan. Pire encore, une grande partie a été versée à des dictateurs tels que Mobutu, qui dépendait de l'aide étrangère de ses protecteurs occidentaux à la fois pour acheter le soutien de ses clients afin de consolider son régime et pour s'enrichir personnellement. La situation était similaire dans la plupart des autres pays d'Afrique subsaharienne. L'aide humanitaire fournie pour apporter un soulagement temporaire en temps de crise, par exemple récemment en Haïti et au Pakistan, a certainement été plus utile, même si sa distribution a également été entachée de problèmes similaires.

Malgré ce bilan peu flatteur de l'aide au « développement », l'aide étrangère reste l'une des politiques les plus populaires recommandées par les gouvernements occidentaux, les organisations internationales telles que les Nations unies et les ONG de différents types pour lutter contre la pauvreté dans le monde. Et bien sûr, le cycle de l'échec de l'aide étrangère se répète encore et encore. L'idée selon laquelle les pays occidentaux riches devraient fournir d'importantes « aides au développement » afin de résoudre le problème de la pauvreté en Afrique subsaharienne, dans les Caraïbes, en Amérique centrale et en Asie du Sud repose sur une compréhension erronée des causes de la pauvreté. Des pays comme l'Afghanistan sont pauvres en raison de leurs institutions extractives, qui se traduisent par un manque de droits de propriété, d'ordre public ou de systèmes juridiques efficaces, et par la domination étouffante des élites nationales et, plus souvent, locales sur la vie politique et économique. Ces mêmes problèmes institutionnels font que l'aide étrangère sera inefficace, car elle sera pillée et aura peu de chances d'être acheminée là où elle est censée aller. Dans le pire des cas, elle favorisera

les régimes qui sont à l'origine même des problèmes de ces sociétés. Si une croissance économique durable dépend d'institutions inclusives, aider les régimes qui dirigent des institutions extractives ne peut pas être la solution. Cela ne signifie pas pour autant qu'il faille nier que, même au-delà de l'aide humanitaire, des programmes d'aide spécifiques qui construisent des écoles dans des régions où il n'y en avait pas auparavant et qui rémunèrent des enseignants qui, sans cela, ne seraient pas payés, ont des effets très positifs. Si une grande partie de l'aide qui a afflué à Kaboul n'a guère contribué à améliorer la vie des Afghans ordinaires, il y a également eu des succès notables dans la construction d'écoles, en particulier pour les filles, qui étaient totalement exclues de l'éducation sous le régime taliban et même avant.

Une solution, qui a récemment gagné en popularité, en partie parce qu'on reconnaît que les institutions ont un rôle à jouer dans la prospérité et même dans la fourniture de l'aide, consiste à rendre l'aide « conditionnelle ». Selon ce point de vue, la poursuite de l'aide étrangère devrait dépendre du respect de certaines conditions par les gouvernements bénéficiaires, par exemple la libéralisation des marchés ou la transition vers la démocratie. L'administration George W. Bush a fait un grand pas en avant dans cette direction en lançant les Millennium Challenge Accounts, qui subordonnent l'octroi futur de l'aide à des améliorations quantitatives dans plusieurs domaines du développement économique et politique. Mais l'efficacité de l'aide conditionnelle ne semble pas supérieure à celle de l'aide inconditionnelle. Les pays qui ne remplissent pas ces conditions reçoivent généralement autant d'aide que ceux qui les remplissent. La raison en est simple : ils ont davantage besoin d'aide, qu'elle soit humanitaire ou destinée au développement. Et, comme on pouvait s'y attendre, l'aide conditionnelle semble avoir peu d'effet sur les institutions d'un pays. Après tout, il aurait été assez surprenant que quelqu'un comme Siaka Stevens en Sierra Leone ou Mobutu au Congo se mette soudainement à démanteler les institutions extractives dont il dépendait juste pour obtenir un peu plus d'aide étrangère. Même en Afrique subsaharienne, où l'aide étrangère représente une part importante du budget total de nombreux gouvernements, et même après la mise en place des comptes du Millenium Challenge, qui ont renforcé les conditions d'octroi de l'aide, le montant supplémentaire d'aide étrangère qu'un dictateur peut obtenir en sapant son propre

son pouvoir est à la fois faible et ne vaut pas la peine de prendre le risque de compromettre sa domination sur le pays ou sa vie.

Mais tout cela ne signifie pas pour autant que l'aide étrangère, à l'exception de l'aide humanitaire, doive cesser. Mettre fin à l'aide étrangère est irréaliste et risquerait d'aggraver les souffrances humaines. C'est irréaliste parce que les citoyens de nombreux pays occidentaux éprouvent un sentiment de culpabilité et de malaise face aux catastrophes économiques et humanitaires qui frappent le monde, et l'aide étrangère leur donne l'impression que quelque chose est fait pour lutter contre ces problèmes. Même si ces mesures ne sont pas très efficaces, leur volonté d'agir perdurera, tout comme l'aide étrangère. L'énorme complexe des organisations internationales et des ONG continuera également à exiger et à mobiliser des ressources pour garantir le maintien du statu quo. De plus, il serait cruel de réduire l'aide accordée aux pays les plus démunis. Oui, une grande partie de cette aide est gaspillée. Mais si, sur chaque dollar versé à l'aide, dix cents parviennent aux personnes les plus pauvres du monde, cela représente dix cents de plus qu'auparavant pour soulager la pauvreté la plus abjecte, et c'est peut-être mieux que rien.

Il y a deux leçons importantes à tirer ici. Premièrement, l'aide étrangère n'est pas un moyen très efficace pour remédier à l'échec des nations dans le monde aujourd'hui. Loin de là. Les pays ont besoin d'institutions économiques et politiques inclusives pour sortir du cycle de la pauvreté. L'aide étrangère ne peut généralement pas faire grand-chose à cet égard, et certainement pas avec la manière dont elle est actuellement organisée. Il est important de reconnaître les causes profondes des inégalités et de la pauvreté dans le monde afin de ne pas placer nos espoirs dans de fausses promesses. Comme ces causes profondes résident dans les institutions, l'aide étrangère, dans le cadre des institutions existantes des pays bénéficiaires, ne contribuera guère à stimuler une croissance durable. Deuxièmement, étant donné que le développement d'institutions économiques et politiques inclusives est essentiel, il serait utile d'utiliser au moins en partie les flux d'aide étrangère existants pour faciliter ce développement. Comme nous l'avons vu, la conditionnalité n'est pas la solution, car elle exige des dirigeants en place qu'ils fassent des concessions. Il serait peut-être préférable de structurer l'aide étrangère de manière à ce que son utilisation et son administration permettent à des groupes et à des dirigeants autrement exclus du pouvoir de participer au processus décisionnel et de donner des moyens d'action à une large partie de la population.

Le 12 mai 1978 semblait être une journée comme les autres à l'usine de camions Scânia, située dans la ville de São Bernardo, dans l'État brésilien de São Paulo. Mais les ouvriers étaient agités. Les grèves étaient interdites au Brésil depuis 1964, date à laquelle les militaires avaient renversé le gouvernement démocratique du président João Goulart. Mais la nouvelle venait de tomber : le gouvernement avait manipulé les chiffres nationaux de l'inflation afin de sous-estimer la hausse du coût de la vie. À 7 heures du matin, au début de leur quart de travail, les ouvriers ont posé leurs outils. À 8 heures, Gilson Menezes, un organisateur syndical travaillant à l'usine, a appelé le syndicat. Le président du syndicat des métallurgistes de São Bernardo était un militant de trente-trois ans appelé Luiz Inácio Lula da Silva (« Lula »). À midi, Lula était à l'usine. Lorsque la direction lui a demandé de persuader les employés de reprendre le travail, il a refusé.

La grève de Scânia a été la première d'une vague de grèves qui a balayé le Brésil. À première vue, il s'agissait d'une question de salaires, mais comme Lula l'a fait remarquer plus tard,

> Je pense qu'on ne peut pas séparer les facteurs économiques et politiques... La lutte portait sur les salaires, mais en luttant pour les salaires, la classe ouvrière a remporté une victoire politique.

La résurgence du mouvement syndical brésilien n'était qu'une partie d'une réaction sociale beaucoup plus large à une quinzaine d'années de régime militaire. L'intellectuel de gauche Fernando Henrique Cardoso, qui, comme Lula, était destiné à devenir président du Brésil après le rétablissement de la démocratie, affirmait en 1973 que la démocratie serait instaurée au Brésil grâce à l'union des nombreux groupes sociaux qui s'opposaient aux militaires. Il affirmait que ce qu'il fallait, c'était une « réactivation de la société civile... les associations professionnelles, les syndicats, les églises, les organisations étudiantes, les groupes d'étude et les cercles de débat, les mouvements sociaux » - en d'autres termes, une large coalition ayant pour objectif de rétablir la démocratie et de changer la société brésilienne.

L'usine Scânia a annoncé la formation de cette coalition. À la fin de l'année 1978, Lula a lancé l'idée de créer un nouveau parti politique, le Parti des travailleurs. Cependant, ce parti ne devait pas être réservé aux seuls syndicalistes. Lula insistait pour qu'il s'agisse d'un parti ouvert à tous les salariés et aux pauvres en général. C'est là que les tentatives des dirigeants syndicaux pour organiser une plateforme politique ont commencé à se conjuguer avec les nombreux mouvements sociaux qui voyaient le jour. Le 18 août 1979, une réunion s'est tenue à São Paulo pour discuter de la formation du Parti des travailleurs, qui a rassemblé d'anciens politiciens de l'opposition, des dirigeants syndicaux, des étudiants, des intellectuels et des représentants d'une centaine de mouvements sociaux divers qui avaient commencé à s'organiser dans les années 1970 à travers le Brésil. Le Parti des travailleurs, lancé au restaurant São Judas Tadeo à São Bernardo en octobre 1979, allait représenter tous ces groupes divers.

Le parti a rapidement commencé à tirer profit de l'ouverture politique que l'armée organisait à contrecœur. Lors des élections locales de 1982, il a présenté des candidats pour la première fois et remporté deux élections municipales. Tout au long des années 1980, alors que la démocratie était progressivement rétablie au Brésil, le Parti des travailleurs a commencé à prendre le contrôle d'un nombre croissant de collectivités locales. En 1988, il contrôlait les gouvernements de trente-six municipalités, dont de grandes villes comme São Paulo et Porto Alegre. En 1989, lors des premières élections présidentielles libres depuis le coup d'État militaire, Lula a remporté 16 % des voix au premier tour en tant que candidat du parti. Au second tour, face à Fernando Collor, il a obtenu 44 % des voix.

En prenant le contrôle de nombreuses administrations locales, un processus qui s'est accéléré dans les années 1990, le Parti des travailleurs a commencé à nouer des relations symbiotiques avec de nombreux mouvements sociaux locaux. À Porto Alegre, la première administration du Parti des travailleurs après 1988 a introduit le « budget participatif », un mécanisme permettant aux citoyens ordinaires de participer à la définition des priorités de dépenses de la ville. Ce système, qui est devenu un modèle mondial en matière de responsabilité et de réactivité des collectivités locales, s'est accompagné d'énormes améliorations dans la prestation des services publics et la qualité de vie dans la ville. La structure de gouvernance efficace du parti au niveau local a permis une plus grande mobilisation politique et

succès au niveau national. Bien que Lula ait été battu par Fernando Henrique Cardoso lors des élections présidentielles de 1994 et 1998, il a été élu président du Brésil en 2002. Le Parti des travailleurs est au pouvoir depuis lors.

La formation d'une large coalition au Brésil, résultat du rassemblement de divers mouvements sociaux et syndicats, a eu un impact remarquable sur l'économie brésilienne. Depuis 1990, la croissance économique a été rapide, la proportion de la population vivant dans la pauvreté passant de 45 % à 30 % en 2006. Les inégalités, qui avaient rapidement augmenté sous le régime militaire, ont fortement diminué, en particulier après l'arrivée au pouvoir du Parti des travailleurs, et l'éducation a connu une expansion considérable, la durée moyenne de scolarisation de la population passant de six ans en 1995 à huit ans en 2006. Le Brésil fait désormais partie des pays du BRIC (Brésil, Russie, Inde et Chine), le premier pays d'Amérique latine à avoir réellement du poids dans les cercles diplomatiques internationaux.

L'ESSOR DU BRÉSIL depuis les années 1970 n'a pas été orchestré par des économistes d'institutions internationales qui auraient conseillé les décideurs politiques brésiliens sur la manière d'élaborer de meilleures politiques ou d'éviter les défaillances du marché. Il n'a pas été rendu possible par des injections d'aide étrangère. Il n'était pas le résultat naturel de la modernisation. Il s'agissait plutôt de la conséquence de divers groupes de personnes courageusement construire inclusives institutions. À terme, cela a conduit à des institutions économiques plus inclusives. Mais la transformation brésilienne, comme celle de l'Angleterre au XVIIe siècle, a commencé par la création d'institutions politiques inclusives. Mais comment la société peut-elle construire des institutions politiques inclusives ?

Comme nous l'avons vu, l'histoire regorge d'exemples de mouvements réformateurs qui ont succombé à la loi d'airain de l'oligarchie et ont remplacé un ensemble d'institutions extractives par d'autres encore plus pernicieuses. Nous avons vu que l'Angleterre en 1688, la France en 1789 et le Japon pendant la restauration Meiji de 1868 ont entamé le processus de création d'institutions politiques inclusives par une révolution politique. Mais ces révolutions politiques entraînent généralement beaucoup de destructions et

difficultés, et leur succès est loin d'être certain. La révolution bolchevique avait pour objectif déclaré de remplacer le système économique exploiteur de la Russie tsariste par un système plus juste et plus efficace qui apporterait liberté et prospérité à des millions de Russes. Hélas, le résultat fut tout autre, et des institutions beaucoup plus répressives et extractives remplacèrent celles du gouvernement renversé par les bolcheviks. Les expériences en Chine, à Cuba et au Vietnam furent similaires. De nombreuses réformes non communistes, imposées par le haut, n'ont pas donné de meilleurs résultats. Nasser s'était engagé à construire une société moderne et égalitaire en Égypte, mais cela n'a conduit qu'au régime corrompu de Hosni Moubarak, comme nous l'avons vu au chapitre 13. Robert Mugabe était considéré par beaucoup comme un combattant de la liberté qui avait renversé le régime raciste et très extractif de Ian Smith en Rhodésie. Mais les institutions du Zimbabwe ne sont pas devenues moins extractives, et ses performances économiques ont été encore pires qu'avant l'indépendance.

Ce qui est commun aux révolutions politiques qui ont réussi à ouvrir la voie à des institutions plus inclusives et aux changements institutionnels progressifs en Amérique du Nord, en Angleterre au XIXe siècle et au Botswana après l'indépendance — qui ont également conduit à un renforcement significatif des institutions politiques inclusives —, c'est qu'elles ont réussi à autonomiser une partie assez large de la société. Le pluralisme, pierre angulaire des institutions politiques inclusives, exige que le pouvoir politique soit largement réparti dans la société, ce qui, à partir d'institutions extractives qui confèrent le pouvoir à une élite restreinte, nécessite un processus d'autonomisation. C'est ce qui, comme nous l'avons souligné au chapitre 7, distingue la Glorieuse Révolution du renversement d'une élite par une autre. Dans le cas de la Glorieuse Révolution, les racines du pluralisme se trouvaient dans le renversement de Jacques II par une révolution politique menée par une large coalition composée de marchands, d'industriels, de gentilshommes et même de nombreux membres de l'aristocratie anglaise non alliés à la Couronne. Comme nous l'avons vu, la Glorieuse Révolution a été facilitée par la mobilisation et l'autonomisation préalables d'une large coalition et, plus important encore, elle a conduit à son tour à l'autonomisation d'un segment de la société encore plus large qu'auparavant, même si ce segment était clairement beaucoup moins large que l'ensemble de la société et que l'Angleterre allait

restèrent loin d'une véritable démocratie pendant plus de deux cents ans. Les facteurs qui conduisirent à l'émergence d'institutions inclusives dans les colonies nord-américaines étaient également similaires, comme nous l'avons vu dans le premier chapitre. Une fois encore, le chemin qui partit de Virginie, de Caroline, du Maryland et du Massachusetts et qui conduisit à la Déclaration d'indépendance et à la consolidation d'institutions politiques inclusives aux États-Unis fut celui de l'autonomisation de segments de plus en plus larges de la société.

La Révolution française est également un exemple d'autonomisation d'une partie plus large de la société, qui s'est soulevée contre *l'Ancien Régime* en France et a réussi à ouvrir la voie à un système politique plus pluraliste. Mais la Révolution française, en particulier l'intermède de la Terreur sous Robespierre, un régime répressif et meurtrier, illustre également que le processus d'autonomisation n'est pas sans écueils. En fin de compte, cependant, Robespierre et ses cadres jacobins ont été écartés, et l'héritage le plus important de la Révolution française n'a pas été la guillotine, mais les réformes de grande envergure que la révolution a mises en œuvre en France et dans d'autres parties de l'Europe.

Il existe de nombreux parallèles entre ces processus historiques d'autonomisation et ce qui s'est passé au Brésil à partir des années 1970. Bien que le Parti des travailleurs trouve ses racines dans le mouvement syndical, dès ses débuts, des dirigeants tels que Lula, ainsi que de nombreux intellectuels et politiciens de l'opposition qui ont apporté leur soutien au parti, ont cherché à en faire une large coalition. Ces impulsions ont commencé à fusionner avec les mouvements sociaux locaux dans tout le pays, à mesure que le parti prenait le contrôle des gouvernements locaux, encourageant la participation civique et provoquant une sorte de révolution dans la gouvernance à travers le pays. Au Brésil, contrairement à l'Angleterre au XVIIe siècle ou à la France au tournant du XVIIIe siècle, aucune révolution radicale n'a déclenché d'un seul coup le processus de transformation des institutions politiques. Mais le processus d'autonomisation qui a commencé dans les usines de São Bernardo a été efficace en partie parce qu'il s'est traduit par un changement politique fondamental au niveau national, par exemple la transition de la dictature militaire à la démocratie. Plus important encore, l'autonomisation au

Au Brésil, le niveau local a permis de garantir que la transition vers la démocratie s'accompagne d'une évolution vers des institutions politiques inclusives, ce qui a été un facteur clé dans l'émergence d'un gouvernement engagé dans la fourniture de services publics, l'expansion de l'éducation et la mise en place de conditions véritablement équitables. Comme nous l'avons vu, la démocratie ne garantit pas le pluralisme. Le contraste entre le développement d'institutions pluralistes au Brésil et l'expérience vénézuélienne est révélateur à cet égard. Le Venezuela a également connu une transition vers la démocratie après 1958, mais celle-ci s'est faite sans autonomisation de la base et n'a pas donné lieu à une répartition pluraliste du pouvoir politique. Au contraire, la corruption politique, les réseaux de clientélisme et les conflits ont persisté au Venezuela, ce qui explique en partie pourquoi, lorsque les électeurs se sont rendus aux urnes, ils étaient même prêts à soutenir des despotes potentiels tels qu'Hugo Chávez, probablement parce qu'ils pensaient qu'il était le seul à pouvoir tenir tête aux élites établies du Venezuela. En conséquence, le Venezuela continue de souffrir d'institutions extractives, tandis que le Brésil a brisé le moule.

QUE PEUT-ON FAIRE pour lancer ou simplement faciliter le processus d'autonomisation et, par conséquent, le développement d'institutions politiques inclusives ? La réponse honnête est bien sûr qu'il n'existe pas de recette pour mettre en place de telles institutions. Il existe naturellement certains facteurs évidents qui favoriseraient le processus d'autonomisation
. Parmi ceux-ci, on peut citer la présence de certains
un degré d'ordre centralisé afin que les mouvements sociaux qui remettent en cause les régimes existants ne sombrent pas immédiatement dans l'anarchie ; certaines institutions politiques préexistantes qui introduisent un minimum de pluralisme, telles que les institutions politiques traditionnelles au Botswana, afin que de larges coalitions puissent se former et perdurer ; et la présence d'institutions de la société civile capables de coordonner les revendications de la population afin que les mouvements d'opposition ne puissent être facilement écrasés par les élites actuelles ni se transformer inévitablement en un moyen pour un autre groupe de prendre le contrôle des institutions extractives existantes. Mais bon nombre de ces facteurs sont prédéterminés par l'histoire et ne changent que très lentement. Le cas de l' e brésilienne illustre comment les institutions de la société civile

et les organisations associées aux partis politiques peuvent être construites à partir de zéro, mais ce processus est lent et son succès dans différentes circonstances n'est pas bien compris.

Un autre acteur, ou ensemble d'acteurs, peut jouer un rôle transformateur dans le processus d'autonomisation : les médias. L'autonomisation de la société dans son ensemble est difficile à coordonner et à maintenir sans une information largement diffusée sur l'existence éventuelle d'abus économiques et politiques de la part des détenteurs du pouvoir. Nous avons vu au chapitre 11 le rôle des médias dans l'information du public et la coordination de ses revendications contre les forces qui sapent les institutions inclusives aux États-Unis. Les médias peuvent également jouer un rôle clé en canalisant l'autonomisation d'un large segment de la société vers des réformes politiques plus durables, comme l'illustre à nouveau notre discussion au chapitre 11, en particulier dans le contexte de la démocratisation britannique.

Les brochures et les livres qui informaient et galvanisaient les gens ont joué un rôle important pendant la Glorieuse Révolution en Angleterre, la Révolution française et la marche vers la démocratie dans la Grande-Bretagne du XIXe siècle. De même, les médias, en particulier les nouvelles formes basées sur les progrès des technologies de l'information et de la communication, telles que les blogs, les chats anonymes, Facebook et Twitter, ont joué un rôle central dans l'opposition iranienne contre l'élection frauduleuse d'Ahmadinejad en 2009 et la répression qui a suivi, et ils semblent jouer un rôle tout aussi central dans les manifestations du Printemps arabe qui se poursuivent au moment où ce manuscrit est achevé.

Les régimes autoritaires sont souvent conscients de l'importance d'une presse libre et font tout leur possible pour la combattre. Le régime d'Alberto Fujimori au Pérou en est un exemple extrême. Bien qu'initialement élu démocratiquement, Fujimori a rapidement instauré un régime dictatorial au Pérou, organisant un coup d'État alors qu'il était encore au pouvoir en 1992. Par la suite, bien que les élections se soient poursuivies, Fujimori a mis en place un régime corrompu et a gouverné par la répression et la corruption. Pour ce faire, il s'est fortement appuyé sur son bras droit, Valdimiro Montesinos, qui dirigeait les puissants services de renseignement nationaux péruviens. Montesinos était un homme organisé, il tenait donc des registres précis des sommes versées par l'administration à différentes personnes pour acheter leur loyauté, allant même jusqu'à filmer de nombreux actes de corruption. Il y avait une logique à cela. Au-delà du simple fait de

Grâce à ces preuves, les complices ont été enregistrés et considérés comme aussi coupables que Fujimori et Montesinos. Après la chute du régime, ces documents sont tombés entre les mains des journalistes et des autorités. Les montants indiqués révèlent l'importance des médias pour une dictature. Un juge de la Cour suprême valait entre 5 000 et 10 000 dollars par mois, et les politiciens du même parti ou de partis différents recevaient des montants similaires. Mais lorsqu'il s'agissait de journaux et de chaînes de télévision, les sommes se chiffraient en millions. Fujimori et Montesinos ont versé 9 millions de dollars à une occasion et plus de 10 millions à une autre pour contrôler les chaînes de télévision. Ils ont versé plus d'un million de dollars à un grand quotidien et entre
3 000 et 8 000 dollars par titre. Fujimori et Montesinos estimaient que contrôler les médias était bien plus important que contrôler les politiciens et les juges. L'un des hommes de main de Montesinos, le général Bello, l'a résumé ainsi dans l'une des vidéos : « Si nous ne contrôlons pas la télévision, nous ne faisons rien. »

Les institutions extractives actuelles en Chine dépendent également de manière cruciale du contrôle des médias par les autorités chinoises, qui, comme nous l'avons vu, est devenu effroyablement sophistiqué. Comme l'a résumé un commentateur chinois, « pour maintenir le leadership du Parti dans la réforme politique, trois principes doivent être respectés : le Parti contrôle les forces armées, le Parti contrôle les cadres et le Parti contrôle l'information ».

Mais bien sûr, la liberté des médias et les nouvelles technologies de communication ne peuvent aider que marginalement, en fournissant des informations et en coordonnant les revendications et les actions de ceux qui aspirent à des institutions plus inclusives. Leur aide ne se traduira par un changement significatif que lorsqu'une large partie de la société se mobilisera et s'organisera pour apporter un changement politique, non pas pour des raisons sectaires ou pour prendre le contrôle des institutions extractives, mais pour transformer ces dernières en institutions plus inclusives. Comme nous l'avons vu dans de nombreux cas, la mise en place d'un tel processus et l'ouverture de la voie à une plus grande autonomisation, et finalement à une réforme politique durable, dépendront de l'histoire

des institutions économiques et politiques, de nombreuses petites différences qui ont leur importance et du cheminement très contingent de l'histoire.

REMERCIEMENTS

CET OUVRAGE EST le fruit de quinze années de recherche collaborative, au cours desquelles nous avons accumulé une dette considérable sur les plans pratique et intellectuel. Notre plus grande dette va à notre collaborateur de longue date Simon Johnson, coauteur de nombreux articles scientifiques fondamentaux qui ont façonné notre compréhension du développement économique comparatif.

Nos autres coauteurs, avec lesquels nous avons collaboré sur des projets de recherche connexes, ont joué un rôle important dans l'élaboration de nos points de vue, et nous tenons à remercier tout particulièrement Philippe Aghion, Jean-Marie Baland, María Angélica Bautista, Davide Cantoni, Isaías Chaves, Jonathan Conning, Melissa Dell, Georgy Egorov, Leopoldo Fergusson, Camilo García-Jimeno, Tarek Hassan, Sebastián Mazzuca, Jeffrey Nugent, Neil Parsons, Steve Pincus, Pablo Querubín, Rafael Santos, Konstantin Sonin, Davide Ticchi, Ragnar Torvik, Juan Fernando Vargas,Thierry Verdier, Andrea Vindigni, Alex Wolitzky, Pierre Yared et Fabrizio Zilibotti. De nombreuses autres personnes ont joué un rôle très important en nous encourageant, en nous stimulant et en nous critiquant au fil des ans. Nous tenons tout particulièrement à remercier Lee Alston, Abhijit Banerjee, Robert Bates, Timothy Besley, John Coatsworth, Jared Diamond, Richard Easterlin, Stanley Engerman, Peter Evans, Jeff Frieden, Peter Gourevitch, Stephen Haber, Mark Harrison, Elhanan Helpman, Peter Lindert, Karl Ove Moene, Dani Rodrik et Barry Weingast.

Deux personnes ont joué un rôle particulièrement important dans la formation de nos opinions et l'encouragement de nos recherches, et nous aimerions profiter de cette occasion pour leur exprimer notre dette intellectuelle et notre sincère gratitude : Joel Mokyr et Ken Sokoloff, qui est malheureusement décédé avant la rédaction de cet ouvrage. Ken nous manque beaucoup à tous les deux.

Nous sommes également très reconnaissants envers les chercheurs qui ont participé à une conférence que nous avons organisée en février 2010 sur une première version du manuscrit de notre livre à l'Institute for Quantitative Social Science de Harvard. Nous tenons tout particulièrement à remercier les coorganisateurs, Jim Alt et Ken Shepsle, ainsi que les participants à la conférence : Robert Allen, Abhijit Banerjee, Robert Bates, Stanley Engerman, Claudia Goldin, Elhanan Helpman, Joel Mokyr, Ian Morris, Şevket Pamuk, Steve Pincus et Peter Temin. Nous sommes également reconnaissants à Melissa Dell, Jesús Fernández-Villaverde, Sándor László, Suresh Naidu, Roger Owen, Dan Trefler, Michael Walton et Noam Yuchtman, qui nous ont fait part de leurs nombreux commentaires lors de la conférence et à de nombreuses autres occasions.

Nous remercions également Charles Mann, Leandro Prados de la Escosura et David Webster pour leurs conseils avisés.

Pendant une grande partie du processus de recherche et de rédaction de cet ouvrage, nous étions tous deux membres du programme Institutions, organisations et croissance de l'Institut canadien de recherches avancées (ICRA). Nous avons présenté à plusieurs reprises les résultats de nos recherches dans le cadre de réunions de l'ICRA et avons énormément bénéficié du soutien de cette merveilleuse organisation et des chercheurs qu'elle rassemble.

Nous avons également reçu les commentaires de centaines de personnes lors de divers séminaires et conférences sur le contenu de cet ouvrage, et nous nous excusons de ne pas avoir correctement attribué toutes les suggestions, idées ou réflexions issues de ces présentations et discussions.

Nous sommes également très reconnaissants à María Angélica Bautista, Melissa Dell et Leander Heldring pour leur aide précieuse dans le cadre de ce projet.

Enfin, nous avons eu la chance extraordinaire de pouvoir compter sur John Mahaney, un éditeur formidable, perspicace et extrêmement encourageant. Les commentaires et suggestions de John ont considérablement amélioré notre ouvrage, et son soutien et son enthousiasme pour le projet ont rendu cette dernière année et demie beaucoup plus agréable et moins éprouvante qu'elle n'aurait pu l'être.

ESSAI BIBLIOGRAPHIQUE ET SOURCES

PRÉFACE

Mohamed ElBaradei sur peuvent être retrouvées sur twitter.com/#!/ElBaradei.

Les citations de Mosaab El Shami et Noha Hamed sont tirées de Yahoo! news, 6 février 2011, à l'adresse news.yahoo.com/s/yblog_exclusive/20110206/ts_yblog_exclusive/egyptian-voices-from-tahrir-square.

Pour les douze revendications immédiates publiées sur le blog de Wael Khalil, voir alethonews.wordpress.com/2011/02/27/egypt-reviewing-the-demands/.

Reda Metwaly est cité sur Al Jazeera, le 1er février 2011, sur english.aljazeera.net/news/middleeast/2011/02/2011212597913527.html.

Rock (1992), chap. 1, propose une bonne analyse de l'exploration espagnole du Rio de La Plata. Concernant la découverte et la colonisation des Guaranis, voir Ganson (2003). Les citations de de Sahagún sont tirées de de Sahagún (1975), pp. 47-49. Gibson (1963) est une référence fondamentale sur la conquête espagnole du Mexique et les institutions qu'elle a mises en place. Les citations de de las Casas sont tirées de de las Casas (1992), pp. 39, 117-118 et 107, respectivement.

Sur Pizarro au Pérou, voir Hemming (1983). Les chapitres 1 à 6 couvrent la rencontre à Cajamarca, la marche vers le sud et la prise de la capitale inca, Cuzco. Voir Hemming (1983), chap. 20, sur de Toledo. Bakewell (1984) donne un aperçu du fonctionnement de la *mita* de Potosí, et Dell (2010) fournit des données statistiques qui montrent comment elle a eu des effets persistants au fil du temps.

La citation d'Arthur Young est tirée de Sheridan (1973), p. 8. Il existe de nombreux ouvrages intéressants qui décrivent les débuts de l'histoire de Jamestown, par exemple Price (2003) et Kupperman (2007). Notre traitement est fortement influencé par Morgan (1975) et Galenson (1996). La citation d'Anas Todkill est tirée de la p. 38 de Todkill (1885). Les citations de John Smith sont tirées de Price (2003),
p. 77 (« Victuals… »), p. 93 (« If your king… ») et p. 96 (« When you send… »). La Charte du Maryland, les Constitutions fondamentales de Caroline et d'autres constitutions coloniales ont été mises en ligne par le projet Avalon de l'université de Yale, à l'adresseavalon.law.yale.edu/17th_century .

Bakewell (2009), chap. 14, traite de l'indépendance du Mexique et de la constitution. Voir Stevens (1991) et Knight (2011) sur l'instabilité politique et les présidents après l'indépendance. Coatsworth (1978) est l'ouvrage fondateur sur les preuves du déclin économique du Mexique après l'indépendance. Haber (2010) présente une comparaison entre le développement du secteur bancaire au Mexique et aux États-Unis. Sokoloff (1988) et Sokoloff et Khan (1990) fournissent des preuves sur le contexte social des innovateurs américains qui ont déposé des brevets

des brevets. Voir Israel (2000) pour une biographie de Thomas Edison. Haber, Maurer et Razo (2003) proposent une interprétation de l'économie politique du régime de Porfirio Díaz qui s'inscrit tout à fait dans l'esprit de notre discussion. Haber, Klein, Maurer et Middlebrook (2008) prolongent cette analyse de l'économie politique du Mexique jusqu'au XXe siècle. Sur la répartition différentielle des terres frontalières en Amérique du Nord et en Amérique latine, voir Nugent et Robinson (2010) et García-Jimeno et Robinson (2011). Hu-DeHart (1984) traite de la déportation du peuple Yaqui au chapitre 6. Sur la fortune de Carlos Slim et la manière dont elle a été constituée, voir Relea (2007) et Martinez (2002).

Notre interprétation du développement économique comparatif des Amériques s'appuie sur nos propres recherches antérieures avec Simon Johnson, en particulier Acemoglu, Johnson et Robinson (2001, 2002), et a également été fortement influencée par Coatsworth (1978, 2008) et Engerman et Sokoloff (1997).

Les opinions de Jared Diamond sur les inégalités mondiales sont exposées dans son ouvrage *Guns, Germs and Steel* (1997). Sachs (2006) présente sa propre version du déterminisme géographique. Les opinions sur la culture sont largement répandues dans la littérature universitaire, mais n'ont jamais été rassemblées dans un seul ouvrage. Weber (2002) a soutenu que c'était la Réforme protestante qui expliquait pourquoi l'Europe avait connu la révolution industrielle. Landes (1999) a proposé que les Européens du Nord aient développé un ensemble unique d'attitudes culturelles qui les ont amenés à travailler dur, à épargner et à innover. Harrison et Huntington, éd. (2000), affirment avec force l'importance de la culture dans le développement économique comparé. L'idée qu'il existe une sorte de culture britannique supérieure ou un ensemble d'institutions britanniques supérieures est largement répandue et utilisée pour expliquer l'exceptionnalisme américain (Fisher, 1989) ainsi que les modèles de développement comparé de manière plus générale (La Porta, Lopez-de-Silanes et Shleifer, 2008). Les travaux de Banfield (1958) et Putnam, Leonardi et Nanetti (1994) sont des interprétations culturelles très influentes de la manière dont un aspect de la culture, ou « capital social » comme ils l'appellent, rend le sud de l'Italie pauvre. Pour une étude sur la manière dont les économistes utilisent les notions de culture, voir Guiso, Sapienza et Zingales (2006). Tabellini (2010) examine la corrélation entre le degré de confiance mutuelle en Europe occidentale et le niveau de revenu annuel par habitant. Nunn et Wantchekon (2010) montrent comment le manque de confiance et de capital social en Afrique est corrélé à l'intensité historique de la traite des esclaves.

L'histoire pertinente du Kongo est présentée dans Hilton (1985) et Thornton (1983). Concernant le retard historique de la technologie africaine, voir les travaux de Goody (1971), Law (1980) et Austen et Headrick (1983).

La définition de l'économie proposée par Robbins est tirée de Robbins (1935), p. 16.

La citation d'Abba Lerner est tirée de Lerner (1972), p. 259. L'idée que l'ignorance explique le développement comparatif est implicite dans la plupart des analyses économiques du développement économique et de la réforme des politiques : par exemple, Williamson (1990) ; Perkins, Radelet et Lindauer (2006) ; et Aghion et Howitt (2009). Une version récente et convaincante de ce point de vue est développée dans Banerjee et Duflo (2011).

Acemoglu, Johnson et Robinson (2001, 2002) fournissent une analyse statistique du rôle relatif des institutions, de la géographie et de la culture, montrant que les institutions dominent les deux autres types d'explications pour rendre compte des différences de revenu par habitant aujourd'hui.

La reconstitution de la rencontre entre Hwang Pyŏng-Wŏn et son frère est tirée de l'interview de Hwang réalisée par James A. Foley et transcrite dans Foley (2003), pp. 197-203.

La notion d'institutions extractives provient d'Acemoglu, Johnson et Robinson (2001). La terminologie des institutions inclusives nous a été suggérée par Tim Besley. La terminologie des perdants économiques et la distinction entre ceux-ci et les perdants politiques proviennent d'Acemoglu et Robinson (2000b). Les données sur la Barbade proviennent de Dunn (1969). Notre analyse de l'économie soviétique s'appuie sur Nove (1992) et Davies (1998). Allen (2003) propose une interprétation alternative et plus positive de l'histoire économique soviétique.

La littérature en sciences sociales regorge de recherches liées à notre théorie et à notre argumentation. Voir Acemoglu, Johnson et Robinson (2005b) pour un aperçu de cette littérature et de notre contribution à celle-ci. La vision institutionnelle du développement comparatif s'appuie sur un certain nombre d'ouvrages importants. Les travaux de North sont particulièrement remarquables ; voir North et Thomas (1973), North (1982), North et Weingast (1989) et North, Wallis et Weingast (2009). Olson (1984) a également fourni une analyse très influente de l'économie politique de la croissance économique. Mokyr (1990) est un ouvrage fondamental qui établit un lien entre les perdants économiques et les changements technologiques comparatifs dans l'histoire mondiale. La notion de perdants économiques est très répandue en sciences sociales pour expliquer pourquoi les institutions et les politiques efficaces ne se concrétisent pas. Notre interprétation, qui s'appuie sur Robinson (1998) et Acemoglu et Robinson (2000b, 2006b), diffère en soulignant l'idée que le principal obstacle à l'émergence d'institutions inclusives est la crainte des élites de perdre leur pouvoir politique. Jones (2003) fournit une histoire comparative riche mettant l'accent sur des thèmes similaires, et les travaux importants d'Engerman et Sokoloff (1997) sur les Amériques soulignent également ces idées. Une économie politique novatrice

L'interprétation du sous-développement africain a été développée par Bates (1981, 1983, 1989), dont les travaux ont fortement influencé les nôtres. Les études fondatrices de Dalton (1965) et Killick (1978) soulignent le rôle de la politique dans le développement africain et en particulier la manière dont la crainte de perdre le pouvoir politique influence la politique économique. La notion de perdants politiques était auparavant implicite dans d'autres travaux théoriques en économie politique, par exemple ceux de Besley et Coate (1998) et de Bourguignon et Verdier (2000). Le rôle de la centralisation politique et des institutions étatiques dans le développement a été particulièrement mis en avant par les sociologues historiques qui ont suivi les travaux de Max Weber. Les travaux de Mann (1986, 1993), Migdal (1988) et Evans (1995) sont particulièrement remarquables. En Afrique, les travaux sur le lien entre l'État et le développement sont mis en avant par Herbst (2000) et Bates (2001). Les économistes ont récemment commencé à contribuer à cette littérature, par exemple Acemoglu (2005) et Besley et Persson (2011). Enfin, Johnson (1982), Haggard (1990), Wade (1990) et Amsden (1992) ont souligné que c'était l'économie politique particulière des pays d'Asie de l'Est qui leur avait permis de connaître un tel succès économique. Finley (1965) a avancé un argument novateur selon lequel l'esclavage était responsable du manque de dynamisme technologique dans le monde classique.

L'idée selon laquelle la croissance sous des institutions extractives est possible mais susceptible de s'essouffler est soulignée dans Acemoglu (2008).

Benedictow (2004) fournit un aperçu définitif de la peste noire, bien que ses estimations du nombre de victimes soient controversées. Les citations de Boccace et de Ralph de Shrewsbury sont reproduites à partir de Horrox (1994). Hatcher (2008) fournit un compte rendu convaincant de l'anticipation et de l'arrivée de la peste en Angleterre. Le texte du Statut des ouvriers est disponible en ligne sur l' projet Avalon Project, à l'adresse avalon.law.yale.edu/medieval/statlab.asp

Les travaux fondamentaux sur l'impact de la peste noire sur la divergence entre l'Europe orientale et occidentale sont ceux de North et Thomas (1973) et surtout Brenner (1976), dont l'analyse de la manière dont la répartition initiale du pouvoir politique a influé sur les conséquences de la peste a profondément influencé notre réflexion. Voir DuPlessis (1997) sur le second servage en Europe orientale. Conning (2010) et Acemoglu et Wolitzky (2011) développent des formalisation de la thèse de Brenner. La citation de James Watt est tirée de Robinson (1964), pp. 223-24.

Dans Acemoglu, Johnson et Robinson (2005a), nous avons présenté pour la première fois l'argument selon lequel c'est l'interaction entre le commerce atlantique et les différences institutionnelles initiales qui a conduit à la divergence des institutions anglaises et, finalement, à la révolution industrielle. La notion de loi d'airain de l'oligarchie est due à Michels (1962). La notion de tournant critique a été développée pour la première fois par Lipset et Rokkan (1967).

Concernant le rôle des institutions dans le développement à long terme de l'Empire ottoman, les recherches d'Owen (1981), Owen et Pamuk (1999) et Pamuk (2006) sont fondamentales.

Concernant la mission de Steffens en Russie et ses propos à Baruch, voir Steffens (1931), chap. 18, pp. 790-802. Pour le nombre de personnes qui sont mortes de faim dans les années 1930, nous utilisons les chiffres de Davies et Wheatcroft (2004). Pour les chiffres du recensement de 1937, voir Wheatcroft et Davies (1994a, 1994b). La nature de l'innovation dans l'économie soviétique est étudiée dans Berliner (1976). Notre analyse du fonctionnement réel du stalinisme, et en particulier de la planification économique, s'appuie sur Gregory et Harrison (2005). Pour savoir comment les auteurs de manuels d'économie américains se sont constamment trompés sur la croissance économique soviétique, voir Levy et Peart (2009).

Notre traitement et notre interprétation des Lele et des Bushong s'appuient sur les recherches de Douglas (1962, 1963) et Vansina (1978).

Sur le concept du « long été », voir Fagan (2003). Une introduction accessible aux Natoufiens et aux sites archéologiques que nous mentionnons se trouve dans Mithen (2006) et Barker (2006). L'ouvrage fondateur sur Abu Hureyra est celui de Moore, Hillman et Legge (2000), qui documente l'apparition de la sédentarité et des innovations institutionnelles avant l'agriculture. Voir Smith (1998) pour un aperçu général des preuves indiquant que la vie sédentaire a précédé l'agriculture, et voir Bar-Yosef et Belfer-Cohen (1992) pour le cas des Natoufiens. Notre approche de la révolution néolithique s'inspire de Sahlins (1972), qui contient également l'anecdote sur les Yir Yoront.

Notre discussion sur l'histoire des Mayas suit Martin et Grube (2000) et Webster (2002). La reconstruction de l'histoire démographique de Copán provient de Webster, Freter et Gonlin (2000). Le nombre de monuments datés provient de Sidrys et Berger (1979).

L'analyse du cas vénitien s'inspire de Puga et Trefler (2010) et des chapitres 8 et 9 de Lane (1973).

Les informations sur Rome figurent dans tous les ouvrages d'histoire classiques. Notre interprétation des institutions économiques romaines s'inspire de Finlay (1999) et Bang (2008). Notre compte rendu du déclin romain suit Ward-Perkins (2006) et Goldsworthy (2009). Concernant les changements institutionnels à la fin de l'Empire romain, voir Jones (1964). Les anecdotes sur Tibère et Hadrien proviennent de Finley (1999).

Les preuves issues des épaves ont été utilisées pour la première fois par Hopkins (1980). Voir De Callataǿ (2005) et Jongman (2007) pour un aperçu de ce sujet et du projet Greenland Ice Core Project.

Les tablettes de Vindolanda sont disponibles en ligne à l'adressevindolanda.csad.ox.ac.uk/ . La citation que nous utilisons provient du TVII Pub. n° : 343.

L'analyse des facteurs qui ont conduit au déclin de la Bretagne romaine s'appuie sur Cleary (1989), chap. 4 ; Faulkner (2000), chap. 7 ;
Dark (1994), chap. 2.

Concernant Aksoum, voir Munro-Hay (1991). L'ouvrage fondateur sur le féodalisme européen et ses origines est celui de Bloch (1961) ; voir Crummey (2000) sur le féodalisme éthiopien. Phillipson (1998) établit une comparaison entre l'effondrement d'Aksoum et celui de l'Empire romain.

L'histoire de la machine de Lee et de sa rencontre avec la reine Elizabeth I est disponible à l'adressecalverton.homestead.com/willlee.html .

Allen (2009b) présente les données sur les salaires réels en utilisant l'édit de Dioclétien sur les prix maximums.

Notre argumentation sur les causes de la révolution industrielle est fortement influencée par les arguments avancés par North et Thomas (1973), North et Weingast (1989), Brenner (1993), Pincus (2009) et Pincus et Robinson (2010). Ces chercheurs se sont eux-mêmes inspirés des interprétations marxistes antérieures du changement institutionnel britannique et de l'émergence du capitalisme ; voir Dobb

(1963) et Hill (1961, 1980). Voir également la thèse de Tawney (1941) sur la manière dont le projet de construction de l'État mené par Henri VIII a modifié la structure sociale anglaise.

Le texte de la Magna Carta est disponible en ligne sur le site Avalon Project, à l'adresseavalon.law.yale.edu/medieval/magframe.asp .

Elton (1953) est l'ouvrage fondateur sur le développement des institutions étatiques sous Henri VIII, et Neale (1971) établit un lien entre celles-ci et l'évolution du Parlement.

Concernant la révolte paysanne, voir Hilton (2003). La citation de Hill sur les monopoles est tirée de Hill (1961), p. 25. Concernant la période de « règne personnel » de Charles Ier, nous suivons Sharp (1992). Nos données sur la manière dont différents groupes et régions se sont rangés du côté du Parlement ou contre celui-ci proviennent de Brunton et Pennington (1954), Hill (1961) et Stone (2001). Pincus (2009) est une référence fondamentale sur la Glorieuse Révolution et aborde de nombreux changements spécifiques dans les politiques et les institutions économiques, par exemple l'abrogation de la taxe sur les foyers et la création de la Banque d'Angleterre. Voir également Pincus et Robinson (2010). Pettigrew (2007, 2009) examine l'attaque contre les monopoles, y compris la Royal African Company, et nos données sur les pétitions proviennent de ses articles. Knights (2010) souligne l'importance politique des pétitions. Nos informations sur la Hoare's Bank proviennent de Temin et Voth (2008).

Nos informations sur le superviseur Cowperthwaite et la bureaucratie fiscale proviennent de Brewer (1988).

Notre aperçu de l'histoire économique de la révolution industrielle s'appuie sur Mantoux (1961), Daunton (1995), Allen (2009a) et Mokyr (1990, 2009), qui fournissent des détails sur les inventeurs et les inventions célèbres dont nous parlons. L'histoire de la famille Baldwyn est tirée de Bogart et Richardson (2009, 2011), qui soulignent le lien entre la Glorieuse Révolution, la réorganisation des droits de propriété et la construction de routes et de canaux. Concernant les Calicoe Acts et les Manchester Acts, voir O'Brien, Gri ths et Hunt (1991), qui est la source des citations tirées de la législation. Concernant la domination des nouveaux venus dans l'industrie, voir Daunton (1995), chap. 7, et Crouzet (1985).

Notre explication des raisons pour lesquelles les changements institutionnels majeurs ont d'abord eu lieu en Angleterre s'appuie sur Acemoglu, Johnson et Robinson (2005a) et Brenner (1976). Les données sur le nombre de marchands indépendants et leurs préférences politiques proviennent de Zahedieh (2010).

Concernant l'opposition à l'imprimerie dans l'Empire ottoman, voir Savage-Smith (2003), pp. 656-659. Les connaissances historiques comparatives proviennent d'Easterlin (1981).

Notre analyse des institutions politiques espagnoles s'appuie sur Thompson (1994a, 1994b). Pour des preuves du déclin économique de l'Espagne au cours de cette période, voir Nogal et Prados de la Escosura (2007).

Notre analyse des obstacles au développement économique en Autriche-Hongrie s'appuie sur Blum (1943), Freudenberger (1967) et Gross (1973). La citation de Marie-Thérèse est tirée de Freudenberger, p. 495. Toutes les autres citations du comte Hartig et de François Ier sont tirées de Blum. La réponse de François aux délégués du Tyrol est tirée de Jászi (1929), pp. 80-81. Le commentaire de Friedrich von Gentz à Robert Owen est également tiré de Jászi (1929), p. 80. L'expérience des Rothschild en Autriche est abordée au chapitre 2 de Corti (1928).

Notre analyse de la Russie suit celle de Gerschenkron (1970). La citation de Kropotkine est tirée de la page 60 de l'édition 2009 de son ouvrage. La conversation entre Nicolas et Mikhaïl est tirée de Saunders (1992), p. 117. La citation de Kankrin sur les chemins de fer se trouve dans Owen (1991), pp. 15-16.

Le discours de Nicolas aux industriels est reproduit dans Pintner (1967), p. 100.

La citation de A. A. Zakrevskii est tirée de Pintner (1967), p. 235.

Au sujet de l'amiral Zheng, voir Dreyer (2007). L'histoire économique de la Chine moderne est traitée par Myers et Wang (2002). La citation de T'ang Chen est tirée de Myers et Wang, pp. 564-565. Voir Zewde (2002) pour un aperçu de l'histoire éthiopienne pertinente. Les données sur le caractère historiquement extractif de l'Éthiopie proviennent de Pankhurst (1961), tout comme toutes les citations que nous reproduisons ici.

Notre description des institutions et de l'histoire somaliennes s'inspire de Lewis (1961, 2002). Le *heer* de Hassan Ugaas est reproduit à la page 177

de Lewis (1961) ; notre description d'une querelle provient du chapitre 8 de Lewis (1961), où il rapporte de nombreux autres exemples. Concernant le royaume de Taqali et l'écriture, voir Ewald (1988).

Notre analyse de la prise de contrôle d'Ambon et de Banda par la Compagnie néerlandaise des Indes orientales et de l'effet négatif de cette dernière sur le développement de l'Asie du Sud-Est s'inspire de Hanna (1978) et en particulier de Reid (1993), chap. 5. Les citations de Reid sur Tomé Pires sont tirées de la p. 271 ; le facteur néerlandais à Maguindanao, p. 299 ; le sultan de Maguindanao, pp. 299-300. Les données sur l'impact de la Compagnie néerlandaise des Indes orientales sur le prix des épices proviennent de O'Rourke et Williamson (2002).

Lovejoy (2000) offre un aperçu complet de l'esclavage dans la société africaine et de l'impact de la traite négrière. Lovejoy, p. 47, tableau 31, présente les estimations consensuelles de l'ampleur de la traite négrière. Nunn (2008) a fourni les premières estimations quantitatives de l'impact de la traite négrière sur les institutions économiques africaines et la croissance économique. Les données sur les importations d'armes à feu et de poudre à canon proviennent d'Inikori (1977). Le témoignage de Francis Moore est tiré de Lovejoy (2000), pp. 89-90. Law (1977) est une étude fondamentale sur l'expansion de l'État d'Oyo. Les estimations de l'impact de la traite négrière sur la population en Afrique sont tirées de Manning (1990). Lovejoy (2000), chap. 8, les essais de Law (1995) et l'important ouvrage d'Austin (2005) constituent la base de notre discussion sur l'analyse de la période du « commerce légitime ». Les données sur la proportion d'Africains qui étaient esclaves en Afrique proviennent de Lovejoy (2000), par exemple
p. 192, tableau 9.2.

Les données sur la main-d'œuvre au Liberia proviennent de Clower, Dalton, Harwitz et Walters (1966).

Le concept d'économie duale a été développé par Lewis (1954). Fergusson (2010) développe un modèle mathématique de l'économie duale. L'idée selon laquelle ce concept serait une création du colonialisme a été proposée pour la première fois dans le recueil d'essais fondateur édité par Palmer et Parsons (1977). Notre analyse de l'Afrique du Sud s'appuie sur Bundy (1979) et Feinstein (2005).

Le missionnaire morave est cité dans Bundy (1979), p. 46, et John Hemming est cité dans Bundy, p. 72. La propagation de la propriété foncière dans le Griqualand Est est tirée de Bundy, p. 89 ; les exploits de Stephen Sonjica sont tirés de Bundy, p. 94 ; la citation de Matthew Blyth est tirée de la p. 97 ; et la citation d'un observateur européen à Fingoland en 1884 est tirée de Bundy, pp. 100-101. George Albu est cité dans Feinstein (2005), p. 63 ; le secrétaire aux affaires indigènes est cité d'après Feinstein, p. 45 ; et Verwoerd est cité d'après Feinstein, p. 159. Les données sur les salaires réels des mineurs d'or africains proviennent de la p. 66 de Wilson (1972). G. Findlay est cité dans Bundy (1979), p. 242.

L'idée selon laquelle le développement des pays riches occidentaux est le reflet du sous-développement du reste du monde a été initialement développée par Wallertsein (1974-2011), bien qu'il mette l'accent sur des mécanismes très différents des nôtres.

CHAPITRE 10 : LA DIFFUSION DE LA PROSPÉRITÉ

Ce chapitre s'appuie largement sur nos recherches précédentes avec Simon Johnson et Davide Cantoni : Acemoglu, Johnson et Robinson (2002) et Acemoglu, Cantoni, Johnson et Robinson (2010, 2011).

Notre analyse du développement des premières institutions en Australie s'appuie sur les travaux fondateurs de Hirst (1983, 1988, 2003) et Neal (1991). Le manuscrit original du bref délivré au juge Collins est disponible (grâce à la faculté de droit de l'université Macquarie en Australie) à l'adresse www.law.mq.edu.au/scnsw/html/Cable%20v%20Sinclair,%201788.htm.

La description que fait Macarthur des partisans de Wentworth est tirée de Melbourne (1963), pp. 131-132.

Notre analyse des origines des Rothschild s'appuie sur Ferguson (1998) ; la remarque de Mayer Rothschild à son fils est reproduite à partir de Ferguson, p. 76.

Notre analyse de l'impact des Français sur les institutions européennes s'inspire des travaux d'Acemoglu, Cantoni, Johnson et Robinson (2010, 2011) et des références qui y sont citées. Voir Doyle (2002) pour un aperçu général de la Révolution française. Les informations sur les redevances féodales à Nassau-Usingen sont tirées de Lenger (2004), p. 96. Ogilivie (2011) donne un aperçu de l'impact historique des guildes sur le développement européen.

Pour une analyse de la vie d'Ōkubo Toshimichi, voir Iwata (1964). Le plan en huit points de Sakamoto Ryūma est reproduit à partir de Jansen (2000), p. 310.

Notre analyse de la Black Act s'appuie sur Thompson (1975). Le rapport de Baptist Nunn du 27 juin est tiré de Thompson (1975), pp. 65-66. Les autres citations sont tirées de la section de Thompson consacrée à l'État de droit, pp. 258-269, qui mérite d'être lue dans son intégralité.

Notre approche de la démocratisation en Angleterre s'appuie sur Acemoglu et Robinson (2000a, 2001 et 2006a). Le discours d'Earl Grey est cité dans Evans (1996), p. 223. Le commentaire de Stephens sur la démocratie est tiré de Briggs (1959), p. 34. La citation de Thompson est tirée de Thompson (1975), p. 269.

Le texte intégral de la Charte du peuple se trouve dans Cole et Filson (1951) et surweb.bham.ac.uk/1848/document/peoplech.htm .

La citation de Burke est tirée de Burke (1790/1969), p. 152.

Lindert (2004, 2009) est un ouvrage fondateur sur la coévolution de la démocratie et des politiques publiques au cours des deux derniers siècles.

Keyssar (2009) est une introduction fondamentale à l'évolution des droits politiques aux États-Unis. Vanderbilt est cité dans Josephson (1934), p. 15. Le texte du discours de Roosevelt est disponible surwww.theodore-roosevelt.com/sotu1.html .

La citation de Woodrow Wilson est tirée de Wilson (1913), p. 286.

Le texte du discours radiophonique du président Roosevelt est disponible à l'adresse suivante :miller-center.org/scripps/archive/speeches/detail/3309 .

Les données relatives à la durée relative du mandat des juges de la Cour suprême en Argentine et aux États-Unis sont présentées dans Iaryczower, Spiller et Tommasi (2002). Helmke (2004) retrace l'histoire du court packing en Argentine et cite le juge Carlos Fayt.

CHAPITRE 12 : LE CERCLE VICIEUX

Ce chapitre s'appuie largement sur nos recherches théoriques et empiriques sur la persistance institutionnelle, en particulier Acemoglu, Johnson et Robinson (2005b) et Acemoglu et Robinson (2008a). Heath (1972) et Kelley et Klein (1980) ont fait une application novatrice de la loi d'airain de l'oligarchie à la révolution bolivienne de 1952.

La citation tirée des documents parlementaires britanniques est reproduite à la page 15 de House of Commons (1904). L'histoire politique des débuts de la Sierra Leone après son indépendance est bien racontée dans Cartwright (1970). Bien que les interprétations divergent quant aux raisons pour lesquelles Siaka Stevens a fait démanteler la ligne de chemin de fer, la plus saillante est qu'il l'a fait pour isoler le Mendeland. À cet égard, nous suivons Abraham et Sesay (1993), p. 120 ; Richards (1996), pp. 42-43 ; et Davies (2007), pp. 684-85. Reno (1995,
2003) sont les meilleures analyses du régime de Stevens. Les données sur les offices de commercialisation agricole proviennent de Davies (2007). Concernant le meurtre de Sam Bangura par défenestration, voir Reno (1995), pp. 137-41. Jackson (2004), p. 63, et Keen (2005), p. 17, discutent des acronymes ISU et SSD.

Bates (1981) est l'analyse fondatrice de la manière dont les offices de commercialisation ont détruit la productivité agricole en Afrique après l'indépendance. Voir Goldstein et Udry (2009) sur la manière dont les relations politiques avec les chefs déterminent les droits de propriété foncière au Ghana.

Sur la relation entre les politiciens de 1993 et les conquistadors, voir Dosal (1995), chap. 1, et Casaús Arzú (2007). Notre analyse des politiques du Consulado de Comercio s'inspire de Woodward (1966). La citation du président Barrios est tirée de McCreery (1994), pp. 187-188. Notre analyse du régime de Jorge Ubico s'inspire de Grieb (1979).

Notre analyse du sous-développement du sud des États-Unis s'appuie sur Acemoglu et Robinson (2008b). Voir Wright (1978) sur le développement de l'économie esclavagiste avant la guerre civile, et Bateman et Weiss (1981) sur le manque d'industrie. Fogel et Engerman (1974)

donnent une interprétation différente et controversée. Wright (1986) et Ransom et Sutch (2001) donnent un aperçu de l'ampleur des changements réels survenus dans l'économie du Sud après 1865. Le député George Washington Julian est cité dans Wiener (1978), p. 6. Le même ouvrage contient une analyse de la persistance de l'élite foncière sudiste après la guerre civile. Naidu (2009) examine l'impact de l'introduction des taxes électorales et des tests d'alphabétisation dans les années 1890 dans les États du Sud. La citation de W.E.B. Du Bois est tirée de son ouvrage Du Bois (1903), p. 88. L'article 256 de la constitution de l'Alabama est disponible à l'adresse www.legislature.state.al.us/CodeOfAlabama/Constitution/1901/CA-245806.htm.

Alston et Ferrie (1999) examinent comment les politiciens sudistes ont bloqué la législation fédérale qu'ils estimaient susceptible de perturber l'économie du Sud. Woodward (1955) donne un aperçu fondateur de la création de Jim Crow.

Halliday et Molyneux (1981) fournissent un aperçu de la révolution éthiopienne. Concernant les coussins de l'empereur, voir Kapuściński (1983). Les citations de Dawit Wolde Giorgis sont tirées de Dawit Wolde Giorgis (1989), pp. 49 et 48, respectivement.

Pour le reportage de la BBC sur le succès de Mugabe à la loterie, y compris la déclaration publique de Zimbank, voirnews.bbc.co.uk/2/hi/africa/621895.stm .

Notre traitement de la création du régime blanc en Rhodésie suit Palmer (1977) et Alexander (2006). Meredith (2007) fournit un bon aperçu de la politique zimbabwéenne plus récente.

Notre compte rendu de la guerre civile en Sierra Leone s'appuie sur Richards (1996), la Commission vérité et réconciliation (2004) et Keen (2005). L'analyse publiée dans un journal de la capitale Freetown en 1995 est tirée de Keen (2005), p. 34. Le texte du document « Footpaths to Democracy » (Les chemins vers la démocratie) du RUF est disponible à l'adresse www.sierra-leone.org/AFRC-RUF/footpaths.html.

La citation de l'adolescent de Geoma est tirée de Keen (2005), p. 42.

Notre analyse des paramilitaires colombiens s'appuie sur les travaux d'Acemoglu, Robinson et Santos (2010) et de Chaves et Robinson (2010), qui s'inspirent largement des travaux approfondis menés par des chercheurs colombiens, notamment Romero (2003), les essais publiés dans Romero (2007) et López (2010). León (2009) est un accessible et équilibré de la nature des conflits contemporains en Colombie. Le site Web géré par l'hebdomadaire *Semana*,www.verdadabierta.com/ , est également fondamental. Tous les citations proviennent de Acemoglu, Robinson et Santos (2010). Le contrat entre Martín Llanos et les maires de Casanare est disponible en espagnol sur www.verdadabierta.com/victimarios/los-jefes/714-perfil-hector-german-buitrago-alias-martin-llanos.

Les origines et les conséquences du Corralito sont bien présentées dans une série d'articles publiés dans le magazine *The Economist*, disponibles à l'adressewww.economist.com/search/apachesolr_search/corralito .

Sur le rôle de l'intérieur dans le développement de l'Argentine, voir Sawers (1996).

Hassig et Oh (2009) fournissent un excellent et précieux compte rendu de la vie en Corée du Nord. Le chapitre 2 traite du mode de vie luxueux des dirigeants, et les chapitres 3 et 4, des réalités économiques auxquelles la plupart des gens sont confrontés. Le reportage de la BBC sur la réforme monétaire est disponible à l'adressenews.bbc.co.uk/2/hi/8500017.stm . Sur le palais des plaisirs et la consommation de brandy, voir le chapitre 12 de Post (2004).

Notre discussion sur le travail des enfants et leur utilisation pour la récolte du coton en Ouzbékistan suit Kandiyoti (2008), disponible à l'adresse www.soas.ac.uk/cccac/events/cotton-sector-in-central-asia-2005/file49842.pdf. La citation de Gulnaz se trouve à la page 20 de Kandiyoti. Concernant le soulèvement d'Andijan, voir International Crisis Group (2005). La description de l'élection de Joseph Staline en Union soviétique est tirée de Denny (1937).

Notre analyse du « capitalisme de copinage » en Égypte s'inspire de Sfakianakis (2004).

Notre analyse du Botswana s'inspire des travaux d'Acemoglu, Johnson et Robinson (2003), Robinson et Parsons (2006) et Leith (2005). Schapera (1970) et Parsons, Henderson et Tlou (1995) sont des ouvrages fondamentaux. Le haut-commissaire Rey est cité dans Acemoglu, Johnson et Robinson (2003), p. 96. La discussion sur la visite des trois chefs en Angleterre suit Parsons (1998), et toutes les citations relatives à ce sujet proviennent de son livre : Chamberlain, pp. 206-7 ; Fairfield, p. 209 ; et Rhodes, p. 223. Schapera est cité dans Schapera (1940), p. 72. La citation de Quett Masire est tirée de Masire (2006), p. 43. Sur la composition ethnique des tribus tswana, voir Schapera (1952).

Notre analyse des changements survenus dans le sud des États-Unis s'inspire de celle d'Acemoglu et Robinson (2008b). Concernant l'exode rural dans le sud des États-Unis, voir Wright (1999) ; concernant la mécanisation de la récolte du coton, voir Heinicke (1994). « FRDUM FOOF SPETGH » est cité d'après Mickey (2008), p. 50. Le discours de Thurmond de 1948 est tiré dewww.slate.com/id/2075151/ , où vous pouvez également écouter l'enregistrement audio. Sur James Meredith et Oxford, Mississippi, voir Doyle (2001). Voir Wright (1999) sur l'impact de la législation sur les droits civiques sur le vote des Noirs dans le Sud.

Sur la nature et la politique de la transition politique en Chine après la mort de Mao, voir Harding (1987) et MacFarquhar et Schoenhals (2008). La citation de Deng sur le chat est tirée de Harding, p. 58. Le premier point de la Révolution culturelle est tiré de Schoenhals (1996), p. 33 ; Mao sur Hitler est tiré de MacFarquhar et Schoenhals, p. 102 ; Hua sur les « deux quoi que ce soit » est tiré de Harding, p. 56.

Pour l'histoire de Dai Guofang, voir McGregor (2010), pp. 219-26. L'histoire des téléphones rouges est également tirée de McGregor, chap. 1. Concernant le contrôle du parti sur les médias, voir Pan (2008), chap. 9, et McGregor (2010), pp. 64-69 et 235-62. Les citations sur l'attitude du parti envers les entrepreneurs sont tirées de McGregor (2010), pp. 200-201 et 223. Pour les commentaires de Wen Jiabao sur les réformes politiques en Chine, voir www.guardian.co.uk/world/2010/aug/29/wen-jiabao-china-reform.

L'hypothèse de la modernisation est clairement formulée dans Lipset (1959). Les arguments qui la réfutent sont examinés en détail dans Acemoglu, Johnson, Robinson et Yared (2008, 2009). La citation de George H. W. Bush est tirée denews.bbc.co.uk/2/hi/business/752224.stm .

Notre analyse des activités des ONG et de l'aide étrangère en Afghanistan après décembre 2001 s'appuie sur Ghani et Lockhart (2008). Voir également Reinikka et Svensson (2004) et Easterly (2006) sur les problèmes liés à l'aide étrangère.

Notre analyse des problèmes liés à la réforme macroéconomique et à l'inflation au Zimbabwe s'inspire de Acemoglu, Johnson, Robinson et Querubín (2008). L'analyse du Seva Mandir s'inspire de Banerjee, Duflo et Glennerster (2008).

La formation du Parti des travailleurs au Brésil est traitée dans Keck (1992) ; pour la grève chez Scânia, voir le chapitre 4. La citation de Cardoso est tirée de Keck, pp. 44-45 ; la citation de Lula se trouve dans Keck, p. 65.

La discussion sur les efforts déployés par Fujimori et Montesinos pour contrôler les médias est tirée de McMillan et Zoido (2004), et la citation sur le contrôle exercé par le Parti communiste chinois est tirée de McGregor (2010),
p. 69.

SOURCES DES CARTES

Carte 1 : L'empire inca et le réseau routier sont adaptés de John V. Murra (1984), « Andean Societies before 1532 », dans Leslie Bethell, éd., *The Cambridge History of Latin America*, vol. 1 (New York : Cambridge University Press). La carte de la zone de captage *de la mita* est tirée de Melissa Dell (2010), « The Persistent Effects of Peru's Mining *Mita* », *Econometrica* 78:6, 1863-1903.

Carte 2 : dessinée à partir des données de Miriam Bruhn et Francisco Gallego (2010), « The Good, the Bad, and the Ugly: Do They Matter for Economic Development? », à paraître dans la *Review of Economics and Statistics*.

Carte 3 : réalisée à partir des données des Indicateurs du développement mondial (2008), Banque mondiale.

Carte 4 : Carte des porcs sauvages adaptée de W. L. R. Oliver, I. L. Brisbin, Jr. et S. Takahashi (1993), « The Eurasian Wild Pig (Sus *scrofa*) », dans W. L. R. Oliver, éd., *Pigs, Peccaries, and Hippos: Status Survey and Action Plan* (Gland, Suisse : UICN), pp. 112–21. Bovins sauvages adaptés de la carte des aurochs tirée de Cis van Vuure (2005), *Retracing the Aurochs* (Sofia : Pensoft Publishers), p. 41.

Carte 5 : Adaptée de Daniel Zohary et Maria Hopf (2001), *The Domestication of Plants in the Old World*, 3e édition (New York : Oxford University Press), carte du blé 4, p. 56 ; carte de l'orge 5, p. 55. Carte de la distribution du riz adaptée de Te-Tzu Chang (1976), « The Origin, Evolution, Cultivation, Dissemination, and Diversification of Asian and African Rices », *Euphytica* 25, 425–41, figure 2, p. 433.

Carte 6 : Le royaume Kuba est basé sur Jan Vansina (1978), *The Children of Woot* (Madison : University of Wisconsin Press), carte 2, p. 8. Le Kongo est basé sur Jan Vansina (1995), « Equatorial Africa Before the Nineteenth Century », dans Philip Curtin, Steven Feierman, Leonard Thompson et Jan Vansina, *African History: From Earliest Times to Independence* (New York : Longman), carte 8.4, p. 228.

Carte 7 : dessinée à partir des données du système Operational Linescan System (DMSP-OLS) du programme Defense Meteorological Satellite Program, qui fournit des images de la Terre la nuit prises entre 20 h et 21 h 30 heure locale depuis une altitude de 830 km (http://www.ngdc.noaa.gov/dmsp/sensors/ols.html).

Carte 8 : Élaborée à partir des données fournies par Jerome Blum (1998), *The End of the Old Order in Rural Europe* (Princeton : Princeton University Press). Carte 9 : Adaptée des cartes fournies par Colin Martin et Geoffrey Parker (1988), *The Spanish Armada* (Londres : Hamilton), pp. i–ii, 243.

Carte 10 : Adaptée de Simon Martin et Nikolai Gribe (2000), *Chronicle of the Maya Kings and Queens: Deciphering the Dynasties of the Ancient Maya* (Londres : Thames and Hudson), p. 21.

Carte 11 : Carte adaptée de Mark A. Kishlansky, Patrick Geary et Patricia O'Brien (1991), *Civilization in the West* (New York : HarperCollins Publishers), p. 151.

Carte 12 : Familles claniques somaliennes, d'après Ioan M. Lewis (2002), *A Modern History of Somalia* (Oxford : James Currey), carte intitulée « Répartition ethnique et clanique en Somalie en 2002 » ; carte d'Aksoum adaptée de Kevin Shillington (1995), *History of Africa*, 2e édition (New York : St. Martin's Press), carte 5.4, p. 69.

Carte 13 : J. R. Walton (1998), « Changing Patterns of Trade and Interaction Since 1500 », dans R. A. Butlin et R. A. Dodgshon, éd., *An Historical Geography of Europe* (Oxford : Oxford University Press), figure 15.2, p. 326.

Carte 14 : Adaptée de Anthony Reid (1988), *Southeast Asia in the Age of Commerce, 1450–1680: Volume 1, The Land Below the Winds* (New Haven : Yale University Press), carte 2, p. 9.

Carte 15 : D'après les données tirées de Nathan Nunn (2008), « The Long Term Effects of Africa's Slave Trades », *Quarterly Journal of Economics* 123, n° 1, 139-76.

Carte 16 : Cartes basées sur les cartes suivantes : pour l'Afrique du Sud, A. J. Christopher (2001), *The Atlas of Changing South Africa* (Londres : Routledge), figure 1.19, p. 31 ; pour le Zimbabwe, Robin Palmer (1977), *Land and Racial Domination in Rhodesia* (Berkeley : University of California Press), carte 5, p. 245.

Carte 17 : Adaptée d'Alexander Grab (2003), *Napoleon and the Transformation of Europe* (Londres : Palgrave Macmillan), carte 1, p. 17 ; carte 2, p. 91.

Carte 18 : dessinée à partir des données du recensement américain de 1840, téléchargeables sur le site National Historical Geographic Information

: http://www.nhgis.org/.

Carte 19 : Dessinée à partir des données du recensement américain de 1880, téléchargeables sur le National Historical Geographic Information System : http://www.nhgis.org/.

Carte 20 : Daron Acemoglu, James A. Robinson et Rafael J. Santos (2010), « The monopole de violence : Preuves de Colombie », disponible à l'adresse http://scholar.harvard.edu/jrobinson/files/jr_formationofstate.pdf.

RÉFÉRENCES

Abraham, Arthur, et Habib Sesay (1993). « Regional Politics and Social Service Provision Since Independence ». Dans C. Magbaily Fyle, éd. *The State and the Provision of Social Services in Sierra Leone Since Independence, 1961–1991*. Oxford, Royaume-Uni : Codesaria.

Acemoglu, Daron (2005). « Politics and Economics in Weak and Strong States » (Politique et économie dans les États faibles et forts). *Journal of Monetary Economics* 52 : 1199-226.

——(2008). « Oligarchic Versus Democratic Societies » (Sociétés oligarchiques contre sociétés démocratiques). *Journal of European Economic Association* 6 : 1-44.

Acemoglu, Daron, Davide Cantoni, Simon Johnson et James A. Robinson (2010). « De l'Ancien Régime au capitalisme : la propagation de la Révolution française comme expérience naturelle ». Dans Jared Diamond et James A. Robinson, éd. *Expériences naturelles dans l'histoire*. Cambridge, Mass. : Harvard University Press.

——(2011). « Conséquences d'une réforme radicale : la Révolution française ». *American Economic Review*, à paraître.

Acemoglu, Daron, Simon Johnson et James A. Robinson (2001). « The Colonial Origins of Comparative Development: An Empirical Investigation » (Les origines coloniales du développement comparatif : une étude empirique). *American Economic Review* 91 : 1369-1401.

——(2002). « Reversal of Fortune: Geography and Institutions in the Making of the Modern World Income Distribution. » *Quarterly*

Journal of Economics 118 : 1231-94.

——**(2003)**. « An African Success Story: Botswana. » Dans Dani Rodrik, éd. *In Search of Prosperity: Analytic Narratives on Economic Growth*. Princeton, N.J. : Princeton University Press.

——**(2005a)**. « Rise of Europe: Atlantic Trade, Institutional Change and Economic Growth ». *American Economic Review* 95 : 546-79.

——**(2005b)**. « Les institutions comme cause fondamentale de la croissance à long terme ». Dans Philippe Aghion et Steven Durlauf, éd. *Handbook of Economic Growth*. Amsterdam : North-Holland.

Acemoglu, Daron, Simon Johnson, James A. Robinson et Pablo Querubín (2008). « When Does Policy Reform Work? The Case of Central Bank Independence » (Quand les réformes politiques fonctionnent-elles ? Le cas de l'indépendance des banques centrales). *Brookings Papers in Economic Activity*, 351-418.

Acemoglu, Daron, Simon Johnson, James A. Robinson et Pierre Yared (2008). « Revenu et démocratie ». *American Economic Review* 98 : 808-42.

——**(2009)**. « Réévaluation de l'hypothèse de la modernisation ». *Journal of Monetary Economics* 56 : 1043-58.

Acemoglu, Daron et James A. Robinson (2000a). « Pourquoi l'Occident a-t-il étendu le droit de vote ? Croissance, inégalités et démocratie dans une perspective historique ». *Quarterly Journal of Economics* 115 : 1167-99.

——**(2000b)**. « Political Losers as Barriers to Economic Development » (Les perdants politiques, obstacles au développement économique). *American Economic Review* 90 : 126-130.

——**(2001)**. « A Theory of Political Transitions » (Une théorie des transitions politiques). *American Economic Review* 91 : 938-963.

——**(2006a)**. *Economic Origins of Dictatorship and Democracy*. New York : Cambridge University Press.

——**(2006b)**. « Economic Backwardness in Political Perspective » (Le retard économique dans une perspective politique).
American Political Science Review 100 : 115-31.

——**(2008a)**. « Persistence du pouvoir, Élites et institutions. » *American Economic Review* 98 : 267-93.

——**(2008b)**. « La persistance et le changement des institutions dans les Amériques ». *Southern Economic Journal* 75 : 282-99.

Acemoglu, Daron, James A. Robinson et Rafael Santos (2010). « Le monopole de la violence : preuves tirées de la Colombie ». Non publié.

Acemoglu, Daron, et Alex Wolitzky (2010). « The Economics of Labor Coercion » (L'économie de la coercition au travail). *Econometric*, 79 : 555-600.

Aghion, Philippe, et Peter Howitt (2009). *The Economics of Growth*. Cambridge, Mass. : MIT Press.

Alexander, Jocelyn (2006). *The Unsettled Land: State-making and the Politics of Land in Zimbabwe, 1893–2003*. Oxford, Royaume-Uni : James

Currey.

Allen, Robert C. (2003). *De la ferme à l'usine : une réinterprétation de la révolution industrielle soviétique*. Princeton, New Jersey : Princeton University Press.

——(2009a). *The British Industrial Revolution in Global Perspective*. New York : Cambridge University Press.

——(2009b). « How Prosperous Were the Romans? Evidence from Diocletian's Price Edict (301 AD) » (Quelle était la prospérité des Romains ? Preuves tirées de l'édit sur les prix de Dioclétien (301 après J.-C.)). Dans Alan Bowman et Andrew Wilson, éd. *Quantifying the Roman Economy: Methods and Problems* (Quantifier l'économie romaine : méthodes et *problèmes*). Oxford, Royaume-Uni : Oxford University Press.

Alston, Lee J. et Joseph P. Ferrie (1999). *Le paternalisme sudiste et l'essor de l'État providence américain : économie, politique et institutions dans le Sud*. New York : Cambridge University Press.

Amsden, Alice H. (1992). *Asia's Next Giant*, New York : Oxford Universty Press.

Austen, Ralph A., et Daniel Headrick (1983). « The Role of Technology in the African Past ». *African Studies Review* 26 : 163-84.

Austin, Gareth (2005). *Travail, terre et capital au Ghana : de l'esclavage au travail libre à Ashanti, 1807-1956*. Rochester, N.Y. : University of Rochester Press.

Bakewell, Peter J. (1984). *Miners of the Red Mountain: Indian Labor in Potosí, 1545–1650*. Albuquerque : University of New Mexico Press.

—— **(2009)**. *A History of Latin America to 1825*. Hoboken, N.J. : Wiley-Blackwell.

Banerjee, Abhijit V., et Esther Duflo (2011). *Économie des pauvres : une nouvelle approche radicale de la lutte contre la pauvreté dans le monde*. New York : Public Affairs.

Banerjee, Abhijit V., Esther Duflo et Rachel Glennerster (2008). « Putting a Band-Aid on a Corpse: Incentives for Nurses in the Indian Public Health Care System ». *Journal of the European Economic Association* 7 : 487-500.

Banfield, Edward C. (1958). *The Moral Basis of a Backward Society*. Glencoe, N.Y. : Free Press.

Bang, Peter (2008). *The Roman Bazaar*. New York : Cambridge University Press.

Barker, Graeme (2006). *La révolution agricole dans la préhistoire : pourquoi les chasseurs-cueilleurs sont-ils devenus agriculteurs ?* New York : Oxford University Press.

Bar-Yosef, Ofer, et Avner Belfer-Cohen (1992). « De la cueillette à l'agriculture dans le Levant méditerranéen ». Dans A. B. Gebauer et T. D. Price, éd. *Transitions vers l'agriculture dans la préhistoire*. Madison, Wisconsin : Prehistory Press.

Bateman, Fred, et Thomas Weiss (1981). *Une pénurie déplorable : l'échec de l'industrialisation dans l'économie esclavagiste*. Chapel Hill : University of North Carolina Press.

Bates, Robert H. (1981). *Markets and States in Tropical Africa*. Berkeley : University of California Press.

——(1983). *Essais sur l'économie politique de l'Afrique rurale*. New York : Cambridge University Press.

——(1989). *Au-delà du miracle du marché*. New York : Cambridge University Press.

——(2001). *Prosperité et violence : l'économie politique du développement*. New York : W.W. Norton.

Benedictow, Ole J. (2004). *La peste noire, 1346-1353 : l'histoire complète*. Rochester, N.Y. : Boydell Press.

Berliner, Joseph S. (1976). *The Innovation Decision in Soviet Industry*. Cambridge, Mass. : Harvard University Press.

Besley, Timothy, et Stephen Coate (1998). « Sources of Ine ciency in a Representative Democracy: A Dynamic Analysis. » *American Economic Review* 88 : 139–56.

Besley, Timothy, et Torsten Persson (2011). *Pillars of Prosperity: The Political Economics of Development Clusters*. Princeton, N.J. : Princeton University Press.

Bloch, Marc L. B. (1961). *Feudal Society*. 2 volumes. Chicago : University of Chicago Press.

Blum, Jerome (1943). « Transportation and Industry in Austria, 1815–1848 ». *The Journal of Modern History* 15 : 24–38.

Bogart, Dan, et Gary Richardson (2009). « Making Property Productive: Reorganizing Rights to Real and Equitable Estates in Britain, 1660 to 1830 » (Rendre la propriété productive : réorganisation des droits sur les biens immobiliers et les biens équitables en Grande-Bretagne, de 1660 à 1830). *European Review of Economic History* 13 : 3-
30.

——(2011). « Did the Glorious Revolution Contribute to the Transport Revolution? Evidence from Investment in Roads and Rivers. » *Economic History Review*. À paraître.

Bourguignon, François, et Thierry Verdier (1990). « Oligarchy, Democracy, Inequality and Growth » (Oligarchie, démocratie, inégalités et croissance). *Journal of Development Economics* 62 : 285-313.

Brenner, Robert (1976). « Agrarian Class Structure and Economic Development in Preindustrial Europe ». *Past and Present* 70 : 30-75.

——(1993). *Marchands et révolution*. Princeton, N.J. : Princeton University Press.

Brenner, Robert, et Christopher Isett (2002). « England's Divergence from China's Yangzi Delta: Property Relations, Microeconomics, and Patterns of Development » (La divergence entre l'Angleterre et le delta du Yangzi en Chine : relations de propriété, microéconomie et modèles de développement). *Journal of Asian Studies* 61 : 609-62.

Brewer, John (1988). *Les nerfs du pouvoir : la guerre, l'argent et l'État anglais, 1688-1773*. Cambridge, Mass. : Harvard University Press.

Briggs, Asa (1959). *Chartist Studies*. Londres : Macmillan.

Brunton, D., et D. H. Pennignton (1954). *Members of the Long Parliament*. Londres : George Allen and Unwin.

Bundy, Colin (1979). *The Rise and Fall of the South African Peasantry*. Berkeley : University of California Press.

Burke, Edmund (1790/1969). *Réflexions sur la Révolution en France*. Baltimore, Md. : Penguin Books.

Cartwright, John R. (1970). *La politique en Sierra Leone 1947-1967*. Toronto : University of Toronto Press.

Casaús Arzú, Marta (2007). *Guatemala : Linaje y Racismo*. 3e éd., rev. et ampliada. Guatemala City : F&G Editores.

Chaves, Isaías, et James A. Robinson (2010). « Political Consequences of Civil Wars ». Non publié.

Cleary, A. S. Esmonde (1989). *The Ending of Roman Britain*. Londres : B.T. Batsford Ltd.

Clower, Robert W., George H. Dalton, Mitchell Harwitz et Alan Walters (1966). *Growth Without Development; an Economic Survey of Liberia*. Evanston : Northwestern University Press.

Coatsworth, John H. (1974). « Railroads, Landholding and Agrarian Protest in the Early Porfiriato » *(Chemins de fer, propriété foncière et protestations agraires au début du Porfiriato*). *Hispanic American Historical Review* 54 : 48-71.

——**(1978)**. « Obstacles à la croissance économique au Mexique au XIXe siècle ». *American Historical Review* 83 : 80-100.

——**(2008)**. « Inequality, Institutions and Economic Growth in Latin America ». *Journal of Latin American Studies* 40 : 545-69.

Cole, G.D.H., et A. W. Filson, éd. (1951). *British Working Class Movements: Select Documents 1789–1875*. Londres : Macmillan.

Conning, Jonathan (2010). « On the Causes of Slavery or Serfdom and the Roads to Agrarian Capitalism: Domar's Hypothesis Revisited ». Non publié, Département d'économie, Hunter College, CUNY.

Corti, Egon Caeser (1928). *The Reign of the House of Rothschild*. New York : Cosmopolitan Book Corporation.

Crouzet, François (1985). *Les premiers industriels : le problème des origines*. New York : Cambridge University Press.

Crummey, Donald E. (2000). *La terre et la société dans le royaume chrétien d'Éthiopie : du XIIIe au XXe siècle*. Urbana : University of Illinois Press.

Dalton, George H. (1965). « History, Politics and Economic Development in Liberia ». *Journal of Economic History* 25 : 569-91.

Dark, K. R. (1994). *De la civitas au royaume : la continuité politique britannique de 300 à 800*. Leicester, Royaume-Uni : Leicester University Press.

Daunton, Martin J. (1995). *Progrès et pauvreté : une histoire économique et sociale de la Grande-Bretagne, 1700-1850*. Oxford, Royaume-Uni : Oxford University Press.

Davies, Robert W. (1998). *Le développement économique soviétique de Lénine à Khrouchtchev*. New York : Cambridge University Press.

Davies, Robert W. et Stephen G. Wheatcroft (2004). *Les années de famine : l'agriculture soviétique, 1931-1933*. New York : Palgrave Macmillan.

Davies, Victor A. B. (2007). « Sierra Leone's Economic Growth Performance, 1961–2000 ». Dans Benno J. Ndulu et al., éd. *The Political Economy of Growth in Africa, 1960–2000*. Vol. 2. New York : Cambridge University Press.

Dawit Wolde Giorgis (1989). *Red Teas: War, Famine and Revolution in Ethiopia*. Trenton, N.J. : Red Sea Press.

De Callataǿ, François (2005). « L'économie gréco-romaine à très long terme : plomb, cuivre et épaves ». *Journal of Roman Archaeology* 18 : 361-72.

de las Casas, Bartolomé (1992). *A Short Account of the Destruction of the Indies*. New York : Penguin Books.

Dell, Melissa (2010). « Les effets persistants de l'exploitation minière au Pérou
Mita ». *Econometrica* 78 : 1863-903.

Denny, Harold (1937). « Staline remporte les élections avec 1005 voix ». *New York Times*, 14 décembre 1937, p. 11.

de Sahagún, Bernardino (1975). *Codex florentin : Histoire générale des choses de la Nouvelle-Espagne. Livre 12 : La conquête du Mexique*. Santa Fe, N.M. : School of American Research.

Diamond, Jared (1997). *Guns, Germs and Steel*. New York : W.W. Norton and Co.

Dobb, Maurice (1963). *Études sur le développement du capitalisme*. Édition révisée. New York : International Publishers.

Dosal, Paul J. (1995). *Le pouvoir en transition : l'ascension de l'oligarchie industrielle du Guatemala, 1871-1994*. Westport, Connecticut : Praeger.

Douglas, Mary (1962). « Lele Economy Compared to the Bushong ». Dans Paul Bohannan et George Dalton, éd. *Markets in Africa*. Evanston, Illinois : Northwestern University Press.

——(1963). *Les Lele du Kasaï*. Londres : Oxford University Press.

Doyle, William (2001). *Une insurrection américaine : la bataille d'Oxford, Mississippi*. New York : Doubleday.

——(2002). *The Oxford History of the French Revolution*. 2e éd. New York : Oxford University Press.

Dreyer, Edward L. (2007). *Zheng He : la Chine et les océans au début de la dynastie Ming, 1405-1433*. New York : Pearson Longman.

Du Bois, W.E.B. (1903). *The Souls of Black Folk*. New York : A.C. McClurg & Company.

Dunn, Richard S. (1969). « The Barbados Census of 1680: Profile of the Richest Colony in English America ». *William and Mary Quarterly* 26 : 3-30.

DuPlessis, Robert S. (1997). *Transitions vers le capitalisme dans l'Europe moderne*. New York : Cambridge University Press.

Easterly, William (2006). *Le fardeau de l'homme blanc : pourquoi les efforts de l'Occident pour aider le reste du monde ont fait tant de mal et si peu de bien*. New York : Oxford University Press.

Elton, Geoffrey R. (1953). *La révolution Tudor dans le gouvernement*. New York : Cambridge University Press.

Engerman, Stanley L. (2007). *Esclavage, émancipation et liberté : perspectives comparatives*. Baton Rouge : University of Louisiana Press.

Engerman, Stanley L., et Kenneth L. Sokoloff (1997). « Dotations en facteurs, institutions et trajectoires de croissance différentielles parmi les économies du Nouveau Monde ». Dans Stephen H. Haber, éd. *Comment l'Amérique latine a pris du retard*. Stanford, Californie : Stanford University Press.

——(2005). « The Evolution of Suffrage Institutions in the New World ». *Journal of Economic History* 65 : 891-921.

Evans, Eric J. (1996). *The Forging of the Modern State: Early Industrial Britain, 1783–1870*. 2e éd. New York : Longman.

Evans, Peter B. (1995). *Embedded Autonomy: States and Industrial Transformation*. Princeton, New Jersey : Princeton University Press.

Ewald, Janet (1988). « Parler, écrire et autorité : explorations dans et depuis le royaume de Taqali ». *Études comparatives en histoire et société* 30 : 199-224.

Fagan, Brian (2003). *The Long Summer: How Climate Changed Civilization*. New York : Basic Books.

Faulkner, Neil (2000). *Le déclin et la chute de la Grande-Bretagne romaine*. Stroud, Royaume-Uni : Tempus Publishers.

Feinstein, Charles H. (2005). *Une histoire économique de l'Afrique du Sud : conquête, discrimination et développement*. New York : Cambridge University Press.

Ferguson, Niall (1998). *La maison Rothschild : Vol. 1 : Les prophètes de l'argent, 1798-1848*. New York : Viking.

Fergusson, Leopoldo (2010). « The Political Economy of Rural Property Rights and the Persistance of the Dual Economy ». Non publié. http://economia.uniandes.edu.co.

Finley, Moses (1965). « Technical Innovation and Economic Progress in the Ancient World ». *Economic History Review* 18 : 29–4.

——**(1999)**. *The Ancient Economy*. Berkeley : University of California Press.

Fischer, David H. (1989). *Albion's Seed: Four British Folkways in America*. New York : Oxford University Press.

Fogel, Robert W., et Stanley L. Engerman (1974). *Time on the Cross: The Economics of American Negro Slavery*. Boston : Little, Brown.

Foley, James A. (2003). *Korea's Divided Families: Fifty Years of Separation*. New York : Routledge.

Freudenberger, Herman (1967). « The State as an Obstacle to Economic Growth in the Hapsburg Monarchy ». *Journal of Economic History* 27 : 493-509.

Galenson, David W. (1996). « The Settlement and Growth of the Colonies: Population, Labor and Economic Development ». Dans Stanley L. Engerman et Robert E. Gallman, éd. *The Cambridge Economic History of the United States, Volume I: The Colonial Era*. New York : Cambridge University Press.

Ganson, Barbara (2003). *Les Guaranis sous la domination espagnole dans le Río de la Plata*. Palo Alto, Californie : Stanford University Press.

García-Jimeno, Camilo, et James A. Robinson (2011). « The Myth of the Frontier » (Le mythe de la frontière). Dans Dora L. Costa et Naomi R. Lamoreaux, éd. *Understanding Long-Run Economic Growth* (Comprendre la croissance économique à *long terme)*. Chicago : University of Chicago Press.

Gerschenkron, Alexander (1970). *Europe in the Russian Mirror*. New York : Cambridge University Press.

Ghani, Ashraf, et Clare Lockhart (2008). *Fixing Failed States: A Framework for Rebuilding a Fractured World*. New York : Oxford University Press.

Gibson, Charles (1963). *Les Aztèques sous la domination espagnole*. New York : Cambridge University Press.

Goldstein, Marcus, et Christopher Udry (2008). « The Profits of Power: Land Rights and Agricultural Investment in Ghana ». *Journal of Political Economy* 116 : 981-1022.

Goldsworthy, Adrian K. (2009). *How Rome Fell: Death of a Superpower*. New Haven, Connecticut : Yale University Press.

Goody, Jack (1971). *Technologie, tradition et État en Afrique*. New York : Cambridge University Press.

Gregory, Paul R., et Mark Harrison (2005). « Allocation Under Dictatorship: Research in Stalin's Archives ». *Journal of Economic Literature* 43 : 721-61.

Grieb, Kenneth J. (1979). *Le caudillo guatémaltèque : le régime de Jorge Ubico, 1931-1944*. Athènes : Ohio University Press.

Gross, Nachum T. (1973). « The Habsburg Monarchy, 1750–1914 ». Dans Carlo M. Cipolla, éd. *The Fontana Economic History of Europe*. Glasgow, Royaume-Uni : William Collins Sons and Co.

Guiso, Luigi, Paola Sapienza et Luigi Zingales (2006). « Does Culture Affect Economic Outcomes? » *Journal de l' of Perspectives économiques*

Perspectives 20 : 23-48.

Haber, Stephen H. (2010). « Politics, Banking, and Economic Development: Evidence from New World Economies ». Dans Jared Diamond et James A. Robinson, éd. *Natural Experiments of History*. Cambridge, Mass. : Belknap Press of Harvard University Press.

Haber, Stephen H., Herbert S. Klein, Noel Maurer et Kevin J. Middlebrook (2008). *Mexico Since 1980*. New York : Cambridge University Press.

Haber, Stephen H., Noel Maurer et Armando Razo (2003). *The Politics of Property Rights: Political Instability, Credible Commitments, and Economic Growth in Mexico, 1876–1929*. New York : Cambridge University Press.

Haggard, Stephan (1990). *Pathways from the Periphery: The Politics of Growth in the Newly Industrializing Countries*. Ithaca, N.Y. : Cornell University Press.

Halliday, Fred et Maxine Molyneux (1981). *The Ethiopian Revolution*. Londres : Verso.

Hanna, Willard (1978). *Indonesian Banda: Colonialism and Its Aftermath in the Nutmeg Islands*. Philadelphie : Institute for the Study of Human Issues.

Harding, Harry (1987). *La deuxième révolution chinoise : la réforme après Mao*. Washington, D.C. : Brookings Institution Press.

Harrison, Lawrence E., et Samuel P. Huntington, éd. (2000). *Culture Matters: How Values Shape Human Progress*. New York : Basic Books.

Hassig, Ralph C. et Kongdan Oh (2009). *The Hidden People of North Korea: Everyday Life in the Hermit Kingdom*. Lanham, Md. : Rowman and Littlefield Publishers.

Hatcher, John (2008). *La peste noire : une histoire personnelle*. Philadelphie : Da Capo Press.

Heath, Dwight (1972). « New Patrons for Old: Changing Patron-Client Relations in the Bolivian Yungas ». Dans Arnold Strickton et Sidney Greenfield, éd. *Structure and Process in Latin America*. Albuquerque : University of New Mexico Press.

Heinicke, Craig (1994). « African-American Migration and Mechanized Cotton Harvesting, 1950–1960 ». *Explorations in Economic History* 31 : 501–20.

Helmke, Gretchen (2004). *Courts Under Constraints: Judges, Generals, and Presidents in Argentina*. New York : Cambridge University Press.

Hemming, John (1983). *The Conquest of the Incas*. New York : Penguin Books.

Herbst, Jeffrey I. (2000). *États et pouvoir en Afrique*. Princeton, N.J. : Princeton University Press.

Hill, Christopher (1961). *The Century of Revolution, 1603–1714*. New York : W. W. Norton and Co.

——(1980). « A Bourgeois Revolution? » Dans Lawrence Stone, éd. *The British Revolutions: 1641, 1688, 1776*. Princeton, N.J. : Princeton University Press.

Hilton, Anne (1985). *The Kingdom of Kongo*. New York : Oxford University Press.

Hilton, Rodney (2003). *Bond Men Made Free: Medieval Peasant Movements and the English Rising of 1381*. 2e éd. New York : Routledge.

Hirst, John B. (1983). *Convict Society and Its Enemies: A History of Early New South Wales*. Boston : Allen and Unwin.

——(1988). *The Strange Birth of Colonial Democracy: New South Wales, 1848–1884*. Boston : Allen and Unwin.

——(2003). *Australia's Democracy: A Short History*. Londres : Allen and Unwin.

Hopkins, Anthony G. (1973). *An Economic History of West Africa*. New York : Addison Wesley Longman.

Hopkins, Keith (1980). « Taxes and Trade in the Roman Empire, 200 BC–400 AD ». *Journal of Roman Studies* LXX : 101–25.

Horrox, Rosemary, éd. (1994). *The Black Death*. New York : St. Martin's Press.

Chambre des communes (1904). « Documents relatifs à la construction de chemins de fer en Sierra Leone, à Lagos et sur la Côte-de-l'Or ».

Hu-DeHart, Evelyn (1984). *Yaqui Resistance and Survival: The Struggle for Land and Autonomy, 1821–1910*. Madison : University of Wisconsin Press.

Iaryczower, Matías, Pablo Spiller et Mariano Tommasi (2002). « Judicial Independence in Unstable Environments: Argentina 1935–1998 » (L'indépendance judiciaire dans des environnements instables : l'Argentine de 1935 à 1998). *American Journal of Political Science* 46 : 699-716.

Inikori, Joseph (1977). « The Import of Firearms into West Africa, 1751–1807 » (*L'importation d'armes à feu en Afrique de l'Ouest, 1751-1807). Journal of African History* 18 : 339-68.

Crise Crisis (2005). (2005). « Ouzbékistan : Le soulèvement d'Andijan », Asia Briefing n° 38, www.crisisgroup.org/en/regions/asia/central- asia/uzbekistan/B038-uzbekistan-the-andijon-uprising.aspx.

Israel, Paul (2000). *Edison : une vie d'inventions*. Hoboken, N.J. : John Wiley and Sons.

Iwata, Masakazu (1964). *Ōkubo Toshimichi : The Bismarck of Japan*. Berkeley : University of California Press.

Jackson, Michael (2004). *In Sierra Leone*. Durham, Caroline du Nord : Duke University Press.

Jansen, Marius B. (2000). *The Making of Modern Japan*. Cambridge, Mass. : Harvard University Press.

Jászi, Oscar (1929). *The Dissolution of the Habsburg Monarchy*. Chicago : University of Chicago Press.

Johnson, Chalmers A. (1982). *MITI and the Japanese Miracle: The Growth of Industrial Policy, 1925–1975*. Palo Alto, Calif. : Stanford University Press.

Jones, A.M.H. (1964). *The Later Roman Empire*. Volume 2. Oxford, Royaume-Uni : Basil Blackwell.

Jones, Eric L. (2003). *Le miracle européen : environnements, économies et géopolitique dans l'histoire de l'Europe et de l'Asie*. 3e éd. New York : Cambridge University Press.

Jongman, Willem M. (2007). « Gibbon avait raison : le déclin et la chute de l'économie romaine ». Dans O. Hekster et al., éd. *Crises and the Roman Empire*. Leyde, Pays-Bas : BRILL.

Josephson, Matthew (1934). *Les barons voleurs*. Orlando, Floride : Harcourt.

Kandiyoti, Deniz (2008). « Invisible to the World? The Dynamics of Forced Child Labour in the Cotton Sector of Uzbekistan » (Invisible au monde ? La dynamique du travail forcé des enfants dans le secteur cotonnier en Ouzbékistan). Non publié. École d'études orientales et africaines.

Kapuściński, Ryszard (1983). *L'Empereur : la chute d'un autocrate*. San Diego : Harcourt Brace Jovanovich.

Keck, Margaret E. (1992). *Le Parti des travailleurs et la démocratisation au Brésil*. New Haven, Connecticut : Yale University Press.

Keen, David (2005). *Conflit et collusion en Sierra Leone*. New York : Palgrave Macmillan.

Kelley, Jonathan, et Herbert S. Klein (1980). *Révolution et renaissance des inégalités : une théorie des inégalités et des privilèges héréditaires appliquée à la révolution nationale bolivienne*. Berkeley : University of California Press.

Keyssar, Alexander (2009). *Le droit de vote : l'histoire controversée de la démocratie aux États-Unis*. Édition révisée. New York : Basic Books.

Killick, Tony (1978). *L'économie du développement en action*. Londres : Heinemann.

Knight, Alan (2011). *Mexico : les XIXe et XXe siècles*. New York : Cambridge University Press.

Knights, Mark (2010). « Participation et représentation avant la démocratie : pétitions et discours dans la Grande-Bretagne prémoderne ». Dans Ian Shapiro, Susan C. Stokes, Elisabeth Jean Wood et Alexander S. Kirshner, éd. *Représentation politique*. New York : Cambridge University Press.

Kropotkin, Peter (2009). *Mémoires d'un révolutionnaire*. New York : Cosimo.

Kupperman, Karen O. (2007). *The Jamestown Project*. Cambridge, Mass. : Belknap Press of Harvard University Press.

Landes, David S. (1999). *La richesse et la pauvreté des nations : pourquoi certaines sont si riches et d'autres si pauvres*. New York : W. W. Norton and Co.

Lane, Frederick C. (1973). *Venise : une république maritime*. Baltimore, Maryland : Johns Hopkins University Press.

La Porta, Rafael, Florencio Lopez-de-Silanes et Andrei Shleifer (2008). « The Economic Consequences of Legal Origins ». *Journal of Economic Literature* 46 : 285-332.

Law, Robin C. (1977). *The Empire, c.1600–c.1836: West African Imperialism in the Era of the Atlantic Slave Trade*. Oxford, Royaume-Uni : The Clarendon Press.

——(1980). « Les transports à roues en Afrique occidentale précoloniale ». *Africa* 50 : 249-62.

——, éd. (1995). *De la traite négrière au commerce « légitime » : la transition commerciale en Afrique occidentale au XIXe siècle*. New York : Cambridge University Press.

Leith, Clark J. (2005). *Pourquoi le Botswana a prospéré*. Montréal : McGill University Press.

Lenger, Friedrich (2004). « Économie et société ». Dans Jonathan Sperber, éd. *The Shorter Oxford History of Germany: Germany 1800–1870*. New York : Oxford University Press.

León, Juanita (2009). *Country of Bullets: Chronicles of War*. Albuquerque : University of New Mexico Press.

Lerner, Abba P. (1972). « The Economics and Politics of Consumer Sovereignty ». *American Economic Review* 62 : 258-66.

Levy, David M. et Sandra J. Peart (2009). « Soviet Growth and American Textbooks ». Non publié.

Lewis, I. M. (1961). *A Pastoral Democracy*. Oxford, Royaume-Uni : Oxford University Press.

——(2002). *A Modern History of the Somali*. 4e éd. Oxford, Royaume-Uni : James Currey.

Lewis, W. Arthur (1954). « Economic Development with Unlimited Supplies of Labour » (Développement économique avec une main-d'œuvre illimitée). *Manchester School of Economic and Social Studies* 22 : 139-91.

Lindert, Peter H. (2004). *Growing Public. Volume 1 : Social Spending and Economic Growth Since the Eighteenth Century*. New York : Cambridge University Press.

——(2009). *Growing Public. Volume 2: Further Evidence: Social Spending and Economic Growth Since the Eighteenth Century*. New York: Cambridge University Press.

Lipset, Seymour Martin (1959). « Some Social Requisites of Democracy: Economic Development and Political Legitimacy ». *American Political Science Review* 53 : 69-105.

Lipset, Seymour Martin, et Stein Rokkan, éd. (1967). *Party System and Voter Alignments*. New York : Free Press.

López, Claudia, éd. (2010). *Y Refundaron la Patria … de cómo mafiosos y políticos reconfiguraron el Estado Colombiano*. Bogotá : Corporación Nuevo Arco Iris : Intermedio.

Lovejoy, Paul E. (2000). *Transformations in Slavery: A History of Slavery in Africa*. 2e éd. New York : Cambridge University Press.

MacFarquhar, Roderick, et Michael Schoenhals (2008). *Mao's Last Revolution*. Cambridge, Mass. : Harvard University Press.

Mann, Michael (1986). *Les sources du pouvoir social. Volume 1 : Une histoire du pouvoir depuis ses origines jusqu'en 1760 après J.-C*. New York : Cambridge University Press.

——(1993). *The Sources of Social Power. Volume 2: The Rise of Classes and Nation-states, 1760–1914*. New York : Cambridge University Press.

Manning, Patrick (1990). *Esclavage et vie africaine : le commerce occidental, oriental et africain des esclaves*. New York : Cambridge University Press.

Mantoux, Paul (1961). *La révolution industrielle au XVIIIe siècle*. Édition révisée. New York : Harper and Row.

Martin, Simon, et Nikolai Grube (2000). *Chronique des rois et reines mayas : déchiffrer les dynasties des anciens Mayas*. New York : Thames and Hudson.

Martinez, José (2002). *Carlos Slim : Retrato Inédito*. Mexico : Editorial Oceano.

Masire, Quett K. J. (2006). *Very Brave or Very Foolish? Memoirs of an African Democrat*. Gaborone, Botswana : Macmillan.

McCreery, David J. (1994). *Rural Guatemala, 1760–1940*. Palo Alto, Californie : Stanford University Press.

McGregor, Richard (2010). *The Party: The Secret World of China's Communist Rulers*. New York : Harper.

McMillan, John, et Pablo Zoido (2004). « How to Subvert Democracy: Montesinos in Peru ». *Journal of Economic Perspectives* 18 : 69–92.

Melbourne, Alexander C. V. (1963). *Les débuts du développement constitutionnel en Australie : Nouvelle-Galles du Sud 1788-1856 ; Queensland 1859-1922*. Avec des notes jusqu'en 1963 par l'éditeur. Édité et présenté par R. B. Joyce. 2e éd. Sainte-Lucie : University of Queensland Press.

Meredith, Martin (2007). *Mugabe : pouvoir, pillage et lutte pour l'avenir du Zimbabwe*. New York : Public Affairs Press.

Michels, Robert (1962). *Les partis politiques : une étude sociologique des tendances oligarchiques de la démocratie moderne*. New York : Free Press.

Mickey, Robert W. (2008). *Paths out of Dixie: The Democratization of Authoritarian Enclaves in America's Deep South, 1944–1972*. Manuscrit non publié.

Migdal, Joel S. (1988). *Strong Societies and Weak States: State-Society Relations and State Capabilities in the Third World*. Princeton, N.J. : Princeton University Press.

Mithen, Stephen (2006). *After the Ice: A Global Human History 20,000–5000 BC*. Cambridge, Mass. : Harvard University Press.

Mokyr, Joel (1990). *Le levier de la richesse : créativité technologique et progrès économique*. New York : Oxford University Press.

——(2009). *L'économie éclairée*. New York : Penguin.

Moore, Andrew M. T., G. C. Hillman et A. J. Legge (2000). *Village on the Euphrates: From Foraging to Farming at Abu Hureyra*. New York : Oxford University Press.

Morgan, Edmund S. (1975). *American Slavery, American Freedom: The Ordeal of Colonial Virginia*. New York : W. W. Norton and Co.

Munro-Hay, Stuart C. (1991). *Aksum : une civilisation africaine de l'Antiquité tardive*. Édimbourg : Edinburgh University Press.

Myers, Ramon H., et Yeh-Chien Wang (2002). « Economic Developments, 1644–1800 ». Dans Willard J. Peterson, éd. *The Cambridge History of China. Volume 9, Partie 1 : The Ch'ing Empire to 1800*. New York : Cambridge University Press.

Naidu, Suresh (2009). « Suffrage, scolarisation et sélection dans le Sud de l'après-guerre Sud. » Non publié. Département d' économie, Université Columbia . Disponible à l'adresse tuvalu.santafe.edu/~snaidu/papers/suffrage_sept_16_2010_combined.pdf.

Narayan, Deepa, éd. (2002). *Empowerment and Poverty Reduction: A Sourcebook*. Washington, D.C. : Banque mondiale.

Neal, David (1991). *The Rule of Law in a Penal Colony*. New York : Cambridge University Press.

Neale, J. E. (1971). *Elizabeth I and Her Parliaments, 1559–1581*. Londres : Cape.

Nogal, C. Álvarez et Leandro Prados de la Escosura (2007). « The Decline of Spain (1500–1850): Conjectural Estimates ». *European Review of Economic History* 11 : 319–66.

North, Douglass C. (1982). *Structure et changement in histoire économique*. New York : W. W. Norton and Co.

North, Douglass C. et Robert P. Thomas (1973). *The Rise of the Western World: A New Economic History*. New York : Cambridge University Press.

North, Douglass C., John J. Wallis et Barry R. Weingast (1989). *Violence and Social Orders: A Conceptual Framework for Interpreting Recorded Human History*. Princeton, N.J. : Princeton University Press.

North, Douglass C. et Barry R. Weingast (1989). « Constitutions and Commitment: Evolution of Institutions Governing Public Choice in 17th Century England ». *Journal of Economic History* 49 : 803-832.

Nove, Alec (1992). *An Economic History of the USSR 1917–1991*. 3e éd. New York : Penguin Books.

Nugent, Jeffrey B. et James A. Robinson (2010). « Les dotations sont-elles une fatalité ? Sur l'économie politique du développement institutionnel comparé ». *Revista de Historia Económica* (*Revue d'histoire économique ibérique et latino-américaine*) 28 : 45-82.

Nunn, Nathan (2008). « The Long-Term Effects of Africa's Slave Trades » (Les effets à long terme *de la traite négrière en Afrique)*. *Quarterly Journal of Economics* 123 : 139-76.

N**unn, Nathan, et Leonard Wantchekon (2011)**. « The Slave Trade and the Origins of Mistrust in Africa » (La traite négrière et les origines de la méfiance en Afrique), à paraître dans *l'American Economic Review.*

O'Brien, Patrick K., Trevor Griffiths et Philip Hunt (1991). « Les composantes politiques de la révolution industrielle : le Parlement et l'industrie textile cotonnière anglaise, 1660-1774 ». *Economic History Review*, nouvelle série 44 : 395-423.

Ogilvie, Sheilagh (2011). *Institutions and European Trade: Merchant Guilds 1000–1500*. New York : Cambridge University Press.

Olson, Mancur C. (1984). *The Rise and Decline of Nations: Economic Growth, Stagflation, and Social Rigidities*. New Haven, Conn.: Yale University Press.

O'Rourke, Kevin H., et Jeffrey G. Williamson (2002). « After Columbus: Explaining the Global Trade Boom 1500–1800 » (*Après Christophe Colomb : explication de l'essor du commerce mondial entre 1500 et 1800*). *Journal of Economic History* 62 : 417-56.

Owen, E. Roger (1981). *Le Moyen-Orient dans l'économie mondiale, 1800-1914*. Londres : Methuen and Co.

Owen, E. Roger, et Şevket Pamuk (1999). *A History of Middle East Economies in the Twentieth Century*. Cambridge, Mass. : Harvard University Press.

Owen, Thomas C. (1991). *The Corporation Under Russian Law, 1800–1917*. New York : Cambridge University Press.

Palmer, Robin H. (1977). *La domination foncière et raciale en Rhodésie*. Berkeley : University of California Press.

Palmer, Robin H., et Q. Neil Parsons, éd. (1977). *Les racines de la pauvreté rurale en Afrique centrale et australe*. Londres : Heinemann Educational.

Pamuk, Şevket (2006). « Estimating Economic Growth in the Middle East Since 1820 » (Estimation de la croissance *économique au Moyen-Orient depuis 1820)*. *Journal of Economic History* 66 : 809-828.

Pan, Philip P. (2008). *Out Of Mao's Shadow: The Struggle for the Soul of a New China*. New York : Simon & Schuster.

Pankhurst, Richard (1961). *An Introduction to the Economic History of Ethiopia, from Early Times to 1800*. Londres : Lalibela House.

Parsons, Q. Neil (1998). *Le roi Khama, l'empereur Joe et la grande reine blanche*. Chicago : University of Chicago Press.

Parsons, Q. Neil, Willie Henderson et Thomas Tlou (1995). *Seretse Khama, 1921-1980*. Bloemfontein, Afrique du Sud : Macmillan.

Perkins, Dwight H., Steven Radelet et David L. Lindauer (2006). *Économie du développement*. 6e éd. New York : W. W. Norton and Co.

Pettigrew, William (2007). « Free to Enslave: Politics and the Escalation of Britain's Transatlantic Slave Trade, 1688–1714 ». *William and Mary Quarterly*, 3e série, LXIV : 3–37.

——(2009). « Some Underappreciated Connections Between Constitutional Change and National Economic Growth in England, 1660–1720 ». Document non publié. Département d'histoire, Université du Kent, Canterbury.

Phillipson, David W. (1998). *Ancient Ethiopia: Aksum, Its Antecedents and Successors*. Londres : British Museum Press.

Pincus, Steven C. A. (2009). *1688 : The First Modern Revolution*. New Haven, Connecticut : Yale University Press.

Pincus, Steven C. A., et James A. Robinson (2010). « What Really Happened During the Glorious Revolution? » (Que s'est-il réellement passé pendant la Glorieuse Révolution ?) Non publié.

http://scholar.harvard.edu/jrobinson (La révolution de 1649 : une nouvelle histoire).

Pintner, Walter M. (1967). *Russian Economic Policy Under Nicholas I*. Ithaca, N.Y. : Cornell University Press.

Post, Jerrold M. (2004). *Leaders and Their Followers in a Dangerous World: The Psychology of Political Behavior*. Ithaca, N.Y. : Cornell University Press.

Price, David A. (2003). *Amour et haine à Jamestown : John Smith, Pocahontas et le cœur d'une nouvelle nation*. New York : Knopf.

Puga, Diego, et Daniel Trefler (2010). « International Trade and Domestic Institutions: The Medieval Response to Globalization ». Non publié. Département d'économie, Université de Toronto.

Putnam, Robert H., Robert Leonardi et Raffaella Y. Nanetti (1994). *Making Democracy Work: Civic Traditions in Modern Italy*. Princeton, N.J. : Princeton University Press.

Ransom, Roger L., et Richard Sutch (2001). *One Kind of Freedom: The Economic Consequences of Emancipation*. 2e éd. New York : Cambridge University Press.

Reid, Anthony (1993). *Southeast Asia in the Age of Commerce, 1450–1680. Volume 2: Expansion and Crisis*. New Haven, Connecticut : Yale University Press.

Reinikka, Ritva, et Jacob Svensson (2004). « Local Capture: Evidence from a Central Government Transfer Program in Uganda ».

Quarterly Journal of Economics, 119 : 679-705.

Relea, Francesco (2007). « Carlos Slim, Liderazgo sin Competencia ». Dans Jorge Zepeda Patterson, éd. *Los amos de México: los juegos de poder a los que sólo unos pocos son invitados*. Mexico : Planeta Mexicana.

Reno, William (1995). *Corruption and State Politics in Sierra Leone*. New York : Cambridge University Press.

——(2003). « Political Networks in a Failing State: The Roots and Future of Violent Conflict in Sierra Leone », *IPG* 2 : 44-66.

Richards, Paul (1996). *Fighting for the Rainforest: War, Youth and Resources in Sierra Leone*. Oxford, Royaume-Uni : James Currey.

Robbins, Lionel (1935). *An Essay on the Nature and Significance of Economic Science*. 2e éd. Londres : Macmillan.

Robinson, Eric (1964). « Matthew Boulton and the Art of Parliamentary Lobbying » (Matthew Boulton et l'art du lobbying parlementaire). *The Historical Journal* 7 : 209-29.

Robinson, James A. (1998). « Theories of Bad Policy » (Théories des mauvaises politiques). *Journal of Policy Reform* 1, 1-46.

Robinson, James A, et Q. Neil Parsons (2006). « State Formation and Governance in Botswana » (Formation de l'État et gouvernance au Botswana). *Journal of African Economies* 15, supplément AERC (2006) : 100-140.

Rock, David (1992). *Argentina 1516–1982: From Spanish Colonization to the Falklands War*. Berkeley : University of California Press.

Romero, Mauricio (2003). *Paramilitares y autodefensas, 1982–2003*. Bogotá : Editorial Planeta Colombiana.

——, éd. (2007). *Para Política : La Ruta de la Expansión Paramilitar y los Acuerdos Políticos*, Bogotá : Corporación Nuevo Arco Iris : Intermedio.

Sachs, Jeffery B. (2006). *La fin de la pauvreté : les possibilités économiques de notre temps*. New York : Penguin.

Sahlins, Marshall (1972). *Stone Age Economics*. Chicago : Aldine.

Saunders, David (1992). *Russia in the Age of Reaction and Reform, 1801–1881*. New York : Longman.

Savage-Smith, Emily (2003). « Islam ». Dans Roy Porter, éd. *The Cambridge History of Science. Volume 4 : Eighteenth-Century Science*. New York : Cambridge University Press.

Sawers, Larry (1996). *The Other Argentina: The Interior and National Development*. Boulder : Westview Press.

Schapera, Isaac (1940). « The Political Organization of the Ngwato of Bechuanaland Protectorate ». Dans E. E. Evans-Pritchard et Meyer Fortes, éd. *African Political Systems*. Oxford, Royaume-Uni : Oxford University Press.

——(1952). *The Ethnic Composition of the Tswana Tribes*. Londres : London School of Economics and Political Science.

——(1970). *Tribal Innovators: Tswana Chiefs and Social Change 1795–1940*. Londres : The Athlone Press.

Schoenhals, Michael, éd. (1996). *China's Cultural Revolution, 1966–1969*. Armonk, N.Y. : M.E. Sharpe.

Sfakianakis, John (2004). « Les baleines du Nil : réseaux, hommes d'affaires et bureaucrates à l'ère de la privatisation en Égypte ». Dans Steven Heydemann, éd. *Networks of Privilege in the Middle East*. New York : Palgrave Macmillan.

Sharp, Kevin (1992). *Le règne personnel de Charles Ier*. New Haven, Connecticut : Yale University Press.

Sheridan, Richard B. (1973). *Sugar and Slaves: An Economic History of the British West Indies 1623–1775*. Baltimore, Maryland : Johns Hopkins University Press.

Sidrys, Raymond, et Rainer Berger (1979). « Lowland Maya Radiocarbon Dates and the Classic Maya Collapse ». *Nature* 277 : 269-77.

Smith, Bruce D. (1998). *Emergence of Agriculture*. New York : Scientific American Library.

Sokoloff, Kenneth L. (1988). « Inventive Activity in Early Industrial America: Evidence from Patent Records, 1790–1846 ». *Journal of*

Economic History 48 : 813-30.

Sokoloff, Kenneth L., et B. Zorina Khan (1990). « La démocratisation de l'invention au début de l'industrialisation : preuves provenant des États-Unis, 1790-1846 ». *Journal of Economic History* 50 : 363-78.

Steffens, Lincoln (1931). *The Autobiography of Lincoln Steßens*. New York : Harcourt, Brace and Company.

Stevens, Donald F. (1991). *Origins of Instability in Early Republican Mexico*. Durham, Caroline du Nord : Duke University Press.

Stone, Lawrence (2001). *Les causes de la révolution anglaise, 1529-1642*. New York : Routledge.

Tabellini, Guido (2010). « Culture et institutions : le développement économique dans les régions d'Europe ». *Journal of the European Economic Association* 8, 677-716.

Tarbell, Ida M. (1904). *The History of the Standard Oil Company*. New York : McClure, Phillips.

Tawney, R. H. (1941). « The Rise of the Gentry ». *Economic History Review* 11 : 1–38.

Temin, Peter, et Hans-Joachim Voth (2008). « Private Borrowing During the Financial Revolution: Hoare's Bank and Its Customers, 1702–24 ». *Economic History Review* 61 : 541–64.

Thompson, E. P. (1975). *Whigs and Hunters: The Origin of the Black Act*. New York : Pantheon Books.

Thompson, I.A.A. (1994a). « Castille : politique, fiscalité et crise budgétaire ». Dans Philip T. Hoffman et Kathryn Norberg, éd. *Crise budgétaire, liberté et gouvernement représentatif 1450-1789*. Palo Alto, Californie : Stanford University Press.

——(1994b). « Castille : absolutisme, constitutionnalisme et liberté ». Dans Philip T.

Hoffman et Kathryn Norberg, éd. *Fiscal Crisis, Liberty, and Representative Government 1450–1789*. Palo Alto, Californie : Stanford University Press.

Thornton, John (1983). *Le royaume du Kongo : guerre civile et transition, 1641-1718*. Madison : University of Wisconsin Press.

Todkill, Anas (1885). *Ma Dame Pocahontas : un récit véridique de la Virginie. Écrit par Anas Todkill, puritain et pèlerin*. Boston : Houghton, Mimin and Company.

Commission Vérité et Réconciliation (2004). *Rapport final de la Commission Vérité et Réconciliation de Sierra Leone*. Freetown.

Vansina, Jan (1978). *Les enfants de Woot : une histoire du peuple Kuba*. Madison : University of Wisconsin Press.

Wade, Robert H. (1990). *Gouverner le marché : théorie économique et rôle du gouvernement dans l'industrialisation de l'Asie de l'Est*. Princeton,

N.J. : Princeton University Press.

Wallerstein, Immanuel (1974–2011). *Le système mondial moderne*. 4 vol. New York : Academic Press.

Ward-Perkins, Bryan (2006). *The Fall of Rome and the End of Civilization*. New York : Oxford University Press.

Weber, Max (2002). *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme*. New York : Penguin.

Webster, David L. (2002). *The Fall of the Ancient Maya*. New York : Thames and Hudson.

Webster, David L., Ann Corinne Freter et Nancy Gonlin (2000). *Copan : The Rise and Fall of an Ancient Maya Kingdom*. Fort Worth, Texas : Harcourt College Publishers.

Wheatcroft, Stephen G. et Robert W. Davies (1994a). « The Crooked Mirror of Soviet Economic Statistics ». Dans Robert W. Davies, Mark Harrison et Stephen G. Wheatcroft, éd. *The Economic Transformation of the Soviet Union, 1913–1945*. New York : Cambridge University Press.

——(1994b). « Population ». Dans Robert W. Davies, Mark Harrison et Stephen G. Wheatcroft, éd. *The Economic Transformation of the Soviet Union, 1913–1945*. New York : Cambridge University Press.

Wiener, Jonathan M. (1978). *Social Origins of the New South: Alabama, 1860–1885*. Baton Rouge : Louisiana State University Press.

Williamson, John (1990). *L'ajustement latino-américain : quels progrès ont été réalisés ?* Washington, D.C. : Institute of International Economics.

Wilson, Francis (1972). *Le travail dans les mines d'or sud-africaines, 1911-1969*. New York : Cambridge University Press.

Wilson, Woodrow (1913). *La nouvelle liberté : un appel à l'émancipation des énergies généreuses d'un peuple*. New York : Doubleday.

Woodward, C. Vann (1955). *L'étrange carrière de Jim Crow*. New York : Oxford University Press.

Woodward, Ralph L. (1966). *Class Privilege and Economic Development: The Consulado de Comercio of Guatemala, 1793–1871*. Chapel Hill : University of North Carolina Press.

Wright, Gavin (1978). *L'économie politique du Sud cotonier : ménages, marchés et richesse au XIXe siècle*. New York : Norton.

——(1986). *Old South, New South: Revolutions in the Southern Economy Since the Civil War*. New York: Basic Books.

——(1999). « L' , les droits civiques et le mouvement des droits de l'homme en tant qu'histoire économique ».
Journal of Economic History 59 : 267-89.

Zahedieh, Nuala (2010). *The Capital and the Colonies: London and the Atlantic Economy, 1660–1700*. New York : Cambridge University

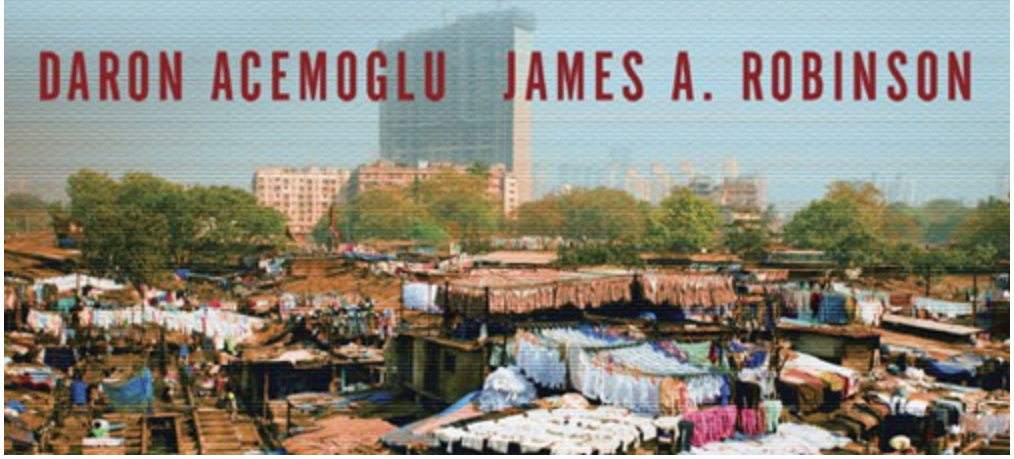
Press.

Zewde, Bahru (2002). *Histoire de l'Éthiopie moderne, 1855-1991*. Athènes : Ohio University Press.

Zohary, Daniel, et Maria Hopf (2001). *Domestication of Plants in the Old World: The Origin and Spread of Cultivated Plants in West Asia, Europe, and the Nile Valley (La domestication des plantes dans l'Ancien Monde : origine et propagation des plantes cultivées en Asie occidentale, en Europe et dans la vallée du Nil)*, troisième édition, New York : Oxford University Press.

"Truly awesome . . . brilliant in its simplicity and power."—Steven Levitt, coauthor of *Freakonomics*

THE ORIGINS OF
POWER, PROSPERITY, AND POVERTY

WHY NATIONS FAIL

DARON ACEMOGLU JAMES A. ROBINSON